

PRAXIS

REVUE PHILOSOPHIQUE

πραξις

UN MOMENT DU SOCIALISME YOU-
GOSLAVE – P. Vranicki, N. Popov, R. Su-
pek, Z. Pešić-Golubović, I. Kuvačić, B. Jak-
šić, M. Kangrga, A. Žvan, G. Petrović, D.
Grić, V. Cvjetičanin, Ž. Puhovski, B. Hor-
vat ● PUBLICATION PRELIMINAIRE –
E. Bloch ● PORTRAITS ET SITUA-
TIONS – J. M. Palmier: Goldmann vivant
● DISCUSSION – V. Milić: Method of Cri-
tical Theory ● VIE PHILOSOPHIQUE

UN MOMENT
DU SOCIALISME YOUGOSLAVE

3/4 • 1971

PRAXIS

REVUE PHILOSOPHIQUE
EDITION INTERNATIONALE

Comité de rédaction

BRANKO BOŠNJAK, DANKO GRLIĆ, MILAN KANGRGA, VELJKO KORAĆ,
ANDRIJA KREŠIĆ, IVAN KUVAČIĆ, MIHAILO MARKOVIĆ, GAJO PETROVIĆ,
SVETOZAR STOJANOVIĆ, RUDI SUPEK, LJUBOMIR TADIĆ,
PREDRAG VRANICKI, MILADIN ŽIVOTIĆ

Rédacteurs en chef

VELJKO KORAĆ et GAJO PETROVIĆ

Secrétaires de rédaction

BRANKO DESPOT et NEBOJŠA POPOV

Comité de soutien

KOSTAS AXELOS (Paris), ALFRED J. AYER (Oxford), ZYGMNUD BAUMANN (Tel-Aviv), NORMAN BIRNBAUM (Amherst), ERNST BLOCH (Tübingen), THOMAS BOTTOMORE (Brighton), UMBERTO CERRONI (Roma), MLADEN ČALDAROVIĆ (Zagreb), ROBERT S. COHEN (Boston), VELJKO CVJETIČANIN (Zagreb), BOŽIDAR DEBENJAK (Ljubljana), MIHAILO ĐURIĆ (Beograd), MARVIN FARBER (Buffalo), VLADIMIR FILIPOVIĆ (Zagreb), EUGEN FINK (Freiburg), IVAN FOCHT (Sarajevo), ERICH FROMM (Mexico City), † LUCIEN GOLDMAN (Paris), ANDRÉ GÖRZ (Paris), JÜRGEN HABERMAS (Frankfurt), ERICH HEINTEL (Wien), AGNE HELLER (Budapest), BESIM İBRAHIMPAŠIĆ (Sarajevo), MITKO ILIEVSKI (Skopje), LESZEK KOLAKOWSKI (Warszawa), KAREL KOŠIK (Praha), HENRI LEFEBVRE (Paris), † GEORG LUKÁCS (Budapest), SERGE MALLET (Paris), HERBERT MARCUSE (San Diego), ENZO PACI (Milano), HOWARD L. PARSONS (Bridgeport), ZAGORKA PEŠIĆ-GOLUBOVIĆ (Beograd), DAVIO RIESMAN (Cambridge, Mass.), VELJKO RUS (Ljubljana), JULIUS STRINKKA (Bratislava), ABDULAH ŠARČEVIĆ (Sarajevo), IVAN VARGA (Budapest), KURT H. WOLFF (Newton, Mass.), ALDO ZANARDO (Bologna).

Editeurs

HRVATSKO FILOZOFSKO DRUŠTVO
JUGOSLAVENSKO UDRUŽENJE ZA FILOZOFIJU

L'édition internationale est imprimée par l'Imprimerie de l'Académie yougoslave des sciences et des arts (Tiskara Jugoslavenske akademije znanosti i umjetnosti), Zagreb, Gundulićeva 24. Distribué par Industrijski radnik, Zagreb, Ilica 28.

UN MOMENT DU SOCIALISME YUGOSLAVE

Un moment du socialisme yougoslave	331
Predrag Vranicki / Le socialisme et la crise	335
Nebojša Popov / Les formes et le caractère des conflits sociaux	353
Rudi Supek / Some Contradictions and Insufficiencies of Yugoslav Self-Managing Socialism	375
Zagerka Pešić-Golubović / Socialist Ideas and Reality	399
Ivan Kuvačić / Additional Thoughts on Synchrony and Diachrony	423
Božidar Jakšić / Yugoslav Society between Revolution and Stabilization	439
Milan Kangrga / Phänomenologie des ideologisch-politischen Auftretens der jugoslawischen Mittelklasse	451
Antun Žvan / Ecstasy and Hangover of a Revolution	475
Gajo Petrović / »Bürokratischer Sozialismus«?	487
Danko Grljić / Marginalien zum Problem der Nation	495
Veljko Cvjetičanin / Caractéristiques et dilemmes du socialisme autogestif yougoslave	511
Žarko Puhovski / Philosophie de la politique du »Nouvel état de choses«	521
Branko Horvat / Analysis of the Economic Situation and Proposal for a Program of Action	533

PUBLICATION PRELIMINAIRE

Ernst Bloch / Warum und zu welchem Ende die meisten großen
Philosophen nicht, noch nicht Materialisten waren . . . 563

PORTRAITS ET SITUATIONS

Jean-Michel Palmier / Goldmann vivant . . . 567

DISCUSSION

Vojin Milić / Method of Critical Theory . . . 625

COMPTE RENDUS ET NOTES

Božidar Jakšić / Culture and Development of the Contemporary
Yugoslav Society 657

APPENDICE

Praxis, Edition Internationale, 1971. Index des auteurs . . . 665

UN MOMENT DU SOCIALISME YOUGOSLAVE*

Lorsque nous avons décidé, l'année dernière, de consacrer un numéro thématique aux questions du socialisme yougoslave, nous songions à l'actualité de ce thème, mais aussi au fait que cinq ans avaient passé depuis le dernier numéro consacré à l'ensemble des problèmes du socialisme («Sens et perspective du socialisme»). Nous ne savions pas que certaines de ces questions allaient devenir dans l'année en cours particulièrement brûlantes et se poser comme l'appréhension radicale de la structure de notre organisation sociale. La question du socialisme yougoslave, précisément en tant que socialisme, s'imposait non seulement au cercle étroit des travailleurs scientifiques et des marxistes, mais aussi à l'opinion publique élargie. C'est la raison pour laquelle le thème que nous avons choisi a pu ajouter à sa signification théorique une importance socialo-politique concrète. Bien entendu, en traitant un thème remarquable par son actualité, nous n'avons pas l'intention de renoncer à l'angle théorique, primordial dans nos rapports avec notre développement social. Et ceci non seulement parce que nous sommes d'abord une revue théorique, mais aussi parce que c'est du point de vue de la théorie marxiste et du mouvement socialiste en général que nous nous intéressons à ce qui est «passager et durable» dans notre système social, à ce qu'il faut dépasser critiqueusement dans le plus bref délai, à ce qu'il faut retenir, à ce qui nous pousse en avant, à ce qui nous ramène au passé.

* Les articles sur «Un moment du socialisme yougoslave», que nous publions ici représentent un choix du numéro 3-4/1971 de l'édition yougoslave de «Praxis» (la seule exception est l'article de B. Horvat, qui a été publié dans une autre revue yougoslave). Le dit numéro a été interdit en référé le 10 août 1971 par le procureur général de la ville de Sisak (où l'édition yougoslave de «Praxis» est imprimé), qui a au même temps demandé son interdiction permanente. Le tribunal de la ville de Sisak, par son jugement du 16 août 1971, a rejeté la demande pour l'interdiction du numéro 3-4 tout entier, mais a accepté la demande pour l'interdiction de l'article de M. Kangrga. Contre ce jugement a fait l'appel le procureur général de Sisak ainsi que la rédaction de Praxis. La Cour Suprême de Croatie, par son jugement du 30. août 1971, en rejetant l'appel du procureur général et en acceptant l'appel de la rédaction de «Praxis», a permis la vente du numéro 3-4/1971 de l'édition yougoslave tout entier, y inclut l'article de M. Kangrga. Ce qui a fait possible de publier les articles les plus intéressants de l'édition yougoslave (y inclut celui de M. Kangrga) aussi dans l'édition internationale. (Réd.)

Les réponses au thème proposé ont largement dépassé notre attente. Mais nous sommes conscients, avec ces contributions, de n'avoir pas épuisé le thème ni satisfait ceux de nos collaborateurs qui désirent aussi dire leur mot. Aussi avons-nous décidé de publier dans les numéros qui vont suivre, et sous une rubrique spéciale, toutes les contributions qui nous parviendront en cours d'impression ou après l'impression de ce numéro.

Que dire maintenant des contributions reçues? Bien que la rédaction tiennne à ce que, dans cette revue théorique, chaque auteur réponde de ses positions, bien que nous ayions pu nous attendre à des prises de position divergentes, sur une problématique socio-politique concrète, même de la part d'hommes dont les orientations marxistes et socialistes s'accordent pour l'essentiel — nous avons été surpris de la relative concordance de contributions traitant cependant de questions différentes sous différents aspects. Tout ceci montre que les auteurs (et d'autres avec eux), ayant profondément ressenti le sérieux de ce moment du socialisme en Yougoslavie et son importance décisive pour son développement futur, ont vu très nettement les problèmes et les difficultés essentielles d'une part (et pas seulement dans l'actualité immédiate), et d'autre part les possibilités et perspectives de solutions qui se présentent. Nous pourrions résumer en gros les positions de la façon suivante:

1. — Sur le plan du socialisme européen (et même hors de l'Europe), l'idée de l'autogestion ouvrière comme d'une vision humaniste du socialisme s'est affirmé au cours de ces dernières années, dans le mouvement ouvrier comme dans les cercles progressistes, et notamment dans l'intelligentsia. Le principe des «voies variées» du socialisme s'est tout naturellement lié à la conception des formes variées du socialisme, et l'autogestion s'est imposée comme la forme de véritable démocratisation du socialisme en général. Les résistances au socialisme étatique se multiplient, et sur le plan de la pensée théorique marxiste, on peut dire sans exagérer qu'il n'y a pas aujourd'hui de penseur marxiste de quelque importance qui lui consentirait des concessions théoriques. Ajoutons aussitôt que cette évolution dans le sens du marxisme créateur et du socialisme autogestif ne pouvait pas être affectée par les insuccès de la politique économique yougoslave ni par les phénomènes de crise du mouvement ouvrier, sujet sur lequel on a beaucoup discuté ces derniers temps dans les conférences du parti et autogestives. Certes, notre désir profond est que notre pays contribue véritablement au progrès du socialisme en tant que système, mais en même temps nous avons découvert avec satisfaction que la victoire de l'autogestion ouvrière ne dépend plus seulement de nos succès ou insuccès intérieurs, encore que nos insuccès puissent porter préjudice au mouvement ouvrier dans le monde (surtout après le choc avec la Tchécoslovaquie en 1968).

2. — Le socialisme en Yougoslavie est tombé en crise non seulement à cause de l'insuccès d'une politique déterminée (les insuccès de la «réforme économique» n'ont fait que souligner ses manques), mais

aussi à cause de la crise d'une certaine conception de l'autogestion ouvrière, à cause de la crise du système lui-même tel qu'il est défini dans la constitution et réalisé socialement. Aussi l'une des « fautes » essentielles du système est-elle d'avoir fait que le formalisme de droit a égalisé organisations productrices et organisations médiatrices (financières et commerciales), que le fétichisme capitaliste libéral du marché a rendues à leur contrôle de groupe égoïste et exploiteur. La classe ouvrière a perdu le droit de disposer du surplus de travail (reproduction élargie), et aussi du « travail passé » (accumulation sociale) en même temps que du « travail futur » (planification de la politique de développement).

3. — De même que l'égalité des citoyens, au nom du droit de l'homme en général, a abouti dans la société bourgeoise à l'inégalité et à l'exploitation de l'homme, de même la négligence des traits fonctionnels des organisations sociales a abouti à l'inégalité parmi les organisations autogestives, à l'« égoïsme de groupe », à l'exploitation d'organisation à organisation (et d'abord des organisations productrices par les organisations financières et commerciales). Le mécanisme de la concurrence et l'« esprit d'entreprise » ont enseigné à la classe ouvrière cet « égoïsme de groupe », et l'absence du rôle de défense de classe des syndicats, leur maintien en tant que facteurs « d'éducation et de discipline » (dans l'esprit du socialisme étatique), a laissé la classe ouvrière privée de la solidarité de classe élémentaire et de résistance de classe à l'exploitation du travail. Au lieu de la solidarité de classe, on a enseigné à la classe ouvrière un esprit d'entreprise bourgeois dans le cadre des rapports monnaie-marchandise, et la parole a été prise par les couches moyennes ou bourgeoises, anciennes ou fraîches émouluées. La classe ouvrière est donc restée privée de mécanismes économiques adéquats et de mécanismes politiques et d'idées défensifs. C'est ce que prouvent les « grèves sauvages » (plus de mille au cours des deux dernières années) et l'effort fait pour imposer l'idéologie des couches moyennes (qui veut que les syndicats de classe soient remplacés par des syndicats nationaux et l'internationalisme prolétarien par le nationalisme bourgeois). Il faut dire en outre que les organisations ouvrières culturelles ont péri d'une mort lente et que la bureaucratie politique a veillé à ce que le marxisme en tant qu'idéologie ne soit pas exagérément présent dans notre société. Conformément à l'orientation du marché donnée par les couches moyennes qui ont été les seules à s'enrichir au cours des dernières années, les moyens de communications de masse (surtout la presse quotidienne et hebdomadaire) se sont efforcés de propager les « valeurs » de la société de consommation, et non celles du socialisme autogestif.

4. — Les phénomènes du nationalisme, dont on a tant parlé ces derniers temps, sont des « phénomènes naturels » du fonctionnement actuel du « système autogestif » qui désorganise la classe ouvrière et organise les couches moyennes et médiasantes. A la mentalité des couches moyennes est venue s'ajouter celle de toute une légion de « communistes et

socialistes déçus», compagnons de la révolution socialiste qui ont cherché dans les valeurs nationales traditionnelles un succédané à la «révolution manquée» et à l'idéologie révolutionnaire.

5. — La décentralisation du système politique par la mise en valeur de l'«état républicain», et non de l'«autogestion républicaine», met l'accent sur certains mécanismes défensifs de l'organisation politique de la société, et non point sur les mécanismes progressistes. Loin d'être comprises comme un processus naturel de «dépérissement de l'état», la décentralisation et l'affirmation du rôle des républiques sont expliquées le plus souvent comme une «division du pouvoir» sur la base de l'ancien système, et parfois même comme un pas en arrière. C'est la raison pour laquelle le développement futur dépendra des réformes sociales radicales réalisées sur le terrain-même du système autogestif, dans le sens d'une démocratisation véritable (il n'est pas difficile de constater que les couches moyennes tendent vers les solutions autoritaires), et dans le sens d'une socialisation des organisations sociales. Pour y parvenir, il sera nécessaire de développer en même temps de larges discussions et de larges actions dans le sens des recommandations et des exigences formulées entre autres par le II^e Congrès des autogesteurs.

6. — Il faudrait également mettre en application la position programmatique de la direction politique soulignant la nécessité de garder l'unité du système politique et socialiste en Yougoslavie comme base réelle de l'unité des peuples yougoslaves, non seulement par les processus de politique pratique, mais par les processus d'idées correspondants. Il est hors de doute que la consolidation du socialisme autogestif sert les intérêts de la classe ouvrière et de tous les peuples de Yougoslavie, et représente la meilleure des digues élevées contre toutes les spéculations politiques, dans notre pays et au dehors, spéculations qui comptent sur les tendances séparatistes, le découpage de la Yougoslavie dans l'esprit de la politique des blocs, la liquidation de l'autogestion ouvrière comme contre-balance au socialisme étatique. Nous devons nous garder d'oublier que les forces qui agissent dans ce sens sont très puissantes, à l'Est comme à l'Ouest, mais nous ne devons pas perdre de vue que toutes les forces progressistes, en Europe occidentale et dans le camp socialiste, sont vitalement intéressées par la préservation d'une Yougoslavie autogestive et socialiste unique.

LE SOCIALISME ET LA CRISE

Predrag Uranicki

Zagreb

I

Il y a déjà un bon demi-siècle que le socialisme se trouve placé sur la scène historique. Au cours de cette période, il s'est révélé sous ses différents aspects. Les clairs et les sombres. Les uns et les autres peuvent être rattachés à ces situations de crise qui affectent tous les développements, et par conséquent le développement social, crises de croissance, de stagnation, dépérissement. Pour l'action historique consciente, il est capital de distinguer clairement les caractères de certaines contradictions au lieu de jeter le voile sur certaines situations de crise en appelant crise de croissance ce qui est de toute évidence une inquiétante crise de stagnation.

Dans le développement du socialisme jusqu'à nos jours, tout phénomène de crise grave a forcément quantité de causes primordiales et secondaires. Je désire dans cette étude mettre l'accent sur les moments que je considère comme essentiels pour ces phénomènes. Et j'y vois deux moments décisifs: premièrement, les situations et conditions historiques extérieures et intérieures à l'intérieur desquelles le socialisme s'est développé jusqu'à maintenant (je parle essentiellement du socialisme européen); deuxièmement, la capacité ou l'incapacité des protagonistes eux-mêmes, les marxistes, à agir le plus possible conformément aux conditions précitées. Comme je vais le montrer, jusqu'à présent, on pouvait parler infiniment plus de dogmaticité, de non-élasticité et pour ainsi dire de non-marxité des marxistes eux-mêmes dans la réalisation des buts historiques, ce qui a beaucoup contribué à l'approfondissement de certains moments de crise, dont je parlerai ici.

Il est tout à fait logique que les marxistes européens, dans leur engagement historique, soient partis d'abord des positions de Marx et Engels sur le dépassement du capitalisme et l'organisation du socialisme. Ils sont partis de leurs conceptions, mais ils ont négligé tout à fait les conditions et suppositions historiques desquelles étaient partis ces deux grands esprits de la pensée théorique du XIX^e siècle. Et c'est

ici, à mon avis, qu'il faut chercher l'origine du malentendu tragique qui non seulement caractérisa la grave crise du socialisme-stalinisme, mais qui souvent se perpétue théoriquement et pratiquement dans le socialisme d'aujourd'hui.

Nous n'avons pas l'intention d'expliquer longuement l'une des pensées fondamentales de Marx et Engels sur le dépassement de la production capitaliste anarchique et des différentes formes d'aliénation de l'homme grâce à l'organisation de la production planifiée et une direction appliquée aux choses et non plus aux hommes. Assez de textes chez les classiques traitent de ce sujet et nous nous contenterons d'en citer deux. C'est ainsi que Marx écrivait dans la Critique du programme de Gotha: »Dans une société qui repose sur des principes de coopération, qui se fonde sur la propriété commune des moyens de production, les producteurs n'échangent pas leurs produits; le travail accompli pour l'obtention des produits n'apparaît pas non plus comme *valeur* de ces produits, mais comme une qualité matérielle qu'ils possèdent, car déjà, contrairement à ce que l'on observe dans la société capitaliste, les travaux individuels n'existent pas indirectement mais directement, comme parties intégrantes du travail total«. De même, Engels, vers l'année 70, écrivait dans son ouvrage contre Dühring: »En prenant possession des moyens de production dans la propriété de la société, on élimine la production de la marchandise et par le fait-même le règne des produits sur les producteurs. L'anarchie, dans la production sociale, est remplacée par l'organisation consciente et planifiée«.

Ces positions mettent en valeur l'une des caractéristiques essentielles opposant d'un côté société capitaliste d'exploitation et règne des produits sur les producteurs, et de l'autre socialisme, ou abolition de ce règne par l'organisation planifiée de la production et la domination de la production, c'est-à-dire des choses. Le »malentendu« tragique, chez les successeurs de Marx, est survenu au moment où ils ont perdu de vue les conditions historiques de l'hypothèse sur laquelle se sont fondés les fondateurs du marxisme, et au moment où ils ont essayé d'appliquer les positions et conceptions en question d'une façon mécanique et directe, sans aucune médiation sociale, à leur situation historique – situation qui, dans la majorité des cas, était essentiellement différente de celle pensée par Marx et Engels. Il est nécessaire de le souligner, afin d'éclairer cette erreur historique et d'en tirer un enseignement.

L'optique historique des positions de Marx et Engels sur le développement du socialisme s'est avérée très éloignée de ce que fut le cours réel des choses. Ils ont supposé – ce qui était le plus logique et le plus rationnel – que le socialisme accèderait à la scène historique dans les pays qui étaient à l'époque les plus développés, où la classe ouvrière était la plus forte, où les contradictions entre bourgeoisie et prolétariat étaient par conséquent les plus aiguës. Ces grands pays étaient l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Amérique. Au début de la deuxième moitié du XIX^e siècle, la Russie était le plus arriéré de tous les grands pays européens, le servage venait d'être aboli et le

svstème portait encore des traces évidentes de féodalisme et de monarchisme. Les autres pays d'Europe de l'est étaient dans des situations identiques. Le mouvement ouvrier n'existait pour ainsi dire pas.

Les pays développés que nous avons cités étaient déjà pourvus d'une articulation de classe et sociale claire et forte, avec tout un passé de révolutions et de traditions démocratiques et culturelles bien plus développées, avec un mouvement ouvrier puissant et même riche de certaines expériences révolutionnaires (les chartistes, les blanquistes, la Commune de Paris, etc). On comprend parfaitement que dans une telle situation, on ait cherché les brèches du capitalisme là où de nombreuses suppositions pour leur existence ou leur formation intensive existaient déjà.

Si l'on tient compte de ces suppositions, la chose n'est pas si obscure. Cependant, les marxistes qui suivirent ne se sont jamais posé la question de savoir ce qui découlait de ces suppositions, qui pût donner à Marx et à Engels des bases pour établir leurs conclusions. Car, il faut le souligner également, il ne s'agissait pas seulement d'une projection théorique du futur lointain, mais aussi de la réalité immédiate du socialisme. Et les conclusions découlaient des conséquences des suppositions historiques. Ces conséquences, d'ailleurs, avaient une portée à longue échéance mais permettaient aussi des réalisations directes ou presque des positions essentielles de Marx et Engels sur le développement du socialisme en tant que première phase du communisme.

Par sa victoire dans les pays développés d'Europe et d'Amérique, le socialisme serait devenu le système économique dominant du monde. Grâce à son potentiel économique moderne, il n'aurait pas eu de concurrent important: par ailleurs, ses ressources économiques et ses forces de production auraient agi de façon décisive sur l'accélération du développement économique et social dans les autres pays. Le développement du socialisme dans les autres pays du monde aurait échappé à la pression de la concurrence et de l'exploitation économique, et aurait pu compter sur une aide économique importante.

Deuxièmement, par le fait-même, le socialisme serait devenu un système politique dominant, et grâce au développement du démocratisme socialiste, à l'élargissement des possibilités de l'engagement social et de la participation du travailleur à la gestion de son processus de production et de la société dans sa totalité, il serait devenu historiquement si attractif qu'il aurait accéléré la maturité politique et l'engagement des travailleurs dans les autres pays.

Troisièmement, étant donnée la position économique et politique dominante dont il aurait bénéficié, le socialisme aurait fait tomber les besoins des énormes dépenses militaires qui pèsent toujours sur l'économie et la société dans les pays du monde entier, phénomène qui a des effets parfaitement négatifs sur l'élévation du niveau de vie, et sur le raccourcissement de la journée de travail, l'une des suppositions les plus essentielles du succès du socialisme comme dépassement de la division du travail en travail manuel et travail intellectuel.

Quatrièmement, grâce à tout cela le socialisme aurait pu se développer à la mesure de ses besoins, de ses exigences et de ses suppositions.

Soustrait aux pressions économiques et politiques venant de l'extérieur, il aurait déterminé lui-même son rythme de développement conformément à ses possibilités.

Enfin cinquièmement, à cause de toutes les raisons citées, Marx a logiquement supposé que le rapport essentiel de la société bourgeoise – le capital-rapport – serait rapidement dépassé, et avec lui la production des marchandises. Dans la sphère politique, le dépérissement de l'état serait également l'un de processus essentiels les plus urgents, étant donnée le caractère de cette sphère et la forte menace d'une possibilité de déformation bureaucratique et étatique.

Je pense que tout cela nous montre clairement que Marx et Engels, ainsi que la majorité des marxistes de la II^e Internationale, ne supposaient pas l'économie planifiée et le dépassement des rapports monnaie-marchandise comme un but lointain du socialisme, mais comme un but direct; c'est du moins ce que prouvent toutes les suppositions précitées, qui découlaient de leurs conceptions des voies de la révolution socialiste. La certitude que la révolution prolétarienne éclaterait d'abord dans les pays les plus développés était si profondément ancrée dans l'esprit des marxistes du début de notre siècle que même les Bolcheviques, considérant la supposition de Lénine concernant la possibilité d'ouvrir une brèche dans le capitalisme même en pays sous-développé, ne voyaient dans cette éventualité, même au début de leur révolution, qu'une impulsion donnée au prolétariat des pays sous-développés pour continuer l'œuvre commencée. D'autre part, quand les Bolcheviques ont fait la révolution, une grande partie des sociaux-démocrates européens n'ont pas voulu reconnaître cette révolution comme une révolution prolétarienne, les événements qui se déroulaient n'étant pas conformes aux suppositions précitées.

Cependant, avant de passer au cours réel des événements révolutionnaires, il convient de souligner encore ce qui suit: nous avons dit que tous les grands marxistes considéraient le dépassement du capital-rapport, de l'économie monnaie-marchandise, et par conséquent du travail salarié, comme la tâche essentielle, comme la vocation historique du socialisme pour l'édification d'une société nouvelle. délivrée des rapports salariés, de l'exploitation et des formes variées de l'aliénation de l'homme – ce qui reste aujourd'hui le but essentiel des forces socialistes progressistes du monde entier; mais il faut rappeler aussi que Marx, Engels et Lénine, pour citer seulement les plus importants, supposaient aussi le dépérissement de la sphère politique, c'est-à-dire le dépérissement de l'état et la structuration de la société sur la base de l'«association des producteurs libres». Sur ce point, nous ne désirons ni répéter ni citer ce que nous avons déjà dit en maintes occasions, comme tant d'autres qui ont analysé le même problème, mais nous voulons rappeler les conclusions de Marx touchant l'analyse des événements de la Commune de Paris, les positions d'Engels sur le dépérissement de l'état dans l'«Anti-Dühring», les pages exhaustives que Lénine consacre au même problème dans «Etat et révolution», ainsi que quantité d'autres écrits de moindre importance parus après la révolution, la valorisation historique des Soviets russes et les premiers essais réels d'édification du système des soviets dans les révolu-

tions russe, hongroise, allemande, et de nombreux événements révolutionnaires vers la fin de la Première Guerre mondiale. En un mot, on peut dire que l'essence du développement du socialisme n'est pas conçue par les fondateurs du marxisme comme la domination de l'état, comme l'organisation de la production dans la société par un mécanisme politico-étatique, mais comme le dépassement de ce mécanisme par l'affermissement de l'auto-organisation de la classe ouvrière et du travailleur dans le socialisme. L'orientation planifiée de son développement devait donc être de plus en plus une fonction de la structure autogestive de la société, et de moins en moins une orientation politico-étatique.

Il est nécessaire de signaler ici que ces conceptions étaient et sont restées celles de Marx et d'Engels, et que nous pouvons les suivre sur ce terrain jusqu'à leurs derniers écrits. Par exemple, la position de Marx sur le problème de la liberté dans le tome 3 du Capital est citée mainte fois, mais rarement comme confirmation des positions mentionnées plus haut. Parlant de la liberté de l'homme, qui commence là où finit le travail déterminé par la misère et par la finalité extérieure, Marx souligne que, étant donnée la sphère de production, «la liberté dans cette sphère ne peut consister que dans le fait que *l'homme associé, les producteurs associés* (souligné par P. V.), organisent rationnellement tout le commerce de la matière avec la nature, et la placent sous leur contrôle commun au lieu de faire que ce commerce les domine comme une force aveugle; dans le fait, par ailleurs, qu'ils le réalisent avec une dépense de forces minime et dans les conditions les plus dignes de leur nature humaine. Mais tout cela reste du domaine de la nécessité. Au-delà commence le développement de la force humaine, qui est un but en soi, le véritable empire de la liberté, qui ne peut reflourir que dans le royaume de la nécessité pris comme base. *La diminution de la journée de travail en est la condition principale*» (Souligné par P. V.)

Si nous omettons ou rejettons cette conception des classiques du marxisme, concernant l'«association des producteurs libres», les «producteurs associés», les soviets, les conseils, en un mot, et pour employer notre terminologie à nous: la conception de la gestion ouvrière et sociale – nous rejetons la caractéristique essentielle du socialisme, ce qui a toujours eu et aura toujours des conséquences déplorables et même tragique pour son développement.

II

Telles furent donc les suppositions essentielles. La probabilité de l'ébranlement du capitalisme là où le supposaient les classiques du marxisme, et par conséquent, de la réalisation immédiate des conceptions que nous avons exposées, cette probabilité était très grande au XIX^e siècle. Cependant, tout a été brouillé par ce facteur qui distingue essentiellement l'histoire des processus de la nature, je veux dire l'homme. Certaines possibilités ont apparu en Europe au début du XX^e siècle, surtout dans la période de la Première Guerre mondiale,

que des personnalités et organisations formées (je pense d'abord à Lénine et aux Bolcheviques) ont su bien mieux utiliser que les personnalités et organisations les plus connues et les plus éminentes dans les régions développées de l'Europe – et l'histoire s'est mise en marche en suivant des courants qui ne furent point ceux supposés par Marx et Engels. Les percées dans le mur du capitalisme ne se sont point faites dans les pays les plus développés, mais dans l'un des pays les moins développés d'Europe.

Une situation spécifique s'est donc créée, liée au développement du socialisme, dans laquelle les suppositions de Marx que nous avons citées sont purement et simplement tombées. La Russie d'alors, même sans les dévastations de la guerre civile, ne pouvait pas devenir un pays économiquement et politiquement dominant dans le monde, et le socialisme, par le canal de ce seul pays, ne pouvait pas non plus devenir un système dominant, ni se développer en obéissant à sa propre mesure et à ses propres besoins, mais restait en concurrence ardue avec le capitalisme développé. Cependant, si les suppositions ont failli dans leur presque totalité, les marxistes n'en ont pas moins suivi les visions de Marx et Engels, qui supposaient une situation beaucoup plus développée et une position tout à fait différente dans le monde pour les pays socialistes. Tous les marxistes russes ont pensé avec Lénine qu'ils pouvaient et devaient réaliser dans l'immédiat la pensée des classiques concernant l'opposition essentielle au capitalisme, cette pensée qui devait abolir le rapport salarié et le caractère anarchique de la production capitaliste et de tout ce qui en découlait. Ce fut l'époque de la nationalisation intégrale, et, à cause de la guerre, de l'instauration du communisme de guerre. Quatre ans plus tard, le socialisme traversait en Russie une crise économique très grave, qui était conséquence non de l'abondance mais de la pénurie, et qui menaçait de mettre en question la croissance normale de l'économie. l'échange avec la campagne, et par conséquent, sur le plan politique, les rapports de la classe ouvrière et de la paysannerie avec le nouveau pouvoir.

Seule une personnalité de génie comme Lénine, libéré des schémas même dans le cas où les suppositions générales étaient justes, en 1921, dans de telles conditions et dans les structures de pensée de ses compagnons, pouvait accomplir une volte-face décisive et proclamer la nécessité de la N.E.P. Et proclamer la nécessité de la N.E.P., c'était ouvrir la porte aux rapports capitalistes et aux méthodes de la production capitaliste, puisque plusieurs milliers d'usines ont été confiées à la direction des capitalistes, ce qui ébranla fortement bon nombre de communistes honnêtes et convaincus. Bon nombre d'éminents marxistes russes ne pouvaient pas être intimement d'accord avec Lénine sur la nécessité, en 1918, de faire la paix avec l'Allemagne impérialiste (et pardessus le marché, paix honteuse), et ils ne pouvaient pas non plus, au début, donner leur accord à cette attitude de «conciliation» envers le capitalisme, après la victoire remportée sur lui. Cependant, la grandeur de Lénine est d'avoir eu un sentiment de la réalité tout à fait exceptionnel, un sens profond des possibilités réelles – qui commandaient à sa tactique révolutionnaire, sans qu'il laissât échapper pour autant les chaînons essentiels. C'est la raison pour laquelle, après

la victoire d'Octobre, il appliqua, en ce qui concerne la question paysanne, le programme social-révolutionnaire de gauche, et non pas le programme communiste; avec la nationalisation formelle de la terre tout entière, les communistes russes ont donné aux paysans la terre à gérer. De même, lorsqu'il vit qu'il ne pourrait autrement tirer le pays de la crise de stagnation du développement économique, Lénine n'hésita pas à inaugurer la nouvelle politique économique, ce qui était déroger aux principes proclamés, mais assurait le salut de la révolution. On dira qu'il y a là contradiction: certainement, comme dans le développement du monde tout entier, surtout le développement du monde d'aujourd'hui.

Les qualités caractéristiques de la personnalité de Lénine manquaient complètement à son «successeur». Limitant de plus en plus la démocratie dans le parti, Staline, par des méthodes non-démocratiques, s'est débarrassé peu à peu de l'opposition dans le parti et vers la fin des années trente, à commencé à réaliser la collectivisation forcée et l'économie dirigée planifiée. Le sentiment de la spécificité des moments et l'esprit démocratique dans la solution des problèmes politiques faisaient complètement défaut à Staline. Il lui manquait aussi la confiance dans les masses, et avant tout dans la classe ouvrière. Et tandis que Lénine devait compter encore avec l'état socialiste, mais avec l'état déperissant – car, dans la pensée de Lénine, il devait être remplacé par la gestion directe des travailleurs dans les soviets – Staline a identifié socialiste et étatique, il a rejeté, il a banni l'idée de Marx sur l'autogestion et a conçu l'économie planifiée et la planification comme une fonction de l'état, proclamant cette époque moment historique de la victoire complète des rapports socialistes, ce qui aurait dû signifier aussi dépassement des catégories essentielles de l'économie politique: le marché, les rapports monnaie-marchandise, le capital-rapport, la valeur, etc . . . Staline et ses collaborateurs ne pouvaient pas comprendre qu'à ce degré de développement social et dans de telles conditions historiques, il était impossible d'abolir aussi rapidement les anciens rapports, qu'il était impossible, sans encourir les plus lourdes conséquences, de bannir la grande idée marxiste sur le dépérissement de l'état, c'est-à-dire sur l'affermissement de l'autogestion et du rôle du travailleur dans la gestion non seulement de son surplus de travail, mais aussi de sa communauté sociale. Egalisant socialiste et étatique, propriété socialiste et propriété étatique, planification socialiste et planification étatique, ils ont créé un système étatique et bureaucratique puissant, un mécanisme qui, dans une situation sous-développée et dans un pays à traditions démocratiques faibles pouvait très facilement devenir fatal même pour les meilleurs protagonistes de la révolution, en même temps que pour une partie du peuple de ce pays, ce qui n'a pas manqué de se produire après quelques années seulement. Le système socialiste et son développement en URSS, pour les raisons que nous venons de citer, devait tomber d'une crise dans une autre.

Dans la situation intérieure sous-développée, les processus cités ne pouvaient être réalisés que par recours à la force. Concrètement, c'était le renforcement de la puissante sphère étatique et bureaucratique,

la scission entre le pouvoir politique et le peuple allant en s'aggravant tandis que les rapports démocratiques dans le parti et dans la société devenaient de plus en plus étroits, et que toute pensée créatrice dans le domaine des sciences sociales et humanistes était étouffée et rendue impossible aussitôt qu'esquissée.

Le résultat fut la création d'un nouveau type de rapports salariés, d'un nouveau type d'aliénation économique-politique, ce qui, dans un système étatique et bureaucratique, ne pouvait que se refléter sur le plan des rapports nationaux (la domination de la nation russe, le mépris du droit des nations à l'autodétermination – le cas des pays baltiques, de certains pays d'URSS, et plus tard, par exemple, de la Tchécoslovaquie). Donc, dans un pays à traditions démocratiques faibles, et avec de fortes traditions absolutistes et autoritaires, dans un pays dont le prolétariat avait été décimé par la guerre civile et les masses épuisées – la politique de Staline a abouti à une crise profonde du socialisme qui eut des conséquences politiques à longue portée dans le monde entier: au lieu du développement de la démocratie socialiste, la terreur bureaucratique fut proclamée le degré le plus haut de la liberté de l'homme dans le monde moderne, la suppression totale du droit de la personne, les pires méthodes moyennâgeuses ayant été introduites dans les processus judiciaires, furent proclamées vers la fin des années trente réalisation du socialisme et début du passage au communisme.

On pourrait en conclure que tout développement du socialisme aboutira à des crises sensibles s'il ne tient pas compte des situations et possibilités concrètes, c'est-à-dire des étapes possibles de la réalisation des idées qui sont le but final de cette époque historique, but déjà exprimé dans Marx et Engels. D'autre part, tout socialisme situé dans un cadre européen doit tomber dans des crises graves s'il ne commence pas dans l'immédiat la réalisation des rapports autogestifs et la structuration de la société sur ces rapports autogestifs, ce qui ne fait avec *le dépérissement de l'état*¹ qu'un seul et même processus. Staline n'a pas été si violemment critiqué et disqualifié pour avoir compté sur l'état socialiste, mais pour l'avoir compris comme l'unique réalité du socialisme et pour avoir transformé le processus essentiel du socialisme – le développement de l'autogestion sous la forme des soviets – en parlementarisme politique pur et simple, susceptible d'être manipulé à travers le mécanisme étatique et politique, surtout dans les rapports non-démocratiques. Le stalinisme, en tant que système de pensée et système de pouvoirs et de rapports (et le culte de la personnalité n'en est que l'expression extrême), subit une critique violente de la part de toutes les forces socialistes pour avoir conçu la gestion totale du pays, et par là la planification économique, seulement comme une fonction de l'état, donc de la sphère étatico-bureaucratique, et non d'abord comme une fonction de l'association des producteurs libres, comme la fonction de l'autogesteur. De même, parce qu'il

¹ J'ai déjà parlé dans des études antérieures de ce second moment et du problème de la démocratie dans le parti, la vie publique, etc., et je ne répéterai pas ici ce que j'ai déjà dit.

a réalisé ces conceptions dans le socialisme sans tenir compte des possibilités concrètes, grâce à des méthodes intolérablement violentes et policières, parce qu'il a étouffé la libre critique et proclamé ennemi du peuple quiconque s'opposait à de tels actes et à de telles conceptions, il tombe sous le coup de la critique. Telles sont, du moins fondamentalement, les racines profondes de la crise grave qui dans ces pays secoue le socialisme depuis déjà plusieurs dizaines d'années. La crise peut être adoucie par une prospérité économique, par l'élargissement des libertés publiques, etc. Mais tant que les structures de rapports que nous avons décrites ne seront pas détruites, le socialisme n'échappera pas à la crise. Les moments essentiels de la libération de l'homme échappant aux sphères politiques et économiques du pouvoir ne sont pas »derrière«, mais toujours »devant«, comme une tâche historique.

III

Etant donné le développement du socialisme yougoslave et en parlant le plus généralement possible, on pourrait le définir comme une lutte pour la voie personnelle, pour la réalisation de conceptions marxistes originales (la désaliénation, le socialisme humaniste, l'autogestion, l'autodétermination nationale, etc.), ce qui n'est que le deuxième côté de l'échec aux conceptions héritées du stalinisme et de la III^e Internationale. Ce processus commence essentiellement en 1941. Il dure encore et il serait illusoire de croire qu'il puisse s'achever avec les projets actuels, sujet sur lequel nous reviendrons. C'est la victoire sur certaines conceptions bien déterminées concernant les voies de la révolution, le rôle de l'état, du parti, la démocratie à l'intérieur du parti, l'économie planifiée, la solution des questions nationales, la fonction des arts et des sciences, les »transmissions« politiques et sociales, etc.

La voie empruntée par notre révolution socialiste était diamétralement opposée aux vues officielles de la III^e Internationale: elle était donc, à la base, anti-staliniste. Mais tout cela n'était pas encore pleinement conscient, notamment la nécessité d'un processus futur tout à fait indépendant de la révolution. Il n'y avait d'autre »modèle« que le modèle soviétique, et il n'est pas étonnant que dans une première étape, aussitôt après la révolution armée, on ait pris beaucoup au système soviétique. C'est-à-dire que les conceptions concernant les problèmes essentiels de la dictature du prolétariat et de la démocratie socialiste étaient souvent sous l'influence d'une interprétation stalinienne du léninisme.

Cependant, au cours de cette période, le système lui-même ne pouvait pas être affecté de crises plus profondes pour diverses raisons. Tout d'abord, la fraîcheur de l'extraordinaire exploit révolutionnaire des communistes et des peuples yougoslaves était encore présente dans la vie quotidienne des premières années d'après-guerre; deuxièmement, une centralisation plus développée n'était pas encore nécessaire pour assurer la défense de la future révolution, et enfin, trois ans à peine avaient passé que déjà notre révolution se heurtait au stalinisme et à ses prétentions. La conception et la réalité étatiques encore non

afirmées ont dû faire face très tôt à une vive critique théorique, et c'est en 1950 que commence la réalisation, quelle que soient son intensité et son radicalisme, de la conception de l'autogestion qui, dans le développement du socialisme, est la seule à pouvoir faire contrepoids à la bureaucratisation et aux déformations de l'étatisme.

Dans cette période qui couvre une dizaine d'années, on a vu se poser quantité de problèmes essentiels et vitaux pour le socialisme, et se dévoiler un grand nombre de mystifications stalinistes. Depuis le niveau politique jusqu'au niveau philosophique, la pensée marxiste critique a découvert le sens premier du socialisme et ouvert de nouvelles perspectives. Cependant, si dans la pratique on a fait quelques pas en avant dans le sens d'une démocratisation de la vie sociale et de la victoire remportée par certaines sphères sur la tutelle directe de l'état, les conceptions pré-critiques et la puissance de la sphère bureaucratique-centraliste, des rapports démocratiques insuffisants, notamment dans la sphère politique, un engagement politique et social également insuffisants de la part de la classe ouvrière, tout cela a plongé notre société socialiste dans des crises de plus en plus aiguës. Malgré les positions proclamées à voix haute sur le socialisme autogestif, nous avons connu un renforcement de la sphère bureaucratique-centraliste, car la concentration du pouvoir économique dans cette sphère était dominante. A cela venait s'ajouter une planification encore essentiellement administrative et étatique, avec un développement visiblement extensif de l'économie, et par là, avec une série d'ingérences et de limitations administratives. Tout cela a eu nécessairement pour conséquence que jusqu'à la fin des années soixante ou presque, l'autogestion, dans les cellules de base de la société – dans les organisations de production – est restée stagnante, en dépit du caractère positif de son élargissement à d'autres organisations et institutions sociales.

Il s'ensuit que l'essence de la crise dans laquelle est tombé le développement du socialisme en Yougoslavie est à chercher dans la domination persistante du rapport centraliste et étatico-bureaucratique. D'où la similitude de cette crise avec la crise des rapports sociaux dans les pays du camp socialiste qui sont toujours sous l'influence dominante de la conception bureaucratique et étatique du socialisme. Dans le cas qui est le nôtre, on a difficilement renoncé à croire que la production socialiste planifiée puisse, dans n'importe quelle condition historique, se réaliser directement, à travers la sphère étatico-politique. Mais notre cas présentait déjà des différences importantes, du fait que ce modèle bureaucratique et étatique a eu à faire front chez nous à une critique rigoureusement fondée, et du fait que l'autogestion, bien que sous-développée à la base-même, est devenue une réalité historique que seule une contre-révolution ouverte eût pu rayer de l'ordre du jour de notre processus révolutionnaire. Tandis que dans le premier cas, on observe encore un «monolithisme» du système bureaucratique et étatique, dans le développement yougoslave, on a abouti à une «dualité» dans le système: aux formes traditionnellement politiques et parlementaires sur lesquelles étaient fondées le centralisme et l'étatisme se sont opposées de plus en plus vigoureusement des formes autogestives et une conception autogestive qui, une fois conçue comme

le but de la libération de l'homme dans le socialisme, tend radicalement à devenir la structure dominante non seulement dans la base de la société, mais dans la société dans sa totalité.

C'est dans cette dualité qu'il faut chercher l'essence de la crise qui secoue le socialisme en Yougoslavie au cours de ces dix dernières années. Donc, en dépit d'une critique virulente du bureaucratisme et de l'étatisme, en dépit de l'élargissement du système autogestif aux autres sphères de la vie sociale, en dépit du développement graduel des rapports démocratiques – les forces de direction se sont difficilement libérées (et ne sont pas encore libérées tout à fait) de certains préjugés hérités et de certains privilèges concrets offerts ou permis par le bureaucratisme, à savoir:

premièrement, que dans le socialisme, le système de la production planifiée où l'état dispose du surplus de travail ne peut pas être réalisé longtemps à travers la sphère étatico-politique sans aboutir à de graves déformations;

deuxièmement, que cette politique économique, avec la négation des rapports monnaie-marchandise, mène nécessairement au monopolisme étatique, à une distribution injuste du surplus de travail, et par conséquent à un rapport d'inégalité dans la classe ouvrière elle-même, sans parler des rapports de la bureaucratie et de la classe ouvrière;

troisièmement, qu'un tel monopole politico-économique, disposant totalement du surplus de travail – ce qui donne à la bureaucratie un caractère de classe important – conduit nécessairement, dans un pays à plusieurs nations, à une tension et à des anomalies dans la solution du problème national;

quatrièmement, que la très forte concentration de la direction de la politique et de l'économie dans les mains des organes de l'état et du parti conduit nécessairement à la passivisation politique de la classe ouvrière, à la stagnation du développement de l'autogestion, même là où elle a les plus grandes possibilités de devenir la forme prédominante de l'organisation de la société;

cinquièmement, que le monopole politique et économique, dans le système de la domination d'un parti, conduit à un monopole très dangereux affectant le système tout entier des communications de masses et aboutissant à un flétrissement du démocratisme.

Les processus de libération des erreurs citées s'est déroulé et se déroule encore au milieu de plus grandes difficultés. Toute une partie des forces centralistes étatiques se refuse à abandonner sans combattre les positions gagnées. Sur bien des points, les proclamations de ce qu'on appelle la réforme n'ont pas connu de réalisation au cours des dernières années. Et l'intention principale – le renforcement de l'autogestion à la base, par l'abandon d'une plus grande partie du surplus de travail à la collectivité de travail – n'a pas encore été réalisée jusqu'à aujourd'hui.

Deux voies possibles se présentaient pour la solution de ces problèmes: ou les forces politiques progressistes, unies à des parties progressistes de la classe ouvrière et de l'intelligentsia agissant directement, accéléreraient le processus entamé de transformation de la société sur les bases autogestives. Par là, on pouvait résoudre dans l'immédiat non

seulement les problèmes concernant le surplus du travail, mais aussi les problèmes de ces institutions financières et commerciales qui bénéficient d'une position privilégiée que rien ne justifie – ce qui permettait d'établir les suppositions les plus importantes pour la réalisation de la souveraineté des travailleurs, et par le fait-même, de leur nation. Car Marx lui-même, qui partait d'une situation historique où la question nationale, dans les pays développés, était la plupart du temps déjà résolue par la classe bourgeoise, considérait que »le prolétariat doit d'abord conquérir le pouvoir politique, s'élever jusqu'à la classe nationale, se constituer lui-même en nation, afin d'être national, encore que nullement dans le sens bourgeois« (Manifeste du parti communiste). Cette dernière thèse signifie d'abord que le prolétariat ne peut pas se constituer en nation et être national en utilisant les intérêts et sentiments nationaux, comme l'a fait la bourgeoisie, pour attiser les haines envers les autres nations et s'assurer une hégémonie.

La deuxième voie possible était de situer la solution de ce problème dans la sphère politique (sphère où jusqu'à maintenant s'est déroulé notre développement), ce que faisant, les forces politiques, dans la lutte pour la solution des contradictions créées, mettaient au premier plan la question nationale et se concevaient comme des détachements avancés de leurs nations. A un moment donné, – et différentes forces ont pu l'interpréter de façon différente, et l'ont fait – le moment de classe a été presque banni. Ce qui prouvait bien non seulement l'incohérence des idées, mais aussi différentes incohérences qui se sont fait jour dans ce processus.

Pourquoi, pour résoudre ces contradictions, n'avons-nous pas emprunté la première voie que nous avons indiquée ici, nous laisserons ce problème de côté. C'est une question qui demande une analyse particulière de notre développement et d'autres études encore, mais une partie de la réponse est donnée par cet article. La deuxième voie a eu pour résultat, jusqu'à maintenant, les amendements proposés pour la modification de la Constitution. On tente de briser et de dépasser l'étatisme centraliste grâce à deux moments essentiels: en transportant de nombreuses fonctions de l'état central actuel sur les républiques, c'est-à-dire en renforçant la souveraineté et l'étaticité de ces dernières, et en faisant que la classe ouvrière dispose du surplus de travail, c'est-à-dire qu'elle gère la distribution en même temps que la production,

Ces deux principes sont dans la ligne des solutions de la question sociale et de la question nationale d'esprit marxiste, en dépit de certains phénomènes concomittants où se dévoile le désir nourri par certains d'utiliser ces processus dans le sens nationaliste. Dans une communauté multinationale, la rupture avec le centralisme doit, de toutes manières, prendre une coloration nationale renforcée et un caractère de question nationale, bien que cette lutte pour le dépassement du monopole centraliste constitue dans son essence un pas nécessaire à toute révolution socialiste désireuse de réaliser les principes fondamentaux dont nous avons parlé. Dans les pays qui ne comprennent qu'une seule nation, des processus semblables deviendront nécessaires quand la classe ouvrière et les forces socialistes progressistes seront capables de

dépasser – par la réalisation des rapports autogestifs dans les communes et dans la communauté des communes – le pouvoir central étatique et bureaucratique qui est typique des pays socialistes actuels. Donc, une solution conséquente de la question nationale comporte à la base, comme nous l'avons dit ailleurs, sur la plate-forme sociale et de classe, des forces socialistes révolutionnaires. Cela ne signifie pas qu'elle n'est pas en même temps la composante essentielle de la libération de l'homme et de l'instauration d'un nouvel humanisme.

Si, dans notre communauté yougoslave, de grands progrès ont été réalisés en ce qui concerne les processus mentionnés, il faut définir immédiatement leur portée, et leur limite. Notre développement fait que ces processus se déroulent plus rapidement et que la solution de certaines contradictions est plus urgente qu'auparavant. Mais les possibilités de solutions sont aussi beaucoup plus grandes. La première contradiction est liée au problème du renforcement de la souveraineté des républiques et au problème de l'étatisme nationale. D'un côté, si quelqu'un a compris clairement que la thèse du renforcement de l'état dans le socialisme ne fait que perpétuer les rapports étatico-bureaucratiques, mettant en question la libération du travailleur et la base sociale essentielle de la nation elle-même, ce sont bien les marxistes et communistes yougoslaves, dans leur lutte contre la stalinisme. Considérant la nécessité de l'existence des états nationaux dans la communauté yougoslave, nous devons être conscients de cette contradiction et de ce danger du renforcement de l'étatisme des républiques. Le problème ne sera résolu que si nous concevons les mesures actuelles comme des étapes de notre révolution socialiste; donc, si nous ne restons pas sur ce qui est acquis – et nous ne pourrions pas le faire, même au cœur des plus graves conflits. Avec cette étape de solution des rapports étatico-centralistes et des rapports nationaux dans le sens d'une pleine égalité, s'impose l'étape de la création de nouveaux mécanismes démocratiques pour faire échec aux processus possibles de renforcement de l'étatisme républicain, mécanismes dont le plus important est la non-limitation du processus d'autogestion à la base elle-même, avec le droit pour la classe ouvrière de disposer du surplus de travail, et la restructuration graduelle de la communauté nationale, puis yougoslave, sur le principe autogestif. Les possibilités de réalisation de ces buts sont beaucoup plus grandes qu'il y a dix ans, et je ne vois aucune raison pour que, dans les modifications de la Constitution, on ne fasse pas un pas en avant dans ce sens.

En même temps que ces problèmes, dont j'ai déjà parlé dans cette étude et qui ne constituent qu'une petite partie de nos problèmes les plus importants, je désire citer encore quelques questions, dont la solution reste notre tâche théorique et pratique la plus urgente.

La souveraineté du peuple – et c'est bien de cela qu'il s'agit d'abord – doit encore aujourd'hui s'exprimer et se réaliser, au degré de développement qui est le nôtre, à travers son organisation politique, l'état. Mais le fétichisme de l'état, nous l'avons résolu depuis longtemps. Nous le savons parfaitement, l'état, dans le socialisme, est aussi un organe de force, une institution politique dans laquelle la souveraineté nationale ne trouve pas directement son expression, et qui devient

très facilement une force régnant sur le peuple. Nous devons donc persister à considérer chacune de nos créations étatiques dans le processus historique et dans la nécessité de son dépassement par l'organisation autogestive de la société, laquelle dépassera l'état lui-même. Déjà de nombreux processus actuels ont contribué au dépérissement concret de l'état. Les décisions actuelles, qui aspirent à faire que le surplus de travail soit mis à la disposition de la classe ouvrière, constituent des pas en avant dans le sens du dépérissement de l'état dans l'une des sphères essentielles, la sphère économique. C'est la raison pour laquelle nous devons aujourd'hui, et tout de suite, poursuivre ce processus et engager le plus largement possible les travailleurs à prendre les décisions essentielles et à gérer la communauté pour que les processus d'élimination de la bureaucratization et de la domination politico-administrative soient rendus impossibles à la racine. Si l'on examine, de ce point de vue, le processus de formation des communautés de peuples, de la conscience de peuple et des organisations politiques correspondantes, je pense que l'on peut constater cette suite historique: *le peuple*, économiquement et politiquement pas encore uni et dépourvu d'une conscience de communauté unique et d'intérêts historiques communs; *la nation*, caractérisée par des institutions politico-étatiques uniques accusées (avec toutes les autres caractéristiques communes, unité économique-politique, communauté de la langue, sentiment d'appartenance, tradition historique, etc.); et pour finir par le dépassement des structures politiques, la formation de la *communauté autogestive du peuple*, degré suprême du développement d'un peuple à partir des perspectives historiques possibles à voir dès aujourd'hui. Notre développement se trouve plutôt au deuxième stade mentionné, mais avec déjà quelques éléments du troisième.

Le deuxième problème, la deuxième contradiction importante, est la contradiction entre le rapport monnaie-marchandise (économie de marché), qui, dans sa forme non entravée, doit reproduire le capital-rapport, le fétichisme de la marchandise et de l'argent, et la tendance de la direction planifiée de la production et du dépassement de la production de marchandises. C'est un processus de longue haleine, dont le dépassement réclame beaucoup d'habileté, de clarté théorique, de conscience socialiste, un certain niveau de développement, mais aussi certains changements dans les conditions historiques. Car en un sens, le processus total est une épée à double tranchant: le manque de contrôle et d'influence de la communauté socialiste sur le développement des rapports monnaie-marchandise conduit nécessairement à la ranimation du capital-rapport qui est la base du rapport salarié et de l'exploitation (ce que l'on a déjà vu chez nous, surtout dans le domaine du monopole financier), et, chez les producteurs, à un comportement de propriétaires de groupe, avec les mêmes conséquences. La planification du développement et de la production, surtout quand elle se trouve entre les mains de l'administration de l'état, aboutit fatalement à des déformations étatiques que nous connaissons bien, à des monopoles, à un autre type de rapport salarié, etc. C'est dans le processus de dépérissement de l'état que nous voyons quant à nous l'unique solution de ce problème difficile: comment faire que le dévelop-

pement planifié d'une communauté nationale et socialiste soit fonction de l'autogestion de l'association des producteurs libres, organisés dans leurs communes et dans les communautés de peuples, et non pas fonction de l'état coupé des producteurs.

Le problème qui se pose ensuite, et qui, malgré son importance, n'a été résolu ni en théorie ni en pratique, est celui des centres de la puissance financière (banques, organisations de ré-exportation, etc.). C'est une question de principe pour le développement autogestif du socialisme, qui touche non seulement les institutions centrales, mais aussi les institutions des républiques. Je pense que jusqu'à maintenant, on a fait une erreur de principe en omettant de distinguer plus essentiellement institutions de médiation et institutions créant le surplus de travail. En un mot, des institutions de médiation qui ne créent pas le surplus de travail (banques, commerces . . .) ne peuvent pas être égalisées avec les sujets autogestifs, la classe ouvrière qui produit ce surplus de travail. Ces institutions ne peuvent donc pas décider «de façon autogestive» du capital dont elles disposent, car il n'est pas créé par elles. Ce sont des organisations de médiation qui doivent être placées sous le contrôle, et en partie sous la gérance, des sujets qui produisent ces valeurs, en même temps que sous le contrôle de la communauté sociale (depuis la commune jusqu'aux représentations de la république et de la fédération), responsables du fonctionnement et du développement des rapports socialistes.

L'émancipation autogestive des institutions citées a déjà donné lieu, dans notre développement actuel, à des infractions graves à certains principes des rapports et des solidarités socialistes, allant jusqu'au phénomène typiquement capitaliste de l'extra-profit, du chantage, de l'usure, etc. Ce problème, comme nous l'avons dit, n'est pas seulement lié à la situation actuelle du centre de la puissance financière, du capital d'état et à de fortes institutions de ré-exportations: c'est un problème de principe qui doit être résolu pour assurer le fonctionnement futur du système économique socialiste au niveau des républiques et des communes.

A ce degré de notre développement, je vois encore une question qui s'impose, une question qu'il faudrait examiner plus en détails, et dont l'étude permettrait d'aller plus loin dans le développement futur des rapports autogestifs et de l'influence de l'autogestion sur les communautés sociales plus ou moins larges. Il s'agit d'un problème que j'appellerais *nivellation dans l'autogestion*.

Point n'est besoin d'insister sur le fait qu'en Yougoslavie, toutes les régions de la fédération et des républiques ne sont pas également développées. Nous avons des régions avec une classe ouvrière très fortement non-développée, des régions avec une classe ouvrière de la première génération, des régions avec des paysans-ouvriers, avec base économique et culturelle faible, etc. Mais nous avons aussi des régions, et surtout de puissantes agglomérations urbaines (Zagreb, Belgrade, Rijeka, etc.), avec une classe ouvrière forte, un potentiel économique fort, une intelligentsia forte, où les traditions socialistes sont très anciennes et très développées. Cependant, en ce qui concerne le développement des rapports autogestifs, de la structure des rapports auto-

gestifs dans tous nos milieux, développés ou non, nous avons développé une nivellation typique. Le type des organisations autogestives, leurs rapports envers l'organisation communale ou républicaine, etc. est en gros partout le même.

J'estime de même qu'il faut dépasser la nivellation en gain (mais en même temps lutter contre les disproportions de gains injustifiées), et lutter contre la nivellation dans l'autogestion. Bref: il faudrait permettre, dans nos milieux les plus développés la formation de rapports autogestifs où l'influence de la classe ouvrière et des travailleurs en général trouverait sa pleine expression, ce qui développerait et rendrait plus directe l'influence des structures autogestives développées, non seulement dans leurs communes, mais aussi dans les républiques et dans la fédération. Car il ne faut pas oublier que quelques-unes de ces communes développées représentent les capacités économiques, culturelles et intellectuelles les plus développées de leur république. Point n'est besoin de souligner que ces régions autogestives plus développées pourraient venir en aide aux régions non-développées et agir sur elles comme des paradygmes des rapports socialistes développés et humains.

Cette position différenciée quant aux possibilités et besoins des différents niveaux des rapports autogestifs dans certaines de nos régions, le dépassement de la nivellation dans la réalisation des rapports autogestifs, sont la condition préalable indispensable au développement accéléré des rapports autogestifs de notre socialisme et au dépassement de la société politique.

Nous voudrions effleurer encore un problème. Je pense que jusqu'à maintenant, on a trop peu étudié la relation socialisme yougoslave capitalisme développé, capitalisme avec lequel nous devons nécessairement entretenir des rapports politiques et économiques. Cette relation est encore la source de nombreuses difficultés dans notre développement socialiste, car les pays capitalistes développés sont encore dominants économiquement (et dans une grande mesure, culturellement). Cela veut dire que par leur développement économique et social, ils imposent certains critères bien déterminés, des valeurs, un rythme de développement, des points de vue, etc. Et tous ces pays se trouvent déjà dans la phase de développement de la société et de la psychologie de consommation, caractérisés par la création de nombreux besoins artificiels, par une production de masse de mauvaise qualité, ce qui ne fait que perpétuer, du moins jusqu'à maintenant, la division du travail et tous les phénomènes de l'aliénation économique, politique et idéologique qui nous sont connus.

Le socialisme, dans les pays où il est aujourd'hui une réalité, pourrait s'opposer en commun, à l'échelle mondiale, à l'influence négative aliénée de la société de consommation. Cependant, les différences dans le monde socialiste contemporain, sont telles que ce monde est davantage non-unique qu'unique, plus aliéné que non-aliéné, trop pour qu'une action commune ayant pour base, bien entendu, les rapports autogestifs, puisse être prise en considération. Dans les pays capitalistes développés, certaines influences de la classe ouvrière et des forces socialistes sur la formation différente de la production, de la

psychologie sociale, de l'intérêt et des conceptions du sens de l'existence humaine, ne font que pointer ici et là. Il semble que pour une longue période encore, nous devons compter non seulement avec la division des blocs dans le monde, mais aussi avec la concurrence et les influences dont nous avons parlé.

Notre communauté yougoslave dans son ensemble étant encore relativement non-développée et numériquement faible, avec des très fortes structures politiques et de très faibles structures autogestives, les difficultés mentionnées seront sans cesse la source d'offres bureaucratiques et technocratiques pour la solution de nos problèmes économiques et socialistes. Non seulement ces tendances seront très fortes, mais elles ont de grandes chances de devenir dominantes dans un période historique. Est-ce que le développement du socialisme autogestif en Yougoslavie, lequel, étant données les conditions intérieures et extérieures, n'est pas dans une situation enviable (mais il ne faut pas penser que les conditions extérieures resteront inchangées), l'emportera sur toutes ces influences anti-autogestives? Cela dépend d'abord des possibilités d'engagement maximal de tous les travailleurs dans la formation de nos structures et associations autogestives, avec l'élargissement adéquat des rapports libres et démocratiques, avec le dépassement des monopoles dans toutes les sphères de notre vie sociale.

LES FORMES ET LE CARACTERE DES CONFLITS SOCIAUX

Nebojša Popov

Belgrade

Je sortis les jumelles de l'étui de canvas et je les braquais sur Zemun. Tout d'abord je ne vis rien. Ajustées sur une autre distance, leurs lunettes étaient brumées et ne donnaient aucune image. Au fur et à mesure que je tournais la petite roue, je LES voyais sortir, comme d'un épais brouillard d'hiver, EUX avec à leur tête le porte-drapeau qui brandissait son étendard rouge. Il me semblait que moi-même je les attirais et les appelais à sortir du brouillard, à marcher sur moi, et pas qu'ils se déplaçaient mus de leur propre volonté d'assassin, ayant pris leur élan encore en Dixneufcentquaranteun, en descendant la rue Pop-Lukina, et en tournant ma petite roue, d'un coup rapide, je les fis replonger dans l'anonymité. La force de l'index et du pouce, entre lesquels je serrais la roue pour l'ajustement des lunettes, a été pendant un instant plus forte que toute cette armée qui attendait sous la digue et communiquait à l'aide de sifflets aux airs tranchants des oiseaux – rien ne bougeait plus sur l'emplacement où ils se trouvaient il y a un instant encore – et soudainement ils réapparurent, et de nouveau avec le porte-drapeau à leur tête, ils se précipitèrent d'eux mêmes, et moi je fis bien attention de ne pas même toucher la roue des jumelles. Il n'y a plus de doute, je ne les avais pas suffisamment éloigné, c'est à peine de quelques pas que je les avais rejeté dans le brouillard duquel ils se précipitaient dans ma direction. Je fis un tour énergique avec la roue et ils disparurent encore une fois. Cette fois-ci, cependant, encore moins de temps passa avant la réapparition, sans mon appui, du drapeau rouge qui sortait du brouillard et dans lequel je le fis retourner sur le coup. Je savais que ces intervalles allaient se faire plus brefs et que mes jumelles n'allaient pas les arrêter. J'étais debout sur la digue, comme sur une galerie, et j'attendais.

(B. Pekić, Le Pèlerinage d'Arsenije Njegovan)

Au cours du dernier quart de siècle de sa vie, à deux reprises, le propriétaire Arsenije Njegovan, en affrontant la masse révoltée dans les rues de sa ville, perdit le propre de son privé. Par ailleurs, même dans la solitude de son univers privé il ne se sentait pas tout à fait à son aise. Il était déchiré par les différends autour de la propriété avec sa famille la plus proche, les concierges, les locataires, les banquiers... Dans le tourbillon du monde qui, à la fois, lui appartenait et non, il

n'y avait pas un seul coin où il s'appartiendrait réellement et finalement. Malgré tout, il endurait grâce à l'amour passionnant, mais possesseur, qu'il vouait à ses maisons qu'il fit édifier et qu'il possédait. C'est cette passion de propriétaire qui le lance dans des sphères où il perd le contrôle de soi-même et de son environnement, où les démarcations et les communications entre les gens sont établies par une puissance qui est au-delà de leur portée.

Une fois qu'il était sorti de sa maison, emporté de préoccupations pour ses maisons-favorites, déjà construites et aimées avec ardeur, ce jour même, en Milleneufcentquaranteetun, pendant qu'il descendait la rue Pop-Lukina, il fut pris et enlevé par la masse du vingtseptmars. Une autre fois, après une vie de solitaire prolongée, sa passion de bâtisseur le fit conduire à Novi Beograd pour y prospecter des terrains pour ses nouveaux projets. Cette fois encore, le trois juin milleneufcentsoixanthuit, près du pont ferroviaire, la masse révoltée coupa son propre courant de vie, privé.

Du point de vue d'Arsenije Njegovan, les deux événements étaient d'une importance égale. Ils ne faisaient qu'attiser le cauchemare des souvenirs personnels, longs de cinquante ans, de la terruer rouge de la révolution russe. La mémoire de Voronyez, des bonnets pointus de la cavalerie et du mauvais traitement des « cols de fourrure » parmi lesquels il y a eu, certainement, des propriétaires de maisons, rend intolérables les troubles renouvelés. Le sentiment de la répétition fatale des « révoltes rouges » et l'atrophie mentale qui, aux dires du propriétaire, s'était conçue d'elle-même au revers des comptes et des reçues, représentent les derniers signes de vie d'Arsenije Njegovan, appartenant à une génération qui, entre autres choses, mena deux guerres mondiales. Le trois juin, dans la solitude de l'appartement, la mort le délivre d'angoisse, et c'est ainsi qu'il s'en alla de ce monde, qui n'était plus le sien, le bon vieux monde bourgeois (et ce monde nouveau – non bourgeois).

Ainsi finirent les jours du héros du roman de B. Pekić. Or, dans la vie réelle demeura le point de vue *bourgeois*, survécu l'illusion que les jumelles peuvent refouler les conflits sociaux, même quand il est certain que c'est impossible le *besoin pour l'illusion* reste, et restent aussi les tendances à scruter les événements sociaux » de la galerie«, en marge » de la mêlée « des conflits sociaux. Il serait bon de se demander, toutefois, si les conflits sociaux ne pourraient pas être » observés « d'un autre point de vue à l'aide duquel il nous serait données, éventuellement, de voir la *possibilité de vivre humainement dans de nouvelles formes de communauté*, de l'autre côté de la vision fataliste de l'histoire ou de l'attitude fanatique à son égard.

Dans une tentative de répondre à cette question, je tâcherai, autant qu'il est dans mes pouvoirs, de *décrire* le plus succinctement possible les formes fondamentales, le caractère social et les conséquences possibles des conflits sociaux dans ce même intervalle dans lequel dura une partie de la vie d'Arsenije Njegovan (mars 1941–juin 1968).

Il va de soi que dans un article on ne peut pas évoquer toutes les formes plus importantes des conflits sociaux, mais seulement celles qui concernent *directement* les fondements sur lesquels repose le système des rapports sociaux dans la Yougoslavie contemporaine.¹ Il sera question, donc, des conflits autour du caractère des rapports de propriétés et politiques dans une société qui, au début de sa formation, abolit le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie. Le diapa-son des conflits sociaux réels étant, par ailleurs beaucoup plus vaste, nous ne mentionnerons que quelques d'entre eux: conflits des bergers et des agriculteurs, des vassaux et des patrons, de la ville et de la campagne, des communautés locales entre elles, du salarié classique et du patron, qui témoignent de la présence de presque toutes les époques de l'histoire jusqu'ici de la société. Cette fois-ci l'on ne pourra pas se pencher sur le contexte international qui a été depuis toujours, et l'est encore, spécialement important pour les événements dans la société yougoslave.

1.

Les bases du système des rapports sociaux dans la société yougoslave contemporaine ont été jetées au cours de la guerre de libération et civile (1941-1945). En ces années étaient créées les conditions pour l'élimination de la classe qui était au pouvoir, et pour la suppression des fondements de son règne.

Pour les événements qui advinrent plus tard dans la société yougoslave, deux conflits de l'époque sont très importants: le conflit du mouvement de libération national avec l'occupant étranger et le conflit au sein du mouvement de libération et, sur un plan plus vaste, au sein de la société yougoslave.

Au commencement de la guerre, cette deuxième confrontation n'était pas si manifeste, comme elle le deviendra plus tard. En effet, l'insurrection s'était déclenchée comme une *auto-défense* spontanée (fin mai-juin 1941) contre l'occupant et, encore plus, contre ses alliés dans le pays qui profitent de l'occupation pour le pillage et la terreur. Le partage des parties en présence dans la guerre se fait sur la base nationale et confessionnelle. Dans de telles circonstances, peu après l'attaque de l'Allemagne sur l'URSS, la direction du PCY décide d'organiser le déclenchement et la propagation de l'insurrection (cela ne veut pas dire que les communistes ne faisaient que se joindre dès lors à l'insurrection, nombreux sont ceux qui le firent beaucoup plus tôt, sans attendre la directive). L'essor de l'insurrection au cours de l'été et de l'automne de la même année et l'idée que la guerre n'allait pas durer longtemps, incitent les *révolutionnaires professionnels*, dirigeants du PCY, d'initier, vers la fin de 1941, le passage à une »deu-

¹ En ce qui concerne leurs formes fondamentales et le cadre théorique de leur recherche concrète-historique, voir l'article de V. Milić, *Prilog teoriji društvenog sukoba* (Une contribution à la théorie du conflit social), *Praxis*, Zagreb, 1965, n. 1.

xième phase de la révolution», à la lutte de classe, à la lutte pour le pouvoir, afin que la question du pouvoir puisse être tranchée avant la fin de la guerre.² C'est ainsi que l'on stimula la stratification du front patriotique, en recourant souvent à la brutalité de la violence. Les recherches des historiens n'ont pas encore dégagé clairement le facteur qui a eu une influence décisive sur cette stratification. Or, il est certain, pour le moment, qu'elle a été influencée, outre les politiques sectaires des dirigeants du PCY, par l'hésitation traditionnelle de la paysannerie et de la politique d'attente des politiciens bourgeois, de même que par une certaine indulgence des occupants à l'égard des insurgés, calculée pour réprimer l'influence des communistes sur les insurgés et pour saper le mouvement de libération unique, en renforçant les mouvements nationalistes (et c'est à cette fin, notamment, que sous la pression de l'Allemagne, Pavelić forme l'Eglise orthodoxe indépendante dans le cadre de la NDH – Etat indépendant croate).

Le sectarisme (connu davantage dans l'historiographie nationale sous l'appellation – «erreurs gauches») des révolutionnaires professionnels, pour l'essentiel, a sérieusement affecté le développement de l'insurrection surtout au Monténégro et en Bosnie-Herzégovine orientale où les forces insurrectionnelles faiblissaient rapidement au cours de la première moitié de 1942.

Dans les années suivantes de la guerre, les mouvements nationalistes coopèrent de plus en plus ouvertement et étroitement avec l'occupant, cependant que le PCY s'affirme comme le noyau d'action incontestable du mouvement de libération nationale. Sous le couvert de la devise – fraternité-unité – et de la création de la Yougoslavie sur des bases nouvelles, le PCY forme un bloc révolutionnaire massif qui met victorieusement un terme à la guerre. Au lendemain de la guerre, on sanctionne l'état de choses créé pendant la guerre de libération et la guerre civile. La trahison nationale de la classe bourgeoise du pays condamne celle-ci à disparaître de la vie politique, ce qui a été suivi, peu après, de sa dépossession économique – réforme agraire et nationalisation des moyens de production.

2.

Le rôle du pouvoir politique dans la disparition de l'un et la création d'un autre régime, la domination de la sphère politique sur celle de l'économie et les autres domaines de la vie sociale, ménage le champ d'action à la dominance sociale des tenants directs du pouvoir. A la suite de la guerre révolue, une partie de la société, celle qui fut du côté de l'occupant, s'est vue placer dans une position subordonnée, en marge de la vie publique, pour l'essentiel. Ce qui importe davantage pour le régime social qui va s'établir dans la société d'après la

² Pour les détails, consulter: R. Hurem, *Pojava krize NOP-a u Bosni i Hercegovini krajem 1941. i početkom 1942.* (Phénomène de crise dans le Mouvement de libération nationale, fin 1941 – début 1942, en Bosnie-Herzégovine), manuscrit de la thèse de doctorat.

guerre, c'est le rapport des nouveaux titulaires du pouvoir politique et, à l'aide de celui-ci, du pouvoir économique, à l'égard du bloc révolutionnaire.

La décomposition du bloc révolutionnaire, annoncée encore pendant la guerre, atteint des proportions plus larges dès les premières années suivant la libération du pays. Les participants les plus nombreux du mouvement de libération nationale, les *paysans*, pendant la collectivisation forcée de la campagne et le rachat obligatoire, ainsi qu'à la suite de l'industrialisation du pays sur le compte de l'agriculture, disparaissent subitement, tout d'abord du PCY, et ensuite de la vie politique en général. La *classe ouvrière*, relativement peu nombreuse dans la société d'avant la guerre, réduite en nombre pendant la guerre, émergeait de l'industrialisation entamée du pays.

Les *révolutionnaires professionnels* de diverses origines sociales deviennent une couche sociale homogène et un nouveau facteur essentiel de l'intégration du système social global. Leur puissance sociale repose sur un type de parti politique spécifique, sur une organisation monolithique aux effectifs disciplinés, organisation créée à l'image du parti russe, renforcée dans les conditions d'illégalité et les circonstances militaires pendant la guerre, couronnée de la gloire du Vainqueur. Le rôle social de l'appareil du parti et de l'Etat revendique toujours plus de cadres – une nouvelle *couche bureaucratique* est en voie de création. Deviennent aussi parties des nouvelles classes au pouvoir: *dirigeants militaires, dirigeants économiques, intellectuels* qui occupent des positions-clés dans les institutions de propagande, culturelles et éducatives.

La puissance politique énorme de la *politocratie* (classe politique) permet à ses appartenants d'acquérir de la richesse matérielle, tant par le partage des biens fonciers et immobiliers survécus de la classe dépossédée que par des rémunérations relativement élevées, fixées d'après la position dans la pyramide hiérarchique de l'organisation.

La classe nouvellement créée adopte une attitude unique face à la société. A cause du faible enracinement social, et surtout économique, de la politocratie, dans l'établissement du nouveau système social et dans son fonctionnement un grand rôle revient à la violence politique directe.

L'opinion en fonction des alternatives du développement social ne pouvait, cependant, assurer l'unité absolue de la politocratie. Pendant le conflit avec le stalinisme extérieur, russe, on élimine une bonne partie de cette couche à la place de laquelle sont cooptés des membres nouveaux. Dans de telles circonstances, pour assurer l'unité intérieure on renforce le rôle de l'appareil répressif, et avant tout de la *police politique* dont les dirigeants étaient à la tête du secteur organisationnel et des cadres du Parti. Son rôle refoule, plus qu'auparavant, les facteurs *idéels* de l'intégration du parti, de la politocratie et de la société. On voit s'approfondir la division entre la direction active et la masse exécutante, ce qui est, au fond, une division de la société en classes.

De tels rapports dans le parti, malgré les tentatives nombreuses de les changer au cours de la période écoulée, ne lui ont pas permis de s'affirmer en tant que partie organique de la classe ouvrière, en tant qu'«intellectuel collectif» (A. Gramsci).

La concentration du pouvoir politique dans un cercle restreint des révolutionnaires professionnels, complété graduellement par de jeunes politiciens professionnels, faiblit de temps à autre les rapports hiérarchiques rigides, rapports qui se renouvellent au travers du conflit au sein de la politocratie. Cette lutte est menée selon les règles de l'organisation hiérarchique (secret, excommunication, brutalité avec plebiscite complémentaire dans le parti et le peuple). Les remanèments de cadres dans les sommets de l'organisation sont suivis de balayages descendant l'échelle hiérarchique de l'organisation, et même en dehors de celle-ci. Les conséquences de ces changements se répercutent sur la condition sociale des individus (vie conjugale, famille, emploi, profession, libertés civiques, etc.). Ces cas entraînent aussi des changements considérables dans la structure sociale, la position de certains groupes faiblit, celle des autres se renforce.

A l'occasion de ces changements on proclame d'habitude «une nouvelle étape de la révolution», sans explications plus détaillées, comme s'il s'agissait toujours à nouveau du déroulement répété de son inévitabilité. Toute opposition aux apotres des lois ainsi conçues, rigides, de l'histoire semble être une trahison; les soupçonneux deviennent des citoyens soupçonnés, les opposants des ennemis. Puisque l'on ne peut pas s'attendre à ce qu'un esprit simple saisisse et accepte de tels changements, on instigue les tendances irrationnelles de la conscience collective; les «forces défaites» sont présentées comme étant des ennemis du peuple, de la classe ouvrière, du socialisme, des ennemis que l'on se doit de combattre jusqu'au bout, de les anéantir, même s'ils se trouvent plus dans l'«underground», bannis de la vie publique.

Ces temps derniers de tels règlements de comptes assument des formes plus stylisées (procès publics, prisons régulières, tentatives de faire accepter dans l'opinion publique les motifs des verdicts, etc.).

3.

La compression de la classe ouvrière dans les cadres de l'organisation de travail ne la retient pas dans une docilité totale au sein des cadres d'activités qui lui sont imposés du dehors. Privée des moyens pour mener une action sociale plus vaste, la classe ouvrière recourt aux *grèves*, à cette forme classique de la lutte de classe pour le montant du salaire, c'est-à-dire pour sa part dans la répartition de la plus-value.

Depuis la première grève notée à Trbovlje, en 1958, il y a en eu environ 2000 jusqu'à 1970, officiellement enregistrées. Ces temps derniers, elles se font de plus en plus fréquentes. Elles demeurent en dehors du système, bien que l'on relève, depuis récemment, des tentatives de les faire «imbriquer dans le système».

Tandis que dans le capitalisme il est certain que la classe au pouvoir se trouve du côté opposé de la classe ouvrière, dans notre société cela est moins certain. Un sujet du conflit, les travailleurs, est certain, le deuxième est recouvert de conscience mythologique, il est pour ainsi dire invisible.³ Aussi longtemps qu'il aura été incertain contre qui les travailleurs font la grève, survivra l'assertion, absurde d'ailleurs, selon laquelle les travailleurs font la grève contre eux-mêmes, ce qui pourrait être vrai autant que si nous affirmions que la classe ouvrière est la première classe au pouvoir dans l'histoire qui abandonne volontairement le pouvoir – pour s'en aller dans l'émigration économique.

Il est intéressant à noter que les grèves se déclarent peu après le premier, et jusqu'à présent l'unique Congrès des conseils ouvriers (25-27 juin 1957). Après une «élaboration» institutionnelle de l'autogestion pendant sept ans, c'est seulement après ce congrès que l'on annonce l'orientation vers le renforcement de la base matérielle de l'autogestion. En conséquence, l'on serait en droit de supposer que les grèves sont les symptômes de la naissance spontanée d'un mouvement ouvrier autogestionnaire et une forme de lutte contre ceux qui freinent son essor. C'est ce qui est corroboré par des cas de plus en plus répandus d'auto-organisation des grévistes (comité de grève, réunions ouvrières, auto-assistance).

Les grèves restent d'habitude dans l'antichambre du régime et n'ont pas un impact social plus sérieux (paiement des rémunérations ou leur majoration). L'éloignement des instruments du pouvoir (organes d'Etat, du parti, syndicaux, et institutions culturelles et éducatives) et sans part plus importante dans la plus value et d'influence sur sa répartition, ne permettent pas que les rapports sociaux soient changés sous l'influence organisée de la classe ouvrière. Elle demeure exploitée, dans une position de salariat.⁴ Cette tendance se manifeste assez fortement dans un nombre croissant de grèves qui débordent les cadres des organisations de travail (Kopar, Rijeka, Split, Ljubljana, etc.).

Ces quelques dernières années on est témoin de plus en plus fréquemment des grèves auxquelles participe aussi une partie de l'intelligentsia, pour l'essentiel des étudiants et des enseignants, ce qui signale que cette couche sociale est, elle aussi, pour une bonne part, dans une position de salariat.

³ La dissimulation du caractère de classe du pouvoir dans la société contemporaine est un phénomène général d'adaptation du système bourgeois aux «nouvelles circonstances». La politocratie se comporte comme la bourgeoisie contemporaine. pour laquelle R. Barthes dit (dans *Mythologies*, Seuil, 1957) qu'elle se détermine dans la société contemporaine («anonyme») en tant que «classe sociale qui ne veut pas être nommée».

⁴ Pour une explication plus détaillée de cette attitude, voir: N. Popov, *Strajkovi u savremenom jugoslovenskom društvu* (Les grèves dans la société yougoslave contemporaine), *Sociologija*, Beograd, 1969, n. 4, ou la traduction en allemand *Streiks in der gegenwärtigen jugoslawischen Gesellschaft*, *Praxis*, revue philosophique, Zagreb n. 3/4, 1970.

Pendant les manifestations des étudiants de juin 1968, qui s'étaient transformées, le jour même en une grève des étudiants et des enseignants de l'Université de Belgrade, on avait nettement défini les objectifs substantiels de la mise en place du régime socialiste: socialisation de l'économie et de la politique, instauration du pouvoir de la classe ouvrière à tous les niveaux de la société globale, pouvoir qui se fonderait sur la propriété sociale et la répartition selon le travail, contrôle démocratique public des activités des organes du pouvoir et des mass media et abolition du caractère de classe du système d'enseignement supérieur.

En signe de solidarité avec les étudiants de Belgrade, et mis en mouvement par des impulsions autochtones, les étudiants de Niš, Sarajevo, Ljubljana, Zagreb, Titograd, Split, Rijeka, Maribor, Novi Sad, Čačak, Kragujevac, Mostar, Zrenjanin et d'autres centres culturels de Yougoslavie, entrent en action. Avec des différences plus ou moins grandes, quant aux caractéristiques des actions estudiantines dans les diverses villes, un degré sensible d'unité *idéelle* s'était réalisée tant à propos de la *condamnation du recours à la violence* contre les étudiants et en général dans le règlement des contradictions sociales, qu'à propos des efforts pour faire établir des principes de la *démocratie socialiste*.

Pendant la grève et les autres actions des étudiants, datant des mêmes journées, on a vu se créer des programmes politiques spéciaux, connus comme les «revendications des étudiants», et aussi des formes autonomes d'auto-organisation (comités d'action et réunions).

D'une façon déterminée le mouvement des étudiants de juin est l'expression d'une position sociale relativement autonome des intellectuels, des étudiants en premier lieu, ce qui se traduit dans une suite d'actions directes (manifestations à Novi Beograd, en 1954, et ensuite à Zagreb, Skopje, et Rijeka en 1959, les actions des étudiants de Ljubljana pendant l'année académique 1963/64). Et encore plus souvent, cette position se traduit par la tentative de former une opinion publique des étudiants et des jeunes (journaux et revues des étudiants et de la jeunesse, réunions, groupes et institutions artistiques). Dans l'ensemble de la période d'après la guerre il y a eu des conflits plus ou moins grands quand on exprimait des positions indépendantes, et les tentatives d'engager des actions directes étaient violemment étouffées (les manifestations mentionnées, par ex.).

Aux actions des étudiants et au mouvement estudiantin en voie de devenir, en juin 1968, s'opposèrent énergiquement les corps exécutifs des organes dirigeants de la Ligue des communistes (Présidence, Comité exécutif, Secrétariats) et des autres organisations socio-politiques. Pour ce faire, ils en trouvèrent des moyens efficaces dans toute la presse écrite, parlée et télévisée; leur action a été plus périlleuse pour les étudiants que l'intervention de la milice ou des autres appareils de repression, car la désinformation soulevait la condamnation sociale des étudiants. Le travail des organisations politiques, du «parti- plus large» (G. Orwell), n'est pas suffisamment accessible au contrôle de l'o-

pinion publique. Or, il existe des indices que les canaux organisationnels, de production et politiques, des communautés de travail et locales aient été passées sur le coup, sur l'initiative et sous la direction des centres de la puissance politique («partie restreint»), à une forme d'activité non-publique (état-majors politiques, garde ouvrière, groupe de frappe, etc.). A la repression du mouvement estudiantin collaborent directement les sectaires et les nationalistes, d'habitude irréconciliables. Du point de vue de la logique cela semble paradoxal, mais envisagé du point de vue de l'histoire il est tout à fait compréhensible qu'autour des mêmes positions se retrouvent ceux qui défendent les positions *acquises* (communauté des intérêts) contre ceux qui préconisent des changements plus ou moins radicaux du statu quo. Cette alliance qui dès lors entre en action publique, n'a pas encore démontré jusqu'au bout ses visées réelles.

Un examen *critique* du conflit de juin démontrerait certainement qu'il contient, pour ainsi dire, tous les conflits fondamentaux dans la société yougoslave contemporaine. Les proportions véritables des actions estudiantines peuvent être devinées notamment par les tentatives du côté opposé d'en finir le plus vite possible, de les faire revenir dans des cadres journaliers et de brouiller les traces du conflit de juin. On pourrait dire, autant que cela puisse paraître paradoxal à prime abord, qu'il s'agissait du conflit entre ceux qui ne désirent pas conquérir le pouvoir politique et ceux qui veulent le maintenir à tout prix, entre ceux qui font appel au logos de l'histoire contre la volonté de groupe pour la puissance!

Le mouvement estudiantin qui était en création ces jours-là, *transcendait* par certaines de ses caractéristiques essentielles la conception habituelle de la politique et du pouvoir. Comme objectif de la société *socialiste*, et pas d'un mouvement séparé, il avançait: liquidation de la *pauvreté matérielle et spirituelle, réduction de la stratification profonde de la société*, qui exige la domination de la puissance sociale *aliénée* et de ses tenants dans la mise en marche de l'*intégration forcée* de la société globale. Partant d'une base nouvelle, il serait possible d'*instrumentaliser* le pouvoir politique à partir des fondements de la *démocratie prolétarienne*. La revendication que soient remplacés certains fonctionnaires menaçait de *briser le monopole* de l'initiative dans la vie politique, et n'était pas une tentative en vue de la conquête directe du pouvoir; on a exigé en fait une *discussion publique sur la responsabilité des fonctionnaires politiques*. Un tel mouvement politique revêt un *caractère transpolitique*. Il ne porte pas en soi un régime nouveau, accompli, au sein duquel le mouvement aurait disparu, de même qu'il ne présuppose pas de nouveaux révolutionnaires professionnels. L'unité d'action fondamentale ont été les réunions qui donnaient des mandats impératifs aux membres des comités d'action qui changeaient, d'habitude, toutes les 48 heures.

Pour des raisons, que nous ne pouvons pas examiner à cette occasion, on brisa au cours des sept journées de juin, le mouvement unique des étudiants yougoslaves. Il a duré un peu plus à Belgrade pour être dissolu peu après le discours du Président de la République.

La dissolution, ou plus exactement l'auto-dissolution, qui était le fruit d'une manipulation plus ou moins subtile, du mouvement estudiantin de juin, était suivi »selon la ligne du pouvoir« d'un effort persévérant d'effacer ses traces et d'empêcher son renouvellement éventuel. On a tout d'abord brisé les formes d'auto-organisation (comité d'action), puis on a contesté le caractère particulier des programmes des étudiants (»revendications«) pour interdire ensuite les journaux et les revues des étudiants et de la jeunesse, et remplacer ou remanier les rédactions. A ceci s'enchaînèrent les fréquents interrogatoires à la police et autres des participants aux actions de juin (on y chercha notamment, avec impunité, une quelconque organisation illégale?!), les arrestations, peines administratives, prise des passeports, irruption de la police et fouilles des locaux de la Faculté de philosophie à Belgrade . . . Deux ans après juin 1968, après une suite de petits conflits, une partie des étudiants de l'Université de Belgrade est en grève (deux facultés et deux académies, vers la fin du mois d'octobre 1970).

La grève d'octobre des étudiants, organisée en signe de protestation contre le procès et la condamnation de l'étudiant Vladimir Marjanović, président du comité de l'Union des étudiants à la Faculté de philosophie à Belgrade, confère des contours encore plus nets au mouvement des étudiants. Sans la pompe de juin, sans l'euphorie de masse, la peur et l'angoisse, cette grève n'apporte aucun nouveau programme politique tout en dégageant, avec puissance, l'un des dilemmes fondamentaux du socialisme contemporain: *sous-entend-il ou non les processus politiques en tant que moyen légal de règlement des conflits sociaux et politiques?* Au cours de cette grève on redonne vie aux formes d'auto-organisation de juin (réunions, comité d'action, convent). Ce fut la première protestation massive à la suite d'un procès politique concret, ce par quoi une génération lève le silence absolu qui accompagnait les procès politiques précédents. Envisagé dans les perspectives de cette grève, le conflit de juin, lui aussi, reçoit des contours plus nets.

5.

Dans chaque conflit social on relève aussi des caractéristiques particulières des générations. Les conflits des générations ne s'épuisent pas entièrement dans le contexte des conflits hérités, anciens, de classe et d'autres conflits sociaux, mais ils ont une certaine autonomie dans des proportions plus vastes.

La génération qui n'a pris ni dans la guerre mondiale ni dans la guerre civile, n'a pas encore affirmé, pour le moment, tous les potentiels créateurs, de même qu'elle n'a pas encore fait connaître nettement son image du monde. Elle est encore coincée entre les valeurs et rapports *traditionnels* et l'adoption et l'essor des valeurs *universelles* et la réalisation des conditions de vie plus humaines.

Les indices pour une image du monde différente, plus humaine, sont contenus, d'ailleurs, dans la résistance à la guerre et ses dévastations et aux fondements sur lesquels repose une civilisation dans laquelle les guerres font partie de la vie quotidienne des hommes; elle se dresse

contre la société déshumanisée, anonyme, massive, et contre la violence de classe comme facteur d'intégration de la société, profondément stratifiée, et du monde divisé; elle proteste contre l'instrumentalisation de l'homme par les organisations puissantes. Or, dans le même temps, elle doit affronter les tentations des privilèges attrayants, issues des options en faveur des centres du pouvoir en place, des possibilités de s'enrichir rapidement et d'acquérir le prestige social sans peine.

Pour nos conditions yougoslaves, les caractéristiques des générations revêtues par les conflits sociaux ont une importance sociale accentuée pour les deux classes de base, pour la classe ouvrière et la bureaucratie à la fois, de même que pour les relations de classe en général.

Le cadre politique de l'économie n'a pas rendu possible l'affirmation de la jeune génération comme tenant du savoir moderne des techniques et des valeurs sociales. Un grand nombre d'experts et de travailleurs qualifiés, des jeunes pour l'essentiel, se voient obliger de quitter la Yougoslavie. Le prix social de la survie des »structures« existantes est, de toute évidence, très élevé.

La »relève des générations« dans la classe gouvernante recèle des tensions nombreuses qui ont une importance sociale plus vaste. A ces tensions, comme il nous sera donné de voir plus tard, concourent de nombreuses circonstances (en relation avec le passage précédent, il convient de ne pas perdre de vue que ni les anciens ni les nouveaux membres de cette classe ne quittent le pays). Certaines tensions au sein de cette classe, tout comme dans son rapprochement vis-à-vis de la partie travaillante de la société, laissent supposer un déplacement de plus en plus grand des conflits du plan de classe sur le plan national de la société globale, ce qui a pour résultat le raidissement des rapports nationaux. Pour conclure cette revue des formes fondamentales des conflits sociaux dans la société yougoslave contemporaine, je souhaite faire ressortir que je ne partage pas les convictions tant de ceux qui ont tendance à ignorer le phénomène national et s'empressent de le caser dans les vitrines d'un musée quelconque, que de ceux qui sont prêts à croire que le phénomène national représente dans la société yougoslave d'aujourd'hui une pure invention et se bornent à constater qu'on le manipule dans l'effort de dissimuler des contradictions sociales substantielles. Ceux qui pensent de cette façon négligent les spécificités variées de chacun des peuples yougoslaves, qui se sont créées pendant des siècles d'existence séparée, et oublient à la légère qu'outre les efforts de rapprochement il y a eu aussi fréquemment des conflits, même très tragiques. Les traces des conflits dans la Yougoslavie d'avant la guerre, et encore davantage de ceux pendant la guerre n'ont pas encore disparues et ne peuvent nous permettre de se sentir tout à fait à l'aise. Les options et partages de guerre de nos pères, encore en vie, ne pouvaient, souvent, ne pas avoir une emprise sur leurs enfants (ce qui s'est manifesté, entre autres, dans divers aspects de discrimination: scolarisation, emploi, participation dans la vie publique, p. ex.). Dans ce même ordre d'idées, il nous est impossible de négliger les atavismes balkaniques, et surtout le syndrome que I. Andrić ap-

pelle – haine endémique –, haine qui est devenue une fin en soi.⁵ Il ne faut pas perdre de vue, non plus, les stimulants de la technologie moderne au service des puissances sociales irrationnelles, ni les mécanismes socio-psychologiques actuels de l'«évasion de la liberté» (E. Fromm), de la fuite de la solitude déprimante dans laquelle nous accule la civilisation technique, fuite de la possibilité d'une communauté plus humaine des hommes dans la nation comme société de classes, dans le nationalisme comme *refuge le plus proche*, défini nettement par la tradition et biologiquement déterminé (par la naissance) (Blut und Boden).

Tout ceci ne veut pas dire que le nationalisme entre dans notre époque sur les ailes de la *destinée*, ce qui nous aurait libéré de la responsabilité de son retour de l'outre-tombe. Au contraire, comme toujours, des causes et des raisons concrètes-historiques déterminées président à la réapparition du nationalisme.

Encore récemment, on croyait que la question nationale était définitivement résolue en Yougoslavie. Cette croyance se fondait sur l'influence supposée du mouvement communiste dans la transformation de la société; sur la puissance du mouvement qui, en postulant le système social sur l'émancipation de la classe ouvrière, ouvre la perspective réelle de son règlement momentané et durable dans l'horizon de l'abolition de la structure de classe de la société dans laquelle l'émancipation nationale n'est qu'un des moments individuels de la libération de l'homme des limitations de classe. Or, étant donné que les processus sociaux réels passaient à côté de cet objectif et allaient même dans le sens opposé, l'émancipation de classe et par là même l'émancipation nationale se voient comprimées. Le régime édifié sur les fondements de l'idéologie du monolithisme, qui protège les intérêts de ses protagonistes, avec des impulsions et pressions extérieures, ne rendait pas possible la manifestation des contradictions sociales et leur dénouement démocratique.

Dans les années après la guerre, sous la forte pression de l'Occident et dans le conflit ouvert avec le stalinisme extérieur, russe, on cherche à découvrir une voie nationale, yougoslave, vers le socialisme. Ainsi, parallèlement à la politique sectaire (collectivisation forcée de la campagne et règlement de compte cruel avec ceux qui partagent les mêmes opinions, par exemple), on introduit, d'«en haut», l'autogestion ouvrière. Peu de temps après, sont dissoutes les coopératives paysannes et on annonce la libéralisation du système politique et économique, sans changer essentiellement la »structure politique«. La politique sectaire, l'économie politique (avec une puissante technocratie) et l'autogestion d'entrepreneur (dans les usines) continuent à exister *parallèlement*. Ce n'est que dans ce parallélisme que la politocratie, dans laquelle se renforce le segment de la technocratie (à côté de la bureaucratie classique), assume un rôle intégrationniste décisif.

Alors que pendant vingt ans l'autogestion ouvrière était demeurée dans la corce de l'Etat, une certaine libéralisation de l'action des lois

⁵ I. Andrić, *Pismo iz 1920* (Lettre de 1920), Pregled, T. I, L. I, Sarajevo, mai 1946 (reproduit dans la revue »Kultura«, revue pour la théorie et la sociologie de la culture et la politique culturelle, Belgrade, 1971, n. 13/14).

du marché, au cours de la décennie écoulée notamment, renforce l'entreprise privée. La stratification de la campagne, le renforcement de la position économique des paysans riches et la croissance de l'importance du secteur privé dans le domaine des services, des transports et autres formes de médiation économique, multiplient le nombre et la richesse des couches bien situées tout en les rapprochant des couches qui gagnent leur richesse sur la base de leur position dans l'hierarchie politique, économique, administrative et technique. L'appropriation de la plus-value, créée par la classe ouvrière, sur la base de la propriété privée, des fonctions gestionnaires, de même que l'appropriation de diverses formes de rentes et de profits de monopole, *rend impossible* l'établissement du système social sur une base *socialiste*: propriété sociale, autogestion et répartition selon les résultats du travail. L'intégration sociale doit, en conséquence, être opérée à partir des bases différentes. On aspire à l'intégration *nationale* de la politocratie et de la classe ouvrière, des riches et des pauvres, sous la domination, évidemment, de la politocratie yougoslave ou nationale, peu importe.

Dans de telles circonstances il ne faut pas que l'on s'étonne de ce qu'une occasion exceptionnelle pour établir la démocratie sur les principes socialistes, telle que fut le débat sur la police politique (juillet 1966, et plus tard), ait été transposée du plan d'examen de principe du système politique sur le plan des relations nationales. D'où la tendance de présenter la police politique comme étant l'instrument de l'hégémonie de toute une nation, la nation serbe en l'occurrence, (le stalinisme est présenté comme le «serbo-communisme» ce qui, pour sa part, rappelle irrésistiblement la politique officielle de la Kominintern qui, dans son temps, accusait la même *nation* d'hégémonie dans la Yougoslavie »de Versailles«!). Depuis, on légalise graduellement la montée du nationalisme. Miracle véritable, les sectaires et les nationalistes, jadis irréconciliables, trouvent un intérêt commun à refouler la «question nationale» sur une voie secondaire. L'*antiindividualisme*. L'*hypostase de la collectivité face à l'individu* rapproche les intérêts communs et façonne l'idéologie commune et la plate-forme idéale. La phraséologie de classe, la transformation de l'autogestion en idéologie, ne sont qu'une mise en scène de leur co-action. Cette alliance était déjà visiblement à l'œuvre pendant l'étouffement, mentionné déjà, du mouvement de juin des étudiants. On s'efforce avec persévérance, d'en détacher une partie pour en faire une masse militante docile (et dans certains cas des unités de frappe).

Sans égard à la durée possible de cette alliance, il est d'ores et déjà clair qu'elle «conserve» les anciens rapports et accroît, dans le même temps, l'instabilité sociale. Outre les sources, déjà bien connues, de raidissement de la «question nationale», deux moments de date récente sont particulièrement importants dans la considération des dimensions réelles du raidissement des relations nationales.

Tout d'abord, il s'agit de l'effervescence au sein même de la classe au pouvoir. Une couche de politiciens professionnels, jeunes pour l'essentiel, s'efforce de remplacer la génération agée des révolutionnaires professionnels et d'assurer ainsi la continuité de la classe au pouvoir. La question centrale dans cette relève touche au sort du leadership de

type charismatique, de ce facteur encore toujours décisif de l'unité de la politocratie et de l'unité d'une société qui repose encore sur la reconnaissance du *charisme*. Or, le charisme n'est pas chose éternelle, l'on ne peut pas échapper aux actions des lois bio-physiques. Dans la préservation des positions acquises, afin qu'elles ne puissent être exposées aux risques qu'entraînent les actions des lois mentionnées, le système combinatoire nationaliste gagne en importance. Le rassemblement national apparaît subitement comme un refuge certain devant le trouble pressenti (la connaissance des situations historiques analogues ne permette pas que l'on soit optimiste). En relation avec ceci, il serait superflu d'essayer de prouver l'importance primaire des lois historiques sur les lois biologiques pour une société civilisée. J'en parle, toutefois, pour que nous réfléchissions plus sérieusement des alternatives qui s'offrent en ce moment à la société yougoslave.

Le deuxième moment concerne, d'une façon plus directe, le dénouement des circonstances présentes et pressenties. L'absence du pays d'une importante partie de la classe ouvrière, environ un million de travailleurs sont absents, peut devenir le facteur décisif des issues aux conflits sociaux actuels dans la société yougoslave. L'insécurité sociale des couches de petits propriétaires les fait incliner, selon la règle, vers les *solutions autoritaires* (dictature petit-bourgeoise). Vers le même peuvent tendre, comme ce fut le cas dans de nombreuses occasions historiques, les gens désespérés, sans emploi permanent et sans sources de revenu, les pauvres et ceux qui sont sur les bords du pauperisme (matériel et spirituel).

II

Revenons maintenant à la question posée au début de cet article: Est-ce que les conflits sociaux consolident seulement (ou consolident pour l'essentiel) le système social donné, ou alors peut-on découvrir dans eux des possibilités essentielles pour changer les rapports sociaux existant? Un peu plus concrètement se pose la question suivante: le socialisme tel qu'il a existé jusqu'à présent a-t-il changé le caractère de classe des conflits sociaux? D'après tout ce qui a été dit jusqu'à présent, la réponse serait négative. *Entre le système social, fondé sur la propriété privée et la démocratie bourgeoise, et la société, qui repose sur la propriété sociale et la démocratie prolétarienne, s'est formé un système particulier, différent par rapport aux deux précités.* Il n'était pas dans mes intentions d'en parler plus en détail, cette fois-ci, comme d'un système positif.⁶ Au début même de cet article on a posé une question fondamentale pour cette considération, la suivante: est-ce que dans un tel système il existe quelque chose de communiste, quelque chose qui pourrait dépister la trace d'une communauté d'hommes libres, ce par quoi le socialisme serait quelque chose d'autre et pas seulement une modification de la société bourgeoise?

⁶ Cet article est partie d'une étude plus ample du caractère des conflits sociaux dans la société yougoslave contemporaine.

Du point de vue bourgeois, de la perspective du monde d'Arsenije Njegovan, une pareille question ne se pose même pas. Pris de là, tout ce qui change plus essentiellement le monde bourgeois semble être inhumain, contre la nature et vain. Si l'on considérait à partir de ce point de vue les conflits sociaux décrits, on nierait, par la force des choses, la *totalité* de l'expérience des systèmes socialistes.

D'un autre point de vue, celui qui nous est offert comme l'unique par le *Vainqueur de la révolution*, la question posée serait superflue, sinon « contre-révolutionnaire », car il est sous-entendu que la communauté socialiste-communiste est chose accomplie, ou presque. Du point de vue du Vainqueur de quelle révolution que se soit, on ne pourrait même pas relever des courants historiques qui donneraient un sens à la question posée.

Du point de vue du Vainqueur effectif de la révolution, tant bourgeois que socialiste, tous les conflits sociaux dont les résultats ne peuvent pas s'imbriquer dans le régime existant comme modification fonctionnelle de ce dernier, semblent menaçants, semblent menacer l'existence du monde présent. Aussi les repousse-t-on et étouffe-t-on par tous les moyens possibles, y compris l'ignorance de la part des hommes de science. Je me borne à rappeler, cette fois-ci, la position bien connue sur la conformité de la théorie fonctionnelle aux idéologies officielles des deux systèmes sociaux.⁷

Toutefois, il existe certaines différences quant à l'attitude à prendre à l'égard des conflits et la participation dans ceux-ci entre la *classe bourgeoise-économique* et la *politocratie* – *classe politique*. Grâce à l'enracinement économique (propriété privée et économie politique), la classe bourgeoise délimite avec plus de succès les conflits économiques et politiques. Elle tend à maintenir les premiers et les deuxièmes dans la sphère respective de la vie sociale. Au sein de la sphère correspondante, chacun d'entre eux a un champ d'action libre tant qu'il n'y a pas de dangers que soient mis en questions les fondements du monde bourgeois.

A la différence de la classe économique, la classe politique, dont l'hégémonie dans la société repose sur une organisation politique hiérarchisée, qui tend à former l'organisation politique de la société globale d'après ses propres principes organisationnels intérieurs, parvient plus difficilement à séparer les conflits économiques des conflits politiques. Pour elle, tout conflit est plus ou moins conflit politique, lutte pour le pouvoir si bien qu'elle ne peut être tolérante, même pas autant que la bourgeoisie, vis-à-vis des participants aux conflits, de même qu'elle ne peut pas leur donner, avec tant de succès que la classe économique, des cadres légaux. Toute menace de briser quel maillon que ce soit de l'organisation hiérarchique, et notamment si l'initiative en vient en dehors de l'hierarchie, est une menace également importante pour la survie des bases de son hégémonie. L'irrationalité accentuée des fondements de cette hégémonie, par rapport à l'enracinement économique relativement rationnel de l'hégémonie de la classe économi-

⁷ Voir: A. W. Gouldner, *Crise future de la théorie fonctionnelle*, *Sociologija*, Beograd, 1966, n. 1-2.

que, confère aux conflits la caractéristique de scandale, d'«affaire», avec le rituel bien connu. La violence par laquelle la classe politique règle ses comptes avec ses opposants témoignent en même temps des proportions de sa puissance et de son impuissance.

Or, malgré l'importance de la différence mentionnée, il existe une concordance essentielle entre les positions sociales de ces deux classes – *défense des fondements sur lesquels repose leur hégémonie*. Cette concordance apparaît de plus en plus évidente dans le contexte de l'évolution du capitalisme de l'époque libérale à nos jours, évolution au cours de laquelle s'effectue le déplacement des points d'appui du système de la puissance économique vers la puissance politique. Le capitalisme et le socialisme contemporains, pris dans l'optique du Vainqueur de la révolution, représentent, en tant que système, des modalités différentes de la société bourgeoise, du *monde du travail*, de la domination de la contrainte sur la liberté.

Les issues drastiques des conflits dans le système socialiste, la liberté refoulée au profit du développement technologique, la conséquence de la base de civilisation sous-développée de la révolution socialiste et de la suprématie du volontarisme politique, font naître dans certaines couches de la société la confiance dans l'utilité du renouvellement du système politique du capitalisme libéral. C'est ce à quoi devrait, sensément, contribuer l'affirmation de la «production socialiste», la «libération du travail» et d'autres principes caractéristiques pour cette époque. La *nationalisation socialiste* (dans le sens de progression historique, concrétisation, des tendances communistes) *des rapports sociaux, le remplacement du volontarisme politique par une organisation rationnelle de l'économie conduirait, en effet, à la liquidation des fondements de l'hégémonie de la classe politique, sous condition que la classe ouvrière acquière une influence décisive dans la société et que les rapports politiques s'organisent rationnellement selon les modalités de la démocratie prolétarienne*. Cependant, le fait même que c'est précisément de la politocratie qu'émanent les impulsions pour l'affirmation, davantage idéologique que pratique, d'une telle conception, nous fait douter de la possibilité qu'elle consente à sa propre démission. Comme s'il aurait été possible de libéraliser l'économie, et que les rapports politiques demeurent conservés, inchangés! Les portées réellement possibles de la libéralisation du régime politocratique deviendraient, vraisemblablement, plus certaines si parallèlement à la considération de la possibilité de libéraliser le socialisme on répondait à la question suivante: la libéralisation du capitalisme contemporaine est-elle possible dans les cadres délimités par l'intérêt de la classe au pouvoir?

Quelle est la vision spirituelle et historique du Vainqueur? Si, par exemple, dans la révolution française on ne voyait que Napoléon comme son Vainqueur, et on manquait de se rendre à l'évidence de ceux des courants que symbolisent, disons, Mirabeau, Danton, Robespierre, Marat, Hebert, Babeuf, on ne serait pas à même de saisir la complexité des conflits au sein de cette révolution, de même que ses issues plus tard. On s'en rend compte, tout d'abord, en considérant les conflits au sein du «Tiers état» duquel se détache la classe bourgeoise

victorieuse, et aussi le «Quatrième état», la classe ouvrière, acteur dans la suite des événements. Si l'on venait à perdre de vue ce fait, on comprendrait avec difficultés l'origine historique de la révolution de 1848, ou la Commune de Paris de 1871.

Quand nous n'acceptons pas de réduire la révolution française à son Vainqueur, qu'on l'appelle Napoléon ou classe bourgeoise, pour quelles raisons le ferions nous avec la révolution socialiste? Qu'est-ce qui nous empêcherait, dans ce deuxième cas, de voir dans l'ombre du Vainqueur, et même à l'opposée de ce dernier, dans les conflits nombreux, des tentatives de détruire les fondements de son hégémonie. Peut-on négliger les résistances aux tentatives du Vainqueur de maîtriser la *praxis de la révolution*, de réduire la révolution au régime du moment?

Il serait pour ainsi dire impossible de négliger les oppositions à une telle issue de la révolution, de laisser s'égarer dans l'oubli les nombreuses tentatives de surdominer des issues pareilles (réduction de la praxis de la révolution), depuis Kronstadt en 1921, jusqu'à Gdansk en 1970. Ce serait étrange que de négliger les nombreuses révoltes contre le stalinisme dans les proportions mondiales, depuis 1948 à 1968, depuis la Yougoslavie, la RDA, la Hongrie, la Pologne, jusqu'à la Tchécoslovaquie. Du point de vue bourgeois, les conflits mentionnés et autres semblables ne sont qu'un témoignage de la défaite du socialisme tandis que du point de vue du Vainqueur de la révolution les mêmes conflits sont contre-révolution.

Ce d'est qu'on troisième point de vue qui pourrait nous permettre de voir que la praxis du socialisme contemporain contient aussi une *solution communiste*, ce par quoi elle serait en effet le socialisme. *Elle est contenue dans ceux des processus sociaux, dans les révoltes, dont les symboles sont Kronstadt et Gdansk, et dans la société yougoslave elle se manifeste, avant tout, dans les grèves ouvrières et le mouvement étudiantin. Il s'agit d'actions sociales qui ont pour objectif la liquidation de l'aliénation des conditions de travail, de la plus-value, de la puissance politique et de la culture à l'égard de la classe ouvrière.* Non pas parce que cette classe serait le mandataire prodige de l'histoire et que son pouvoir menerait à priori au bonheur de tous, mais parce que l'individu et la société ne peuvent être libérés des conditions de classe de leur existence aussi longtemps que la classe ouvrière elle-même n'aura été abolie. Dans les deux cas, quand il s'agit de la classe ouvrière et des actions des étudiants – des valeurs et des objectifs communistes originels se renouvellent et se créent des formes d'auto-organisation qui ne comportent pas en elle un régime absolu établi d'avance.

Il est une autre question, celle de savoir si le régime est socialiste. Il l'est seulement dans la mesure où il rend possible, s'il n'encourage pas déjà, *la légitimité et la légalité* de la réalisation de la solution communiste, et si l'on n'espère pas et l'on insiste pas forcément sur la concordance du mouvement et du régime. *Dans la mesure où cette solution se réalise avec autant de mal que possible et avec moins de victimes humaines et matérielles que ce ne fut le cas avec les révolutions antérieures, et que pourrait être le cas avec les tendances person-*

nelles dans le monde capitaliste moderne ou le »tiers« monde, c'est dans la même mesure, que ces révolutions auront eu vraiment un caractère socialiste.

L'attachement véritable à l'idée de l'autogestion ne conteste pas encore la légalité de l'autogestion ouvrière, de même que la continuité dans le temps de certaines formes de conscience révolutionnaire. Tout ceci donne certains avantages au socialisme yougoslave par rapport à certains autres systèmes semblables (mais tout ceci peut en même temps se prêter à une mystification des rapports réels).

Relever la solution communiste dans le socialisme contemporain et la penser, c'est ce qu'on parviendra à faire à partir du troisième point de vue. On pourrait l'appeler, sans craindre d'être soupçonnés de »propagande communiste«, *point de vue communiste*. Ce point de vue nous permet de se faire une idée des différentes directions des changements sociaux, tant de ceux qui confirment l'état de choses donné, que de ceux qui le transcendent, mais en venant de lui-même, de la totalité de la réalité concrète-historique.

Le sens historique des différentes directions des changements sociaux peut être découvert en premier lieu par la recherche concrète-historique (sociologique) des conflits sociaux, car elle nous découvre la structure *verticale* (hiérarchique) de la société et met à jour les *facteurs fondamentaux* et la *procédure* de l'intégration, de la désintégration et de la réformation du système social. C'est autour de ce point que certaines parties de la société entrent en conflit. Une fois qu'on le découvre, alors on se rend nettement compte des différences essentielles entre les formes particulières des conflits sociaux.

Ainsi, par exemple, les conflits au sein de la sphère politique (organisation du parti et de l'Etat) et les conflits nationaux non seulement qu'ils n'aboutissent pas à des changements essentiels dans la société, mais freinent d'habitude ces changements. Dans le premier cas, la sphère politique continue d'être dominante, comme jusqu'à présent; et c'est seulement dans la sphère de l'organisation hiérarchique, pendant la lutte pour le pouvoir, que s'opèrent des remaniements de personnel, tandis que la socialisation de la politique devient encore plus incertaine. Dans le deuxième cas, on renouvelle le principe territorial-national de l'organisation de l'Etat, et les divergences nationalistes refoulent la manifestation des différences de classe au sein de chaque nation, ce qui est contraire au principe opérationnel-fonctionnel de l'intégration et de l'organisation sociales. Cependant, il ne s'agit pas seulement de la différence entre deux *principes* d'organisation sociale, mais aussi de vérités vécues essentiellement contraires. Je me borne cette fois-ci, de rappeler seulement une expérience que la société yougoslave a vécue, il n'y a pas longtemps depuis, quand le nationalisme a manifesté ses impulsions déchainées: au cours de la dernière guerre plus de personnes avaient périés dans les conflits nationalistes que dans les conflits avec l'occupant. D'autre part, des conflits sectaires, dans tous les pays où il y en a eu, étaient issus les camps de concentration et leurs méfaits. Les conflits de ce genre, par les issues vécues et possibles, renouvellent dans le meilleur des cas le statu quo, s'ils ne représentent pas une

involution sociale. Selon la règle, ils ne font que renforcer les bords de la non-liberté de l'homme au sein des réserves de classe, autonomes en apparence, dans la société.⁸

A la différence des conflits sectaires et nationaux, les grèves ouvrières et les actions des étudiants, donc, les conflits dans lesquels prennent part, et en masse, les travailleurs et les intellectuels, actualisent la solution communiste. Et ils le font, comme nous l'avons déjà dit, non seulement par le renouvellement des valeurs et des objectifs du mouvement communiste, mais en concevant des formes nouvelles d'organisation sociale (ce dont on a déjà parlé). Au cas où cette solution s'articule plus nettement et s'affirme sur le plan de la société, on espère pouvoir trouver une issue du cercle vicieux des réformes simulées, aux fins d'éviter que se répètent les moments de violence du passé récent et lointain. Nous nous trouvons devant un choix. Devant le choix des thèmes que nous allons rechercher, devant le choix des points de vue à partir desquels nous les aborderont, et aussi devant le choix des formes de comportement politique.

III

Les possibilités de choix d'un intellectuel d'aujourd'hui ne sont pas tant nombreuses comme elles sont différentes. Depuis toujours, et aujourd'hui encore, il existe des différences dans les options des intellectuels: les uns écrivent des biographies, d'autres des apocryphes, et d'autres encore font de la «science pure». Comme s'il serait possible d'être en marge des événements politiques, et surtout dans une société explicitement politique! Si l'on ne participe pas directement dans la prise de décision, cela ne veut nullement dire que l'on puisse éviter les conséquences de la politique agissante.

Etre sans option signifie être du côté du plus fort. C'est ce que démontre, entre autres, les aspirations communes des intellectuels de l'«appareil» et des «cabinets» à promouvoir une science qui serait éloignée autant que possible de la politique et des valeurs humaines en général. La véritable option des intellectuels «neutres» se laisse deviner dans leur participation aux attaques fréquentes, voire aux chasses, de l'intelligentzia humaniste. Et on ne mentionnera pas le rôle des «scientifiques pures» dans les discussions linguistiques ou sur certaines autres questions de la politique courante. Il me semble qu'on aurait appauvri, essentiellement, le caractère véritable de ces options si on les réduisait au niveau éthique.

L'option qui consiste à écrire des apocryphes n'est pas du tout un idéal. Même certains ouvrages parmi les plus importants dans ce genre littéraire pourraient difficilement être pris comme un idéal vers lequel il faudrait tendre sans réserves.

Et certaines portées de l'intelligentzia humaniste n'atteignent, elles non plus, les problèmes essentiels de notre époque. Prouver le vide d'esprit et de temps, disons, du sectarisme et du nationalisme, ou le

⁸ Voir: M. Mirić, *Rezervati, (Reserves), Razlog, Zagreb, 1970.*

caractère inadéquat du socialisme existant par rapport à l'œuvre de Marx, est un pas important, mais seulement un premier pas dans la compréhension du monde contemporain. Le renouvellement de l'anthropologie philosophique de Marx et de l'orientation critique de sa dialectique sont les conditions essentielles pour une connaissance approfondie de la totalité concrète-historique. Il reste à découvrir les sources de l'efficacité des «phénomènes survécus» et aussi des possibilités de réalisation des formes humaines de sociabilité. A ceci contribue la découverte des processus, formes et «mécanismes» de médiation, cachés et complexes dans l'instauration et l'action des diverses possibilités de sociabilité.⁹ Une attitude *marxienne* à l'égard de la totalité concrète-historique peut nous rapprocher d'un pas du «troisième point de vue» mentionné. Dans une telle optique, la sociologie aurait restitué, ou mieux dit encore, aurait acquis la dignité intellectuelle.

Les communistes-intellectuels, dont l'engagement intellectuel n'est pas limité de l'extérieur et n'est pas synchronisé avec les mutations de la politique dues aux congrès et plénums, se trouvent encore confrontés au dilemme de leur attitude à l'égard de l'organisation de la puissance. En ce sens on peut parler de l'actualité de nos jours de l'histoire du sort des gauchistes d'avant la guerre, de laquelle je vous fais souvenir d'un seul épisode.¹⁰ La polémique qu'ont menée pendant des années Ognjen Prica et Zvonimir Rihtman, en suivant leurs convictions et connaissances autonomes, avait été interrompue du temps de la monolithisation du parti dont la direction se rangea du côté de O. Prica, si bien qu'il devint en ce moment l'exécuteur dans la liquidation d'un interlocuteur égal jusqu'à lors. Communistes, ils sont arrêtés tous deux par les autorités de la Banovine croate, plus tard Etat indépendant croate, et remis aux Allemands. Ils ne s'étaient jamais réconciliés, ni même avant leur exécution. Après la guerre, les Vainqueurs louent Prica et critiquent Rihtman, tout en gardant le silence au sujet de deux autres éminents gauchistes d'avant la guerre; à l'époque, l'un d'eux, M. Krleža se plonge dans le «silence éloquent», et le deuxième, M. Ristić, est nommé Ambassadeur à Paris.

Dans les conditions actuelles, les stimulations extérieures pour la création spirituelle sont modestes. Seulement une véritable catharsis pourrait libérer les potentiels créateurs de la société yougoslave, mais de tels moments historiques sont quelque chose d'exceptionnel, une rareté. Coincée entre le déshonneur et la dignité de la vocation d'intellectuel, la lutte pour les fondements de la liberté de l'individu et de la société, et par la même pour la liberté de la création, n'est qu'un côté de l'engagement des intellectuels. S'ils ne s'efforcent pas de participer à l'établissement de fondements pour leur propre création, *individuelle*, ils se placeront dans la dépendance des puissants, ils se retrouve-

⁹ Sur les conséquences théoriques et d'expérience de l'abolition de la médiation« dans le stalinisme, voir G. Lukács, *Lettre sur le stalinisme*, parue pour la première fois dans *Nuovi argomenti*, n. 57/58, 1962; le texte original en allemand dans *Forum* n. 115/116/117, 1963, et en Yougoslavie, dans la revue *Naše teme*. Zagreb, 1962, n. 12.

¹⁰ Voir: S. Lasić. *Sukob na književnoj levici* (1928-1952), (Conflit à la gauche littéraire, 1928-1952), *Liber*, Zagreb, 1970.

ront dans une position de vassal. Tout en respectant l'importance des fondements élémentaires mentionnés de la création, néanmoins, les résultats plus substantiels et durables de la création spirituelle dépendent, au fond, des stimulations de l'intérieur, spirituelles, de l'acte de ceux qui sont portés par la passion de la recherche de la vérité sur soi, sur la société, et les temps présents. Les deux côtés mentionnés de l'action publique des intellectuels sont inséparables. Consentir à les voir séparés, au divorce insensé de la *perception* des possibilités historiques de la vie de l'homme et de la *volonté* de les mettre en valeur, équivaldrait à s'abandonner à la simple durée dans le temps et au tâtonnement dans des conditions incomprises.¹¹ C'est dans la mesure dans laquelle cette passion, originelle, des intellectuels sera toujours plus présente dans la vie publique, que s'accroîtront les chances de préserver, plus exactement, d'acquérir la dignité humaine et intellectuelle, sans égard à la certitude des louanges et des blâmes.

¹¹ Pour plus de détails sur le rapport de la volonté et de la conscience dans le logos, sur la perception et l'intéressement pour les événements historiques, sur le rapport de l'«autoreflexion» et de l'«intérêt émancipant de la perception», ainsi que sur l'attitude des intellectuels vis-à-vis de la politique, voir: J. Habermas, *Erkenntnis und Interesse*, Suhrkamp Verlag, Frankfurt am Main, 1968, et *Technik und Wissenschaft als »Ideologie«*, Suhrkamp Verlag, 1969.

SOME CONTRADICTIONS AND INSUFFICIENCIES OF YUGOSLAV SELF-MANAGING SOCIALISM

Rudi Supek

Zagreb

The Yugoslav workers Self-management System has completed its 21st anniversary. It has come of age. In the life of an individual this usually means that he is capable of managing his own affairs. Is this the case with our self-managing society? We will try to give a critical answer. As we are self-managers, it is appropriate for us to answer this question now during the second Congress of Self-Managers. Whether our answer will differ from others answers is uncertain, but it will have something in common with them, i. e. the awareness of certain difficulties and of the need for changes. We will disregard here some specific conditions and incidents that are so typical of our country and which could ruin the best conceived system. We will look for what is rationally, even ideally conceived, in spite of all the subjective shortcomings and misfortunes and examine it on the basis of the inherent logic of its functions. Thus, we shall rid ourselves in advance of the reproach that we have offered an unconstructive criticism of our system. A critical examination of our system is imposed upon us, not only by our momentary situation, but even more so by the growing interest of the contemporary workers movement and of the progressive thinkers all over the world for participatory democracy or self-management as up to now the only alternative to the statism concept of socialism.

WORKERS SELF-MANAGEMENT AND THE WORLD AROUND US

In spite of the fact that it has originated under conditions of an intense political and ideological isolation, workers self-management has proved to be the most successful weapon for the affirmation of the policy of ideological alignment on the basis of the development of the socialist society itself, as opposed to the policy of alignment based on the division into blocks.

The concept of a »special way into socialism«, seemingly accepted by all communist parties, has not thus restricted itself to a neutral pluralism of ways into socialism and socialist models of society, but has acquired a markedly aggressive characteristic as a means to overcome a socialism which does not deserve this name, as the rejection of a certain socialist practice and an alternative to statist and bureaucratic socialism.

In the criticism of statist socialism and Stalinism, its best known deformation, we can distinguish a minimalistic and a maximalistic approach in the contemporary workers movement.

1. The minimalistic approach stresses the principle of the »special way into socialism«. That means in other words to remonstrate against the negative developments in some other socialist countries, a promise that we will try to solve the same problems in our own country in a more satisfactory way, but it also implies different models of socialism or a certain pluralism in the Marxist interpretation of political and social reality. The majority of communist parties have adopted this principle, but refuse to take the corresponding theoretical consequences because of the »unity of the workers movement«.

2. The maximalistic approach consists of a theoretical endeavor to overcome the statist socialism on the basis of Marx's theory of the withering away of the state and his theory of alienation (political and state institutions become alienated forms of social life, etc.). This actually happened in Yugoslavia. In this framework the workers' self-management concept becomes inevitable.

While the minimalistic approach remains on the level of political tactics and tries to justify its opportunism with political and tactical reasons, the maximalistic approach represents a consequent theoretical criticism that questions the nature of socialism itself, the true content of socialist revolution and the modes of its realisation, and thus has a general theoretical, political and strategic character. Therefore, it is no wonder that leading Marxist theoreticians from G. Lukács to R. Garaudy have discarded the dogmatic and apologetic philosophy that under the name of »Marxism-Leninism« serves as the basis of statist socialism, and thus necessarily represents a revision of Marx' thought. The frequent attacks, especially after the occupation of Czechoslovakia, by the official Soviet ideologists against the so called »revisionism« in Marxism, represented by the leading Marxist philosophers such as E. Bloch, E. Fromm, G. Lukács, E. Fisher, H. Lefebvre, J. Habermas, K. Kosik, L. Goldmann, H. Marcuse, and recently R. Garaudy, and many others (among whom also the Marxists gathered around the periodical »Praxis«) clearly show that statist socialism has lost the battle on the grounds of Marxist theory, at least on this old continent where it was born.

The philosophical criticism of the theoretical basis of statist socialism appeared simultaneously with the strengthening of the idea of workers self-management, which was a logical consequence of already existing forms of workers participation, and it has imposed itself as a request for qualitative changes in the syndical movements in West-

European countries. The idea was accepted by the student movement, a lot of the New Leftists and some other categories of intellectuals, especially representatives of the so called »intellectual proletariat«. Thus, the workers movement converged with that of the leftist intellectuals on the idea of workers self-management.

If we want to give a short explanation as to why workers self-management has become the topic of the day in the workers movement, among left-wing intellectuals, and even in the progressive part of the liberal middle class, we can list the following reasons:

1. With the discovery of the »human factor« in industrial production, modern sociology and social psychology have dedicated innumerable theses to the problem of workers' and employees motivation in production, and, quite independently from Marxism, have stressed the need for participation in decision-making in industrial enterprises. From participation to self-management there is only one (revolutionary) step.

2. After the workers syndicates through collective agreements have achieved the right to participate in some decision-making in industrial enterprises, (Mitbestimmungsrecht, joint consultation, comité d'entreprise), chiefly as regards working conditions and employment, the next step was naturally the demand for a transition from quantitative rewards (increase of salaries) to qualitative rewards (broadening of participation up to self-management). Since 1968 these tendencies have been especially strong in France.

3. The development of tertiary activities, the formation of the intellectual proletariat, the syndicalism in technologically highly developed industries with new forms of integration of manual and intellectual workers, the increasing anonymity of the corporative capital (the so called »manager revolution«), all this brought about the imposition of the idea of self-management as a logical consequence of the democratization and normalization in the management of industries.

4. As the dictatorial and despotic character of statist socialism became more and more obvious, as evidenced by penalties for opposing views, absence of civil rights, confinement in lunatic asylums of critically disposed scientist, antisemitism, the occupation of Czechoslovakia, etc., a need arose for an alternative to this kind of socialism, which would not lead into bourgeois democracy, i. e., social-democracy, but into a truly new form of socialist democracy.

5. There is a growing conviction that the highly developed countries that have found themselves under the impact of statism and centralism, i. e., a increasing centralization of social decision, will try to find a way out in forms of participative or direct democracy. The scientific and technological revolution along with the development of cybernetics, automatization, and modern means of communication makes possible far more decentralization than was the case in undeveloped systems. At the same time, technology is becoming the »infrastructure of society« freeing it from its economic and technical determinism and providing greater possibilities for the organization of society in accordance with man's real needs.

6. The idea of workers self-management has given a new offensive strategy to the workers movement in highly developed countries, which although not fully developed at the moment, means a decisive break with a certain passivity that meant waiting for the forces of the Third World or for the Soviet army to free Europe. This offensive strategy shows itself in the convergence of aspirations towards self-management as well among workers as among the intellectual proletariat. It is regrettable that those two factors have not yet found a corresponding synchronization in their ideas and actions, and thus the workers movement is still under the influence of dogmatism, while the intellectual movement is influenced by »gauchism«, radical »leftism« without a clearly defined goal or strategy (which would link it more closely to the workers movement) in spite of the ideological backwardness of the leadership of some Communist parties.

7. There is a growing awareness among the Marxist intellectual avangarde that the idea of self-management is the keystone in the forming of an offensive strategy, and does not care very much about the never-ending attacks against it by the bureaucratic leaderships, some of whom in the socialist block even more and more openly try to rehabilitate Stalinism, the continuous attacks not being able to diminish any of their convictions and morale. As before, the Marxist avangarde knows that the historical truth is on its side, and that it is their responsibility to bring about a harmony between contemporary socialism and the most progressive aspirations of contemporary mankind.

Without any exaggeration, we can maintain that many political, scientific and humanistic-philosophical reasons in Europe are favourable to self-managing socialism. These reasons are so strong that they could not be shaken eventually by a complete failure of the Yugoslav self-managing socialism. In this regard, we can paraphrase a well-known situation: as the »truth about Stalin« could not shatter the belief in socialism, but only posed the question about its content and goals in a more definite way, so the »truth about Yugoslav workers self-management« cannot shatter the belief in workers self-management, but can only raise questions about the modes of its realization. But, are we today in a position to give the »truth about Yugoslav workers self-management«, i. e., do we command a broad enough historical perspective to visualize clearly its »good and bad points«, that which should be rejected and that which should be kept, both in our country and in other countries that will work on its realization? It seems that some problems have by now become clear and oblige us to define them clearly for the benefit of others and ours as well.

WHAT IS WRONG WITH THE CONCEPT OF SELF-MANAGEMENT?

Evidently the principles on which it is based are not wrong; that man as the producer has the right to make decisions about the results of his work, that the state cannot appropriate and dispose of the work surplus, that the right to manage an enterprise is shared by all workers and employees who work in it. Its shortcomings might only be the modes of its realization and that it had not been worked out in detail.

It seems that the implementation and the realization of our workers self-management was chiefly governed by a democratically liberal or »proudhonistic« concept.¹ What are the basic outlines of this concept?

First of all, the basis of society is represented by voluntary associations of producers (mutualistic organizations) which do not need political mediators in the form of state or political parties (the state is withering away). These organizations must have at their disposal a certain amount of »property« which is a synthesis of private and group ownership. Proudhon has difficulties as do our lawyers in the definition of the legal status of such organizations. This »legal status« is best explained by today's concepts of group ownership i. e. a mixture of private and collective ownership (private especially as regards *usi et frui*, and collective as regards *abuti*).

Secondly, production relationships between associations of producers are based on a free exchange of products which presupposes relations based on agreements or contracts between interested parties without the intervention of a third party. The society based on mutualistic associations is directed by the principle »service for service, product for product, loan for loan, insurance for insurance, credit for credit and guaranty for guaranty . . . In this system the laborer is no longer a serf of the State, swamped by the ocean of community. He is a free man, truly, his own master, who acts on his initiative and is personally responsible«. (P. G. Proudhon).²

Thirdly, by putting the emphasis on free exchange as a principle of personal freedom and autonomy of association, the market appears as a basic medium of exchange, with the laws of supply and demand as regulators of production. »The advocates of mutualism are as familiar as anyone with the laws of *supply* and *demand* and they will be careful not to infringe them. Detailed and frequently reviewed statistics, precise information about needs and living standards, an honest breakdown of cost prices, the foreseeing of all eventualities, the fixing after amicable discussion of a *maximum* and *minimum* profit margin, taking into account the risks involved, the organizing of regulating societies: these things, roughly speaking, constitute all the measures by means of which they hope to regulate the market. There will be as much liberty as you like, but more important than liberty are sincerity, reciprocity and enlightenment for all.« (ibid. p. 70). It is not necessary to explain how the Yugoslav practice of »self-management discussions«, establishing profit margins, sincerity and reciprocity work in reality. Proudhon's outlook on the market system was that of a bourgeois liberal in spite of the fact that he realized that the market should be controlled by a constant analysis of economic

¹ A more detailed description of this concept can be found in my book »Power and Socialism«, that will be in print soon. There I am discussing other types of productive organizations, also the democratic-humanist or the functionalistic concept of workers self-management on which I am basing the criticism of our System.

² P. J. Proudhon, Selected Writings, Doubleday, 1969, page 59-60.

processes, and appropriate interventions. Our practice in this respect is even more liberal than Proudhon's concept and about the consequences we will say something later.

Fourth point, contractual relations govern not only in the economic sphere but in the political sphere of social life as well. »Instead of laws we would have agreements. No laws would be passed, either by majority vote or unanimously. Each citizen, each community or corporation, would make its own laws.« (p. 99) A literal enactment of the principle of political de-centralization eliminates general laws.

Additionally, society's integration will start from below on the basis of economical relations and not on the basis joint political decisions: »Instead of political power we would have economic forces.« (p. 99)

Then the division of society into classes will be replaced by socio-professional and corporate divisions. »Instead of the old class divisions of citizens into nobility and commoners, bourgeoisie and proletariat, we would have categories and classes relating to various functions: agriculture, industry, trade, etc.« (p. 99)

Lastly, Proudhon was enough of a dialectician and sufficiently devoid of any political pragmatism for »zigzag-politics« to realize that his society based on self-managing voluntary associations would not be able to avoid inner conflicts. Upon having equalized the democratic liberal trade exchange with free and independent activity, he realized that the market exchange necessarily destroys the equality among producers and their solidarity. That is why it seemed to him impossible to realize equality without the use of laws, that is to say certain general regulations which regulate exchange. »The community seeks *equality* and *law*. Property, which is born of autonomy of reason and respect for individual merits wants above all things *independence* and *proportionality*.

But the community, mistaking uniformity for law, and leveling down for equality, becomes tyrannical and unjust. Property, through its despotism and its infringement of rights, soon becomes oppressive and works against the interests of society.

What the community and property intend is good, but what they both in fact produce is bad. Why should this be so? It is because each is exclusive and each overlooks two elements in society. The community rejects independence and proportionality, while property does not fulfill the conditions of equality and law.« (ibid. p. 92-93).

Proudhon suggests that the following four mutually exclusive elements should be distributed proportionally: equality, law, ownership, and proportion. In our workers self-management system we find the same paradox and the same dilemma: on the one side the granting of full operational autonomy, which in the market economy necessarily leads to inequality in profit and salaries, resistance against levelling, i. e., respecting »proportion«, rewarding as to the overall effectiveness of the enterprise and not as to the individual work; on the other side, there are the working people pressing for equality of rewards and social position in the name of society. Our system has given full freedom to market money goods relationships: we are not taking into account those limitations which arise from the giving of a part of the

surplus work to the state because it is a question of principle. There has even been formed a special ideology of »socialist money/goods relationships« and »the theory of a socialist market«, in spite of the fact that the market laws work in the same way in capitalism and socialism and in any other society that is based on a money/goods exchange. There is no doubt that this democratic-liberalistic type self-management organization resembles our workers self-management and points out some problems and contradictions that can also be found in our system. Let's try now to look in a more concrete way at the types of problems and results that had to arise from the application of democratic-liberal concepts of workers self-management in our society. Above all, in the spirit of middle-class liberalism, the concept of social organization is individualistic or atomistic, so that all economic associations are equalized in their legal status and are on an ideal social plane (as was the case of the middle class as owners of the means of production in classical democracy). Production organization is defined primarily politically and not functionally in an economic sense with regard to the complexity of the social divisions of labor and the differing roles in the economic system. So it happened that a certain type of political democracy defined the nature of »economic democracy«; furthermore, the legal/political equality quickly led to economic inequality among the producing organizations. In our country, it has been conditioned the same as in classical middle-class liberalism with a low level of development of social organization in general and especially by division of labor (and with this the corresponding concepts of »societal work«) the same as with legal formalism legally equalizing all productional or economic organization is not capable of grasping their basically different functions in society. In our country this legal formalism is a consequence of the still dominant role of the »shyster« as opposed to the professional intelligentsia especially the part linked to social organization: economists, sociologists, engineers.³

The freedom of social activities is first of all regarded as a free agent's liberty, the main role of which is the exchange of production in a competitive market with the assumption that supply and demand best regulate industrial development. It is not assumed that the determining factor for economic growth is the development of modern technology, possession of a developmental strategy or principles in regard to the distribution of personal and collective incomes. Furthermore, even though it is nowadays recognised that the market no longer plays the same role that it did in the last century, and that it has experienced various limitations and is no longer the regulator of economic development, we can derive a sort of »socialist ideology« where

³ The author of these lines has been living for quite a while in the illusion that the markedly economic orientation of our political leadership has drawn into the state the most prominent economic experts but the economists themselves have dissuaded him from this belief. The economists have already for ten years been advising the establishment of a separate economic body working in conjunction with the government but the politicians have been actively rejecting this. It seems that this appears to them to be a form of »technocracy«.

the money/goods relationships are transformed into »socialist money/goods relationships«, and the market is changed into a »socialist market«, so that the capital, with its profit logic, is transformed into »socialist capital«. Such nonsense is stressed so as to make everybody forget that the capital market, with its laws of supply and demand, has already undergone important limitations not only because of socialization (societal control of the means of production) of production and distribution, but rather and because of the role of worker's syndicates (control of so called »indirect wages« and social contributions). Social intervention which fundamentally differs when we speak about the production of consumers goods or of production of the means of production and especially when we speak of the development of the labor force in the form of a scientific-technological factor (education of cadres, organization of production, etc.) has already brought about a polymorphic economic structure, so that the market (even if we disregard the role of contemporary arms production in the development of the labor force and research) has acquired a secondary importance.⁴

Political decentralization had not only been recognized as identical with the abandonment of centrally administrated planned economics, but also with every planned developmental concept (regardless of whether it will be realized from either above or below), that is to say whether on the level of »self-management conferences« or on the level of »representatives of self-management enterprises«, planned with regard to a long term social development, which under the conditions of modern technological development is a condition sine qua non of a harmonious and speedy social development. Naturally, the submission of economic development to the inherent logic of the market cannot prevent the occurrence of a whole series of internal contradictions and irregularities in the development of various enterprises and branches of production, and of various forms of disloyal competition and conflicts, especially under our »Balkan conditions«, which will constantly search for compromises and a single arbiter in the settlement of resulting disagreements. Who will assume the role of this arbiter? Will a certain »coordinating organization« composed of producers, as Proudhon already suggests, or a political representative of society's long-term interest, that is the communist party, as has been suggested in our country, or will it be a »mediator bureaucracy« whose precondition for existence is political, economic and cultural atomization of society? It should be openly said that behind Yugoslav self-management there is hidden a vertical organization of societal power, which is represented by the communist party, which is trying to play all three of the above mentioned roles. With what success we will see.

⁴ Several years ago a representative of the British liberal party wanted to become acquainted with our workers' self-management because he had received an assignment to modernize his party's social program and social philosophies. He returned disappointed after having been told by the district leaders that we are trying to prepare our workers to increase their income by means of market competition, and having found out that they were implementing obsolete capitalistic notions.

If we would like to give a short characterization of the contemporary workers self-management system in our midst, we would say that it has the characteristics:

- a) legal formalism
- b) anti-functional as regards the social function of productive organizations
- c) middle class liberalism regarding the market and self-regulation of economic development
- d) combination of self-managing organizations on a horizontal plane with an statist power structure on a vertical plane.

Generally we are speaking here of a concept that remains in the framework of democratic-liberal theory, which has not as yet reached the level of a democratically humanistic and functional organization of producers. (In the near future I will deal with this matter more extensively.)

WHEN WORKERS SELF MANAGEMENT TURNS AGAINST THE WORKING CLASS

One of the most obvious (negative) consequences of legal formalism for the workers self-management was the legal and business-like equalization of productive and mediating organizations, that is to say, those who produce the surplus of wealth and those who have this surplus at their disposal in the form of working capital (banks, trade, foreign trade enterprises). This legal equalization has quickly brought about a state of affairs where mediator organizations under the conditions of the market economy assumed the control of the producing organizations and started to mercilessly exploit them. Economic reform brought many producing organizations into difficult positions and made it easy for financial organizations to assume monopoly positions. While banks and trading served in an earlier period in the development of industrial production, now industrial production serves the strengthening of the power of financial centers, naturally against the interests of the working class and a healthy economic development policy. The results of dysfunctional and legal-formalistic equalization of producing and mediating organizations were as follows:

- a) that mediating organizations acquired a monopolistic relationship towards producing organizations;
- b) that monopolistic mediating organizations started to illegally draw off profits from the producing organizations (a legislature report from Federal Assembly commission states that the financial trade capital »brutally exploits the existing shortage of money for regeneration and acquires an usurious crude, early capitalistic profit logic. In some places it assumes such dimensions and forms that it astounds businessmen from contemporary capitalist economies«);

c) that they stifled the normal expanding reproduction of producing organizations, by investing financial resources using a speculative logic in places where a profit could be quickly realized, and especially the modernization of producing in harmony with the development of modern technology (which works with shortened amortization cycles and cannot successfully progress without the help of state subsidies, in other words a developmental strategy of the whole economy);

d) that with their investment orientation successfully blocking economic development (however, the so-called economic reform is also to blame), brought about a mass emigration of our workers, inflation and negative trade balance due largely to the importation of largely unnecessary consumer goods (this import serves and enriches a small sector of the population);

e) that they brought about in recent years a financial boom for the so-called middle class and a certain elite linked to financial and trade capital, but at the same time brought about the impoverishment and emigration of large portions of the working class;

f) with regard to the fact that the new centers of financial power located mainly in the place where the de-nationalized state capital was located, its liberation and »style of business activity« immediately sharpened the internal national relationship in Yugoslavia (some representative from Dalmatia were speaking of signs of »colonialistic exploitation«).

All of these indicators show in the last several years that the working class was economically exposed to great difficulties which is also demonstrated by the more than 1000 strikes during the past two years while at the same time our streets choked by automobiles, expensive imported goods (a pair of shoes for 30,000 dinars which represents one half of some workers salaries), a deluge of weekend houses, etc. show that one part of society got very rich. People who visit our country are often of the impression that it is not a country of workers and workers self-management, but of nouveau riche. A great segment of our press, perhaps the part that is most read, has greatly contributed to not only the creation of an »enterprising spirit« but also to the creation of a »consumer's culture« with all of its' petite-bourgeois stupidity and snobbism. We have already mentioned that the democratic-liberal concept of worker's self-management is based on a certain atomization of society. This also applies to the working class. The working class was put into self-managing organizations which seemingly had the same rights and liberties but which in the market situation proved to be unequals and dependent. Besides, they were taught an enterprising spirit for competitive market relations which meant approval of the differences in salaries and uneven compensation for the same work (for the same work in one enterprise a worker was receiving two to three times as much salary as a worker performing the same work in another factory). Worker's syndicates were forbidden to fight for a uniform standard by which laborers were to be compensated. As this would oppose the logic of the realization of profit through competition, which was euphemistically called »according to the re-

sults of one's work« on the competitive market (not taking into account the monopolistic positions of certain enterprises, non-equivalent exchanges and so forth), so the working class remained fragmented, bound to the interest of its groups' capital taught the profit logic of money/goods relations, and furthermore the working class was made to believe according to the same logic that its exploiters are »workers« and »self-managers«. The atomization had two consequences. The first less important is that the working classes do not appear as an economic factor in the equalization of average market levels that is to say as a stimulus of economic development. This was also attempted by means of economic reform. The second consequence was that the workers became disorganized because the roles of the syndicate became irrelevant. In the same way as the vertical organization of political power has retained the features of etatist socialism so the syndicate has in our country kept the typically etatistic socialist role, namely that it be the working classes teacher of discipline. There was no longer anything that the syndicate could teach the workers because this role had been taken over by the experts of enterprise. Under the new conditions the syndicates did not retain their traditional role as defenders of the working classes' immediate interests, that is why the numerous strikes appear as wildcat strikes, without the participation and against the will of the syndicate leadership. The absence of the syndicate class role brought about not only a diminishing of its influence but the formation of cliques in enterprises so that the workers self-management existed more on paper than in reality.⁵

While Shlapnikov in a discussion in 1921 demanded that the worker's syndicates take over control not only of entire enterprises (in these syndicates there were not only factory workers but office personnel as well) but that these syndicates should control all branches of production and the whole economy, in the Yugoslav system the worker's councils and councils of producers are given precedence over the syndicates, though the producers councils have no directive power in the economy because this power has been retained by the state apparatus (no matter on a federal or republic level). The idea that the Congress of Self-managers could become a supreme law-making body has not as yet been seriously considered. Regardless of how far the vertical organization of power of self managers and self-managing organizations may go there is no doubt that the syndicates have lost their role: to defend the worker's immediate class interests in this society which has not lost the characteristics of a class society, but has even strengthened them due to its market economy. If, in the near future the present concept of workers self-management undergoes some improvement to the effect that the self-managing enterprises actually get control not only of *widened* reproduction of capital but also the cir-

⁵ Sociological research that I conducted in 20 factories in 1966, while the situation was better than it is today, showed that the workers repeatedly listed the power and influence of the syndicate as the least important or next to the least important. The standing as far as influence is concerned is reflected in the following listing: 1. director, 2. management committees, 3. technical council, 4. workers council, 5. communist party, 6. workers, 7. foremen, 8. syndicate, 9. administration.

cultivation of state capital (that means also the means for education of highly-specialized cadres and for the promotion of scientific and technological innovations) then one of the first tasks will be the rehabilitation of the role of the syndicates.

This is necessary because of the atomization of the workers class on the one side and the unification and alliance of the managerial and financial circles. The workers are conscious of the fact that under the conditions of the market economy their influence on the management is far less vital than the connections and »resourcefulness« of the marketing apparatus. Thus, the workers are relegated even more to a role of passivity and subordination to the experts and directors who have the »connections«⁶ because these »business connections« are often the basis of their existence. The majority of »wild-cat« strikes are not aimed, as is most often maintained by the press, against the »bureaucratic management of the enterprise« but rather against the entire situation in which public enterprise found itself, so that the disorganization of the workers class often lends a desperate and Luddist appearance to the strikes (the destruction of equipment, violence against the directors).

If we consider that the non-functional definition of the status of business organizations (giving the status of independent self-managing organizations to retail sales organizations, in spite of the fact that our constitution contains a definition of State management which has until now been applied only to universities and meaningless organizations such as museums and public schools because the political leadership was more interested in controlling the intelligentsia than in watching the businessmen and bankers) brought about exploitative relationship between the business organizations. At the same time they were telling the workers that we accept such events as a result of the law of supply and demand, and this brought about a loss of the feeling of unity and equality among the workers. They stressed the true spirit of market (read: capitalist) concurrence, but this necessarily gave rise to group egoism in the spirit of petty capitalist business methods. Under such conditions the impoverishment of the working class, and thereby the enrichment of the mediating classes of society has to be taken as normal phenomenon of our social system. And so our worker's self-management began to produce instead, though it might seem paradoxical to those who are not acquainted with the logic of the democratic-liberalistic and Proudhonistic type of self management, not a »self-managing socialism« but something quite the opposite, namely »petty-bourgeois capitalism«. (Even though this capitalism has acquired forms of »big capital« as regards the concentrations of financial

⁶ In my previously mentioned research it is clearly shown that the ordinary workers and workers who are members of the workers' council are similarly aware of the fact that the financial success of their enterprise depends much more on outward factors than on their own actions. They answered the question »Are the difficulties of your enterprise brought about by bad management or mostly by uncontrollable outside influence?« in the following percentages: bad management - 6.7%; outside influences - 26.1%; both - 34.6% (the remaining answers being »no opinion«).

means, it is far below the level of contemporary corporation capital in capitalist countries, because of its entire lack of any sense for modern organization and developmental policies, i. e., an understanding of modern technology, and so its characteristics remain a petty-bourgeois sense of usury and momentary profit according to the logic »take it while you can get it!«)

The mediums of mass communication helped to form the petty-bourgeois mentality. They quickly oriented themselves towards the logic of market »money/goods relations«, and they considered themselves progressive if they began to develop their readers taste for West-European »consumers society«. They believed that the same laws are applicable to culture and »sausage sales«. Consequently everything reminiscent of Marxism soon disappeared from their pages (actually the political bureaucracy set the example of how to fight the Marxists). »New values« appeared – sensationalism, pathological forms of social behaviour, eroticism, pop music, fashion snobbery, nude models on new models of automobiles – everything that would appeal to the petty-bourgeois parvenue. Just try putting a photopgraph of a working girl in a red kerchief or crowd scenes in the Mao-Tse-Tung manner on one of our newsstands amid the display of bare female breasts and bodies, you will immediately notice that you are confronted with two different cultures that exclude each other, and which are easily defined. These are extremes, but just let anybody try to define what values exist between these extremes in our country.

If we try to compare the style that has taken over in our society with the western »consumer society« we must note that we are below the level of that society. The bourgeois society never really made an ideology of the money/goods relationship, but rather attempted to present »higher values« which it stressed as vital to the common interest (as opposed to particular interests), as »honest business methods« and »legal competition« (different than our Balkan money-grubber orientation towards unearned profits), as the stress on puritan morals in public business life, and religious moderation and an »ethical sense of duty« in private and administrative life, so that the principles of morality and socialization always went against the logic of the capitalist market. These paradoxes in the capitalist or bourgeois personality are well known from frequent analysis of the capitalist society. The strict ideological thinkers in our country tried to solve this »bourgeois controversy« on an ideological plane, stressing not what is positive in the bourgeois (their business and social morality) but what is negative (wealth accumulation and increasing class distinction). That explains why some otherwise very temperate criticisms (by our philosophers and Marxist-sociologists) of our society and the consequences of competition and a consumers attitude were vigorously attacked by the »official« ideologists of our society.

It is evident that such social processes brought about a dissolution of class consciousness in the workers, and a strengthening of class consciousness among the middle class. It is becoming more and more evident, especially in the area of social awareness and those forces that shape it (mass media, official ideology, culture creation) that our

society possesses less and less of a »socialist consciousness«, and that it, in fact, even refuses to have it. Recently, ideologists of the revived petty-bourgeois outlook have intimated that socialist consciousness and marxism are even a threat to this society and should be more thoroughly eliminated. Who could, on the basis of a serious sociological analysis, maintain that, on the universal level of our society, self-management has not turned against the working class?

POLITICAL DECENTRALIZATION AND THE FUTURE OF SMALL NATIONS

The recent measures toward political decentralization, the shifting of the majority of the responsibility from the Federation to the Republics, have aroused much »concern« among well-meaning West-European circles, not only because they are well-acquainted with the shortcomings and misfortunes of our economic system: galloping inflation, stagnation of economic growth, mass emigration of workers, continual growth of the deficit in the export-import trade balance, etc. Actually the reason for their concern is that Yugoslavia, through its internal difficulties, might lose its role as a bridge between East and West, as a factor of neutralization in the policy of the great powers and in block policy, which it has until now successfully performed. It is a well known fact that these measures have given rise to various plots and to »underground forces« which count on the further development of Yugoslav separatism, though the present situation of European politics does not favor them. From the standpoint of our own internal development, political decentralization should be regarded as the natural course of certain political processes, that have been defined by the theory of the »withering away of the state«, i. e., by the strengthening of the self-managing basis of our society. That would have also included the integral processes of its foundations, had it not been for strong affirmation of contrary tendencies: public antagonism between the Republics, the publication of economic reports that revealed the unequal relations among the Republics, the stressing of the need for »Republic sovereignty«, without a corresponding change in the self-management system, mobilization of »national interests« along with political tensions used as a means of pressure on others, the revival of nationalism in one part of the intelligentsia (probably also in one part of the disorganized workers), manipulation of rumors, and irrational factors – all this clearly shows that the leadership of this country is not sufficiently familiar with the »strategy of social innovation«, which presupposes a sober and thoughtful introduction of changes, but uses the old methods of creating psychoses, confusion, mutual blackmailing, shocking the public, the procedure of »cold and hot showers«, so as to make the troubled and perplexed public realize that there fortunately exists a »deus ex machina« who is by his improvisations the only one capable of settling our situation and that is the narrow circle of our »political vertical«, the bureaucratic élite whose political pragmatism reveals in such situations its true vitality and *raison d'être*.

As was previously mentioned, political and economic decentralization are in the true spirit, not only of our theory of the withering away of the state, but also with the modern concept of a more dynamic and immediate way to govern the development of society. Of course, under one condition: that we know and rationally and clearly state what exactly should be de-centralized, in what manner and with what goals in the conditions of the extremely complicated organization of our modern society, and which, besides, wants to accelerate its development, so as to take its place among the industrially developed countries. We are missing exactly such a concept and that is the reason why rational argumentation is replaced by cheap demagogery. It is evident that it was impossible to find a common dialogue in a multi-national society, while the newly created centers of financial and trade power threatened to destroy the balance of inter-national relationships. So, in reality, the »national problem« was resurrected along with the class problem, and the further development of our inter-national relations will greatly depend on the manner in which the class relations are solved. Naturally, those who presently try to solve this situation with political means do not want to speak about how it was brought about. How did it happen that the surplus value of labor was first taken away from the working class to form »state capital«, and how could this »state capital« again be taken away by a political decision to be turned into »group capital«, i. e. twice-alienated capital, into capital that has been »normalized« in its functions in the traditional capitalist form.⁷

It is very symptomatic that when some politicians have suggested a »nationalization of financial/trade capital« they encountered the strongest opposition from other politicians, although nationalization is

⁷ In connection with the problem of de-governmentalize financial and trade capital from the state, we read in the mentioned Assembly report from last year the following: »Well known are the discussions about the alienated fluid capital; about the unique positions in which three federal banks found themselves thanks to state capital, the positions of a few big export-import houses in the capital (Belgrade) who took the torch from the state monopoly in foreign trade, including some insurance companies. Such a distribution of free money resources was effected by many circumstances in which cycles of social reproduction under the conditions of the centralistic state administered economy and the cycles of the transformation of alienated state property, most of all money resources, into resources that are now at the disposal of specific organizations of associated work (sic!). This concerns resources which under centralistic administrative administration alienated the state from the economy and from the work (complete amortization funds, pension funds, fluid reserves) and which it according to the logic of state property, placed in processes of reproduction that it might later reproduce as alienated money substance, as financial capital.«

This situation is well-known and a lot has been said about it in the most knowledgeable places, but the question remains open: have these resources been the first of all separated from the working class and producers with the help of the state, transformed into resources of »associated (financial trade) work« that is to say transformed into independent centers of financial/trade power, according to the logic »of state administered economy«, or according to the logic of de-governmentalization, namely giving these centers of financial power the status of independent self-managing organization. It seems to us that this latter instance is the case, and that means that it is not a problem of etatism, but a specific concept of self-management.

no longer considered a revolutionary measure in capitalism. Here we must raise the question of how some political circles come to be the »political service« of the new centers of financial/trade capital in our society? Besides the idea of Republic »statehood« we have also a thesis of »national economies« within the individual Republics, while the unity of the economic system is still stressed, at least declaratively. It is not out of the question that tendencies toward enclosure into Republic boundaries will be present in this phase, and that they will be prompted by pressures from nationalist and separatist circles. When we speak about small nations and such are all the nations which constitute present day Yugoslavia, we must see, clearly, the developmental alternatives imposed by each step of political and economic decentralization,

Firstly, we must make it clear that the idea of decentralization of the economic system represents a very common practice in the highly developed capitalistic countries, the goal being the increase in efficiency of the production potential. Therefore we cannot represent any form of decentralization as a weakening of this potential. The decentralization of economic decision is carried out, however, under the conditions of an increasing integration (a more developed division of labor, increased coordination in production) of the economic system. Decentralization by no means contradicts the above mentioned increased integration of the economic system. We must not forget that the contemporary economic system is a heterogenous and polymorphous creation, which approaches highly integrated »big systems« – for instance, in the field of energy, telecommunications, and the transport system – comes down to the moderately integrated systems of production in the greater part of basic industry, and even slightly integrated systems (production of consumers goods). The true integration of the system is chiefly carried out by control and regulation of the whole economic system by means of special functional interventions by state and social funds, whose aim is not to preserve a certain balance of economic processes, but also to prepare and ensure developmental processes in those technologically most important sectors of the overall economic development. Here we encounter the dilemmas of the small nation: it is obvious that decentralization can be a success, even when tolerating the »national« and the »regional« and the narrowed forms of production, in those sectors of economy, that can do without a high integration percentage and big investments and also without a highly developed scientific and technological basis (here I mean also the education of highly qualified cadres). However, such is not the case with an economy with a high integration and a developed scientific/technological basis. In this case some of the rules of the »big system« must be obeyed. This does not exclude a decentralization of decision making in a factory or its sections, after the whole development has been carefully planned, because we should not mix the planning of developmental processes with a centralized, statist, administrative way of decision making. Workers self-management can function very well in those branches of economy that are otherwise very dependent of a well planned developmental policy.

Accordingly where does the danger lie in the development of a small nation's economy? It lies in the enclosing of the entire economy into regional units following the example of parts of that economy which can successfully do so, which means seeking optimal independence and autarch on the level of a technically weakly developed economy. (Such as, for instance, tourism which some limited economists like to parade.) Naturally, some of the defenders of the policy of enclosure in one's national boundaries stress the possibility of cooperation with more developed economies outside of Yugoslavia (namely – with strong industrial corporations), which we know give their partners full licenses or that level of technological development that cannot be competitively dangerous. The suggestions of the foreign capital in our country are often well received. It is not necessary to prove that such »independence« would mean the continuation of dependence on foreign capital: i. e. returning to the situation of pre-war Yugoslavia. There is no doubt that the only healthy developmental alternative for a small nation is to find the optimal developmental possibilities for the technologically well developed branches of the economy (not all of them can be well developed, it is necessary to create priorities for the more dynamic or propulsive branches), expanding across the boundaries of national economy, first in the area where there already exists a common market, that is – in Yugoslavia, but also outside of Yugoslavia, that is by integration into the European economy: that is, integration where it is of a technological nature and not by selling our small diffuse capacities.

I stress this because it is the problem of highly educated cadres and of scientific technological policy in general, which I consider of the greatest importance in the development of small nations. The Western European nations which used to be the »Great Powers« – Germany, France, Italy have realized that they are too small in spite of the fact that they have fifty to seventy million inhabitants, each of them realizes as far as the development of the most modern industries is concerned as well as the liberation of economic potentials for the technologically most significant and most developed enterprises (for instance, the production of computers which is a monopoly of the U. S. A.) that they have to undertake certain measures to intergrate their economies. This problem is in greater relief in the case of small nations who simultaneously want to keep a certain independence of their economies. This problem is in greater relief in the case of small temporary economic and scientific development. They cannot forsake such ambitions, in as much as they do not want the most gifted and talented cadres to leave the country because they do not have the possibilities for personal advancement. Regarding one's self as a province or appendix of more developed economies means openly admitting to your best minds that the doors are open for them to go to the stronger and more developed who anyway are the stimulators of our development – our masters!

So that we might be able to retain our best and most gifted cadres in small nations we must blaze the trail for a healthy developmental economic and social policy, establish which are the most dynamic in-

dustries possessing the most highly developed technology as opposed »to economic hodge podge«, to fully exploit the production potentials of the Yugoslav sphere, insure integration under conditions of an equal footing as concerns technological development with European countries, develop a wide network of European educational institutions (with an exchange of university cadres) in our own country and finally create confidence among the producers and intelligentsia that personal sacrifice for our country has its rewards, and this, in my opinion, can only be achieved if small and undeveloped nations have a developed social consciousness that in some respects they are ahead of the developed nations and that can in our case only be our concept of socialist revolution with its aspiration to create a self-managing socialism. That is exactly what has up to now, in spite of all our typical economic and social failures brought us prestige and good will among the progressive part of humanity. Naturally, there are at large in our country the forces of our traditional backwardness which would like to destroy all of this. Our recent and earlier history has shown that there exists a certain kind of »patriot« who is most satisfied when he can serve a foreign master.

TO BE A COMMUNIST IS NEITHER A CLASS NOR NATIONAL - BUT AN EXISTENTIAL CHOICE

Every social revolution has its internal dynamics, and the socialist revolution is no exception. It can be concisely described as a phase of totalization during which identification with the goals of the revolution is at its maximum, when the individual »I« becomes one with the new social »We«, when the utopian ideal is closest to the social reality and the phase of de-totalization, when the zeal of identification with the goals of revolution is diminishing, when the individual »I« starts differing from the new social »We« (when »We« becomes »They«), when a gap appears between the utopian ideal and the social reality (the gap between Words and Deeds), when the real structure of society with its social and ideological stratifications rises to the surface (structures appear when movements are weakening), when in place of joint goals there arises more and more talk of the proper and improper nature of society's institutions. The future is becoming ever more distant on the horizon, and the past is burdened with horrible memories, which once again seek a right to live.

Naturally, in the phase of de-totalization it becomes evident to what extent the revolutionary changes are really changes, to what extent the new social consciousness is really a »socialist consciousness« and not only an empty phrase behind which are masked old and familiar forms in new attire: petit bourgeois mentality, individual and collective egotism, social backwardness, bigotry, nationalism, chauvinism . . . Paraphrasing Nietzsche we could say that socialism appears as that force that steadily aspires the new but hears forth the old. Conservatives are naturally pleased with this discovery. Surprised, these conservative elements, who in our country swore in 1945 that they would

no longer pronounce the word »socialism« found themselves surrounded by those who during the time of their reticence were unusually vocal. Are not revolution destroyers of human élan and illusions and do they not leave behind countless living human skeletons who frightened by their own appearance flee into the garb and armor of medieval knights? But, it is obvious that there are no such shining and historically decorated garbs which could cover the nakedness of spirits who have lost youthful illusions. The loss of illusions can only be hidden by attainment of social power – the hiding of helplessness by illusory power.

The psychology of »fellow travellers of the revolution«, their zeal and downfall, pose the question of choice, as regards revolution and communism. As for revolutions, they evidently cannot be measured by the aforementioned oscillations because they contain epochal dimensions which escape superficial revolts. As far as communism is concerned, for the man who cares call himself a communist, it does not only exist as a class confrontation, as a conflict between communist and capitalist and does not vanish with the disappearance of class struggle, with the defeat and disappearance of capitalism, with the conversion of all people into working people. Communism does not exist because of its opposition to nationalism, as a bourgeois ideology, because of the battle against Kys' and Lon Nols' mercenaries in the service of imperialism and against many other and similar nationalists, not even for those who would extend the party membership card to »progressive nationalism« (which up to now has not succeeded in defining itself as such). It is obvious that communism surpasses both class and national alignment, that it carries in itself a dimension which is neither one nor the other in spite of being closely linked to class struggle and appears in class society as its negation. But this is not a negation, as some think, which loses its meaning with the disappearance of class struggle, when the working class is in the process of formation or just a new kind of national solidarity among all social strata. Communism carries in itself a positive, truly humane existential choice which can be realized only with the disappearance of class and other social antagonisms. Some of our preachers of »national communism« teach us that which Hegel very accurately described in the bourgeois society, that is, that it aspires social harmony within its own boundaries, but wars with everyone outside its boundaries. While communism represents the effort to overcome these Darwinistic characteristics of society, so as to bring the human species from the animalistic (or more precisely from the sub-animal level, because no animal species wars against its own kind) to a truly human level of existence. This is not a new aspiration of mankind, but communism expresses it more clearly and consistently than any other philosophy or ideology. That which represents the existential choice in communism is the desire for an authentic human society, a community of equal and free people. The modes of realizing it, the ways to achieve it are the subject of historical, political and sociological research.

Nowadays many refer to national feelings as a basic element not only of national but also of social identification. They are using it in an irrational and undefined form so that it might be used to defend the most disparate positions from extreme left to extreme right. In reality, it is most often used to hide and mystify the real positions and ideas which need the support of national feelings. However, from the view point of psychology and sociology the national feeling is no mystery. Many studies of a theoretical and experimental character have been dedicated to nationalism, so that nowadays we can very precisely state when it carries progressive tendencies and when it carries reactionary tendencies and positions. Namely, as all the other group identifications nationalism can rest upon two modes of identification between which the individual can oscillate, which lends to nationalism a markedly multiple and ambivalent meaning. In other words, it rests upon the mechanism »inter-group« solidarity and »extra-group« antagonism. The individual identifies with his group, feels that he belongs to it, feels that he is included in the group in inter-group relations regardless of whether this group is a family, tribe, nation or race. He notices and stresses the differences between himself and those outside his group. Some authors whose viewpoint is societal Darwinism, such as Felix Le Dantec, think that every social unit from family to nation can exist only if the unit has a common enemy, that means that antagonism toward someone outside one's group is a pre-condition for intra-group identification. So that the group might feel solidarity it must be conscious of its enemies. Machiavelli already knew the trick that by creating a »common enemy« it is possible to achieve group or national solidarity and by this means dispose of inner conflict and class struggle in society. This political trick has been used many times in history from antiquity to Hitler's time (who created the common enemy of the German nation in Jews and communists). Here the question arises whether intra-group identification can exist at all without an outside enemy, whether national feeling can be realized without animosity towards another nation. Research shows that there exists intra-group identification that does not necessarily create antagonism towards outer group elements. This is especially the case when intra-group identification extends to include all of mankind. The Romantic movement, which brought to life national feelings, also tried to develop this intra-group feeling for all of mankind (Hölderlin: »My love is all mankind«). When »in the national feeling« as a pre-condition of national identification hatred reigns against other nations or other social groups then we speak of ethno-centrism, about the continuous tendency to stress the advantages of one's own nation and blacken and destroy the values of another nation.

This kind of ethno-centrism is the essence of nationalism and therefore nationalism can never be progressive as is maintained by certain ignorant individuals. Ethno-centrism is the cause of national and group prejudices, systematic mis-representation of another nation, blind partiality, a continuous unfriendly disposition that easily takes on a form of verbal or even physical violence. Ethno-centrism has its

roots in a kind of primitive and infantile mentality, it is very stubborn so that the beginnings of culture coincide (appearance of morality, religion, philosophy, humanism,) with the fight against ethno-centrism. We can find it already among cannibal tribes but this does not mean that highly developed nations cannot descend to that level. Therefore, the struggle against ethno-centrism is a permanent mission of human culture, a continuous effort to raise man from a sub-human to a human level.

What are the obvious characteristics of ethno-centrism? For instance, a nationalist cannot comprehend that he can simultaneously be loyal to a narrower social creation and towards a wider one as well, that one can be a good Croat or Serb and at the same time a good Yugoslav or good European or good citizen of the world.⁸ Ethno-centrism creates all kinds of social prejudices which form all types of boundaries and obstacles for relations with other groups and nations. There are differing degrees of negative behavior towards other social groups, nations and national minorities that vary in intensity from mild to brutal: 1. *gossip* (a man burdened with prejudices can find special satisfaction if he can say something negative about the other nation; with the almost pleasure he spreads all sorts of rumors which destroy the prestige of the other nation and strengthened the antagonisms felt against it, this is not expressed solely in public but also in »entrance tickets to high society«: some time ago one could often hear lame jokes about the intelligentsia to show that »we are among ourselves«, and now we hear such remarks directed against our »brotherly nations«); 2. *avoidance* (the individual avoids members of the national group he dislikes, breaks off normal human relationships and wants to have dealings with them only from a position of strength); 3. *discrimination* (efforts made to establish a certain way of treating various social groups – communists, national minorities, other nationalities, Jews, etc., – it first starts by not greeting the representatives of these enemy groups, then you make social activities impossible for them, subsequently they are branded and deprived of their civil rights);⁹ 4. *physical assault* (when the emotional and irrational

⁸ The well-known psychologist J. Piaget researched how Swiss children experience group identification. He discovered that children of seven years of age were not able to relate one group identification with another under group identification: »Have you heard of Switzerland? Yes. / What is it: One canton / What is Geneva? A town. / Where is Geneva? In Switzerland (but the child kept drawing one circle beside the other) Are you Swiss? No, I am from Geneva. / Children between eight and ten managed to place the smaller circle within the larger one but some nationalists do not manage to do so even when they are forty.

⁹ In the official document of the U. N. 1949 discrimination is defined as follows: »Discrimination includes all the forms of behavior based on differences which are based on natural and social categories which do not have any connection with individual abilities, merits or behavior.« After this follows a long list of all forms of social discrimination that we meet in different societies. Among the different types of inequality they mention the »inequality of enjoying national rights«. This inequality caused lively reaction in our country during the recent census. Yugoslavia is also one of the signatories of the Declaration of Human Rights of the U. N. and is has naturally committed itself to fight against various forms of discrimination. Nevertheless, discrimination appeared in two parts of our census. The national identification »Yugoslav« although existing for fifty years was proclaimed as

impulses reach a certain intensity the verbal aggressiveness is transformed into physical violence, rumors are transformed into rebellion and chattering into genocide);¹⁰ 5. *slaughter* (lynching, pogroms, massacres are consequences of a belief in that a biological threat exists, social Darwinism, the success of a »final solution« for a nation whose presence is undesirable).

In spite of the fact that differences within a society or nation are greater than the differences between two nations after they have reached a similar level of development, nationalists try to stress the difference between nations and their culture (which is universal) and want to diminish the differences within their own nation. They are convinced that the differences within their own nation are not the consequences of real social relations but the consequences of some imported ideas. Xenophobia, hatred of all foreigners and their influence and against everybody who wants to speak in the name of something supra-national and universally human is construed to be a destruction of national identity and existence. Ethno-centrism expresses its patriotism as hatred against foreign ideas and agents who import foreign ideas. It is obvious that the strangers and foreign ideas are used as a scapegoat of one's own misfortunes. The mechanism for the transfer of hate into outer elements, due to inner conflicts and frustrations, has been explained by psychoanalysis a long time ago. Nationalism and chauvinism in a developed society are recognizable as a collective neurosis and it is no wonder that it gathers a great number of imbalanced an immature personalities and often there occurs an unexpected fusion of »primitive mentality« or »primitive types with tribal dispositions« with intellectuals who are frustrated in their ambitions, torn by their unsolved conflicts, wavering in their goals, yearning for strong social authority and a strict social order. When social movements veer to the right, there is a reduction of the I. Q. factor and a weakening of moral integrity among the adherents as was experimentally proved. This is the reason why we find among them so many prestigious plagiarists, falsifiers and card cheats. Numerous researches have confirmed the desire for authoritarian government among right wing intellectuals. The impotence of their personal polit-

nationally uncommittal, and the religious identification was completely excluded from the form even though it is a guaranteed right and religious affiliation represents a very important social aspect for all kinds of scientific analysis. The citizens who have been affected by this discrimination had a perfect right to protest to the U. N. and to draw attention to the fact that the Yugoslav government does not abide by its commitment.

¹⁰ At the Nuremberg trial Rosenberg and Streicher the ideologists of the Nazi party defended themselves saying that they were not responsible for the deaths of two and one half million Jews at Auschwitz because they did not assume that their writings could cause such evil. However, the commander of the concentration camp Colonel Hoess said in his defense that such writings induced him to consider the exterminations of Jews a »normal thing« in the interest of the German nation. French law courts punished collaborating intellectuals more severely than common collaborators because they were viewed as instigators of collaboration more responsible than common collaborators. Such an outlook is justified and this example should be kept in mind.

ical affiliation turns them into worshippers of social power and violence. In the tirades of nationalist demagogues we can find expressed hatred against everything universal and international.

»When will the normal, orderly, sincere sheeplike American (Croatian, Serbian, etc.) peoples awake and realize that their affairs are run by communists, outcasts, foreigners, renegades, socialists, termites and traitors.« (cit. in G. W. Allport)

They try to convince people that the ideas of communism and socialism are anti-nation. Mussolini and Hitler considered it their main duty to turn the class workers syndicates into national syndicates that is to free them from proletarian internationalism. The Nazis believed that the main enemy of the German nation was the internationalism of the working class and the Catholic Church. Some nationalists in our country propose that class syndicates be abolished so as to rid them of internationalism; the same people propose to fight against international communism as well as international Catholicism, so that they may be replaced by national communism and national Catholicism. Many of these ideologists are members of the Yugoslav League of Communists. Their suggestions are not very original because this ideology has already been preached by fascists and nazis, but these ideologists of extreme forms of nationalism were more consistent and intelligent because they stressed like A. Rosenberg (»Myth of the 20th Century«) that this internationalism had its roots in the rationalism, universalism, and individualism of the French Revolution, that it is necessary to liquidate the whole humanist tradition of European culture. That is exactly what nationalists have aspired to since their appearance on this continent because humanism means the proclamation of equal rights for all men regardless of their outward or incidental characteristics which arise from the accident of birth. Humanism overcomes every ethno-centrism, every stressing of one's own social group or nation at someone else's cost and it also overcomes a certain mentality which Hegel called »the spiritual animal kingdom«. History demonstrates that nationalists are not capable of solving the problem of equality among peoples and it is now clear why it is so. It is possible to solve them only from an international standpoint, from the standpoint of a huge communion of peoples from whom should be expelled every ethno-contrism, international hatred and prejudice. In a world where the national interests are subject to the egoistic interests of capital, in which imperialistic aspirations rule, the only solution comes from the standpoint of an international workers movement. It is sufficient to go to the battlefield – in Viet Nam, so that we might be convinced, if we do not believe in the reality of the events which took place in our country in the period 1941–1945.

SOCIALIST IDEAS AND REALITY

Zagorka Pešić-Golubović

Belgrade

1.

The problems of socialism nowadays do not concern socialist countries alone; the contemporary world has become increasingly aware of the issues of human existence that had been noted and emphasized by the original Marxist thought. This fact makes it that much more compelling for socialism to confront these problems that are simultaneously old and new, and to engage in self-analysis in the light of its ability and resourcefulness to offer solutions expected by the contemporary world. All events since 1968 – both in the socialist and the capitalist worlds – confirm such a view.

Explicit or implicit, as the case may be, the question is as follows: Is socialism (as an idea, as a movement) superior to capitalism in the search for solutions to the increasingly numerous problems of man, the problems of the contemporary technical civilization? Is socialism capable, which capitalism obviously is not, to transform the social potentials discovered by the contemporary civilization into real conditions for the development of all the peoples of the world and of the majority of individuals, and in this way to solve the fundamental historical problem of abolition of the monopoly in the utilization of social and cultural potentials – the monopoly of certain strata of society (and, increasingly, of large nations)? Will the creation of *equal social conditions* for all members of society be the outcome of this process? This basic idea of socialism – equality of social conditions for all members of society – was not relevant only in the epochs of social deprivation, but is an imperative in the epoch of social affluence of a consumer civilization also. Keeping these facts in mind, one asks whether socialism is capable of leading the »consumer society« out of the narrow unidimensional system of needs and human aspirations which threatens to transfer the social and cultural opportunities created by modern man from the path of humanization to the irreversible and fateful forms of dehumanization and depersonalization.

In other words, the contemporary world wants to know whether socialism as an idea has the solution for the hitherto permanent historical conflict between the individual and the society, and whether its prospects include the overcoming of the alienation of man and his social power, the abolition of his state of being manipulated, and the liberation of the captive energy of an enormous number of individuals – through the authentic social alternative which makes possible the free engagement and participation of each man in the process of defining and creating the chosen social perspective.

In an attempt to provide answers for these questions, the substitution of the thesis is usually employed, so that socialism as a practice, as a regime (one of its variants), is treated as identical to socialism as an idea, as a permanent revolutionary movement: through such a paralogistic process conclusions are arrived at that deny it any perspective.

Although this study attempts to analyze one form of socialism, i. e. the defined model and practice of the Yugoslav socialist society, its true objective is to demonstrate that the ideas of socialism must not be confused and identified with the existing socialist systems, and that in the analysis of these systems the following questions ought to be answered: (1) to which degree are the ideas of socialism contained in the defined models and in practice; and (2), are these ideas present, as a tendency and as a movement, in the social climate and events in order to allow conclusions with respect to the extent to which a particular socialist regime is truly socialist.

The analysis which follows has as its objective such an evaluation of Yugoslav socialism only (due to the unavailability of authentic materials necessary for a comparative analysis of other socialist systems, which could be required for broader conclusions to be reached on the prospects of socialism as a movement).

To reach this end, it is necessary to define socialism so that we know what we are talking about (there are very different definitions), and specify the concepts we take to be its foundation.

I start from the fact that socialism may be defined as the anteroom from which one enters the truly human community of men that brings to an end the class history of society, and that being such it must have the following characteristics:

(1) As a system it must secure social conditions which will provide equal opportunity for all individuals to develop as equal members of the community;

(2) This will be achieved only if every form of exploitation and right to privileges are abolished in the system of distribution of all social values, both material and cultural, creating thus the basis of elementary material existence and elementary education for each individual, and placing within reach of each member, of the society all the cultural values;

(3) This implies the adjustment of general and social interest through the creation of such mechanisms for the formulation of the general (social) interest which will make it impossible for the parti-

cular interests (of a group or a stratum) to be proclaimed general, and secure that the general interest follows from the interest of the members of the society;

(4) On the basis of the principle of equal social opportunity, socialism must make it possible for individuals to choose vocations according to their ability and potential, and to create mechanisms that will eliminate the possibility of obtaining social positions and roles through ways other than personal merit;

(5) Socialist society must create institutions which will be capable of gratifying the fundamental needs of members of the society, and which will constantly stimulate the development of human potentials (generic and individual) of the population;

(6) Such a community must develop a characteristic system of interactions between individuals in which they will engage as subjects of social actions, ceasing to be simply objects whose behavior is directed by privileged »political subjects«;

(7) In order to make this possible, no organ of the society in a socialist system must be given the opportunity to become independent; it must be forced by appropriate social measures to serve the members of the society (imperative mandate, developed institutions of public opinion, self-managing organs of social control; Marx also had in mind the imposition of restrictions on the material compensation of public functionaries in order to make these functions less attractive from the standpoint of material advantages).

To what degree are these ideas present in Yugoslav socialism?

2.

First of all, one ought to be aware of the fact that Yugoslav variant of socialism, which is defined as self-managing socialism, came to be under special circumstances. It differs from the first variant of socialism in that it was not created autochthonously, nor was it burdened solely by the lack of socio-economic development. Yugoslav socialism has developed under the pressure of dual heritage: (1) It has been determined by the belated process of transformation of an agricultural society into a modern industrial society (it may be stated that capitalism reached northern parts of Yugoslavia to any significant degree only in the 1930s, while in other areas the farming, patriarchal society was still predominant); (2) It has developed under the pressure of Stalinism¹ as a formed model which has suppressed the original ideas of socialism and imposed itself as the only possible perspective in an authoritarian manner. The consequences of the first determinant, historical backwardness, were similar to those produced everywhere in the

¹ I do not use the term »Stalinism« to denote a purely philosophical theory, a variant of Marxism, an ideology, or the »personality cult« as a type of charismatic power, or, finally, to denote »deformations« of socialism: rather, I use it to denote an established social system developed under Stalin which markedly differs from Marx's vision of socialism with respect to its fundamental ideas.

world by intensive and rigorous industrialization, with respect to the economic system and the model of political power. Both of these were based on the principle of concentration of power in centers of management and direction for the purpose of intensification of all social forces. This was particularly necessary in view of the fact that planned goals were not in proportion to the existing historical potentials. The second element of the heritage, the pressure exercised by the Stalinist model which at the time could not be adequately questioned, caused an undemocratic organization of social and party work. This undemocratic organization was not treated merely as the necessity of the historical moment, i. e. the need for absolute discipline and a high degree of organization in order to overcome the consequences of inherited backwardness and the direct consequences of war destruction, but was transformed into a principle reinforced by labeling authoritarian behavior as »communist behavior«.

The severing of ties with the latter element of the heritage gave birth to the idea of self-managing socialism. This action, however, was *not* a product of the internal maturation of Yugoslav society, leading to the conflict of the two conceptions of socialism. Such a process of maturation could have been caused by the discovery that the basic principles of the existing model were not acceptable, but this was not the case. Instead, the switch to self-managing socialism occurred under the direct influence of the external conflict of the two systems, i. e. the two governments and the two parties. The conflict created the need for a transformation of the internal structure of Yugoslav society at a time when it still was not prepared for such a transformation. In the 1950s, Yugoslav society was neither theoretically nor practically ready for a radical transformation of either the conception of socialism or of the structure of society (internal disagreements with respect to paths of socialism occurred much later). Inaugurated as a result of the urgent need to differentiate itself from a foreign model of socialism – due to the expansionist tendencies of a socialist state, rather than due to the recognition of the lack of resemblance of such a model to the authentic ideas of socialism² – such a conception of self-managing socialism was necessarily vague, self-contradictory, and a compromise. In other words, Yugoslav variant of socialism was not a consequence of an internal revolutionary situation. Rather, it was prompted by the need to defend not only the territorial but also the political independence; its range and limits were, therefore, conditioned by such a situation. Formulated in this historical context, the idea of self-management was burdened by the content of the old model and ideological orientation that had not yet been overcome.

Which are these limits? Which elements of the old ideology have been active for the longest period of time, imposing restrictions upon a radical transformation of Yugoslav society?

² In order to establish the original ideas of socialism one should return to the following Marx's works: *The Civil War in France*, *Critique of the Gotta Program*, *Introduction to the Critique of Political Economy*, *Critique of Hegel's Philosophy of Law*, *German Ideology* (Marx and Engels).

In an attempt to answer these questions, I shall place the model of self-managing socialism as it is defined in the existing programs³ under the analytical magnifying glass. The following questions are also relevant: has Yugoslav model of socialism had a revolutionary impetus which would make possible the conditions for the realization of the original ideas of socialism? Does it represent the first step on this path in that it combines to the correct degree the still necessary classical forms of the State with the new forms of self-management? Is it a bridge over which one will cross from the former to the latter and thus create an opportunity for the formation of a new type of human community?

This approach, which attempts to analyze critically the model itself, is basically different from the usual ones which limit the critique to statements that some elements of the system deviate from the model. Our task is to decide whether the model itself corresponds to the goals of socialism, in order to be able to judge whether the premises of the system should be reexamined, or should corrections of »deviations« be sufficient.

The most concise formulation of the essential characteristics of the Yugoslav system can be found in the conclusion to M. Pečujlić's *Future Which Has Begun* (Budućnost koja je počela):⁴

»Self-management was developed side by side with economic and political interference of etatism, as the herald of further revolutionary transformation of the society. The very mode of formation, the nest in which it was raised (as well as other circumstances: the level of material development; the character of the working class and of the intelligentsia; the nature of the revolution), oriented the creation of one of the most complex and interesting historical structures. The developing social system was not »pure« in any sense of the word; it was neither a bureaucratic system, nor a self-managing, one which would continue to develop on its own basis. A *special historical hybrid* (italics are mine) appeared on the scene, a combination of bureaucraticism that was both centralized and decentralized, and of a partial, autarchic self-management«.

Pečujlić, however, does not provide conclusions which should follow from this line of reasoning, and does not question the very model of »self-managing socialism« which is based on the mentioned phenomena in Yugoslav society. Indeed, the given characterization of the Yugoslav system justifies the following question to be asked: Is self-management which has developed under such circumstances

³ At this moment I do not intend to deal with the new version of Yugoslav socialism conceived in the Constitutional Amendments, which is a subject worthy of a separate treatise.

⁴ M. Pečujlić, *Budućnost koja je počela* (Future Which Has Begun). Belgrade: Institut za političke studije, 1970, p. 61.

and such conditions an authentic self-management?⁵ In other words, has the model of self-management been theoretically and institutionally built into the Yugoslav variant of socialism, is the former the true foundation of the latter?

So far the tendency has been to ignore lightly the existence of certain elements which are theoretically incongruent with self-management. Without a deeper analysis of these elements, and without an analysis of the content (and not only the forms) of self-management, it has been found satisfactory to conclude simply that other forms of management co-exist with self-management in this country, so that the only problem is the intensification of the development of the forms of self-management. However, it appears necessary to examine the degree to which the elements »co-existing« with self-management jeopardize it in fact, and do not permit the existing forms to be given an appropriate content. In other words, is self-management a dominant feature of our present system (self-management with regard to its content must be connected with the basic objectives of socialism), or is the present system characterized by other forms of management which do not contribute to the development of self-management as authentic socialism.

In an attempt to answer this question we shall remain at the level of programs, i. e. at the level of the theoretically defined and operationalized model. Therefore, this analysis should not be confused with the sociological investigations of various practical aspects, which would require a far-reaching empirical analysis. (Empirical data will be referred to only when reliable findings, which can support the validity of a statement, are at our disposal).

Starting with the premise that a human community can materialize only if it has self-management as its foundation, so that there is an essential connection between the promotion of self-management as a new model of decisionmaking and participation in social affairs, and the human objectives of socialism, we shall ask the first question: Is self-management in this country defined in such a way as to effect a gradual abolition of the »alienated social power of the producer«, i. e. to make possible the creation of such forms of collective power of individuals which would be the fruit of free association, under the control of the society? Some other questions are relevant here: At whose disposal is the surplus of value in our system, and who decides about its distribution in the global sense? Who has the right or the privilege to define the »social interest« which should be in harmony

⁵ In the following texts self-management as a premise of the Yugoslav model of socialism is also not questioned but treated as a fact on an a priori basis:

»Nevertheless the Yugoslav socialist system in a number of its characteristics lags behind the Commune. Above all, it lags behind with respect to the degree of democracy that has been achieved, because in its structure there are still traces of the classical State which »coexist« with the elements of socialist self-management« [Lj. Tadić, *Poredak i sloboda* (Order and Freedom), Belgrade: Kultura, 1967, p. 300]. »However, neither theoretically nor practically has in this country been found a model of economy which would synthesize self-management, the market, and planning« [S. Stojanović, *Između ideala i stvarnosti* (Between Ideals and Reality). Belgrade: Prosveta, 1969, p. 135].

both with the direct objectives of the society and with the »higher« objectives of socialism? In other words, is the social interest in this country truly social or is it particular? Have appropriate forms of social control been planned and developed in the Yugoslav socialist system, in order to make the creation of a monopoly of economic and political power impossible, and to protect the »producer« from the new forms of exploitation and subordination?

The first condition necessary for such radical changes in the society to occur is the completion of the process of socialization of the means of production, and the formation of social property as a higher quality in comparison to State property. The second necessary condition is a radical change of the position of the »producer«, the working class above all, both economically and politically. Basic elements of the workers' alienation must have been abolished such as the state of affairs in which the workers hire themselves out, inequality bordering with exploitation and cultural inferiority.

A theoretical distinction is made in this country between State property and social property; social property is defined as a higher form of socialization of property. However, in my opinion, the concept of social property has not been fully defined which makes it possible to treat the hybrid form existing in this country as if it represents the final form in the process of socialization of property. This problem has already been given attention by other authors, but their conclusions should be re-examined. The majority of authors speak of »group property« rather than of social property.⁶ However, if the term »property« is taken to mean the right to free utilization of the surplus of work and the opportunity to gain control over this part of the social product (over its distribution and use), does »group property« exist in Yugoslav enterprises?

In his article »Sources of Strength and Weakness of Self-Management«, O. Kozomara pinpoints the central problem (although she also accepts the notion of »group property«):⁷

»It has been revealed that the property-owning functions are taken over by the organs of the State or by experts. Through the process of self-management, *these functions should be transferred to all employed in an enterprise*: Not only should private property be abolished, but social property should be *established*«.

In other words, »group property« as a partial form of social property does not exist in enterprises, since the right to free control over the surplus of work and to decision-making with respect to production and distribution has not been transferred to the work organization as a social group on one hand, nor are they the right of all of its members, on the other. This conclusion can be documented by the following: first of all, there is the essential restriction which makes it impos-

⁶ S. Stojanović in the mentioned book, and O. Kozomara in the article »U čemu su snaga i slabost samoupravljanja« (Sources of Strength and Weakness of Self-Management). Gledišta, 11, 1968, also discuss »group property«.

⁷ O. Kozomara, Op. cit., p. 1521.

sible for a work organization to behave as a self-managing unit since the organs of the State at the higher level retain the right to make decisions about the distribution of the surplus of value; second it is the directors as representatives of the State who make decisions concerning the means of production in a work organization (to do with funds for reconstruction and reproduction, with the utilization of work capacities, and with the adjustment of the existing financial means to the needs of the workers); finally, it is the »experts« (the technical ones as well as the »managers«) who make decisions in connection with the organization and conditions of work, i. e. in connection with everything that falls in the area of »management« in the classical terminology. The majority of members of the work organization is thus not in the position to make basic decisions most essential for the life and work of the given social group (not to mention the decisions essential for the life of the social community as a whole). »Self-management« is thus practically reduced to discussions about income, which creates an atmosphere in which the lack of solidarity is prevalent. Its vital rights restricted by the State, and with the majority of its members deprived of participation in the exercise of the rights stemming from social property (through the legalization of the differential rights of various strata in the group), the work organization functions more in accordance with the principles of »decentralized etatism« than with those of self-management. Therefore, in my opinion, the term »group property« does adequately reflect the nature of this hybrid form of property existing in Yugoslav society.

The basic problem is the failure to discover and define the *true dimension of sociability* with respect to property in the Yugoslav system. The social, common, is still exclusively in the hands of the State (this includes the federal, republic, and local organs of the State, for their nature is the same irrespective of the level), and ways are not clear in which the State will wither away in this area, and to whom it will transfer its functions.⁸ The group (collective), the »sociability« of atomized units, is presented as the only form of direct sociability, which, in turn, reduces it to »particular sociability« which does not have characteristics essentially different from those of alienated sociability.

What about the second premise, i. e. how has the problem of the position and role of the »producer«, the working class above all, been institutionally solved in our system? Is the cause of various problems which more and more frequently manifest the powerlessness of the

⁸ No institution in the present Yugoslav system is capable of playing the role of the »withering« mechanism of the State in this area. Transfer of functions from the federal organs to the republic ones is only a particularization of sociability, rather than a realization of the true social property. Working bodies in the National Assembly are also a special, professional particularization of sociability, since they close professions and strata into their own ranks. Chambers of commerce and cultural communities in the present system are nothing but an extension of the State, not examples of free association even by form, which is obvious both from the functions which they carry out and from the functionaries – taken over from the organs of the State. All these institutions are new only by name; they are old with respect to the character of management and social power.

working class in our society in the fact that the conceptual model has not been sufficiently adhered to, or is the cause in the model itself, in its failure to bring about a radically different position of the working class in the present system? Let us consider which aspects, if any, are fundamentally changed by the system defined in this country as self-managing socialism, with respect to the position of the working class. Are the workers overcoming the status of hirelings, the status of commodity which has to be »freely« sold at the market in order to exist; are they overcoming the poverty, a permanent companion to the above-mentioned status, and unemployment, a result, but also a cause, of the continuing dependent position of workers in relation to those to whom they sell their work?

In no socialist system has the working class gained the position of the »ruling class«; in the Stalinist model this fact was justified by the concept of socialism as a transitory state in which the State becomes stronger. In the socialism called self-managing there is no such justification, and yet some of the basic elements which make possible the continued existence of the old position of the working class have not been overcome. The fact that workers hire themselves out is frequently mentioned in the scientific literature in this country, yet this fact is completely ignored in the official documents. This is, however, the key problem with respect to the position of the working class in the socialist society. If one recognizes the possibility that the status of hiring oneself out may exist not only under the conditions of private possession of the means of production, but also when there is monopoly of the State property, since the position of workers remains essentially the same if all conditions of work and production are determined by the State (or its extensions within the enterprises) instead of by a private proprietor, the question concerning the existence of hired labor is still very appropriate in this country. In close connection to the rights derived from the character of property which has not become social in the true sense, the right to make decisions about the *fundamental conditions* of work is not be »producer's«: it does not even belong to the work organization which employs them. (Organs of the State which make the most important decisions determine in the final analysis the fate of both groups and individuals: through its decisions concerning the investments policy, the State can facilitate and make faster the development of some, and slow down others; by tolerating the present differences in the conditions of work between branches of industry and between enterprises within the same branch, the State creates favorable conditions for the development of major social differences, and distorts the effects of the principle of »amount of reward in proportion to amount of work«; by not interfering with the present system of distribution of national revenue, the existence of privileged social groups is implicitly acknowledged; etc.).

The fact that in this country the State in its classical form is joined in the exercise of the rights to make decisions about the conditions of work by a branched-out, decentralized system of State organs, together with a number of accessory institutions such as various chambers of commerce and »cultural communities«, does not make the situation

any better for the »producers«, but makes their position more complicated and multiplies the sources of their dependence. The existence of hired labor does not automatically end when the classical State, as a centralized organ, ceases to have the monopoly over all decisions and continues to make only the vital ones, while it delegates the power to make some of the decisions in connection with the organization of production and the distribution of the products of work to the enterprises (primarily, as we said, to the organs of the State within the enterprises, such as the directors and the management); in fact, such a complex system of dependence increases the workers' insecurity and the feeling of powerlessness. (There is no evidence for the notion that the power of the State becomes weaker due to the decentralization of social power [perhaps the term »deconcentration« would be more accurate]; if there were such evidence, it would follow that it is now easier for the workers to exercise their rights, since social power has partially been transferred to them too. On the contrary, however, strikes occur more and more frequently as a reflection of the group dissatisfaction of the workers and of their having learned that there are no forms of self-management through which their justified demands could be met. In cases where the rights of individual workers are in jeopardy, they have to address themselves to the State, the courts, in order to protect themselves from the bureaucracy in the enterprises).⁹ I. Maksimović, the economist, writes:

»The individual, the direct producer of material and cultural values in this society, has a feeling of deep alienation. Goals and methods of activity of the economy, and the workers' contribution to it, are determined and qualified by the State which again becomes a mythical term . . . At both levels, objectively speaking, there are not criteria by which to estimate the individual's contribution to the society and to stimulate his creative energy. Instead of an objective economic and social criterion, the valorization is carried out by the bureaucratic organs of the State, for which the »objective« is only that which reproduces their existence and increases their economic and administrative power. Hence the new forms and methods of exploitation, i. e. the appropriation of the part of the surplus of work which belongs to

⁹ From the materials for the Congress of Self-Managers one learns that »workers emphasize a general slowness and hesitation with respect to the abandonment of etatistic management of the means of production«. In work organizations it is felt that work units have jurisdiction only over »disciplinary rules and employment procedure, while decisions concerning the essentials such as development, distribution, and investments, are still made at the top. The one-time functions of administrative management of the enterprise are still preserved at all costs. Through terms such as »Direction«, »Management«, »Head of Department« – the symbols of old power – individuals tend to maintain the positions they have acquired and which do not have work as their basis«. (Quoted from the article »Šta traži radnička klasa« [What are the demands of the working class], that appeared in the Belgrade daily Politika in the issue for 30 April, 1 and 2 May, 1971. I do not have at my disposal the source materials in order to verify and add to statements in Politika).

the society of the direct manual and intellectual workers, and the treatment of human work as labor *hired by the State*, although the economic processes are no longer based on private, capitalist property.¹⁰

If what has been said above is true, including the quoted text, then the conclusion based on the reasoning of Branko Horvat, another economist, would be that unsolved problems in the sphere of work and the position of workers question the socialist character of the system:¹¹

»If man's working activity is the essence of his existence as a *man*, then *the monopoly over the conditions of work* represents a necessary and sufficient basis of class differentiation«.

All studies confirm the notion that social differentiation has become more intensive in this country in the recent years, and that there is an active process of segregation of social strata. (Residential area increasingly begins to reflect social prestige in this country too: through differentiated housing development plans, at the expense of all members of the society, areas for the privileged are created, as well as those for the underprivileged.¹² Different criteria for the evaluation of the standard of living are advocated by implicitly allowing the utilization of social means in order to satisfy the increased needs of certain strata with »higher needs« on one hand, while simultaneously the very standard of living of the working class is justified by claiming that there is a lack of social means necessary to solve the workers' elementary problems efficiently, although they often live under conditions bordering with the minimum necessary for existence). In this way, the working class continues to have the status of a dependent labor force for hire, »still for sale not only in this country, but also abroad«. Unemployment, the omnipresent companion of hired labor, puts increasing pressure on the working class and maintains its dependent status by threatening it daily with increased insecurity.

Therefore, the problem does not only consist of the effects produced by the commodity market and the law of values;¹³ the related part of the problem is that concerned with the role in the Yugoslav system of the mechanisms which stem from the production of commodities, and the regulation of these mechanisms by the basic institutions of the

¹⁰ I. Maksimović, *Socijalizam i ekonomski problemi* (Socialism and the economic and ethical problems). *Filosofija*, 4, 1967, p. 51

¹¹ B. Horvat, *Ogled o jugoslovenskom društvu* (Treatise on Yugoslav society). Zagreb: Mladost, 1969, p. 195.

¹² S. Šušteršič, in his article »Urbanizacija, socijalna diferencijacija i socijalna segregacija u našem društvu« (Urbanization, social differentiation, and social segregation in our society), *Lica*, 1, 1971, emphasizes that »the present distribution of social wealth and power... gives a deeply class character to urbanization in this country« (p. 6).

¹³ See I. Maksimović, *Op. cit.*, M. Marković, »Ekonomizam ili humanizacija ekonomike« (Economism or the humanization of economy), *Filosofija*, 4, 1967, F. Černe, »Protivrečnosti našeg društvenog sistema u vrednosnoj proceni« (Contradictions of our social system), *Filosofija*, 4, 1967, etc.

system which – if it is socialist – cannot be based on economic laws alone. In other words, the hired labor force's status of a commodity is not only a necessary consequence of the effects of the commodity market, i. e. the effects of economic laws, but may be preserved in a socialist system due to the activity of social factors which do not make possible the overcoming of the *condition of hired labor as a social condition*.

Deprived of the opportunity to participate in the making of decisions affecting the elementary conditions of their existence – the conditions under which work is performed, and the exercise of the right to work – workers and other »producers« do not have the means with which to fight the two basic evils of every class society, poverty and unemployment.¹⁴ (It should be mentioned that the opportunity to participate in the decision-making process varies depending on the type and branch of working activity: individuals employed in non-industrial and non-agricultural branches, particularly various experts and specialists, are in a better position than the working class as a whole).

The unfavorable economic condition of the working class is not the only problem (although the condition of hired labor is not a purely economic, but also a social condition). The social position of the »producer« in the Yugoslav system is defined in such a way as to preserve the *partial status of the worker*, not only in the technological system, but in the society as a whole, since it connects the workers almost exclusively within a profession and within a stratum. The problem, therefore, is not limited to the frequently emphasized shortcoming, i. e. that there are no self-managing links connecting the basic self-managing units with the top. It is actually far more serious and is related to the fact that self-managing units are constituted in a way which prevents them from *uniting their social forces*, from integrating the working class into a single social force. Instead, the working class is atomized, enclosed within the walls of individual factories or institutions; these walls are characterized by the old stratification which secures the intactness of the social power concentrated at the top, thus making it impossible for the self-managing cells to overcome various forms of class differentiations and to prevent the desintegration of the social power of »producers«.

Within the system itself may be found the reasons for the inability of the working class and other »producers« to enter the »general political scene« and begin to deal in a more decisive manner with the

¹⁴ See data given by N. Popov in the article »Štrajkovi u savremenom jugoslovenskom društvu« (Strikes in the contemporary Yugoslav society), Sociologija, 4, 1968, on the low standard of living of workers (p. 616). Analysis of incomes in the economy shows that 36.8 percent of workers employed in the economy received in 1968 significantly less than what was the average income for the economy. 89567 workers in 500 work organizations received the minimum income which was far below the true minimum necessary. If one would analyze the incomes of people employed in the economy upon excluding industrial workers, the situation would no doubt be even less favorable. On the other hand, statistics do not make it possible to analyze the true growth of unemployment, but it would certainly be safe to claim that the actual figure would be twice the one given by the authorities which do not take into account all that are unemployed, but only those listed at the Labor Exchange.

key issues in Yugoslav society, especially those concerned with the distribution of the surplus of value. Here also lies the explanation for the fact that the working class has continued in the socialist society to use almost exclusively the classical method of combat – the strikes. In this way, the working class remains within the framework of the struggle for economic emancipation, since it is not constituted politically as an integral social force which could act as a united »ruling class« at all levels through the appropriate forms of self-management.¹⁵

Some of Antonio Gramsci's thoughts on the self-managing system which can be created with the help of integrated working class sound very modern. He insists on the establishment of a network of self-managing institutions not only in cities but also in villages. Apart from factory workers' councils, there should be meetings of workers through which not only the elected representatives but all workers would be trained to »exercise power«, as well as regional councils of factory delegates as the »emanation of the working class inhabiting an area«. ¹⁶ Gramsci emphasizes that free association and solidarity must be the basic principles of self-management. This has not been solved by the Yugoslav model of socialism: a way has not been found for these two essential principles to be built into the foundation of the system. This is the cause of the apparent paradox, i. e. that the development of self-management is accompanied by an increasing number of instances of particularism and unfair competition; effects of the economic laws of the market have not been curbed by a social system in which the crucial mechanisms would be based on free association of »producers« and on the solidarity of the working class.

If one investigates the position of »producers« in the wider sense, including thus in the analysis not only the working class but also the most numerous stratum in our society, the peasantry, the problem becomes even more serious. There is not in the Yugoslav system even a theoretical solution to the question of inclusion of peasantry into new social conditions in order to create a single system of self-management (although we are not without tradition and without some experiences in this respect, considering the socialist writing of Svetozar Marković and others). Although villages certainly add up to two-thirds of communities (settlements) in Yugoslavia (by sociological, rather than purely statistical, criteria), and although more than a half of our popu-

¹⁵ It seems to me that O. Kozomara's conclusion (see the mentioned article), accompanied by strong arguments, is quite convincing. According to him, the proletariat of this country is not organized as a class, but reduced to atomized organizations within enterprises. An argument to the effect that socialism should abolish rather than constitutive classes is merely a sophism, *ignoratio elenchi*. It overlooks the fact that Yugoslav society never had an organized working class in the true sense of the word, and that the first premise of its liberation is its constitution as a class in order to be able to fulfil its historical function, i. e. the abolition of itself as a class, and of the class society in general.

By means of the theory of »working people«, the social differences between strata are supposedly erased in Yugoslavia. However, neither theoretically nor practically is thus solved the main problem of socialism, the relationship between the working class and the government.

¹⁶ A. Gramsci, *Selected Works*. Belgrade: Kultura, 1959, p. 155.

lation lives in villages, all these people have been left out of the defined system of self-managing socialism. (Various forms of cooperation of individual producers with cooperative farms, the *zadrugas*, which were developed in the previous years, are diminishing at an ever faster rate, because the *zadrugas* have transformed themselves into economic enterprises which operate on the profit basis and are thus less and less capable of performing the functions of social associations).

The problem is therefore more serious than it is usually recognized and labeled – as the »underdevelopment of self-management« or as the »existence of forces which oppose self-management«; the problem consists of the fact that the system does make possible a more radical change of the social position of »producers« in the sense specified by the notion of self-management.

Closely connected to what was discussed above is the following problem: Does self-management as it is defined in the Yugoslav model secure the abolition of political alienation of individuals, i. e. are there definitions of the basic forms of »power« which will be used to overcome the State as the »abstract form of human community«, to be, since it represents political power divorced from society, replaced by an integral system of self-management? In other words, is Yugoslav system defined in a way which will enable the working class, »as an economically developed and politically conscious class, knowing its true interests and historical objectives, to keep the system of the State in the position of a subordinate power, a tool, so that it cannot become bureaucratic and transform itself into the society's despot«?¹⁷

From what has been said so far one may conclude that Yugoslav system represents a peculiar hybrid which consists of the power of the State and some forms of management which had not been developed in the classical State, and which could only conditionally be taken to be self-managing forms. In all this, organs of the State are dominant, judging not only by the strength of influence, but also by degree of development of the institutions in which political decisions are made, and by the principles on which political decision-making is based. The existing forms of self-management have not brought political decision-making to the people; principles on which political decision-making is based have not been radically changed. (Decision-making is still unidimensional, directed from the top to the bottom. Decisions that have already been made are then explained and discussed in the basic units. This principle is only slightly different in the National Assembly which can influence to a small extent the decisions made by the Government, by means of amendments).

Work organizations are defined as self-managing units, but this is not taken to mean »political self-management«,¹⁸ that is the right of

¹⁷ A. Kardelj, »Socijalizam i demokratija« (Socialism and Democracy), in *Birokratija i tehnokratija* (Bureaucracy and technocracy), Vol. II, p. 297.

¹⁸ I place quote-marks around »political self-management« since true self-management cannot be exclusively political power, nor can it remain only in the sphere of economy; rather, it presupposes the transcending of such partialized spheres as separate professions and strata.

groups and of individuals to make decisions concerning not only economic but also political issues. For this reason the division of functions between workers' councils (economic functions) and the party and other social organizations (political functions) continues to be maintained. Self-management conceived in such a partial way with respect to the issues with which the self-managing units are concerned makes possible the covert strengthening of the centers of political power and of bureaucracy. This means that the battle against bureaucracy cannot be won without the development of integral self-managing units which would represent complete cells of direct democracy, and have the right to discuss, and decide about, all issues of social significance, be they political, economic, or cultural. The people cannot have a truly significant influence within the present system of social relations in Yugoslav society as far as basic politics, such as the following, are concerned: the defining of social objectives and of the means for their realization; the formulation of social priorities and social interest; the specification of the characteristics of the system (Constitutional changes).¹⁹

It may, therefore, be claimed that political power as an alienated force, and bureaucratism as a monopoly of political power and a concentration of political might at the top, will not be overcome unless self-managing units take over these forms of power, and unless there is a complete network of self-managing institutions from the base to the top. I take that to be the meaning of the following text:²⁰

»Socialism cannot solve the problem of bureaucracy within the framework of the abstract, political State, since bureaucracy is its unavoidable product«.

This means that the solution to the problem of bureaucracy cannot be found in »political power« as a separate sphere of the social system, irrespective of whether political power is embodied in the organs of the State or in parliamentary forms. As long as »power« is constitutionally separated from basic units in which »productive life« is lived, politics will remain to be an alienated force. Therefore, bureaucracy as a constituent element of political power may be overcome only through the process of overcoming politics as a separate and professionalized sphere of the social decision-making, i. e. by means of the »socialization of politics«. This, in other words, means the necessity to create the cell-like forms of complex self-management, the communes. A network of self-managing organs which will integrate the social forces of »producers« must be built to serve as a basis of self-management as a global system.

¹⁹ A particular kind of hypocrisy has been developing in this country. A bureaucrat – and for me that means anyone who has held top positions in society over the last 25 years, and who intends to continue to occupy them as if they are his inalienable right – »decisively« contributes to the liberation of the working class from bureaucracy, waging in this manner a »verbal battle« against bureaucratism which he has actually been wholeheartedly supporting and reinforcing for decades.

²⁰ Lj. Tadić, *Op. cit.*, p. 117.

Yugoslav system does not secure the exit from the closed circle of power, because neither the process nor the forms of the withering away of the State as political power have been defined.

Socialism becomes a qualitatively new human community only if it reaches, in this sense, beyond the limits of classical democracy which remains within the framework of »political power« and is not able to break the shell in a radical manner.²¹ That which is essential for the direct »exercise of power« – an interest on the part of individuals to participate in social decision-making, the need to become political subjects, the consciousness of common objectives and of the inter-relatedness of the social and individuals interests, the confidence on the part of individuals that they can influence the making of social policies – does not depend primarily on whether or not democratic forms exist, but on the character of the community in which individuals live, i. e. on the degree to which they think of this community as their own, as opposed to an alienated one. (Democracy is frequently only an addition to the old, alienated forms of power, within the alienated »community«). Therefore, self-management is a purer form of people's sovereignty, since its first and basic premise is the abolition of all forms of alienation in social life. (The absence of democratic tradition is frequently cited as the reason for the insignificant political influence of the people on social policies in this country. At the same time, the absence of some of the most basic democratic rights of citizens is justified by claims that the people are not mature enough to »engage in politics«. Both lines of reasoning remain in the closed circle of political reasoning of the classical type which treats politics as a special activity reserved only for certain strata of the society).

Under such circumstances the working class does not have an adequate opportunity to become the »ruling class« (it is not adequately represented even in the existing forms of political power and in the parliamentary system).²² Objectively speaking, the working class is not capable of securing for itself such a position for the following reasons:

(1) Its social position is characterized by disadvantageous material and economic conditions, which means that the greatest portion of energy of the working class is absorbed in the struggle for elementary existence. This further implies the following:²³

²¹ O. Kozomara's differentiation (Op. cit., pp. 1502-9) between democracy and self-management is quite justified, I think. Kozomara points out the limitations of democracy such as the principle of majority's rule, liberalism which primarily takes into account partial interests, rather than interests of the society as a whole, etc. However, apart from these limitations, democracy in the classical sense radically differs from self-management in that the latter »dissolves« politics as the separate, exclusive, most independent and influential sub-system of society, and brings it into the very cells of social life, integrating in this manner different spheres of social activity into a single social whole (where each unit represents an integrated, realized sociability in a micro-form).

²² Statistical data show that workers are represented in the various chambers of the Assembly by 0.8% of members (Federal Assembly), and in the Republic Assemblies by 2.8% of members. (These data are from 1967, according to the mentioned article by N. Popov, p. 619).

²³ A. Krešić, *Kritika kulta ličnosti* (Critique of the Personality Cult), Zodijak, 1968, p. 66.

»While all of the energy of the productive masses of the population is preoccupied by elementary needs, the bureaucracy imposes itself in an uncontrolled manner as the single active factor in social events, and by its professional-bureaucratic practice further suppresses the political activity of the masses«.

(2) No social organization acts as a true representative of the working class (even the unions could not develop into such an organization and are nothing but a mouthpiece of the State);²⁴ the working class thus does not have an opportunity to organize itself as a political force and to apply pressure on the formed political power in order to carry out its historical function;

(3) As far as culture and education go, the working class is again in a position inferior to that of other strata,²⁵ and is objectively not able to attempt to take over the major role in society. (One could say that this is the reason due to which the working class in this country has not yet become aware of its role and its historical function in socialism). The working class does not have a political future: oriented toward the struggle for everyday existence, it has acquired an aversion not only toward politics, but also toward everything intellectual. It cannot see the connection between theoretical Marxism and its present position from which there seems to be no way out. This is why it has »no interest« in power, why it is apathetic, and why there is a sense of resignation with respect to social objectives: there is no hope that something may be changed.

A similar conclusion, based on strong arguments, is made in the article »Strikes in the Contemporary Yugoslav Society« (Štrajkovi u savremenom jugoslovenskom društvu). It is concluded that the work-

²⁴ Statistical data on the participation of workers in the Communist League confirm this statement; this participation has been continuously decreasing. While in 1960 36.1% of the members of the CL were workers directly engaged in the production, in 1969 only 31.2% of the members were workers. An increasing number of workers is either ousted or leaves voluntarily. In the period 1960-1969, of all those ousted 50.1% were workers. Workers are also the most numerous group leaving the CL. In 1965, 61.4% of those who left the CL were workers; in 1969, 53% were workers. [Data are taken from the article »Nerazjašnjeno osipanje« (Unexplained decimation), signed by I. Soldatić, and published in the Belgrade daily Borba of 2 March, 1971].

²⁵ According to the 1961 Census, 35.3% of the people employed had no school qualifications (in Serbia 46.8%); most of these were obviously workers. If one adds to this that only 4.6% of workers were highly skilled, and 23.8% skilled, it is not difficult to prove that the working class has not undergone substantial changes in the cultural sense either (data taken from the XIIth Census, 1961, pp. 33-34). In the educational system, there is an increasing tendency to violate Constitutional clauses dealing with free schooling by introducing various tuition fees. Fees, starting at highschool level, become a significant impediment of social mobility in our society, causing the tendency of reproduction of social strata. In this manner, equal opportunity for development in the coming generations is denied particularly to the stratum of workers and peasants. Apart from this, »spare time« for a worker is only a continuation of working hours because he must take a part-time job in order to improve his low standard of living caused by low income. It is, therefore, impossible to speak of spare time as an opportunity for the worker to neutralize the negative influence of alienated labor. The only contact with culture for the majority of workers are the lowest reaches of mass culture.

ing class is at the »periphery of economic and political processes in the society«, due to its economic and social position. This makes it impossible for the working class to »anticipate a positive change of the present situation«; nor is it likely that the workers will »alter their social status within these processes«. ²⁶

All this demonstrates the absence of true social control over politics. Politics appears to be outside of the existing »self-managing« institutions in Yugoslav society and it is constituted independently of these institutions. Workers' and social self-management is enclosed within the practical, particularly economic, sphere, and is thus not defined as a way along which the State as a political power will wither away. On the other hand, politics that is confined to itself, and independent of the will of the people, tends to impose itself upon all other activities – which is made possible for it by the system. Politics infiltrates into all other activities through the election of the representatives of the party and the State to the organs of social management – as »representatives of the society«. In this way, »self-management« in organizations outside of industry actually secures the influence of »politicians« on the decisions made in self-managing cells, whereas the exact opposite should be the case. I have elsewhere ²⁷ termed this phenomenon as ideologization (or politization) of social activities: politics, an alienated force, imposes itself as the single creator of general social objectives and as such has a decisive influence in all other social spheres, instead of being »dissolved« in »social politics« in the creation of which the maximum number of members of the society should participate.

This is why the system appears to be its own purpose; there is an insistence on the »preservation of the order« (social formation), since politics as an alienated force must have a foothold in a petrified system. Question is not asked as to whether the system contributes to the achievement of the goals for which it had been built. Above all the tendency is to perpetuate the power and the system.

As an antipode to politics as an alienated force which merely strives to preserve the system, »social politics« has its source in the socialist movement and consciously transforms the system into a transitory tool for the realization of socialist objectives, *reexamining continually the elements of the system as well as the system as a whole* with respect to the objectives – not the reverse. When this is not the case, there is a conflict between the forces which act in the name of »law and order« (organs of the State), failing to answer questions concerned with the realization of »defined« goals, and those which do not belong to centers of political power, but demand – in the name of socialist objectives – a reexamination of policies which lead to the closing of the system into itself and to its transformation into its own goal. These forces attempt to reclaim the rights which have been alienated from

²⁶ D. Popov, Op. cit., pp. 619 and 627.

²⁷ See the present author's report at the 1970 sociologists' conference »Dva vida učenja u kulturi u socijalizmu i njihov međusobni odnos« (Two forms of cultural alienation in socialism and their interrelation). Published in the materials of the conference.

them through spontaneous actions. Attempts to stop such spontaneous movements by labeling them as antisocialist, due to the fact that they are taking place outside of the »institutionalized forms of self-management«, is an example of political sophism. There is no attempt to prove the major premise, i. e. that there indeed are institutionalized forms of self-management which permit and encourage the expression of these spontaneous movements' demands.²⁸ Simultaneously, the meetings within work organizations, which are the most authentic form of self-management, are denied the right to make political decisions, by dealing with problems through professional channels. In this way, *circulus vitiosus* turns out to be the best method of maintaining the status quo, i. e. of preserving the privileged position of politics and of those who are engaged in it. It is believed that bureaucracy is the inevitable consequence of alienation of politics and of the existence of the State as a political power, rather than of the distorted psychology of political power, rather than of the distorted psychology of political functionaries. However, except for verbal claims that this is so, there are no proofs for this statement – especially proofs strong enough to justify the far-reaching conclusions that are derived from it, above all the one concerned with the withering away of the State as a political power.

For this reason, conditions have not been created in Yugoslav society to compel »society's clerks« to serve the people. (Imperative mandate has been replaced by »rotation« of functionaries; governmental functions and the position of functionaries do not depend on the will of the people, but on the hierarchical structure of power. Therefore, the criterion of their activity is not service in the general interest, but rather loyalty to higher functionaries). In fact, it may be said that the situation is reverse: the holders of political power have at their disposal all the means to force the people to serve them.

The political power of the State and party mechanism is a condensed version of their economic power, of their role of arbiters in all social activities: it is the power to superimpose the official ideology over all other ideologies and to control them; the power to set all organs of the State in motion against disloyal citizens and groups. In other words, by utilizing classical means for taking over the monopoly of social power, socialist State to an increasing degree performs the functions of the classical State, even when it is not based on absolute centralistic power as the Stalinist theory of the strengthening of the State would have it.

Such a social climate favors »escape from freedom« – not only in the case of individuals belonging to social strata which are objectively

²⁸ The least part of evaluations of such spontaneous movements has been devoted to the analysis of the participants motives, and of the objectives they were trying to reach. The main argument against them has been the fact that they took place outside of the existing organizations, and that they were not organized by such organizations. The ability of the managements of the existing organizations, and of the organizations themselves, to express the revolutionary tendencies of the present time is usually not questioned.

denied freedom;²⁹ even individuals from other strata, that are socially better off, develop a sense of insecurity, so that they often deny themselves the enjoyment of freedom which is at their disposal (extensive forms of self-censorship in all kinds of creative activity; the existence of illegal censorship on the basis of »implicit self-managing consent« in mass media, as a result of the unanimity of opinion among the power groups; the acceptance of the »psychology of quiet life«, as opposed to the uncertainty and risk implied in a revolutionary's life, etc.).

Apart from the objective conditions mentioned above, another source of insecurity is the powerlessness of the individual to influence the legal basis of the system, so that the delimitation of liberties and of the autonomy of individuals, as well as the verdict with respect to the circumstances in which the limits have been violated, are completely in the hands of the power groups. In the existential sense, the individual continues to be confronted by *law as an alienated force* which can crush him should he venture to taste a little more of freedom.³⁰ A legal system conceived in such a way, and its application, reveals that the maxim, »Man is the highest social value«, is nothing more than a façade behind which hides the system that is self-sufficient. Even in socialism, where the system is a priori a higher value than individual rights and freedom, individuals feel that legal measures are nothing but the »will of the ruling class promoted to the level of law«.

²⁹ As a counter-argument to other socialist countries it is usually said that in Yugoslavia there is far more freedom: unlimited freedom of movement (within the country and abroad); free selection of the place of work; greater creative independence; greater opportunity for the publishing of books and studies, and for the expression of different views and styles; greater opportunity to obtain information from different sources (including foreign press and books). This is undoubtedly so, but one should also ask: Who actually enjoys these liberties? For the reasons mentioned above (financial and cultural), these liberties are not enjoyed by the large majority of members of the working and peasant class, which means that the majority of Yugoslavs do not have access to them. In fact, these liberties may have a negative sense. For example, the freedom of movement for them usually means migration for the purpose of finding work (which includes the economic emigration to foreign countries). For the great majority of members of these strata newspapers are the only contact with »culture«, and the only source of information not only on political events, but also on all other events. All investigations show that workers seldom buy more than one daily newspaper; the one they do buy only too often falls in the category called »boulevard press«. Therefore, they have no opportunity to compare information, and the existence of numerous newspapers does not mean much to them. In short, they continue to be deprived of the existing liberties and remain in this sense below other strata of Yugoslav society.

³⁰ The discussion on the pages of the Belgrade weekly NIN in 1970 on the Article 118 of the Criminal Code foresaw some of these problems. (This Article refers to the limitation of political rights regarding free speech, writings and organizations if by them »the interest of the socialist system is attacked«, and »an uneasy feeling of the people is produced.«) It demonstrated how the lack of precision of the formulations in the Code creates a great deal of room for arbitrary interpretations, which is obviously not merely the question of clumsy formulation. This Article, as far as it is known, has not been applied often, but it appears that its »educational« effect has been counted on. Its very existence may serve as a preventive measure against an »epidemic« of utilization of civil liberties.

Individual freedom proclaimed in the Constitution becomes a privileged type of freedom for individuals belonging to powerful social groups who are in the position to prescribe the limits of others' freedom and to design measures to force others to remain within these bounds. A certain number of individuals determine both the personal and the social life style, formulate both the social and individual needs, and define both what a »happy« society should be like, and of what the happiness of others should consist, on the basis of their views, looking through the prism of their interests. In this process, they are less and less familiar with actual social conditions and with the true needs of the society's members, above all of the working class. It is not, therefore, accidental that old, classical conflicts take place again, in which the antagonism between the individual and the system is manifested (workers' strikes, clashes between students and the police, etc.).³¹

3.

The above analysis demonstrates that certain »contradictions in socialism« (as a system) are present in Yugoslav society also. First, contradiction which stems from the existence of the State, and which is manifested in the division of the members of society into the »active force«, members who have social power and initiative, and the passive mass, the populace, which is forced to follow the active nucleus (i. e. the bureaucratic stratum, the Government, the Central Committee of the Communist Party, the Party members). In other words, there is a division of individuals into the »subjects of history« and the objects to be manipulated in the name of »historical objectives«.³² Second, the contradiction between the »struggle« as an action against the capitalist system, and later, when power had been taken over, for the preservation of the new order and of the »revolution« – which should imply the replacement of the existing by the new. There is a substitution of »socialist objectives« (as dialectically realizable ideas) by the direct objectives of the regime, which consist, above all, of its strengthening.³³ Third, the contradiction between the effects of the development of an industrial society (above all the effects of the law of commodity production, of the market, of law of value; also, the creation and strengthening of the stratum of technical experts as a new social

³¹ The explanation commonly given, i. e. that conflicts are provoked by a certain number of individuals who begin to show their hostility toward socialism, greatly simplifies the true nature of the conflict. On the other hand, it is not very convincing from a common-sense point of view either. It would appear that 25 years after the revolution the climate is more favorable for hostile activities than it used to be immediately after the war. Also, how would one explain the fact that the »enemies« do not come primarily from the ranks of the bourgeoisie which is deprived of power, but from the ranks of students and workers. (Naturally, here we are talking about the ideological conflict, not about the terrorist actions imported from abroad).

³² See the discussion of R. Luxemburg with the bolsheviks in *Marxisme contre dictature*, Spartacus, Paris, 1946.

³³ R. Luxemburg also writes about this in *Ruska revolucija* (Russian revolution) in *Partija proletarijata* (The proletariat's party), published by Sedma sila, 1966, p. 189; also G. Lukacs, *Taktika i etika* (Tactics and ethics), Sedma sila, 1966, p. 165.

force; the subordination of man to technology, and technological criteria), and the human objectives of socialism. Fourth, closely related to the preceding point, the contradiction between an increasing need for the specialization and partialization of labor, and the socialist requirement of the »worker« to cease to be a partialized being and become emancipated, capable of carrying out his historical function. Fifth, the contradiction between the tendency to employ efficient management techniques in order to overcome backwardness (in industry, politics, and culture), which requires a firm, inflexible organization, and the basic notion of socialism, i. e. the creation of a new type of community through free association of »producers«.

These general contradictions in socialism as a system are manifested in Yugoslav society in the form of a contradiction which stems from the still too great prerogatives of the State in the key issues of the social system and its development, and from the strengthening of the bureaucracy through a partial conception of self-management which appears to be destroying the old structure while failing to create a real basis for an essentially different model of social management. Also a contradiction between the old authoritarian conception of power and government embodied in the State as an institution, and in the style of work of the State and Party organs, on one hand, and the inaugurated self-management which implies that the authoritarian conception has been overcome, on the other. Finally, as a contradiction between the prevalence of undemocratic methods in the carrying out of plans formulated by the top State and Party organs, and the need for the making of decisions on a self-managing basis to become the dominant style of work. The latter presupposes developed democratic methods and a democratic mentality. (Common sense would have it that undemocratic mentality is most extensive in the people in general; an empirical investigation should verify this supposition, or prejudice, as well as the alternative one, according to which the roots of undemocratic mentality are to be found in functionaries at all levels).

Therefore, Yugoslav system has not outlined the ways in which these essential contradictions could be overcome, contradictions which have already buried certain »variants of socialism«.

The conclusion is that a revolutionary transformation (with respect to the conception of socialism and its practical applications) has still not been carried out. In order for such a transformation to occur, it is necessary to subject the suppositions underlying the socialist system in Yugoslav society to a thorough re-examination. Since the Yugoslav model of socialism emerged through certain corrections of the old (Soviet) model, which is explicable in terms of the necessity of the historical moment, further corrections cannot overcome the basic contradictions, on the resolution of which depends the future of socialism. A new revolutionary vision of socialism must be based on new premises which are only partly, and in a limited and insufficiently revolutionary form, contained in the Yugoslav model hitherto practised. A revolutionary transformation may occur only as a consequence of a more critical attitude to the results that have been achiev-

ed and to institutions that have been developed. The conservation of the existing system must not be permitted, nor should its creators be allowed to enjoy it contentedly, instead of making it possible for revolution to continue. For these reasons, the »critique of everything existing« in socialism must not be the privilege only of philosophers and theoreticians, but rather be adopted as the necessary method of work on the realization of socialist ideas and objectives.

Last but not least, it is necessary to examine the degree to which the original ideas of socialism are present in Yugoslav society in general (rather than merely in the established system). The presence of these ideas should be the basic revolutionary force and a guarantee that the socialist revolution shall not be stopped in a conserved regime. In order to find an answer to this query, it is necessary to carry out a large-scale empirical investigation which would encompass all strata of the population for the purpose of finding out about the unknown called »public opinion« with respect to the ideas of socialism and the possibilities of their realization in Yugoslav society. A plausible hypothesis which still remains to be proved, is as follows: The ideas of socialism – equality, self-management, and free association, above all – are present in the consciousness of Yugoslavs of all social strata and of all generations. This has so far been most clearly demonstrated in the nature of dissatisfaction, which has most frequently been expressed not largely because of the low standard of living, but because the objectives of socialism have not been achieved, even in the cases when the expression of dissatisfaction was provoked by economic factors. (For example, even though workers' strikes were usually provoked by their low income and the fact that they were not given the promised full wages, these strikes are predominantly an expression of dissatisfaction with respect to the workers' inability to exercise their rights within the existing self-managing structure; on an individual level also, workers complain more about the great social differences than about low incomes). A typical demonstration of »socialist dissatisfaction: were the student demonstrations in June of 1968.³⁴

If the above hypothesis is shown to be correct, one may conclude that Yugoslav socialism has a perspective. The goal, however, can be reached only if a more radical attitude is adopted toward the results that have been achieved, in order to preserve the purity of the socialist revolution. Opinions expressed in this article should also be treated as an attempt of a radical re-examination of the situation, which is the condition necessary for its overcoming.

³⁴ It is, therefore, very important to note the difference between all these kinds of »creative dissatisfaction« which are stimulating for socialism, on one hand, and other forms of dissatisfaction, on the other. The latter forms of dissatisfaction have nothing in common with socialism; these are dissatisfactions caused by unfulfilled ambitions with respect to high positions and lucrative careers, or those due to the failure to become even richer and equal the European standard of living, while paying no attention to people who have a sub-human standard of living.

ADDITIONAL THOUGHTS ON SYNCHRONY AND DIACHRONY

Ivan Kuvačić

Zagreb

I.

In the plan for examining the conflicts in our society, making use of the procedure of structural analysis, we started with the assumption that two fundamental lines of conflict exist (see article »O karakteru sukoba u našem društvu« /Concerning the Characteristics of the Conflicts in our Society/ in *Naše Teme*, 7/8, 1970). We called the first line of conflict »inter-republic simultaneity« because it does not aim at changing societal relationships, rather it seeks to re-distribute the already existing relationships. The second line concerns the conflict between labor and administration, and accordingly is aimed at the liquidation of »contractual relationships«; that is to say, it is inclined toward succession. This structural approach, which is characterized by the contrast between synchronization and diachronization, is taken from classical mythology. Zeus, the absolute monarch, is a supporter of synchronization, for this is the kind of evolution which expands and strengthens his power in space. Zeus is against diachronization, or evolution in time, in whose sphere is shown how he dethroned his predecessors and how already there have appeared those who threaten him. In contemporary philosophical terminology, dychronization as a historical encountering from the future and for the future is opposed by the common duration of time in the present and past.

Assuming the existence of the above mentioned conflict lines, we have not mentioned the angle at which they meet when crossing in reality. Horizontals and verticals are the elements of the model, which must be standard because they serve in the measuring of aberrations, but aside from this the model is wholly in the realm of the hypothetical and in the course research it can be discarded as inconvenient.

We emphasized it because it was clear to us beforehand that there is no »so-called pure classness«, that it (the model) necessarily must include both national and inividual moments.¹

In the aforementioned plan we stressed that the Belgrade student demonstrations of June 1968 were distinct examples of diachrony, which is to say they were a component part of the world's youth movement which is ready to sacrifice for a better future for mankind.²

That was a parenthetical assertion which was not even explicated over there, nor was it proved, so therefore it can invite doubt and misunderstanding, the more so since there exist many differing attempts of »interpreting« those events. It is usually stressed that the Promethian model is not convenient for understanding the youth movement in our country. It is asserted that this model must be kept in mind when speaking of the youth of Asia, Africa, Latin America, and of the Black youth of the USA because that youth has entered the phase of creating avante garde battle orders which are consumed as the elements of revolutionary action. The youth of the most developed capitalist countries is joining them in their own way because they are convinced that humanism and human dignity are playing increasingly smaller roles in the societies in which they live. Meanwhile the youth of socialist countries are in an essentially different situation. These nations have entered a stage of stability after having undergone rev-

¹ An important pre-condition in this sense is the contrast between yearning for national identity and nationalism. That difference is clear in wartime, when many strata of one or more peoples fight for national liberation against a foreign exploiter. Being that at that time (wartime) the exploiter's side regularly relies on groups of local exploiters the battle for national liberation is also turned against them and necessarily because of this receives a revolutionary class character. Nationalism is the ideology of local exploiters which is in league with the nationalism of foreign aggressors. The above-mentioned difference separates two distinguishing phenomenon which are fundamentally different with regards to internal stimulation. In the first case it is the solidarity and self-sacrifice of an oppressed people, in the second, it is the material benefit of individuals and groups which strengthen their own positions by destroying other's positions. This boundary line is perfectly clear in Viet Nam and Cambodia, but with us it is not so easy to determine.

This is what I said of this important distinction in the already cited article. Meanwhile, the fact is that the main protagonists of our international conflicts do not take this difference into consideration at all. On the contrary, they knowingly cloud the issue. They act in the name of their nations as though they were homogenous entities in spite of obvious experience which shows that in each of those nations, in the form of workers strikes, there exists different kinds of battles. In accordance with the abrogation of the above differences they negate the differing character of subsequent conflicts and with this fall far below contemporary bourgeois science, for which Marx is, in this context, the undisputed authority. Due to this fact my assertion in the aforesaid article »that the thesis of linking the national question with that of class is not the result of objective observation, being that it is a function of political manipulation«, is not in the least fabricated, but is based on experience.

I must admit that I was not surprised that the above assertion was perfunctorily examined and a limine discarded in a political periodical. I was even more surprised that Prof. Grgo Gamulin, who I thought preferred scientific argumentation, chose in this case a totally different approach. In the journal *Kritika* 15/70 Prof. Gamulin even in the title of his article directly associates me with »ideological reexporters«; demonstration that political labelling is not a sole privilege of those who do not hold academic titles. Aside from this, using quotes that were out of context, he tried to show that I was self contradictory and that I do not differenti-

olutionary re-education. They are perfecting organization, building the system and because of this they do not need freedom, or a revolutionary figure, as much as they need people as carriers of well defined roles. What is essential is the accommodation of man to the system with the goal of increasing the productivity of work and the standard of living. Since our nation belongs to this category of nations and since we can justifiably assume that our social system yearns for the same aforementioned goals, still, after many authoritative announcements and admissions, the June actions of our students are thought of as a historical failure which considerably slackened the rhythm of progress in our country.

The above-mentioned appraisal pretends to be scientifically objective, that is – that manner in which it passes sentence must be differentiated from those many interest-value judgements which are given in nervousness and without deep thought and which attributed the events to »hooligan assaults«, »reactinary plots«, »anti-reform blows«, or even »narrow class actions of students who being their father's sons are fighting for better material positions in the moment when the working class is consciously tightening its belt«. Naturally, these new appraisals even if they are better thought out also fall among this same type of announcement which are on the basis of common sense and pronounced without necessary analysis of argumentation, without

ate between »national« and »nationalistic«, an aspect that could only confuse the reader who has not read my article.

This attack clearly demonstrates in other aspects as well that Gamulin did not care for a scientific dialogue, namely, if the second aspect were at least to a degree ordained by the first, then he would undoubtedly approach his thesis about the working class constituting a nation with more care. At least he could ask himself why it happened that those who pampered and expanded this thesis the most were the ones who suffered the greatest catastrophe in the Second World War. The projection of a classless society, which Gamulin is clamoring for is so unsuitable that it grotesquely hangs in the air. Aside from this the classless society would enthrall hardly anyone in our country. Speaking of a national society is more realistic and acceptable. The classless society easily grows into nationalism, so the workers are also wary in this regard. Therefore Gamulin's indirect suspicion that I pulled out of the air the assertion of absence of nationalism among workers, can be understood as a spontaneous reaction which is used to combat that which is undesirable. If this is the case, then indeed all of my additional arguments miss to point, because in comparison to a well-known and widely accepted standpoint »the world of worthy ideals and the world of experienced facts do not lie on the same plane«. I think that my esteemed critic's real problem is his lack of ordinary information so I would therefore recommend that he mingle a little among the workers or at least that he look at the appropriate documentation. He can perform the latter by going to the workers' university Moša Pijade and looking at the department of workers' self management or by looking through the issues of »Kulturni Radnik« from 1966 to the present, in which he will find investigative material from Croatian factories. He can find a good pertinent document in the March 1970 journal »Pogledi« entitled »Fizionomija jednog štrajka« (Physiognomy of a Strike) which deals with a strike situation in the shipyard of Split. All of this we hope will even convince Prof. Gamulin that the thesis of incompatibility of synchrony and dychrony did not totally miss the point.

² Speaking on immanent content and intention of the movement we can not of course take into account various guesses concerning the forces who were waiting to exploit the situation. Those forces are always present, what may not be the barrier to evaluate in a open and honest way spontaneous youth's action which in taking the risk had no hidden thoughts.

the remaining treatments which are requirements of a scientific approach. It is not easy to use a scientific treatment in this case, not only because it is a question of a real political occurrence but because of an absence of necessary documentation. While in many other countries student actions during 1968 were accompanied by the publishing of appropriate documentation and numerous studies, up to now we have no such documentation, a good deal of accompanying writings and discussions were published newspapers and periodicals which were not accessible because they were impounded. In that way an abnormal situation was created because events which should be treated in a sober and rational manner are even today, three years later, being treated in an emotional and abrupt manner.

It is understandable that because of the above mentioned reasons, not even this article of the June events can escape similar criticisms. Even we can not obtain the necessary documentation. This article is being written never-the-less so that we might be able on the basis of insights in certain documentations to give encouragement for further thorough investigation and to be able to, to a degree, answer two closely related questions, which I posed at the beginning of the article. I repeat that this is only a complement to that which I wrote in the above-mentioned article »O karakteru sukoba u našem društvu«. So that this event might be thoroughly understood and explained, it is necessary to completely enclose it in the context of our total development. A good example in that regard is the article of Rudi Dutschke, who starting from Marx and Marcuse satisfactorily places the German student movement in its social-economic framework.³

II.

A short review of those events which served as preparations and introduction in the June events followed by an analysis of certain essential moments of the demonstration itself and so an insight into the direct and subsequent verbal and practical reactions about the events extends relevant material by which it is possible to judge the character and dynamism of this social conflict. Our writings should not be interpreted as a wish to take a particular stance, rather as an attempt to point out some circumstances and directions of investigations, which will enable us to come to a more sure result.

There is one circumstance which undoubtedly indicates that the political activism of our students is a component part of the general political activism of youth world wide (i. e. protest against the aggressive war that the American imperialists are waging in Vietnam). Anti-war protests and demonstrations are the beginning phase of student movements in a majority of countries during the past decade. The first conflicts between students and police took place regularly

³ See: Die Widersprüche des Spätkapitalismus, die antiautoritären Studenten und ihr Verhältnis zur Dritten Welt, in the book Rebellion der Studenten oder die neue Opposition, Rowohl 1968.

before American embassies, after which the movement expanded and strengthened to a maximum as domestic issues come to be the center of attention. That was the case in London, Paris, Berlin, Beograd, not to mention numerous other cities.

In December of 1966, on the occasion of demonstrations by Belgrade students against American aggression in Vietnam, battles arose between police and students, and at that time the police invaded the University. For our country, this was a meaningful event, and an important indication because up to that time existing organizations regularly succeeded in directing the activities of all strata of the people, in the sense of either active or silent approval in support of whatever foreign policy issue was important at the time. To what extent it was recognised that all questions relating to foreign events lie exclusively in the domain of state administration, can be seen by the instance, earlier in the year, when the Ljubljana periodical »Tribune« was very severely attacked because it supported Russell's anti-war court. The explanation of the attack maintained that the periodical had no right to interfere in political matters. From this it should not be construed that the political bodies were supporting the aggressor. They merely appraised that at the given moment an assault on the American Embassy in the center of Belgrade would be inopportune, by which they came into direct conflict with the attitude of a great number of students. With this they brought upon themselves a good deal of the revolt and criticism which was well expressed in the slogan: »We do not want American wheat«. In that way protest against foreign aggression grows into criticism of domestic politics. A careful analysis would perhaps show that the opportunism of political bodies as regards the question of external politics was closely related with internal insecurity and weakness. This is demonstrated by the direction in which student activism evolved after these demonstrations. The greatest importance is given to questions of social inequality and privilege. The newspapers »Student« and »Susreti« carried articles concerning the grave economic conditions of the Belgrade students. The criticism did not revolve solely around student conditions, but encompassed a much broader area. In that regard an important document is the open letter of »Student« sent to the City Assembly of Belgrade, which was in issue fourteen, dated June 16, 1968. In that letter it is very sharply and argumentatively disclosed regarding housing politics, as how the bureaucracy distributes apartments and how the workers are completely neglected. Aside from this there are other writings of a similar theme in which rational argumentation is used rather than emotional appeal. The press and other means of communication reacted in a brutal and tactless way by trying to associate this criticism and the student movement with groups of »emotionally immature individuals« who question the results of our revolution, which in the resulting situation could not help but inflame the situation. The need to immediately quell resistance at any cost makes for not understanding the situation, so that the measures of pacification boomerang. Such was the case, as was quickly demonstrated, that the question did not revolve around »groups of emotionally immature individuals«, rather, it con-

cerned generations of young people which found themselves in a chasm between socialist ideals, which society implanted in them, and reality, where only children of affluent parents can be educated, while the problem of massive unemployment is solved by stimulating people to search for work in the capitalist west. Beside, that, we must not forget that the time our press was discussing the possibilities of creating shareholder's enterprises, in which citizens would be able to invest their savings with much more enthusiasm and confidence than in banks. When to all of this is added the unsettled situation at many universities, then it is no wonder that students openly asked questions about the perspectives of our country as a socialist society. That this was, before anything else, a spontaneous revolt against existing deformations and not a pro-eastern or pro-centralisticly inspired and oriented political adventure is confirmed by the circumstances in which this same student group supported the oppressed Polish and Czechoslovakian students and professors, for which they also came into conflict with our government.

That this analysis is superficial is a totally justified observation because it is not based on observing the changes of the material/productive foundations of life without which it is difficult to discern what is happening in the cultural and political sphere. That is exactly what we had in mind when we said that the subject of our entire observations must be put in the context of the whole of our social development. Namely, it is unquestionable that many of the above mentioned deformations are closely related with the changes in economic policy. Therefore it would be necessary to trace these relations and research to what degree the dynamics of our economic growth has caused certain effects by its objective current. Is the transition to an intensive economy, which was dictated by the need for modernization in industry but which is being realized in our country in the framework of self-managing decentralization on the basis of money/goods relationship, such that it, by its intrinsic character, causes all the deformations in question or do many of these problems become comprehensible only after we have taken into consideration the interests and contradictions of those forces that act in its framework? This is an important question because until we answer it we will not understand whether and to what degree the student revolt is aimed against the economic program, or do the students fundamentally accept the program but attack the forces that are deforming the program. This is one of the points around which many arguments arose during the confrontation.

III.

So that the above mentioned questions could be meaningfully posed a stratified framework is necessary to enable us to put the basic forces of our society into functioning relationships so that we can study them. The viewpoint that the category »working people« is useful when it would include all people who work in the socialist sector (enterprises which are not privately owned) from the worker to the director and administrator, has proved illusory after many work-

er's strikes but harmful because it prevents a scientific insight into the dynamics of our society's development. Under present conditions it is not easy to accept the viewpoint that would define the working class as people who only perform routine physical functions in the process of material production. It seems that we are much closer to the truth if we include in this notion workers, scientists, and others who under the same conditions live from their own labor. But under our conditions this formula is unpractical and dangerous because nearly everybody thinks that he lives from his own labor and the chances are meagre that society will objectively define it, so that this category practically covers the meaning as the term »working people«. Our stratification at least theoretically, has no problems to define craftsmen and peasants on the basis of their personal ownership of the means of production even if there exists some mystification in this, because undoubtedly the greatest number of people in the socialist sector lives off someone else's labor. The problem rises exactly in the social sector where we cannot resist the temptation, to put all our eggs in the same basket, even if life is mercilessly correcting us. So it is without doubt that in reality there is a division into workers and clerks because the latter do not live off the fruits of their work, have fixed salaries and do not strike. A division into several groups on the basis of income level is very useful because it simplifies the dynamics of society, but on the other hand it destroys the important rule of scientific classification because it interferes with the categories »of those who live or do not live from their own labor«.

All of these difficulties should not distract us from our attempts to form an operationally convenient framework of societal stratification. I am stressing that this is an ad hoc operational framework which means that it will not be theoretically flawless and we will gladly replace it with a more adequate one if we find it. The need is more urgent because private interests, be they personal or group, are becoming the fundamental impetus of social movement, therefore we have to pose the question of how this interest is constituted and what are its fundamental forms. According to our thinking this necessarily leads us to the class/interest stratification as a framework in which this movement is taking place. Without this kind of ideological framework which would demonstrate the interactions of fundamental groupations of society's forces any thorough discussion of our system and its functioning is almost impossible. This is also a necessary pre-condition for the understanding of the social conflict that surfaced during the student's demonstrations. The conditions of existing group interest conflicts leads us to class stratification. On the other hand, being our society is in a process of tremendous changes and re-groupings, it is very difficult to delineate even the conditional framework for a consequential analysis of these conflicts. Starting from Lenin's polarized model according to which: »classes are such groups of people where one group can usurp the results of another group's work, thanks to the difference in positions that they take in a given economic system«, some of our theoreticians divide the whole socialist sector into the working class and a counter class in such a way that people who per-

form routine physical functions in the process of material production belong to the first class and all the remaining people belong to the remaining class. Aside from the fact that this division is not in keeping with Lenin's demand, having as it does imprecise criteria, it is not very suitable for the understanding of occurrences in question nor for many other conflicts in our society. That is why we think that because of real and ideological reasons the category of counter classes should be discarded and the people included in it should be divided into two basic groups: bureaucracy and middle class. We are conscious of the fact that this division has its weakness especially concerning the notional definition and the differentiation of the middle class from the workers and the bureaucracy. However, this heterogenous social group which is placed between the administering elite and the workers is rapidly growing and their influence is becoming ever greater in all areas of social life and especially in the field of culture and ideology. It represents the majority of people who have taken all the better positions in the socialist sector and they are the main supporters of our »speedy entry into Europe« at any price. As a criterion for the differentiation of the middle class from the working class, aside from the position and role in the social organization of work and the manner of acquisition and size of earnings, we should take into consideration life style and aspirations.⁴

IV.

The above mentioned conditional population groupings, at least in general terms, makes for better observations of the social conflict dynamics, as articulated by student unrest. In spite of the fact that the students themselves are a heterogenous grouping, which in these situations create relatively independent, authentic and homogenous styles of thought and behavior, a glimpse into the social background and situation of the students, especially those who form a part of the core of the movement, is necessary for an understanding of the essence of the events. Naturally, we can't go into that here since sufficient proof is not at our disposal. However, it seems to us a plausible hypothesis that a comparative analysis of social background and material position of corresponding groups of university students in Belgrade and Zagreb would yield little contribution to an explanation of the large difference in type of activism between these two centers during the time of the June manifestations. Reasons for that explanation must be sought elsewhere.

When we read the documents: proclamations, slogans, press reactions, speeches, we come to the conclusion that the »dynamics of conflict« along with their adopted schemes were channeled into a tri-

⁴ According to the Italian press, whose reports our press also carried, (see *Politika* of Dec. 15, 1970) on the occasion of the holiday of November 29 last year 245,000 Yugoslavs travelled to Italy and spent at least seven hundred million lira. The total of Yugoslav investments for ten months of the same year was 29,5 million lira. This fact, if accurate, sufficiently demonstrates the buying power of our middle class.

partite relation: students, bureaucracy, and the working class. Actually, the conflict occurs between the students and the bureaucracy, the workers being equally involved since both sides make appeals to them and seek their support. It therefore follows that the middle class would be outside what was happening. But this isn't true. On the contrary, it would seem to us a fitting hypothesis that the »so-called leftist student radicalism« wasn't overcome due largely to the pre-eminent support of the working class, who sent letters of protest but more important was middle class, who played an unprecedented role, wielding pressure and influence. To this class, the student revolt was represented as the revolt of »our Chinese« who acted under the slogan »equal rights for everyone«. On the basis of analysis of the contents of their »texts«, which were printed in the country's press, it would be easy to show that their first thoughts were for the middle class. This was the creation of mature and calculating political thinking because it was evident that the lower social strata would least favor the rejection of the student program. To clarify this point, we will quote in entirety the »Manifesto of the Student Action Committee for Demonstrations and Student Meetings in the Student Community« of June 3, 1968 which says:

1. We consider social inequality among ourselves to be one of the basic problems of our society. In regard to this we demand:

- pay in accordance to work performed
- energetic action against the unsocialistic accumulation of wealth
- we demand the abolition of all privileges present in our society.

2. The high number of unemployed is one of the main sources of student anger. Therefore we demand:

- abolition of moonlighting
- the transfer of managerial staff lacking sufficient qualification, giving preference to young experts in their place
- immediate enforcement of laws concerning required periods of apprenticeship and proper advancement of young experts to keep them from leaving to work in other countries.

3. The existence of a huge bureaucratic power in our society demands:

- the democratization of all means of public information
- free meetings and demonstrations.

4. The students are embittered about the conditions in the university. This consequently demands:

- improvement of material conditions in the university
- equal privileges of participation for students in all forums, above all where decisions are made concerning problems, whether or not they are directly or indirectly linked to the students
- condemnation of the phenomenon of »clannish and monopolistic« tendencies in some of the departments and a vigorous struggle against them

- we demand complete and democratic re-election of the entire teaching staff
- we demand free registration of students.

From the proclamations, it can be deduced that the main aim of the student criticism was the direction of state management, that is the administrative strata. The only basis for criticism here is that such a power wasn't able to accept the working class as head arbiter in the dispute. Consequently they were pressed into a counter attack on their own position which, for the broad masses and especially the poor levels of society, wasn't particularly convincing or successful. The student rebellion was attacked as a »so-called new left« with »the same hollow words without any meaning«. This »student new left« is not able to instruct society in self-management when actually their faculties don't have self management while the rest of society already has. Neither could they speak of distribution of pay in accordance to work performed when it is known that the faculties live on a budget.⁵ This line of thought continued after Tito's television address on the 9th of June in which he openly declared that the student rebellion was spontaneous and justified, that 90% of the students were honest youth, and that he largely accepted their demands as his own with the promise that measures were already being undertaken and would be carried out. Further, this line was brought to light in the lead article of *Borba* of June 10, 1968 under the title »Young Wheat and Weeds« which in its assessment and more so in its intonation was the exact opposite of what Tito had declared. It was reiterated that it wasn't necessary to be taken in by the student slogans and pressures when one knew that the bureaucratic deformation existed in the university and not in society where self management ruled. Deviation of the syndicate journal *Rad*,⁶ which in several articles came out with argumentive incentive for the close examination of the »four student demands« was quickly done away with, first by the Central Committee of the Syndicate Alliance, and then by the press which called it foul dealings which »twisted the knife in the back of the worker« and which treated them as »a passive mass which is not in the position to have the independent power of decision«.

After Tito's June speech at the Sixth Congress of Syndicates of Yugoslavia in which, besides attacking that part of the administration which is enriching itself at the expense of the working class, he vigorously criticized certain groups of professors who infiltrated the universities and negatively affected those around them. Following Tito's remarks Milentije Popović, president of the Federal Assumbly, spoke to the political functionaries from Kossovo⁷ and told them that the demonstrations were a »real political plot« in which all enemies of our system found common cause; the groups who were mentioned as plotters included university professors, Informbureau agents, follow-

⁵ *Borba*, June 9, 1968.

⁶ See the issues of June 13 and 23, 1968.

⁷ *Borba*, July 1, 1968.

ers of Ranković, and even Ustaši and Chetniks. In the new situation brought about by the economic reform the above mentioned groups used the atmosphere at the universities to their advantage and took the offensive; the League of Communists was unprepared to deal with this threat.

With this we have, more or less, delineated the battlefield between students and the bureaucracy, or to be more precise, between the demonstrators and government administration. But, as has already been pointed out, we propose that for the understanding of the conditions and possibilities of left radicalism, it is of the greatest importance to explore, always in concrete situations, how this radicalism affects the aspirations of the middle class. We recognize that this is especially important in the most developed capitalist countries in which, because of their privileged position in the world division of labor, a great part of the working class has acquired a way of thinking and behavior which is typically middle class. This represents the main barrier which limits new left ideas to student campuses and to those groups which are linked with them in so called intellectual communities. However, it does not follow that the investigation of the above mentioned relation is important in only the most developed countries that have large middle classes. Experience shows that this is important in countries like ours. The crux of the matter is that the new middle class and nouveau riche are far less tolerant than those who have held middle class status for a long time. These people make up for their lack in numbers by their greater aggressiveness. Our owner of an automobile and a summer home is a greater enemy of a leftist trend than his American or French counterparts for the very reason that he is a newcomer to this way of life, that he still feels insecure and fears that the trend which made him what he is might come into question, resulting in the loss of what he has acquired. For him the June events with their demands and aspirations represent »a Mao Tse Tung, Stalinist, Centralist pot of slogans«. ⁸ Having reacted spontaneously and sincerely, he has a second thought and says that from this pot we must separate that which is positive and that which is a spontaneous revolt against the »bureaucratic Gods«. Just to show that their verbalizations are so many words, being that they cannot circumvent Tito's appraisal of the situation, is shown by the fact that when the »bureaucratic Gods« are mentioned even in a casual manner, their whole wrath turns against the students. To show how great their fear was and the extent of their wrath, a certain Zagreb newspaper published reports of the killing of Sharon Tate for weeks on end. It was clear to every politically aware person that the spectacular judicial process surrounding this event was staged by extreme rightists who wished to draw attention away from the events of Song My and My Lai in order to psychologically prepare the American people for a pogrom against left-wing students. We do not wish to imply that newspapers were in any way connected with the shady intentions of Californian right-wingers, but that the serialized publishing of the

⁸ VUS, June 16, 1968.

above mentioned events did have a definite purpose is demonstrated by Milan Marić's excellent essay entitled »Strah na tekućoj vrpici«,⁹ (Fear on the Assembly Line). The publishing of the above mentioned serialization was not accidental but is characteristic of our large circulation newspaper which were pushed to the right by the student revolt. Since the newspaper were unable to criticize the students within the framework of Marxist logic, they resorted to open and defacto acceptance of non-Marxist conception in their criticisms.

Leaving aside extreme right wing cases which are markedly reactionary we shall consider relatively moderate way of dealing with the students which is however typical for the theoretical shifts and represents the thinking of society's upper levels and which also contains significant political implications. I have in mind D. Jančar's article »Za beogradski lijevi radikalizam ili za funkcionalizam«, (For Belgrade left-wing radicalism or for functionalism) which was published in the Zagreb periodical »Kritika« no. 7, 1969. In his argumentation the above mentioned author leans heavily on the London »Economist« which on Nov. 27, 1968 published an article entitled »Is it possible to be only half liberal?« This article maintained that the demands of the Yugoslav students in spite of stating the contrary, were aimed against the Yugoslav economic reform. That is shown by the fact, according to the »Economist«, that the government under student pressure, had to limit private initiative even though it had proved beneficial. The »Economist« further states that the students demanded a reduction in the differences between the Northern and Southern parts of the country by means of subsidies and income taxes which would create funds for the building of new industries in underdeveloped areas and in this way solve the unemployment problem. The »Economist« does not ask whether these demands are justified, it merely states that they hindered further economic liberalization. The »Economist's« conclusion is that one cannot wish for greater political, cultural and intellectual freedom without a liberalization of the economy. He who uses the methods of étatistic force in dealing with the economy is not going to act any differently when dealing with culture and politics.

In keeping with the above mentioned statements, Jančar takes issue with the Belgrade students who in the time of the scientific revolution demand class struggle. He thinks that they are looking for something where it does not exist and that besides, the contemporary world has quite different dilemmas. For instance, the difference between the developed and underdeveloped. This relation does not contain class significance neither in Yugoslavia nor in the world. Within Yugoslavia there are differing economic spheres which started at different levels and have differing rhythms of development which means that the North cannot wait for the South to develop. This framework serves for interpreting the differences between the slogans of Belgrade and Ljubljana students. While the former stress the slogan »We fight for the better man and not for the better dinar«, the latter think that we must start from the economy and not from man. The former are

⁹ Naše teme, no. 6, 1970.

for partial changes within the system, the latter demand a radical change of the system itself.¹⁰ The former are against social inequality and unemployment, the latter stress their student interests and fight for the better organization of the student life. The former attack government, the latter express their confidence in the Slovenean Executive Council.

This openly demonstrates the contrariness of the Southeastern parts of the country which accept the idea of class struggle and solidarity with the Northwestern parts, especially Slovenia »which is preparing to enter into modern Europe and does not wish to deal with the class struggle, preferring to perfect their organizational basis«. ¹¹ It rejects egalitarianism and replaces it with selection which means that the stronger must go forward on the professional and not on the level of class and ideology.¹²

These are the positions of technological functionalism modified and adapted to small relatively areas. They combine themselves with the idea of »nation« as a total society and become the ideology of the upper strata of society in the less developed countries which are trying to link their areas to the developed and because they consider it the best guarantee for their stabilization.

The hetogenous character of the Yugoslav area was reflected in the differing kinds of echoes that Belgrade demonstrations has in various university centers. This has not been researched up to now so that appraisals cannot be made on the basis of compiled and compared materials. But, even without that, if we judge on the basis of meagre newspaper reports, it is obvious that the stronger echo was in Sarajevo where students took to the streets in great numbers and where clashes with the police arose.

In Zagreb the situation was different. In the pacification of students the main role was played by opposing positions taken by Federal and Republican governments. From the very beginning it was pointed out that Croatian politics differs in a positive way from Federal politics because it stressed the need for returning financial resources back to industry which means that it relies on the working class. Without regard to the question whether this was true or whether it was verbal manipulation, it had a great influence. We must not ignore that the stressing of differences between the Federal government and Croatian leadership was followed by attempts to represent the Belgrade student demonstrations as expressions of nationalism and unitarism.

In Ljubljana the authorities awaited these events and as it appears, kept the situation well in hand in such a way that it dealt with the students basic demands at the outset thereby paralyzing demonstrations. At the end of this summary review of the events, in which we tried to point out some events and circumstances which should be more thoroughly researched, we can return to the two related ques-

¹⁰ We have carefully read all the available materials relating to the student movement and we stress that we never found a document demanding a radical change of our social system.

¹¹ Kritika, ibidem.

¹² Kritika, ibidem.

tions we posed at the beginning. First, was the June action of our students diachrony, and second, has it meant the real and potential slowing of the rhythm of production in our country?

The answer to the first question can be arrived at by means of an indirect route. We must establish, which is not difficult, that the administrative élite against whom the student actions were directed are supporters and defenders of synchrony which is defined as development in space but not in time and whose priority is growth technology and standards but neglects human relations. However this leaves possibilities for mystification because our bureaucracy is not united but divided into several groups that fight each other which can give the false impression that some groups yearn to revolutionize the social system itself. But these are only verbalizations, because a deeper insight reveals that this is just fighting for a re-distribution of power and influence within the existing structure. We find immediate proof as to truth of this assumption in the fact that each of these groups accepts and defends some form of nationalism as its basic starting point. The students, however, opposed nationalism with the old slogan of »brotherhood and unity«, which is obvious not only from the fact that during meetings all those who took nationalist positions were whistled and shouted down. From the speeches of participants at the student meetings it is obvious that they differentiated between the politics of safeguarding national equality and the politics of building one's own nation. Namely, no matter how much nation building is necessary at this stage or our development in the struggle against unitarism and centralistic monopolies, we must not disregard the fact that the exclusive building of one's own nation is a bourgeois motive which regularly presupposes the existence of a privileged caste above society and its working class. Accordingly, the destruction of centralism does not automatically bring about self management of working people because the political sphere can be taken up by competition and conflicts of national oligarchies and other right-wing forces who have their own vital interests. In such a situation the only reliable barometer is class relations. If massive unemployment should arise which primarily affects the poor strata of society, and social distinctions are strengthened, then in the conditions of a general economic stagnation every discussion of socialism becomes forced and hypocritical. The student movement grew from this cause and sought the reestablishing of a socialist perspective which in consonance with our approach has a diachronic character.

To the second question which is a type of modification of the first one, which expresses the viewpoint that the student revolt slowed down the rhythm of our progress, we could give a negative answer on the basis of the aforementioned facts. However a clarification is necessary because for those who defend the already mentioned viewpoint progress is merely increasing the per capita income figures. We think that aside from this there is a type of progress in human relations that progress in the economy does not necessarily bring about progress in the field of human relations. In other words this means that the mere expansion of the economic system, based on the develop-

ment of technology does not ensure human progress. It creates pre-conditions which can bring about human advancement and freedom but at the same time can be used as a means of enslavement and destruction. That is why I think that progress if it is to remain humane should not lose its socialist perspective. Accordingly, if we have decided to become part of Europe (i. e. to reach the economic level of Austria or Belgium as soon as possible) but under the conditions of abandoning the above mentioned perspectives then according to our officially claimed system of values, we are not creating progress. However if in accordance with real politics, due to purely pragmatic reasons, at this stage of development we disregard the above mentioned distinction and regard progress merely as the growth of national income, not even then do we have a basis for the assertion that the student action has been harmful. There is small chance that the trends which the students opposed and which their opponents defended will lead the country on a safe road to progress.

YUGOSLAV SOCIETY BETWEEN REVOLUTION AND STABILIZATION

Božidar Jakšić

Sarajevo

Today – when in the minds of many there is powerful apprehension that Yugoslav society is disintegrating – can one discuss that society at all and not be accused of advocating some »ism« as, for example, unitarism or nationalism? Even at the risk of becoming an object of suspicion to some or of amusement to others, I shall discuss Yugoslav society; I shall endeavor to show on an historical and theoretical plane some elements which could perhaps serve as coordinates in the search for an answer to the question where in truth Yugoslav society now finds itself. If the new type of society, which started with the Yugoslav peoples uprising against fascism, now deploys a whole series of ideological, political and economic measures characterized by the conception of stabilization, on what point of the span between revolution and stabilization are we situated? What is revolutionary in our society, and what needs stabilizing? If Marx was a revolutionary thinker and Comte a philosopher of the stable society, are we closer to Marx or to Comte? What is the significance of Yugoslavia's road from revolution to reform, and from reform to stabilization? Does it mean that the revolution is reforming and stabilizing or do the expressions »reform« and »stabilization« denote in actual reality a different tendency which has by-passed the revolution?

The questions are many, and fuller answers demand considerable analytical endeavours. Therefore, I shall only point out some of my own dilemmas and try to state an as yet insufficiently defined conviction.

It seems best to begin by tracing the line which leads from the uprising to the stabilization. There is no doubt that 1941 was the year of our Golgotha, when a fascist power, which had already turned all Europe into a prison, treacherously – if not unexpectedly – attacked a small and backward Balkan country. That country, primitive, backward, divided by twenty years of bourgeois dissension and strife, sunk in corruption and misery, for centuries plundered and exploited for

others' benefit, became in only twelve days an all-too-easy prey for the occupier; indeed, it became one vast slaughterhouse. Brother killed brother; like lunatics we murdered each other barbarously, treacherously. Forces of unreason danced a bloody dance. Menaced by genocide, a terrified populace fled to the forests and other hideouts. The instinct for self-preservation, the desire to keep one's head on one's shoulders at any price, became the only guide in that flight from the slaughter.

The Communist Party's role in this moment of our history was great and unquestionable. Two decades experience of persecution while engaged in illegal work enabled the Party in those moments of tragedy for all our peoples to channel people's anger and thirst for revenge into battle against the occupiers and the quislings and to offer a programme of struggle for freedom and against every form of slaughter and oppression. The logic of the *mind* tipped the scales against the logic of the *knife* and against that which is irrational and animal in men. The peasantry *en masse* rallied to the red flag that the communists unfurled. But the uprising also suffered reversals, not only in those regions which were strongholds of the quislings, but also there where sectarianism of the Stalinist type was expressed in suspicion of the peasantry and in the attitude that the revolution *must immediately* be transformed into a proletarian revolution, overshadowing the general and patriotic national fight for freedom. The occurrence of *Red Terror* in Montenegro and some parts of east Bosnia during 1942 clearly demonstrated this. A not inconsiderable number of peasants, failing to comprehend this sectarian logic, found themselves before the guns of the very squads they had commanded, thus sharing the fate of Gvozden, hero of Dobrica Ćosić's the novel *The Sun is Far Away*. All in all, there is a need to consider carefully what was socialistic in our revolution.

So, the Yugoslav national liberation struggle, almost against the wishes of those who led it, and according to the social structure of its participants, took on the character of a peasant revolution. Naturally this does not mean that workers, intellectuals, and patriotically orientated members of the other section of population, did not take an active part in the struggle. But the fundamental mass of the national liberation army consisted of peasants. Could it have been otherwise in a country of peasants? It is self-evident that it could not. Even the Party-membership was predominantly peasant; in 1946 258,000 Party-members, 130,000 or 50% were peasants.

The revolution arrived in this country neither with Anglo-American parachutes nor on Russian tanks. Hence a government constructed in the course of the national liberation struggle could be not other than a people's government which the Party apparatus had patiently and persistently built in the difficult years of war. From the ashes that remained after the war one Absolute Winner survived – the Communist Party. The eyes of all our peoples were focussed on that Winner. Regardless of the plans of the Great Powers which behind the partisan leaders' back were discussing the destiny of Yugoslavia, the people demonstrated by force of arms their preference for Com-

munism. Consequently, the Party apparatus had a free hand in building a state of its own choice. Unfortunately, the alternatives available were extremely limited; the only practical example was that of the Soviet Union, or more precisely, Stalin's model of the state. And that model was faithfully transferred and emulated. This was perfectly logical if one takes into consideration the entire complex of social-historical and economic circumstances that confronted Yugoslavia: pressures exerted by Western countries; threats from remnants of the old bourgeois society and emigres; a desperate economic situation in a devastated country; and, a Party apparatus that had for too long been almost entirely and exclusively subordinated to decisions of the Comintern and Moscow. Let us remember only that immediately before the war, the Party apparatus, when faced with the danger of the fascist attack on the country and with the possibility that the Comintern would dissolve the Party, quite ruthlessly settled accounts with those Communist intellectuals who could not reconcile themselves with the Stalinist pogroms at the trials and in the concentration camps.

In fact, immediately after the war, the Party apparatus enjoyed a strong support of the people and had almost unlimited freedom of action in all spheres of the society. The Party was monolithic and undivided. There was a consistent subordination of the lower to the higher organs. Life went on in the shadow of the Victor's absolute monopoly while the political system which emerged from that life searched for new supports.

The process of pressing back the peasantry to the margins of socio-political system became irreversible. Compulsory land-purchases and compulsory collectivization (after the example of the Soviet «kolkhoz») broke the links between the peasantry and the main bearers of socio-political life in the country. The process was lasting and inevitable. The results is well known. Of 1,046,000 members of the League of Communists in 1966 7.8% (77,000) were peasants, but although today the peasantry still comprises 50,2% of the population, they comprise only 2% of the party membership. Every second Yugoslav is a peasant – 54% of the population of Belgrade and 61% of that of Zagreb were born in villages – yet today Yugoslavia has to import foodstuffs (wheat, for example) in order to feed herself. Finally, and perhaps fortuitously, a single peasant has found a place on the benches of the Federal Assembly.

We are still too far from the day when agriculture will become a branch of industry. Self-management is even physically (by several tions of government, and the local communities are still in their for-Pope in Rome. The Commune is too distant and too sunk in the functions of government, and the local communities are still in their formative stage. Compulsory contributions are the closest the peasant ever approaches Self-management; tax-demands, military call-up and the local law-courts represent the nearest that he ever comes to the government for a public service. And no wonder nobody wants to be a peasant today. To call someone a peasant is to insult him. If this represented a protest against »the idiocy of peasant life« it would be very significant. But half of our population is still subject to that

»idiocy«, and 80% still live on the minimum borderlines of existence. Frequently even massive migration to the towns fails to free these people from the misery and poverty of village life. It is estimated that the agricultural over-population of this country is still at the level of 1,300,000, and some 1,400,000 worker-peasants vividly express our population's dilemma between village and town. That section of our population has still not achieved the idiocy of city life (an idiocy of which our intellectuals frequently complain), expressed in the ideals of the massive consumer society. The »futility«, the »pointlessness« of city life constitute for the majority of our people an unattainable dream. The advertisements for expensive cars of for holidays in Palma de Majorca sound to the immigrant into the town – in which, in 99% cases, he continues his miserable existence – like the famous words of Marie Antoinette: »Let them eat cake?«

The peasantry, then, ceased to be that category of the population which comprised the social mainstay of the Party apparatus that was constructing the new social system. The town populations became that mainstay. Without doubt this was a natural process, although it is unnatural that half the population should live on the margins of the socio-political and economic system. Did the workers become that social mainstay? Did the working class become the basic social force for economic life? In a process of permanent revolution that would be entirely logical.

Has that logic of revolution triumphed in the practice of Yugoslav society as well? At first glance it might seem that it has. Between 1950 and 1952 workers' *Self-management* was introduced into the socio-economic and political system. Factories to the workers! All power to the Workers' Councils! It looked as though the old ideal of the Communist movement had begun to be realized in practice.

Here I would like to draw attention to the word »introduced«, which seems adequate. The Yugoslav system at the time of the »introduction« of *Self-management* already had two firmly-organized, firmly-built supports: the bureaucratic power structure and the forces of repression best personified by the political police.

For both a decisive moment was the rejection of the Informbureau Resolution. That courageous and dignified act signified the decisive rejection of Stalin's domination over our society. But it was not possible to stop there. With the rejection of the foreign domination it became necessary also to reject the Stalinist model of the state, of economic development, and of intellectual life. It was necessary to find our own model of Socialist system, different from the Soviet. Thus *Self-management* manifested itself above all as a political act which should signify a *national* road towards Socialism.

It is necessary to emphasize that a powerful polarization within the Party characterized the resistance to the Informbureau Resolution. Party members had for too long been educated to trust Stalin. In the war they had died with His name on their lips. He was a symbol of Socialism for them. Thus some of them could not reconcile themselves to the fact that Stalin was, after all, wrong. They could not accept the fact that a world in which they had been brought up, and which

they had helped to construct, should, all at once, overnight, be demolished. The graves of those Marxist intellectuals who could have helped the Party in a democratic way to resolve the dilemmas and conflicts had long since been overgrown with grass. Realizing that the stakes were too high and the risks too great, the Party apparatus, which had been built on the monopolist principle, had to »free« itself of those members in a very short space of time, using all the political police. Although that action brought about an exceptionally significant historical result – for the country's independence was preserved – it had also some negative consequences which had a lasting influence on the development of Yugoslav society. Thus the social power which was at that time strengthened by the political police can be felt very strongly even today. The Party, in those times of historical necessity, assumed the shape – what irony for Gramsci's conception of »collective intellectual« – of a »collective policeman«. This would be repeated in some later moments of Yugoslav social development. It is necessary to stress here, especially with regard to these later moments in our development, that from the first day the most faithful, the most devoted, the most promising and the most obedient of Party personnel were selected for the ranks of the political police. From the first day the connection between the personnel section of the Party apparatus and the political police was exceptionally strong, if in fact it is possible to speak of a connection and not rather of an identification, considering the number of Party personnel who were in one way or another connected with the political police. Thus the bureaucratic mentality united with the police mentality.

What in fact did the orientation of Yugoslav society towards Self-management mean? Theoretically it meant the beginning of a process abolishing hired labor, freeing the workers as human beings from hired relationships and from any form of authority exercised over their work or the products of their work.

However, the fact that Self-management began as a political process illustrates the domination of political centers of power in the society which initiated that process. From the sphere of politics Self-management could advance only in two directions: into the sphere of ideology or into economics. And indeed it did move in these directions. Self-management, in its political form, crossed the thresholds of factories, businesses, educational, health and similar social establishments. In factories it spread through the management and economic units. On the other hand even the organs of government were named so as to indicate the development of society in the direction of Self-management. Thus the government became the Executive Council, the Ministries became Secretariats, and even the Communist Party changed itself into the League of Communists. But in fact these changes are a clear proof that Self-management had been even further transformed into an ideology.

What part did the workers play in the development of Self-management? To answer this question is at least partially and indirectly to give an answer also the question whether the working class had become the basic initiator of social development, the mainstay of the

social system, and that category of society which had the greatest influence upon the overall social processes in Yugoslav society. According to the 1961 census, 2,464,000 or 30% of the active population were workers, while in 1967 the figure was 2,512,000 or 31%. Only the peasantry represented a numerically larger social groupation. Thus the working class according to its numbers *could* have represented the basic motive power in social development. But what in fact happened? Workers' Self-management was imprisoned within the walls of factories, businesses and institutions and within those frameworks it was divided into working sections and economic units and in that manner hyperinstitutionalised, which turned the real influence of the institutions themselves into a formal one. The organs of Self-management were in fact weighed down by the techno-bureaucratic structure, which did not look for the mainstay of its influence, and thence of its power, among the workers whose interests it served, but through its connections with the structures of political power outside the enterprises. This shows up especially when the techno-bureaucratic structure of an enterprise looks for excuses for its failures or behaves arbitrarily towards workers. When, for example, the organization of work is bad or a production programme does not succeed, that structure will blame Self-management (the decisions of the organs of Self-management); conversely for the results of faulty workmanship the worker is responsible and no one would think of blaming the Workers' Council. For we must not forget the fact that one fifth of those employed in this country (about 700,000 people) occupy posts for which they are not qualified. Among them are obviously a large number of workers who are not sufficiently qualified for the posts they occupy, but the incompetence of the bureaucratic structure has become almost proverbial. And bureaucratic structure often hides behind the decisions of the organs of Self-management.

The development and stagnation of Self-management was not paralleled by a widening of the influence of the working class on the overall plane. If we bear in mind that the Party structures have a political monopoly in society, then workers' membership of the League of Communists can be used as a relatively reliable indicator for this assertion. Only 13.4% of workers are members of the League of Communists, while of government administration that percentage is as high as 80.2. The number of workers accepted into the League of Communists was on the increase until 1959 when it stood at 43%, falling thereafter until in 1966 it was 30.1% of newly recruited members. On the other hand the expulsion of workers from the League of Communists has grown, rising from 24.5% in 1951 to 57.1% in 1965. Finally, workers are the most numerous group which of its own free will resigns from the League of Communists. In Croatia alone during 1969 and 1970, of 20,500 members to leave the League of Communists, 9,922 or 48.3% were workers. In the course of two decades (1946-1966) the number of workers in the League of Communists increased five times, the number of white-collar workers fifteen times, while membership as a whole increased four times. Workers constitute a proportionately small part of local, nothing of central, committees.

Amongst the 140 delegates in the Council of Nationalities of the Federal Assembly there is not a single worker, while in the entire Assembly there are only four workers, and they are in the Economic Council. Amongst the 2,400 delegates to the Congress of Self-managers in Sarajevo there were only 80 workers. It follows clearly from all this that the representation of workers in the centers of social power is weak or non-existent; the workers' structures have no social power.

It is clear, on the other hand, that the numerical representation of workers in various centers of social power need not indicate the *extent* to which those centers truly represent the workers' interests. Certain data concerning the life of workers are more meaningful in that respect. If we consider that the average income per-head of the population has risen in Yugoslavia to almost 600 dollars annually, then there is absolutely no doubt that, from this point of view, the standard of life of Yugoslav workers has notably improved in relation to any previous period during the development of our society. However, a more exact analysis would give a significantly different picture. The life of a worker depends not only upon his work, but also on the branch of industry to which his factory belongs, the commune in which he lives and on the means of subsistence which on various bases are provided from the factory's income: it is not at all the same thing to work in the textile or mining industries on the one hand or in the petrol and aircraft industries on the other in the center of Ljubljana, or in Kalesija, Prozor or Cazin. According to a Tanjug report of August 1969, in the south of Serbia 20% of the workers' organizations received a minimum personal income of 35,000 old dinars per person employed, 20% between 45 and 50,000 old dinars, 50% between 60 and 70,000 old dinars, while only 10% of them had an average income of between 80 and 90,000 old dinars. If we leave out of consideration certain extreme and isolated earnings in the entertainment professions and take into account that, while a director earns 600,000 old dinars a month (already not a rare occurrence), a worker, for instance a miner, earns 60,000, then it can very simply be calculated that the director in the course of his four-year mandate earns as much as the worker in the course of his entire 40-year working life. A worker's chances of getting a flat are as a rule small, and a worker's child, regardless of talent, has nine times fewer chances to become a specialist or a manager. Naturally, the other side of the coin presents a still more drastic picture: the likelihood is twenty times smaller that the child of a specialist or a manager will become a worker. The number of unemployed workers as evidenced by official statistics fluctuated at about 300,000 in recent years, while the number employed abroad neared the figure of one million. Finally, while the Yugoslav population's nourishment improved qualitatively from the Liberation until 1961, from 1961 until today that quality has stagnated.

Hence, however, much one may speak of Workers' Self-management, the workers' influence hardly extends outside the bounds of the factory. It seems that one of our writers was correct when he said that the Yugoslav working class found itself today in a reservation. He writes: »Workers' Self-management as the established structure

for workers« action that we know today is nothing more than a reservation in which the workers like a by-gone class live under the illusion that, in managing themselves as a section of society, they are controlling the destiny of society as a whole. Present-day Self-management is not management of *the entire society* by the working class but merely Self-management of workers amongst themselves.«*

The workers react in various ways in this situation. An increasingly frequent reaction is the strike, as a traditional means of defending the workers' interest. From 1958 to mid-1969 - 1,732 strikes were registered, which is in any case an indication that the workers could not always settle those problems which affected their interests within the institution of the Self-management system. Until now those have been for them problems concerning tariffs or problems of a narrow status character within the bounds of the factory, so that their demands have not in fact had a bearing upon the wider social context. But outside a very limited social framework and context strikes constitute the most significant evidence of social conflicts which clearly indicate that Yugoslav society is fundamentally a *class* society and that the working class is in search of roads leading to a full consciousness of itself.

What basic mechanisms led to such a situation? To demonstrate that the interests of the working class have not become the basic interests of the social system, but rather that those basic interests are in fact those of the bureaucratic structure, means in fact to speak of existing phenomena rather than of the elements which brought them about. The mechanisms of domination and manipulation by means of which the domination over the working class (in the name of the working class) maintains itself are numerous. If we leave to one side institutionalized mechanisms, it can be said that the domination of political centers of power projects itself in the absolute ideological and political monopoly of the Party apparatus, and that it maintains itself with the aid of a number of basic mechanisms of manipulation. Two of these will be mentioned here.

The first is based on the Stalinist conceptions of working people, of non-antagonistic contradictions in Socialism and of a society without conflicts. These ideas are at the basis of our thesis concerning the working man, or working people, or the nation of workers. Actual social contradictions conceal themselves more or less successfully under the basis that we are all working people. Groups with differing interests may eventually emerge, it may be possible to speak even of pressure groups, but we are all basically in a similar social situation, as working people we are all of a similar social status. Certain working people, it is true, have villas in the country, while others subsist in subhuman conditions and follow the plough, but what is important is that we are all working people. Certain working people can spend summer holidays in Switzerland, and send their children to be educated in English colleges, while others must exploit their children economically in order to maintain their households, and the notion of summer holidays, for such people, does not exist in any form- but we

* Milan Mirić, 'Reservations', p. 54. Razlog, Zagreb, 1970.

are all working people. One working man can have a salary twenty times greater than another's but what matters is that both are working people. This thesis about working people is a mystification of the class and repressive role of the State, for it creates the illusion that we all have an equal chance to participate in and share common tasks. Thus we have a State which pretends not to wield State-power, because allegedly it surrenders its functions to the mechanisms of Self-management agreements. Those responsible for this mechanism of manipulation which obscures the true role of the State include not only the centers of political power but also numerous Yugoslav intellectuals who in their public activities help to broadcast this obscurantist thesis.

The second mechanism of mystification projects itself in the attempt to reinstate the idea of ethnic unity as the basic rallying point for all classes of a single nation and in that manner to make extremely diverse class interests seem fundamentally the same. If, for example, a Serb exploits a Serb, the fact of exploitation is not important; they are *equal* because they belong to the *same*-nation. One's national identity becomes more significant than one's class identity. If, for example, both the Croatian and the Serbian bourgeoisie exploit the Croatian working class, that is a national problem which will be solved as soon as the *Croatian bourgeoisie alone* exploits the *Croatian* working class. The struggle against *every* exploitation become insignificant beside the problem of rallying the nation with the object of uniting on the national level the interests of workers, of the techno-bureaucratic structure, of the political apparatus and of the financial oligarchy. In this way – and this is one of the fundamental objectives of this type of mystification – the techno-bureaucratic structure, the political apparatus and the financial oligarchy are offered an excellent chance of *preserving their* class interests behind the smokescreen of national unity. Instead of solving genuine social problems arising from the development of society, those structures offer national myths and symbols, national institutions and linguistic variations as the *irrational* basis of the system, that is of social activity within the framework of the system. Mere personal freedom becomes inessential beside national equality, which usually means the equality of national centers of social power.

The expansion of this form of manipulation resulted in a close cooperation between the national bureaucracies in the republics, which previously had most frequently a sectarian attitude towards the national question and those middle strata, not yet sufficiently strongly constituted, to whom nationalism in this various manifestations, including even clerical nationalism, was the true banner. In that bloc a particularly dark role was played by isolated groups of nationalistic-ally orientated intellectuals. Those groups nowhere gave clearer expression of their membership of middle class strata or of their employment by the social elite than in the expansion of this mystification.

Naturally, no one can assert that the political solution of the national problem arrived at during the creation of the new Yugoslavia was a definitive one. That solution was merely a presupposition for the creation of genuine personal freedom, of national equality and de-

mocracy, and for the creation of centers of gravity upon the abolition of hired labor. But it was not the class interests of the workers which obscured that pre-supposition, but rather the struggle of the bureaucratic power center structures for their own position, as is best evidenced by their readiness to link up with authentic nationalists.

The protagonists of this type of manipulation forget that it is not sufficient to be a member of one nation and also a fighter for Self-managing Socialism. They forget that the working class can be and is exploited within the framework of its own nation – as though they had never heard that the workers' homeland is there where there is human freedom. They likewise forget that *merely* to have national freedom does not signify the possession of personal freedom, but that it can signify a freedom to be nationalistic. It is as though they had never heard the summons: »Proletarians of all countries, unite!« Lastly, and most appalling of all, they forget that national intolerance on this soil has always been a basis on which foreign powers have pursued their selfish ends, making use of *our* conflicts.

From the foregoing it seems to follow clearly enough that the peasantry and the working class constitute an object of social domination and are subject to constant ideological, political, economic and cultural manipulation. There remains the question of who occupies the dominant position of power and who carries out the manipulation. When it is said that the political apparatus possesses an absolute monopoly and a dominant social position, this question is partly answered. Closer consideration would lead to the conclusion that that *uniform* structure contains four sub-groups: the techno-bureaucratic structure in the economy and state administration, the political apparatus of the power centers, the financial oligarchy and the propaganda apparatus. These four sub-groups also at the same time comprise the fundamental nucleus of a social elite with which numerous intellectuals and managers also associate themselves. That »power elite« does not base itself upon the working class but on the petit-bourgeois middle classes. These strata consist of the intelligentsia, routine clerks, members of every type of apparatus of coercion and order, and partly of members of the independent professions.

That, existentially viewed, »care-free« category comprises the basic mass of League of Communist membership. In 1946 clerks comprised 10.3% of League of Communist members, but 39.1% in 1966. In 1958 they comprised 18.9% of newly recruited members, but 29.3% in 1965, while the number of clerks expelled during the same period stagnated. 60% of people in managerial positions, 50% of all in regularly employed intellectual professions, and 40% of routine clerks are members of the League of Communists, while the percentage of these groups in the active population is 12.4%. Of 140 members of the Council of Nationalities in the Federal Assembly, 106 are directors and professional functionaries. Employees in the health and social services and in education have their own special Assembly Councils, while the Council of Producers has been abolished!

From these facts alone it emerges that there exists a close connection between the political apparatus which has a monopoly in social decision-making and the middle strata which have become the primary mainstay of that monopoly as well as an ally in that domination.

Two things should be emphasized here. On the one hand the political apparatus is not prepared to surrender its monopoly of social power. The practical results of the Fourth (Brioni) Plenum clearly bear witness to this. That was a genuine opportunity for Yugoslav society to resist the police mentality and, which is more important, to abolish the social power of the political police. The shock engendered by eavesdroppers, tape-recordings, investigations and dossiers was devastating. But to abolish that power meant to strike a blow at an entire section of the structure of the political apparatus – an organized sector of cadres which comprise the nucleus of the domination. The truth is that some people were politically condemned, the political police structure was altered in some degree, but everything was done in order to preserve the monopoly of the political apparatus as a whole. In the meantime various of the means which had caused the shock were legalized. Yugoslavia began to obtain and produce intercepting devices. The argument about the political police turned into an argument about unitarism, and even here there was plenty of empty talk. Unitarism is a real social danger, for a unitarist can belong to *any one nation* amongst us: his aim being to make Yugoslavia a happy hunting ground for the selfishly comprehended aspirations of his *particular* nation. But an even greater danger to democracy is the unlimited power over society of the political police, whether or not it be nationalistic.

On the other hand the middle strata, characterized by a parvenu mentality and by the psychology of easy and quick success, accept every measure and every political situation under the condition that they are offered thereby a chance to enjoy the benefits of a consumer society. They also accept the ideals of the Self-managing society – especially if they are ideals and not practice – under the condition that they preserve their own security and position. They are the supporters of the consumer society's ideals, as opposed to the ideals of the revolution. It is the clash between these two systems of ideals which characterises present-day Yugoslav society.

Yugoslav society, when all is considered, has a class structure. While it is possible to speak of strata (in order to escape from the term 'class'), or of quasi-classes or counter-classes, it seems better to accept in a limited way Marx's traditional division to describe this new type of bourgeoisie, the working class, and the peasantry. Each of these three basic classes in our society is divided into strata, and the bourgeoisie has, as yet, not even fully constituted itself as a class. It has not yet sufficiently confirmed itself as a class. Its social power is based on political power, as distinct from the classical bourgeoisie whose power is based on economic power. It translates its power from the political sphere to all other spheres of life, which confers upon our

society the character of a particular (new) type of middle class society. It is indispensable that the peculiarities of this type of society should be separately examined.

Finally, the answer to the question where does Yugoslav society now find itself could be formulated in the following manner. It is situated between revolution and stabilization and in a profound political, economic and spiritual crisis. The shadow of crisis has fallen upon this society, threatening to keep it on the borderline between underdevelopment and petit-bourgeois provincial poverty. According to some estimates, 70% of the working and peasant population receive an income below the average and merely »make ends meet«, while 20% can scarcely maintain themselves on the minimal margins of existence. The depth of the crisis is corroborated by the fact that we have the highest rate of inflation in Europe, a 16% yearly average. It is an interesting fact, from the economic point of view, that high rates of inflation are usually followed by high rates of economic growth, but in our society high rates of inflation have been accompanied by a tendency for the economy to stagnate.

To conclude: either the working class will consistently realize the Communist idea by capturing social power and occupying a dominant position in decision making on an over-all social scale, abolishing every kind of authority over its labour, and marrying Self-management to an integral system, or Yugoslav society will stabilize itself as a middle-class society and tear itself apart by crises and corruption, so that its existence at all as an organized society will become a matter for wonder. I am for the first alternative, and I want to believe that it will triumph.

PHÄNOMENOLOGIE DES IDEOLOGISCH-POLITISCHEN AUFTRETENS DER JUGOSLAWISCHEN MITTELKLASSE

Milan Kangrga

Zagreb

»Die Kommunisten unterscheiden sich von den übrigen proletarischen Parteien nur dadurch, daß einerseits sie in den verschiedenen nationalen Kämpfen der Proletarier die gemeinsamen, von der Nationalität unabhängigen Interessen des gesamten Proletariats hervorheben und zur Geltung bringen, andererseits dadurch, daß sie in den verschiedenen Entwicklungsstufen, welche der Kampf zwischen Proletariat und Bourgeoisie durchläuft, stets das Interesse der Gesamtbewegung vertreten«.

K. Marx – F. Engels, Manifest der kommunistischen Partei

In diesem Artikel ist die Rede von unserer, *der jugoslawischen Mittelklasse* (oder, wenn wir wollen: von den jugoslawischen Mittelklassen, was historisch gesehen wesentlich dasselbe ist), wie auch von den politischen und sozialen Momenten, die sie mit sich bringt und in das gesamte Leben dieser Gemeinschaft trägt. Er soll ein Versuch sein, einige Grundphänomene unserer gesellschaftlichen Bewegung deutlich zu machen und als solcher ein Beitrag zu diesem Thema sein. Einige Phänomene unseres gesellschaftlichen Lebens drängen sich schon seit einer Reihe von Jahren so klar und deutlich auf, schieben sich mit einer Tendenz, sich herauskristallisieren in den Vordergrund, daß es fast unmöglich ist, an ihnen vorbeizugehen, als beständen sie nicht.

Außerdem ist es eine unserer Thesen, so gutwillig (und nach Möglichkeit in der Analyse je objektiver) zu sein, wenn die grundlegenden politischen, ökonomischen und sozialen Kräfte einer Gesellschaft – und hier handelt es sich natürlich um die jugoslawische Gesellschaft – zäh und dauernd, auf jede mögliche Art und Weise, mit allen zur Verfügung stehenden Mitteln darum kämpfen und es versuchen, sich die ideologische Last (den Ballast) der eigenen Vergangenheit vom Hals zu schaffen, dann also zu helfen. Dafür gibt es, wie man sehen wird, genügend Gründe. Einer der bestimmendsten Gründe, der den

Autor dieses Artikels zu tiefst anregt, ist der folgende: man kann nicht in der ideenhaft-theoretischen Unbestimmtheit oder Zerstreutheit im Bezug auf einige wesentliche Fragen der gesellschaftlichen Bewegung verharren, in einem Moment, da diese Unbestimmtheit an Unverantwortlichkeit grenzt (oder an ein Abschieben aller Verantwortung für das, was geschieht), da das mögliche ideehafte Vakuum – und dies ist schon eine bekannte historische Tatsache – für jede, und deshalb auch für unsere gesellschaftliche Gemeinschaft vernichtend ist. Daher stammt auch die grundlegende Anregung zum Schreiben dieser Zeilen. Denn einige Dinge konnten bisher nicht artikuliert werden, so daß sie in ihrer, wenn auch nicht wesentlichen, so doch anderen oder unterschiedlichen Beleuchtung erkannt werden. Wir wollen dies wenigstens versuchen, haben keine andere Absicht.

Es besteht dennoch eine Absicht: diese unsere Betrachtung soll sich auf der Basis einiger Erkenntnisse und Standpunkte von *Marx* befinden, da wir nicht der Ansicht sind, daß diese veraltet sind.

Wir haben gleich zu Beginn gesagt, daß hier die Rede von der Mittelklasse unserer Gesellschaft ist, die auf die Bühne tritt und sich immer mehr als grundlegende Kraft des gesellschaftlichen Ereignisses bei uns aufdrängt. Die Mittelklasse, oder um in der Terminologie von *Marx* zu bleiben: die bürgerliche Klasse ist eine bekannte historische Kategorie unserer Zeit. Sie wurde zur dominierenden Kraft und ihre Ideologie zur führenden Ideologie der zeitgenössischen Gesellschaft und der Welt im ganzen. Deshalb beziehen sich ihre wesentlichen Bestimmungen und Charakteristika, auch auf unsere Mittelklasse im Aufstieg, obwohl auch hier einige, vielleicht wesentliche Besonderheiten bestehen. Sie liegen nicht darin, daß sie sich erst bildet und konsolidiert und auf diesem Weg »ihre wahre Seele« sucht. Dieses Stadium ihrer Formung ist aus der Geschichte schon genügend bekannt. Ihre Besonderheit liegt in etwas anderem. Nun, ohne Rücksicht darauf, im *Allgemeinen* betrachtet, ist die besagte »Hilfe« zum Verständnis der eigenen Situation und des Strebens dieser Klasse deshalb notwendig, da sie durch ihre Natur, ihre historische Rolle und Lage, also philosophisch gesprochen, durch ihr Sein notwendig sich selbst und den anderen die eigenen wesentlichen Interessen und Beziehungen mystifiziert, sie in eine bestimmte ideologische Bemäntelung steckt, sie anders darstellt, als sie wirklich sind. Dies kommt von der Widersprüchlichkeit ihrer Natur. Da ihre eigene geschichtliche Position wesentlich unwahr ist (worüber es schon genug Literatur gibt, aber die Praxis ist noch eindrücklicher), kann sie, wenn sie sich selbst treu sein will, nicht danach streben, die Wahrheit zu entdecken, weder die Wahrheit der eigenen, noch der fremden Position. Dies ist ihre »allgemeine Bestimmung«.

Was nun die jugoslawische Mittel-(bürgerliche)klasse im *besonderen* angeht, in ihrem eigentlichen Aufstieg (nach dem zweiten Weltkrieg), so hatte sie neben allem anderen das »Pech« (und darin liegt die angeführte *Besonderheit*, obwohl sie darin weder die einzige, noch einsam ist), daß sie durch historische Bedingungen dazu veranlaßt, völlig paradoxal und bis zuletzt widersprüchlich, mit einer ihr wesentlich gegensätzlichen, ja sogar feindlichen Ideologie, nämlich der

Ideologie des marxistischen Sozialismus (im ersten Moment auch Stalinismus) starten mußte. Dieses gegensätzliche, widersprüchliche, ihr von der Geschichte zugestellte Schicksal wollte sie zwar auf jede erdenkliche Weise umgehen – dies von Anfang an – was ihr auch wenn nur stufenweise mit Hilfe der Hegel'schen »List der Vernunft« auch gelang: durch die theoretische und praktische Kompromittierung des marxistischen Sozialismus in seiner Basis, dies durch die Infiltrierung des bürgerlichen Elements in ihn. In dieser zweifachen historischen Rolle aber: einerseits das zu sein, und nicht zu sein, was sie wirklich ist, also die Mittel-(wesentlich bürgerliche)klasse, geriet sie in die Situation, in der sie, wirklich nicht zu beneiden ist (in diesem Sinne sogar unschuldigerweise, da sie ihre eigene bürgerliche Revolution durchführen will), daß sie heute sogar wegen *Konterrevolution* unter Anklage gestellt wird. Eine der nebensächlichen Aufgaben dieses Artikels besteht darin, sie vor dieser gotteslästerlichen Anklage zu verteidigen, die mit ihr keinerlei Verbindung hat. Denn, wenn wir vom Standpunkt der Mittelklasse ausgehen, so ist auch keine Konterrevolution am Werk. Den Sinn dieses Standpunktes werden wir aus der weiteren Betrachtung entnehmen.

Wenn von der Konterrevolution die Rede ist, dann kann sich dies nur auf die auf sie bezogene Revolution beziehen. Die sozialistische ruft also nur eine sozialistische, die bürgerliche nur eine bürgerliche Konterrevolution hervor. Dies heißt: die Revolution ist das Kriterium der eigenen Konterrevolution (oder: Stagnation, Anfechtung, Behinderung, Abweichung, Rückkehr, des Mißerfolges, der Schwierigkeiten usw., dies in der eigenen wesentlichen Bewegungsrichtung), nicht aber umgekehrt. Die Konterrevolution trägt in sich und mit sich alle wesentlichen Merkmale der eigenen Quelle, also der Revolution selbst, und so kann sie überhaupt in Beziehung zur Revolution genannt werden. Nun stellt sich die Frage: Kann die *Durchführung der bürgerlichen Revolution* (wenn sie die Kraft hat, für eine Bewegung maßgeblich zu sein) auch Konterrevolution genannt werden?

Bevor eine Antwort auf diese Frage gefunden wird, ist es notwendig zu wissen, worum es geht. Denn die Sache selbst ist viel komplizierter und widersprüchlicher als die auf den ersten Blick erscheint. Die Rede ist nämlich von einer gesellschaftlichen Bewegung, die in sich selbst das eigene Prinzip enthält (ihr »Konzept« oder die »ideenhafte Grundlage«), ohne das diese Bewegung sich und den anderen völlig unverständlich erschiene. Es gibt keine Bewegung »aus dem Leeren in das Leere« im Sinn einer bloßen Ziellosigkeit! Sie ist auf diese oder jene Weise auf etwas gerichtet als eigene objektiv-geschichtliche Tendenz, und sie wird von den Kräften getragen, die daran *lebenswichtig interessiert* sind, und sie streben danach, dies früher oder später zu verwirklichen, wenn es ihnen gelingt. Einfacher gesagt: wenn die Mittelklasse zur dominierenden Kraft unserer Gesellschaft wird, dann realisiert sie die wesentlichen Voraussetzungen ihrer Revolution und setzt sie in die Tat um.

Gerade darüber wollen wir hier sprechen. Unsere Grundthese, von der wir ausgehen, auf der unsere Analyse beruht, wäre diese: Unsere Mittelklasse versucht das revolutionäre Ereignis von 1941 bis 1945

zur *eigenen* (bürgerlichen) Revolution zu machen. Dies auf diese Weise, daß sie versucht, die klar ausgedrückten *sozialistischen Elemente* dieses Geschehens, wie auch die Bewegung zum Sozialismus von innen zu zerstreuen und auf die eigene historische Grundlage zu reduzieren: die bürgerliche. Dabei versucht sie, sich unserer Gesellschaft im ganzen als dominierende Kraft aufzudrängen. Wie weit ihr das gelingt und wie weit ihr das gelingen wird, bleibt bisher eine offene Frage, mit der man sich klar und offen auseinandersetzen muß, denn dies ist die grundlegende Aufgabe, vor der sich die fortschrittlichen Kräfte dieser Gesellschaft sehen. Uns interessiert hier vor allem die Phänomenologie der nachrevolutionären Konstituierung unserer Mittelklasse und ihre widersprüchliche Lage innerhalb dieser gesellschaftlichen Ereignisse heute.

Für den Beginn dieser Betrachtung ist es nützlich, sich (um das so zu nennen) einen methodologisch instruktiven Moment in Erinnerung zu rufen: Die Kommunistische Partei Jugoslawiens stellt bei ihrem ersten programmäßigen Konstituieren (Kongreß von Vukovar 1920) zur Zeit der revolutionären Bewegungen in Europa und auf unserem Boden den klar formulierten Standpunkt in das Programm, nach dem, wenn das Proletariat die Macht ergriffen hat, Parlamentarismus unmöglich ist.¹ Wenn wir nun die bestehende Struktur der politischen Macht und ihr System bei uns im Auge haben, kann man die Frage stellen: ist nun dieser Standpunkt als solcher falsch oder ist er veraltet (und blieb so die Sünde der eigenen »romantischen« Vergangenheit und »Unreife« der Bewegung), oder das Proletariat hat die Macht noch nicht ergriffen, oder es hat sich etwas Drittes ereignet. Ohne Rücksicht darauf, was nun genau zutrifft, müßte die kommunistische Bewegung auf der heutigen Entwicklungsstufe, auch wegen der Klarheit der eigenen Perspektive der weiteren Bewegung diesem Standpunkt in dieser oder jener Weise Rechnung tragen: ihn entweder abwerfen oder ihn revidieren, ihn aufnehmen, ihn in die Tat umsetzen, da dieses programmatische Prinzip zu tiefst in das Begreifen des Charakters des zeitgenössischen Sozialismus selbst dringt, wie bei uns, so auch in der Weltbewegung und dem gesellschaftlichen Prozeß. Sonst bleibt der Sozialismus sowohl in der Theorie, als auch in der Praxis ohne eine seiner *wesentlichen Dimensionen*, die, um Unklarheit zu schaffen, an die Peripherie der Bewegung gestellt wurde.

Gerade deshalb bleibt immer noch die Frage offen, die sich von selbst stellt, die zum Verständnis dieses unseres jugoslawischen Weges in den Sozialismus unumgänglich ist; die ist: *die Frage der Beziehung der durchgeführten Revolution zur eigenen Situierung und Verwirklichung*. Hier liegt nämlich die Wurzel der Sache selbst. Marx hat gerade auf diese Weise eine ausgezeichnete und tiefe Analyse der bürgerlichen Revolution gegeben, indem er dabei ihre wesentlichen Voraussetzungen hervorhob, so auch ihre politischen, sozialen

¹ Dieser Standpunkt lautet in seiner Gänze: »Die KP Jugoslawiens ist ein Gegner des Parlamentarismus als Mittel der Klassenherrschaft. Nach der Erlangung der politischen Macht seitens des Proletariats ist der Parlamentarismus »unmöglich«.

und ökonomischen Konsequenzen und Tragweiten.² Diesen Weg versuchen wir auch bei der Beleuchtung unseres aktuellen gesellschaftlichen Moments und der Bewegung heute zu gehen.

Die Nationalbourgeoisien des alten Jugoslawien (die noch in keinem Fall fest auf den eigenen Füßen standen, sie verhielten sich fast halbkolonial) führen das Land zum Zerfall, der Besatzer, mit dem sie schon vorher paktiert hatten, nimmt das Land ein und unterdrückt es, teilt es unter sich und seinen (inneren wie äußeren) Verbündeten auf, die korrupte bürgerliche Klasse hat weder den Willen noch die Absicht, noch die Kraft, auch nicht das Interesse, sich ihm zu widersetzen, die Völker gegen den Okkupator in den Kampf zu führen, da sie sich außerdem auch noch sehr stark kompromittiert hat. Die einzige ideenhafte und moralische Kraft, die dies in dem Moment (1941) durchführen kann, ist die Kommunistische Partei Jugoslawiens, die den Volksbefreiungskampf organisiert und führt, der in seinem Verlauf zur allgemeinen Revolution wird.

Es wurde die politische und zugleich auch eine gewisse soziale Wendung durchgeführt (1945), die Macht wurde erreicht, die politische Revolution hat gesiegt, womit der *Weg offen* war für eine neue sozialistische Gesellschaftsordnung, sowohl mit Rücksicht auf die gesellschaftliche Richtung der Revolution, als auch auf das ideenhafte Konzept, durch das sie getragen wurde und die führende Kraft, nämlich – die Kommunistische Partei. Von Anfang an aber sind seit dem Akt der Machtergreifung und Konsolidierung notwendig auch die wesentlichen Elemente der bürgerlichen Revolution am Werk, so lange die politische Macht als solche das vorherrschende Moment eben dieser Revolution bleibt. Dies war nicht nur für Marx und Lenin das brennende Problem der sozialistischen Revolution (in dem sich die grundlegende Gefahr für diese Revolution birgt), sondern auch der Index ihrer Verwirklichung: wenn nämlich nicht in einem Zug gesichert wird, daß sich das Politische mit dem Sozialen berührt, wenn der politische Umsturz und die Machtergreifung seitens des Proletariats nicht zugleich der Umsturz der wesentlichen Spannungsbogen, in diese Unentschlossenheit des sozialistischen praktischen Tuns zwischen dem Politischen und dem Sozialen schneller oder langsamer aber notwendig jene Kräfte, die nach ihrem eigenen ökonomischen und sozialen Status (oder der historischen Tendenz) keinesfalls an einem sozialistischen Prozeß interessiert sein können. *Vor diesem immer noch nicht gelösten Problem steht auch heute die jugoslawische Revolution.* Diese Ungelöstheit des Problems will heute unsere angewachsene Mittelklasse ausnützen.

Die bürokratische politische Struktur und das etatisierte wirtschaftliche System einerseits, der Wachstumsboom der Mittelklasse andererseits, und damit in Verbindung eine ganz und gar nicht beneidenswerte Lage der Arbeiterklasse schließen diesen politischen sozialen und ökonomischen Teufelskreis, aus dem man einen Ausweg sucht. Die Schwierigkeiten sind natürlich nicht gering. Auch das Selbstver-

² Siehe darüber genauer in unserem Buch »Sinn des Geschichtlichen« (Smisao povijesnoga) Razlog, Zagreb 1970, besonders »Die politische und soziale Revolution«, S. 91–115.

waltungsprinzip erhält in diesem Zusammenhang eine überwiegend politische Dimension, denn seine Quelle und die erste Anregung waren primär parteipolitisch, und sie konnten noch nicht sozial-ökonomisch sein. Deshalb trägt es auch in sich die gefährlichen Tendenzen zur Ausgeburt in sich (sogar die Tendenz zum Umschwung ins Gegenteil, denn die Mittlere Klasse hat es als ihr Prinzip »aufgenommen« und »praktiziert« es, natürlich auf ihre Weise und in ihrem Interesse, womit es faktisch entwertet wird). Aber auch die erste ursprüngliche Formulierung des Selbstverwaltungsprinzips (obwohl sie sich an den Leitspruch von Marx hielt) war nur unvollkommen, womit sie zum guten Teil sowohl ihren geschichtlichen als auch den empirisch-praktischen echten Sinn verlor, die Durchschlagskraft und Wirkung: man begann damit und blieb dabei hängen »die Fabriken den Arbeitern« (was Raum für verschiedene Bedeutungen und Deutungen läßt, wie etwa: und die politische und ökonomische Macht für die Bürokratie und die Technokratie, und damit auch die Mittlere Klasse), ohne je den Leitspruch zu prägen oder gar durchzuführen: »Alle Macht für die Arbeiterklasse« (den Arbeiterräten, ihrem möglichen höchsten Organ – dem Kongreß der Arbeiterräte), womit der Gedanke von Marx über die »Assoziation der unmittelbaren Produzenten« in die Tat umgesetzt würde, als *neues gesellschaftliches Grundverhältnis*. Deshalb wurde das grundlegende sozial-ökonomische Problem *in seiner Tiefe* nicht auf die Tagesordnung gesetzt (also das Klassenproblem, damit auch das sozialistische), und dies bedeutet eigentlich, daß wir uns vom politischen Prinzip immer noch nicht um diesen wesentlichen Schritt weitergewagt haben, trotz der unzweifelhaft erreichten Errungenschaften innerhalb der Selbstverwaltungssphäre (besonders innerhalb des Ausbildens eines Selbstverwaltungsbewußtseins). Und daraus entstehen alle grundlegenden Schwierigkeiten unseres gesellschaftlichen Moments.

Hier beginnt nun das »große Spiel« unserer Mittlere Klasse und ihr »historischer Seiltanz«. Zunächst nämlich trug diese feste Verankerung im politischen Moment der Revolution von Anfang an den Keim und auch den vorgezeichneten Weg in sich zu einer gesellschaftlichen Bewegung, die auf diese Weise nicht die Möglichkeit öffnete und die Chance bot, den Horizont der bürgerlichen Situierung der Revolution und aller aus ihr (als solcher) hervorgegangenen Resultate zu überschreiten. Zu anderen führt das hier notwendig, den eigenen immanenten Gesetzen folgend – und das ist heute schon klar herauskristallisiert – in die Richtung einer wesentlichen, dominierenden, in einigen Sphären sogar einzigen Tendenz des Prozesses der gesellschaftspolitischen, ökonomischen und kulturellen Entwicklung: ein Verhalten überwiegend auf dem Prinzip der durchgeführten bürgerlichen Revolution (also: auf dem Politischen) hat stufenweise in seinem Schoß die Kraft dieses etablierten gesellschaftlichen und politischen Systems geschaffen, also die Mittlere Klasse. Schon eine Reihe von Jahren können wir von Tag zu Tag vor unseren Augen diesen rascher werdenden Prozeß dieser Geburt, des Wachsens, des Erstarkens, Situierens, Etablierens, des Durchdringens und Konsolidierens der Mittlere Klasse auf allen Lebensgebieten beobachten, die schwindelerregend (in unserer

spezifischen und verlängerten »ursprünglichen Akkumulation des Kapitals«) ökonomisch stärker wird, sich bereichert, in die eigenen Hände die Führung der ganzen Gesellschaft übernimmt, in dieser Richtung alle die übrigen Elemente nach sich zieht, wie auch Gesellschaftsschichten, sie korrumpiert, ideologisch verwässert, sich so in alle Poren der Gesellschaft setzt, und politisch, ökonomisch, sozial, kulturell und philosophisch, also geistig und ideologisch immer mehr zur dominierenden Kraft unserer Gesellschaft wird.³ Deshalb ist es auch nicht verwunderlich, daß sie sich auch im Bund der Kommunisten selbst infiltriert und »gut placiert« hat (also in der kommunistischen Bewegung überhaupt), indem sie in ihm Ideen vertritt und durchführt, die Marx die Ideen des sogen. »Sozialismus der Bourgeoisie« nennt, was natürlich völlig im Einklang mit ihrer eigenen Natur steht (eine gründliche Analyse, die diesem Problem gewidmet wäre, könnte das deutlich zeigen, aber hier ist dies nicht möglich). Ihre Anhänger machen so die Diversion im Kern der Bewegung selbst. Damit bemüht sie sich, selbst den Bund der Kommunisten in ihre eigene Massenpartei zu verwandeln (was man seit einigen Jahren sowohl statistisch, als auch nach der zahlenmäßigen Zusammensetzung und dem sozialen Charakter der Mitgliedschaft beim Bund der Kommunisten leicht beweisen kann). Fast alle Massenmedien übernimmt sie stufenweise in ihre Hände – auf der Grundlage der »Selbstverwaltung« auf eigene Art aufgefaßt – mit einem Monopol,⁴ das sich kaum eine bürgerliche Partei sogar in den höchstentwickelten kapitalistischen Staaten des Westens, erträumen oder erdenken kann, wo – wie allen bekannt ist – die Vorherrschaft der bürgerlichen Klasse und ihrer Parteien unangefochten ist. Was dies bedeutet und was für eine Manipulationsgewalt und gut berechnete, dosierte Informationen sie damit in Händen hat, muß man nicht besonders beweisen, und diese Macht nützen die Mittelklasse und ihre Ideologen weidlich und alltäglich aus. Unser Zeitungswesen hat sich (natürlich nicht nur in unserer Republik Kroa-

³ Wenn wir schon darüber sprechen, dann ist zur Beleuchtung unserer allgemeinen Situation und ihrer Atmosphäre es belehrend, hier Marx anzuführen: »Das Kapital ist notwendig zugleich *Kapitalist* und der Gedanke von einigen Sozialisten, wir brauchten das Kapital, aber nicht die Kapitalisten, ist durchaus falsch. Im Begriff des Kapitals ist gesetzt, daß die objektiven Bedingungen der Arbeit – und diese sind ihr eigenes Produkt – ihr gegenüber *Persönlichkeit* annehmen, oder was dasselbe ist, daß sie als Eigentum einer dem Arbeiter fremden Persönlichkeit gesetzt ist. Im Begriff des Kapitals ist der Kapitalist enthalten... Das Kapital ist wesentlich *Kapitalist*... und danach Kapital ist oder nicht ist. Es ist offenbar so ein *Verhältnis* und kann nur ein Produktionsverhältnis sein.« – Karl Marx, *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie*, Rohentwurf 1857–1858, Dietz Verlag, Berlin 1953, S. 412–413.

⁴ In den Mai-Ereignissen 1968 an der Universität in Zagreb haben die Studenten z. B. das Haus *Ujesnik* »unseren Springer« genannt, worauf die *Vjesnik*-Leute scharf reagierten und skrupellos mit den linksorientierten Studenten abrechneten. sich aller möglichen Unwahrheiten bedienend, sogar Falsifikate, sie sahen aber nicht, daß ihnen die Studenten damit aber Komplimente machen! Denn Springer hatte damals kein solches Monopol in Händen wie es *Ujesnik* in der Sozialistischen Republik Kroatien hat, sondern »nur« 38% der gesamten westdeutschen Presse. Da aber dieser Anteil der Verfassung nach in Westdeutschland 25% nicht überschreiten darf, mußte Springer die überzähligen 13% seiner Aktien verkaufen. Dies des Vergleichs halber! Springer müßte zu uns übersiedeln, denn hier könnte er vorwärts kommen.

tien, sondern überall) schon so gut »eingeebt« in dieses Handwerk, daß es in keiner Weise der sogen. »Boulevardpresse« des Westens zurücksteht, sie manchmal sogar übertrifft, da es durch seine Monopol-lage so erstarkte, daß es jedes gegenteilige oder kritische Denken ausschaltet, und dies gestattet ihm ein Manipulieren mit der öffentlichen Meinung, so wie es will, ohne jedes Maß und Kriterium. Dies ist wieder der kürzeste Weg zu dem, was Lukács »Prostitution« nennt.⁵

Aber aus der widersprüchlichen Lage unserer Mittelklasse, deren ideologischer Kämpfer und Lautsprecher gerade das Zeitungswesen ist, ergibt sich eine doppelte »Prostitution«, verdoppelt durch ein wesentliches Moment: wenn nämlich die bürgerliche Presse des Westens und in der Welt im allgemeinen ganz normal und offen die Interessen der eigenen Klasse vertritt, so befindet sich unser Zeitungswesen wie ein Zwitter in der »nicht beneidenswerten« Lage, daß es sich offiziell auf die Interessen der Arbeiterklasse und des Sozialismus berufen muß, faktisch aber und oft auch perfide die Interessen der eigenen Mittelklasse verteidigen oder durchbringen soll, was in einer nackten Perversion resultiert und so könnten wir – wenn wir uns an die Bestimmung von Lukács halten – zum Unterschied von der bürgerlichen »gewöhnlichen Prostitution« unsere spezifische »perverse Zeitungsprostitution« bekommen (im Stil der bis zu Ende durchgeführten »sexuellen Revolution« auch auf diesem Gebiet!). U m aber nicht nur bei bloßen Behauptungen zu bleiben (die dann mancher als Phantasieprodukte bezeichnen wird), wollen wir eine der neuesten typisch zeitungsmäßigen Perversionen »großen Stils« anführen (unter den bisher fast zahllosen): In der Nummer vom 1. Mai(!) d. J. 1971 bringt *Ujesnik* unter dem Titel »Links, linker – und jenes dritte« auf eineinhalb Seiten (S. 11 und 12) Berichte seiner Auslandskorrespondenten, unter denen gleich unter der Überschrift in *Blockbuchstaben* MODE–MARX hervorsticht (es handelt sich um einen Bericht aus der Bundesrepublik Deutschland), und dies gibt der geschickten pervers-prostituierten Tendenz der Redaktion den Grundton, »unauffällig« der Leserschaft einzuhämmern (wie dies systematisch jeden Tag gemacht wird), alles in der durchsichtigen Absicht, Marx, den Marxismus und das »Linke« herabzusetzen! Denn Marx ist eine ganz gewöhnliche Mode, wißt Ihr liebe Leser, und die Linke und »Das Linke«-tja, man kann heute nicht mehr wissen, was rechts und was links ist, wie das auch die ganze Welt annimmt, und das sieht man deutlich aus den Berichten unserer Berichterstatter! Und so weiter in dem Sinn. Hier sind »große Meister der Hinterlist« am Werk und menschlich schon »verbrauchte« Konkurrenten!

⁵ Über die Verdinglichung in der kapitalistischen Gesellschaft sprechend meint Lukács: »Am grotesksten zeigt sich diese Struktur im Journalismus, wo gerade die Subjektivität selbst, das Wissen, das Temperament, die Ausdrucksfähigkeit zu einem abstrakten, sowohl von der Persönlichkeit des »Besitzers« wie von dem materiell-konkreten Wesen der behandelten Gegenstände unabhängigen und eigensetzlich in Gang gebrachten Mechanismus wird. Die »Gesinnungslosigkeit« der Journalisten, die Prostitution ihrer Erlebnisse und Überzeugungen ist nur als Gipfelpunkt der kapitalistischen Verdinglichung begreifbar«. – Georg Lukács, *Geschichte und Klassenbewußtsein*, Luchterhand Verl. Neuwied und Berlin 1970, S. 194.

Kehren wir aber zum Grundlegenden zurück. Wenn die Rede von unserer Mittelklasse ist, muß erwähnt werden, daß sie (wie dies historisch gewöhnlich ist), aus allen Gesellschaftsschichten kommt, die nicht besonders aufgezählt werden müssen. Um aber das ABC des Marxismus selbst nicht zu vergessen (der für einen Teil der jüngeren, besonders der Intellektuellen-Generation abstoßend, manchmal schon bei seiner Erwähnung geworden ist, da ihn Politiker und Ideologen der Bürokratie und der Mittelklasse, sich verbalideologisch auf ihn berufend systematisch in der Praxis und der Theorie völlig kompromittiert haben), ist es notwendig, hier eine Erklärung von Marx anzuführen:

»Die einzelnen Individuen bilden nur insofern eine Klasse, als sie einen gemeinsamen Kampf gegen eine andre Klasse zu führen haben; im übrigen stehen sie einander selbst in der Konkurrenz wieder feindlich gegenüber. Auf der andern Seite verselbstständigt sich die Klasse wieder gegen die Individuen, sodaß diese ihre Lebensbedingungen prädestiniert vorfinden, von der Klasse ihre Lebensstellung und damit ihre persönliche Entwicklung angewiesen bekommen, unter sie subsumiert werden. Dies ist dieselbe Erscheinung wie die Subsumtion der einzelnen Individuen unter die Teilung der Arbeit, und kann nur durch die Aufhebung des Privateigentums und der Arbeit selbst beseitigt werden.«⁶

Dieser »gemeinsame Kampf gegen eine andere Klasse« wurde von unsere Mittelklasse schon durch ihr eigenes Konstituieren gegen die Arbeiterklasse begonnen, und auf dieser Ebene vereinigen sich ihre »zerstreuten« und untereinander noch unbestimmt »konkurrenten« Elemente. Sie führt diesen Kampf praktisch durch ihr Bestehen, also durch die Ausbeutung der Arbeiterklasse und in der Teilnahme an der Aneignung ihres Arbeitsmehrwertes und zugleich durch die Manipulation, durch die sie als der »wahre Vertreter« der Arbeiterklasse erscheint (als bräuchte die Arbeiterklasse überhaupt »Vertreter« und »Vermittler«, am wenigsten die aus der Mittelklasse!). Andererseits aber führt die Mittelklasse den Kampf theoretisch-ideologisch durch dauernde Angriffe gegen die marxistische und linke Intelligenz, die gerade als solche sich ihrer Proletarisierung bewußt und geschichtlich wie intellektuell notwendig an das Schicksal des Proletariats gebunden ist.

Hier muß man aber auch unserer Mittelklasse Lob sprechen. In ihrem Auftreten trägt sie nämlich auch die eigene *historische Wahrheit* mit sich, die sich in einer besonderen Offenheit und Ehrlichkeit zeigt: sie spricht sich nämlich klar und deutlich gegen das »Linke« aus, und so ist es geradezu verwunderlich, daß man ihr darin nicht glauben will!? Denn hier erscheint sie ehrlich, wirkt und kämpft offen ganz im Einklang mit ihrer eigenen historisch-sozialen Natur. Wozu also immer noch die Dilemmas und »Mißverständnisse«, wie auch das schon langdauernde gegenseitige »Versteckspiel«. Man muß der Mittelklasse auf's Wort glauben, wenn sie dieses Wort Tag für

⁶ Karl Marx – Friedrich Engels, Die deutsche Ideologie, Herausgegeben von V. Adoratskij, Verlag für Literatur und Politik, Wien–Berlin 1932, S. 43.

Tag gebraucht und im Handeln bekräftigt. Hier gibt es zwischen dem Tun und dem Wort keine Divergenz. Der Klarheit der Sache selbst, der Arbeiterklasse und der marxistischen Intelligenz erweisen hier die unverbesserlichen »Aufklärer« und »Reformatoren« (wie immer) keinen Dienst, die in diesem kompromißlosen Auftreten der Mittelklasse bei uns immer noch an angebliche augenblickliche »Abweichungen«, »Fehler« und »Anomalien« im Vorgehen eben dieser selben Klasse mit Rücksicht auf ihren scheinbaren und durchscheinenden ideologischen Deckmantel (in Gestalt des Marxismus, Sozialismus, der Selbstverwaltung, im verbalen Sich-Berufen auf die Interessen der Arbeiterklasse u. A.) glauben, den sie selbst schwer trägt und gerne loswerden möchte. Darin sollte man ihr behilflich sein, nicht aber hinderlich, und dies im Interesse des Sozialismus. Übrigens sollten wir ihr wenigstens so weit helfen, daß sie sich selbst erkennt, daß sie die anderen besser erkennen, hier, was Marx schon lange, lang bevor sie auf der historischen Szene erschien über unsere Mittelklasse in ihrer heutigen Form ausgesagt hat:

»Er (der deutsche Sozialismus, Anm. d. Verf.) proklamierte die deutsche Nation als die normale Nation und den deutschen Spießbürger als den Normalmenschen. Er gab jeder Niedertracht desselben einen verborgenen, höheren, sozialistischen Sinn, worin sie ihr Gegenteil bedeutete. Er zog die letzte Konsequenz, indem er direkt gegen die »rohdestruktive« Richtung des Kommunismus auftrat und seine unparteiische Erhabenheit über alle Klassenkämpfe verkündete. Mit sehr wenigen Ausnahmen gehört alles, was in Deutschland von angeblich sozialistischen und kommunistischen Schriften zirkuliert, in den Bereich dieser schmutzigen, entnervenden Literatur«.7

Diese letzte Konsequenz, das Sich-Aussprechen gegen die »rohdestruktive« Richtung des Kommunismus hat unsere Mittelklasse gemeinsam mit der Bürokratie (ihre Politiker, Ideologen und Zeitungsleute) schon seit langem gezogen, und nun zieht sie die andere, nämlich den der unparteiischen Erhabenheit über alle Klassenkämpfe. Wir würden aber nicht darin mit Marx übereinstimmen, daß dies »schmutzig und entnervend« ist, wenn es sich um unsere Mittelklasse handelt. Denn weder wirkt der schmutzig oder handelt er entnervend, der, wie unsere Mittelklasse klar und deutlich, ehrlich und offen gegen die »radikale Linke«, den »rohdestruktiven« Kommunismus und Sozialismus, den linken Marxismus (denn wahrscheinlich besteht auch ein »rechter Marxismus«?) vorgeht, der zu wissen gibt, daß er es nicht zulassen wird, daß sich das Linke (= Sozialistische, Kommunistische und Marxistische) in die eigenen Reihen einschmuggelt, wenn doch ihr wesentliches, lebenswichtiges Interesse dem entgegensteht. Den Schmutz machen die und demoralisierend wirken vor allem die, die immer noch nicht daran glauben oder es nicht wahrhaben wollen, daß sie es damit ernst nimmt, daß sie es morgen noch ernster meint, und daß sie sehr ernst in dieser Richtung arbeitet, da sie desorientieren.

⁷ Karl Marx – Friedrich Engels, Manifest der kommunistischen Partei, in: Werke, Dietz Verlag, Berlin 1959, Bd. 4, S. 488.

Ehren wir also diese Ehrlichkeit am Werk unserer Mittelklasse (und ihrer Wahlschwester – der Bürokratie), wenn sie dies tagtäglich deklariert und ihre historische Position ausspricht, die ihr von der Geschichte zugewiesene Rolle und ihr immanente, angemessene Tendenz *rechts* zu stehen, zu sein und dies zu wollen! Auf das Linke geht man nicht von links her los, wenigstens diese elementäre Logik müßte klar sein. Dieses »Linke« in der klar ausgedrückten klassenmäßigen gesellschaftlichen (bürgerlichen) Stratifikation kann man anfechten, bestreiten, angreifen nur vom rechten oder zentralen Standpunkt aus. Die Arbeiterklasse aber (um es richtig zu verstehen: gerade als Klasse, solange sie als Klasse besteht, und sie besteht als Klasse einer anderen Klasse im Klassenmäßigen gegenüber, also immer noch in einer teilweise bürgerlichen Gesellschaft ist selbst der Index des Bestehens eben dieser Gesellschaft und ihrer dominierenden Elemente) war nie, ist nicht und wird nie schon ihrer Natur nach »rechts« oder im »Zentrum«, sie ist gerade die einzige, die als Maßstab und Kriterium des »Linken« gilt (der Linken, des Fortschrittlichen, des Geschichtlichen und der Offenheit für eine Änderung sowohl von sich als auch der Gesellschaft und der Welt in ihrer Positivität), danach aber erst von allem anderen, was *gegen* sie und ihre wesentlichen, lebenswichtigen und aktuellen Interessen – also des *Rechten!* Da bisher bei uns (typisch ideologisch!) alles bisher unter die gemeinsame »sozialistische Kappe« gestülpt wurde, ist es kein Wunder, daß alles vergessen (bezw. »vergessen«) und vermischt wurde, und dies führte zu einer nicht nur gesellschaftspolitischen sondern allgemeinen ideenhaft-geschichtlichen Verwirrung in den Köpfen und in der Praxis, denn bisher waren wir alle »sozialistisch- selbstverwalterisch-fortschrittlich«! Und wir leben noch in einer Klassengesellschaft, also einer konfliktgeladenen.⁸

Deshalb gebührt unserer Mittelklasse alle Ehre, wie auch ihren Ideologen, die zuerst diese Verwirrung durch ihren Standpunkt und ihr Werk unterbrachen und »Ordnung machten« in diesem ideologischen Wirr-warr, indem sie sich selbst zur Rechten erklärten innerhalb unseres gesellschaftspolitischen Prozesses, damit aber gleichzeitig allen anderen, also auch der Arbeiterklasse zu Kenntnis gaben, daß sie sich als *linke Bewegung* einordnen, deklarieren und konstituieren können und müssen, Die Geschichte wird beweisen, ob dieser Aufruf der Mittelklasse sowohl bei der Arbeiterklasse, als auch auf der Gegenseite auf Echo stieß.

Nun hat die Sache aber auch ihre andere Seite. Denn, wie wir schon gesagt haben, beruft sich die Mittelklasse immer noch auf den Sozialismus (wenn auch – um der Wahrheit willen sei es gesagt – immer

⁸ Deshalb sind die marxistisch-links orientierten Studenten im Irrtum, wenn sie auf diese »bürgerlichen« Bestimmungen nicht eingehen wollen, indem sie sich auf den Sozialismus berufen, der sie überwinden muß (was natürlich stimmt, aber vom Standpunkt der klassenlosen Gesellschaft aus, nicht aber der Klassengesellschaft und in ihr!), oder diese Bestimmungen »nur bedingt« annehmen. Es gibt nicht Bedingtes in ausgesprochen klassenhaften Beziehungen und Zusammenstößen, denn die Arbeitsklasse muß – entgegen der Mittelklasse und der Bürokratie – jetzt und unbedingt ihre dominierende politische und ökonomische Position in der ganzen Gesellschaft erkämpfen. Bis dahin bleibt ihre Position allerdings ausgesprochen linksorientiert.

weniger auf Marx und den Marxismus, was für sie einen großen Fortschritt bedeutet und die so sehr erwünschte ideologische Emanzipation von der »klassenmäßigen Verdammung«, die er ihr aufgezwungen hat, und sie möchte im Namen der ganzen Nation sprechen, und so wäre es am schönsten, wenn das »Klassenhafte« je weniger oder überhaupt nicht erwähnt würde). Nicht nur aber, daß sie sich auf den Sozialismus beruft, denn sie ist sogar eigentlich »der wichtigste Träger der Entwicklung des Sozialismus«, der (Selbst-)Verwaltung (natürlich der Mittelklasse). Deshalb wird zugleich das »linke« und die »Linke« von ihrem Standpunkt aus im herabsetzenden (eigentlich beschämenden) Sinn begriffen, denn für jeden ordentlichen Bürger ist es eine Schande, so ein »Linker« zu sein, dies ist die lebende Wahrheit! Außerdem sind diese Marxisten und diese Linken eigentlich »Feinde«, denn sie *sind* für sie tatsächlich Feinde (dies weiß sie genau), die die bürgerliche Ordnung bedrohen, den Frieden und die Ruhe der Mittelklasse. So benützt sie die ideologische Färbung des Begriffs »Linke« zugleich als Abschreckung und zur Stärkung der eigenen Reihen, sowohl zu kämpferischen Konstituierung der Klasse im ganzen als auch der »Schlagkraft« (je nach Bedarf). Deshalb sendet sie in *ihrem* »historischen«, »übergänglichen«, »entscheidenden« und »revolutionären« Augenblick ihre ultra-rechten ins Feuer (an die Front), um mit ihren »Wau-wau«-Leitsprüchen jeden Marxisten oder Linken »zu Tode« zu erschrecken oder vielleicht auch die eigenen Schwankenden und unsicheren Anhänger und ideologischen Mit-Denkenden und Mit-Interessierten.

Darin tritt die Mittelklasse also einerseits sich selbst ermutigend auf, andererseits aber klassenhaft-naiv. Sie vergißt vor allem, daß sie die *Klasse*, nur *eine* Klasse der Gesellschaft ist, daß es neben ihr auch andere Klassen gibt und Schichten, daß sie selbst nicht die Ganzheit der Gesellschaft ist, als die sie sich zeigt. Außerdem vergißt sie (bewußt oder unbewußt), daß sie auch *tatsächlich* mit dem Bestehen der Arbeiterklasse rechnen muß, so daß das ideologisch-manipulierende Moment nicht dauernd diese aktuell-faktische Beziehung verdecken kann, und so wird es früher oder später sich selbst nicht genügen und der Bewegung der Sache selbst zugemessen werden. Sie muß sich offen mit der Arbeiterklasse auseinandersetzen, ob sie dies will oder nicht. Wenn sich schließlich schon jemand als Rechtsstehender deklariert, dann muß er (dialektisch) mit einer möglichen Linken rechnen, ja er schafft sogar seine eigene Linke (auch das »neutrale« Zentrum), nicht nur, daß er sie schafft, sondern er stärkt sie durch seine Handlungen, und deshalb kann er das Gegensätzliche, das er hervorgebracht hat, nicht »schrecken«, sondern nur »ermutigen«. Diese Dialektik ist hier nicht zu umgehen.

Wenn sich die Mittelklasse und falls sie sich konsolidiert, dann wird sie sich selbst auf den »eigenen« Platz zurückziehen, d. h. ins »Zentrum«, sich von ihren jetzigen eigenen ultra-rechten »Wau-wau«-ideologischen Lärmmachern lossagen, weil sie sie einerseits nicht mehr als Instrument des »Abschreckens« braucht, um die Gegner zu schrecken und eigenen Reihen zu schließen, andererseits aber um sich nicht zu sehr zu kompromittieren. Denn die Politik der Mit-

telklasse kann auf lange Sicht nicht mit Hilfe von »Wütenden«, »Extremisten« und »Abenteurern« geführt werden, da dies nicht im Einklang mit ihrer Natur steht, auch nicht mit den wahren Interessen dieser Klasse. Sie will mit allen Seiten paktieren. Ihre Hauptaufgabe ist das Lavieren in einer je größeren Konsolidierung des Systems und des gesamten Gesellschaftsmechanismus, damit dieser um so besser funktioniert – seiner immanenten Logik folgend (der bürgerliche Produktionsprozeß, der sich selbst mechanisch reproduziert als Grundlage und Ideal), was das Ideal der »legalen« Bereicherung der Mittelklasse auf Kosten des Mehrwertes der Arbeiterklasse bedeutet. Jetzt befinden wir uns immer noch in der verspäteten Phase ihrer ursprünglichen Kapitalsanhäufung, und es ist historisch bekannt, daß für diese Phase »ideologische Angriffslust und Grobheit« fast typisch sind, wovon Marx ausführliche und detaillierte Studien und Analysen gab. Ihr letztes Ziel und höchstes Ideal ist also sich ökonomisch zu konstituieren, gesellschaftlich zu etablieren, sich politisch zu situieren, geistig und ideologisch sich zu formen, sich auf dem Niveau der *liberalen Bourgeoisie* zu bewegen.

Alles geht aber nicht so glatt, wie es hier skizziert und phänomenologisch beschrieben wurde. Bei uns konstituiert sich die Mittelklasse und erscheint auf der historischen Bühne innerhalb eines sehr widersprüchlichen Prozesses unter für sie historisch »unglücklichen« Bedingungen. Sie kann nicht weiterkommen (wie die klassischen bürgerlichen Klassen) weder materiell, noch ideologisch »geradlinig«. Einer der ersten Widersprüche, den sie im eigenen Interesse je früher lösen muß ist der (wir haben ihn schon genannt): die Zweifachheit oder die Doppelrolle ihrer ideologischpolitischen Situation, der nur noch kurze Zeit in dieser Form als »Gewinn« ausgedrückt werden kann. In diesem Moment ist sie nämlich noch gezwungen, sich wenigstens verschämt oder fälschlicherweise (mit Hilfe der verschiedensten Ausflüchte) immer noch an diese »linken Parolen«, die sie angreift oder ausschalten will aus dem öffentlichen Leben, zu halten (sie will sie aus dem eigenen und dem fremden Wortschatz eliminieren), nämlich sich auf den Marxismus, Marx und Lenin, den Sozialismus und die Selbstverwaltung usw. zu berufen. Dies ist zwar ein Zeichen ihrer faktischen Ohnmacht, aber diese Ohnmacht kann sich in dem Moment in Kraft verwandeln, wenn und falls es ihr gelingt, die kommunistische Bewegung dieses Landes völlig zu verwässern und auf das zu reduzieren was Marx »bürgerlichen Sozialismus« genannt hat (während sie nach Bedarf, wenn ihr dies gelingt, im gegebenen Moment den Marxismus in die Illegalität vertreiben wird). Vielleicht ist gerade jetzt der richtige Augenblick, darüber nachzudenken. Es liegt in der (bürgerlichen) Mittelklasse – wie dies die neueste Geschichte beweist – und es entspricht ihrer Natur, das gesamte Gesellschaftsleben zu verwässern, den Geist abzuwerten (wie auch jede fortschrittliche Idee, jeden solchen Gedanken und Wunsch, wie auch den Lebenssinn selbst), ihn auf das möglichst niedrige Maß zu verlegen, auf das, was Hegel »das geistige tierische Reich« nannte und Marx »die Zoologie der Menschheit«.

Andererseits ist die (bürgerliche) Mittelklasse in ihrem Konstituieren, Auftreten und Fortschreiten notwendig national, sie kommt mit Parolen des Kampfes für nationale Interessen und zwingt sich auf diesem Niveau auf (die Interessen des Nationalen, d. h. des eigenen Kapitals): des Nationalen im Ganzen und zur Verteidigung dieser Interessen tritt sie als Vertreter der *eigenen* Volkes auf, dies als der *einzig legitime Vertreter*. Auch die Arbeiterklasse (und alle anderen Schichten) bezieht sie nun in *ihren* Begriff des Volkes mit ein, wie der Nation als der politisch konstituierten Gemeinschaft (des Staates) unter der Führung der Mittelklasse. Das Insistieren auf dem Nationalen beinhaltet dann zugleich auch das eigene Selbstkonstituieren gegen andere Nationen. Dies ist das Moment, das – historisch gesehen – auf dem Standpunkt der *bürgerlichen Gesellschaft* und ihrer Bildung auch als ein Positivum erscheint, denn es tendiert zur Akkumulation, zur Vergrößerung und Sicherung des *Nationalkapitals*. Dies ist eine gesetzmäßige Folge und ein Resultat, also ein Prozeß, der aus der durchgeführten bürgerlichen Revolution in ihrem Verlauf hervorgeht. Auch unsere gesellschaftlichen Bewegung enthalten dieses Moment, das sich in seiner ganzen Kompliziertheit manifestiert. Diese Kompliziertheit erhebt sich auch daraus, daß unser Land eine Gemeinschaft vieler Völker ist, innerhalb der eine nationale Voraussetzung, die ihren eigenen Interessen folgt (ganz besonders in Bezug auf geistig-materielle Entwicklung) nicht unbedingt und notwendig den anderen entsprechen muß, wobei es zu Zusammenstößen kommt, besonders wenn man die ein Viertel Jahrhundert dauernde etatistisch-bürokratische Struktur eines zentralistischen Systems (mit stalinistischem geistigen Beigeschmack) vor Augen hat, das die Lösung sowohl der nationalen, mehr noch der Klassenfrage unterdrückte oder unmöglich machte. Eine Eruption war da unumgänglich, und sie zeigte zugleich, daß diese unsere Gesellschaft doch nicht einige wesentliche Probleme ihrer Konstituierung gelöst hat, so daß sie im Verlauf ihres sozialistischen Weges zugleich auch einige ungelöste bürgerliche Fragen gelöst hätte. Dies aber wäre erst ein fester Ausgangspunkt und ein sicherer Punkt, um einen Schritt vorwärts zu machen in der Durchführung der proklamierten sozialistischen (sozialen) Revolution. Deshalb muß das gesamte »historische Gepäck« jetzt mitgeschleppt werden, im weiteren Verlauf der gesellschaftlichen Bewegung gelöst werden, und dies vollzieht sich nicht gerade schmerzlos.

Jeder zieht also auf seine Seite und muß es auch, aber jetzt unter den Bedingungen der erstarkten Mittelklasse, und darin liegt das ganze Problem. Dadurch wird das Problem vergrößert. Denn hier ist ihr politisches und ökonomisches Moment nicht nur anwesend, sondern in einer solchen komplizierten Situation will es sich im politischen Kampf als dominierend aufzwingen. Die Mittelklasse nützt ihr Mo-Reexporteure, die Finanzoligarchie usw, dazu kommt noch die allseitige Korruption, die die Elemente der Mittelklasse säht, dies alles sind *keine erdachten Geschichten*, sondern grobe und sehr handfeste Realität, die die Arbeiterklasse in erster Linie tagtäglich auf ihrem Rücken fühlt, verspürt und zahlt), wobei bisher der mehr raubte, der der

»gemeinsamen«, »föderativen« oder »Bundes«-kasse am nächsten saß, in die sich der Mehrwert der Arbeiterklasse des gesamten Landes ergoß. Wenn sich nun aber jemand diesen Mehrwert angeeignet hat, geraubt hat, so *war dies nicht* das eine oder das andere Volk (die Nation), noch weniger die Arbeiterklasse selbst (dieser oder jener Nation, was übrigens zu *hervorheben absurd* ist), sondern ihre »Vertreter«. Trotzdem ist es mit Rücksicht auf die euphorische Atmosphäre heute wichtig, darauf zu verweisen, da in diesem oft künstlichen Entflammen der Leidenschaften das ausgeworfen wird und an die Oberfläche gelangt, was Marx »den alten Mist« nennt, in der Form des Nationalismus, Chauvinismus, Klerikalismus und des Machtkampfes, des Karrierismus und aller möglichen Formen unterdrückter Ansprüche und unausgesprochener Ambitionen einzelner Gruppen und Einzelner, die überzeugt sind, daß »ihre fünf Minuten« gekommen sind, in denen sie im Trüben auch für sich noch etwas einfangen können. Aus dieser Grundlage entstehen erst die nationalen Reibungen, denn hier sind auch entflammte Leidenschaften am Werk, es handelt sich aber um das Wesentlichste, um das materielle Interesse, und dabei hört sich alle »Liebe« auf, sogar dann, wenn (unmittelbar und historisch, also klassenhaft) die grundlegenden gemeinsamen Interessen der nationalen Mittelklassen gleich oder sogar gleichbedeutend sind, nämlich in Beziehung zu anderen Klassen und Gesellschaftsschichten, vor allem der Arbeiterklasse.

Dabei muß man zwei Dinge vor Augen haben: das eine ist nämlich die alltägliche Politik (oder die Quasi-Politik, einerlei), das andere die gleichzeitige ideologische Ebene dieser Politik, was in einer aufgebracht, in manchen Augenblicken psychotischen Atmosphäre der erhitzten Leidenschaften aller Art, oder in einem Akt, der in einer solchen Atmosphäre unternommen wird, nicht mehr klären läßt, denn eines bedingt, trägt und nährt das andere und umgekehrt, und so kann man in diesem verwirrten Knäuel nicht mehr sehen, erkennen und wissen, wer wen zu was veranlaßt, wessen Interessen im Spiel liegen, was wer will, und in welcher Richtung sich die Sache allgemein bewegt. Am undeutlichsten in diesem Geschehen ist die Tatsache, daß sich dabei alle auf den Sozialismus und die Arbeiterklasse berufen, und es ist ganz klar, daß *alle* diese Positionen und gegensätzlichen Tendenzen (wie auch ganz entgegengestellte Interessen) *nicht den Anspruch erheben können*, Träger und Repräsentanten der sozialistischen Bewegung zu sein. Der Teufel ist, wie man so sagt, aus der Flasche geschlüpft, wer aber soll ihn zurückjagen?!

Uns interessiert hier vor allem aber »das Verhalten« der Mittelklasse, denn das ist unser Thema. Ob sie will oder nicht, muß sich diese Klasse als das erweisen, was sie wesentlich ist, ihre »wahre historische Physiognomie« zeigen. Deshalb erscheint »ihre Sache« auch in der ihr angepaßten »ideologischen Dimension« und wickelt sich innerhalb von ihr auch ab:

Sobald sich unsere Mittelklasse fester und sicherer auf die eigenen Füße stellte, zeigte sie ihre echte Natur: *sie wendet sich der Vergangenheit zu*. Damit drückt sie klar ihren historischen Status aus, ihre Rolle, ihre Position, die Wünsche und »Perspektiven« (als Retrospek-

tive). Mehr noch, dadurch fällt sie ein *geschichtliches Urteil* über sich selbst. Sie startet aus der Vergangenheit als der ideenhaften Grundlage (»Konzept«). Wer aber mit der Vergangenheit beginnt, der gibt zu wissen, daß er keine Zukunft hat, daß er nicht an sie glaubt und nicht mit ihr rechnet. Dies ist eigentlich die einzige große Wahrheit, die die Mittelklasse (deren ideenhafte Voraussetzungen ihre Ideologen zum Niveau des Prinzips erheben und formulieren) in Form der historischen Selbstkritik mit sich trägt. Denn, in der Tat, da sie selbst – geschichtlich gesehen – Vergangenheit ist, ist ihre Zukunft nur von kurzer Dauer. Sie ist sich dessen bewußt. Ihr Interesse ist unmittelbar materiell und aktuell. Deshalb will sie rasch, je rascher nur jetzt sein. Dies aber reich, standardmäßig, gutsituiert, skrupellos, von heute auf morgen, ohne tieferen geschichtlichen Grund und Sinn, also außer-geschichtlich und (explizit so ausgedrückt) – antigeschichtlich. Sie *muß* dem Geschichtlichen den Rücken kehren als dem Zukünftigen, Möglichen, denn die Zukunft ist für sie ein offener Abgrund, in den sie untergehen oder in ihm vergehen könnte. Und die nächste Zukunft könnte erweisen, daß diese auf reine Aktualität reduzierte Existenz, nur auf die Vergangenheit gestützt, zugleich ihr geschichtlicher Totengräber ist. Sie als solche kommt aus der Vergangenheit-Gegenwart nie zur Zukunft.⁹ Nun, dies will sie auch nicht. Der Zeitraum ihres wesentlichen Daseins ist das bloße Gegenwärtige. Auf dem geistigen Gebiet herrscht hier allerdings völlige Sterilität. Die Anregung zum Schaffen kommt immer und überall aus der Zukunft. Das übrige ist ein Vegetieren im Bestehenden.

Auf sozialer Ebene, die auf das Niveau der ideellen Auseinandersetzung und Orientierung erhoben wurde, beruft sich die Mittelklasse – wie schon gesagt wurde – auf das Primat des Nationalen – als dem Kreis, in dem sich ihre wesentlichen Interessen bewegen. Ihre Ideologen und Sprecher haben deshalb recht, wenn sie von den nationalen Klassen und Parteien sprechen, denn dabei denken sie *inhaltmäßig* an ihre (Mittel-, bürgerliche) Klasse, und sogar den Bund der Kommunisten beanspruchen sie *in diesem Sinn* für sich als ihre Partei, wollen ihn für ihre Ziele verwenden. Wie schon erwähnt, muß sich die Mittelklasse vor allem zunächst im Nationalen konstituieren, im Sinne einer Verteidigung und Durchführung der eigenen Interessen, die ideologisch immer als die Interessen einer Nation oder eines Volkes dargestellt werden, in der Form einer unteilbaren und homogenen Ganzheit (einer historischen Entität und Totalität), wobei der geschichtliche Sinn des Verhältnisses von Volk und Nation zu einander überhaupt nicht bedacht wird. Sie sind konsequent, da sie sich aber in dieser Zeit und dem Prozeß der ideologischen Selbständigwerdung immer noch auf Marx berufen »müssen« und auf den Marxismus, »re-interpretieren« sie Marx in der Frage der Klasse, der Partei, der Nation, oder sie verfälschen ihn einfach, um zu beweisen, daß auch Marx in ihrem Namen und in ihrem (bürgerlichen) Interesse sprach. So wird

⁹ Im *Kommunistischen Manifest* steht darüber folgendes: »In der bürgerlichen Gesellschaft herrscht die Vergangenheit über die Gegenwart, in der kommunistischen die Gegenwart über die Vergangenheit«. Ebenda, S. 476.

auch Marx zum Ideologen der nationalen Bourgeoisie, nicht aber des Proletariats! Ein fast klassisches Beispiel dafür ist auch die ideologische »Verschiebung« auf die eigene Seite (wie man im Volk sagen würde, »Wasser auf die eigene Mühle«) sogar solcher Sätze aus dem *Kommunistischen Manifest*, wie dieser:

»Das Proletariat, die unterste Schichte der jetzigen Gesellschaft, kann sich nicht erheben, nicht aufrichten, ohne daß der ganze Überbau der Schichten, die die offizielle Gesellschaft bilden, in die Luft gesprengt wird.

Obgleich nicht dem Inhalt, ist *der Form nach* der Kampf des Proletariats gegen die Bourgeoisie *zunächst ein nationaler*. *Das Proletariat eines jeden Landes muß natürlich zuerst mit seiner eigenen Bourgeoisie fertig werden.*¹⁰

Wie man aus dem angeführten klar entnehmen kann, sagt Marx etwas ganz Verständliches, hier es nichts Anfechtbares: da »die Befreiung der Arbeiterklasse ihr eignes Werk sein muß«, wird die französische Arbeiterklasse natürlich nicht unmittelbar um die Befreiung der jugoslawischen Arbeiterklasse kämpfen und umgekehrt usw. (obwohl sie sich selbst und unter einander jede mögliche Hilfe leisten können, da das Proletariat als Produkt der modernen bürgerlichen Gesellschaft in seinem Wesen und nach seiner faktischen und geschichtlichen Lage international ist). *In diesem Fall* muß also das Proletariat eines Landes national auftreten, d. h. *gegen die eigene Bourgeoisie*. Hier wäre es auf jeden Fall interessant und notwendig, die Frage zu stellen (wenn schon die nationalen Ideologen die These der nationalen Klassen vertreten): Gegen wem soll also die kroatische oder die serbische Arbeiterklasse kämpfen? Sicherlich nicht gegen die französische oder deutsche, nur gegen die kroatische oder serbische Bourgeoisie. Seien wir doch konsequent! Warum wird dem folgend aber nicht gefragt, *welche* diese kroatische oder serbische Bourgeoisie ist, wenn schon, wie wir gelesen haben, »nationale Arbeiterklassen« bestehen?!¹¹

¹⁰ Ebenda, S. 473 (unser Kursiv)

¹¹ Da man also »nicht« über die jugoslawische Arbeiterklasse sprechen darf (denn das ist eine »unitaristische« oder »unitär-klassenhafte« Position!) oder der Arbeiterklasse Jugoslawiens (im Singular), sondern nur von »den nationalen Klassen Jugoslawiens (im Plural), als wäre das unmittelbare, faktische und geschichtliche Interesse dieser Klassen (Sloweniens, Kroatiens, Serbiens, usw.) im Grunde nicht dasselbe (gerade im Verhältnis zur jugoslawischen Mittelklasse, Bürokratie, Technokratie, die sehr gut mit einander arbeiten), dann hätten wir also in Jugoslawien nach der national-politisch-republikanischen Aufteilung, wie natürlich alles andere, 6 (in Buchstaben: sechs) Arbeiterklassen und 2 (in Buchstaben: zwei) Arbeiterklässchen (Autonome Gebiete Kosovo und Vojvodina). Bekommen wir nun eine Republik oder ein autonomes Gebiet mehr, so bekommen wir auch noch eine Arbeiterklasse oder ein Klässchen mehr. Dies wird übrigens auch politisch entschieden (vereinbarungsgemäß natürlich, oder »selbstverwaltend-besprechend« unter den Mittelklassen und der Bürokratie).

Aber auch hier muß man konsequent sein: wenn es nämlich nicht eine sondern 6 oder 8 Arbeiterklassen Jugoslawiens gibt, dann gibt es auch 6 oder 8 Bünde der Kommunisten Jugoslawiens, was bedeutet, daß wir ein Mehrparteiensystem haben oder es haben sollten!? Dieses Rätsel könnte man lösen, wenn hier trotzdem die Rede von 6 oder 8 (bürgerlichen) Klassen und ihren Parteien ist? Dies wäre dann historisch noch einigermaßen berechtigt. Vielleicht ist es notwendig, nur den Namen zu ändern.

Auf diese Frage kann nicht mit dem Begriff der »Kontraklasse«, der ein reines Abstraktum ist, geantwortet werden, welches in dieser Nebelhaftigkeit und Unbestimmtheit (da es dem Wesentlichen zuwiderläuft, es unmöglich macht: die Identifizierung des Ausbeuters) den Interessen der Mittelklasse und Technobürokratie in ihrer ungestörten ideologischen Manipulierung (wie auch die Bestimmung des Begriffs »arbeitendes Volk«) nur sehr dienstlich ist.

Dabei gehen die Ideologen der Mittelklasse sogar so weit, sich der durchsichtigen Floskel zu bedienen, daß es *gerade der Stalinismus ist, der das Nationale dem Klassenhaften unterwirft*. Zuletzt ist also der Stalinismus der echte Verfechter der Interessen der Arbeiterklasse (und des Weltproletariats)! Man müßte auch die Frage stellen: wer wischt wem hier die Augen aus, womit und in wessen Interesse? Sind sich diese Ideologen und Staatdenker dessen bewußt, was sie sagen? Kann man heute (besonders bei uns!) so unverantwortlich mit solchen Ausflüchten umgehen, ohne ihre Reichweite zu erkennen, die zu uns wie ein Bumerang zurückkehren kann!? Am Werk ist eine typische, nach der Meinung der Autoren dieser »These« selbst eine wahrscheinlich gut erdachte und durchdachte(?) berechnete ideologische Manipulation, die allem nach zu urteilen, ihrem Inhalt nach in dieser »de-schiffrierten« Form so lauten sollte: Seid vorsichtig, wer sich auf das Klassenhafte beruft, auf die klassenmäßigen Interessen (der Arbeiterklasse) sie auch nur erwähnt, der ist – Stalnist (oder »klassenmäßiger Unitarist«, oder »anationaler Linker und Marxist«)! Gerade daß die Hunde nicht auf ihn gehetzt werden! Das streuen aber gerade jene aus, die schon ein Viertel Jahrhundert lang dieses Land mit typisch stalinistischen Methoden regieren, oder dabei wenigstens geholfen haben, oder jene, die sich in diesem ganzen Prozeß alle Chancen nützend skrupellos auf Kosten eben dieser Arbeiterklasse Jugoslawiens bereicherten (ohne zu fragen, und das hat sie *eigentlich* auch gar nicht interessiert, welcher Nationalität sie ist)!

Diese Ideologen, die das verfechten, nur ihren eigenen engen klassenmäßig bürgerlichen Interessen folgend (vor allem der Macht, der Herrschaft, den Privilegien, der Bereicherung, der Karriere und den guten Aussichten für eine mögliche gute Position usw.) merken in ihrem Feuereifer gar nicht, daß sie mit dieser ihrer »These« eigentlich eben dem Stalinismus recht geben, der 1948 dieses Land unter seine direkte Herrschaft bringen wollte. In ihrer Engstirnigkeit und Verblendung sehen sie nicht, daß sie quasi den Fortschritt verteidigend, die Interessen und die Integrität der eigenen Nation, eigentlich den Stalinismus loben, indem sie ihm die Legitimierung des echten Kämpfers für die Klasseninteressen, sowohl des eigenen als auch des Weltproletariats erteilen. Man muß nicht an die nähere oder auch weiterliegende Geschichte erinnern, um das Absurde und Unhaltbare einer solchen These zu zeigen. Der Stalinismus ist nämlich *nicht* die Unterwerfung des Nationalen vor dem Klassenmäßigen, sondern die Unterordnung der klassenmäßigen Proletarierbewegung bei politischen und ökonomischen, hegemonistischen und staatskapitalistischen ideologischen Notwendigkeiten und Interessen einer bürokratischen (ihrem Wesen nach bürgerlichen) Machtstruktur, also eine Unterordnung

unter die Politik einer großen Staatsmacht vor allem. Auf welche *Klassenposition* erhebt sich der Stalinismus, kann er sich berufen oder seitens einiger erhoben werden, wo er als zeitgenössisches Phänomen nicht erst seit gestern die Klassenfrage in der Tagesordnung unmöglich gemacht hat?! Er könnte dies tun, wenn er zunächst im eigenen Land (also im »Zentrum«) das soziale Klassenproblem gelöst hätte und damit reell den Weg zum Befreiungsprozeß der Arbeiterklasse und des Menschen geöffnet hätte. Dies hat er aber noch nicht getan.

Was nun den Stalinismus allgemein angeht (und wie schon bekannt ist, besteht gerade er radikalst auf dem Staat, der Staatlichkeit und dem daraus entstandenen Etatismus, also auf einer totalen Unterwerfung aller gesellschaftlichen und geistigen Interessen dem Staat!), so könnte man eher sagen, daß sein Geist immer noch nicht aus einzelnen Köpfen »verraucht« ist, ohne Rücksicht darauf, was für und welche Kämpfer für das Wohlergehen und den Fortschritt ihrer Nation das sind, wenn sie in ihrer nationalen Euphorie nicht die mögliche Reichweite und Bedeutung ihrer Thesen sehen: »*Ganz im Einklang mit dem Geist der modernen Politologie*« schreibt er (Ante Starčević. Anm. d. A.): »In unserer Zeit könnte vielleicht der Staat am besten, vielleicht auch nicht am genauesten so bezeichnet werden: *die Gesamtheit der Personen und Dinge unter einer und derselben menschlichen Macht stehend*, und die Politik: die Wissenschaft, die es lehrt, *diese Gesamtheit zu erhalten*«. ¹²

Diese Gesamtheit der Personen und Dinge, die unter einer und derselben menschlichen Macht stehen, konnte gerade Josif Visarionovič Stalin sehr gut erhalten, und so wäre unserem Theoretiker zufolge die Politik Stalins (oder die stalinistische Politik) und Herrschaft »ganz im Einklang mit der modernen Politologie«. Aber auch wenn wir Starčevićs Formulierung »übersetzen« und sie im Sinne einer Gutheißung eines bürgersich-demokratischen Staates, einer Macht und Herrschaft in diesem Sinn begreifen, wonach sollte es aber heute und für uns so sehr und völlig im Einklang mit dem Geist der *modernen* Politologie stehen: Für wen modern? Für welches politische Konzept »modern«, wenn Hegel dasselbe (vor 150 Jahren) als bürgerlicher »Politologe« par excellence besser und tiefer formuliert hätte? Wozu wird hier der Horizont der formellen bürgerlichen Demokratie eingengt, wenn sie als historische Kategorie in ihrem wesentlichen Konzept universalgeschichtlich, also gültig für die ganze bisherige bürgerliche Ordnung ist. Das sozialistische Konzept kämpft aber nicht um eine »Macht über Personen«, setzt sich nicht dafür ein, da es um keine, am wenigsten um die politische Macht kämpft, sondern um Assoziierung, also Verbindung der unmittelbaren Produzenten und aller Glieder einer gesellschaftlichen Gemeinschaft. Dies könnte vielleicht heute in diesem Sinn »modern« und etwas Neues sein; nämlich: der Weg zur Realisierung des Selbstverwaltungsprinzips als eines neuen Typs des *gesellschaftlichen Verhältnisses* (in der Sphäre der Gesellschaft selbst), *nicht aber der politischen Macht* (im Staat als schein-

¹² Ivan Babić: *Ante Starčević »hrvatskog prava zatočnik« i klasik hrvatske političke znanosti*, Hrvatsko sveučilište, 8. April 1971, S. 11 (unser Kursiv).

barer Gemeinschaft, die sich als besondere Sphäre über diese Gesellschaft erhebt). Erwähnen wir aber noch eine »Perle« politischer Logik, nur als Beispiel und zum Verständniß des momentanen »politischen Klimas«, dem der Geist der bürgerlichen Klasse die Inspiration liefert:

»Sie (damit ist die studierende Jugend gemeint, die sich als 'Erbe aller positiven nationalen Traditionen fühlt', Anm. d. Ver.) konnte nicht mit der Ansicht Einzelner übereinstimmen, die *nur* die Arbeiterklasse und ihre sozialen Probleme sahen, nicht aber die *Klasse als Hegemon einer konkreten Nation*«. ¹³

Wir wissen, daß wir in diesem Zitat die Betonung auf das letztere verlegen müssen (»konkrete Nation«, denn auch der Autor betont dies als »Unterschied«), aber davon war schon früher die Rede. Deshalb sollte uns aber unser Autor dennoch diese *Möglichkeit* erklären, daß jemand *nur* die Interessen der Arbeiterklasse und ihre sozialen Probleme sieht (wir müssen darauf verweisen, daß dieses Problem *wesentlich nur eines ist*, und auch er drückt dies mit dem Begriff der *Hegemonie* aus), ohne zugleich auch diese Klasse *als Hegemon* einer konkreten Nation zu sehen?! *Nur* die Klasse sehen bedeutet sie als *Hegemon* sehen! Der Autor aber vergißt, daß die Arbeiterklasse (*Kroatiens*, denn von ihr ist hier die Rede, nicht wahr!), da sie es *nicht ist* (sondern eine andere Klasse), zum *Hegemon* einer konkreten, also der kroatischen Nation werden wird, erst wenn sie von ihren jetzigen »Vertretern« (der Bürokratie, Technokratie, der Mittelklasse) *die politische Macht und die ihr entfremdete wirtschaftliche Macht* übernimmt, um nicht mehr in der jetzigen Form der »Hegemon« »durch ihre Vermittler und Vertreter« zu sein und zu bleiben! Wenn sich aber der erwähnte Autor auf diese Weise äußert:

»Wir kämpfen als Kommunisten für die kroatische Nation«, dann ist das vom kommunistischen Standpunkt aus gesehen auf jeden Fall ein theoretisch-politisches *Novum*, denn soviel aus der Geschichte der Arbeiterbewegung bekannt ist, haben die Kommunisten nie für eine (die eigene) Nation gekämpft, und noch weniger haben sie das als *programmatisches Prinzip* ihres Kampfes deklariert. Es stimmt, daß die Kommunisten unter bestimmten Bedingungen gemeinsam mit den fortschrittlichen Kräften sowohl der Bourgeoisie als auch anderer Schichten für die Unabhängigkeit und Gleichberechtigung ihrer Nation gekämpft haben (denn *das* ist *dann* ihre Pflicht) aber das war *nie das Ziel oder Prinzip* ihres Kampfes, *weder die grundlegende Aufgabe*. Daß dieser Standpunkt des Autors keinen Lapsus enthält, daß dieser Standpunkt vielleicht zufällig nur »nicht ausgesprochen« ist, sondern aus einem ganz *bestimmten theoretisch-politischen Konzept* stammt, kann man aus dem ersehen, was folgt. Wenn nämlich dann der Autor aussagt:

¹³ Dies sind Standpunkte aus der Rede eines Parteiarbeiters, dessen Namen nicht genannt werden muß, da er dabei keineswegs die Absicht hatte, die Sache selbst zu festigen und zu vertiefen. Diese Dinge sind aber insofern instruktiv, als sie in ihrer Unmittelbarkeit und Spontanität deutlicher gesagt werden, als man dies in anderen Schriften finden kann, und deshalb führen wir sie an.

»Wir sind der Ansicht, daß die Lösung der Nationalfrage eine *wesentliche Voraussetzung* zur Weiterführung der sozialen Revolution innerhalb jeder Nation ist« (an der selben Stelle, unser Kursiv), dann sehen wir, daß es nicht leicht ist, aus dieser Widersprüchlichkeit zu kommen, die sich hier unserer Mittelklasse (die hier objektiv, vielleicht auch unbewußt, ideologisch von unserem Autor vertreten wird) durch die Interessen dieser Klasse zu vertreten, aber zugleich mit nicht adäquaten ideenhaften Voraussetzungen, sich auf den Kommunismus, Sozialismus und die soziale Revolution berufend. Denn gerade diese soziale Revolution (damit wir uns recht verstehen: unter der Führung der Kommunisten, sofort, jetzt und in einem Tat keinesfalls aber stufenweise, »etappenweise«, morgen oder in einer unabsehbaren Zukunft!) müßte aber neben anderem auch die erwähnte »wesentliche Voraussetzung« des Autors aufheben, da dies die Voraussetzung der Möglichkeit des Fortbestehens *allein und nur* dieser Mittelklasse und ihrer politisch-gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Vorherrschaft (Hegemonie) ist. Die Nation ist nämlich par excellence ein *politisches* Gebilde der bürgerlichen Klasse (der Bourgeoisie, der Mittelklasse). Sie ist nichts anderes (geschichtlich immer unter der Führung des Bürgertums) als ein politisch zum Staat konstituiertes Volk. Sie ist so notwendig auch ein Klassegebilde, was die Herrschaft der Bourgeoisie über die Arbeiterklasse voraussetzt und impliziert, wie auch über alle anderen Klassen (das Bauerntum) und Gesellschaftsschichten. Es gibt keine Nation ohne eigene Staatlichkeit, ohne eigenen Staat, das stimmt ganz genau.¹⁴ Aber es ist ebenso genau, daß der moderne Staat (wie ihn Marx am tiefsten kritisch durchanalysiert hat) nur Staat als politisches Instrument zur Erhaltung der herrschenden Interessen (des privaten, staatlichen, oder »gesellschaftseigenen« Eigentums) der bürgerlichen Klasse und der Bürokratie dient und zugleich zur Unterdrückung und Ausbeutung der Arbeiterklasse eben *derselben Nation*. Wir können uns also nicht als Kommunisten deklarieren und uns auf Marx berufen, wenn wir im selben Augenblick das ABC seiner Lehre verfälschen! Das ist unvereinbar. Deshalb müssen wir hier wieder Marx anführen:

»Die Bourgeoisie ist schon, weil sie eine *Klasse*, nicht mehr ein *Stand* ist, dazu gezwungen, sich national, nicht mehr lokal zu organisieren, und ihrem Durchschnittsinteresse eine allgemeine Form zu geben. Durch die Emanzipation des Privateigentums vom Gemeinwesen ist der Staat zu einer besonderen Existenz neben und außer der bürgerlichen Gesellschaft geworden; er ist aber weiter Nichts als die Form der Organisation, welche sich die Bourgeoisie sowohl nach außen, als nach innen hin, zur gegenseitigen Garantie ihres Eigentums

¹⁴ Hier kann man die Frage stellen: Hatten wir hier in Kroatien bisher nicht die *politische Macht*? Oder geht es um den *Charakter* dieser Macht? Wenn das die Frage ist, so wird der Bedarf des Wechsels eines Charakters der *politischen Macht* durch den anderen, also eines Austauschs der bestehenden Macht durch eine »bessere«, »fortschrittlichere«, »wirkungsvollere« oder »nationalere« usw. Macht suggeriert? Was aber ändern sich dann *wesentlich* vom *Standpunkt der Arbeiterklasse aus gesehen*? Kämpfen wir für einen moderneren bürgerlichen Staat, der besser funktioniert als der bestehende? Dann muß das gesagt werden! Usw. Nur wird damit das Klassenproblem überhaupt nicht berührt.

und ihrer Interessen notwendig geben . . . Die neueren französischen, englischen und amerikanischen Schriftsteller sprechen sich Alle dahin aus, daß der Staat nur um des Privateigentums willen existiere, sodaß dies auch in das gewöhnliche Bewußtsein übergegangen ist.

Da der Staat die Form ist, in welcher die Individuen einer herrschenden Klasse ihre gemeinsamen Interessen geltend machen und die ganze bürgerliche Gesellschaft einer Epoche sich zusammenfaßt, so folgt, daß alle gemeinsamen Institutionen durch den Staat vermittelt werden, eine politische Form erhalten. Daher die Illusion, als ob das Gesetz auf dem Willen und zwar auf dem von seiner realen Basis losgerissenen, dem *freien Willen* beruhe. Ebenso wird das Recht dann wieder auf das Gesetz reduziert¹⁵.

Wie wir sehen, ist das alles noch nicht in »das gewöhnliche Bewußtsein« übergegangen, aber nicht weil heute mancher, hundertdreißig Jahre nach der Analyse von Marx nicht »genug geschickt wäre«, sondern weil es um bestimmte Interessen geht, die viele sehr geschickt machen und genügend geschickt, sie verteidigen zu können. Solche und ähnliche Sätze von Marx anführend (und da gibt es tatsächlich viele, sogar genauere und überzeugendere) geht es uns darum, eines festzustellen: mit einer bürgerlichen Ideologie, bezw. ihrer Realisierung in der gesellschaftspolitischen Praxis werden wir trotz der besten subjektiven Bemühen keine sozialistische Gesellschaftsform schaffen können. Natürlich ist es eine andere Sache, wenn es uns überhaupt nicht darum geht aus irgend einem möglichen Grund oder Interessen, oder wenn wir fest davon überzeugt sind, daß in diesem unserem Land, in diesem historischen Moment die einzige reelle Möglichkeit darin liegt, die bürgerliche Gesellschaft herzustellen und zu konsolidieren (und diese These zeigte sich schon explizit, wurde in letzter Zeit in verschiedenen Varianten und Formulierungen geschrieben). Dann ist dies aber eine zu ernste, geradezu historische Aufgabe und Arbeit sowohl für dieses Land als auch für seine Völker, als daß wir hier leichtfertig mit einem willkürlichen und nicht durchdachten theoretisch-ideologischen und praktisch-politischen »Seiltanz« spielen. Dieser Kurs müßte dann klar und unzweideutig *als solcher* bezeichnet werden, öffentlich erklärt und programmpolitisch formuliert gerade in dem Sinn, ohne irgendwelche ideologische Ausflüchte und Quasipolitik (etwa im Stil des Zeitungswesens unserer Mittelklasse), damit man weiß, was eigentlich verlangt wird, wohin das führt, und was wer will!

Im gegenteiligen Fall haben wir mit dem zu tun, was das Hauptthema und die These dieses unseres Artikels ist: mit der *ideologischen Infiltration* (eigentlich mit einer gut durchdachten und schlaunen Diversion) *der Mittelklasse und der Bürokratie und ihren besonderen Interessen in die proklamierte und von den fortschrittlichen Kräften erkämpfte sozialistische Gesellschaftsbewegung*, was sich in den verschiedensten Angriffen, Schlägen, Exzessen, Betrügereien, ideologischen Zerstreuungen, dem rechten (rechtsreaktionären) Bremsen und Unterschieben, in der Unbestimmtheit des Fischens im Trüben zeigt, und das sind gefährliche Spiele, die notwendig eine Desintegration

¹⁵ Die deutsche Ideologie. ebenda, S. 52.

der Arbeiterklasse und der Völker untereinander, jedes einzelnen Volkes besonders mit sich bringen. Noch einmal: Es gehört ebenso zum ABC des Marxismus, daß die Nationalfrage eines der wesentlichen untrennbaren Teile der sozialistischen (sozialen) Revolution und ihrer Umsetzung in die Tat ist. Darüber gibt es keine Zweifel und kann es sie nicht geben, denn es geht um die Gleichberechtigung aller Völker. Aber zu diesem ABC gehört es auch, daß die Lösung der Nationalfrage (wenn man sie für sich selbst lösen könnte, losgelöst, was aber im besten Fall eine reine Illusion ist) weder prinzipiell noch historisch-empirisch eine *wesentliche Voraussetzung* der sozialen Revolution ist oder auch sein kann, sondern *gerade umgekehrt*. Auf den bürgerlichen Positionen ist die Nationalfrage *wesentlich unlösbar*, denn sie wird in dem Fall überall und notwendig *ohne* die Arbeiterklasse, auf *ihre* Kosten und *gegen* sie gerichtet gelöst. Wenn aber von ihr als dem »Hegemon der Nation« gesprochen wird, dann muß sie und *gerade sie* sich zunächst und vor allem durch die eigene Tat und das eigene Werk – wie dies Marx im *Kommunistischen Manifest* sagt – »zur nationalen Klasse erheben« oder »zur führenden Klasse der Nation«, und das real, nicht verbal! Dies bedeutet also, daß nur die Arbeiterklasse allein, indem sie in der sozialistischen Revolution die eigene soziale und ökonomische Emanzipation verwirklicht (die selbstberufenen Tutoren aus den Reihen der Bürotechnokratie und der Mittelklasse entfernend), und zugleich real die politische Macht selbst übernimmt, damit auch die Nationalfrage löst. So erst wird die Nationalfrage das reale Moment und Resultat der *Lösung* der Klassenfrage. Im gegenteiligen Fall ist diese Lösung *ausschließlich politisch*, also bürgerlich, und das ist keine *Lösung*, da die bürgerliche Klasse *nie* auch nur eine Nationalfrage *zu Ende* gelöst hat, sondern immer nur in provisorischen (momentanen) Abkommen, in Übereinkommen und Vereinbarungen unter den nationalen Bourgeoisien in *ihrem Interesse*,¹⁶ also durch die Erhaltung der bürgerlichen (kapitalistischen) Ordnung, in der die Arbeiterklasse das bleibt, was sie ist: die ausgebeutete Klasse als Index der wesentlichen Entfremdung des modernen Menschen.

Zuletzt, damit alles klar ist:

Nur eine kommunistische Bewegung unseres Landes (in unserem Fall der Bund der Kommunisten Jugoslawiens) kann in Anlehnung zuerst an die Arbeiterklasse und die marxistische (linke) Intelligenz Träger und Garant, Ausführer der sozialistischen Revolution sein, des Prinzips der Selbstverwaltung, und damit auch der Lösung der Nationalfrage und der Klassenfrage, wenn sie in sich genügend Kräfte hat, aus den eigenen Reihen alle ihr entgegenstehenden und feindlichen Elemente zu entfernen, zu säubern (d. h. sie unmöglich machen in ihrem Wirken), die aus den Reihen der Bürokratie, der Mittelklasse

¹⁶ Auch das wird seitens der bürgerlichen Klasse und ihrer Ideologen dargestellt, als wäre es »im Interesse der Arbeiterklasse«. Auf unsere Mittelklasse, die sich außerdem immer noch deklarativ auf den Sozialismus beruft, kann sich also Marx' These völlig beziehen: »Der Sozialismus der Bourgeoisie besteht eben in der Behauptung, daß die Bourgeoisie Bourgeois sind – im Interesse der arbeitenden Klasse« – Manifest der kommunistischen Partei, ebenda, S. 489.

und Technokratie (was im Grunde genommen *ein und dieselbe Position ist*) stammen. Das bedeutet, wenn sie sich gleichzeitig energisch von dem ideologischen (heute sehr stark angewachsenen, aggressiven, skrupellosen und immer frecheren aufdringlichen) Ballast, der sich tagtäglich in die eigenen Reihen infiltriert und bewußt unter ihnen Verwirrung stiftet, losmacht. Eine solche, und *nur eine solche* kommunistische Bewegung kann dann sowohl eine ideenhafte und integrierende, kohärente Kraft der jugoslawischen Völkergemeinschaft sein, die den Weg zur schöpferischen Befreiung aller Menschen öffnet, die auf diesem unserem historischen Boden leben. Und das ist jener Weg, von dem Marx sagte (sollten wir ihn verwerfen, so wird diese Gemeinschaft noch schwere historische Momente erleben):

»An die Stelle der alten bürgerlichen Gesellschaft mit ihren Klassen und Klassengegensätzen tritt eine Assoziation, worin die freie Entwicklung eines jeden die Bedingung für die freie Entwicklung aller ist.«¹⁷

¹⁷ Ebenda, S. 482.

ECSTASY AND HANGOVER OF A REVOLUTION

Antun Žvan

Zagreb

Today the development of socialism appears as some sort of social cyclothymia: periods of elation and revolutionary enthusiasm have been followed by those of melancholy and depression.

During the first period, following the first seizure of socialist revolutions, when these are still striving for the abolition of the old ruling class as an embodiment of social injustice, the revolution – together with its combatants and the entire oppressed population – is imbued with a strong feeling of enthusiasm. Inspired by ideas of freedom, social justice and humanity, the revolutionaries »scale the skies« to dethrone the »Gods« and re-establish a humane world. But when the ruling class is abolished, when the revolution – being a »political act« – fulfills its task of winning power, when socialism has to reject the »political disguise«, when it ought to develop its »organized activity« and reveal its »self-purpose« (Marx), the revolutionaries appear to give up all the elation and enthusiasm they had been imbued with at the very moment of struggle against the old system. The ideas of freedom, humanity and justice, which used to inspire them in the old days and seemed to them so close and easy to be fulfilled, now appear to lose ground among the people. Coincidentally, society is seized by the feeling of depression. For that which seemed once possible appears now, all of a sudden, aloof and almost impossible. But it may occur that some new, revolutionary goals emerge, their chances for materialising being small, and people are, once again, imbued with a new enthusiasm . . .

One can observe such a cyclic alternation of elation and depression in almost any socialist revolution of our century. The only difference seems to be in the incidence and intensity of these changes.

At the beginning, during the period of armed fights against the ruling class and its institutions, all socialist revolutions – from the October Revolution in Russia onto the Yugoslav, Chinese or Cuban Revolution – revealed one common trait: they were imbued with enthusiasm and ecstasy. But after a certain time, when the old class

system was abolished and power gained, the revolutionary zeal started to lose its vigour unexpectedly among the participants of the revolution. Along these lines, I do not think only of enthusiasm and (later on) disappointment with the final cause of the revolution on the part of its participants who, unlike the working class, naively expected miracles from the revolution. Their naive, almost religious attitude toward the revolution must lead them »logically« toward disappointment; they, namely, believe that the victory of the revolution or, more precisely, the winning of power will sweep away all evil and injustice among people. To their mind, socialism does not mean the achievement of the »more advanced life's form toward which the society of today tends« (Marx) but a fulfillment of their naive image of paradise on the earth. I also do not think here of the disappointment with socialism among some of its theoreticians whose mechanistic theories of society have broken down. Their concepts of socialism, those which neglect man's creativity and his aspiration for freedom, must »logically« lead toward disappointment, for people are not rats, we ought to admit, and they resent permanent experimenting, drills and regulations of a »system«. However, I do not imply here, as it might be understood, a complete lack of enthusiasm among the working class, although stalinism offers abundant evidence of it. Considering the disappearance of the revolutionary enthusiasm in contemporary socialism, I bear in mind, first of all, the general state of the society in which the ideas, that used to inspire it up to the last moment, belong no more to the entire society but are monopolised by the privileged ruling class – political bureaucracy. We may label such a »new state« stagnation, deviation, statism, stalinism, personality cult, entropy of the revolution or simply a crisis – but nothing will be altered within the course itself; this will only give evidence on the depth of our comprehension and understanding of what is underway.

However, it has been sufficient for the historical course of socialism to face events such as Workers' Councils in Yugoslavia, the »Polish October«, the Twentieth Congress of the Communist Party of the USSR or the »Spring in Prague« to have hopes in socialism rise again, hopes in its fitness to cope with any obstacle, to leave definitely behind it »cults«, »deviations« and »crisis«, and reveal its humanistic features. These hopes have not only awakened enthusiasm in the country, which was suddenly stirred up, but have been also aroused throughout international socialism.

It is sufficient to bear in mind, for instance, the expectations that were aroused in the socialist movement by the Twentieth Congress of the Communist Party of the USSR or the »Spring in Prague«. But that enthusiasm broke down soon again, and we were seized by the former anxiety: the brutal military occupation of socialist Czechoslovakia and the new attempts of Stalin's rehabilitation have, most likely, stopped our hopes short for a longer time.

Is not that cyclothymic course, that shift from enthusiasm to depression, a token of socialism's crisis? Marx indicated such a course in the bourgeois revolutions of the 18th century: »Bourgeois revolutions«, writes Marx in his 'Eighteenth Brumaire . . .' like those of the

eighteenth century, storm swiftly from success to success; their dramatic effects outdo each other; men and things seem set in sparkling brilliants; *ecstasy* is the everyday spirit; but they are short-lived; soon they have attained their zenith, and a long *crapulent depression* lays hold of society before it learns soberly to assimilate the results of its storm-and-stress period. On the other hand, proletarian revolutions, like those of the nineteenth century, criticize themselves constantly, interrupt themselves continually in their own course, come back to the apparently accomplished in order to begin it afresh, deride with unmerciful thoroughness the inadequacies, weaknesses, and paltrinesses of their first attempts, seem to throw down their adversary only in order that he may draw new strength from the earth and rise again, more gigantic, before them, recoil ever and anon from the indefinite prodigiousness of their own aims, until a situation has been created which makes all turning back impossible, and the conditions themselves cry out: *Hic Rhodus, hic salta!*¹ (Underlined by A. Z.)

Accordingly, in bourgeois revolutions *crapulent depression* was followed by *ecstasy*. That *crapulent depression* lasted until the bourgeoisie, the class whose interests were identified, at one historical moment, with those of all the oppressed, definitely got rid of its former allies – working men and peasantry, and until the society realized that the revolution did not abolish the class society, and that new classes appeared on the historical scene. Only when the bourgeoisie had forsaken all its illusions of its former allies, when it »has drowned the most heavenly ecstasies of religious fervor, of chivalrous enthusiasm, of Philistine sentimentalism in the icy water of egotistical calculation«,² the society realised what was left and became capable of »adopt-

From Marx's standpoint, proletarian, socialist revolutions are not likely to follow that psychological course of bourgeois revolutions. Such a point of view is based on his concepts of the socialist revolution and historical role of the proletariat, but also on the experience of the proletariat fights at that time.

The socialist revolution will possibly avoid the amplitudes of *ecstasy* and *crapulent depression*, for it is not a »partial, *only* a political revolution« like bourgeois revolutions. The winning of political power is not its goal of utmost importance and therefore it is not accomplished by gaining power. Socialism wants to win power, that »political act«, only if it is likely to destroy the bourgeois society. However, »when its *organised activity* starts, when its *self-purpose* emerges, its *soul*, socialism rejects its *political disguise*«. ³

The proletariat, as the carrier of the socialist revolution, does not consequently tend toward the goals of all the former social classes: to win power and immortalize the rule of the winning class. The proletariat wants to abolish any class distinction in the society, and accord-

¹ K. Marx: »The Eighteenth Brumaire of Louis Bonaparte«; Marx & Engels: *Basic Writings on Politics and Philosophy*, ed. by L. S. Feuer, Doubleday, Garden City, N. Y., 1959, p. 324.

² Marx-Engels: »Manifesto of the Communist Party«, op. cit., p. 9. ing soberly the results of its *Sturm-und-Drang* period«.

³ Marx-Engels: *Werke*, Band I, Dietz Verlag, Berlin, S. 409.

ingly any form of the class rule. Therefore, the proletariat as the class whose historical interests involve the interests and aspirations of all the oppressed classes and people does not have to face, having won political power, the problem of the bourgeoisie: how to *free oneself* from the role of the »general representative« (Marx) whom all the oppressed had trusted, how to *get rid of* the former allies and how to impose and ensure one's *special* interest now, when power is gained. It is in that very endeavour of the class that led the revolution to get rid of its *former* allies that crapulent depression is deep-rooted. Disappointment or crapulent depression appears at the moment when other, »allied« social classes realize they had been deceived, cheated and tricked, when they become aware of the fact that their participation in the revolution did not offer them the long-craved freedom and social justice but only a new, somewhat different form of slavery. However, although the proletariat as a class does not have to face the problem of the bourgeoisie after bourgeois revolutions, experience of the proletarian fights has indicated in the last century that the socialist revolution is also threatened by deceit, tricks and fraudulence, or more precisely, that danger has been threatening the proletariat itself. That valuable (in contemporary socialism, unfortunately, forgotten) experience was gained by the proletariat during the first socialist revolution – the Paris Commune. The Commune showed that – apart from the danger of the restaurating endeavours of the abolished bourgeoisie, the proletarian revolution is greatly threatened by its *own deputies and officials*. The Commune was aware of the possibility of separation of its own deputies and officials from the people, and of the danger that these might »in pursuance of their own special interests« (Engels) turn from its servants into its masters. As it has been known, the Commune had to undertake a series of extremely efficient steps in order to prevent that separation.

Unfortunately, except for a short period of the October Revolution (during Lenin's lifetime) and the endeavours and some relatively modest results of the Yugoslav practice, the experience of the Paris Commune, that very part of it, is mainly dead for today's socialism, in particular for the socialist countries. In these countries, except for a brief starting period of the revolution, the measures undertaken by the Commune with the aim to restrict power of its deputies and officials have never attained the level at which the Commune had applied them in practice. On the contrary, the social and material privileges of the political bureaucracy have reached in the socialist countries of today the proportions which have been seriously threatening the existence of socialism. Today, just the critique itself, for instance, of the political bureaucracy in these countries equals an almost straightforward blasphemy.

It is the very fact that the experience of the Paris Commune is dead for a substantial part of the international socialism which reflects the crisis of contemporary socialism. Many marxists and revolutionaries seem to be aware of that crisis today, and this awareness of the crisis may possibly be the source of expectations of socialism's triumph in spite of its »deviations«.

But before presenting my own viewpoint on the topic suggested for discussion by the editors of »Praxis«, I would like to stress two things: firstly, my intention to discuss the crisis of contemporary socialism does not include the concept of crisis that has been preached for about half of the century by the prophets of evil, who have been anticipating a break of socialism, and who have based their predictions for the most part on their own aspirations. When I talk about the crisis of socialism, I mean exclusively the crisis in the sense that has been understood and approached by the true fighters for socialism (both theoreticians and practitioners), who have been deeply concerned with it, questioning its sources, and who have been willing to help in order to surmount present obstacles, for they have been aware of the fact that a »properly designed future belongs to socialism, marxism«.⁴ Secondly, I would like to define precisely the meaning of the term crisis in this context. Not long ago, the term crisis, just like the term critique, had an »inappropriate« connotation for those who referred to it to criticize society and exposed them to suspicion and even to a ruthless labeling.

Those who strived for a radical social criticism or discussed about the crisis were accused and suspected by press of being nihilists denying anything that was socialist in our society. It was necessary for the bureaucratic opposition toward self-management to reach such dimensions as those under which the new conditions of our society could no longer be labeled – euphemistically – »stagnation«, »crisis of the growth«, etc., and these indictments had eventually faded away in the light of life's realities.

I use the term crisis therefore in the sense in which it has been recently used by E. Bloch: »Crisis is an old term for a burden, for rejecting that burden«.⁵

Talking about the crisis of contemporary and Yugoslav socialism as well I bear in mind the *burden*, the need for *rejecting that burden*, which has been haunting, like a nightmare, present day socialism, suffocating its internal strength and fettering its growth.⁶

⁴ E. Bloch: Introductory Speech addressed to the Summer School of Korčula, *Praxis*, 1-2, 1969, p. 4.

⁵ E. Bloch – Interview given to NIN, No. 1031, October, 11, 1970.

⁶ In contemporary socialism, its theory, different viewpoint have been developed regarding the nature of obstacles that socialism has had to cope with in the course of our century. If we overlook the bureaucratic optimism which is deaf and blind to the events of socialism, and which ascribes all the difficulties either to some »objective« causes or to the activity of some capitalistic intelligence services, and if we overlook the »disappointment« with socialism on the part of those who have equated socialism with stalinism by mistake, we shall notice that differences in viewpoints regarding the character of the crisis of socialism today are apparent rather than real. Those differences may be restricted to a single question: Is the present crisis of socialism just a mere crisis of its theory or does it saturate the whole movement?

Thus, for instance, André Gorz thinks there is no crisis of the Workers' Movement but only a crisis of its theory. R. Garaudy holds that the overall Movement

Burden – that is stalinism, or in the Yugoslav case, remnants of stalinism.⁷

Stalinism is the nightmare that has been haunting contemporary socialism: it is the root of the crisis of socialism, and it is the cause of the so evident hangover of present day socialism after the occupation of socialist Czechoslovakia.

Stalinism is not only the period of Stalin's rule of the Soviet State and his strong influence on the trends in the international socialism. Stalinism means the establishment of social power of the political bureaucracy. From social and political standpoint, stalinism is a completed process in the course of which the former representatives and bureaucrats of the revolution turned from people's servants into people's masters. That very *separation* of the representatives and bureaucrats from the people, that *transformation* from »servants« into masters make stalinism a negation of the first socialist revolution – the Paris Commune.

It may sound excessive to regard stalinism as a nightmare that haunts present day socialism, after the Twentieth Congress of the Communist Party of the USSR. Such a figure of Stalin has already faded away from the political scene. But the point here is not on the »personality cult«, or the personality in general but on the *system*, on the power of political bureaucracy.

The strength and efficacy of bureaucratic resistance toward reforming attempts in socialism, known under a general term *economic reforms*, reveal possibly how great is the power of the political bureaucracy in the socialist countries today.

The need for economic reforms in these countries has been based on the awareness of the inefficacy of the bureaucratic voluntariness in socialist economic systems. Therefore, the suggested reforms, in spite of some content differences which characterized them in each country, have one common feature: they are essentially a critique of the bureaucratic voluntariness. Their positive programme is the introduction of a greater dynamism in socialist economic systems, the restriction

has been undergoing a crisis, although he does not seem sceptical about its future. V. Cvjetičanin thinks, however, that the theory of the Workers' Movement, together with its organizations, have been experiencing a crisis today.

In my opinion, one should not pay too much attention to these differences. They seem to reflect, from different viewpoints, the same phenomenon: socialism is an integral entity of theory and practice. Therefore, the crisis of any »portion« of it substantially affects the movement as a whole. From the standpoint of the future of the movement, I am afraid that any insisting on differences might lead us to dogmatism and might render our arguments fruitless. If the crisis is indeed an »old term for a burden«, according to E. Bloch, it is not hard to see that there have been burdens everywhere: both in theory and practice and among organizational models, too.

⁷ At sight, it may seem strange to talk of the »remnants of stalinism« in Yugoslavia; as late as 1948 Yugoslavia was confronted with Stalin, and later on, in 1950, when workers' self-management was introduced, it faced stalinism. If stalinism is, however, only a term for social relations under which the political bureaucracy has a prevailing power in society, one can then talk about the extremely strong impact of stalinistic remnants in the Yugoslav society. The resistance of the substantial part of political bureaucracy toward the economic reform, nationalistic tendencies, among which the bureaucracy plays an important role, substantiate doubtless our statement.

of influence of the political bureaucracy upon economy and – as a result of that – the request for democratic expansion in public political life. Naturally, one cannot claim that all the suggested reforms have met with an equal success as theoretical concepts, but they have been basically inspired by the same motives and moving in the same direction. From the standpoint of socialism as a world process, they have been surpassing the boundaries of each country owing to these characteristics; they are not only their »private« affair, and they are of more than »local« importance. The entire socialist movement is interested in them on account of their basic meaning which eventually tends to help socialism overcome the period of its crisis.

What will be, however, the destiny of economic reforms in socialist countries? Except for Yugoslavia, where an embittered struggle has been underway to eventually fulfill, after two unsuccessful reforming attempts, some of socialism's principal goals at least, all other endeavours have failed: in the USSR requests for a reform have been liquidated by political and administrative measures, and in Czechoslovakia, for instance, by military force. The failure of reforms is the most evident sign of power of the political bureaucracy and of the crisis of present day socialism.

That failure reflects the crisis of its practice, and I would suggest, the double crisis of its theory. The crisis of practice has been expressed as the power of bureaucracy to liquidate reforms, to prevent any new, fresh ideas to develop within socialism. That twofold theoretical crisis has been reflected by the theoretical scope of the suggested reforming concepts, and by an almost absolute insufficiency of theoretical understanding of the crisis on the part of top bureaucrats. Namely, many of the suggested reforms are remote from the real needs of contemporary socialism: they tackle the problem just partly, restricting themselves – very often – to the economy only, and even in that field they aim at some changes which might increase economic efficiency only. Some of the substantive issues of socialism, such as freedom, withdrawal of the state, self-management and the like, have been out of their reach. Even in their most complete forms such as the »economic model of democratic socialism« of Oto Šik, they have revealed some relatively serious theoretical drawbacks and deficiencies.⁸

⁸ How Šik's concept of the reform, which might be regarded as the most complete one within the circle of socialist countries, does not aim at a radical social transformation but remains within the boundaries of a benevolent »repairing« of the existing has been demonstrated by V. Sutlić in his »Comments on the Text of O. Šik« published in »Kulturni radnik« No. 5/1970. To illustrate it, I am quoting only some of Sutlić's objections to Šik:

»What is not acceptable in Šik's postulations?

— Dealing with self-management at the level of specific enterprises only, and discerning accordingly only the political moment from the economic one, which has been a permanent source of bureaucracy and social, conceptual and even economic deviations, errors, etc., including a newly created independence of the state and other administration (communes, city, republic, etc.);

— Perennial feature of the state element: Šik does not even give a hint of a tendency of the state's »withdrawal« on account of the new economic and social relations;

— A non-historical dealing with the capital;

However, top bureaucrats, who dispose of the power to make decisions about reforms, have expressed an amazing ignorance of the theory, for they do not appear fit to make up their minds and support even that which could really increase the economic efficiency of socialism – which has been marked as the item Number One on their programme. The bureaucrat sees poison in anything that has not come out of his own kitchen. Therefore, he happens to refuse even some good and healthy food.

*
* *
*

Yugoslavia has been now facing its third attempt to reform its own economic system and social relations. The first two attempts have failed. This has been recognized by everyone today, and even by those who used to swear to success and presented data on how the »reform« was being carried out well and in accordance with the programme suggested. I have no intention of dealing now with some extremely complex circumstances and numerous problems our society had to cope with during the last decade, since the reform has started. I shall try to answer only one question: Why have we not been able, in spite of a number of decisions reached by the Party congresses, Party bodies, assemblies and executive bodies, to conduct the reform to its end, and why has there been a discrepancy between words and deeds?

The reform, which is not essentially a reform but a revolution under Yugoslav conditions, cannot be – like an armed revolution – carried out *in the name of the working class* but must be its own act. That class, however, does not still dispose of either economic or political opportunities and means to make the reform its own act. The social and economic status of the working class in our country do not allow it to take the destiny of the reform in its own hands, since the accumulation or labour surplus have been still governed by the state, and lately, by banks (naturally, not only by federal banks as some »nationalists« would convince us but also by republic, »national« ones),⁹ and by large-scale exporting-importing enterprises (reexporters) which have joined the state.

— Confusing the value surplus with the labour surplus without which no civilized society could ever exist;

— All this relating to the fact that Šik's economic model of democratic socialism is, in fact, that of the socially and humanistically oriented capitalism, directed against the »model« of the egocentrically and idly or expansively consuming oriented capitalism;

— A restricted, newspaper-like conception of the revolution as a revolt, rebellion, coup, etc. misunderstanding of the epoch-making character of the revolution.

The reader might, of course, gain a better insight into the above problem by referring to the already mentioned issue of »Kulturni radnik«, which published both Šik's postulations and Sutlić's »Comments«.

⁹ It is characteristic of »our« nationalists, regardless of the type of social or professional set they belong to, to see the power alienated from man and the bureaucratic danger *exclusively* among federal bodies from and in other republics, their banks and reexporters. They are absolutely blind to the danger of their »own bureaucracy« to which Marx, Engels and Lenin so frequently draw proletarian's attention, including almost all of Yugoslav marxists. On the contrary, nationalists have, on

The aim of the reform is to change fundamentally the present status of the working man, that is to establish such socio-economic relations under which associated workers will have an absolute power to make decisions about accumulation. For this reason, the present status of the working class in relation to the labour surplus and decision-making about it cannot be the target of our critique since such a critique has already been expressed by the reform, having a radical change of that status for its principal goal. The question that has, however, remained open for the future is as follows: how, by what means and in what ways could that critique be transformed into action? How could the working class take the cause of the reform in its own hands? Opposition to the reform has taken root, first of all, in the political sphere. The discrepancy between words and deeds has been manifested above all as a discrepancy between political statements about the reform and concrete decisions and tasks as set up in these statements. But as the working class does not dispose of economic instruments in our country, it does not sufficiently possess political power in order to influence decisively the transformation of our society. In the institutions which make decisions about the reform, there are almost no workers at all. Moreover, the greater the social power of an institution, the smaller the number of workers in it. In addition, the number of workers in the Federal Assembly, republic and communal assemblies has been decreasing during the period of the reform at the time when one should really expect a substantial increase of their number within these bodies. »While workers within Federal Assembly were represented by 5.5% in 1963, in 1965 by 3.9%, and in 1967 by 1.9%, they totaled to only 0.6% in 1969. (Totally, there are 4 workers in the Economic Council; in other Councils of the Federal Assembly there are no workers at all.)

An identical tendency can be observed in republic and regional assemblies. Thus, in all republic assemblies in 1963 there was a total of 7.5% of workers, in 1965 4.6%, in 1967 2.5%, and in 1969 1.3% . . .

The same tendency but, nevertheless, a somewhat higher participation of direct producers, indicate data on the composition of communal assemblies: in 1963 - 14.6%, in 1965 - 15.4% in 1967 - 14.5%, and in 1969 - 13.1%.¹⁰

Consequently, the number of workers in the institutions which make decisions about the reform is quite insignificant. Therefore, the associated producers cannot express their will directly through these institutions and influence social events or the reform. There are too many people in these institutions to whom politics has become a vocation, a profession, and these people, as Max Weber noticed it shrewdly, live

the one hand, been »proving« without any evidence, that »there is no danger of a republic statism«, while they have been predicting, on the other hand, (being aware of their own personal interests to maintain statism) that »republic statism will have to be somewhat strengthened« on account of the decline of federal statism will have deceiving game and bluff does not only prove that they have understood nothing about the character of the Yugoslav socialist revolution, but it also produces evidence of their being counter-revolutionaries!

¹⁰ Đ. Tozi & D. Petrović: Political Relations and Composition of Assemblies of Socio-Political Communities; Socialism, No. 12/1969, p. 1591.

»from« and not »for« politics. The Communist League of Yugoslavia tends, among others, to abolish politics as a profession but how can this be achieved when those who live from politics and to whom it is a continuing source of income are expected to make such decisions? The action of associated producers has not been, therefore, hindered only by the fact that self-management lacks resources for an extensive reproduction, its material basis thus being restricted, but it is also politically restricted: associated producers are insignificantly represented in managing bodies outside their factories. Consequently, self-management has been restricted to factories, and it is continued to be restricted to actions within factories themselves. In contrast to the restricted space for action of the working class stands the great power of the state and other organizations, material and political power.

Our present condition is as follows: it is not the associated workers who decide about the existential issues of their own state but it is the other way round – it is the state which decides about these issues of the disunited producers' associations, restricted within their factories. Only when associated workers will have been offered a chance to spell out what they really want from their own state, how much of the »state« they need, and what state they desire, when the state will be under a strict control of associated workers, it will then be possible to remove the discrepancy between words and deeds, and carry out reforms.

This reform cannot be conducted in such a manner that workers keep applauding for some ten years to the reform at their meetings, keep offering it their support, and yet being unable to make a single decision that would oblige the »responsible« officials for the implementation of that decision.

The real chances for action on the part of associated workers have been mainly restricted, for the time being, to the »backing« of the institutions and individuals who really want the reform and struggle for the materialization of its concepts and goals. To enable workers to exceed that limit, it appears that economic measures are insufficient for the economy to provide it with larger material resources; some political measures will be necessary (they are possibly more important at this moment) to enable workers to play an important role in decision-making regarding the reform, and to control the implementation of these measures. Practically, this means that the political system should develop in such a way that workers win some decisive positions outside their workers' councils, too – in the Federal Assembly, republic and communal assemblies. In short, the fundamental concept of evolution of our political system should be self-management viewed as an integral system which is naturally dominated by associated workers from workers' councils onto the Federal Assembly.

But much hesitation has been manifested in this regard, even among the top leaders of the Yugoslav Communist League. Such vacillations or as E. Kardelj put it, »misunderstandings of some fundamental issues«, have been and partly still are the source of inefficacy with regard to the implementation of the reform. It is historically untrue that concepts have been clear, that there has been no doubt about

them, and that practice has deviated from beautifully conceived ideas. It is not true that it is only the idea which should always be blamed. At the Third Conference of the Central Committee of the Yugoslav Communist League in 1966, E. Kardelj declared bravely and openly that we seemed to be hesitant about some »fundamental issues« for quite a long time. »As a matter of fact«, said Kardelj then, »we had to face very often the following dilemma: Should the communists struggle for some *paternalism of the state*, i. e. for a reliable government which would humanely take care of the good but »stupid« people, or for a true *socialist self-management* of the working people, i. e. for the establishment of such socio-economic conditions (and material ones), and such democratic forms within which the working man will be able to take care of himself«. ¹¹ (Underlined by A. Žvan)

Kardelj says we have »cleared up that dilemma on paper only«, and that »many problems have emerged in practice because the battle for a fundamental orientation has not been fully won«. ¹²

If, consequently, in 1966, when the Yugoslav society attempted – for the second time – to carry out the reform, there was a dilemma: paternalism of the state or self-management? If that dilemma has been still discussed by the people at the social top, it is then comprehensible why the reform could not have been conducted with the firmness which required such a project.

If we add, moreover, the inefficacy of many officials who have been responsible for the reform, who have been unable to formulate clearly and precisely the purpose, goals and concrete tasks of specific social subjects, the methods and realistic deadlines when the reform is expected to be completed, then it is not difficult to see that the obstacles which the Yugoslav society has been undergoing in its endeavours to transform itself have been somewhat »normal«. I mean »normal« insofar as all the three reforming attempts have confirmed the fact that the reform cannot be carried out in the name of the working class but it must be its own act. Will the third lesson be sufficient for us?

*
* * *

The cyclothymic course in the development of contemporary socialism, that periodical alternation of enthusiasm and depression, which can be today easily noticed even by quick observation, is nothing else but an expression of crisis. The quintessence of that crisis lies in the conflict between the privileged political bureaucracy and the working class, including the classes (primarily the humanistic intelligence) which sees in the workers' struggle the old aspirations and man's fight for freedom and human dignity. The cause of the crisis, it appears to me, is based on the fact that socialist revolutions of our century have won mainly in the countries with an underdeveloped working class.

¹¹ Third Conference of the Central Committee of the YCL: Current Issues in the Struggle of the YCL for the Implementation of the Reform; Komunist, Belgrade, 1966, p. 298.

¹² Ibid.

The working class in these countries, unlike the proletariat of the Paris Commune, has been too weak to restrict the power of its leaders in an efficient way, and to keep them within the limits of their services for the revolution.

However, the economic development of socialism during the last decades has multiplied manifold the working class. Owing to this, its role in the society has been increased. No matter how fervently the bureaucracy would defend its privileges, the fact is that we have been confronted, at least temporarily, with the attempts of »destalinization« or »debureaucratization« due to the ever-increasing role of the working class. As a matter of fact, one could object to such attempts that they have been conducted by the bureaucracy itself. But one should add this: the bureaucracy has not been doing this because it wants to but because it has been *compelled* to do it.

An awareness of crisis has been increasingly penetrating international socialism. *If* such an awareness is the result of a true understanding of actual conditions in the socialism of our century, we can then look at its future with hope and confidence. That awareness will yield a new strategy and tactics in the struggle for socialism but will also revive the concept of socialism, bring the movement back to Marx, and definitely get rid of its stalinistic burden. Only then will socialism escape its ecstasies and hangovers. Only some stalinist dogmatists are afraid of admitting the crisis, but G. Lukacs has clearly said about them: » . . . sectarians do not trust marxism; all sectarians are defeatists«. ¹³

Marx wrote to Ruge (1843): »Shame is already a revolution«. He compared a nation which is ashamed with a lion which retreats before taking a leap.

The awareness of crisis is more than a mere sense of shame. The movement that is aware of its own crisis is most likely to surmount it.

¹³ G. Lukacs: »All Dogmatists are Defeatists«; Kulturni radnik, No. 1-2, 1968.

»BÜROKRATISCHER SOZIALISMUS«?

Gajo Petrović

Zagreb

1.

Der Ausdruck »bürokratischer Sozialismus« wird manchmal als eine angemessene Bezeichnung für gewisse soziale Gebilde betrachtet: für diejenigen, die zwar sozialistisch aber nicht demokratisch, sondern bürokratisch sind. Kann aber eine bürokratische soziale Ordnung zugleich sozialistisch sein? Oder ist der »bürokratische Sozialismus« so etwas wie ein »rudes Quadrat«?^{*}

Sicherlich ist es möglich, den »Sozialismus« und den »Bürokratismus« so zu interpretieren, daß die beiden vereinbar werden. Ist der »bürokratische Sozialismus« aber auch dann möglich wenn wir Sozialismus und Bürokratismus im Geiste von Marx auffassen?

2.

Der Sozialismus wird auf verschiedene Arten verstanden, meist als sozioökonomische Ordnung, in der das Privateigentum durch die Verstaatlichung der Produktionsmittel aufgehoben ist und die Arbeitsverpflichtungen und die Distributionsrechte nach dem Prinzip geregelt werden: »von jedem gemäß seinen Fähigkeiten, jedem gemäß seiner Arbeit«. Für Marx war Sozialismus dagegen nicht nur eine sozioökonomische Formation, sondern eine neue Lebensform, in der der Mensch wirklich menschlich wird, eine wahrhaft menschliche, humanistische Gesellschaft, die die Möglichkeit für eine freie schöpferische Entwicklung eines jeden Menschen öffnet.

* Die folgenden Thesen werden in einer Abhandlung ausführlich ausgearbeitet, die unter dem Titel »Der „bürokratische Sozialismus“ und das Problem der Humanität« in *Marxismusstudien*, Siebte Folge (herausgegeben von H. E. Tödt) veröffentlicht werden soll.

3.

Die »Bürokratie« wird auch verschiedenartig aufgefaßt, am häufigsten als die Schicht der Bürokraten. Und unter »Bürokraten« werden oft alle »Büroleute« verstanden, alle diejenigen, die im Büro sitzen und in ihrem Büro ihre Aufgaben erfüllen. Eine solche Auffassung finden wir z. B. bei Max Weber. Das Beamtentum oder die Bürokratie, was für ihn dasselbe ist, versteht Weber als eine soziale Schicht, die der herrschenden Macht als Mittel dient. Ihre Mitglieder, die Beamten, werden vom Herrscher ausgewählt und ernannt und von ihm mit gewissen Aufgaben beauftragt, die sie gemäß den vom Herrscher vorgeschriebenen Gesetzen und Regeln ausüben.

Weber selbst sieht, daß im Beamtentum eine Tendenz besteht, sich aus dem Mittel der Herrschaft in den Herrscher zu verwandeln und daß diese Tendenz sich auch im hohen Maße realisieren kann. Wenn es aber so ist, dann müssen wir fragen, ob wir nicht diese zwei prinzipiell verschiedenen Sachen, das Beamtentum, das als Mittel der Herrschaft dem Herrn dient, und das Beamtentum, das sich selbst zur Herrschaft erhoben hat, begrifflich und terminologisch unterscheiden sollten.

Wenn der Beamte einer mit einem öffentlichen Amt beamtete ist, und das Amt ein fester, dauernder Aufgabenkreis im Dienste anderer, ist es dann nicht berechtigt, den Namen »Beamtentum« ausschließlich für die Schicht der Beamten zu reservieren, insoweit sie nicht eine herrschende Schicht, sondern ein Instrument der wirklichen Machthaber darstellt? Und ist es dann nicht berechtigt, den Namen »Bürokratie« für die Schicht der Büroleute nur insoweit zu reservieren als sie zur herrschenden Schicht geworden sind?

4.

Eine solche Bestimmung der Bürokratie wäre vielleicht nicht ganz eindeutig. Wir können sie aber so präzisieren, daß unter Bürokratie ein solches Beamtentum zu verstehen ist, das (1) ohne einen entscheidenden Einfluß von »unten« oder von »oben« sich selbst konstituiert und organisiert, seine Reihen erneuert und »reinigt« und seine Organisation ändert, um dadurch (2) in allen wichtigen Gebieten des gesellschaftlichen Lebens eine regulierende Funktion ausüben zu können, und zwar (3) nach den Regeln und Gesetzen, die es sich selbst im Einklang mit seinen Interessen gibt.

5.

Zum Unterschied vom Beamtentum, das entweder von »oben« oder von »unten«, jedenfalls aber von außen her konstituiert wird, ist die Bürokratie eine sich selbst konstituierende und organisierende Schicht. Die Bürokraten können zwar auch formell »gewählt« werden, in der Tat werden sie in die heilige Reihe der Bürokraten »aufgenommen«. Die Schein»wahlen«, wo alles schon vorentschieden ist, sind ein be-

liebtes Instrument der Bürokratie. Manchmal wird zwar dem Volk auch wirklich überlassen, einige Bürokraten selbst zu wählen, wiederzuwählen oder abzuwählen. Dieses Überlassen der einzelnen Wahlen dem Volk ist aber keine »Entbürokratisierung« oder »Schwächung der bürokratischen Herrschaft«. Im Gegenteil wird die Möglichkeit der Auslieferung einzelner Bürokraten an die Volksentscheidung von der bürokratischen Spitze als ein Schreckmittel für die Erhaltung der bürokratischen Disziplin und Solidarität gebraucht. Wie einst die Christen den hungrigen Löwen, so werden jetzt ungehorsame Bürokraten der Wut des unzufriedenen Volkes geopfert.

6.

Soweit das Beamtentum nur in einigen Gebieten des Lebens ein entscheidendes Wort hat, speziell wenn ihm keine endgültige Entscheidung gehört, ist es noch nicht Bürokratie. Die Bürokratie ist das Beamtentum, das in den wichtigsten Fragen des gesellschaftlichen Lebens die endgültige Entscheidung trifft und keine höhere Instanz über sich kennt. Dadurch ist wohl noch nichts über die konkrete Form der bürokratischen Herrschaft gesagt. Die Bürokratie kann sich der direkt terroristischen Methoden bedienen, sie kann aber auch »Demokratie spielen«. Wo die stalinistische Bürokratie nicht nur Armee, Justiz und Polizei, sondern auch alle *mass media* in ihren Händen hat, und durch diese Medien nur ihre eigene, bürokratische »Wahrheit« verkündet, da muß sie sich nicht in jedem Moment der polizeilichen Maßnahmen bedienen (was wohl nicht heißt, daß sie auf diese verzichtet). Die Bürokratie, die die Macht fest in Händen hält, kann sogar »antibürokratische« Feldzüge organisieren, und sich selbst zum Vorkämpfer des Sozialismus und der Selbstverwaltung erklären.

7.

Wenn die Bürokratie die Macht in ihren Händen hat, dann wird sie sich ihre Herrschaft nicht dadurch erschweren lassen, daß sie jemandem anderen die Herstellung der Gesetze und der Regeln überläßt. Die herrschende Bürokratie übernimmt nicht nur die ausführende, sondern auch die gesetzgebende Gewalt. Schamlos erläßt sie Gesetze, die ihren eigenen Interessen entsprechen. Es kann so geschehen, daß in einem zurückgebliebenem Land, wo die Bürokratie eben in die Automobile gestiegen ist, die Maßnahmen gegen den Diebstahl von Wagen im Parlament häufiger und heftiger diskutiert werden als die Maßnahmen gegen die wachsende Arbeitslosigkeit und Abwanderung der Arbeiter.

8.

Wenn wir die Bürokratie auf die oben erläuterte Weise auffassen, dann ist der Sozialismus als eine wirklich menschliche Gesellschaft, als eine freie Gemeinschaft der freien Persönlichkeiten mit dem Bestehen der Bürokratie nicht vereinbar. Mit anderen Worten: *der »bürokratische Sozialismus« ist im Prinzip unmöglich.*

9.

Ist es dennoch nicht eine Tatsache, daß alle bestehende sozialistische Länder stark bürokratisiert sind? Ist der »bürokratische Sozialismus« nicht eine gesellschaftliche Realität, die nicht einfach ignoriert werden dürfte?

Der »bürokratische Sozialismus« im Sinne einer Mischung von Bürokratismus und Sozialismus ist sicherlich eine Realität, die Elemente dieser Mischung sind aber prinzipiell unvereinbar. Deshalb ist eine gleichmäßige Mischung aus bürokratischen und sozialistischen Elementen als ein dauernder Zustand unmöglich. Entweder müssen die einen oder die anderen die Oberhand gewinnen. Im ersten Fall bekommen wir eine bürokratische Struktur mit untergeordneten Elementen des Sozialismus, im zweiten eine sozialistische Struktur mit Elementen von Bürokratismus. Die beiden Strukturen sind qualitativ verschieden, und sie beide unter den Begriff des »bürokratischen Sozialismus« unterordnen zu wollen ist eine bürokratische Mystifizierung, die den wahren Charakter der bestehenden bürokratischen Strukturen nur verschleiern möchte.

10.

Die Wichtigkeit der »abstrakten« Klärung der Begriffe »Sozialismus« und »Bürokratismus« liegt eben in der Möglichkeit, die sie bietet, den wahren Charakter einiger »sozialistischen« Gesellschaftssysteme zu durchschauen und die Bedingungen und Perspektiven der sozialistischen Entwicklung zu erforschen. Wenn wir nicht erkennen können, daß die Länder mit der Vorherrschaft der bürokratischen Strukturen keine sozialistische Länder sind, dann werden wir uns in der gegenwärtigen Welt weder »theoretisch« noch »praktisch« orientieren können.

Das heißt keineswegs sozialistische Ansätze, Tendenzen, oder Elemente in der gegenwärtigen Welt und speziell in den »sozialistischen Ländern« leugnen zu wollen. Die Entmachtung der Bourgeoisie, die Zerstörung der alten Verwaltungsorgane und die Aufhebung des Privateigentums auf Produktionsmittel waren die richtigen ersten Schritte zum Sozialismus. Die Verstaatlichung der Produktivkräfte, der Aufbau eines immer stärkeren »sozialistischen Staates« und die Konstituierung einer Bürokratie, die auf allen Lebensgebieten eine herrschende Rolle spielt, waren dagegen nur verschiedene Aspekte einer gegenrevolutionären bürokratischen Entwicklung.

11.

Die Gründe für »Abweichungen« vom sozialistischen Weg sind sicherlich in der Unreife der objektiven Bedingungen für den Sozialismus in einigen Ländern zu suchen, wie auch in den subjektiven »Schwächen« und »Fehlern« der entsprechenden Staats- und Partei-

fürungen. Theoretische Wurzeln dieser »Abweichungen« sind aber auch in den Unzulänglichkeiten der theoretischen Analysen der »Klassiker des Marxismus« (speziell derjenigen Lenins) zu machen.

Wie bekannt, hat Marx in seinem »Bürgerkrieg in Frankreich« das Problem der Staats- und Munizipalbürokratie und ihrer Aufhebung gründlich analysiert. In seinem Werk »Staat und Revolution« hat Lenin diese Analysen wiederbelebt und ergänzt. Das ist sein unvergängliches Verdienst. Wenn wir aber seine Arbeiten aus den Jahren nach der Oktoberrevolution lesen, so sehen wir, daß er sich manchmal unter dem schon erreichten theoretischen Niveau bewegt. So finden wir zwar in seinen Arbeiten aus dieser Zeit einen fast ständigen Aufruf zum Kampf gegen den Bürokratismus, wenn wir aber den Inhalt dieser Forderung näher betrachten, dann sehen wir, daß er den Bürokratismus oft auf eine unbefriedigende Weise auffaßt. Nicht in der Herrschaft des Staatsapparats sieht er den zu bekämpfenden Bürokratismus, sondern vielmehr in seinem schlechten (langsamen, nichtelastischen, nichteffizienten, primitiven) Funktionieren.

12.

Im Einklang mit Lenins Auffassung vom Wesen des Bürokratismus steht auch sein Programm des Kampfes gegen diesen. So fordert er vor allem den Kampf gegen den bürokratischen »Schlendrian«, und zwar einerseits, durch die Einbeziehung immer neuer lernensfähigen und dem Sozialismus treuer Leute proletarischen Abstammung in den Staatsapparat, und andererseits durch eine bessere Organisation der Arbeit und eine strengere Kontrolle ihrer Ausführung.

Lenins Programm des Kampfes gegen den Bürokratismus kommt so manchmal einem Programm der Vervollkommung der bürokratischen Herrschaft näher. Andererseits finden wir bei Lenin keine gründliche Analyse der Möglichkeiten für eine wirklich sozialistische Organisation der Produktion.

In der Verstaatlichung der Produktionsmittel hat er keineswegs das Endziel des Kommunismus gesehen. Und doch hat er darin einen qualitativen Sprung vom Kapitalismus zum Sozialismus gesehen (»denn aller Besitz gehört dem Staate, der Staat aber ist die Sowjetmacht, die Macht der Mehrheit der Werktätigen«) und eine Basis für eine längere Periode der sozialistischen Entwicklung.

13.

In der Tat ist durch die Verstaatlichung der Produktionsmittel noch keine sozialistische Veränderung der Produktionsverhältnisse erreicht, weil durch die Abschaffung der Kapitalisten und die Verstaatlichung der Betriebe noch keine wesentliche Veränderung in der Position des Produzenten, des Arbeiters eingetreten ist. Die Unterscheidung zwischen jenen die arbeiten und jenen, die über die Arbeit entscheiden, zwischen den Beherrschten und den Herrschern, zwischen den Ausgebeuteten und den Ausbeutern ist dadurch nicht verschwunden. Daß es

hinter und über den Beamten, die die Betriebe verwalten, keine Kapitalisten mehr gibt, ist zwar wichtig für die Beamten, die dadurch Bürokraten, d. h. Herrscher geworden sind, nicht für Arbeiter, die das Objekt der Herrschaft geblieben sind. Der Unterschied ist aus der Perspektive der Arbeiter um so weniger merkbar, weil in den höchst entwickelten Phasen der kapitalistischen Wirtschaft, in großen kapitalistischen Betrieben, der Arbeiter sowieso nicht direkt mit dem Kapitalisten sondern mit seinen Beamten zu tun hat.

14.

Die Vertreter der These vom sozialistischen Charakter des verstaatlichten Eigentums in den »sozialistischen Ländern« haben speziell darauf bestanden, daß in den verstaatlichten Betrieben an Stelle der alten Beamten neue aus den Reihen der Arbeiter getreten sind. Die Schwäche dieses Argumentes ist offensichtlich. Ebenso wie der Kapitalismus seine Natur nicht ändert, wenn einige oder sogar viele Arbeiter Kapitalisten werden, so ändert sich die Natur der bürokratischen Herrschaft keineswegs einfach dadurch, daß ein Teil der Arbeiter sich in die Reihe der Bürokratschicht »erhebt«.

Es ist ein großes Verdienst der jugoslawischen Marxisten eine tiefere Kritik des Bürokratismus und ein radikaleres Programm des Kampfes für den Sozialismus gegeben zu haben. Der Bürokratismus wurde hier nicht als schlechtes Funktionieren des Staatsapparatus aufgefaßt, sondern als die dominierende Rolle dieses Apparats im gesellschaftlichen Leben. Als Mittel für die Überwindung des Bürokratismus und die Entwicklung des echten Sozialismus wurde die Selbstverwaltung der Produzenten proklamiert. Diese wurde aber nur teilweise realisiert. Die Entwicklung der Selbstverwaltung begegnet seitens der bürokratischen Strukturen einem heftigen Widerstand.

15.

Die Selbstverwaltung muß von Basisbetrieben ausgehen. Man kann die Selbstverwaltung im gesellschaftlichen Maßstab nicht organisieren, ohne sie in Basisbetrieben einzuführen. Andererseits kann die Selbstverwaltung in den Betrieben nicht einfach so verwirklicht werden, daß gewisse Rechte den Arbeitern auf dem Papier geschenkt werden. Diejenigen, die mehr Papier- und Fachkenntnis haben, die erfahrene Bürokraten und Technokraten, wissen gut, wie die ungebildeten Arbeiter manipuliert werden können. Die Erhebung des allgemeinen Wissens- und Kulturniveaus der Arbeiter ist eine der Vorbedingungen ihrer wirklichen Teilnahme an der Verwaltung der Betriebe. Aber die bloße Schulung und Kulturausbildung der Arbeiter ist für die Verwirklichung der Selbstverwaltung in Basisbetrieben nicht genug. Die herrschende Technobükratie wird ihre Positionen nicht so ganz freiwillig den Arbeitern überlassen. Deshalb ist die Verwirklichung der Selbstverwaltung in der Produktion nur durch den ständigen Kampf der Produzenten um ihre Rechte möglich.

16.

Die volle Selbstverwaltung in den Betrieben ist nicht bloß durch den Kampf innerhalb der einzelnen Betriebe erreichbar. Die Einzelbetriebe wirken innerhalb einer globalen Gesellschaft, unter gewissen wirtschaftlichen, politischen und rechtlichen Bedingungen, die für alle Betriebe gleich gelten (oder wenigstens gelten sollten). So kann nicht die Frage als unwichtig ignoriert werden, wer und wie im gesamtgesellschaftlichen Umfang über diese Schlüsselfragen entscheidet.

Wenn die Schlüsselpositionen in Händen einer Staatsbürokratie bleiben, die durch allgemeine Vorschriften das ganze wirtschaftliche und politische Leben gesetzlich und administrativ regelt, dann bleiben die Aussichten für die Realisation der Selbstverwaltung in den einzelnen Betrieben sehr gering. Einerseits wird die Staatsbürokratie durch allgemeine Gesetze und Vorschriften auch die herrschende Rolle der Technobürokratie in den Betrieben zu sichern wissen, andererseits wird sie wonötig auch direkt intervenieren um in einzelnen Betrieben die bedrohte Herrschaft der ergebenen Bürokraten zu retten. Deshalb ist die Entwicklung der Selbstverwaltung im allgemeingesellschaftlichen Maßstab eine notwendige Bedingung der Selbstverwaltung in Basisbetrieben und diese Bedingung ist nur so zu erreichen, daß die herrschende Bürokratie abgeschafft wird und die Gesellschaft sich von unten nach oben als eine Vereinigung der selbstverwaltenden Einheiten konstituiert.

17.

Die teilweise Selbstverwaltung in Einzelbetrieben, die »demokratische« Wahl der kleinen Funktionäre, die Freiheit für die moderne Kunst und Literatur, die Tollerierung aller philosophischen Richtungen (mit einer einzigen Ausnahme, der marxistischen), die Pflege der nationalen Kultur, die Offenheit der Grenzen für fremde Touristen, reiche Auswahl an bunten Textilkleidern in Läden und die Überfüllung der Straßen mit Autos, – das alles kann nur ein Scheinschmuck sein mit dessen Hilfe die Bürokratie die wahre Natur ihrer Herrschaft zu verschleiern sucht.

18.

Um ihre herrschende Position zu behalten ist die Bürokratie zu allem bereit, sogar zum Erfinden von Fabeln, wie derjenigen daß nicht sie, die Bürokratie vom Schweiß der eigenen Arbeiter lebt, sondern die Arbeiter anderer Nationen. Für die Musik, die sie so komponiert, kann sie für gutes Geld auch entsprechende Meistersinger finden. Ob alle für das Geld zu kaufen sind, und ob die Arbeiter so leicht betrogen werden können, – das ist eine andere Frage. Jedenfalls ist der schöne Name »Sozialismus« nicht genug, um die Häßlichkeit der bürokratischen Ausbeutung zu verschleiern.

MARGINALIEN ZUM PROBLEM DER NATION

Danko Grlić

Zagreb

Wie an das Problem der Nation gehen? Ganz allgemein, außerhalb von dem, was sich gerade heute ereignet, aus dem Gesichtspunkt der ewigen Philosophie, rein begrifflich, abstrakt oder etwa konkret, was bedeuten sollte, ausschließlich vom Bestehenden ausgehen, also pragmatisch, »real-politisch«? Mir scheint, dies will ich gleich zu Beginn betonen, daß dieses methodologische Dilemma verlogen ist, daß es aus einem Konzept erzwungen wird, das aus ganz irdischen Gründen diesen Dualismus des Bewußtseins und der Wirklichkeit, der Theorie und Praxis etablieren will, um diese beiden Bereiche völlig unabhängig von einander zu lassen, sie zu petrifizieren, sie damit zu töten, wirkungslos zu machen. Das Abstrakte in seiner Isoliertheit, absoluten Unberührtheit vom konkret Geschichtlichen lebt auch sein scheinbares Leben gerade dann, wenn die Wirklichkeit in ihrer Pragmatik keine abstrakten revolutionären theoretischen Konzepte braucht, und daher ist die Koexistenz der »toten Theorie« mit der ständigen statischen Praxis so natürlich. Das ist der Zustand des Bewußtseins, in dem sich das Bewußtsein einzubilden beginnt, daß es »wirklich etwas vorzustellen, ohne etwas Wirkliches vorzustellen«, daß es sich »von der Welt zu emanzipieren und zur Bildung der 'reinen' Theorie, Theologie, Philosophie, Moral etc. überzugehen« (K. Marx, Fr. Engels, Die deutsche Ideologie, Band I, S. 96).

Nun ist es aber auch ebenso klar, daß man bei der Analyse eines Zustandes und einer Bewegung nicht nur beim Absondern und Bewerten dessen, was ist, verbleiben kann. Für einige ist es aber immer noch absurd, daß man das Konkrete nur durch seine Transzendierung sehen und erkennen kann, daß man die Beschränktheit des Beschränkten nur im Überschreiten der Grenze einsehen kann, daß man das Wirkliche nur durch das Verlassen seiner »konkreten«, alltäglichen, banalen Erscheinung und durch das Abstrahieren und Ausschneiden von allem Unwesentlichen bewerten kann. Erst dann können wir die Frage nach den Strömungen und Tendenzen in der Wirklichkeit selbst stellen, die Frage, wohin wir gehen, warum wir dorthin gehen, wohin

wir gehen, und in wessen Namen eine Bewegung zur Bewegung wird. Deshalb hat das fast schon vergessene Lösungswort von den »abstrakten Humanisten« nicht nur eine Verfehlung bedeutet (denn es erwies sich, daß gerade diese Abstrahierung sehr konkrete und scharfe kritische Analysen ermöglicht), es bedeutete vielmehr von Anfang an ein solches Kompliment (die Möglichkeit eines Denkens auf einem höheren, abstrakten Niveau, das auch noch vom humanistischen Inhalt durchdrungen ist), das viele, denen es zugehört war, nicht einmal verdient haben. Es ist aber charakteristisch, daß man sehr rasch ein sah, daß philosophische, soziologische und überhaupt theoretische Abstrahierung zu bestimmten tieferen, konsequenteren und klareren Ansichten im Verhältnis zur Realität führt als die, die sich nur an die sogen. gesellschaftspolitische Wirklichkeit hält, sie vom Standpunkt und im Rahmen eben dieser Wirklichkeit beobachtet, und so wurden diese (wenigstens dem Namen nach) gutmütigen »abstrakten Humanisten« oft und sehr scharf von Real-Politikern dazu aufgefordert, sich der reinen Theorie, der Fachphilosophie zuzuwenden. Auf dem sogen. fachphilosophischen Niveau kommt es ebenfalls zu einem Paradox eigener Art: arrogante Schmeichler, Leute, die bis zu den Ohren in verschiedene befehlende Kombinationen und Intrigen getaucht sind. Leute mit ausdrücklich krankhaften politischen Ehrgeiz, gemeinsam mit gut bezahlten Rezensenten und Schreiberlingen fordern die Philosophie nicht zu überschreiten, sich also ausschließlich mit der sogen. Abstrahierung zu beschäftigen. Die Philosophie beschäftigt sich also schon per definitionem mit abstrakten Problemen, nicht aber mit einer *falschen, pervertierten*, jegliche Wirklichkeit entbehrenden Abstrahierung, die keine Korrelate in der Praxis hat, die von sich glaubt, außerhalb von Zeit und Raum zu sein, und die solcherart in ihrem Wahn des Intelligibilen und Vernünftigen die *reale Unvernunft ermöglicht*, sie sogar rechtfertigt.

Wenn wir also von der wahrhaft philosophischen Abstrahierung sprechen, dann kann dies keinesfalls diese neutrale, unverantwortliche Abstrahierung sein, ein interessantes anregendes Ping-Pong mit Begriffen und Termini, die manche so sehnsüchtig von der Philosophie erwarten, dies kann keine Abstrahierung ohne Konsequenzen der Realität gegenüber sein, jene vorsichtige, eigentlich verlogene Abstrahierung, die niemand zu etwas verpflichtet, die die Flucht vor allen Widersprüchen der Wirklichkeit ist, und die oft gerade deshalb vertreten wird, um in der konkreten Wirklichkeit und den zwischenmenschlichen Beziehungen zunächst das krämerische Lizitieren mit Positionen und einträglichen Sinekuren, tagtägliche Lügen, Karrierismus und Prinzipiosigkeit zu verdecken, dann aber zu pflegen. Denn man kann schließlich gerade aus Grund solcher Abstrahierungen Theoretiker guter, sogar noch fachlich großer Philosoph, angesehener Theoretiker sein, und zugleich konfidentenhaft und abscheulich unmenschlich unterstellen, intrigieren, sich bei mächtigen Primitivlingen einschmeicheln, jeden Versuch eines selbstständigen Genkens pogromartig ver-

folgen.¹ Diese pseudophilosophische Falschheit, die so oft und mit frommen Glauben verschiedene nationalistische Gecken eben der »reinen« Philosophie predigen – kam klar in der Forderung »nach Erneuerung der philosophischen Problematik« und dem Ausweg aus der »forcierten Politisierung« klar zum Ausdruck, neben dem gleichzeitig pompös ausgedrückten Verlangen – das nichts anderes bedeutet, als konkrete aber »unforcierte« politische Denunzierung – »die ausgeprochen anationale Philosophie« definitiv zu liquidieren.²

Man muß sich aber je früher von kleinen Aufdringlingen befreien, von Marktfliegen, wie sie Nietzsche genannt hat. Wenn wir mit ihnen polemisieren, setzen wir uns der Gefahr aus, uns auf jemanden konzentrieren, der tatsächlich keine philosophisch relevante Position hat, daher kann ihm niemand 0-position sein. Im übrigen können einer Bewegung den Sinn, den humanen Inhalt und die Breite ihres theoretischen Horizonts keinerlei, schon gar keine niedrigen Gegner, kleine Nagetiere schenken. Wenn sie selbst in sich nicht das Streben, das in der Reinheit und Größe der eigenen Überzeugung verwurzelt

¹ Dabei ist es charakteristisch, daß nach der Metamorphose solche kleine Götter sich bis zum tobenden unkontrollierten Haß für ihre Speichelleckerei an jenen rächen, die trotzdem – trotz aller Drohungen und »freundschaftlicher« Ratschläge – ihre menschliche Würde beibehalten haben. Die Rache dieser zerknitterten Menschen, wenigstens bei jenen, die noch philosophisch urteilen können, und die deshalb das schlechte Gewissen drückt – kann als Rache für die eigene Unfreiheit, das Gefühl der Behinderung und das Bewußtsein über das Eingeschlossensein in manipulative Strömungen die Form einer komischen Aufgeblasenheit annehmen. die von sich selbst glaubt, alle erschreckt zu haben, und die meint, daß bald alle – wie sie selbst es einmal taten – sich beugen werden. Sie vergißt aber, daß für die reale Macht nicht nur Machthaber notwendig sind, sondern auch solche, die sich der Macht beugen, für den Gehorsam nicht nur solche, die befehlen, sondern auch solche, die gehorchen, träumen und nicken. Aber dieser letzteren Tugenden, dieser frommen und untergebenen Zerknirschtigkeit, glaube ich, kann sich »Praxis« tatsächlich nicht rühmen.

² Wunderbar ist diese höchst fachliche Trennung in nationale und anationale Philosophie. Ich würde gerne wissen, zu welcher dieser beiden Richtungen (vielleicht wäre es gut, sie unter die »Unitaristen« und »Nationalisten« einzuordnen) Aristoteles, Thomas von Aquin, Descartes, Kant, Heidegger, Sartre gehören? In diesem Sinn ist der Artikel »Die Rückkehr der Philosophie – die Erneuerung der Tradition« (Hrvatski Tjednik Nr. 2, S. 16) charakteristisch. Dieser Artikel verdient nach seinem Niveau nicht einmal eine kurze Fußnote, aber wir tun dies nicht wegen des Autors (Z. Lisinski) oder seiner »Thesen«, sondern wir tun dies, da solche Ansichten typisch für eine Mentalität wurden, die von oben überheblich durch unsere Massenmedien der letzte Richter in der Philosophie sein will. Schreiber solcher Art, bei denen man ziemlich genau weiß, warum sie schreiben und in wessen Namen sie schreiben, und zwar so halbgebildete Artikelchen – mehr als ein paar quasipolitische Klügelchen haben sie auch nicht geschrieben – richten vom Piedestal der berufensten Fachleute in unserer Philosophie. Ihnen zufolge ist die größte Sünde von »Praxis« jetzt und in Zukunft, daß es »revolutionsträgerisch« ist. Deshalb hat derselbe Rezensent desselben Blattes der vor der Plenarsitzung in Brioni (1965) die Mitarbeiter von »Praxis« als »professionelle Antikommunisten« bezeichnet (da sie die stalinistischen Einbildungen in Erinnerung rufen, die schon längst weder bei uns, noch in der »internationalen Arbeiterbewegung« existieren) indem er zu wer weiß wievielten Mal (das professionell antikommunistische) Praxis begrab, mit Erleichterung und erschütternder Begeisterung geschrieben, daß er hofft, daß unsere Theorie damit aus dem »revolutionsträgerischen« Konzept kommt. Damit alles bis zuletzt klar bleibt, wäre es vielleicht gut, hätte er zum Schluß noch hinzugefügt: und hoffen wir, daß wir damit definitiv in das »kontrarevolutionsträgerische« Konzept geraten.

ist, trägt, wenn sie in sich die eigenen Gedanken und die geschichtliche Richtung nicht trägt, dann können alle Hindernisse, Verneinungen und Schwierigkeiten oft nur zum wohlfeilen Alibi zur Deckung des eigenen geistigen Vakuums, der Unfähigkeit, Ausweglosigkeit werden. Dies bedeutet nicht, daß fast jede ehrliche Anstrengung nicht auf Hindernisse stoßen wird: aber sie wird den Grund ihrer Konstituierung, ihres Bestehens und ihrer Begeisterung nicht in etwas anderem, sondern in sich selbst suchen, in ihren Prinzipien, in der Eigenheit ihres Weges und ihre existentiellen Streben zum Neuen, Zukünftigen.

Zunächst muß also vor allem die Philosophie verteidigt werden, die etwas behauptet, und die sich selbst nicht in der polemischen Konfrontation mit der bedeutungslosen Pragmatik der Pseudophilosophie findet. Die Philosophie hat, auch wenn sie irrt und fehlt, ihre Würde in dem, daß sie kein Denken im Chor ist und keine »Errichtung der unbedingten Gemeinsamkeit«. Unlängst hat mich öffentlich der bekannte Korryphäe des Stalinismus Jovčuk gefragt, wie ich denn überhaupt noch Philosoph sein könne, wenn hinter mir nicht einmal meine politische Führung steht, weder mein Land, noch die Partei, noch das Volk, ja nicht einmal alle Philosophen. Ich habe ihm geantwortet, daß hinter mir nicht nur jene nicht stehen, die er genannt hat, sondern auch meine besten Freunde aus der »Praxis«-Redaktion nicht; »hinter« mir gibt es niemand, »hinter« meiner Philosophie stehe nur ich und niemand anderer. Dies konnte natürlich niemals in diesen Kopf gehen, und er begann laut zu lachen, wiederholte triumphierend mein »Geständnis«. Müßten mit ihm gemeinsam nicht die frischgebackenen Vertreter des philosophischen Monolithismus und der »Errichtung der unbedingten Gemeinsamkeit« lachen?

Weshalb aber ist jetzt diese Gemeinsamkeit so unbedingt, warum müssen alle Unterschiede übergangen werden, und in wessen Namen sollen alle Kräfte geeint werden, der, der sich dem widersetzt, unbarmherzig unmöglich gemacht, beseitigt, begraben werden? Welches ist das neue Leitmotiv des Rufs zu einem solchen Einklang, wenn die früheren schon etwas abgenützt und fast komisch geworden sind (im Namen der einheitlichen Prinzipien des Marxismus-Leninismus, im Namen des Sozialistischen Realismus, im Namen für alle marxistischen Philosophen der gemeinsamen Abbildtheorie usw usw). Was wird jetzt zum Tabu, das man nicht berühren darf, was wird zum höchsten Gesetz, zur gemeinsamen Kappe, unter der wir alle stehen müssen (in Habt-acht-Stellung), wenn wir nicht definitiv als Verräter abgestempelt werden wollen?

Dies ist, wie uns allen bekannt ist, das Nationale.

Ein großer, unangenehmer und nicht ganz ungefährlicher³ Begriff, bei dem schon der Versuch, rational und nüchtern über ihn zu sprechen, bei denen Haß hervorruft, die (oft auch ganz offen) behaupten, daß man über diesen Begriff überhaupt nicht diskutieren kann, da die

³ Dies sage ich im übrigen aus eigener Erfahrung, die ich am eigenen Leib verspürt habe. Als ich im Juni 1968 vor den Studenten der Akademie der Bildenden Künste sprach und sagte, daß sie es nicht zulassen sollten, daß sie mit Hilfe des Nationalen manipuliert würden, wurde ich – wie der Dekan öffentlich in der Pres-

Kategorie des Nationalen nicht Sache des Verstandes, sondern des Herzens, des Gefühls ist. Der, der dieses Gefühl nicht hat – so wird ein Vaterlandsfreund das sagen – hat nicht das Recht, über die Nation zu diskutieren. Über die Nation grübelt man nicht, man theoretisiert nicht, für die Nation kämpft man, stirbt man, die Nation liebt man als Kern des eigenen Kerns, als Wesen des eigenen Wesens, man nimmt sie mit der Muttermilch auf, sie ist Blut und Boden, das Vermächtnis unserer Vorfahren, das Heilige des Heiligen, der Ruf, keine Befriedung anzunehmen, sie kann nicht Gegenstand begrifflicher Schlußfolgerungen sein, ruhiger leidenschaftloser Analysen. Man muß also gleich betonen, daß gerade weil das Gefühl der nationalen Zugehörigkeit viele dieser Züge trägt, die Nation auch Beute manipulativer Operationen gerade jener werden kann, die mit diesem irrationalen⁴ Enthusiasmus rechnen, die aber völlig »über« den Interessen einer Nation stehen, und so werden sie – wie uns die Geschichte beweist – *in der Regel* morgen bereitwillig, ohne mit der Wimper zu zucken, die wichtigsten Interessen eben dieser Nation verraten, für die sie so rührend rezitiert haben und patriotische Tränen vergossen. Wenn Patriotismus nur auf Gefühl beruht, warum sollten sie nicht einfach ihre Gefühle ändern, ohne dabei etwas zu verletzen, denn gegen ein solches Vorgehen gibt es kein rationales Argument, da er einfach nie auf ihnen beruhte, sondern eben nur auf Gefühlen, die – wie wissen – veränderlich sind. Deshalb ist es auch gar nicht verwunderlich, daß die feurigsten, gefühlvollsten Nationalisten oft zu Dienern des Fremden und der Besatzersoldateska werden – es ist fast natürlich. Diese Spielerei mit Gefühlen ist charakteristisch auch heute für eine Reihe gerade dieser Leute, die den Willen haben, fremde Gefühle *auszunützen*, an der Spitze aller möglichen sogen. nationalen Kulturereignisse zu stehen, die tief verwurzelten Gefühle anderer ansprechend, dieselben Gefühle, die sie unter *minimalen Druck* leichtfertig wechseln.⁵ In diesem Sinn glaube ich tatsächlich, daß Hegel⁶ im Recht

se zugab auf Anordnung eines Parteifunktionärs (siehe Omladinski tjednik Nr. 33, 20. XI. 1968) ohne Begründung aus der Akademie geworfen, an der ich sechs Jahre lang Ästhetik gelehrt hatte; dies, obwohl *alle* damaligen Studenten der Akademie eine Petition unterschrieben, in der sie ersuchten, daß ich das Kolleg weiterführe.

⁴ Hier wird das Wort irrational – wenn wir an die Liebe zur Heimat denken – nicht im schlechten Sinn aufgefaßt. Der Mensch liebt nämlich tatsächlich oft irrational, denn schließlich ist auch die Liebe zur Frau nicht rational begründet. In diesem Sinne ist es völlig klar, daß niemand das Recht hat, jemandem das Recht auf sein inneres Leben zu verwehren. Arm, jämmerlich und kalt wäre unser Leben ohne Gefühle. Wenn aber das eigene Erlebnis der Liebe, wenn das *private* Verhältnis zum Prinzip wird und als solches aufgezwungen, als Notwendigkeit, der sich alle beugen müssen, dann wird die Intimität zu ihrem Gegenteil: sie wird zur Regel für alle, was durch ihre Intimität jede andere Intimität beleidigt. Deshalb kann das Irrationale, so sehr es verwurzelt ist, nicht zum Prinzip werden, zum Gesetz, zum Sinn der zwischenmenschlichen Beziehungen.

⁵ So hat sich – um das nur zu erwähnen – einer unserer feurigsten und bekanntesten zeitgenössischen Lautsprecher der kroatischen nationalen Kulturtradition jahrelang in Beograd als Angehöriger einer anderen Nation ausgegeben und unterschrieben (davon gibt es geschriebene Dokumente). Dies spricht zwar dafür, daß man in der bürokratischen Mitte am leichtesten eine Karriere aufbaut, und so ist

war, wenn er feststellte, daß das Gefühl zum Allgemeinprinzip erhoben, selbst die Wurzel der Humanität vernichten kann, da es – als ein subjekteigenes irrationales Moment – die wahre Kommunikation unter den Menschen unmöglich macht. Wo aber *im Prinzip* die Möglichkeit der Diskussion aufhört, beginnt der Knüppel, das Pogrom, die Zerstörung – und dies hat sich bisher nicht zur einmal auch ereignet. Es gibt also kein solches menschliches Phänomen, innerhalb dessen ein freies Gespräch nicht geführt werden könnte, und alles, was auf der Erde, unter ihr und über ihr ist, also auch menschliche Begeisterungen, kann Gegenstand der Skepsis, des Nachdenkens, der Analyse sein.

Schließlich, nur so werden wir unabhängig als Subjekte des eigenen Denkens, wir lösen uns von der Abhängigkeit, die immer das Charakteristikum emotionell defärbter Ergüsse ist. Das Gefühl ist übrigens nur scheinbar tatsächlich subjektiv – es besteht nur in Beziehung zu etwas anderem, und für das andere, nicht aber für sich selbst. Erst Selbstbewußtsein und Bewußtsein, die eine Verständigung möglich machen, ermöglichen zugleich auch die Eigenheit der subjektiven Unabhängigkeit und Freiheit vor jeglichem Druck. »Denn der menschliche Geist, wenn er sich der Vernunft bedient, ist nicht abhängig von den höchsten Mächten, sondern von sich selbst« (B. Spinoza: Politischer Traktat, S. 22).

Es war notwendig in ein paar Worten die Möglichkeit der Diskussion über die Nation zu rechtfertigen, damit die Objektivität der Argumente und Gegenargumente in diesem Gegenstand ihr Recht erhält. Dazu möchte ich betonen, daß ich bisher über die Problematik des Nationalen nicht etwas besonders Neues oder Originelles in diesen Marginalien gesagt habe, noch werde ich es im weiteren Text tun. Bei dieser Gelegenheit werde ich nicht einmal die enorme Literatur oder die zahllosen Autoren zitieren, die darüber geschrieben haben, in subtilere Analysen und Diskussionen eindringen, ich will nur auf einige primäre Grundvoraussetzungen verweisen. Ich glaube nämlich, daß es im Moment wichtiger und notwendiger ist, über das Elementäre zu sprechen, sich das ABC in Erinnerung rufen, ja sogar einige schon bekannte Wahrheiten zu wiederholen, als sich hinter »tiefen«, verfeinerten Kategorialanalysen zu verschanzen, die oft wegen ihrer Seichte und Opportunität mit dem Umhang der hieroglyphischen Unverständlichkeit oder ausführlichen soziologischen, auf zahllosen Angaben beruhenden wissenschaftlichen Diagnosen, in denen man oft vor lauter Bäumen den Wald nicht sieht, vernebeln. Wenn man übrigens das ABC vergessen hat, muß es notwendig wiederholt werden.

dies zugleich eine Anklage gegen seine Befehlsgeber, die die Zugehörigkeit zu einer bestimmten Nation bevorzugen, aber, ich glaube, es sagt auch etwas über den Charakter dieses stolzen Vaterlandsfreund.

* »Indem jener sich auf das Gefühl sein inwendiges Orakel beruft, ist er gegen den, der nicht übereinstimmt, fertig; er muß erklären, daß er dem weiter nichts zu sagen habe der nicht dasselbe in sich finde und fühle; – mit anderen Worten: er tritt die Wurzel der Humanität mit Füßen. Denn die Natur dieser ist auf die Übereinkunft mit anderen zu dringen, und ihre Existenz nur in der zustande gebrachten Gemeinsamkeit der Bewußtseine. Das Widermenschliche, das Tierische besteht darin, im Gefühle stehenzubleiben und nur durch diese sich mitteilen zu können« (Hegel: Phänomenologie des Geistes; W. in 20 Bänden, Suhrkamp, 1970, S. 64/65)

So gehört es sicher zum ABC, daß unter gewissen Druckzuständen, daß z. B. unter kollonialer wirtschaftlicher Ausbeutung,⁷ unter dauernder Bedrohung das Gefühl der Gemeinsamkeit wächst, so z. B. das der Familie, dann der weiteren Gemeinschaft, der Nation. Dieses Gefühl ist völlig natürlich, und es entsteht in uns in einem gesunden Widerstand auch gegen z. B. einige übernationale Beamtenstrukturen. Man kann nicht widersprechen, daß es im Globalen betrachtet – gerade, wenn die Rede vom Lizitieren und Feilschen um den Kampf um die Macht oder überhaupt von den Kombinationen von Berufspolitikern um ein je größeres Stück Kuchen ist – imstande ist, ein ganzes Volk oder Völker zum Bewußtsein zu rufen, parasitäre Ausnützer, diese ziemlich dicken bürokratischen Schichten, die sich jahrelang auf dem Buckel des Volkes gelagert haben, unmöglich zu machen. Vielleicht ist dies für unsere Bedingungen ein zu hartes Wort, aber es wäre doch nicht so fernliegend, sich die alte Wahrheit ins Gedächtnis zu rufen, daß in den Kolonien für niemanden wahre Freiheit besteht (nicht einmal für die sogen. »höheren« gesellschaftlichen Schichten), bis sie sich vom Kollonisor befreien.

Ebenso ist es klar, daß sich der Kampf der unterdrückten Klassen der Form nach, d. h. nach der räumlichen Bestimmung innerhalb der nationalen Grenze abwickeln kann, und daß das Proletariat jedes Landes zuerst seine eigene Bourgeoisie bekämpfen muß. Aber nicht einmal dieser eigentliche Anfangskampf kann – was besonders die Klassiker des Marxismus betonen – dem Inhalt nach national sein, sondern eben ein Klassenkampf, national nur der Form nach.⁸

In die Epoche der Bildung der bürgerlichen Gesellschaft und des Zerfalls der feudalistischen, fallen auch die ersten Kämpfe um einige Grundrechte der Völker und Gemeinschaften: auf Gleichberechtigung, auf die eigene Sprache, die ethnische und nationale Unabhängigkeit, auf Freiheit der Organisation der eigenen Wirtschaft, auf die Unmöglichkeit der massenhaften kolloniasatorischen Ausbeutung einer Nation mit Hilfe der anderen usw usw. Diese müssen natürlich, wie im übrigen auch das Recht auf freie Meinungsäußerung, als natürliche Grundrechte des Menschen aus früheren Gesellschaftsordnungen in den Sozialismus übertragen werden. Da sie also in der bürgerlichen Gesellschaft nicht erkämpft wurden – wegen der Klassenstruktur der Gesellschaft konnten sie auch nicht ganz erkämpft werden – muß

⁷ Wenn bei uns schon so viel von der Exploitation einer Nation durch die andere geredet wird, dann wäre es doch interessant, einmal zu sehen, wer an diesem Zustand schuld ist, wenn dies überhaupt richtig ist. Sind vielleicht die Philosophen an der Konzentration des Kapitals in bestimmten Zentren schuld, oder hat dies eine Struktur ermöglicht, an der jene mitarbeiteten, die jetzt am lautesten gegen sie sprechen. Es wurde also modern, daß dieselbe bürokratische Crème eben dieselben Bedingungen angreift, die sie selbst geschaffen hat, dieselbe Exploitation angreift, an deren Spitze sie jahrelang stand und sich der Methoden bediente, die sie jetzt als ungeheuerlich bezeichnet. Mancher fiel zwar aus dem Rahmen, es fand sich ein Opferlamm, das an allem schuld war, aber die, die am meisten verantwortlich sind, klagen weiterhin alles an, nur nicht den eigenen Anteil an der Verantwortung.

⁸ Ist der Form nach der Kampf des Proletariats gegen die Bourgeoisie zunächst ein nationaler *obgleich nicht dem Inhalt nach* (D. G. unterstrichen). Das Proletariat eines jeden Landes muß natürlich zuerst mit seiner eigenen Bourgeoisie fertigwerden«. (K. Marx, F. Engels: Manifest der Kommunistischen Partei, S. 69).

auch heute um sie gekämpft werden, aber es ist notwendig, sich die Frage zu stellen, ob dann die Rede von einigen anationalen Deformationen, einigen Mängeln, »Schwächen« des Sozialismus sein kann oder von solchen Beziehungen, die nicht mehr sozialistische genannt werden können. Denn, wenn der Sozialismus nichts anderes bringt als den Kampf um diese *Grundrechte*, wenn es notwendig ist, daß die gesamte intellektuelle Anstrengung und das materielle Potential sich ausschließlich mit den Fragen auseinandersetzt, die eigentlich auf die Tagesordnung gesetzt wurden, als die Arbeiterklasse noch gar nicht geformt war, als das Proletariat im modernen Sinn noch gar nicht besteht, dann müssen wir offen gestehen, daß wir uns geistig und materiell erst auf der Schwelle der bürgerlichen Gesellschaft befinden, auf der Schwelle der ersten Anhäufung von Kapital, nicht aber – wie behauptet wird – in der höchstentwickelten Form der sozialistischen Selbstverwaltungsdemokratie. Denn, heißt es nicht im Kommunistischen Manifest – in diesem grundlegendsten Text der kommunistischen Bewegung – klar, daß schon das entwickeltere Bürgertum – wie es dort buchstäblich heißt – »zum großen Bedauern der *Reaktionäre*« den nationalen Boden unter den Füßen der Industrie weggezogen hat.⁹

Nun haben wir aber (vielleicht naiv und fälschlicherweise) angenommen, daß die Lösung kolonialer und halbkolonialer Beziehungen in das neunzehnte Jahrhundert, in manchen rückständigen Gegenden vielleicht in das unsere gehört, daß sie aber auf keinen Fall das *wesentliche* Charakteristikum und der vorherrschende Gedanke des Sozialismus sein kann, wenn sie im Globalen betrachtet (wenigstens in Europa) schon lange auch von der bürgerlichen Gesellschaft gelöst und überwunden wurden. Ist es also, wenn von einem Land die Rede ist, das den Anspruch erhebt (im Verhältnis zum Lager jedenfalls mit Recht),¹⁰ die höchstmögliche Form des sozialistischen Systems als Selbstverwaltung zu erreichen, zuerst diese erwähnte selbstverteidigungs- und antiexploatorische Bedeutung, wenn die Nation in den Vordergrund geschoben wird, oder ist die Rede von anderen, oft sehr banalen Motiven, die aber systematisch und tendenziös verschwiegen werden?

⁹ »Die Bourgeoisie hat durch die Exploitation des Weltmarkts die Produktion und Konsumtion alle Länder kosmopolitisch gestaltet. Sie hat zum großem Bedauern der Reaktionäre den nationalen Boden der Industrie unter den Füßen weggezogen.« (K. Marx, Fr. Engels: Manifest der Kommunistischen Partei, S. 62).

¹⁰ Deshalb kann ich nicht mit denen einer Meinung sein, die aus ganz bestimmten Gründen alles negieren, was bei uns besteht, besonders dann, wenn sie die Dürsterkeit derart düster beschreiben, um auch ihre Dürsterkeit zu rechtfertigen, ihre falsche Resignation, ihre eigenen unmoralischen Vorgehen durch die allgemeine Amoralität rechtfertigen, alles damit abtun, daß man in dieser schrecklichen reißerischen Situation nichts tun könne. So habe ich unlängst eine Artikelserie in »Hrvatsko Sveučilište« gelesen, in der einer unserer Philosophen (der sich nicht gerade durch seine Philosophie ziemlich schnell auf der gesellschaftlichen Leiter emporhantelt) unsere Situation so aussichtslos, relativistisch nihilistisch darstellt, jeden Unterschied verwischend, um seine skrupellose amonale Ansicht in Beziehung zur Gesellschaft zu rechtfertigen, die er in ihrer Gesamtheit als karrieristisch bezeichnete, nur um zu zeigen, daß sein Karrierismus keine Ausnahme ist.

Es ist notwendig, hier einige allgemeine »abstrakte« (in unserer Konkretheit aber so immerwährend in Klammern gestellt) Grundthesen über das so viel (bis zum Überdruß) diskutierte Thema der Beziehung zwischen dem Nationalen und dem Klassencharakter. Die einen (aber es werden immer weniger) bei uns meinen, daß man die Klassenbeziehungen in den Vordergrund stellen sollte, vielleicht ein wenig weniger die nationalen Momente, andere meinen, daß die nationalen Beziehungen viel wichtiger sind, und daß die (gerade in diesem »schicksalhaften, geschichtlichen, epochalen« Moment) Klassenbeziehungen völlig unwichtig sind, und bei großen wissenschaftlichen Tagungen vertreten Oberarbeiter nach tiefen Analysen die »friedliche« These von der Gleichrangigkeit der Wichtigkeit des Klassenhaften und des Nationalen. Ich muß gestehen, daß dieses Deuteln und Raten um zwei Begriffe und ihre »größere oder geringere Wichtigkeit«, daß dieses Lizitieren (wer bietet mehr für das Nationale, wer bietet mehr für das Klassenmoment) mir fast komisch erscheint. Ich glaube nämlich, daß einmal ohne durch die Blume zu sprechen, offen, ohne diplomatische Klüngelei und ohne Kokettieren mit den kleinbürgerlichen (ja auch großbürgerlichen) Elementen folgendes gesagt werden müßte: das Hervorheben des Nationalen in unserer Epoche (immer, wenn nicht die Rede von einer antikolonialen Bewegung ist) *immer nur eine Grundfunktion hat: zu verhüllen, zu verdecken, kurz die Klassenverhältnisse zu camoufflieren*. So wird das Nationale zum Deckmantel, mit dem man die antagonistischen Klasselemente harmonisieren will. Wenn es nämlich zuerst wichtig ist, daß wir Angehörige einer Nation sind, wenn z. B. die nationale Angestelltenstruktur die Basis der Personalpolitik ist – dann ist es unwichtig und nebensächlich (dies ist das ABC) – daß unter uns Klassenunterschiede bestehen, dann ist es wichtig, daß auch das Mitglied der bürokratischen Spitze und das Mitglied der Arbeiterklasse nur Serbe, Kroate, Mazedonier, Slowene usw. ist. Warum sollte ein guter Kroate, ein Arbeiter gegen einen Kroaten streiken, der ebenso ein guer Kroate ist, nebenbei auch Direktor, ein guter Serbe gegen Maßnahmen sein, die ein serbischer Führer gebracht hat? Es genügt also, daß wir gute, treue Söhne unseres Volkes sind, es genügt, daß wir uns als Angehörige einer Nation deklarieren, es ist aber irrelevant, daß ein Serbe den anderen exploatiert, ein Kroate den Kroaten, daß einer für einen jämmerlichen Lohn acht Stunden am Tag arbeitet, der andere aber versinkt in Genüssen, von Zeit zu Zeit aber streut er Weisheit unter die Arbeiter über die Notwendigkeit, Interesse für die nationale Gemeinschaft zu haben, für die große Renaissance des nationalen Selbstbewußtseins. Dies ist, glaube ich, die einzige rationale Beziehung zwischen dem Nationalen und dem Klassenmoment.

Dabei soll betont werden, daß auch die Möglichkeit selbst einer nationalen Unverträglichkeit, sogar einer »zwischenationalen« Ausnützung notwendig von selbst, unumgänglich durch die Verhinderung der Klassenexploitation aufgehoben wird. Deshaalb »Mit der Gegensatz der Klassen im Innern der Nation fällt der feindliche Stellung der Nationen gegeneinander« (K. Marx, Fr. Engels: Manifest der Kommunistischen Partei, S. 75). Der »feindliche«, »antagonistische«

Standpunkt unter den Völkern ist also der Index und Beweis einer klassenmäßigen Unterscheidung innerhalb dieser Völker selbst, denn die Völker können einander nicht feindlich gegenübergestellt werden, aber nur ihre nationale Bourgeoisie, ihre »Vertreter« und Berufspolitiker.

Unter den heutigen Bedingungen hat also das nationale Trompeten kein anderes Ziel (so sehr das auch manche begeisterte Nationalisten nicht sehen) als Unklarheit zu schaffen, oft auch unter dem Ruf zur großen staatenbildenden Geschichte (in der dann nicht die Aufrührer gefeiert werden¹¹ – da sie ein schlechtes Beispiel sind – sondern die Fürsten, Barone und Herrschaften!) und die sonst zu klaren durchsichtigen Klassenunterschiede zu vernebeln. So hört das Nationale auf, das Element der menschlichen Emanzipation zu sein und wird zum mächtigen Instrument der Unterdrückung dieser Emanzipation, zur Vergiftung der Massen, zur Trübung ihres Bewußtseins über die eigene nicht gleichberechtigte, ausgespielte Position in der Gesellschaft.

Die Harmonisierung der Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitern, zwischen den Mächtigen und den Machtlosen, Entrechteten, war seit jeher einer der vorherrschenden Gedanken verschiedener Theoretiker und Politologen, die im Dienst der Verteidigung des bestehenden kapitalistischen Gesellschaftssystems stehen. So hat z. B. der Bekannte nationalistische Theoretiker Carl Schmidt diesen Standpunkt sehr präzise und klar formuliert, als er über ein neues Gesetz des III. Reiches sprach: »Das Gesetz spricht absichtlich nicht mehr von Arbeitgeber und Arbeitnehmer: an die Stelle des Tarifvertrages tritt eine Tarifordnung; Unternehmer, Angestellte und Arbeiter sind Führer und Gefolgschaft eines Betriebes, die gemeinsam zur Förderung der Betriebszwecke und zum gemeinen Nutzen von Volk und Staat arbeiten; beide erscheinen als die Mitglieder einer gemeinsamen Ordnung, einer Gemeinschaft mit öffentlichrechtlichen Charakter. Die soziale Ehrengerichtbarkeit ist eine folgenrechte Anwendung des Ordnungsgedankens, der es bewirkt, daß Treue, Gefolgschaft, Disziplin und Ehre nicht mehr als Funktionen losgelöster Regeln und Normierungen, sondern als Wesenselemente einer neuen Gemeinschaft und ihrer konkreten Lebensordnung und -gestaltung aufgefaßt werden«. (Carl Schmidt: Über die drei Arten des Rechtswissenschaftlichen Denkens, Hamburg 1934, S. 64.). Der Begriff der Nation und der auf ihm begründete Begriff des Staates und Gesetzes dient hier also seinem durchsichtigen und klaren Zweck: die Unterschiede zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern auslöschen, mit Hilfe von »Treue, Gefolgschaft, Disziplin und Ehre« unmöglich zu machen, daß die Klassenexploitation und die menschliche Differenzierung erkannt werden, und daß wir alle eines werden »zum gemeinen Nutzen von Volk und Staat«. Dies ist der echte zeitgenössische Sinn des Vor-

¹¹ Unlängst hörte ich die rührende These eines unserer »Historiker«, daß der berühmte Führer des Bauernaufstandes Matija Gubec (aus XVI Jhr.) in der Geschichte eine negative Rolle gespielt habe, weil er national nicht bewußt war, denn durch seinen Aufstand hat er die nationale Integrität der Kroaten untergraben (»damals als diese am notwendigsten war«) und sich mit fremden, nicht-kroatischen Elementen verbunden.

ziehens des Nationalen in der bürgerlichen Gesellschaft, und hier wird er in beispielloser Deutlichkeit gezeigt. Wird es aber nicht diesen wesentlichen Sinn beibehalten – ohne Rücksicht auf unklare Verdeckungen und sophistische Halsbrechereien – in allen Gesellschaftsformen, solange in ihnen als Klassen bestehen, also auch im Sozialismus? Kein quasipolitisches Kokettieren mit der großen staatenbildenden Tradition, mit dem tiefverwurzelten nationalen Bewußtsein, mit der ungeheuren Mehrheit, die hinter uns marschiert, mit der Euphorie der Nationallieder, Embleme und Fahnen¹² kann mich vom Gegenteil überzeugen. Ich wiederhole: weder bin ich, noch will ich dasselbe sein wie bürokratische Parasiten, Taugenichtse, Lügner, Schmeichler und Speichellecker und Denunzianten, auch wenn die Angehörige der selben Nation sind, wenn sie in der selben Sprache schreiben, diese selbe Sprache sprechen, auf dem selben Boden leben wie ich.

Man müßte sich aber fragen, warum das Hervorheben des Nationalen eine so breite Unterstützung hat. Vor allem deshalb, weil sich die alten bürokratischen Strukturen tatsächlich in einem solchen Ausmaß kompromittiert haben, daß alles, was auch nur den Anschein des Neuen hat, attraktiv und anziehend wird. Das Graue, das Abgestandene, alte langweilige Phrasen, an die keiner mehr glaubt, fade Direktiven und leblose Schemata, die Wiederholung dienstlich-beamtlicher Tiraden bis zur Endlosigkeit, all diese sumpfige und säuerliche Atmosphäre ist ein fruchtbarer Boden für alles, was wenigstens ein bißchen den Beigeschmack des Neuen trägt, und was bis dahin sogar ab und zu verboten war oder nur schwer toleriert. Aber der Kampf gegen das Alte, gegen alle Formen des Etatismus, Bürokratismus und Zentralismus, gegen alle verknöcherten und schon ziemlich ausgeleierten Machtzentren, dieser gesunde Kampf, mit demokratischen Impulsen geführt, um die alten Hypostasen und dogmatischen Konzepte zu zerstören, kann sich sowohl auf ein wirklich neues, wie auf ein scheinbar neues Konzept stützen. Wurde nicht die Mystifizierung mit dem Nationalen deshalb geschaffen und so besorgt umhegt, gerade damit dieser Kampf nicht von den viel gefährlicheren linken Kräften theoretisch und praktisch seinen Sinn erhält, damit durch dieses scheinbar Neue die Unzufriedenen unmöglich gemacht werden, jene, die schon seit Jahren von der Position der Linken, also der Position des Sozialismus aus, kritisch über diese alten Strukturen und die Etablierung des Status quo sprechen. Es kann paradox klingen, aber der Kampf gegen das Alte kann durch den Kampf um das noch Ältere getragen

¹² Ich habe nichts gegen Jungen, die Wappen und Fahnen tragen, aber ich würde ihnen gerne vor Augen führen, wie oft Parasiten (die mit der Maske des Nationalen operieren) direkten Nutzen von ihrem jugendlichen und oft reinen Enthusiasmus haben, wie sie ihre intimsten, in ihrer Naivität unmittelbaren rebellischen Gefühle, ihren Schwung zynisch ablenkten und manipulierten, um einen bestimmten Zustand zu hypostasieren, zu versteifen, zu etablieren und die zwischenmenschlichen Klassenverhältnisse in ihm. Im Grunde kann alles beim Alten bleiben, ob wir Wappen tragen oder nicht, ob wir Heimatlieder singen oder schweigen. Die Sicherheitsventile die euch unsere Bürokratie weitherzig geöffnet hat, als sie euch eure patriotischen Ergüsse erlaubte, sind Ventile, damit es nicht tatsächlich zu einer Erneuerung kommt, damit sie selbst um so ruhiger, sicherer und unbedrohter ist.

werden. (Man soll nicht vergessen, wer aller von »der neuen Ordnung« gesprochen hat). Es ist aber mehr als lächerlich, daß jene, die schon seit Jahren *kontinuierlich* auf der Position des Kampfes um das wirklich Neue stehen, jetzt wegen aller Sünden des Alten angeklagt werden, gerade von denen, die keinen geringen Anteil an der Etablierung dieses Alten hatten. Die Mystifizierung mit dem Nationalen als dem »Neuen« soll das faltige, abgezehrte Gesicht des alten Weibes Bürokratie maskieren und mit dicker Schminke bedecken, weil sie glaubt sich sich verjüngen zu können, wenn sie kokett dreifarbige Bändchen trägt.

Die Mystifizierung mit dem Nationalen hat noch ein anderes Ziel: sie ist tatsächlich ein sehr effektvolles und anziehendes Medium, um die Massen zu gewinnen, das niemand etwas kostet, niemand zu etwas verpflichtet, es stellt aber eine Waffe dar, mit der man die Unterstützung breiter Schichten gewinnt, den Kreis der sonst unpopulären bürokratischen Crème populär macht. Wie kommt es dazu?

Vor allem besteht im politischen Staat (der nach Marx nicht einmal in seiner höchsten demokratischen Form die menschliche Emanzipation ermöglichen kann) ein fest aufgebautes System von Manipulationsmechanismen (Massenmedium u. a.), die heute – trotz aller Skepsis und Abwehr, die Einzelne gegen sie empfinden – außerordentlich stark wirken, sogar auf den, der glaubt, nicht unter ihrem Einfluß zu stehen. Die politische Macht ist stärker denn je, und deshalb verfügt diese Macht mehr als jemals in der Geschichte über die Möglichkeit, dauernd mit Wahrheiten und »Wahrheiten« pragmatisch zu verfahren. Es war aber immer so, daß der, der die Wahrheit als das höchste Gesetz ansah, keinesfalls irgend ein System der politischen Macht und Gewalt als Höchstes ansehen konnte. Heute aber wurde es klarer, wie sehr in politischen Systemen Wahrheit und Unwahrheit relativistisch angeglichen sind, und welchen Wert sie erhält, je nachdem, ob sie der Macht dient. Die Massenmedien als Instrumente dieser Macht schaffen eine allgemeine Atmosphäre, der sich in jedem Fall nur eine Minderheit entziehen kann. Außerdem bedeutet in der Politik und den politischen Kombinationen das Kennen des Menschen eigentlich die »Brauchbarkeit« des Menschen kennen, und so entscheiden sich die Menschen oft nach einem oft kaum sichtbaren Mechanismus ihrer Instikte, die man mit Hilfe der Angst vor Strafe und Hoffnung auf Belohnung dirigieren kann. In einer Analyse, die auf eine Reihe anderer für diese Unterstützung relevanten Momente verwies (von einigen haben wir bereits gesprochen) sollte man ein ganz spezifisches Element in der Situation, in der man annimmt, daß das nationale Kriterium das einzige und erste zur Bewertung der Menschen und die sogen. Personalpolitik ist, nicht unterschätzen. Die Gefahr, von der die Rede ist, wird erst dann zur Wirklichkeit, wenn die »Crème« die Valorisierung übernimmt, d. h. wenn von oben das Nationale als das Grundlegende, Wichtigste, Entscheidende zur Charakterisierung Einzelner und von Gruppen dekretiert wird. Dann nämlich werden oft Mediokritäten (und Mediokritäten sind nicht in der Minderheit, sondern, in ihrer gutmütigen Mittelmäßigkeit genährt, vermehren sie sich

leicht und erfolgreich) Menschen ohne Beruf, Arbeitsfaule, Laute, Leute ohne Wissen und Charakter, moralische und intellektuelle Nullen, Leute, die nichts anderes sind als Angehörige einer Nation, über Nacht plötzlich irgendwer und irgendwas, eben durch diese Angehörigkeit. Das ist ihre Lebenschance, die ihnen sonst niemand und niemals auf Grund irgend eines anderen Kriteriums bieten kann, und sie werden diese Chance nicht so leicht fallen lassen. Eine solche Karriere kann aber nur die Macht bieten, und so wächst auch der Nationalismus so plötzlich, wenn an der Spitze des Staatsapparats nationale Führer erscheinen.

Ein solches Pflegen des Karrierismus auf Grund ausschließlich des nationalen Kriteriums ist ein wesentliches Merkmal der Bürokratie, die durch ihr bürokratisches Wesen immer auf's Neue hierarchische Beziehungen zwischen den Menschen herstellen muß. Aber die Auswahl nach dem nationalen Kriterium kann nicht öffentlich sein, sie ist notwendig in das Mysterium gehüllt, da alle überall gute Angehörige einer Nation sein können, aber nur die absolute Autorität kann unter ihnen auswählen und die seligen bestimmen, die zu dem Rangieren zugelassen werden, das an höhere oder geringere Privilegien gebunden ist. Das Kriterium der Auswahl kann keine persönliche Qualität sein, Wissen, Können (was man alles öffentlich überprüfen kann), dies muß eine geheime Wahl sein (denn man kann nicht öffentlich gestehen, daß dies auf Grund von Gehorsam geschah). Deshalb ist die Bürokratie als Bürokratie, solange sie als solche besteht an das Geheimnis, den Karrierismus, auf der Grundlage des Gehorsams gebunden. Marx hat dies in der »Kritik der Hegelschen Staatsrechts« geradezu klassisch formuliert, und wenn wir diesen, wie auch viele andere Texte lesen, wird uns klar, weshalb viele zeitgenössische Karrieremacher auch bei uns Marx als veraltet ansehen: »Der allgemeine Geist der Bürokratie ist das *Geheimnis*, das Mysterium, innerhalb ihrer selbst durch die Hierarchie, nach außen als geschlossene Korporation bewahrt. Der offenbare Staatsgeist, auch die Staatsgesinnung erscheinen daher der Bürokratie als ein *Verrat* an ihrem Mysterium. Die *Autorität* ist daher das Prinzip ihres Wissens, und die Vergötterung der Autorität ist ihre *Gesinnung*. Innerhalb ihrer selbst aber wird der *Spiritualismus* zu einem *krassen Materialismus*, dem Materialismus des passiven Gehorsams, des Autoritätsglaubens, des *Mechanismus* eines fixen formellen Handelns, fixer Grundsätze, Anschauungen, Überlieferungen. Was den einzelnen Bürokraten betrifft, so wird Staatszweck zu seinem Privatezweck, zu einem *Jagen nach höheren Posten*, zu einem *Machen von Karriere*« (K. Marx, Die Kritik des Hegelsschen Staatsrechts«, Werke, B. 1, S. 249, auch bei Marx kursiv).

Ein solches Jagen nach höheren Posten innerhalb einer hierarchisch organisierten Gemeinschaft kann in dem Moment bedrückend werden, da ausschließlich die Treue zur eigenen Nation zum *höchsten Prinzip* erklärt wird. Dann kriecht der letzte kontrarevolutionäre Pöbel aus den Löchern, dann erleben tauglose Politiker und Kulturträger ihre fünf Minuten und erheben sich, dann machen Ellbogentechniker in ihrer Skrupellosigkeit Karriere, diese Untersten, die feige und heim-

lich darauf warteten, daß »ihre Zeit« kommt. Niemanden können Nationallieder, Heimatlieder in Gasthäusern stören, ebenfalls nicht nationale Veranstaltungen und alles mögliche (auch unmögliche) nationalromantische Paradiere. So sind auch nationale Proteste, offene Oppositionsbriefe, besorgte Warnungen (die sogar positiv auf einige Anomalien aufmerksam machen können) nicht besorgniserregend. Niemand soll sich Kopfschmerzen bereiten wegen der rot-weiß-blauen Fahne, aber man muß ernsthaft besorgt sein, wenn jemand ausschließlich dank dieser Fahne das erreicht, was er nie erreicht hätte, wenn sie jedem beliebigen als einzige Legitimierung seiner Fähigkeiten, seines Charakters und Wissens dient. Dann kann eine Überschwemmung derer auftreten, die immer »gute Söhne ihrer Nation« waren, dann gibt es kein gutmütiges Spiel mehr mit dem Nationalen, dann kommt es zum offenen Terror der Mediokrität, falscher Größen, die kompromißlos den Weg ihrer Karriere gehen und in der Extase des Wahnsinns und Tobens jeden auslöschen, der sich ihnen in den Weg stellt.

Einem solchen nationalistischen Totalitarismus öffnet sich *im Prinzip* sofort der Weg, wenn der Bewertungsmaßstab (sogar in geringstem Ausmaß) das werden kann, daß jemand zum Beispiel Deutscher, Russe, Ungar, Serbe, Kroate usw. ist, denn dieses Kriterium setzt voraus, daß es jemandes (kleineres oder größeres) Verdienst ist, daß er als Angehöriger einer bestimmten Nation geboren wurde, und so kann seine Affirmierung (wenn auch minimal) überhaupt auf dieser Tatsache gründen, die man eventuell auch rassistisch begründen könnte. Dabei ist es wichtig zu betonen, daß wenn das frühere Prinzip auf der Bevorzugung des Habitus einer Nation gegründet wurde, dann wird *ihm nicht* das Prinzip *entgegengesetzt*, nach dem man einer anderen Nation den Vorrang gibt, sondern es befindet sich im selben Koordinatensystem. Das ist das *selbe* Prinzip und führt zu den *selben* Resultaten, und daher können keinerlei eventuelle frühere nationalen Anomalien ein vernunftmäßiges Alibi für einen neuen Nationalismus sein. Nationalismus nicht verhindert, sondern verbreitet.

Die These von Marx, daß die Arbeiter kein Vaterland haben bedeutet zunächst, daß sich das internationale Proletariat nicht erlauben darf, in eine Manipulation mit der Heimat gezogen zu werden, daß es »auf dem Altar des Vaterlandes«, in dem eine Klasse über die andere herrscht nichts opfern will und nichts opfern wird, und daß jede solche heimatlich patriotische Hochstimmung eine berechnete Mystifizierung der Herrschenden ist. Diese These von Marx bedeutet das Selbstbewußtsein des Proletariats darin, daß sich sein Brüder in anderen Vaterländern befinden, seine eigenen Lebensfeinde aber in »seinem« eigenen. Deshalb ist jedes Binden des Proletariats an jenes Abstrakte Heimatliche mit dem Nationalen als Nationalen ein *Üerrat* der Interessen des Proletariats, wie ihn z. B. die Leader der II. Internationale verübt haben, als sie für Krieksaktien der eigenen Heimat stimmten und so ihre »patriotische Pflicht« erfüllten, die den wahren internationalen Klasseninteressen der Arbeiterklasse *diametral entgegen* lie-

gen.¹³ Hätte Marx je gedacht, daß das Proletariat notwendig ausschließlich an die eigene Nation gebunden wird, dann hätte er nie das Lösungswort gebracht – ich hoffe, daß das wenigstens bekannt und anerkannt ist – »Proletarier aller Länder vereinigt euch!«, sondern im besten Fall: Proletariate aller Länder vereinigt euch. Dennoch wußte Marx, was er schreibt und spricht, und so erscheinen uns seine zeitgenössischen nationalistischen Interpreten als drittklassige Scharlatane, und man könnte sie als schlechte Hofnarren, die mit dem schreienden Mäntelchen des Nationalismus bedeckt sind, völlig übergehen, wenn hinter dem Narrenspiel nicht gefährlich die mögliche Tragödie hervorlugte. Marx ist gerade in diesen Grundthesen außerordentlich klar und eindeutig, und so kann mit keinen herausgerissenen Zitatzetzen und Halbzitaten (die gerade deshalb oft zu Fälsifikationen werden) seine Position unendlich gemacht werden. Zwar können die Ansichten von Marx in dieser Beziehung, wie die Ansichten jedes Theoretikers angefochten werden, aber es ist mystifikatorisch und sophistisch im Vorgehen zu behaupten, daß diese Anfechtung marxistisch sei. Sich hinter der Autorität von Marx verbergen, keinen Mut haben, in der Öffentlichkeit für eine andere einzutreten, die im Konzept diametral entgegenliegt, ist charakteristisch für unsere ehemaligen und jetzigen aufgeblasenen Pfauen, die übrigens nur dann oder fast nur dann tapfer sind, wenn hinter ihnen ein Polizeikordon steht. So ist der »Mut« vor einem Auditorium, das unisono klatscht und einstimmig »neue« Führungen wählt typisch für eine Mentalität, die *selbst* nichts zu sagen hat, und die in nicht so tapferen Vorgehen (durch viele solcher Intrigen, die man auf der Bühne nicht sieht und sich den Rücken absichernd) als innere Stimme der Nation auftreten konnte. So ermöglicht die nationale Euphorie, die immer von den einträglichen »geschlossenen Reihen« getragen wird, da sie so stärker und durchdringender ist, Leuten, deren einzige Pflicht es ist, sich zu Vorkämpfern der nationalen Wiedergeburt zu erklären, eine Karriere nationaler Führer mittels ihrer – selbst nach eigenem Eingeständnis – sehr durchschnittlichen demagogischen Auftritte. (»Sie werden sagen, daß wir Primitivlinge sind«). Denn, wer könnte dagegen sein, wenn er die »Verräter« der Nation so offen angegriffen hat, und wenn er eilfertig und leidenschaftlich unsere »gemeinsame Sache« aus vollem Hals verteidigt.

Der Stalinismus ist *seinem Wesen* nach nicht, in diesem Moment gerade, so verschieden von den totalitären Regimes der Vergangenheit und den zeitgenössischen rechts extremistischen Erscheinungen, wie das manchmal angenommen wird. Und dies nicht nur deshalb, weil der Stalinismus als Erscheinung untrennbar an den typischen großrussischen Nationalismus gebunden ist (sogar auch Chauvinismus), nicht nur deshalb, weil dies immer ein *falscher* Internationalismus war und ist, eine *falsche* Position der Arbeiterklasse, sondern auch des-

¹³ Aus unserer eigenen nicht so weit entfernten Vergangenheit ist uns ebenfalls bekannt, wessen Interessen – entgegen dem internationalen URS – der kroatische HRS vertrat. Es wäre also nicht von der Hand zu weisen, wenn einige aufgeweckte neue Syndikalisten und feurige nationalistische Bannerträger ein wenig die Geschichte unserer Gewerkschaftsbewegung ansähen.

halb, weil er beständig unter den Massen das Gefühl nährte und erhitzte, daß man ein besonderer, besserer Mensch wird, wenn man einem Staat angehört (»der große Sowietmensch«) oder einer Partei (»Menschen einer außerordentlichen Prägung«). Man soll diese Gefahr der stalinistischen und totalitären Konzeption nicht unterschätzen, die die Menschen zu Menschen macht wegen der Mitgliedschaft in einer Organisation oder Gemeinschaft, in der und durch die jämmerliche Philister mächtig werden, die an sich bedeutungslosen Bedeutung erhalten. Gerade so kommt der ehrgeizige Primitivling der *notwendig* zur Verteidigung seiner Position brutal mit allem abrechnen muß, was ihn auch nur im geringsten stört, am leichtesten in die Lage, zu messen, zu bestimmen zu bewerten und zu entscheiden, z. B. über alle Kulturphänomene. Der, der nie eine Zeile geschrieben hat, wird, als disziplinierter Sohn des Volkes, des Staates oder der Partei zum maßgeblichen Richter über alles Geschriebene. Dabei entwickelt sich natürlich auch eine ganze »Theorie« über die unverlässlichen und dem Volk entfernten Intellektuellen, über dieses ausgesprochen »wankelmütige« Element, das man nie und nirgends mit Sicherheit in die konstruktiven Pläne zur Konsolidierung des Bestehenden einbeziehen kann.

Die Kämpfer für den Vorzug des Nationalen meinen oft, daß sie für das Spezifische, die Unterschiedlichkeit, die Anderartigkeit kämpfen, daß sie sich für den Reichtum der menschlichen Manifestationen, die Buntheit der Stile und die Eigenheit des Lebens einsetzen. Dabei verlieren sie aus dem Blickfeld, daß gerade mit Hilfe des Nationalen bisher die kompromißloseste Nivellierung, Vereinheitlichung, die bis zur Abschau die authentische Persönlichkeit vernichten, verkrüppeln und verblenden kann, die die intellektuelle und menschliche Würde beleidigt und den Menschen in die bestialischen Instikte und Gesetze der Horde stürzt, erreicht wurde, und man wird das auch in Zukunft erreichen können. Die bürgerliche kapitalistische Ordnung hat in dieser Gleichsetzung zu monstruösen Resultaten geführt, wobei die Köpfe »wie Kohlköpfe« fielen, sobald sie sich ihrer unmenschlichen Position inne waren. Dieses Memneto darf man wirklich nicht vergessen, denn auch das, was Sozialismus heißt entbehrt nicht jene Gefahr, in eine solche für den Menschen entwürdigende Nivellierung zu verfallen.

CARACTERISTIQUES ET DILEMMES DU SOCIALISME AUTOGESTIF YOUGOSLAVE

Veljko Cvjetičanin

Zagreb

«Les choses doivent commencer à aller plus mal, pour que nous puissions espérer qu'elles s'amélioreront» (*Cromwell*)

Si au commencement de la décade passée on s'était mis chez nous à parler timidement de la crise de la croissance du modèle autogestif du socialisme, à sa fin on parlait déjà ouvertement des symptômes de la crise réelle. L'autogestion en tant que processus révolutionnaire, c'est-à-dire en tant que révolution sociale, ralentissait la transformation des structures sociales pour vivre dans certains secteurs une discontinuité.

A côté des oscillations périodiques dans la décade passée, nous notons comme une constante le ralentissement de la production matérielle. Des conséquences graves et négatives en résultent: l'accroissement plus rapide de toutes les formes de la consommation que la production, ainsi que l'augmentation du sous-emploi. On a constaté d'une manière scientifique que nous devrions avoir une croissance de production de 9%, si nous désirons absorber la nouvelle main-d'œuvre, mais nous n'en avons dans la décade passée qu'une moitié. La discordance entre la production et la consommation ainsi qu'une émigration accrue de la main d'œuvre pendant une période plus longue, menacent de causer l'endettement international du pays avec les implications politiques qui s'en suivent, ou simplement la ruine du système économique. Il semble que le système yougoslave ne soit pas à l'abri de ces dangers.

Une situation particulièrement paradoxale se présente dans le domaine de la répartition et de la consommation. La pression des forces non-organisées du marché agit dans le sens de l'exploitation sans scrupule de la communauté, du particularisme et de l'égoïsme. Une des caractéristiques de la situation sociale yougoslave est l'enrichisse-

ment des individus et des groupes et l'appauvrissement relatif de la communauté sociale. La consommation des couches déterminées de la population (par exemple: une augmentation rapide des autos) est au-dessus des possibilités technologiques et économiques yougoslaves.

Le contrôle social et la direction sociale du revenu sont minimaux. L'éventail des revenus devient de plus en plus grand. On gagne plus de 30% du revenu en dehors du temps de travail régulier. Les cas de l'enrichissement sans travail ne sont pas rares. Les différences sociales se présentent justement dans le processus de la répartition. Si ces différences se perpétuent pour les catégories particulières de la population pendant une période assez longue, il en résulte une stratification sociale. En Yougoslavie il y a un accroissement non seulement de la stratification sociale horizontale, mais aussi verticale. Il y a d'un côté un accroissement de la soi-disant classe moyenne, qui participe dans la plus grande mesure aux centres du pouvoir social et politique. De l'autre côté, il y a avant tout un nombre de plus en plus grand de travailleurs d'un niveau de vie trop bas pour un pays d'un développement économique tel qu'est celui de la Yougoslavie. La population rurale qui, à vrai dire, ne constitue pas un groupe social unique, mais une agrégation sociale, connaît une situation sociale particulièrement difficile. La situation est encore plus grave quand on a en vue que la population rurale représente 45% de l'ensemble de la population. Le processus de la disparition des classes n'a commencé en Yougoslavie qu'initialement, et celui de la disparition des conditions économiques de l'existence de classe n'a pas encore commencé. Une sensibilité particulière par rapport aux inégalités sociales accrues, est causée par la présence de l'idéologie égalitaire, ainsi que par la longue tradition de la lutte pour la justice et l'égalité. C'est pourquoi la différenciation sociale chez beaucoup de gens n'est pas en harmonie avec leur représentation du socialisme.

Il est incontestable que le dynamisme le plus grand se manifeste ces derniers temps sur la base nationale. Pourtant, les dilemmes ont été exprimés en ce qui concernait la genèse et les buts de ce dynamisme. D'après les uns, les sources des mouvements nationaux intensifiés, des émotions et des aspirations, procèdent avant tout de la crise du système, parce que dans les conditions de l'incertitude sociale les gens s'identifient à la nation. L'insuffisance de la classe ouvrière en tant que sujet du modèle autogestif du socialisme, a conditionné la revivification de cette mobilité nationale. On y a posé une des questions fondamentales de la relation: classe - nation. Cette question a son raison d'être, et d'après nous, la réponse la plus adéquate se trouve dans la relation dialectique de la classe et de la nation, et seulement dans la primauté dynamique de la classe ouvrière dans la réalisation de son intérêt historique. D'après les autres, l'autogestion a libéré les aspirations nationales, c'est-à-dire que l'émancipation des nations est la supposition d'un développement plus rapide de l'autogestion. Nous n'avons pas l'intention d'analyser ces points de vue différents, mais nous voudrions seulement souligner que sans réalisation du modèle autogestif du socialisme il n'y aurait pas d'égalité des nations non plus. Les dilemmes réels concernant les causes du mouvement national n'e-

xistent pas. Par ses résultats initiaux ainsi que par ses difficultés dans la réalisation, l'autogestion est entré en conflit avec un modèle du socialisme «sans conflit», et elle anime et revivifie les différents intérêts de groupe et même les divers intérêts nationaux.

Les symptômes de la crise idéologique se manifestent de plus en plus. Cette crise n'est pas seulement dans la discordance accrue entre les normes idéologiques et la réalité sociale, mais avant tout dans le fait que les normes idéologiques sont de moins au moins une force de motivation et d'intégration sociale. Par ailleurs, l'idéologie de classe prolétarienne est en retraite sous l'assaut de la société commercialisée, et des groupes qui lui sont imminents. Les idéologies du nationalisme, historiquement «dépassées», revivifient. Il semble que s'affirme chez nous aussi, la thèse de Nasser que ce n'est pas le communisme, mais le nationalisme qui représente la force la plus importante dans le Tiers Monde. Les idées nouvelles technocratiques poussent sur le sol social fertile. Une de ces idées considère que l'autogestion est idéologie de la première révolution industrielle et qu'elle correspond à une entreprise moyenne. Les symptômes de la crise idéologique ne datent pas d'hier, ils ont une histoire plus longue, mais ils ont fait maintenant une irruption avec la force d'un processus naturel. L'idéologie classique communiste est chargée de volontarisme. Elle regarde la société presque exclusivement telle qu'elle *devrait être*, et non telle qu'elle *est*. D'après cette idéologie, dans la ligne «il faut que» il est important d'établir d'une façon régulière un programme, et ensuite on peut faire tout ce qu'on veut. Etant donné qu'au nom des normes idéologiques la réalité tenace n'est pas surmontée, elle a commencé à surgir dans toute sa complexité et son particularisme des intérêts. Ces intérêts particuliers de groupes ont été accélérés par l'autogestion. L'autogestion présuppose, en effet, l'égalité d'intérêts des individus et des groupes, ce qui est incompatible avec le monolithisme idéologique et le volontarisme absolu. Dès que les discussions idéologiques eurent réapparu sur la ligne des intérêts de groupe intensifiés, la crise des valeurs s'est présentée et nous sommes presque restés sans programme idéologique efficace. Il ne faut pas regretter le monolithisme idéologique et la moralisation stérile. Tout au contraire, il faut réaliser, en accord avec les besoins nouveaux de la société et de l'homme, la revalorisation des valeurs idéologiques. Pourtant, dans la revalorisation des valeurs idéologiques, nous ne pouvons pas soutenir le relativisme idéologique. Bien qu'il faille rendre possible l'expression des intérêts différents de groupe d'une manière idéologique, il est indispensable d'encourager et de développer, dans une discussion ouverte et argumentée, l'intérêt empirique et historique de la classe ouvrière. La cristallisation idéologique de cet intérêt dans les conditions autogestives contemporaines se trouve comme une tâche devant nous. Dans les concepts idéologiques existants, nous n'avons qu'à peine une base pour sa réalisation. L'intelligentia marxiste humaniste est chargée par sa vocation vitale de la réalisation historique de cette tâche.

Le système socio-économique et politique dans son ensemble manifeste les symptômes de la crise. Ses caractéristiques essentielles au cours de la période passée étaient le centralisme économique, le mono-

lithisme politique, le monopole idéologique et l'irresponsabilité organisée. Les éléments constitutifs fondamentaux de ce système, comment se comportaient-ils?

Il semble qu'une vieille règle – lorsque l'Etat s'affaiblit, le socialisme se fortifie – ne vaut pas pour notre situation. Une des caractéristiques de notre situation est l'interregnum. L'Etat ne peut *plus* exercer d'une manière efficace ses fonctions, et l'autogestion ne le peut pas *encore*. Bien qu'on opère une transformation progressive du caractère et du volume de la fonction étatiste de la répartition des moyens de la reproduction élargie, celle-ci n'est pas transmise aux producteurs associés, mais la fonction de la reproduction élargie passe aux banques et aux réexporteurs en tant que centres nouveaux du pouvoir financier aliéné. On rejetait a priori certaines formes d'organisation dans la structure de l'Etat sans en avoir trouvé en échange de meilleures. L'Etat dans le socialisme n'est pas seulement un mal nécessaire, de même qu'on ne peut identifier toute exécution des fonctions d'Etat nécessaires à l'étatisme. C'est un faux radicalisme dont la Yougoslavie a bien payé le prix. Naturellement, le dépérissement de l'Etat est »sine qua non« du développement du socialisme, mais en accord avec les présuppositions sociales objectives. Dans le socialisme autogestif aussi, l'Etat en tant qu'expression de la répartition sociale du travail, est indispensable, mais pas seulement en tant que monopole de la contrainte organisée, mais avant tout en tant que service social qualifié en fonction du travail associé.

L'autogestion est, sans doute, un moyen d'existence du socialisme humaniste, mais elle est introduite en Yougoslavie en tant que construction des structures politiques. Les présuppositions empiriques qui la rendent possible n'étaient point vérifiées. Depuis le commencement, l'autogestion se développait au sein de l'étatisme classique et même du néo-étatisme plus tard, qui résulte du système corporatif de la propriété de groupe. Dans la décade passée, l'autogestion a épuisé toutes les possibilités que ces structures lui ont offertes. Les droits et les devoirs autogestifs des travailleurs dans le cadre de la reproduction élargie, ne s'élargissaient pas. En dehors des micro-communautés, l'autogestion ne construisait presque pas ses propres structures. La sphère publique politique est restée hors de portée des producteurs associés. La participation dans l'autogestion diminue. L'autogestion ne manifeste pas l'efficacité attendue. Le degré de la manipulation des autogestionnaires est très haut. Les raisons plus profondes de la participation insuffisante des travailleurs à l'autogestion se trouvent dans leur origine sociale, leur éducation et dans le niveau de leurs aspirations, mais aussi dans le système même. La classe ouvrière n'a pas d'organisation propre pour la réalisation de ses intérêts. Ensuite, les forces non-organisées de l'économie de marché et la retraite des fonctions d'Etat là où il ne le faudrait pas, aboutissent aux effets opposés. L'autogestion doit retrouver ses propres régulateurs pour surmonter les forces non-organisées du marché et harmoniser les intérêts de groupe avant que ce soit trop tard. En effet, dans la construction de l'autogestion on est parti d'une présupposition fautive – l'unicité des intérêts. La période dont il s'agit a montré que l'autogestion se développe sur

la pluralité des intérêts de groupe, et ce qui plus est, que l'autogestion les libère et les rend possibles. Il est indispensable de redéfinir l'autogestion, parce que le modèle uniforme existant ne correspond pas à tous les segments sociaux. En outre, il faut établir aussi la responsabilité dans le système de l'autogestion. Si nous continuons avec la répartition du profit et avec »la socialisation« des pertes, cela nous conduira en effet à l'irresponsabilité organisée.

La Ligue des Communistes a une place spécifique d'avant-garde dans le système global, mais son activité pratique est réduite. L'interaction de la Ligue des Communistes et de la société globale a influencé le radius de l'action pratico-politique de la Ligue des Communistes. La Ligue des Communistes subit l'influence du mécanisme de marché. Une question reste ouverte: comment la Ligue des Communistes peut-elle s'intégrer au mécanisme de marché et garder son rôle dirigeant idéologique de l'orientation du développement socialiste autogestif? La stratification sociale verticale accrue a changé aussi la structure sociale des membres de la Ligue des Communistes. D'après les données les plus récentes, 75% des membres de la Ligue des Communistes, étant sous le rapport du travail, a un revenu plus haut que la moyenne nationale. La Ligue des Communistes est, d'après les caractéristiques fondamentales de stratification, une organisation de la couche supérieure et moyenne, et de moins en moins l'organisation de la classe ouvrière. D'ailleurs, les ouvriers eux-mêmes abandonnent dans la plus grande mesure la Ligue des Communistes. Il faut en effet poser une question - cette Ligue des Communistes, peut-elle être avant-garde dans la réalisation de l'intérêt historique de la classe ouvrière? En outre, le système global jusqu'à aujourd'hui et la position de la Ligue des Communistes définie dans la dernière réorganisation, se trouvent en discordance. Le sens fondamental de la réorganisation de la Ligue des Communistes est que tout membre de la Ligue des Communistes et toute organisation de la LC ne soient pas purs exécuteurs des décisions des organes supérieurs, mais créateurs de la politique, c'est-à-dire qu'ils décident directement, dans le cadre des organisations de travail autogestives, avec d'autres travailleurs. Mais de quoi peuvent-ils décider, lorsque les décisions cardinales continuent à être prises, grâce au système global existant, en dehors des organisations de travail autogestives? Même si la Ligue des Communistes de la Yougoslavie n'avait pas de charges historiques, il semble qu'il lui serait de plus en plus difficile de réaliser par les moyens idéologiques, sa fonction d'intégration sociale. D'autres moyens ne seraient pas adéquats à la nature de la Ligue des Communistes. Mais si les intérêts particuliers accrus au sein de la Ligue des Communistes en tant que conséquence de leur accélération dans la société globale, ne peuvent être harmonisés par l'accord idéologico-politique égalitaire, alors un problème de la constitution d'autres partis politiques apparaîtra.

Même une énumération fragmentaire des caractéristiques de la décennie passée confirme la thèse sur le développement de la situation de crise. On a essayé d'arrêter et de surmonter les tendances de crise. L'essai jusqu'à maintenant le plus important était la réforme économique et social complétée par la réorganisation de la Ligue des Com-

munistes, mais qui n'a pas fini, lui aussi, comme on s'attendait. Depuis un certain temps, notre système socio-économique et politique dans son ensemble, ressemble à un petit bateau qui ne réagit pas au changement de direction du timonier. La discipline et la responsabilité diminuent. On considère la démocratie d'une manière petit-bourgeoise comme état dans lequel chacun peut faire ce qu'il veut. Un des plus graves symptômes de la crise est un mouvement d'émigration de la main-d'œuvre qui ne diminue pas. Le système qui n'est pas capable de profiter de ses propres ressources humaines, ne peut avoir une vie longue.

Où le trouvent les raisons de l'inefficacité du système socio-économique? Il semble qu'elles se trouvent avant tout dans le modèle existant du sous-système politique. Les potentiels économiques accrus, la sensibilité plus grande des hommes et le développement des rapports sociaux autogestifs sont entrés en conflit avec le système politique qui a les caractéristiques suivantes: c'est un système centraliste-unitariste, avec des traits charismatiques très exprimés. Toutes les sphères du travail associé sont orientées vers ce système, et au lieu d'une liaison directe entre elles, c'est le système politique qui arbitre entre elles de sa position dominante. Ce système politique aliéné s'est consolidé comme conséquence de l'insuffisance de la classe ouvrière. Le vacuum social créé a été rempli par la couche dirigeante – la bureaucratie, qui est porteur direct de l'Etat politique, de la »force de cohésion« de la société globale en son ensemble. Le système politique ne peut être longuement porté par le groupe social dérivé – la bureaucratie. En effet, tous les essais de la rotation entrepris jusqu'à maintenant, contribuaient seulement à la mobilité plus grande de la bureaucratie, et non pas à son dépassement.

Or, la réforme radicale du système politique est un impératif du jour. On a abordé ce travail avec retard. Dans la théorie sociale il y a quelques années, on a pris conscience de la nécessité de changement du système politique. Mais maintenant, *où allons-nous et où arriverons-nous réellement* avec la réforme commencée du système politique? La réponse à la première question est beaucoup plus certaine – au moins verbalement – qu'à la deuxième. Le concept stratégique de la réforme politique proposée est juste, bien que les moyens tactiques de sa réalisation ne soient pas toujours bien choisis. Mais comme conséquence de la cristallisation accrue des intérêts socio-économiques, la différenciation politique a pris aussi de l'essor chez nous, c'est-à-dire la formation de mouvements et de groupes politiques différents, au moins au nucléus.

Tous ces »mouvements«, c'est-à-dire les groupes, sont entrés en scène politique et mettent en relief l'exigence pour la réforme du système, mais avec des motifs et des sens différents de la réforme. Chacun de ces mouvements a l'ambition d'aménager la Yougoslavie d'après son propre portrait (lisez: intérêt). Le pluralisme politique doit être accepté, parce que toute défense des idées politiques divergeantes chasse celles-ci au sous-sol. Elles en surgissent, tôt ou tard, avec la force destructive des tempêtes élémentaires. Mais l'acceptation du pluralisme des idées exige une culture démocratique politique plus haute

et un sérieux du comportement de tous les sujets du mouvement communiste. Nous sommes pour le moment devant une responsabilité historique non seulement à cause de la disposition des forces intérieures, mais aussi à cause de la constellation des forces et des rapports internationaux. La Yougoslavie ne vit pas dans un vacuum, mais entre deux blocs, à la tête desquels se trouvent les grandes puissances. »La raison suffisante, a dit Hegel une fois, a ruiné le monde«. Au nom de la raison suffisante, par exemple celle »de l'entretien des acquisitions du socialisme«, qu'il n'est pas difficile d'imaginer, notre indépendance pourrait-elle être ruinée?

Soulignons encore l'éventail des forces intérieures et de leurs aspirations idéo-politiques. L'intention essentielle de la réforme constitutive proposée est à la ligne de l'intérêt historique de la classe ouvrière. La destruction du modèle existant du système politique ne signifie pas la disparition du socialisme. Au contraire, l'homme travailleur et le travail associé doivent devenir l'axe du système nouveau, et non pas l'Etat politique. L'Etat politique retourne de cette façon à son origine, dans le rapport de production d'où il s'était aliéné en faisant son tour de vie. En partant du rapport de production autogestif il faut construire un système politique nouveau, qui repose sur la compréhension de la politique en tant qu'activité sociale autogestive. L'émancipation des nations de l'Etat politique centraliste-unitariste n'est pas une défaite, mais une affirmation des intérêts historiques de la classe ouvrière. De même, le renforcement de l'Etat fédéral et national ne doit pas être incompatible, dans les conditions actuelles, avec la théorie du dépérissement de l'Etat. Bien que l'Etat soit en effet élément historique constitutif de la nation, la compréhension du renforcement de l'Etat fédéral et national dans le socialisme en tant qu'»émanation de l'être national« est considérée de notre part comme une pure mystification. Le renforcement de l'Etat fédéral et national dans les conditions yougoslaves signifie une transmission des fonctions de l'Etat fédératif aux organes étatistes nationaux et fédéraux. Ceux-ci étaient au cours du temps sous-estimés et réduits à l'état de purs exécuteurs des décisions de l'Etat politique fédératif. La base de la réforme actuelle est l'émancipation des nations, avant tout en formation et en répartition de leur propre produit social, en développement des cultures et de la langue nationale et en renforcement de leur propre Etat national, fondé sur l'autogestion. Maintenant c'est un pas décisif dans la réforme entreprise. Bien que les nations aient un rôle très important pour la sécurité de tous leurs membres, surtout dans les situations de crise, une question de classe reste importante – qui dispose, dans le cadre de la nation, de la plus-value du travail. De même, malgré le besoin du renforcement de l'Etat national par la décentralisation des fonctions de l'Etat fédératif, le processus de la libération de l'homme et de la classe ouvrière n'en est pas fini. La totalisation de l'Etat national et fédéral ne serait qu'une variante du national-socialisme et serait incompatible avec la vision marxiste créatrice de la libération des individus en tant que condition de la liberté pour tous.

Ce concept de la réforme ne peut être réalisé que par la classe ouvrière en coopération avec ses alliés naturels. Pour le moment ce n'est

malheureusement qu'une exigence, un grand «il faut que» et non pas ce «qui est». La classe ouvrière est, à vrai dire, en croissance numérique permanente, sa structure qualitative s'améliore aussi, elle est atomisée et orientée systématiquement à penser dans les catégories économiques, et non politiques. Le modèle existant de l'autogestion et la façon de son fonctionnement où les structures formelles discutent en général, et les structures non-formelles créent les décisions, sont sentis par la classe ouvrière comme un fardeau. Mais, d'après une recherche, environ 85% de travailleurs s'opposeraient pourtant à la suppression des organes d'autogestion. L'autogestion est une école historique, longue et difficile, et si les générations des travailleurs y échouent, cela ne signifie pas que les générations qui viendront après, instruites par l'expérience précédente, ne passeront avec succès cette école de vie la plus importante de l'homme contemporain.

La bureaucratie change la couleur des cartes à jouer, mais non les règles du jeu. La bureaucratie a jusqu'à maintenant joué la carte de classe, et maintenant les bureaucraties nationales jouent la carte nationale ainsi que la carte de classe, ou, le plus souvent, toutes les deux dans leur unité. On peut nous y reprocher que les individus et les groupes sociaux aient droit à l'évolution des attitudes idéologiques. Nous ne contestons pas cette possibilité à la bureaucratie, c'est-à-dire aux bureaucraties, mais il nous semble que le jeu de manipulation continue dans le sens de leur propre intérêt. Bien que la politique «res publica» soit au socialisme autogestif, on continue d'user la méthode de la solution des questions sociales vitales à huis clos. Sous la devise de la concordance des positions d'intérêt, on exerce une méthode de compromis et d'arrangements, si connue par ses insuccès dans notre histoire plus récente. Le compromis et les arrangements ont toujours seulement prolongé la crise, mais ils ne la résolvaient jamais réellement. Si l'histoire est «magistra vitae», elle nous a alors appris qu'un système démocratique, surtout autogestif, ne peut fonctionner qu'au cas où son porteur direct est le groupe social primaire, et non pas dérivé. Dans la situation yougoslave, c'est la classe ouvrière.

Les structures technocratiques qui fondent leur position sur le savoir professionnel et sur le rôle nécessaire dans l'organisation actuelle du travail, ainsi que les monopoles économique-financiers, outre qu'ils représentent des centres du pouvoir social de plus en plus aliénés de la classe ouvrière, nourrissent leurs prétentions, par la logique du propre intérêt, sur l'aménagement de la société globale yougoslave. Ils se présentent en alliance avec l'étatisme classique, mais aussi contre lui. Leur force est en croissance, et leur intérêt est domination. Ces centres du pouvoir social sont pour le moment la limite intérieure la plus forte de la libération de la classe ouvrière et de la réalisation de l'indépendance nationale.

Dans le domaine de la culture, des groupes sont en devenir, qui franchissent toujours plus les cadres de leur propre profession et n'hésitent pas à faire une revalorisation des événements politiques et à offrir leur propre vision politique. La base y est l'affirmation que le marxisme s'est montré inadéquat aux conditions yougoslaves, et qu'il est particulièrement insuffisant dans la solution du phénomène natio-

nal. C'est pourquoi il faut, d'après cette explication, le réduire à sa vraie mesure ou l'éloigner complètement. Contre quoi échanger le marxisme? A l'image des renouveau nationales historiques on proclame une nouvelle renaissance nationale. La revivification des acquisitions du romantisme national peut être un événement agréable et noble, mais elle ne peut être la base idéologique pour la solution de la question existentielle des peuples yougoslaves dans les conditions de la révolution scientifico-technique.

Il est évident que chez nous il s'agit toujours moins de la crise de croissance, et toujours plus des symptômes de la crise sociale réelle. Notre société s'est trouvée au carrefour. Tout carrefour a au moins deux voies diamétralement opposées. La voie que prendra notre société dépend avant tout du comportement des groupes sociaux primaires. Sur la ligne de l'intérêt historique de la classe ouvrière n'est que la construction de la communauté sociale des producteurs associés, des peuples égaux, une communauté humaine non-alignée et ouverte.

PHILOSOPHIE DE LA POLITIQUE DU »NOUVEL ETAT DE CHOSES«

Zarko Puhovski

Zagreb

Les cris poussés par la presse, les signaux lancés par la radio, l'imagerie chatoyante de la télévision, toutes les parlottes irrésistibles et importunes ne sont que des avertissements, dans la réalité du jour, attirant notre attention sur le fait que le »nouvel état de choses« est de nouveau parmi nous. Le »nouvel état de choses«, de nouveau parmi nous, et encore, tout cela annoncé brutalement (est-ce que le nouveau n'a pas coutume de se trayer difficilement un chemin?), pourquoi alors des guillemets? Au début, la confusion est presque totale, cette confusion dont ceci, ici, devrait être un reflet, est cependant plus profonde, plus totale, plus confuse et plus agissante. Elle est, mutatis mutandis, le signum de la situation d'une société et d'un peuple, l'indication d'un événement qui voudrait être, en répétant beaucoup le déjà vu et le déjà connu, encore une fois le »nouvel état de choses«.

»Nouvel état de choses« définit ici la situation dont nous sommes témoins ces derniers mois en Croatie (notamment à l'université), l'ensemble des événements que les uns appellent réalisation finale de l'émancipation nationale (politique), les autres débâcle du Parti, les troisièmes mouvements de primitifs, les quatrièmes, ménageant leur effet (conformément, bien entendu, à nos critères théâtraux), crise profonde de la société, etc., tous, il faut le dire tout de suite, ayant raison en quelque chose. Cependant, on peut, j'y reviens, objecter que le »nouvel état de choses« n'en est pas pour autant plus clairement formulé (encore qu'on puisse répondre à cela qu'au niveau de l'auto-compréhension, il est encore moins clair), que les oppositions des points mentionnés ci-dessus sans aucune prétention peuvent se résoudre en bloc par l'affirmation que tout le monde a plus ou moins raison. Mais tout cela est l'expression de la confusion catégoriale (et d'autres aussi) qui a fait son nid dans la réalité, malgré l'incapacité du moment à donner quelque précision dans cette définition du »nouvel état de choses«, qui n'est pas tout à fait sûr de lui-même non plus, bien que soient malgré tout évidentes la présence de ce »mouvement« et des différentes agitations existantes.

Est-il possible (est-il permis) d'être contre l'émancipation de son propre peuple, contre un mouvement que l'on remarque à peine à des signes nationaux, contre des événements qui rassemblent ou du moins qui inspirent tant d'étudiants, d'intellectuels, la «majorité du peuple» (même si ces assertions quantitatives ne sont pas tout à fait exactes, ce qui est d'ailleurs probable?). La réponse, dans ce cas-là, se donne toujours d'elle-même, la négativité de son intonation principale est cependant déterminée d'abord par l'idée qu'il ne s'agit pas d'une pureté en noir et blanc, mais d'une interrogation, aussi négligée qu'on peut l'être dans la réalité, sur l'émancipation dont il est question, de l'évaluation de sa portée et de ses motifs, de ses possibilités et de ses limites (déjà) données d'avance en eux-mêmes). L'instant est donc «complexe», les traits non élaborés, les programmes beaux et pauvres, la crise indubitable (dans n'importe quel sens et à n'importe quel niveau), mais malgré tout, si l'on veut parler, agir, même en se servant de cette arme spirituelle intellectuellement désinfectée, enfin, il faut quand même partir d'un certain niveau.

La société dans laquelle nous vivons (on veut dire, bien entendu, la Yougoslavie), s'est fait une habitude exemplaire et déjà longue de ne pas remplir ses plans – ces années passées, nous avons été accablés de discours, résolutions, directions, plans, réformes, et cependant, il serait difficile, sur la supposition d'une position pragmatique menée jusqu'au bout, de pouvoir prouver de l'un des documents cités qu'il a été réalisé dans la pratique, tout à fait ou pour le moins presque tout à fait. Les conséquences, il n'est peut-être pas utile de le répéter, sont de longue portée et profondes pour toute la société, excepté pour le groupe étroit (ou peut-être les groupes) de ceux qui promettaient, et à ceux-là, voilà, il est donné de continuer à promettre, personne en effet n'a répondu de la débâcle de la réforme économique et sociale, de l'ajournement du plan pour un an et autres choses, et l'attention de l'opinion publique se tournait, déjà menaçante, justement vers ces problèmes, développée par les possibilités accrues offertes ces dernières années par la «parole publique».¹ Les conséquences d'un tel état de choses dans la «superstructure idéologique» (pour employer cette construction confuse et habituelle), sont importantes à cause de la *perte de perspective*, définition principale de la situation actuelle. Il ne s'agit pas d'abord d'un mécontentement en ce qui concerne le passé (malgré tout, ce pays, il ne faut l'oublier, présente une série de caractéristiques qui sont souvent beaucoup plus propices à l'homme que certains systèmes «véritablement socialistes» qui s'offrent sur le marché idéologique international), ou d'une dépression causée par les difficultés temporaires, donc non seulement de la crise de la pratique, mais de la *crise du concept lui-même*, par conséquent de la non-existence, ou peut-être, de l'impossibilité de la connaissance des *possibilités véritables du développement social pensé*. Ce n'est pas seulement un phrase pompeuse ou une larme de crocodile versée par les mécontents – une série d'e-

¹ Aussi n'est-il peut-être pas illogique de rattacher une série d'événements politiques de notre pays – à propos desquels on parle en général de rapports entre les nations – au besoin qui se fait sentir, ces dernières années, de trouver, après l'échec des programmes promis auparavant, d'autres médium de politisation.

xemples concrets, du plan de développement de la ZET et de l'aménagement de Grič, jusqu'à la question du système de reproduction sociale ou de plan quinquennal de développement économique et social, du programme de la construction des cinémas et bibliothèques jusqu'au programme d'alphabétisation, servent d'illustration concrète. Mais malgré tout, l'espace est en partie ouvert pour l'action nécessaire au changement d'un tel état de choses *impossible en lui-même*: c'est le résultat de certains changements dans la vie politique des dernières années, changements qui ont «aboli», bien qu'à la façon de la démocratie formelle, la répression politique directe, en la remplaçant souvent, il faut bien le dire, par une manipulation plus ou moins habile qui frappe bien souvent (et néantise) l'opinion publique. Un tel état de choses, aggravé par un manque de voies d'action réellement marxistes, a conditionné la création d'une situation de «confusion d'idées» et même une situation de confusion de la critique social intellectuelle (typique de l'état de crise des perspectives de la société), mais si cet espace d'action, formellement et confusément instauré, n'existe que partiellement, il existe cependant et il convient de l'aménager par un programme ayant pour but d'être une source d'inspiration des activités.

Et c'est bien de cela qu'il s'agit: la question de savoir qui occupera l'espace nouveau ouvert à l'action politique (et même parfois politiciarde): éventuellement, on pourra engager sur cette base une discussion sur le «nouvel état de choses». En quoi la position est déjà en partie gagnée par l'introduction elle-même, il s'agit de la critique de l'état concret, au nom de valeurs qui auraient dû faire fonction de chef de ligne, de la critique de la pensée de la crise dans ses dernières conséquences et pas seulement dans celles qui frappent expressément un certain intérêt (quel qu'il soit). C'est seulement dans cette situation que l'on peut sérieusement thématiser ce qu'on appelle, tout à fait grossièrement d'ailleurs, le «nouvel état de choses» (le nom est tiré d'une compréhension personnelle de l'événement qu'on traite. les guillemets sont ici pour des raisons d'idéologie de cette compréhension). Le médium principal du «nouvel état de choses» (en général) est le croatisme, son adversaire principal est l'unitarisme, son porteur principal le groupement que l'on appelle souvent les travailleurs culturels (bien qu'il s'agisse seulement d'une partie de ce groupement, avec la participation d'une série de personnalités d'autres professions, en particulier des politiciens).

Il est à peine nécessaire de dire pourquoi c'est justement le croatisme, ou ce qu'on appelle la question nationale, qui apparaît dans le rôle essentiel de la *tragi-comédie actuelle* – une série de déformations du temps (d'ailleurs pas encore révolu), que l'on appelle étatiques, ont particulièrement conditionné une localisation régionale et nationale des investissements et des systèmes bancaires, du commerce extérieur et des centres culturels – la *possibilité*, de tensions, malentendus, incompréhensions et heurts a été créée par le fait-même, et une série d'éléments «annexes», en particulier la conscience de la spécificité et de la confusion de «l'instant actuel», donc du fait de l'existence des germes historiques importants, à l'échelle mondiale, du novum de la

communauté autogestive, de puissants centres stalinistes organisés et des monopoles, presque classiquement capitalistes, de décision économique et autre («Buy the best – sale the rest»), ce qui se glisse d'une manière de plus en plus décisive dans le quotidien de tous et de toutes – tout cela a fait que la nation est devenue le facteur essentiel des luttes politiques. Une série de changements sociaux, en particulier le renforcement du groupe social qui pourrait se définir comme le *substrat*² de la couche moyenne, une culture fondée sur les bases nationales confuses, la classe ouvrière, terminus technicus d'événements essentiellement stalinistes, et la possibilité acquise du recours à n'importe quel autre dénominateur commun d'une opposition à l'existant qui compterait sur un large appui, tout cela a nécessairement orienté les mouvements en apparence élémentaires, dans le journalisme, les sciences humaines, dans la culture en général, vers la «question de la nation».

S'occuper de la nation, notamment lorsqu'il s'agit d'une situation non satisfaisante (ce qui vaut pour toute nation yougoslave placée dans cette situation), n'est pas et ne peut pas être un péché, le nationalisme l'étant certainement. Mais, où est la différence? La production politique actuelle, insistant énergiquement sur cette opposition, est très loin de l'avoir éclaircie conséquemment. Cependant, en principe, ce n'est pas si difficile, *le nationalisme est en effet essentiellement déterminé par l'instauration de l'homme-individu en tant qu'accidence de la nation à laquelle il appartient*, la nation est donc pour lui l'horizon unique, l'unique filtre d'examen, le contenu implicite et la circonférence de chaque notion utilisée par lui; s'occuper de la nation conformément aux autres, qui la créent, c'est l'accidence de l'homme-individu, déduction impersonnelle d'une existence humaine déjà existante et donnée d'avance. A partir de cela, il est possible, non sans difficulté, obscurité et insatisfaction, d'inventer toutes les conséquences politiques pratiques et programmatiques théoriques. Mais si cela ne se produit pas, en dépit de difficultés incontestables, il faut croire que le problème n'est pas seulement dans le critère, mais, et d'abord, dans une aptitude à ne pas l'employer.

Si l'on considère que ces brèves assertions, en dépit de leur schématisation évident, représentent au moins une partie de la réalité dont il est question ici, le médium essentiel du «nouvel état de choses» est au moins en partie expliqué; le croatisme, en effet, c'est s'occuper de la Croatie et des Croates, et il existe toute une série de facteurs qui feront que l'on restera au niveau du nationalisme, ou qu'on atteindra des possibilités, des horizons; on peut voir véritablement, et résoudre, les difficultés qui ont fait naître cet état de choses. Dans un mouvement politique, et le «nouvel état de choses» l'est certainement, l'essentiel est la question de la conception de la résolution du problème; sa suffisance au moins potentielle équivaldrait à l'acquisition d'une possibilité de changement véritable de l'état de choses, une chute

² L'analyse classique montre que tous les mouvements nationaux (et nationalistes) ont été portés par des forces liées avec la couche moyenne, avec collaboration du lumpenprolétariat comme bataillon d'assaut, notamment dans les situations radicalisées.

éventuelle au-dessous du niveau exigé par le moment équivaldrait au moins, inévitablement, à une fin de perspective sur le chemin du nationalisme.

Mentionner l'unitarisme comme adversaire acharné du « nouvel état de choses », cela peut-il aider au diagnostic du mouvement lui-même ? L'existence de l'unitarisme en Yougoslavie devrait en effet équivaloir à une possibilité au moins implicite d'activité du mouvement (malgré sa forme) fondé sur l'aspiration (donc sur l'intérêt) de la création (ou arrêt) de l'état dans lequel la Yougoslavie est défini comme un état à un peuple.³ Si ce mouvement existe réellement (et c'est incontestable, bien que des manifestations concrètes ne donnent pas du problème une explication aussi radicale que la définition ci-contre, en dépit de son caractère tant soit peu caricatural), il serait de son intérêt de maintenir l'état qui, selon nos nombreux activistes, a fortement caractérisé la situation en Yougoslavie dans les années cinquante. Quel intérêt cependant pourrait avoir un groupe à l'unationalité fictive d'une communauté à plusieurs nations ? Probablement aucun, car un tel état de choses, c'est tout à fait clair aujourd'hui, débouche tôt ou tard sur les difficultés les plus graves et ne profite à personne, même pas à ceux qui devraient le promouvoir. Cette situation désagréablement illogique n'a cependant qu'une seule issue – reconnaître que la conception unitariste cache en son essence quelque chose d'autre, qu'elle exprime le nihilisme caché du pouvoir du groupe dirigeant – donc le stalinisme.⁴

Si en est vraiment ainsi, la mise à l'ordre du jour de l'unitarisme peut signifier seulement une chose : l'inaptitude à la lutte contre le stalinisme à tous les niveaux, donc la possibilité, pour le stalinisme, pendant cette lutte amère et discontinue contre l'unitarisme, de se regrouper purement et simplement et de rester le processus social valable, bien qu'à un niveau différent. Par conséquent, l'unitarisme n'est pas l'adversaire principal parce qu'il ne dit rien d'essentiel, son existence n'est que l'expression d'une construction plus profonde du stalinisme dans des domaines où sont apportées des décisions sociales vitales, il a pour pendant la théorie « il y a seulement une couche sociale – les travailleurs », car, de même que l'unitarisme, en partant des positions stalinistes, finit dans le chauvinisme vis-à-vis des nations d'une communauté donnée, de même la théorie des travailleurs correspond, en son essence, à un chauvinisme social vis-à-vis de certaines couches de la société, en particulier vis-à-vis de la classe ouvrière qui se trouve noyée dans la non-différentiation de la masse et en partie chassée du théâtre des événements sociaux importants et légaux ; cependant, les deux sont utiles à une couche sociale tout à fait concrète, à savoir aux dirigeants professionnels et à ceux qui en vivent.

³ Il faut se souvenir que l'unitarisme, dans d'autres milieux, aux USA par exemple, à l'époque de l'amalgame des émigrés de toutes les nations, a pu connaître et a connu des phénomènes d'une autre forme.

⁴ Cf. l'exposé impressionnant du dr. Dušan Pirjevec (« Entre Marx et Staline », rapport au symposium « Actualité de la pensée de Hegel, Marx, Engels et Lénine, dans la vie sociale et dans la science du XXe siècle, Ljubljana, 15-17 février 1971 »).

Le »nouvel état de choses« constitue sans aucun doute une réaction contre un état insoutenable qui change trop lentement, il voudrait quelque chose d'autre, quelque chose qui garantirait en premier lieu l'amélioration de la position du peuple croate. Il semble que ce faisant, on ait choisi un faux adversaire (pris en partie à la production quotidienne d'avant), un médium qui contient les possibilités implicites (au moins) d'un terrain sans issue nationaliste, s'il devient le facteur principal des événements politiques, laissant les observateurs et participants dans l'indécision quant au programme clair et à la compréhension véritable de l'ensemble des problèmes de l'émancipation nationale dont il s'agit ici. Dans le langage quotidien, on emploie fréquemment une expression qui, insistant sur la »dialectique de classe et nationale«, doit permettre de trouver la jonction avec les problèmes sociaux essentiels du moment. Laisant de côté la valeur de la dialectique qui manie, comme celle-ci, des adjectifs sans apparence de clarté (en effet, si l'on dit qu'il s'agit en fait d'une émancipation de classe et nationale, il faut tout de suite se demander qui est celui à qui il faut appliquer l'émancipation de classe et nationale, et en plus, dialectiquement), il faut mentionner que les discussions sur la priorité de l'un des deux qualificatifs ont abouti à faire oublier le sujet de l'émancipation, lequel, en dépit de toutes les déductions sociales, reste tout de même – l'homme. Donc, l'essentiel est bien la question de l'*émancipation de l'homme* – »Ce n'est que quand l'homme connaîtra et organisera ses propres forces en *forces sociales* et que, à partir de là, il cessera de séparer de lui-même la force sociale en *force politique*, que sera accomplie l'émancipation de l'homme«.⁵ – Mais on ne parle pas de cela aujourd'hui, autour de nous. Si l'on part de l'homme qui a organisé ses forces en forces sociales, on aboutit ailleurs que si l'on part de l'intérêt de la nation organisée comme problème de l'homme déduit d'elle.⁶

On a déjà mentionnée toute une série de défauts caractéristiques du »nouvel état de choses«, certaines limitations, les manifestations concrètes et les porteurs réels sont bien connus, alors, quelques mentions encore et ce sera tout. Le »nouvel état de choses« apparaît en général comme un activité idéologique (c'est-à-dire culturelle et »culturelle«), sa forme est dans les règlements de compte politiques, de caractère généralement exigeant (luttant encore pour l'influence dominante) et les méthodes en sont variées. Le cadre spatio-temporel est donné par la situation de crise profonde du concept de communauté (mais aussi par la crise du concept de société en général) et les porteurs sont en général des »hommes de plume« (bien que, cela va de soi, tous ne montrent pas la même habileté dans cette sorte de lutte à mains libres). Peut-être n'est-il pas nécessaire de démontrer que l'action du mou-

⁵ Marx-Engels: »Ecrits de jeunesse«, Naprijed, Zagreb 1953, p. 68.

⁶ »Notre organisation politique intérieure est et sera ce que le peuple, sans prétendues démocraties, sans prétendues spéculations politicardes, décidera de lui-même, souverainement, dans son intérêt essentiel et vital«. (Ante Pavelić, dictateur fasciste en Croatie 1941-45, discours sur la place St. Marc de Zagreb, 21 mai 1941). Ceci n'est que l'absolutisation de la nation développée jusqu'à ses dernières conséquences, la souveraineté du peuple sans démocratie, et l'expression de l'impuissance véritable d'un concept de puissance.

vement dont nous parlons ici a thématisé de nombreuses questions essentielles. Que des pas ont été faits vers certaines solutions (en général non-essentielles), que le «nouvel état de choses» n'est pas le nationalisme, bien qu'il n'existe pas sans nationalisme dans la variante où nous le voyons (ce qui est normal chaque fois qu'un peuple se réveille après un long sommeil, ou du moins semble le faire). Cependant, et c'est une délimitation importante, il existe et il doit pouvoir exister une autre manière de s'engager qui n'a pas à être en correspondance directe avec ce qui est dépassé aujourd'hui, mais qui reste croate et yougoslave, et qui est, et c'est l'essentiel vraiment internationaliste, et dont le point de départ est l'homme, et non la nation, le sol, les collines ou les ruisseaux.

L'intransigeance du «nouvel état de choses» est orientée unilatéralement, il trouve inacceptables les «nouveaux gauchistes» et toute autre personne douteuse citant l'utopie (pratiquement identifiée avec la contre-révolution) et autres «notions intégrales» comparables, il est faible cependant lorsqu'il définit les critères de l'appartenance par rapport à tous ceux qui le soutiennent, explicitement ou autrement. Pourtant, il est possible que dans le mouvement qui insiste jour et nuit sur l'émancipation de son peuple coexistent des hommes dépourvus des connaissances les plus élémentaires de la langue de ce peuple, de son histoire, de sa culture, et même ceux qui ont confessé radicalement, il n'y a pas si longtemps, des convictions qui soulèveraient aujourd'hui l'indignation unanime du public. Les «victimes» de naguère (mais aussi les victimes) des règlements de compte politiques (et politcards) agissent aujourd'hui la main dans la main avec ceux qui les ont sacrifiés il n'y a pas si longtemps, les anciens hauts fonctionnaires des services de sécurité vendent aux enchères les paroles nationalistes avec leurs «objets» d'autrefois, on change d'orientation (et même de confession), d'appartenance nationale, de carte de club de foot-ball (si l'on en croit les journaux, il n'est pas difficile de se persuader que l'émancipation du foot-ball des Croates, autrement dit le fait, pour les équipes de Dinamo et de Hajduk, de remporter le championnat d'état, pourrait être une déterminante importante des événements politiques actuels). Il faut ajouter cependant – et cela montre bien la portée spirituelle du mouvement – qu'au sommet (ou dans une agréable proximité), on trouve des linguistes qui changent de position selon la situation politique,⁷ des physiciens qui ne s'occupent pas de physique, des économistes qui font des erreurs dans l'utilisation des catégories essentielles de leur spécialité, etc. Avec tout le respect que l'on doit aux intellectuels qui ont une action dans le mouvement, en pensant peut-être que c'est la seule possibilité d'action véritable qui leur soit donnée pour le moment, à côté d'une série de réalisations qui ont une valeur en elles-mêmes, nous sommes les témoins d'une avalanche d'écrits, d'articles semi-intellectuels, semi-culturels, nécessairement orientés contre toute émancipation et contre toute action véritable et se détachant vigoureusement de tout ce qui est proclamé de principe.

⁷ De là l'existence d'une «science» versatile, prête à faire volte-face par pragmatisme politique.

En ce battant contre l'unitarisme et tout autre adversaire, le «nouvel état de choses», en règle générale, agit cependant uniformément, insistant constamment sur l'unité de la nation (ce qui, à terme, conduit à la théorie de la paix de classe), et l'unité de tous ceux qui agissent à l'intérieur, cette façon de serrer les rangs est usée si l'on veut, mais toujours agissante – «notre adversaire commun est encore fort!». Il y a un thème de discussion unique, car en principe tous sont pour l'émancipation nationale, pour le progrès du peuple et de la communauté, mais quand même, les uns sont «les nôtres», les autres sont des traîtres, les uns sont «nationalistes», les autres «unitaristes». Et le dialogue est rendu impossible, il est exclu par l'uniformité du mouvement combattant, par l'oubli conscient des thèmes essentiels dans la discussion (qui se réduit à une discussion sur les drapeaux, le nombre des ressortissants de telle ou telle nation dans tel ou tel groupe de chaises ou de fauteuils), et, en fait, en premier lieu, du fait d'une situation n'autorisant pas de discussion sérieuse sur la perspective de la société. Toute critique de donnée a donc la même valeur, celle qui recherche le nouveau et celle qui tire en arrière, il ne leur manque que la déterminante essentielle des discussions – la dimension du futur, donc la dimension de l'historicité (qui ne peut être remplacée par le rappel du passé, si glorieux soit-il). C'est la détermination essentielle, et la possibilité ouverte de ce que nous notons, la diversité des phénomènes, le fait que de cette confusion quand même, un jour, il faudra bien qu'il sorte un concept ou quelque chose qui lui ressemble, tout cela ne change pas réellement cet état de choses.

Le «nouvel état de choses» ne serait pas ce qu'il est si on pouvait le réduire au journalisme, ou à la culture en général, il est aussi réalité politique. La situation politique en Yougoslavie et en Croatie a permis différents mouvements, et même ceux que suppose le «nouvel état de choses». Un peu tard, mais probablement pas trop tard, on a vu apparaître dans la lutte contre le centralisme un élément de prise de conscience nationale, facteur essentiel des événements politiques officiels; la thématization de la «question nationale» (pas toujours conséquemment) a ouvert ces derniers temps des possibilités de discussion sur une série de thèmes tabous, mais la confusion des positions, une disposition à la coquetterie envers des mouvements qui sont, de par leur profil politique et pratique, pour le moins confus, ont créé des suppositions qui permettent l'affirmation d'une politique de déterminantes essentiellement bourgeoises. Le soutien «sans réserve» (comme si un homme ou un intellectuel vraiment honnête pouvait soutenir quoi que ce soit sans réserve) de la direction dans n'importe quelle forme d'action, *l'inauguration de la logique de la politique, des comités en tant que logique de la vraie vie de chacun*, la nécessité pour chacun de s'affirmer quotidiennement «dans la ligne» de la direction, au lieu de permettre la situation de l'affirmation quotidienne de la direction sur le tracé des intérêts pour la réalisation desquels elle a été élue (ce qui correspond à la définition logique et au statut de toute direction) – tout cela tue la possibilité de l'opposition sur les questions essentielles, réduit les polémiques à des étiquetages politicards et exclut de la discussion, par l'automatisme des événements, tout homme qui vou-

drait intervenir avec des objections qui ne sont pas sur la top-liste politique du moment. Voilà pourquoi il arrive souvent qu'un Croate honnête, quelle que soit sa profession, regarde en coin les événements, compte les »morts«, en prenant soin de se mettre lui-même, avec sa famille, à l'abri des »balles perdues«.

Le »mouvement de la jeunesse universitaire croate« (qui, dans une autre version, a pris le nom de »Mouvement de la jeunesse universitaire de Croatie), est l'émanation politique la plus directe du »nouvel état de choses«. Malgré le cours des événements, en partie inconnu de l'opinion publique (que l'on prend soin d'envelopper encore d'un voile de négation et même de désinformations, par le canal de tous les journaux qui paraissent aujourd'hui en Croatie ou au dehors,⁸ ce mouvement politique offre aussi un aspect qui dépasse une pure et simple phénoménologie de la confiscation des locaux, de la suppression des tribunes, etc. Trois mots d'ordre lancés ces derniers mois sont particulièrement significatifs: ceux concernant le »titoïsme catholique«, le »national comme rempart à la métaphysicité et le »besoin d'occupation des champs du possible«. Ces trois mots d'ordre ne sont pas directement liés, ils ne correspondent probablement pas au concept de chacun des adhérents (même pas parmi les leaders), mais ils révèlent une certaine vérité de la crise qui secoue la scène politique de la nation, et plus particulièrement de l'université depuis quelques mois. Il ne faut pas oublier non plus que les conséquences de ces mots d'ordre, et d'autres identiques, ne sont pas et ne doivent pas être aussi des conséquences du mouvement lui-même ou de ceux qui le mènent, les événements des derniers mois ont montré que dans ce *cabinet de débarras*, des mots séniles caractérisant les réunions d'étudiants, des lapsus, et même une ignorance évidente ont pu prendre l'apparence d'une plate-forme d'action, mais que, en dépit de l'ignorance et d'une inconscience des conséquences, les mots d'ordre garde une importance objective qui mérite au moins d'être mentionnée.

La thèse sur le »titoïsme catholique« correspond en fait à une division du mouvement politique (titoïsme est chez nous une appellation strictement politique, quelle que soit la nature de ce qu'on lui oppose) en catholique et non catholique. La foi est donc le critère de la division politique – par définition, c'est du *cléricalisme*. Dans ce mouvement, il y avait, cela ne fait pas de doute, du clérical, l'accent mis sur la nation comme base d'où découle l'accidence-individu doit, si l'on raisonne conséquemment, conduire à une conception du monde religieuse qui, dans la polarisation politique, résiste difficilement à la tentation de la réalisation cléricale dans le donné. Mais cette division fait naître aussi le sectarisme de l'»autre côté«, et il n'est pas illogique de parler ici d'extrêmes apparemment opposés comme des parties du »moment actuel«.

La thèse sur le national comme rempart contre chaque métaphysicité prend toute sa signification quand elle est traduite en clair, quand on soulève le voile idéologique et vide qui la recouvre: il s'agit

⁸ La presse quotidienne, en dépit de la variété des thèmes et des orientations, a fait silence systématiquement sur certains éléments de la situation à l'université, suivie même par les journaux »de la jeunesse«.

en fait du concept du national comme rempart contre *toute autre* métaphysicité, excepté la métaphysicité du phénomène national lui-même. L'activité pratique du mouvement, ainsi que les applications théoriques des thèses dont il s'agit, – thèses selon lesquelles l'homme est accidenté de quelque chose qui est situé hors de lui-même – implique au moins en partie l'origine métaphysique d'une telle conception du national. La réalisation politique de cette conception, à travers l'opposition à toute autre métaphysique (c'est-à-dire à toute autre conception) est rendue claire par ses conséquences. L'histoire, et l'histoire des doctrines politiques en particulier,⁹ nous apprend que la conception métaphysique de la politique (ou du moins la conception métaphysique à la base), exprimée par le mépris de l'individu, équivaut depuis toujours à un *totalitarisme politique pratique*. Conséquemment, dans la fonction de la lutte contre le pouvoir, le règlement de comptes physique prend toute sa signification (face aux adversaires, l'ancienne direction des étudiants, qui était au-dessous du niveau exigé par la situation) ainsi que la non-tolérance dans les discussions, les applaudissements et ovations organisés, les unités mobiles des « activistes » et autres caractéristiques du même genre qui, dans n'importe quelle société, définissent essentiellement la droite.¹⁰

Le droitisme, que l'on trouve dans toute une série de suppositions du mouvement étudiant actuel (malgré des tentatives de changement de positions, véritables ou verbales), s'exprime le plus clairement dans la thèse sur le besoin d'occupation du champ du possible – la philosophie de la politique du mouvement étudiant, et du « nouvel état de choses » en général, accède par là, et magistralement, à la transparence. Ce mot d'ordre a été lancé dans le feu de la discussion et dans la pratique quotidienne, par opposition à la thèse selon laquelle il faut rechercher l'impossible. Ses conséquences, justement dans cette opposition, ont abouti à une première pré-réalisation. On a en effet acquis un espace pour l'obtention du soutien des « facteurs officiels », qui pas plus tard que quelques jours auparavant avaient soutenu l'autre côté, et quelques mois auparavant avaient communiqué, par le seul intermédiaire de la police, avec les membres de la direction des étudiants, direction regardée aujourd'hui avec complaisance. Mais le soutien de la politique officielle était un avertissement tout à fait raisonnable, le mouvement a montré de plus en plus clairement que *l'ordre pour lui était une chose sainte* (ce qui ne signifie pas que tous les autres d'une façon ou d'une autre soient contre l'état de choses, mais que ce qui est véritablement immanent au mouvement étudiant, c'est *le mouvement de contestation*, non l'opposition, mouvement qui, en agissant, met en question la réalité au nom d'un concept nouveau de la vie, radicalement différent), qu'il se contentait d'organiser les applaudissements (il est à peine utile de souligner le parallèle avec la position des organisateurs de la jeunesse dans le type de société stalinien), qu'il renonce à toute position radicale, même apparemment, typique de toute épo-

⁹ Cf. Nerkez Smailagić: « Histoire des doctrines politiques », « Naprijed », Zagreb 1970, notamment livre I, chapitre sur le principe de l'ordre et le principe de l'état.

¹⁰ Cf. Friedrich J. Bröder: « Ein Sprachrohr des Rechtsradikalismus », Institut für staatsbürgerliche Bildung in Rheinland-Pfalz, Mainz 1969.

que de non-légalité (la lutte contre les éléments capitalistes de reproduction dans une série d'institutions bancaires et de réexportation se réduit à des lamentations sur la nécessité de rendre à la Croatie une certaine somme d'argent, par quoi on oublie que le problème n'est pas seulement dans la somme d'argent, mais dans le capital-rapport qui est créé, et qui par là permet à un tel rapport de durer), et qu'il acceptait, en lieu et place des discussions, des négociations à tous les niveaux. En s'intégrant à la *production de la politique dans les comités*, le mouvement perd même ce parfum de nouveauté et de spontanéité qui faisait son charme auparavant (bien que dès le début, on ait pu constater que la «spontanéité» du mouvement était pétrie de «mots d'ordre» politiques depuis longtemps connus), et qu'il devenait pas autre chose qu'un chiffre dans la rubrique de l'organisation de masse (dans laquelle, comme son nom l'indique, l'individu lui-même n'est autre chose qu'une sous-rubrique, version bureaucratique de l'accidence dont nous avons déjà parlé).

L'origine paysanne du mouvement ne relève pas seulement de l'origine sociale et régionale des membres et des leaders, elle est en général déterminée par des éléments de sa conception. Des parallèles s'imposent d'eux-mêmes: Gubec¹¹ s'est mis en marche au nom de l'empereur contre Tahī,¹² oubliant que l'empereur n'existait que par Tahī (et par les Tahī), et que Tahī ne régnait que grâce à l'empereur, les étudiants de Zagreb se sont dressés contre l'ancienne direction des étudiants, oubliant que cette direction était le soutien de ce même comité central, et le comité central l'inspirateur et le soutien de générations de fonctionnaires étudiants. La spécificité de la situation a exigé le sacrifice de la direction des étudiants (on sacrifie la partie pour le tout), et imposé la victoire du courant nouveau (au moins à un niveau politicard), mais la limite de la conception de «ceux qui arrive» s'est révélée au grand jour. Satisfaits au moins de leur participation au pouvoir, les représentants étudiants du «nouvel état de choses» se comportent comme leurs prédécesseurs ou un peu moins habilement, car ils n'ont pas encore acquis la routine, et les choses, une fois de plus, suivent un cours qui ne convient pour ainsi dire à personne.

Mettre l'accent sur l'ordre ce n'est pas seulement une phrase en l'air prononcée par des idéologues intrus, c'est la déterminante de l'activité pratique, encore un élément de l'esprit de droite, lequel, si l'on considère tous les événements qui se sont déroulés jusqu'à aujourd'hui, prend toute sa signification. La qualité numérique de ceux qui soutiennent cet état de choses (et il y aurait beaucoup à dire là-dessus), décidés pour lui probablement parce qu'il a créé une *apparence d'alternative*, devra se différencier, si l'on tient compte de l'inaptitude à l'action de la nouvelle direction, mais cela ne changera rien d'essentiel à la situation, ce ne sera que l'expression d'une connaissance, à savoir que la crise atteint un degré où se dévoile la démagogie nationale-nationaliste (et tout autre), qu'il s'assigne de solutions véritables ou de renoncer à la voie dans laquelle presque tous s'engagent

¹¹ Matija Gubec, leader du mouvement paysan, XVI siècle.

¹² Comte Franjo Tahī, adversaire direct du mouvement paysan.

si généreusement en paroles. Quand, comment se réalisera cette prévision, prévision donnée en partie sur la base de l'expérience des autres, il est inutile de le deviner, il est beaucoup plus important d'essayer d'agir dès maintenant, en fonction d'un état qui atteint ce degré de possibilité.

La philosophie de la politique du «nouvel état de choses» est donc *fondée sur une volonté de retenir l'état donnée au prix de certaines modifications*, lesquels, n'étant pensés que partiellement, ne peuvent pas essentiellement changer l'existant. La compréhension de la situation n'est donc pas l'expression de l'action et de l'intérêt de tous, encore qu'on s'efforce de montrer qu'il en est ainsi, ce n'est pas le moment de l'histoire du peuple qui devient la déterminante du changement essentiel, ce n'est qu'une indication de l'état spirituel et politique du «mouvement actuel». Ses racines sont dans la crise dont nous parlons, son issue aussi, bien que peu claire sous tous ses aspects, sans aucun doute impensable sans confrontation ouvert avec tous les problèmes, sans orientation vers la démocratie socialiste directe, sans organisation démocratique de la nation et de la communauté sur ces bases. Le «nouvel état de choses» a au moins montré, après l'expérience obscurantiste du stalinisme, la voie du manque de perspectives possible et l'opposition à la phénoménalité du stalinisme (mais non à ses racines), une troisième possibilité, encore obscure, encore bégayante et boîteuse, malgré une crise qu'elle doit affronter, revêt déjà, grâce à la dévaluation pratique de ce qui a été offert jusqu'à maintenant, la légitimité de la sortie finale sur la scène historique.

ANALYSIS OF THE ECONOMIC SITUATION AND PROPOSAL FOR A PROGRAM OF ACTION

Branko Horvat

Beograd

I. QUO VADIS?¹

1. RETROSPECTIVE

Statistical data, discussions at the Presidium and Conference of the League of Communists as well as the latest economic measures of the Federal Executive Council show that the economic reform, begun in the middle of 1965, after five years has ended up in the same sort of situation in which and because of which it was begun: again we have an enormous balance of payments deficit, inflation, slowing down of the growth of productivity of labor and reduction of the efficiency of investment,² slowing down of production. These phenomena were reacted to in the same way as in 1965: by improvised temporary freezing of prices.

All this did not surprise scholars concerned with theoretical and empirical research on the functioning of our economy. In fact they already foresaw such an outcome on the occasion of the inauguration of the reform five years ago. The goals of the reform were not in question. The goals, except with respect to employment, were correctly posited. It was a question of some lesser but dangerous institutional defects, particularly in the sphere of the tax system, price policy and personal incomes policy. Above all, it was a question of an improvised and fundamentally mistaken economic policy.

¹ Nada Brakus worked out the statistical data in the tables and Dragan Jarić drew the graphs. I thank them for their pains.

² The average efficiency of utilization of funds, measured by the relationship between social product and fixed capital, fell in manufacturing and mining by 19% between 1964 and 1968 (later data are unavailable; I. Vinski, »Kapitalni koeficijenti jugoslovenske industrije u razdoblju 1962–1968, *Ekonomski pregled*, 1 (1970), 44.

The Federal Executive Council, as well as other political and state forums, were immediately warned of the existing defects as well as the unavoidable consequences. During the first two years these warnings were mainly oral and of an internal character. Characteristic in this respect is a memorandum of the Institut of Economic Studies of April 1967 which ended with this forecast:

»As a result . . . total per capita production, and with it the standard of living, will be stagnant in 1967. However, the pressure of unemployment and the undeveloped regions, insistence on corrections in distribution of personal incomes, the need to avoid discrediting the reform by stagnation of production and the standard of living will lead to an increase of the balance of payments deficit and continuance of a more liberal credit policy. Thus the cycle will enter into the upswing phase. In so far as by then an anticyclical policy is not formulated, in 1969 there will occur a downturn of the cycle, and in 1970 we will have a new reform«.

After such internal warnings remained without any effect whatsoever, publication of economic analyses and coming out into the public were begun. In the Spring of 1967 the Scientific Section of the Yugoslav Association of Economists organized a conference in Ljubljana on conditions for stabilization of the Yugoslav economy. There the learned and wider public were acquainted for the first time with the fact that pronounced business cycles operate in Yugoslavia, that this is not recognized by economic policy makers and that an anticyclical economic policy does not exist. At the conference it was emphasized that the recession would soon end, that in the course of 1967 there would occur a turning of the cycle upward, that the acceleration of production would continue until the middle of 1969 and that after that there would occur a new slowing down of growth.³ As can be seen from the presented graphs, these forecasts were shown to be completely correct.

At that time the losses which the economy suffers because of the slowing down of growth owing to mistaken economic policies were calculated and published. In 1967 alone the economy thus lost about 1,000 billion old dinars. (Owing to breakdown of the economic structure instead of normalization of expansion to about 11%, industrial production was reduced to a negative rate of growth). The loss of 1,000 billion dinars annually represents a sum several times greater than all annual federal investments, which are said to threaten the economy's reproductive capacity. In relation to such losses the siphoning of funds from republic to republic – which provokes great national tensions – is shown as insignificant.

At the beginning of 1968 the Institute of Economic Studies organized a closed symposium for representatives of science, the economy, state and political bodies from all republics. The meeting practically unanimously accepted the judgement of the economic situation and the pro-

³ *Ekonomist*, 1-2 (1967), 212-213.

posed program of long-run stabilization, thus denying in the most convincing way rumours about »fundamental« disagreements of a republican, theoretical, ideological or similar character, and sought that the materials be turned over to the Federal Executive Council and be published, which was done.⁴

In February 1969, the Scientific Section again organized a conference in Kragujevac on the problems of stability.⁵ At the conference it was shown by empirical analysis that not one of the proclaimed goals of the reform (which can be quantified) was achieved nor could be achieved. It was emphasized that in so far as the policy announced by the then-president of the Federal Executive Council were carried out, the number of unemployed would by 1975 exceed a million, half within the country and half abroad.⁶ (Today we know that this estimate was too optimistic, for the figure of one million is already surpassed.) Immediately after the Kragujevac conference a closed meeting in the Central Committee of the Yugoslav League of Communists was held on the basis of material of two economic institutes, one in Zagreb and the other in Belgrade, which gave an identical judgment of the economic situation. One of the present federal functionaries asserted that the judgment of the Belgrade institute consisted of »half-truths«!⁷

All these, as well as numerous other attempts which I do not mention, had absolutely no effect except to bring unpleasantness to the authors of these judgments and proposals.

Throughout this entire period the judgments of state and political functionaries differed diametrically from the judgments of scholars. From the statement of the then president of the Federal Executive Council in Parliament in October 1966 (»I think that we can say unambiguously that the course of the reform up to now is successful and that we can be satisfied with the results achieved«) to the report at the meeting of the Presidium of the Yugoslav League of Communists in May 1969, directly after the analysis of the cited economic institutes (»The course of the reform has withstood the test... On a qualitatively new basis we have entered into a phase of dynamic growth of production and productivity of labour, employment and the standard of living«), our country's public has been informed of the successful carrying out of the economic reform and the medium-term plan, of the successful fulfilling of strategic goals, of the qualitatively new structure of production and such. When the slowing of growth became evident, then it was begun to be emphasized (along with the ample assistance of unqualified economists) that slow growth represents the price of »significant restructuring of the economy«. This slogan was launched and maintained until two young scholars⁸ showed by a

⁴ Institut Ekonomskih nauka, *Sumarna analiza privrednih kretanja i prijedlozi za ekonomsku politiku* (Beograd, 1968).

⁵ See *Economist*, 1 (1969).

⁶ *Ibid.*, 53.

⁷ B. Jelić, »Čemu poluistine«, *Borba* (Mar. 9, 1969), p. 2.

⁸ O. Kovač, Lj. Madžar, »Stopa rasta i promene u privrednoj strukturi«, *Economist*, 1 (1970), 5-32.

serious analysis that it is false and that slow growth checked the positive restructuring of the economy, which was anyway always known by experts on economic growth. Finally at the XIII session of the Presidium of the Yugoslav League of Communists in October 1970 it was emphasized »that it is a matter of fundamental disequilibrium, which cannot be solved by practical daily measures, for it is a question of fundamentally changed relationships in the structure of the economy and the distribution of income.«⁹

The question is posed: why for a full five years did the judgments of political and state functionaries deviate to such a degree from the judgments of scholars? Why did all the attempts to communicate the results of scientific research remain unsuccessful? Is it a matter of uninformedness, ignorance or something else? The answers to these questions are not of an academic nature. What will happen in the next five years depends on them.

2. STATISTICAL SUMMARY

The reform of 1965 continued and accelerated the negative economic trends which manifested themselves in the unprepared and unsuccessful reform of 1961.¹⁰ What happened in our economy can be summarized with just a few economic indicators.

Table 1
ANNUAL RATE OF GROWTH

	1952-1960.	1960-1964.	1964-1969.	1923-1939.
Social Product	9,9	8,0	4,4*	2,5
Industry	13,4	11,2	5,7	3,9
Agriculture	8,9	4,0	1,9	2,4
Commodity Exports	11,3	8,6	7,3	—
Commodity Imports	10,1	9,6	6,5	—
Industrial Producers' Prices	0,6	2,5	6,4	—

* Estimate for 1969. Sources: SGS, S. Stajić, Nacionalni dohodak Jugoslavije 1923-1939.

In the eight-year period of 1952-1960, our economy achieved the highest growth rate of per capita social product in the world (and consistent with that, the fastest increase of the standard of living). After the first reform Yugoslavia fell to fourth place behind Japan, Bulgaria and Rumania.¹¹ After the second reform it is somewhere between the 50th and 100th country in the world - it is not worth the effort to calculate the exact order for the *rate of growth is below the*

⁹ K. Gligorov, *Borba* (Oct. 17, 1970).

¹⁰ IEN, *Uzroci i karakteristike privrednih kretanja u 1961. i 1962. godini* (Beograd, 1962).

¹¹ Z. Popov, »Kretanje privrednog razvoja u svetu«, *Ekonomska analiza*, 1-2 (1970), 101-112.

world average (which in 1960–1967 amounted to 4.9%).¹² In the last five years the country returned to the development trends of prewar Yugoslavia.

In such conditions an enormous growth of unemployment had to occur. The calculation is very simple: if productivity of labor rises at a rate of 5%, the transfer of labor force from the village amounts to 2½% annually, and the increase of the urban force is over 1½%, then non-agricultural production must increase more than 9% annually if the existing open and hidden unemployment is not to increase. That condition was indeed fulfilled before 1960, but no longer after 1964. In 1968 327,000 persons sought employment, or 9.4% of the total employed. Immediately before the war there were 10% unemployed.¹³ Therefore we seem to be approaching the prewar norm also in that respect. According to the relative number of unemployed we hold the record in Europe.¹⁴ The situation is in fact significantly more serious, for several hundred thousands of our workers are employed abroad. At the beginning of 1970 there were about 700,000 of our workers abroad. In the middle of the year it was estimated that 13% of the total active population of Croatia – the republic with the most intensive emigration – was abroad. It was forecast that by the end of the year about 850,000 of our citizens will be working abroad. Today all of Yugoslav industry and mining does not employ many more workers than the number of those who seek employment or work abroad. Can a socialist system long maintain such a situation?

The situation summarized in the above table led the Institute of Economic Studies to try once more to do something. In October 1969 a memorandum was sent to the Federal Executive Council with a judgment of the economic situation, a forecast for 1970 and a design for a program of short-run and long-run stabilization policy. The exceptionally critical nature of the situation and the need for urgent action were emphasized. That memorandum was not published to avoid disclosure of the gravity of the situation having an unfavorable effect on carrying out of the government's economic policy. The government did not accept the warnings and advice of the Institute. Of course it had the right not to do so. Citation of this fact is not conceived as a criticism of the Federal Executive Council. Perhaps the FEC did not have real possibilities of undertaking anything. It is a matter for Parliament to judge that and to undertake the necessary measures. Here it is desired solely to emphasize that it was necessary to do something and that under normal conditions this was the task of the government. The failure to bring action now makes it necessary to publish the warnings and compare them with what happened in the course of the last year.

¹² *Pearson Report: Partners in Development* (New York, 1969), p. 27.

¹³ I. Vinski, «Privredna reforma i zaposlenost», *Pregled*, 6 (1969), 637.

¹⁴ OECD, *Main Economic Indicators*.

3. THE INSTITUTE OF ECONOMIC STUDIES' JUDGMENT OF THE ECONOMIC SITUATION IN OCTOBER 1969

The text which follows represents the first part of the cited memorandum.

In the fifth year after the inception of the economic reform the following phenomena can be observed:

1. Administrative price control covers 44% of industrial production compared with 31% in 1958. Reduction of control from about 70% to 44% lasted a full four years, and further liberalization of prices is halted.

2. Prices are rising faster than before the reform. The increase is accelerating.

ANNUAL RATE OF GROWTH

	1952-1963.	1964.	1965.	1966.	1967.	1968.	1969. I-IX
Producers' prices of industrial products	0,9	5	15	11	2	0	2,6
Retail prices	3,9	9	29	23	7	4	6,9

3. The dinar is being devalued by open and hidden customs duties and premiums. The import rate of exchange for industrial products increased from 13.9 in 1966 to 14.3 dinars to the dollar in 1968 and is rising further since then.¹⁵ For the sake of better understanding, it should be added that, contrary to widespread views, exchange rate ingredients are desirable economically because they make it possible for a fixed exchange rate to become flexible. What is not desirable is the continued depreciation of the exchange rate ingredients, which had to occur because of price rises on the domestic market. And that was carried out under pressures, inconsistently and, because of that, ineffectively.

4. When at the beginning of 1967 close to a fourth of imports was liberalized – and a similar proportion was also liberalized by the reform of 1961 – it was anticipated that this proportion would constantly increase and that in 1970 payment for the entire value of imports would be freed of all legislative foreign exchange limitations. In fact, however, the extent of liberalization of foreign trade was reduced. From 1967 to 1969 imports under the liberalized regulations were reduced from 39.2% to 33.6%, and under the restrictive regulations increased five times (from 4.5% to 20.3%).

5. Imports are increasing faster than exports, 21.6% compared to 17% for the first nine months of this year (1969). Instead of the anticipated equilibrium balance of payments with the convertible area, this year a deficit of over 150 million dollars can be expected.

¹⁵ From 1965 to the end of 1969 the average export exchange rate increased from 11.1 to 14.5, and the average import exchange rate from 11.3 to 13.4 (J. Anakioski, »Spoljnotregovinska razmena i platni bilans«, *Borba* (Sept. 19, 1970), p. 21.

6. The reproductive ability of enterprises is falling. The share of economic organizations in financing total investment in fixed capital is 31.2% in 1967 compared to 39% in 1956 and 1966. Repayment of loans in 1968 amounts to 111% of allocations to funds, and accordingly net investments under the direct control of enterprises remained negative.

7. Indebtedness of the economy is increasing. Last year (1968) more than a third of enterprises were not in a condition to cover their obligations regularly. Since then indebtedness has increased by 45%, and accounts receivable amount to 74 billion dinars, which is two times more than the amount of short term bank credits. That means devastation of a commodity-money economy.

8. Capacities are used less than before the reform, the general efficiency of investment is lower, and the economy is suffering enormous losses. Because of the mistaken economic policy in one year alone – the monetary restrictions in 1966 without corresponding measures of fiscal and other policies, because of which the depression was deepened and for the first time since the Cominform soon led to an absolute reduction of production – the economy suffered losses of the order of magnitude of 11% of social product.

9. Growth has been slowing down since 1960, and from 1965 the restructuring of the economy is also perceptibly slowed.

10. Unemployment is increasing to alarming volumes even this year in the wave of the economic upswing. On the average this year (1969) there were 340,000 persons seeking employment. To that should be added the estimated number (exact data are unknown) of 400,000 persons at work abroad.

11. The proclaimed more rapid development of the undeveloped regions lately is not being realized and the gap between the developed and the undeveloped regions is increasing.

12. The country has no personnel and scientific policy. It is well known that qualified personnel and scientific research represent the basic levers of long-run economic development in contemporary conditions. Qualified personnel are leaving the country. Post-graduate specialization is not institutionally resolved and evolves haphazardly and on a level far below contemporary standards. A program of scientific research does not exist, scientific work is not institutionally resolved and lags drastically behind the needs of the country; scientific institutions are scattered, and top personnel leave the country.

13. The five year plan will not be achieved. The forecasts and objectives presented in annual parliamentary resolutions on development are shown to be in error by tens and even hundreds of percent. In the last decade three medium term plans will remain uncompleted (1961–1965, 1963–1970, 1965–1970). There is no guarantee whatever that the plan which is now being prepared will experience a different fate.¹⁶

¹⁶ It is known that in the meantime it was necessary to postpone adoption of a new plan.

14. One should not have illusions about this year's economic upswing, which the Institute precisely forecast. After the cyclical upswing follows the cyclical fall. A crude overview – for a more serious analysis there was no interest or funds – indicates that next year (1970) we will have a recession with halving of the industrial rate of growth, increase of retail prices over 10% and increased unemployment of 80,000 or more. The unavoidable consequences of economic disturbances are also political conflicts.

The described phenomena show unambiguously that economic policy up to now has been very mistaken in something and that it cannot be essentially corrected by partial measures. It is obvious that we are moving further and further away from the goals of the reform. However, neither the state apparatus nor anyone else prepares some more effective alternative. Accordingly it can be expected that there will be essentially corrected by partial measures. It is obvious that we are while possible. That will inevitably lead to ever stronger administrative interventions.¹⁷ Administrative interventions call into question both the economic and political stability of the country. It is difficult to imagine that the failure of the reform could remain without more serious political consequences and that after two unsuccessful reforms of 1961 and 1965 it would be possible to enter in a similar way into a third. It is also difficult to imagine 400–500 thousand unemployed in the country and half a million at work abroad.

4. COMPARISON OF FORECASTS OF ECONOMIC MOVEMENTS IN RESOLUTIONS OF THE FEDERAL PARLIAMENT AND MEMORANDA OF THE INSTITUTE OF ECONOMIC STUDIES

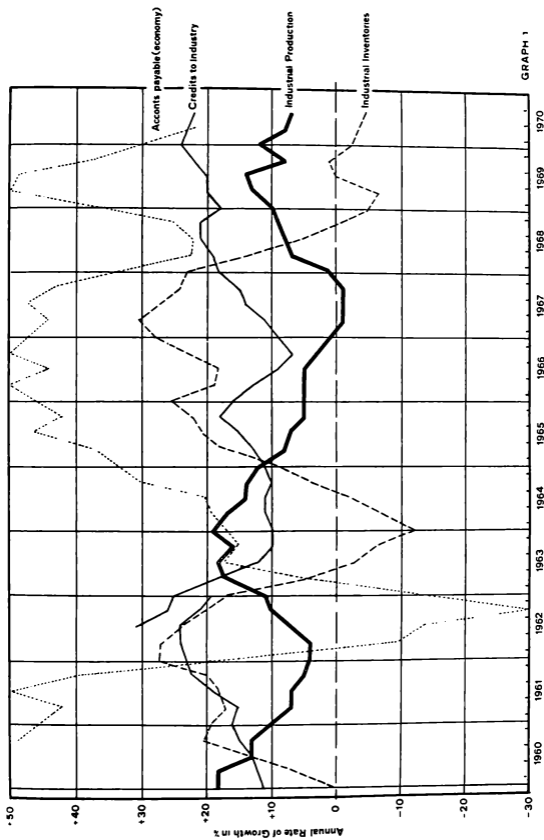
The first precondition of an effective economic policy is sufficiently accurate forecasting of economic movements. Table 2 and the graphs show how we stand in that respect.

We shall consider separately movements in each of the cited years.

In the Resolution of the Federal Parliament for 1969 equilibrium of the current balance of payments with the convertible area was established as a goal. More rapid development of the insufficiently developed regions (2 index points above the Yugoslav average), stable prices and removal of the source of illiquidity of the economy were expected. At the request of the Central Committee of the Yugoslav League of Communists the Institute of Economic Studies in December 1968 prepared an estimate of the economic situation with a forecast of further development. In that study¹⁸ it is stated (p. 26): »At the beginning of 1969 further acceleration of production, reduction of indebtedness and an increase of liquidity, reduction of the pressure of costs and relatively stable prices, and perhaps also a reduction of

¹⁷ In October 1970, that is a year after the above text was written, prices were frozen.

¹⁸ IEN, *Ocjena ekonomske situacije i predviđanja daljnjeg razvoja*, Rad br. 12.



GRAPH 1

Table 2

EXPECTED AND ACTUAL ECONOMIC MOVEMENTS

	1969			1970		
	Parl. Resolution	IES	Actual	Parl. Resolution	IES	Actual
Growth of industrial production:						
average for year	7.5-8.5%		11%	9-10%		8% ^a
third quarter		15%	14%		7%	7%
Growth of exports of goods & services	10-12%		15%			
Growth of imports of goods & services	6-7%		20%			
Rise in retail prices			7%		10%	10% ^b
Unemployment in 1000's seeking work in country		716			896	1039 ^c
working abroad		316			396	339 ^c
		400			500	700 ^c

Sources: SGJ - 1970, Indeks; Statistički bilten SDK; Rezolucija Savezne skupštine o osnovama društveno-ekonomske politike.

a January-August

b January-September

c January-July

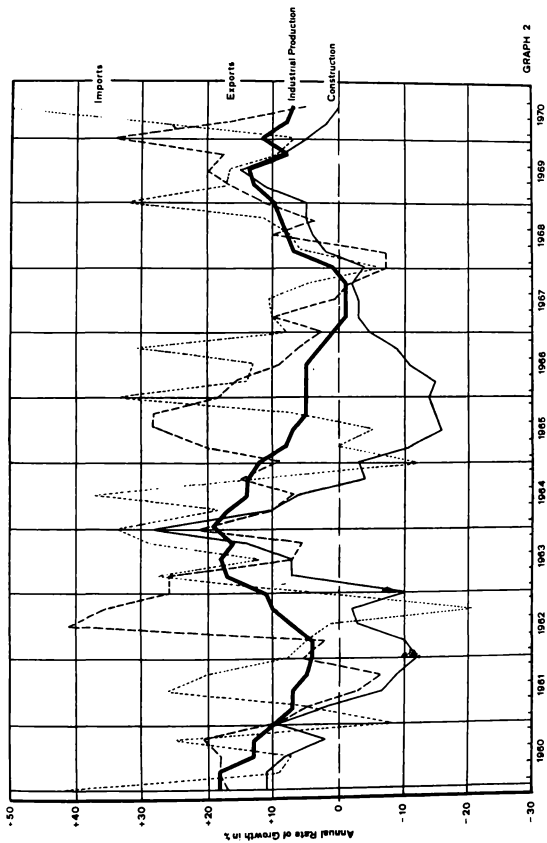
inventories (in relation to the previous year), more rapid or at least equal growth of exports in relation to imports can be expected. In the second half of the year industrial expansion will achieve a rate of 15% or more, inventories will fall absolutely, the expansion of exports will slow down relatively and pressure on prices will appear or be strengthened. An increase in the foreign trade deficit and inflationary pressures will lead to monetary restriction, and with it to a turning down of the cycle at the end of 1969 or in the first half of 1970.

Comparison of the forecast and reality for 1969 in the table and graphs shows:

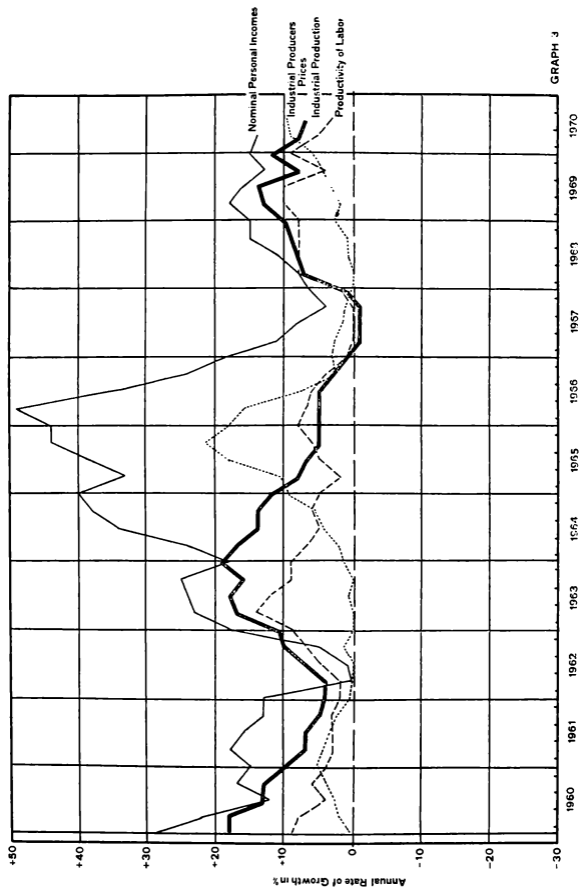
1. Industrial production unfolded approximately according to the estimate of the Institute. The maximum was achieved in June and July with an increase in relation to the same months of 1968 of about 14¹/₂%. In respect to the whole year the Resolution erred in its forecasts by 23-32%.

2. The undeveloped areas did not develop faster than the developed. Exact quantifications cannot be given because definite data have still not been published.

3. Exports of goods and services were 25% faster, and imports 186% faster than the forecasts of the Resolution. (The Resolution for 1970 no longer quantified goals for exports and imports.) The Institute also erred. Thanks to the exceptional boom on the European and world market, as well as measures for stimulating exports, the export expansion constantly accelerated from the beginning of 1969 to the



GRAPH 2



GRAPH 3

beginning of 1970. At the same time imports passed through an entire administratively conditioned cycle. In that way the situation which the Institute forecast for the second half of 1969 appeared only in the middle of 1970 (see graph 2).

4. The Institute's estimate that liquidity would improve in the first half-year and worsen in the second half-year was also shown to be incorrect. A great increase of indebtedness occurred already in the first half-year. That is a new phenomenon. Until now indebtedness accelerated only in the recession. Its sharp increase already in the period of economic upswing represents an ominous indication probably of massive administrative interventions – when once the recession begins – or inflation. (In the meantime the latter has occurred, and the former is being prepared.) Mutual indebtedness of the economy was two times greater than the total amount of short-term credits. That is a unique phenomenon in the world economy and represents a unique regression from commodity-money to natural economic activity.

5. Inventories of final products were indeed reduced in the first half-year, as the Institute forecast, and then a tendency to increase appeared.

6. Prices were not stable and began to rise already in the first half-year. From then on their rise continually accelerated.

With respect to 1970 in the new Resolution of the Federal Parliament it is stated:¹⁹ »A complicated task of consolidation and stabilization of economic flows along with further rapid growth, although somewhat slower than in 1969, lies before economic policy for 1970. In order to ensure the realization of the thus determined goals of development of the economy, economic policy for 1970 will be directed toward attaining optimal growth of the economy; carrying out stabilization policy along with reduction of the balance of payments deficit, normalization of the disturbed business relations in the economy and ensuring of adequate relations in distribution of national income, and especially toward strengthening the reproductive capability of the economy«. The Institute did not prepare an elaborate forecast for 1970, for there was no one interested who would finance it. The previously cited Memorandum was prepared by voluntary work for three weeks of several collaborators.

Comparison of forecasts and actuality shows that not one of the expectations of the Resolution was realized. Instead of stabilization we have inflation, instead of optimal growth we have negative growth in agriculture and a significantly reduced rate of industrial growth. The balance of payments deficit increased enormously – approximately two times in relation to internal expectation²⁰ – and relations in the economy are extremely disturbed. Comparison of rates of industrial expansion shows that the cyclical mechanism of the economy is still unknown to the state apparatus, and therefore in the cyclical upturn (1969) it forecast too low, and in the cyclical downturn (1970) too high rates.

¹⁹ *Jugoslavenski pregled*, 12 (1969), 490.

²⁰ About 200 instead of 100 million dollars (*Ekonomsku politika*, Oct. 12, 1970, p. 7).

The Institute precisely forecast the turning point of the cycle in the second half of 1969, the halving of the industrial rate of growth and the rise of retail prices over 10%, which creates a typical inflationary situation. The Institute underestimated the rise of total unemployment (in the country and abroad) and did not forecast well the change in its structure. It is characteristic that the Parliament still does not concern itself with forecasting unemployment!

After this short analysis of the degree of success in forecasting, we can conclude the following:

1. Surprisingly accurate forecasting of economic movements in possible.
2. There exists in the country the accumulated knowledge, personnel and elaborated methods of analysis which enable a handful of scholars in the course of a few days to give significantly more precise forecasts than the staffs of officials in state organs. (This assumes that state officials write down in state documents what they in fact know.)
3. The need is accordingly obvious to carry over the existing knowledge to the state administration (or to make it usable for our society), as well as to ensure permanent financing for further improvements in this field.

The question is posed: why is that not already done? Or more precisely: why is there resistance to so doing?

5. ANALYSIS OF CURRENT TRENDS AND PERSPECTIVES

Table 1 shows a clear tendency of rapid showing down of the development of industry and agriculture as well as the economy as a whole; slowing down of exports and imports and acceleration of price rises. We mentioned above that Yugoslavia is today in first place in Europe according to unemployment, and now we can add that is in second place (behind Czechoslovakia) according to instability. Stagnation along with inflation and fluctuations of production bring the Yugoslav economy close to the type of the Latin American economy and represents its possible alternative. I have discussed in detail elsewhere the phenomenon of slowing down of development,²¹ and it appears to me, have shown that there is nothing common with self-management, but that it is rather a question of the consequences of amateurism and ignorance of economic policy makers, that the inherent potentials of growth are significantly greater and that they can be utilized by the aid of a relatively simple, but scientifically founded economic policy. A design of such an economic policy is given in the second part of this work. Before that it will be useful to show by a short analysis how the observed long-run tendencies emerge in the short-run in the framework of a year.

After the second half of 1969 when there occurred a downturn of the business cycle, the falling movements were halted at the begin-

²¹ B. Horvat, *Ekonomika nauka i narodna privreda* (Zagreb: Naprijed, 1968); *Privredni ciklusi u Jugoslaviji* (Beograd: IEN, 1969); *Privredni sistem i ekonomska politika Jugoslavije* (Beograd: IEN, 1970).

ning of 1970 by a strong export expansion (which was basically a function of a world boom) and by credit injections (which helped but did not evoke inflation). In that way there appeared a peak in the movements of production in the first quarter of 1970, and inventories of final products began to fall again. Soon the export expansion reached its maximum and began to slow down, and at the same time imports enormously increased, so that after a delay of about two quarters the recessive movements continued. As usual, industry slowed down more gradually, and construction activity faster. In the third quarter these paths fell to zero rate of growth. In such a situation it is predictable that price rises accelerate, and thus producers' prices rose even faster than in a similar situation at the end of 1964. It is also predictable that the expansion of nominal personal incomes accelerates and the rise in productivity of labor slows down. All these movements can be clearly seen in the graphs.

What can be expected in the following months and years?

Since in 1970 there was no analysis of the economic situation worked out in the Institute – there were no funds and the fate of the previous year's Memorandum was not stimulating – only some general assertions can be presented. The stimulative effect of exports is on the whole exhausted. With the weakening of the world boom and the abolition of the fund for crediting exports of equipment and ships it can be expected that the export retardation of 1967 and the first half of 1968 will be repeated. Inflation also operates in the same direction. Accordingly the recessive movements will continue, losses will appear and the economy will again become extremely illiquid. Hidden devaluation by import duties and export stimulation can be carried out somewhat longer, but soon open devaluation will become unavoidable. The arbitrariness in distribution of personal incomes has become intolerable. The large failure of agricultural production will increase pressure on the balance of payments, which is in any event close to an eruption. In that situation the economic policy bodies have these three alternative possibilities for action:

1. *Administrative interventions.* That would mean crude intrusion on the selfmanaged autonomy of economic subjects and liquidation of the basic goals of the economic reform.

2. *Continuation of more or less laissez-faire policy along with liberal credit injections.* That would mean intensification of the inflation with price increases of 15–20% annually in 1971, and later even more. Because of the deformed distribution of income and international economic relations, this variant would sooner or later have to be replaced by variant 1.

3. *Restrictive monetary policy.* With stabilization of prices this policy would lead to contraction of production and massive unemployment, as in 1967. The difference is only that repetition of 1967 is no longer politically feasible.

As is well known, the government decided on the first variant. The reasons for that choice are obvious from what stated under 2. and 3. However, price freezing recalls ominously the improvisations of 1965.

Amateurish discussions of the economic functions of the Federation, the tax system, the substitution of agreements (in fact of perverted bureaucratic organization) for the market and such, only strengthen those ominous indications, Amateurish guesswork always prepares fertile soil for political bargaining, and from there it is not far from discrediting of a self-managed economy and through it, selfmanagement socialism.

In so far as economic theory is further ignored and some of the momentarily popular positions become the basis for carrying out economic policy, it is not difficult to foresee a further deceleration of growth and new dangerous convulsions of the economy and society after the next four to five years, when the cycle into which we are entering is completed. Now in that case the question is posed: Can our political system survive a third unsuccessful reform? Hence the accent in this work is not on analysis, forecasting and a program for action. That we had earlier, but they remained without effect. The accent is on the question how the existing knowledge can be applied and the consequences which are known in advance avoided. The answer to this question is not of an economic, but of a political nature. The retrospective reflections above had the objective of stressing that fact as clearly as possibly.

II. PROPOSAL OF A POSSIBLE PROGRAM OF ACTION

The reform of 1965 was politically very well prepared. It enjoyed broad support, inspired confidence and created a readiness for temporary sacrifices for attaining durable goals. If the reform had also been as well prepared economically, Yugoslavia would today have a per capita income of over 1,000 dollars, dynamic growth as before 1960, full employment, a stable market, a convertible currency, reduced regional differences, developed and well equipped social services, significant results of scientific research and – a perspective of still more satisfactory development in the future. All that would have made the majority of inter-republic disagreements and political tensions pointless. Unfortunately, that exceptional chance was not utilized and each of the mentioned potential positive results has today its actual negative contrast in our social liabilities.

A certain chance of quietly preparing a serious stabilization program still existed in 1969, before the inflation made headway and before the balance of payments deficit exploded and drastic administrative measures became unavoidable. That chance was allowed to pass. Today with respect to the economy we are again working in conditions of a state of siege. The political support which was manifested at recent political meetings, as well as that which exists among the public is obviously only a pale reflection of the mood of five years ago. However, it is clear that even that little political capital must be utilized to the maximum to correct the state of affairs as soon as possible.

Failures usually have at least one positive result: they enrich experience with new perceptions. It would be worthwhile for us to make use of the experiences of the last decade, so that we do not repeat, the same mistakes a third time. That means first of all that the reform, which in 1961 was called a *new economic system*, and which to all appearances now will be called a *stabilization program*, cannot be improvised. Creation of committees and sub-committees, or groups and sub-groups composed of people from the administration and political forums and individuals outside of these bodies who participate as some sort of paid consultants, with deadlines of one, two or three months is not the way to carry out such serious work as the halting of negative trends which are harrying the Yugoslav economy. Naturally, committees and sub-committees cannot be avoided. But these are only operative palliatives and not a basic way of solving problems.

The elaboration and implementation of a stabilization program obviously has two aspects: political and technical. Where the former is concerned, the government should come before the Parliament with *its own* stabilization program, *for which it bears full responsibility*, by which it stands or falls. In so far as that program, with essential supplements and corrections as the result of public debate, is accepted, the government should receive free rein and full support to carry it out. In so far as implementation is shown to be a failure, through whoever's fault – the government's, the Parliament's or someone else's – the government has the right and responsibility to resign and let the whole procedure be renewed.

Where the technical aspect is concerned, it is obviously high time to mobilize the total scientific potential of the country in long-term solution of the country's economic problems. This cannot be carried out by having the Federal (still less the republic's) Council for Coordination of Scientific Activities conduct competitions for research projects, for which the administrative procedure lasts on the average two years and the problems which evoked the project have long since changed before the project has begun to be carried out, while in the meantime the state administration has to lean on itself. Neither can this be carried out by ministries engaging research institutions, for Ministers do not wish to hear criticism of their work, and the directors of research institutions do not wish to remain without personal incomes for their colleagues. Neither can this be done by including individual scholars in consultative bodies, such as the former Economic Council, who acquaint themselves with the materials during a plane flight to Belgrade and return home the same day after they have given their first impressions at some meeting and taken care of of the formalities over consulting fees and travel expenses. All these methods can, of course, be still, utilized, but in our present situation they are of an entirely peripheral importance. What we need is a coordinated program of economic (and not only economic) research in the entire country and a staff of *top* and *independent* scholars who would be institutionally

engaged *full time* and with *full responsibility* by the highest political-administrative body in the country in the most direct collaboration with the economic ministries.

After these preliminary remarks we can proceed to consideration of three aspects of a possible stabilization program.

1. LONG-RUN ORIENTATION

On the basis of up to now very fragmentary research in the Institute of Economic Studies, the following framework of an alternative economic policy can be considered:

1. The Yugoslav economy is passing through business cycles which are severer than in any other European country except Czechoslovakia. The mechanism of these cycles is today on the whole known on the basis of research carried out in the Institute of Economic Studies in Belgrade, and in the Economic Institute of the Law Faculty in Ljubljana. An active anticyclical policy, which we do not have, is necessary.

2. The precondition of an effective anticyclical policy is reliable forecasts of short-run economic movements, which we also lack. There exists this order later in behaviour: (a) observing the phenomena, (b) preparing measures, (c) applying measures and (4) reaction of the economy.

Between (a) and (d) the time lag is of several months. Even if the measures are well prepared (which often is not the case), because of that time lag they can provoke or aggravate the instability of the economy (which is quite regularly the case). Escape from this situation is by shifting (a) ahead by a good forecast and shortening (b) and (c) by high quality expertise.

3. Anticyclical policy consists of a complicated combination of credit-monetary and fiscal measures. Fiscal policy practically does not exist in the country and monetary policy is used where it is inappropriate. Timely and qualitative weighing of the instruments of economic policy are possible only on the basis of econometric measurement of the reactions of economic actors and economic models of the behaviour of the economic system. All initiatives to do something more serious in these two areas have been without results until now.

4. Administrative price control represents a foreign element in our system. It leads to the following negative consequences:

(a) Price disparities are increased.

(b) The conditions of economic activity, instead of being equalized, become chaotically different for various industries.

(c) Stimulation is the reverse of what is necessary: deficit industries become still more deficit.

(d) Inflation is not reduced, but only hidden. When all reserves are exhausted, price adjustment on a higher level takes place, and for controlled prices that adjustment is carried out in jumps (examples: metallurgy, energy, etc.). Thus the stability of the economy is subject to additional shocks.

(e) Liberalization of foreign trade relations is incompatible with administrative price control.

(f) Administrative control is the source of constant administrative interventions in various segments of the system.

5. Prices in our system depend essentially on movements of personal incomes. Control of incomes automatically places prices also under control. This can be seen from the data according to which producers' prices were exceptionally stable while incomes were controlled (at that time, that is until 1961, in large part administratively). Until 1958 productivity of labor rose faster than real incomes, and prices from time to time fell. After that incomes gradually, and then from 1964 rapidly deviated from productivity of labor and the inflationary game began.²² In that respect it should be had in mind that inflation does not occur because average personal incomes are too high, but because (a) the increase in productivity of labor is too low and (b) because incomes in privileged industries are too high. Since productivity of labor is a function of production, the first cause should be cured by accelerating the growth of production. The second cause indicates that *administrative* price control should to a great extent be eliminated and replaced by *economic* control of personal incomes. We shall discuss how that can be done partially in section III of this work. There will be necessary:

(a) Institutional changes and

(b) Application of suitable measures of fiscal policy.

In this connection progressive taxation of personal incomes above the standard determined by conditions of stability will represent an important element of economic policy.

6. Economic control of income distribution represents a key element of economic policy not only because of price stabilization, but above all because it is the basic precondition of equalizing the conditions of economic activity without which the self-managed socialist economy cannot function. Present practice as well as economic-political proclamations (distribution according to productivity of labor) negate the socialist approach to distribution according to the results of work. For

²² In the period 1952-1960 Yugoslav economic development was the fastest in the world, and exports also expanded by one of the fastest rates. Then Japan assumed the leadership in the tempo of development, and in the last two decades is by far the most dynamic economy in the world. For that there are several reasons, and one of the most important is the following. If data for 1953 are designated as 100, then in the next seven years nominal personal incomes increased to 148 and productivity of labor to 182. In that way costs of labor per unit of production fell by 11% (index 89). Thus exports received a powerful impulse, and the index of exports in 1960 amounted to 324 (which corresponds to a rate of growth of $18^{1/2}\%$ annually). Exports are stimulated by significantly lower export prices in relation to domestic. For example, the manufacturer's price for a color television set is \$ 160 for export, but \$ 530 on the domestic market. The fastest export expansion is a necessary component of the fastest rate of growth. Nominal personal incomes rose faster than productivity of labor for the first time just in 1969. If Japan continues thus in the following years, then other similarities with our path of growth can soon be predicted. (K. Kojima, «Japan's Trade Policy», *Economic Record*, 93 (Mar. 1965), 54-77; «Japan's TV Trade Told to Up Prices», *Journal of Commerce* (July 28, 1970).

the same work in different industries remuneration varies in the proportion 1:2. A survey in Belgrade showed that personal incomes in the range of 1:4 are obtained for the same job in various enterprises. Whatever he does, a worker or engineer in a tobacco enterprise will have half of the personal income of his colleague in a petroleum refinery, not to mention banks, insurance, re-export enterprises and similar monopolistic organizations. In that way self-managed autonomy is liquidated; work collectives become victims of conditions of economic activity which they cannot control. Massive exploitation of the work of some collectives on the part of other collectives occurs. To avoid that exploitation, it is necessary to equalize the conditions of economic activity by:

(a) reducing administrative limitations or interventions, which are by the nature of things arbitrary, to a minimum, ensuring the maximum mobility of economic resources on a truly free market;

(b) making impossible the appropriation of successive incomes by an institutional system and economic instruments. This is a matter of a very complicated problem the thorough elaboration of which we cannot enter into in the framework of this discussion. It is sufficient to mention that our economic theory and analysis are today adequate to prepare a successful solution to the cited problems.

(c) preventing the widening of the dispersion in distribution of personal incomes which occurs, as Professor Bajt's research has shown, especially in the recession phases of cycles.

7. The whole complex of foreign trade demands reconsideration. This is still another weak point of the system:

(a) A self-managed market economy requires liberalization of imports and convertibility of the dinar abroad.

(b) Convertibility requires the liquidation of administrative distribution of foreign exchange.

(c) To achieve that it is necessary to put under control the movements which influence the balance of payments deficit and to increase foreign exchange reserves.

(d) For that it is necessary to stimulate exports and to control imports.

(e) For (d) to occur by economic rather than administrative means, it is necessary to establish a foreign exchange market.

(f) For that stable internal prices and point 5 are necessary.

(g) Stable prices are not possible if the foreign trade regulations bring individual producers into very different positions on the market.

The methods of foreign trade direction require significantly greater flexibility, subtlety and precision. Although the tariff system can be made more elastic, it should be had in view that the basic objective of customs duties is protection of domestic production by differentiation of prices, and that tariff policy cannot (a) regulate the volume of imports, (b) ensure the desired structure of imports nor (c) accomplish regional orientation. These objectives are solved partially by exchange rate ingredients. The capital market plays a certain role. Export stimulation must be stronger and structurally long-term, and particularly

considered from a regional point of view. At the same time imports should be placed under stronger economic control and freed of bureaucratic interventions. A significantly greater degree of liberalization of imports is necessary to equalize the conditions of economic activity in import-dependent production, and to make our exporters competitive on the world market. The convertible and clearing markets require initially two different, but much more harmonized as well as elaborated regimes than is the case today. When the entire elaboration is implemented in practice, it will be necessary to carry out a new devaluation which will be determined by the foreign exchange market, and only then will the intentions of the reform be carried out in this area.

8. In recession phases of the cycle there occurs exhaustion of accumulation which is spent on financing inventories and on financing personal incomes. The economy then becomes increasingly dependent on the banks. Credit conditions become increasingly difficult and thus repayments absorb an ever greater share of the economy's accumulation for: (a) losses are covered in an irregular way and (b) monetary restrictions further reduce the available supply of money in relation to existing demand. In that way a vicious circle is created and every attempt to increase the reproductive capability of the economy ends in failure. This conclusion holds also for the current proposal that credits be transformed into constant working capital. A possible escape from this situation is the following:

- (a) Levelling off of cyclical fluctuations.
- (b) Leave the interest on business capital to enterprises as an earmarked source for investment.
- (c) Stimulate allocations to business funds in the prosperity phases of enterprises' business by fiscal measures.
- (d) Form a capital market, by which the mobility of funds would be increased and the monopoly of banks reduced.
- (e) Achieve financial discipline of socio-political communities as well as honoring of procedures in sanitation of losses.
- (f) Supply the economy with enough quantities of money so that illiquidity with its well known chain reactions does not occur.
- (g) Supplement selective credit policy with fiscal measures in harmonizing individual segments of supply and demand.

9. The tax system requires general revision which, however, we cannot analyze here exhaustively. We cite only two negative effects which should be eliminated:

- (a) In building of prices there are so many rigid elements (normed amortization, normed interest on business capital, fixed levies on personal incomes, fixed obligations in repayment of loans), that the price is practically completely absorbed by them (for personal incomes are not and cannot be flexible downward). Therefore in the case of re-

duction or slowing down of production, there necessarily occurs an increase in prices, which is contrary to rational market behaviour and introduces insurmountable instability into the economy.

(b) Labor power is artificiaally made more expensive by about 60% by levies on personal incomes, by which labor intensive production is discouraged and artificial unemployment created. In agriculture, labor intensive cultivation for which a comparative advantage exists (cotton, stock raising, tobacco and others) is being abandoned in favor of wheat even when it does not succeed best. In that way collective farms in some regions have reduced the total number of employed by one third. Similar effects can be noted in the production of coal (in relation to production of petroleum) and elsewhere.

10. The unfolding of the economic process has short-run and long-run aspects.

(a) In the short-run the requirement is posed of equalizing the conditions of economic activity and bringing the market into equilibrium. This is attained with about ten categories of various methods. In Yugoslavia the necessary methods are not used at the right time and in the right doses. Besides that problems are always solved partially, because they are solved ministerially. For both reasons disturbances are constantly arising in the economy. It would be absolutely essential to form within the framework of the Federal Executive Council some sort of *ministry for economic coordination*, which would harmonize ministerial decisions before sending them to the Commission for the Economy, construct a uniform conception of economic policy and thus ensure operative consistency in its carrying out.

(b) In the long-run the task is posed of rapid growth for the sake of satisfying the needs of members of the social community. This is attained by optimal allocation of resources for which a scientifically founded program of the volume, structure and regional distribution of investment is essential. The *Federal Bureau for Economic Planning* ought to solve this task. The investment program is carried out by way of the banking system, the regulatory function of the National Bank, earmarked funds (for undeveloped regions, for infrastructure) and economic policy measures. Planning is in fact reduced to achievement of the desired growth by means of programmed investments. The methodology of such planning is still to be developed.

(c) The programming of scientific research and education of top personnel demands special attention. I see one of the possible solutions in the formation of a *Bureau for Programming Scientific Research* which would have the same status as the Planning Bureau.

It is hardly necessary to emphasize that the cited 10 points represent an extreme simplification of the economic-political conception, conditioned by the objective of this essay. In so far as the presented conception is shown to be acceptable, the detailed elaboration will show all the complexity of the problems which in any case is well known.

2. DIRECT MEASURES

When a recession begins – as happened in the past months, completely in accord with the forecast of the Institute for Economic Studies presented in the Federal Executive Council memorandum – it would be mistaken and extremely dangerous to deepen it by radical reorganizations such as was done in 1961 and 1965. The first task of current economic policy is the halting of the recessive movements on the highest possible level. This can be achieved in the following way:

1. The appearance of disproportions between supply and demand which inevitably lead to cumulative slowing down of aggregate demand must be prevented. This means that the investment, consumption and export markets have to be brought into equilibrium by special measures.

2. With respect to the investment market, a series of measures are possible, of which the most important are three:

(a) Leave the interest on business capital to enterprises as funds earmarked exclusively for investment.

(b) Engage construction capacities with housing construction, improvements and road building. These three activities have the minimum import content and therefore their development represents the most suitable instrument for maintaining an expansion without burdening the balance of trade. In connection with housing construction it is worth observing that after the reform the share of individual savings in the country's monetary accumulation in housing tripled (from 9% in 1964 to 27% in 1968). Those are significant funds which could be channeled into housing construction by means of well organized mortgage credit.

(c) Enable the formation of current inventories in enterprises by credits. Accumulation of inventories in recession and decumulation in the upswing represent a spontaneous anticyclical reaction of work collectives.

3. Vigorously support export expansion by export credits, exchange rate ingredients (tax rebates, transport preferentials, etc.) and, where necessary, by premiums.

9. Increasing investment and export demand make possible increased employment in those two sectors, which along with unchanged average personal incomes leads to increased consumption demand. Eventual corrections can be carried out by means of consumer credit. An increase of aggregate demand makes possible an increase in production, which leads to an increase in productivity of labor which again makes possible raising of personal incomes along with unchanged prices. I must warn that the consumption market cannot be maintained in equilibrium by directly increasing personal incomes without all of the cited intermediate steps, for that would lead to inflation (of the so-called cost-push type).

5. An increase of the foreign trade deficit is not a reflection of »living beyond one's means«, as is commonly thought, but the reflection of systematic defects and mistaken economic policy. Wages in

Germany or Japan rise significantly faster than in England, while the trade deficit is in the reverse order. If the economic potential is utilized by 60%, and the foreign trade deficit represents 5% of national income, then the country in fact is living *significantly below its possibilities*. Business cycles with the resulting reduction of the rate of growth represent precisely such a situation. In our situation the key condition of stabilization is control of the trade deficit instead of the periodic explosions up to now. One component of that control is export expansion. Another component consists of holding import elasticity below export elasticity. That can be attained by making imports more expensive (which is indeed done but, unfortunately, inadequately thought out as the reactions of the economy show) and by direct administrative control. The pressure of the deficit with the convertible area will ease the reorientation of certain categories of imports to the clearing area and especially to undeveloped countries (which in 1964 accounted for 14.1% of our imports, and in 1967 10.1%, compared with 22.1% from the OECD countries).

6. By leaving the interest on business capital to enterprises, the state remains without a significant source of revenue which should be replaced by the usual solution of fiscal policy for a period of recession. a budgetary deficit.

7. The overindebtedness of the economy means primarily that there is not enough money in the economy. In so far as injections cited under 2(c), 3. and 6. are insufficient, the National Bank should increase credits selectively until a satisfactory degree of liquidity of the economy is achieved, along with implementation of a whole series of obvious measures which should accompany that process. The proposal to convert credits to constant working capital also has its justification in so far as it is carried out so that enterprises without future prospects are eliminated.

8. In the present concrete situation, credit injections necessarily lead to price increases, which again necessarily disorganize the entire economic policy. Increasing the extent of administrative price control cannot prevent the rise in prices, and would only lead to additional disturbances in the economy. This solution is possible:

(a) Introduce a moratorium on increasing personal incomes of privileged industries. By this means a breathing spell for preparation of a lasting solution is obtained.

(b) Change prices (and simultaneously personal incomes) by agreement in industries which are obviously hurt and accompany this with tariff and other measures.

(c) Successively abandon administrative price controls.

(d) Increase personal incomes quarterly or semi-annually by agreement and in dependence on productivity of labor.

9. Point 8. represents the most delicate task in the entire system and therefore it should be thoroughly prepared. In connection with this at least three factors can be observed:

(a) The criteria which will be applied in the agreed-upon corrections of prices and incomes must be scientifically founded.

(b) The Price Bureau should be transformed from a state body to a social arbitrator in which all important social interests will be represented and which will function on the basis of social agreement.

(c) In preparation of these measures the discretion necessary to prevent the otherwise inevitable speculation must be ensured.

The entire program presented has a temporary and transitional character and makes sense only as such. Some solutions obviously conflict with the intentions of the system and therefore can be utilized only very briefly. The program should calm down the economy and give us a breathing spell of a year, so that we could prepare an economic policy oriented more to the long-run which could begin to be carried out in 1972.

3. SUPPRESSING INFLATION

The market economy of a small country can function efficiently only if prices are relatively stable, i. e. do not rise faster than in other countries which compete on the world market. Therefore special attention in economic policy must be devoted to suppressing inflation. Limited by the available space, I will dwell here only on the possibilities of control of inflation by means of tax instruments.

Causes of Inflation

Five years after the beginning of the reform half of industrial prices were still under control, and then prices were frozen. Monetary policy was throughout the greater part of the period exceptionally restrictive, but prices rose faster than in the 12 year period before the reform. When the monetary restriction was loosened, there occurred a greater increase in prices than in 1964. Anti-inflationary policy was based on the assumption of an excess of demand over supply. It is obvious that this assumption was wrong. Prices rise faster the greater are inventories, and show a tendency to stabilization the faster the upswing in production (except at the peaks of cycles).

Econometric research in the Institute of Economic Studies showed that about four-fifths of the rise in prices can be explained by the rise in personal incomes above the rise in productivity of labor. It follows that the inflationary mechanism in Yugoslavia is for the most part of the cost-push type. The gap between personal incomes and productivity of labor arises primarily because of the institutionalized negation of the principle of distribution according to the results of work. Privileged industries (petroleum, electrical energy, foreign trade, banking, eac.) have the possibility of raising personal incomes without regard to the actual results of work. Other industries follow that example with more or less of a lag. Where productivity of labor is not in a position to compensate for the increase in personal incomes, price increases occur. The inflationary spiral begins. The cyclical deceleration of growth strengthens inflationary pressures. Price control does

not eliminate inflation, but masks it; price disparities increase and when it comes to price revisions they have an explosive character. We had such explosions in 1964 and 1965. and again now.

It is momentarily fashionable to propose so-called »self-management and social agreements« as instruments for control over distribution of personal incomes. Social agreement, of course, has its sense. But for such proposals as are now given, it should be stated openly that they are completely mistaken. First of all, decisions cannot be imposed from outside on self-managed subjects, even under the mask of an agreement. And then, such decisions – unless they are based on direct administrative force – simply will not be carried out. The problem is not that personal incomes are unequal nor that they rise too fast within a commune or within an industry. The problem is that *the conditions of economic activity are unequal and that personal incomes are unequal between industries*. For the same work in different industries personal incomes differ up to 100%. Research shows that this inequality is systematically increasing. It leads to massive exploitation of the work collectives of some industries by the work collectives of other industries. If in respect of the distribution of income it is necessary to come to some social agreement – and undoubtedly it is – then that can be only on the level of the entire country. It is well known that this is precisely the function of a social plan.

Realization of distribution accordings to the results of work, or its correlative, the equalization of the conditions of economic activity, were studied in the Institute of Economic Studies. This is an exceptionally complex problem and therefore cannot be elaborated on here. Until now economic policy bodies have shown no interest at all in research on the operation of inflationary mechanisms in our country. Because of that there were no funds for such research, and our knowledge about these phenomena is fragmentary and represents the by-product of other research (or business cycles, monetary policy and such). I will therefore limit myself here to only one element whose significance has been determined rather definitely, that is the control of distribution by fiscal measures.

In a memorandum to the Federal Executive Council at the beginning of 1967 and then again in a study at the beginning of 1968 (*Sumarna analiza privrednih kretanja i prijedlozi za ekonomsku politiku*), the Institute of Economic Studies proposed progressive taxation of the surplus in personal income funds. That idea began slowly to be accepted, and in Serbia and Slovenia the first drafts of republic laws were prepared, and the elaboration of that idea was also worked on in the Federal Economic Chamber. However, the very fact that *republic* laws were prepared shows how much the problem was incorrectly conceived. The problem was still more mistakenly understood by critics who snapped at those drafts, and the entire action was halted. (Until now critics were recruited exclusively from circles *outside* the economy.) The text which follows is a contribution toward clarifying the problem.

Technique of Taxation

The essence of the Institute's proposal reduces to this. The growth of production, and on the basis of that, the rise in productivity of labor, is forecast by the social plan. (The assumption is that official forecasts will be more accurate than until now. On the basis of what was presented above, that assumption seems realistic to me.) Econometric analysis shows how much personal incomes can rise so that, along with a given productivity of labor, prices remain stable. So that precisely that much, and not a greater rise in incomes occurs, it is necessary to destimulate increases above the standard determined by the social plan by progressive taxation. In some enterprises the rise will be greater and in some less. Nobody is ordered to do anything. All that is necessary to achieve is that on the *average* the rise in personal incomes corresponds to the increase in productivity of labor.

The source of inflation is not only in the rise of personal incomes but in the already attained level of personal incomes in privileged industries because of which there appears a so-called demonstration effect. Therefore in addition to the rise of personal incomes an above-standard level of personal incomes should be taxed. Possibly the actual average of personal incomes in the country can be taken as the standard. Taxation of the surplus of income above the given standard corresponds to the classical principle of taxation according to the economic strength of the taxed subject. It can be added that it is completely clear that this tax greatly affect privileged industries and that they will offer bitter resistance. It would therefore be wise to apply mild rates at the beginning and to make the progression steeper once the process of equalizing distribution has begun.

Since work is heterogeneous, the simple statistical average incomes cannot represent the tax base. Abstractly speaking, the best solution would probably be if average personal incomes were calculated for each profession and the tax divided up on that basis. But that would probably be too expensive a procedure. It is simplest to group employees in a certain number of qualification categories – which is anyway done traditionally in this country – and to thus calculate average incomes and tax bases on the basis of qualifications. To stimulate research and development work it would be useful to add the master's degree and doctorate as separate qualification groups. Further simplification consists in linking qualifications with formal school preparation. B. Marendić's research shows that our economy behaves precisely like that, that is that on the average personal incomes are determined according to school preparation. It is in the nature of the problem that the determination of classifications has to be carried out uniformly for the entire country, and therefore this task cannot be left to work collectives themselves.

Accordingly the entire procedure would technically appear thus: those employed in an enterprise would be divided into 8 qualification groups: unskilled and without school preparation, semi-skilled and lower school preparation, skilled and incomplete secondary education, highly skilled and completed secondary education, post-secondary schooling, higher education, master and doctorate. The increase of

personal incomes above the rise forecast by the social plan would be calculated according to each qualification group. Similarly the Yugoslav average of personal incomes for individual qualification groups would serve as the basis for taxation. The trade unions ought to carry out the categorization according to qualifications and determine the standard dispersions of calculated personal incomes, since one of their basic tasks is concern for just distribution.

In connection with what has just been stated the following important fact should be considered. Individuals will work better or worse than their qualification averages. In the enterprise, actual work and not a statistical average should be compensated, and accordingly the disposition to work positions and determination of pay scales remains exclusively in the competence of the workers' council. Cases are not rare, for example, of directors who are markedly organizationally talented and even with insufficient education achieve significant business successes. Such people will receive directors' incomes, and formal school preparation cannot play any sort of role in their compensation. Precisely because of that the proposed two fiscal measures *do not represent* taxes on the personal incomes of *individuals*, but are taxes on the *surplus of the fund of personal incomes of the enterprise*. The averages which serve as the basis for taxation realistically reflect work contributions on the average for they are founded on the factually realized incomes in our economy.

One of the difficulties of such an approach emerges from the very great differences in the economic development of individual regions. Personal incomes in Slovenia are significantly higher than in Macedonia, and accordingly would be taxed substantially more. That would not be resolved by dividing the entire country into a certain number of regions (probably into eight: six republics and two provinces) and determining the tax base in proportion to the costs of living. If the developed regions still paid greater tax, that tax could be used exclusively for contributing to the Fund for Development of the Underdeveloped Regions.

It would be essential for the Federal Bureau of Statistics to begin with gathering and publishing data on personal incomes by occupation or profession. Merely the publication of such data would exert influence on nequalizing the structure of pay scales in the country.

Finally, the distribution of income represents a permanent problem. Personal incomes not only influence prices, but depend on prices. Price disparities necessarily lead to disparities in personal incomes, which means the negation of the self-managed positions of work collectives. Consequently the Federal Price Bureau, as it has been conceived up to now, represents a foreign body in our system. And since it has been oriented toward price control, and not toward the causes which move prices, it also represents an institution technically mistakenly established. A Bureau for Prices and Incomes should be created and transformed from a state organ to a social arbitrator. In that way the Bureau will become an instrument of social agreement. A description of the technical functioning of such social arbitration does not fall in the framework of this article.

Effects

At least nine different effects of the use of the proposed tax instruments can be expected:

1. Taxation of high payments for personal incomes and too rapid increase of nominal incomes will eliminate to a major extent the impulses which move the inflationary spiral.

2. In distribution of revenues to personal incomes and business funds, collectives will decide much more often than now to supplement funds, for the latter are retained by them in entirety (i. e., untaxed), while increased personal incomes mean a definite loss of a large part of income. Accordingly, self-financing of investment is stimulated.

3. Enterprises of above average profitability will use a much greater part of income for investment than has been the case up to now. Accelerated investment means accelerated increasing of supply in relation to demand. Saturation of demand leads to relative reduction of prices and elimination of excess profits. In that way an automatic corrective mechanism is built into the system which will constantly correct differences in personal incomes. Monopolies are broken up and investments are automatically directed to where demand is greatest.

4. Determination by trade unions of standard differentials in calculated pay scales according to qualifications will lead to formation of social norms which will act in the direction of arranging the distribution of income without any kind of administrative interventions.

5. For understandable reasons attempts up to now to improve the structure of qualifications in *already filled job positions* have had poor results. However, with introduction of progressive taxation, people with inadequate qualifications will become so expensive for the collective that hastening of the adjustment of the qualifications structure to job positions will occur. Here is an example. Let us assume that in some enterprise secondary and higher education are paid in the proportion of 1:2. In so far as a worker with secondary schooling works at a job for which higher education was foreseen, he will cost the enterprise two monetary units (in so far as deductions because of inadequate preparation are not made). If a progressive tax is now introduced, the basis for taxation is 1, for that is the qualification group in which the worker falls. To the extent that the progression of the process is sufficiently steep so that, for example, the average rate falls out to be 66%, the worker can continue to receive personal income of two units if the enterprise spends a total of 4 (of which 2 represents the tax which amounts to 66% of $4 - 1 = 3$). However, if the collective brings to the respective job position a worker with higher education, that worker will cost only two monetary units. From the point of view of the collective it is obvious that it pays to place a *more qualified* worker who is besides *half as expensive*. A massive search for as highly qualified labor as possible will occur. A rapid rise in the qualification structure must lead to revolutionary changes in regard to the efficiency of business activity.

6. The effect from point 5. will powerfully stimulate employees to increase their qualifications. And constant learning is an imperative of a modern economy. It is worthwhile adding, however, that it is also necessary to create much more favorable conditions for *already employed* people to attain higher qualifications than those which exist today. It will pay collectives to devote much more attention than until now to the education of their members.

7. *Economic* control of incomes will make possible the elimination of *administrative* control of prices including as well the various agreements which are now proposed. In that way the market will be able to operate more freely, equalizing of the conditions of economic activity will occur and there will be greater stability in the business activity of work collectives.

8. The tax on above average pay funds will partially absorb monopolistic and technological rent and thus reduce non-labor incomes and contribute to approaching distribution according to the results of work. Now it should be had in mind that this socialist principle can be realized more fully only on the basis of a complex and scientifically founded economic policy.

9. Every positive result has its price. The price in this case is that an equal rate of tax is applied to both labor and non-labor incomes, i. e., on incomes which represent the result of more efficient work as well as on those which originate in various market and institutional monopolies. Selectivity in this respect can be attained only by scientifically founded building of the economic system. Injured collectives can be partially compensated by imposing a milder tax rate on the fund for common consumption. (This can be done without anything further, for spending of these funds does not influence prices.) But it is necessary to have in mind that the same possibility can be used also by collectives which are in a privileged position.

In conclusion we can assert that progressive taxation of the surplus of personal income funds would represent a significant step in the direction of a more rational economic organization. But that is only one step, behind which the others must follow.

The cited proposed program represents in fact only one outline – obviously not the only one possible – adequate for the beginning of work, but not for immediate action. Although it is based on research of several years, such a program can become operative only after the necessary quantifications of measures and the expected behaviour of economic subjects are carried out. That can be accomplished only by the team work of scholars and functionaries of the state administration.

WARUM UND ZU WELCHEM ENDE DIE MEISTEN GROSSEN
PHILOSOPHEN NICHT, NOCH NICHT MATERIALISTEN
WAREN

Ernst Bloch

Tübingen

Besonders falsch hier, über einen Kamm zu scheren. Es geht bekanntlich nicht an, so allgemein und schlechthin zu sagen: der Russe säuft, der Schotte spart, der Deutsche trinkt Kaffee und liest dabei Bücher. Oder im hier behandelten Feld: der Stoff ist ein Klotz und alles besteht aus ihm, es gibt nichts anderes, wie aber, so wurde gefragt, wie kann bereits eine Raupe nur aus dem toten Stoff herkommen oder gar ein Gedanke? Der Stein läuft, gar denkt doch nicht und noch das Gehirn, es ist doch bestenfalls nur ein Instrument und eines, das sich nicht selber spielt, sondern der Geist in uns muß es erst anschlagen und das Seine darauf tönen lassen. All das scheint nicht ganz unverständlich, nur eben: es setzt ein sozusagen dauernd niederes Klischee von Materie voraus, im ungeschieden allgemeinsten Sinn. Worin dann die Raupe und gar das sogenannte Höhere, indem es aus dem Begriff des Stoffs von vornherein ausgefallen ist, keinen Platz hat. Dergleichen aber ist Vergötzung eines vorgefaßt Allgemeinen nach unten, wonach dann wirklich alles *mechanisch* herzugehen scheint und darin beschlossen bleibt. Der vulgäre Materialist hat hierbei freilich nicht den Klugen auf seiner Seite: der Stoff ist pluralistischer als die Simpeleien aus einem Guß, aus egal gleichem Gußeisen. Weshalb gerade Engels, nur scheinbar unerwarteter Weise, dem billigen Generalnenner recht nominalistisch entgegnet: Es gebe ebensowenig eine allgemeine Materie wie es Obst gibt, es gebe aber Äpfel, Birnen, Trauben und so fort.

Materie ist also nach ihren mehrfachen Daseinsformen gefächert, entwicklungsgeschichtlich differenziert. Den mechanischen Boden gibt es durchaus, doch dann zeichnet Engels in seiner »Dialektik der Natur« sehr gesondert unterbrechende, durchbrechende »starting points«

zu sehr sich *differenzierenden* Sonderungen und neuen Schichten materieller Art. Zu Pflanzen, Tieren, zu Menschwerdung durch Arbeit zu ökonomischem Unterbau, zu politisch-kulturellem Überbau; wobei letzterer den Unterbau keineswegs nur mehr oder minder trübe reflektiert, sondern gegebenenfalls, mit Kraft und Stoff per se, sogar aktiviert. Ja für Marx (in dem »Ökonomisch-philosophischen Manuskripten«) ist der gesamte »Unterbau« Natur, als die von den Menschen bis jetzt noch unabhängige, welche nicht nur vorhistorisch unter uns liegt, sondern uns in *kosmischer* Ausbreitung umfaßt und überwölbt, ein posthistorisches und so eigenes, letztes Gebiet, in das »kultureller Überbau« höchst futurisch noch eingreifen könnte. Marx spricht von »Humanisierung der Natur«, sogar von »Resurrektion der Natur« zu einer ganz anders materiellen, mit »naturalisiertem Menschen« in sich. Dies führte im weiteren nicht zu irgendwelcher Aufhebung eines durchgängigen, gemeinsamen Diesseitsbegriffs Materie, gar zu transzendenten Hypostasen. Vielmehr bleibt als Einheit in allen Differenzierungen und Daseinsformen der Materie und so auch des Materialismus die Immanenz, obzwar mit Ultra-Violett darin. »Materialismus«, sagt Engels, »ist Erklärung der Welt aus sich selbst«. Und das gilt selbstverständlich zwischen allen recht unterschiedlichen materialistischen Lehren selber, mechanistischen, hylozoistischen, gar dialektischen. Durch diese Einheit ist ja vor allem die Dialektik, die Platons wie gar die Hegels, am wenigsten ein Mädchen aus der Fremde geblieben, ein nur menschenhaft-dialogisches Wesen, gar ein einzig logoshaftes. Die so scheinbar aus Multiversum stammende Verbindung Dialektik-Materie erwies sich statt dessen im dialektischen Materialismus gerade als höchst uni-versushaft, universal. Mit der bloßen Einheit des über den Kamm Geschorenen freilich wären genau die Sonderfälle und Variabilitäten auch im Dialektischen nicht entdeckbar gewesen. Wie wenig erst so scheinbar Entgegengesetztes wie der speziell und diesseitig entzaubernde Blick des Marxismus und dann wieder im echten Marxismus, das Umfassende der universalen Perspektiven. Der Blick aufs Einzelne läßt also überall aufhorchen. Indem er nämlich für dasjenige empfindlich macht, was aus dem meist allzu schön und allzu groß gemachten Rahmen herausfallen läßt. Ein mechanistischer Blick auf solches Nebenbei und seine Instanzen wird das freilich noch mehr auslassen müssen als die idealistischen, ohnehin hochschwebenden Geistaufnahmen; ist er doch auf den Klotz vereidigt. Wie sollte derart das Bunte, das qualitativ so Vielartige, diese so störende wie befördernde Finesse, ja gar das nach vorn Offenräumige der Welt bemerkt werden? Man hat den sonderbaren Fall, den ebenso verblüffenden, wie unausgewerteten, daß fast alle bisherigen großen Philosophen Idealisten waren. Und diese überwiegende Geistesbeziehung wird durch das Metier des Denkens, auch durch den oft erzwungenen, oft vornehm selbst erwählten Elfenbeinturm nicht allein erklärt. Ja nicht einmal mit dem sozialen Auftrag, den die jeweils herrschende Klasse an ihre Denker ergehen ließ, die mangels marxistisch-detektivischer oder auch nur macchiavellistischer Schulung diesen Auftrag nicht durchschauten. Sondern die geringe Affinität zum Materialismus erklärt sich vorab auch aus der Gefahr, worin dieser in

Ansehung des Niveaus steht, aus seiner mechanistischen Gefahr, ins Decrescendo des Wurmiserens, des intellektuellen Verlustes, der All-Banalität abzuleiten. Bis hin zu Moleschotts Satz: »Wie das Bein seine Gehmuskeln hat das Gehirn seine Denkmuskeln, und wie der Urin eine Ausscheidung der Nieren so ist der Gedanke nichts anderes als eine Ausscheidung des Gehirns«. Oder bis zu dem Satz selbst Kautskys, dem mindestens an Zwischengliedern armen, an Horizont nicht reicheren: »So ist die Reformation nichts anderes als der ideologische Ausdruck tiefgehender Veränderungen auf dem damaligen europäischen Wollmarkt«. Derlei und Verwandtes ist gewiß nicht mehr Aufklärung, eher wie Lessing sagte, »Aufklärlicht«, ja wie Engels ergänzte: »Abspüllicht vom Aufklärlicht«; vor Tische als man bei Demokrit gewiß anders. Doch die Gefahr dazu, mit und besser ohne die sogenannte »Dialektik der Aufklärung« ist etwas auch bei den Originalen des bisherigen Materialismus, sofern man dort sein Decrescendo nicht durch völlige Unverwechselbarkeit versiegelt hat. Wie sollten derart bedeutende idealistische Philosophen bei so mißverstandenen und so leicht entstellbarem Materialismus in die Schule gehen; und zwar unverstiegen, doch grenzte mehr an Plattitüde als an die Gärten des Epikur. Die verblüffend starke Idealismus-Vertretung in der bisherigen Philosophiegeschichte erklärt sich letzthin noch durch den kurzen Atem der Begriffe im gehabt Materialismus, durch dessen aussperrende Engräumigkeit der Inhalte. Jedoch weiter auch das anders Verblüffende, wenig Verblüffende darf nicht übersehen werden: gerade die großen Philosophen wie Aristoteles, Spinoza, Leibnitz, Schelling, Hegel finden sich im Einzelnen wie im Ganzen durchaus kryptomaterialistische Züge; auch hätte sich speziell Hegel ohne diese nicht so mannigfach vom Kopf auf die marxistischen Füße stellen lassen. Und das nicht nur in der Dialektik sondern mit Maßen auch in der Ästhetik, selbst in der Religionsphilosophie, woraus immerhin noch Feuerbach und der junge Marx seinen Brennpunkt materialistischer Geschichtsphilosophie ermittelt haben, nämlich den geschehenen und zurücknehmenden Akt der Selbstentfremdung. Ja nun die Hauptsachen, die besondere Rolle der großen *Idealisten* im materialistischen Erbe betreffend; ihnen war nicht wie den Materialisten die *Materie* eine ausgemachte Sache, sondern eine Verlegenheit, zum Denken auffordernd, ob auch oft eingekleidet in gebliebene Verlegenheit, zum Denken auffordernd, ob auch oft eingekleidet in gebliebene Verlegenheit oder nur durch Beschimpfung abgewehrt. So wie umgekehrt den *Materialisten* der *Geist* keine ausgemachte Sache war, sondern eine Verlegenheit, zum Denken auffordernd, wiederum oft eingekleidet in gebliebene Verlegenheit oder unbedeutend gemacht durch Reduktion auf Geschlechtstrieb, Profittrieb, also unidealistischen Treibstoff. Infolgedessen ließ sich bei Materialisten, bei Freud auf privatem, bei Marx aus sozial-objektiven Gebiet, entscheidend besser als bei Idealisten lernen, was Geist ist; umgekehrt läßt auch bei Aristoteles vor allem lernen, was Materie ist, gerade auch ohne physische Begrenzung, entwicklungsgeschichtlich. Überdies, wenn es viel weniger große Materialisten als große Idealisten in der Philosophiegeschichte gegeben hat, so steht doch immerhin Materialismus, hylozoistischer *am Anfang*

ihrer vom befruchtenden Wasser des Thales bis zum Nus, der als Denkstoff gedacht wurde bei Anaxagoras. So sind die sogenannten vorsokratischen Philosophen doch fast schon immer materialistisch lehrreich gewesen und wie ist es erst Aristoteles als »idealistischer« Stoffdenker, wenn er wie zu sehen sein wird, eine »objektiv-reale Möglichkeit«, ein »dynamai on« und die alle Formen gebärende offene Materie zum ersten Mal zusammenbringt. Darum nach der Durchlaufung des ersten Kursus das materialistisch so wichtige Universalienproblem betreffend, wird genau das folgende zweite Kursus die bekannten wie vor allem die unbekannteren Materiebegriffe der Philosophen behandeln; sporadisch, mindestens wie Wetterleuchten geht darin eine nicht in den Klotz oder selbst auch in ein bloßes elektromagnetisches Feld geschlossene Materie auf. Selbst die mythische mater ist in der materia zuweilen noch nicht vergessen, so wenig wie andererseits Spinoza hernach, gegen alle mechanische Begrenzung, die Cogitatio neben der Extensio als einer der unendlichen Attribute seiner natura sive deus, substantia sive deus ausgelassen hat. Vorbereitet wurde bei all diesen jedenfalls ein nicht mechanistischer Materieblick und ein neuer Topos Materie; – er wird nun – offen für das viele Überscheue unterwegs, für das Chiffrenhafte an den Gestalten als Auszugsgestalten fürs Utopikum in der Welt, ja schließlich fürs Realproblem des Überhaupt, für die fast schlechthin ausstehende Materie der »letzten Dinge«. Diese wäre das noch überall ausstehende Substrat eines Gehaltes, den nicht Rost noch Motten fressen; Sie wäre also weder gedanklicher Dunst noch bestünde sie objekthaft aus bloßem sogenannten Urnebel, wie gehabt, sie war stets gemeint als Sein wie Utopie. Einer, die weder gedanklicher Dunst noch objekthaft aus bloßem sogenannten Urnebel, wie gehabt, zu bestehen hätte.

GOLDMANN VIVANT

Jean-Michel Palmier

Paris

Goldmann vivant, cette étude n'aurait eu aucun sens. Il n'aurait pas aimé que l'on résume en quelques pages sa démarche si rigoureuse, que l'on simplifie en quelques lignes des questions qu'il avait posées toute sa vie, que l'on présente comme certitudes des hypothèses de travail qu'il n'avait pas eu le temps de vérifier. Ecrite après sa mort, cette étude n'est sans doute pas plus justifiée. Pour ses élèves et pour ses camarades, pour tous ceux qui étaient familiers de ces longues discussions dans les cafés du Quartier Latin où dans les rues étroites de l'île de Korçula, en Yougoslavie, où se tenait ce Congrès des marxistes des pays socialistes et des pays occidentaux, auquel il participait chaque année avec le même enthousiasme, c'est un homme toujours vivant qui s'adressera à nous à travers ses écrits. L'œuvre d'un penseur marxiste ne s'achève jamais avec sa mort et Goldmann qui, prolongeant ses travaux, que nous pouvons encore insuffler à ses de recherches collectif ne cessera de vivre parmi nous. Aussi est-ce en prolongeant ses travaux, que nous pouvons encore insuffler à ces écrits une nouvelle vie. Le but de ce court essai ne saurait donc être de proposer une vue exhaustive de l'œuvre de Goldmann, mais d'en souligner la complexité, la diversité parfois même les contradictions et les apories. Il s'agit en quelque sorte de lui poser de nouvelles questions, en sachant bien toutefois qu'il n'y répondra jamais plus.

•

Une approche synthétique de l'œuvre de Goldmann présente de nombreuses difficultés théoriques. Si la sociologie de la littérature fut son souci constant, elle ne fut pas sa seule préoccupation et son œuvre frappe d'abord par son étonnante diversité. On ne saurait limiter son apport théorique à une discipline quelconque, aussi vaste soit elle – philosophie-sociologie de l'art et de la littérature-esthétique-épistémologie des sciences humaines-critique littéraire – même s'il est

impossible aujourd'hui de s'attacher à ces recherches, sans tenir compte de ses travaux et des résultats décisifs qu'ils ont apportés. Comme son maître Lukàcs, Goldmann brisait tous les genres avec une facilité déconcertante. Par ailleurs, le genre même que pratiquait Goldmann: l'essai,¹ la communication, le résumé de recherches, souvent brefs et condensés, ne cesse de poser des problèmes d'interprétation. Privés de leur contexte précis, il est souvent difficile de savoir exactement à quelle question particulière ces textes se rattachent.² Enfin, sa mort nous a privé de l'indispensable ouvrage théorique qui aurait donné un sens véritable à tous ces essais. Dès lors, où découvrir cette insaisissable unité? Comment réunir dans une même problématique des essais sur la vision tragique de Pascal, les romans de Malraux, le théâtre de Genet, la peinture de Chagall, l'Ecole de Francfort et le socialisme yougoslave? Certains ont voulu découvrir l'unité de cette œuvre au niveau de sa cohérence conceptuelle et de sa méthode. Et il est vrai, que nul plus que Goldmann n'a tenté de donner à la critique marxiste un statut rigoureux et scientifique. D'autres ont cherché l'unité de cette œuvre dans l'une de ses préoccupations essentielles: l'esthétique, la sociologie de la littérature, la critique littéraire. De telles tentatives sont sans doute justifiées mais elles dédaignent malheureusement une grande partie des derniers textes – politiques – de Goldmann qui échappent à ces recherches esthétiques pour tenter d'embrasser l'ensemble des phénomènes sociaux culturels. qu'il s'agisse de l'intégration profonde de la classe ouvrière au système capitaliste, du rôle de l'autogestion dans la transformation des structures sociales, ou encore du socialisme yougoslave. A ne voir en Goldmann que le sociologue de la littérature on risque de méconnaître les questions politiques qui, à notre avis,³ lui semblaient ces dernières années les plus essentielles.

Aussi, cette unité de l'œuvre de Goldmann la rechercherons-nous au niveau de l'interprétation marxiste elle-même. Goldmann était marxiste et c'est à partir du marxisme qu'il s'est compris et qu'il faut comprendre son œuvre: c'est là une vérité banale, qui mérite souvent d'être rappelée. Farouchement anti-dogmatique, formé par le Lukàcs d'*Histoire et Conscience des classes*, Goldmann fut sans doute l'un de ceux qui firent le plus pour ouvrir aux recherches marxistes de nouveaux horizons. Aussi, ne saurait-on aborder son œuvre avec sérieux

¹ Dans son étude sur: «*L'esthétique du jeune Lukàcs*» Goldmann remarque à juste titre au sujet du genre même de l'essai: «l'essai, en revanche, est précisément une forme d'expression qui pose plutôt des questions qu'elle n'apporte des réponses et qui, surtout, lorsqu'il s'agit de ses dernières, les esquisse plutôt qu'elle ne les affirme» (M. S. page 230).

² Il faut regretter aussi l'absence d'indications chronologiques dans son dernier recueil d'essais, paru peu de temps après sa mort: «*Marxisme et Sciences humaines*» (Idées 1970). Dans la plupart de ces textes – Essais et Conférences – Goldmann précise sa pensée en fonction d'une question particulière (Sujet du colloque ou du congrès) aussi est-il particulièrement difficile de comprendre l'importance de ses prises d'oppositions lorsqu'on en ignore l'objet.

³ Ce jugement s'appuie non seulement sur les derniers textes politiques de Goldmann (M. S.) mais aussi sur une série de discussions personnelles lors du dernier colloque sur Hegel organisé par l'Ecole de Korçula.

sans lui appliquer la méthode même qu'il n'a cessée d'enrichir et de développer: l'interprétation génétique et dialectique. Dans cette étude, je me limiterai volontairement à trois grands axes de sa pensée:

- la recherche concrète de structures significatives dans les œuvres littéraires,
- les fondements théoriques d'une approche dialectique et génétique en sociologie de la littérature,
- l'analyse marxiste des phénomènes politiques contemporains et la redéfinition de la transition vers le socialisme.

I

LA CONSTRUCTION D'UNE SOCIOLOGIE MARXISTE DE L'ART

L'esthétique du jeune Lukács: du kantisme tragique au marxisme

A l'origine de la réflexion de Goldmann sur l'art et la littérature et tout au long de son œuvre se retrouve une inspiration constante: celle de Georg Lukács. Il y aurait beaucoup à dire sur cette étonnante rencontre, cette fascination que Lukács ne cessa d'exercer sur Goldmann tout au long de sa vie. Si *Le Dieu Caché* est une illustration géniale des idées esthétiques du jeune Lukács, on trouve peu de textes, même parmi les plus tardifs, qui ne contiennent un discret mais sincère hommage au penseur hongrois.⁴ Les critiques de Goldmann à l'égard du Lukács de la maturité étaient nombreuses (et parfois injustes) mais son admiration pour ses écrits de jeunesse était sans borne. D'ailleurs, si Lukács a donné à Goldmann l'impulsion décisive de toute son œuvre - à travers des concepts fondamentaux comme ceux de «totalité», «réification», «conscience possible» - il faut reconnaître que ce sont les travaux de Goldmann qui, dans une très large mesure, ont révélé en France l'importance de Georg Lukács.

Mais, si dans tous ses écrits Goldmann est resté fidèle aux intuitions fondamentales de Lukács, on ne saurait pour autant le considérer comme son disciple. Paradoxalement, il s'est assez peu intéressé à l'esthétique *réelle* de Lukács: celle qui ne cessera de jouer un rôle décisif dans sa pensée correspond à une synthèse brillante et originale, mais *fictive* de ses trois écrits de jeunesse: *L'Âme et les Formes*, *La Théorie du Roman*, et *Histoire et Conscience de classes*; œuvres que Lukács considérait précisément comme dépassées par son évolution politique et philosophique ultérieure. Goldmann a surtout tenté de briser le cercle souvent étroit de l'esthétique lukácsienne:

- il n'a jamais maintenu le privilège exorbitant accordé par Lukács au réalisme socialiste ou au réalisme critique. De nombreuses œuvres étudiées par Goldmann (Genêt, Saint John Perse, Chagall) sont aux antipodes des affinités lukácsiennes.

⁴ Ainsi le dernier ouvrage (postume) de Lucien Goldmann: «Structures mentales et création culturelle» (Anthropos 1970) est-il encore dédié à Georg Lukács.

- il a dépassé l'opposition stérile réalisme / formalisme qui a paralysé et paralyse encore les recherches esthétiques dans les pays socialistes.
- il a tenté de comprendre l'évolution contemporaine de l'art et de la littérature en renonçant à cette fascination pour le classicisme qui caractérise l'esthétique de Lukàcs (et ce classicisme de la forme caractérise des œuvres aussi différentes par le contenu que celles de Thomas Mann et de Soljénitsyne).

Avant de tenter d'élucider la genèse des travaux de Goldmann, il est nécessaire de s'interroger sur les intuitions fondamentales et les concepts que lui a fournis le «jeune Lukàcs».

*
* *
*

»L'importance que gardera selon nous l'œuvre du jeune Lukàcs dans l'histoire de la pensée occidentale reste en premier lieu attachée au fait d'avoir établi la jonction entre le structuralisme dont il était parti et la pensée marxiste qu'il rejoignit par la suite«.

M. S. p. 227-228.

Goldmann a toujours maintenu une division profonde dans l'œuvre de Georg Lukàcs, accordant une place particulière à ses trois premiers écrits: *L'Ame et les Formes*, *La Théorie du Roman*, *Histoire et Conscience de Classe*. Il est impossible de discuter ici de la justesse mais aussi des inconvénients d'une telle division dans l'itinéraire de Georg Lukàcs. Si l'importance et l'originalité de ce trois premières œuvres sont incontestables, Goldmann a peut être eu tort de négliger d'autres textes aussi essentiels, écrits par Lukàcs dans sa maturité.

Ce qui caractérise ces écrits de Lukàcs, rédigés entre 1908 et 1926, c'est qu'ils témoignent d'une évolution étonnante et sans doute unique du kantisme au marxisme le plus orthodoxe.⁵ Une œuvre jouera dans la genèse de la pensée de Goldmann un rôle prépondérant, en particulier dans l'approche qu'il tentera dans *Le Dieu Caché*, de la vision tragique de Pascal et de Racine: *L'Ame et les Formes (Die Seele und die Formen*, Berlin 1911). Ce premier écrit important du jeune Lukàcs se présente comme une »synthèse entre un structuralisme plus ou moins phénoménologique et un kantisme tragique.⁶ Pour comprendre l'importance de cette esthétique du jeune Lukàcs il est nécessaire d'en suivre brièvement la formation: »Ami de Lask, venant de l'Ecole Néokantienne de Heidelberg, laquelle s'orientait déjà vers les sciences humaines (par opposition au neo-kantisme de Marburg contré sur les sciences physiques et mathématiques), Lukàcs se trouvait dans un milieu intellectuel et universitaire en contact très étroit avec le groupe

⁵ Rappelons seulement l'étonnement de Max Weber lorsqu'il apprit que son jeune ami Georg Lukàcs était devenu Commissaire de la Culture dans le Gouvernement Communiste de Bela Kun, en Hongrie.

⁶ Tragique qui culmine sans doute dans l'essai de Kant: *La Religion dans les limites de la simple raison* où il développe cette idée de »mal radical«.

de Fribourg-en-Brisgau. On désignait d'ailleurs communément les penseurs de ces deux universités sous le vocable: Ecole philosophique du Sud Ouest allemand (Südwestdeutsche Schule)». ⁷

Les contacts entre l'Ecole neo-kantienne de Heidelberg et l'Ecole phénoménologique de Fribourg étaient importants: le célèbre article Husserl *La Philosophie comme science rigoureuse* fut publié pour la première fois dans la revue des Néo-kantiens de Heidelberg, et les premiers travaux de Heidegger antérieurs à *Sein und Zeit*, son livre sur Duns Scott par exemple, étaient profondément marqués par l'influence de Lask.

Selon Goldmann c'est la phénoménologie qui a permis de thématiser l'idée de »structure significative«, même si ce n'est pas là son thème fondamental, et si aucun marxiste ne saurait accepter la phénoménologie comme position philosophique. Lorsque Lukàcs écrit *l'Ame et les Formes*, il n'était pas encore marxiste. Il s'efforçait seulement de comprendre en kantien les problèmes esthétiques et il n'est pas étonnant qu'il ait perçu l'importance de cette idée de structure significative même si la phénoménologie est résolument antidialectique. ⁸ Et c'est pourtant à partir de cette position antidialectique – kantisme tragique et phénoménologie – que Lukàcs va élaborer l'idée d'une structure significative fondamentalement dialectique. Il est impossible de retracer ici cette évolution de Lukàcs, son passage du kantisme à l'hégélianisme puis au marxisme. Aussi, nous limiterons-nous à rappeler la vision du monde qui domine ces écrits de jeunesse.

L'Ame et les Formes est, à travers une série de brillants essais, le déploiement d'une surprenante vision tragique. Si les deux derniers chapitres exposent le refus radical et authentique impliqué par cette vision, Lukàcs fait précéder ceux-ci de l'analyse des différentes formes de refus qui lui paraissent inauthentiques et insuffisamment radicaux, quelle que soit la justification esthétique que l'on puisse en donner. Il s'agit en effet de formes cohérentes d'expressions de l'âme humaine qui mettaient en question cela même qu'elles affirmaient, ouvrant par là le chemin à la dialectique d'*Histoire et Conscience de classe*. Goldmann présente ainsi la thèse centrale de *l'Ame et les Formes*:

»L'idée essentielle de *l'Ame et les Formes*, résumée d'ailleurs dans son titre, est que les valeurs spirituelles en général et littéraires et philosophiques en particuliers sont fondées dans l'existence d'un certain nombre de formes, de structures cohérentes qui permettent à l'âme humaine d'exprimer ses différentes possibilités«. ⁹

Mais, ajoute-t-il, rien dans cet ouvrage ne nous laissait encore percevoir l'importance et la signification particulière des formes cohérentes. Ce qui fonde la vision tragique ce n'est pas sa cohérence c'est son

⁷ Cf. Goldmann: *L'Esthétique du jeune Lukàcs (Marxisme et Sciences Humaines) et Recherches dialectiques: Georg Lukàcs l'essayiste*.

⁸ Sur le rapport de la phénoménologie au marxisme Cf. les remarquables travaux du philosophe tchèque Karel Kosik, en particulier sa *Dialectique du concret* (Maspero 1969).

⁹ M. S. page 324.

authenticité. Il faudra attendre *Histoire et Conscience de classe* pour que Lukàcs montre que la philosophie de l'histoire est fondée sur le fait que »l'homme est l'être qui tend à créer en permanence des structures cohérentes de plus en plus vastes«. Les principes fondamentaux qui surgissent de la confrontation des deux courants philosophiques, le kantisme de l'*Ame et les Formes* et l'hégélianisme d'*Histoire et Conscience de classe* se ramènent à trois fondamentaux:

1 – L'homme est un être historique qui tend à donner une signification à sa vie.

2 – L'histoire, création humaine, est significative et suppose la validité de la catégorie de progrès.

3 – Les formes cohérentes de la création spirituelle constituent des formes privilégiées d'une activité à l'intérieur desquelles la cohérence est l'un des principaux critères de valeur.

A partir de ces textes, se dessine une première esthétique de la forme, non seulement en tant que celle-ci est la structure cohérente qui constitue la signification essentielle de l'œuvre littéraire, mais aussi en tant que chaque forme est une rupture insupportable entre l'homme et le monde, une sorte de dépaysement total qui pose le problème proprement technique »de la manière qui a permis au poète et à l'écrivain de construire une œuvre unitaire à partir d'une signification essentiellement dysharmonique.¹⁰

Lukàcs tentait de penser le rapport de l'homme et de l'art vivant, et déjà se dessine chez lui ce concept de réification qui constitue l'un des thèmes centraux d'*Histoire et Conscience de classe*. Comme l'écrit excellemment Goldmann:

»Il y a une relation étroite entre le fait que notre société est devenue, sur le plan de la conscience, la société du musée imaginaire qui comprend et collectionne dans ses musées ou ses anthologies, toutes les formes d'expressions depuis les plus primitives jusqu'aux plus récentes, y compris la littérature et la peinture des enfants et des aliénés, le fait qu'elle est, en même temps, la société des plus grandes audaces expérimentales sur les différents plans de la création esthétique et le fait qu'elle est, probablement, la société dans laquelle la véritable créativité est la plus faible et, en tous cas, la plus difficilement décelable faute d'un critère universellement admis.«¹¹

En 1908, alors qu'il était encore étranger à la pensée marxiste, Lukàcs en découvrait déjà certaines intuitions fondamentales.

La Théorie du Roman (ouvrage également renié) remplacera ce kantisme tragique par une vision inspirée – parfois jusqu'à la paraphrase et jusque dans ses élévations romantiques – de l'esthétique de Hegel, mais le lien qui unit les deux œuvres reste important. Il faudra attendre *Histoire et Conscience de classe* (1923) pour assister à une rupture radicale. Ce livre, aussi renié par Lukàcs, fortement in-

¹⁰ M. S. p. 235.

¹¹ M. S. p. 236.

fluencé par Hegel et Rosa Luxemburg apportait un souffle nouveau à la pensée marxiste. Abandonnant la problématique esthétique, Lukàcs s'efforçait de redéfinir les concepts fondamentaux du marxisme, à travers des chapitres consacrés à la conscience de classe, à la conscience prolétarienne, à la pensée dialectique, à la vérité, avec une hardiesse qui lui valu bien vite l'hostilité du marxisme soviétique et sa condamnation par Zinoviev. En introduisant la catégorie de totalité, Lukàcs reprenait certaines de ses intuitions les plus fondamentales en leur donnant un sens nouveau. Comme l'écrit Goldmann:

»Dans l'histoire de la philosophie et des sciences sociales, ce livre marque une étape dans la mesure où l'introduction de la catégorie de totalité, l'affirmation de l'impossibilité de séparer les jugements de fait des jugements de valeur et surtout l'introduction dans les sciences sociales du principal concept opératoire de la pensée dialectique, celui de conscience possible (*Zugerechnetes Bewußtsein*) créent la possibilité d'une sociologie dialectique positive.«¹²

On peut dire que c'est de la confrontation et de la réunion de ces trois essais qu'est née l'esthétique de Goldmann, et sa méthode génétique. Deux concepts lukàcsiens prendront dans ses premières recherches une place centrale:

– celui de forme, totalité en devenir, vision du monde, structure qui reprend la double inspiration de *l'Ame et les Formes* et *d'Histoire et Conscience de classe*.

– celui de *conscience possible* qui désigne: »le maximum d'adéquation à la réalité que saurait atteindre (tout en étant entendu qu'elle ne l'atteindra peut être jamais) la conscience d'un groupe, sans que pour cela celui-ci soit amené à abandonner sa structure, se révèle en effet étroitement apparenté à l'ancien concept de forme de l'âme individuelle.«¹³

A partir d'*Histoire et Conscience de classe*, Lukàcs reconnaîtra la cohérence comme exigence fondamentale. Son intérêt pour les »formes« qui n'était alors qu'esthétique prend désormais tout son sens à partir du moment où l'art, la philosophie, toutes les grandes créations spirituelles »se raliennent aux processus sociaux d'ensemble.«¹⁴ Cette vision transformait profondément toute la conception marxiste de l'art: si pour Plekhanov l'art n'était que le »miroir de la vie sociale«, une superstructure parmi les autres, Lukàcs montrait au contraire que toute grande œuvre, loin de refléter simplement les infrastructures, était un niveau, un modèle de cohérence unique vers lequel tendaient toutes les consciences. Comme l'écrit Goldmann:

¹² M. S. page 238.

¹³ Ibidem page 239.

¹⁴ Ibidem page 239.

»Loin de traduire ce qu'ils disent et pensent réellement, l'œuvre révèle ainsi aux membres du groupe ce »qu'ils pensaient sans le savoir«; elle est le point le plus avancé d'une cohérence vers laquelle tendent les consciences réelles des individus et comme telle, naturellement, unique et irremplaçable.¹⁵

Ainsi se trouvait réalisée, au niveau de l'esthétique, la première grande synthèse du kantisme et de l'hégélianisme. Comme Kant, Lukàcs affirme que l'art est une création qui atteint un niveau aussi élevé que la science et la philosophie, sans pour autant lui subordonner les autres activités créatrices, comme le font les Romantiques. Mais il refuse la vision statique du kantisme pour voir dans l'art non pas un élément essentiellement formel et abstrait, la triste réconciliation de la nature et de la moralité mais une structure dynamique, flux de significations plus ou moins distinctes, liées à l'évolution historique. Le concept qui permet cette union et se renversement, celui de totalité, allait prendre chez Goldmann une place capitale.

TOTALITE, STRUCTURE SIGNIFICATIVE ET VISION DU MONDE: L'ARCHITECTURE DU DIEU CACHE

Le concept de totalité ne cessera jamais chez Goldmann d'être fondamental. Ce qui se métamorphose, ce n'est jamais l'exigence de cohérence qu'implique cette catégorie mais les *médiations* qui rattachent la *conscience collective* à l'œuvre étudiée. Il n'en demeure pas moins vrai que la catégorie de totalité ou de vision du monde chez Goldmann ne prend tout son sens que rapportée à sa »préhistoire« lukàcsienne. L'architecture et les hypothèses du *Dieu Caché* en constituent l'illustration la plus brillante.

– La Forme comme exigence de cohérence.

Dans *l'Ame et les Formes* Lukàcs montre qu'il existe un certain nombre de formes qui expriment les valeurs spirituelles, littéraires et philosophiques et que certaines d'entre elles sont authentiques. Par la suite il montrera ce que signifie cette cohérence: elle exprime le besoin profond qu'a l'homme de se situer par rapport à son monde, et de donner un sens à sa vie. Dans son acceptation la plus vaste, la forme est une manière de surmonter le dépaysement qui oppose l'homme et le monde, en son sens restreint c'est la cohérence d'une signification.

– Dans la *Théorie du Roman* il est question de »formes« littéraires épiques. Cette théorie de la forme ne peut être comprise que rapportée au classisme. La catégorie de totalité se rencontre dans »l'*Histoire de l'Art Antique*« de Winkelmann (1764), et surtout chez Hölderlin et Schiller. C'est en référence au classisme que Lukàcs a d'abord pensé cette catégorie de totalité, lorsqu'il écrit dans la *Théorie du Roman*:

¹⁵ Ibidem page 240.

»Notre monde est devenu immensément grand, et, en chacun de ses recoins, plus riche en dons et en périls que celui des Grecs; mais cette richesse même fait disparaître le sens positif sur lequel reposait leur vie: la totalité. Car la totalité, en tant que réalité première, formatrice de tout phénomène, implique qu'une œuvre fermée sur elle-même puisse être accomplie; accomplie parce que tout advient en elle sans que rien en soit exclu ou y renvoie à une réalité supérieure, accomplie parce que tout mûrit en elle vers sa propre perfection et, s'atteignant soi-même, s'insère dans l'édifice entier. Il n'est totalité possible de l'être que là où tout, déjà, est homogène avant d'être investi par les formes, où les formes ne sont pas des contraintes, mais la simple prise de conscience, la venue à jour de tout ce qui, au sein de tout ce qui doit recevoir forme, sommeillait comme obscure aspiration. Là où le savoir est vertu et la vertu bonheur, là où la beauté manifeste le sens du monde«.

La totalité apparaît comme quelque chose d'originel et de perdu, comme une forme éternelle qui éveille la nostalgie mais que l'on ne retrouvera jamais plus.

– Dans *Histoire et Conscience de classe*, la totalité devient un principe infiniment plus riche qui dépasse le kantisme et l'hégélianisme pour devenir une catégorie marxiste fondamentale. Il est impossible de résumer ici la richesse de cette œuvre – parfois qualifiée de «maudite» – qui est à l'origine d'un fantastique renouveau de la pensée marxiste. Remarquons simplement qu'il ne s'agit plus seulement de la forme comme exigence de cohérence pour l'âme humaine ou de la totalité comme idéal romantique brisé par le monde bourgeois mais de la totalité du processus de l'expérience sociale et historique telle qu'elle se constitue dans la praxis sociale et la lutte de classes. Cette notion de totalité dialectique s'oppose à la *théorie du reflet*¹⁶ et du marxisme simpliste de Boukharine, Goldmann donnera deux illustrations philosophique et littéraire de cette catégorie de totalité: dans son premier ouvrage *La Communauté Humaine et l'Univers chez Kant* (1948),¹⁷ où il tentait d'éclairer la philosophie kantienne, en particulier les trois Critiques mais aussi les œuvres qui précèdent, à la lumière de l'œuvre de Lukàcs et dans sa thèse le *Dieu Caché* à propos de la vision tragique janséniste chez Pascal et Racine. Comme la place nous manque dans le cadre de cette étude pour discuter longuement l'interprétation que Goldmann propose de Kant, nous nous limiterons à rappeler les thèses fondamentales et la méthode du *Dieu Caché*, œuvre trop riche et trop connue, pour que l'on se risque à la résumer.

¹⁶ Aussi est-il stupéfiant qu'un critique soviétique ait pu reprocher à Goldmann d'être «partisan de la théorie du reflex», et d'établir des dépendances directes entre la structure sociale et économique d'une société et la structure de la création littéraire. (Cf. S. M. p. 445).

¹⁷ L'ouvrage a été réédité en 1967 dans la collection Idées sous le titre *Introduction à la philosophie de Kant*.

Le Dieu Caché

Deux phrases placées en exergue méritent d'être rappelées car elles sont les limites de déploiement de la vision tragique qu'analyse Goldmann :

»La tragédie est un jeu . . . un jeu dont Dieu est le spectateur. Il n'est que spectateur et jamais sa parole ou ses actes ne ce mêlent aux paroles et aux gestes des acteurs«.

Georg Lukàcs: *Métaphysique de la tragédie*, 1908.

»Le bon Monseigneur de Nantes m'a appris une sentence de Saint Augustin qui me console fort: Que celui-là est trop ambitieux auquel les yeux de Dieu spectateur ne suffisent pas«.

Mère Angélique: *Lettre à Arnauld d'Andilly*
du 9 Janvier 1623.

Presque vingt ans après sa parution l'ouvrage fait encore l'objet de polémiques aussi vives: il s'agit non seulement de l'une des contributions les plus importantes à la critique littéraire (on peut même affirmer que c'est Goldmann qui a ouvert la voie à la nouvelle critique), mais de l'une des illustrations les plus brillantes de la méthode marxiste à une époque où elle était réduite à l'infantilisme stéril du stalinisme.¹⁸ Le projet de Goldmann était double: il s'agissait à la fois de dégager une méthode positive dans l'étude des ouvrages philosophiques et littéraires« et de »contribuer à la compréhension d'un ensemble limité et précis d'écrit qui malgré de notables différences, nous paraissent étroitement apparentés«. L'idée centrale de l'analyse – héritée de l'esthétique du jeune Lukàcs – était que:

»les faits humains constituent toujours des structures significatives globales, à caractère à la fois pratique, théorique et affectif, et que ces structures ne peuvent être étudiées de manière positive, c'est-à-dire à la fois expliquées et comprises, que dans une perspective pratique fondée sur l'acceptation d'un certain ensemble de valeurs«.¹⁹

Ainsi Goldmann se proposait-il de montrer l'existence d'une telle structure – la vision tragique –, de la découvrir et de l'explorer à travers les *Pensées* de Pascal et le théâtre de Racine. L'originalité profonde de l'ouvrage était de tenter d'unir en même temps une réflexion sur la méthode de recherche adoptée et une étude concrète d'une œuvre littéraire.

La vision tragique: Dieu, le monde, l'homme

»Pour tracer le schème conceptuel de la vision tragique il faudrait dégager l'élément commun à un ensemble d'œuvres philosophiques, littéraires et artistiques qui embrasserait en tous cas

¹⁸ Comme en témoignent les comptes-rendus navrants publiés à l'époque dans les revues d'obédience strictement communistes.

¹⁹ D. C. p. 1.

les tragédies antiques, les écrits de Shakespeare, les tragédies de Racine, les écrits de Kant et de Pascal, un certain nombre de sculptures de Michel-Ange et probablement certaines autres œuvres de diverse importance». ²⁰

écrit Goldmann. En fait, la théorie de la vision tragique qui lui servira à explorer les œuvres qu'il étudie est essentiellement héritée de Kant, Pascal et Racine. Reprenant les thèmes développés par Lukács dans le chapitre de *l'Ame et les Formes* intitulé *Métaphysique de la tragédie*, Goldmann prolongeait l'inspiration fondamentale de cette œuvre de jeunesse mais en la lisant à la lumière de ses écrits ultérieurs, c'est à dire en tentant de la rattacher à des situations historiques:

»Le problème central de la pensée tragique, problème que seule la pensée dialectique pourra résoudre sur le plan en même temps scientifique et moral, est celui de savoir si dans cet espace rationnel qui a, définitivement et sans possibilité de retour en arrière, remplacé l'univers aristotélicien et thomiste, il y a encore un moyen, un espoir quelconque de réintégrer les valeurs morales supra individuelles, si l'homme pourra encore retrouver Dieu ou ce qui pour nous est synonyme et moins idéologique: la communauté et l'univers.« ²¹

La voix de Dieu ne parle plus d'une manière immédiate à l'homme, c'est l'un des points fondamentaux de la pensée tragique: *Uere tu es Deus absconditus*» écrit Pascal – le Dieu Caché –. Goldmann nous dit qu'il ne faut pas chercher à atténuer le sens fort de cette pensée de Pascal en la ramenant au »bon sens«:

»Le Dieu caché est pour Pascal un Dieu *présent et absent* et non pas présent quelquefois et absent quelquefois: mais *toujours présent et toujours absent*.« ²²

C'est ce Dieu toujours présent et toujours absent qui est au cœur de la tragédie. Lukács l'avait remarquablement compris lorsqu'il écrivait déjà en 1910:

»La tragédie est un jeu, un jeu de l'homme et de sa destinée, un jeu dont Dieu est le spectateur. Mais il n'est que spectateur, et jamais ni ses paroles ni ses gestes ne se mêlent aux paroles et aux gestes des acteurs. Seuls ses yeux reposent sur eux.« ²³

Mais quel monde historique peut correspondre à cette forme particulière de la conscience tragique. La tragédie est toujours liée à un monde – social ou cosmique –, et si le problème central de la tragédie est de savoir si l'homme sur lequel est tombé le regard de Dieu peut encore vivre, le monde de la tragédie se définit ainsi:

²⁰ D. C. p. 32.

²¹ D. C. p. 45.

²² Ibidem p. 46.

²³ Ibidem (cité par Goldmann) p. 47.

»tout ce qui est nécessaire selon Dieu est impossible selon le monde et inversement, tout ce qui est possible suivant le monde n'existe plus pour le regard de Dieu.«²⁴

Le monde est rien et tout en même temps: »Le Dieu de la tragédie est un Dieu *toujours présent et toujours absent*. Or, sa présence dévalorise sans doute le monde et lui enlève toute réalité, mais son absence non moins radicale et non moins permanente fait au contraire du monde la *seule réalité* en face de laquelle se trouve l'homme et à laquelle il peut et doit opposer son exigence de réalisation des valeurs substantielles et absolues.«²⁵ La tragédie ne connaît qu'une forme de pensée et d'attitude valables: le oui et non, c'est-à-dire le paradoxe: vivre – dans le monde – mais sans y prendre part. Il serait aussi peu cohérent de refuser le monde que de l'accepter dans son ambiguïté et son absurdité: »C'est là l'extrême rigueur et l'extrême cohérence de la conscience tragique telle qu'elle s'exprime dans *Phèdre* de Racine, dans les écrits philosophiques de Pascal, de Kant, et dans le texte déjà cité de Lukàcs, attitude paradoxale et sans doute difficile à décrire et à rendre compréhensible, mais qui, seule, semble-t-il, nous permettra la compréhension des écrits que nous nous proposons d'étudier.«²⁶

A partir de là se développent deux attitudes face au monde:

– le refus unilatéral du monde et l'appel à Dieu.

– le refus ultramondain du monde et le pari sur l'existence de Dieu. C'est cette différence qui sépare Junie de Phèdre, Barcos ou la Mère Angélique de Pascal. Le héros tragique vit sous le regard permanent du Dieu spectateur et pour lui »le monde seul est réel«. La présence divine l'empêche de refuser le monde et l'absence divine l'empêche de l'accepter entièrement. L'homme tragique vit pour la réalisation de valeurs rigoureusement irréalisables. Il réunit en lui l'Ange et la Bête, la grandeur et la misère, l'impératif catégorique et le mal radical. Dans le clair et l'ambigü, la proximité du Dieu absent, la seule forme d'expression que connaît l'homme tragique est le monologue, le *dialogue solitaire* selon une expression de Lukàcs. Goldmann remarque que: »*Les Pensées* sont un exemple suprême de ces »dialogues solitaires« avec le Dieu caché des jansénistes et de la tragédie, dialogues où tout compte, où chaque mot pèse autant que les autres, où l'exégète ne saurait rien laisser de côté sous prétexte d'exagération ou d'outrance de langage, dialogues où tout est essentiel, parce que l'homme parle au seul être qui pourrait l'entendre mais dont il ne saura jamais s'il l'entend réellement.«²⁷

Conscient de la vanité du monde, de l'abîme infranchissable qui le sépare de lui, l'homme, sait qu'il ne pourra atteindre la valeur exclusive de Dieu par ses propres forces. Le message que l'âme croit entendre en permanence est cette voix du Dieu caché, invisible, qui lui

²⁴ Ibidem p. 59.

²⁵ Ibidem p. 60.

²⁶ Ibidem p. 62.

²⁷ Ibidem p. 77.

apporte la certitude dans le doute, l'optimisme dans la crainte, la grandeur dans la misère. Telle est schématiquement l'interprétation globale que défend Goldmann dans son approche de la vision tragique de Pascal et de Racine. La seconde partie de sa thèse tente de montrer qu'il existe un fondement social et intellectuel à cette vision.

Jansénisme et Noblesse de robe

Il s'agit de montrer en quoi cette vision correspond à l'expression d'une classe sociale. L'hypothèse centrale de Goldmann permet de rendre compte d'un certain nombre de faits politiques, sociaux, idéologiques, qui ont profondément marqué la société française entre 1637 et 1677, dates qui séparent la retraite du premier Solitaire Antoine le Maître (et l'aristocrate Saint Cyran en 1638) de la première représentation de *Phèdre*, dernière tragédie de Racine. Tous ces faits semblent se rattacher à l'apparition et au développement d'une même idéologie: l'impossibilité radicale de *réaliser* une vie valable dans le monde. Un tel choix historique mérite d'être justifié. S'il y a eu avant 1637 des »abandons du monde« et des retraites dans la solitude, aucune n'a pris le caractère idéologique de la retraite d'Antoine le Maître. Si on écrit après *Phèdre*, des pièces sérieuses, graves et tristes, aucune œuvre ne nous montrera vraiment le Dieu spectateur de la tragédie. Aussi Goldmann tente-t-il de découvrir dans quel milieu social s'est développée cette vision tragique et ce qu'a pu orienter les hommes vers une telle vision. En d'autres termes, quelle a été l'infrastructure sociale économique et politique du premier janséniste, celui de Barcos, de la Mère Angélique, de Pascal et des tragédies de Racine?

Le Jansénisme est en premier lieu issu des milieux de robe. Si l'on fait abstraction de quelques figures isolées originaires de la petite bourgeoisie, figures qui se rangent à l'aile extrémiste du mouvement, la pensée janséniste s'est répandue dans deux groupes sociaux parfaitement circonscrits:

- Quelques figures de la grande aristocratie qui s'accordent assez mal de la domestication qu'implique la monarchie absolue et qui ne peuvent constituer une opposition propre.
- Les milieux d'Officiers, surtout membres des cours souveraines et les avocats.

Comment expliquer cette étrange affinité entre le Jansénisme, la vision tragique qu'il développe, et la petite noblesse de robe? Goldmann montre que la politique du pouvoir central a progressivement réduit l'importance de ce groupe social, le rejetant pratiquement de la vie économique et politique. C'est cette éviction qui aurait conduit progressivement ce groupe à une position de retraite face au monde et à la vie sociale. Exclue du processus économique, privée de tout avenir social, cette petite noblesse de robe sera la plus sensible à cette idéologie qui prône le refus du monde et son acceptation avec l'ambiguïté qu'une telle position comporte, comme un idéal de vie.

La vision tragique dans le théâtre de Racine

Goldmann considère qu'un lien profond unit les *Pensées* de Pascal, les tragédies de Racine et la vision janséniste du Dieu caché. Ce qui caractérise la tragédie racinienne d'*Andromaque* à *Phèdre*, c'est qu'elle se joue en un seul instant:

»celui où l'homme devient réellement tragique par le refus du monde et de la vie. Un vers revient au moment décisif dans la bouche de tous les héros tragiques de Racine, un vers qui indique le »temps« de la tragédie, l'instant où la relation du héros avec ce qu'il aime encore dans le monde s'établit »pour la dernière fois«.

Andromaque – Céphise, allons le voir pour la dernière fois (IV, 1).

Junie – Et si je vous parlais pour la dernière fois (V, 1).

Titus – Et je vais lui parler pour la dernière fois (II, 2).

Bérénice – Pour la dernière fois, adieu, Seigneur (V, 7).

Phèdre – Soleil, je viens te voir pour la dernière fois (I, 3).

Tout le reste, d'*Andromaque* à *Bérénice* tout au moins, n'est qu'exposition de la situation, exposition qui n'a pas d'importance essentielle pour la pièce. Comme le dit Lukàcs, lorsque le rideau se lève sur une tragédie, l'avenir est déjà présent depuis l'éternité. Les jeux sont faits, aucune conciliation n'est possible entre l'homme et le monde.²⁸

Dans toutes les tragédies raciniennes les éléments constitutifs du tragique sont Dieu, le monde et l'homme. Le monde c'est aussi bien Oreste, Hermione, Pyrrhus, Hippolyte, Thèse et Oenone. Ce qui les réunit c'est un même manque d'authenticité, de caractère et de valeur humaine. Le Dieu, c'est toujours le Dieu caché – Deus Absconditus – et c'est en ce sens que Goldmann montre combien des pièces comme *Andromaque* et *Phèdre* sont profondément jansénistes, bien que Racine soit en conflit avec Port-Royal »qui n'aimait pas la comédie, même (et peut être surtout) lorsqu'elle exprimait sa propre vision«²⁹ L'intuition géniale de Goldmann c'est d'avoir montré l'identité fondamentale du Dieu caché de Pascal et du Soleil absent des pièces de Racine.

»Le Soleil de *Phèdre* est, en réalité, le même Dieu tragique que le Dieu caché de Pascal, de même qu'*Andromaque*, *Junie*, *Bérénice* et *Phèdre* sont les incarnations concrètes de ces »appelés« dont la reconnaissance constitue dans *l'Écrit sur la Grâce* un des critères pour différencier les jansénistes des calvinistes, ou de ces justes à qui la grâce a manqué, dont parle la première des cinq propositions condamnées par l'Église.«³⁰

²⁸ D. C. p. 351.

²⁹ D. C. p. 352.

³⁰ D. C. p. 352.

L'opposition radicale est encore celle de la vision tragique du monde et d'un univers d'êtres sans conscience authentique et sans grandeur humaine. Le personnage tragique trouve au contraire sa grandeur dans le refus du monde et de la vie. Ainsi apparaît la possibilité de deux sortes de tragédies: la tragédie sans et la tragédie avec péripétie. Goldmann les définit ainsi:

»La tragédie »sans péripétie ni reconnaissance« est celle dans laquelle le héros sait clairement, dès le début, qu'aucune conciliation n'est possible avec un monde dépourvu de conscience auquel il oppose, sans la moindre défaillance ou illusion, la grandeur de son refus. Ce type de tragédie, Andromaque s'en rapprochera de très près, Britannicus et Bérénice le réaliseront respectivement dans l'une et dans l'autre de ses formes.

L'autre type de tragédie est celui où il y a péripétie parce que le personnage tragique croit encore pouvoir vivre sans compromis en imposant au monde ses exigences, et reconnaissance parce qu'il finit par prendre conscience de l'illusion à laquelle il s'était laissé aller.»³¹

Ces quelques indications suffisent, je l'espère, à montrer l'extrême cohérence de l'interprétation marxiste – la première du genre – que Goldmann a consacrée à Pascal et à Racine. Aujourd'hui encore, aucune autre interprétation ne l'a dépassé en richesse et en cohérence. Mais une telle approche pouvait-elle être appliquée à d'autres œuvres, plus modernes et dont le rattachement à un groupe social déterminé était des plus problématiques. C'est à cette question que se heurtera Goldmann lorsqu'il abordera l'étude de plusieurs œuvres caractéristiques du Roman moderne. Une telle approche nécessitait une transformation profonde de la méthode, une recherche de nouvelles *médiation*s entre l'œuvre et la conscience collective. Mais où les découvrir? C'est l'ensemble de ces problèmes que Goldmann tentera d'élucider dans son recueil d'essais: *Pour une sociologie du roman*.³²

LA SOCIOLOGIE DU ROMAN: MALRAUX, SARTRE, GENET ET ROBBE-GRILLET

L'étude du roman contemporain constitue la seconde étape théorique capitale de la réflexion de Goldmann sur la sociologie de la littérature. Nous ne pouvons, dans le cadre d'une étude aussi brève, discuter dans le détail les interprétations qu'il a données des œuvres de Malraux, Sartre, Genet et Robbe-Grillet. Néanmoins, nous tenterons à travers le rappel de quelques schèmes fondamentaux de ces interprétations d'en montrer la richesse et l'extrême cohérence. On a beaucoup reproché à Goldmann un certain dogmatisme dans ses interprétations, une série de présupposés théoriques jamais clairement explicités. Or,

³¹ Ibidem p. 352.

³² Collection Idées. Gallimard. 1965.

rien est plus faux. Peu d'approches sont aussi souples et aussi prudentes que la sienne. Il s'agit toujours de laisser parler le texte, de le lire *intégralement*, sans rien y retrancher et sans rien y ajouter. Si le Dieu caché était fortement influencé par *La Métaphysique de la tragédie* du jeune Lukàcs, c'est à partir de sa *Théorie du Roman* que Goldmann abordera l'étude du roman moderne.

L'un des concepts centraux du Dieu caché avec ceux de *Totalité et de vision du monde* était celui de *conscience collective*. C'est là le leitmotiv de la sociologie de Goldmann: il n'y a de sujet créateur que collectif. Aucun individu ne peut créer une «vision du monde», il ne peut s'agir que d'une lente évolution des structures mentales et affectives au sein d'un groupe plus ou moins vaste. En abordant le roman moderne, Goldmann se heurtait à ce paradoxe: comprendre et interpréter une œuvre individuelle – par opposition aux œuvres non romanesques du 17^{ème} siècle – qui reflète et exprime une structure globale significative mais sans la médiation nécessaire de la conscience collective. Si le roman est l'expression d'une vision du monde, il est impossible de le rattacher à un groupe social déterminé dont il manifesterait les valeurs, même dans sa définition générale d'«épopée bourgeoise». A partir de la *Théorie du roman* de Lukàcs, Goldmann a été amené à formuler plusieurs hypothèses, en particulier celles-ci:

– il existe une homologie entre la structure romanesque, classique et la structure de l'échange dans l'économie libérale, et certains parallélismes entre leurs évolutions ultérieures.

– selon Lukàcs ce qui caractérise le héros romanesque c'est qu'il est *problématique*.³³

Comme l'écrit Goldmann:

»Le roman est l'histoire d'une recherche *dégradée* (que Lukàcs appelle «*démoniaque*»), recherche de valeurs authentiques dans un monde dégradé lui aussi mais à un niveau autrement avancé et sur un mode différent«.³⁴

En tant que genre épique, le roman est caractérisé – contrairement à l'épopée ou au conte – par la rupture insurmontable entre le héros et le monde. La rupture radicale seule aurait abouti à la tragédie ou à la poésie lyrique, l'absence de rupture symbolise le monde de l'épopée et du conte, le roman au contraire est, par sa nature, dialectique dans la mesure où il part de la communauté fondamentale du héros et du monde que suppose toute forme épique, mais aussi de leur rupture insurmontable:

»Le héros *démoniaque* du roman est un fou ou un criminel, en tout cas, comme nous l'avons dit, un personnage *problématique* dont la recherche dégradée, et par là même inauthentique, de valeurs authentiques dans un monde de conformisme et de

³³ Cf. en particulier les essais de Lukàcs sur Goethe, et notamment l'étude consacrée à Wilhelm Meister (*Goethe et son époque*. Nagel 1949).

³⁴ Pour une sociologie du roman, p. 23.

convention, constitue le contenu de ce nouveau genre littéraire que les écrivains ont créé dans la société individualiste et qu'on a appelé »roman«.³⁵

A partir de cette analyse, Lukàcs élabore une typologie du roman. Partant de la relation de l'homme et du monde, il distingue trois formes fondamentales du roman occidental au 19^{ème} siècle auxquelles s'ajoute une quatrième possibilité qui s'exprime à partir de 1920 avant tout dans les romans de Tolstoï –

a) Le roman de l'idéalisme abstrait caractérisé par l'activité du héros est par sa conscience toujours étroite par rapport à la complexité du monde (*Don Quichotte, Le Rouge et le Noir*).

b) Le roman psychologique caractérisé par la passivité du héros et sa conscience trop large pour se satisfaire de ce monde (*Oblomov. L'Education sentimentale*).

c) Le roman éducatif s'achevant par une auto-limitation du héros (*Wilhelm Meister*).

Dans la perspective lukacienne le roman sera toujours l'histoire d'une recherche dégradée de valeurs authentiques dans un monde inauthentique, le conflit que Hegel reconnaissait comme celui de la poésie du cœur et de la prose du monde. Aussi le problème central du roman sera-t-il d'exprimer sous une forme éthique ce qui dans la conscience du romancier est abstrait, d'en faire l'élément essentiel d'une œuvre où cette réalité ne peut exister que sur le mode d'une absence non thématifiée. Mais il reste à comprendre le rapport qui unit le contenu du roman, sa forme et le milieu social qui l'exprime. Comme il n'est plus possible de voir en lui la simple expression d'une catégorie sociale déterminée, Goldmann propose une autre hypothèse:

»La forme romanesque nous paraît être en effet la transposition sur le plan littéraire de la vie quotidienne dans la société individualiste née de la production pour le marché. Il existe une homologie rigoureuse entre la forme littéraire du roman, telle que nous venons de la définir à la suite de Lukàcs (...), et la relation quotidienne des hommes avec les biens en général, et par extension, des hommes avec les autres hommes, dans une société productrice pour le marché.«³⁶

La forme extrêmement complexe que représente le roman et celle du monde dans lequel vivent les hommes aujourd'hui lorsqu'ils doivent »rechercher toute qualité«, toute valeur d'usage sur un mode dégradé par la médiation de la quantité, de la valeur d'échange, et cela dans une société où tout effort pour s'orienter *directement* vers la valeur d'usage ne saurait engendrer que des individus eux aussi dégradés, mais sur un mode différent, celui de *l'individu problématique*.«³⁷

La sociologie du roman s'écartera de toute autre sociologie de la littérature – marxiste ou non – par une série d'affirmations fondamentales:

³⁵ Ibidem p. 24, 25.

³⁶ Ibidem p. 36.

³⁷ Ibidem p. 39.

a) L'œuvre littéraire n'est pas le simple reflet d'une conscience collective, réelle et donnée mais l'aboutissement à un niveau de cohérence très poussée des tendances propres à la conscience de tel ou tel groupe, conscience que Goldmann conçoit comme «une réalité dynamique orientée vers un certain état d'équilibre».

b) La relation entre la pensée collective et les grandes créations individuelles littéraires, philosophiques, théologiques, ... réside non pas dans une identité de contenu, mais dans une cohérence plus poussée et dans une homologie des structures, laquelle peut s'exprimer par des contenus imaginaires extrêmement différents de la conscience collective.

c) L'œuvre correspondant à la structure mentale de tel ou tel groupe social peut être élaborée dans certains cas bien rares, il est vrai, par un individu ayant peu de relation avec ce groupe. Pour le roman aussi, Goldmann maintient que le caractère *social* de l'œuvre réside surtout en ce qu'un individu ne saurait jamais établir par lui-même une structure mentale cohérente correspondant à ce qu'on appelle une vision du monde.

d) La conscience collective n'est ni une réalité première, ni une réalité autonome: elle s'élabore implicitement par le comportement global des individus participant à la vie économique, sociale et politique.

Romans de Malraux: de la crise des valeurs à la perspective communiste.

Goldmann s'est surtout attaché à rechercher les structures significatives immanentes aux romans de Malraux. Si ses premiers écrits – *Royaume farfelu*, *Lunes en papier*, *La tentation de l'occident* – affirment la mort des dieux et la décomposition universelle des valeurs, sous forme d'essais, les écrits suivants – *Les conquérants*, *La voie royale*, *La condition humaine* – créent «un univers à intention constitué d'êtres, imaginaires mais individuels et vivants». Ce qui domine les premiers écrits de Malraux, c'est une conscience très vive, comme en témoigne le *Royaume farfelu* – (1920–1927) – de l'effondrement des valeurs, et l'aspiration romantique à une valeur inconnue et inconnaisable.³⁸ Ce qui domine c'est le sentiment de la mort universelle des valeurs, la conscience de leur destruction future – dans la ville où arrivent les voyageurs, un marchand qui vendait des phœnix, en brûle sous leurs yeux – et la fuite de la vie. Les dieux sont devenus de simples jouets mécaniques. Goldmann remarque à juste titre qu'«un critique qui n'aurait entre les mains que ce seul texte y verrait sans doute le désenchantement superficiel et peut être purement verbal d'un adolescent à la fois très doué et trop préoccupé de sa propre personne».³⁹ En fait, Malraux ressentait à travers sa sensibilité aigüe et malade la crise intellectuelle et morale du monde occidental.

³⁸ Goldmann rapproche à juste titre le symbole de la «Princesse de Chine» de la *Fleur Bleue* des Romantiques Allemands.

³⁹ S. R. p. 70.

La même vision se retrouve dans *Lunes en papier* paru en 1920. L'influence de la littérature d'avant-garde – sans doute Dada et les premiers surréalistes groupés autour de Tzara – y est sensible. La victoire sur la mort, victoire ultime, apparaît inutile et sans signification. Tous ces thèmes sont repris sous une forme plus complète dans *La tentation de l'occident*. La plus grande partie de l'ouvrage concerne la crise de la culture occidentale mais aussi la crise complémentaire que subit la culture chinoise. Pour Malraux cette crise se manifeste par une crise des valeurs individuelles et des espoirs qui les étayaient, une crise de l'action et de l'amour, dans laquelle ne survit qu'une seule attitude: la connaissance.

Les Conquérants marquent un saut qualitatif essentiel par rapport à ces premiers écrits. Goldmann résume très bien cette évolution:

»le romancier Malraux, entre *Les Conquérants* et *la Condition humaine*, est un homme qui croit à des valeurs universelles bien que problématiques. L'écrivain Malraux du *Temps du mépris* et de *l'Espoir* est un homme qui croit à des valeurs humaines universelles et transparentes, bien que hautement menacées. L'auteur des *Noyers de l'Altenburg*, ouvrage qui se situe entre la création littéraire et la réflexion conceptuelle, est un homme qui raconte sa désillusion et cherche encore un fondement à sa foi en l'homme«.⁴⁰

Une même structure unit *les Conquérants* et *La Voie royale*. Ces deux romans classent Malraux parmi les grands écrivains du 20^{ème} siècle car »ils apportent une solution neuve et originale aux problèmes les plus importants qui, sous des formes différentes et complémentaires, se posait aussi bien à la philosophie qu'à la littérature occidentale de l'époque: celui de donner une signification à la vie à l'intérieur de la crise générale des valeurs.«⁴¹ Remarquons toutefois que Malraux présente, jusqu'à *la Condition humaine* une solution sur le plan individuel: ce n'est qu'à partir de ce roman qu'apparaît le »personnage collectif«. Ce qui constitue l'originalité *des Conquérants*, c'est que »dans le monde passif et en décomposition que Malraux avait décrit dans ses ouvrages précédents, quelque chose apparaît qui ramène la vie et constitue une nouvelle valeur: l'action est plus précisément l'action révolutionnaire et historique.«⁴² Sans doute, ne s'identifie-t-il pas à ce monde – Garine n'est ni chinois ni révolutionnaire professionnel – mais il est le héros du roman car il donne à sa vie une signification et une valeur, et c'est la rencontre avec le communisme qui constitue cette possibilité de redonner un sens à la vie. Sur ce point on peut comme le fait Goldmann rapprocher Malraux de Victor Serge (mais avec beaucoup de prudence, par respect pour la mémoire de Victor Serge), car ils sont les seuls grands romanciers à avoir fait de la révolution prolétarienne une structure de création littéraire. Le communisme est apparu d'abord à Malraux com-

⁴⁰ Ibidem p. 84.

⁴¹ Ibidem p. 85.

⁴² Ibidem p. 97.

me l'unique réalité authentique dans un monde en décomposition. Pourtant Malraux n'adhérera jamais au communisme ni dans ces trois premières œuvres romanesques – *Les Conquérants*, *La Voie Royale* et la *Condition Humaine* – ni dans son dernier ouvrage proprement littéraire – *Les Noyers de l'Altenburg* –, les œuvres les plus proches de la perspective communiste étant *l'Espoir* et *Le Temps du Mépris*.

La révolution chinoise a pris aux yeux de Malraux une importance particulière mais, comme l'écrit Goldmann:

»En parlant de la Chine, Malraux ne veut ni se réfugier dans l'exotisme ne décrire une situation particulière, mais parler de l'homme universel et, implicitement, de l'homme occidental de lui-même et de tous ses camarades«.⁴³

La Chine, Canton, les grèves et la lutte contre l'Angleterre représentent l'action historique et révolutionnaire universelle, l'action libératrice qui apporte à l'homme une nouvelle conscience de son existence et de sa dignité. Si les masses chinoises et indochinoises constituent l'horizon de l'action, trois figures incarnent l'idéal communiste comme autant d'éléments distincts ayant chacun une valeur humaine différente: Klein, Borodine, Nicolaïev. Klein est un militant dévoué, sans réserve, étroitement lié au peuple. Borodine est le chef révolutionnaire, l'homme d'action, pour qui l'action n'existe cependant que comme lutte contre l'oppression. Borodine est un révolutionnaire professionnel qu'on ne saurait transformer en homme d'état. Nicolaïev, limité et robuste, policier éternel, ne peut que remplir des fonctions utiles et n'a guère de valeur humaine. Hong et Tcheng-dai, dans les principes de l'action comme de la morale, incarnent le même idéalisme abstrait.

C'est l'action qui permet pour Malraux d'échapper à l'effondrement des valeurs, à la fascination de la mort et du néant, c'est la perspective du communisme qui donne la possibilité de justifier sa vie sans pourtant adhérer à la perspective réelle pour laquelle il se bat. Mais l'imminence de la mort séparera définitivement Garine du mouvement révolutionnaire en le rendant à sa solitude originelle.

Dans la *Voie Royale* le cadre général du récit est la lutte permanente entre le néant informe incarné par la végétation de la forêt tropicale et l'effort des hommes pour établir des formes significatives. On voit se préciser la distinction entre l'Aventurier et le Conquérant. Tous deux sont unis par leur mépris des conventions et de la société bourgeoise mais alors que l'Aventurier ne pense qu'à lui-même, au style du personnage qu'il incarne, le Conquérant au contraire s'engage dans la lutte effective et subordonne sa vie à l'idéal. Le sens de la vie tel qu'il apparaît dans *La Voie Royale* réside toujours dans l'action, seul moyen de dépasser la menace du néant. Mais lorsque l'on meurt, ou que l'on va mourir, on retrouve le même monde de l'absurde.

La *Condition Humaine* a aussi la révolution chinoise pour thème et plus précisément le conflit qui oppose les révolutionnaires de Shan-

⁴³ S. R. p. 103.

gaï et la direction du Parti et de l'Internationale qui leur demandent de ne pas résister à Tchang Kaï Tchek. C'est l'opposition de la communauté révolutionnaire et de sa valeur à la discipline. Peut être influencé par sa discussion avec Trostky, comme le suggère Goldmann, Malraux semble parfois s'approcher d'une perspective trotskyste. Mais ce qui est radicalement nouveau dans la *Condition Humaine* c'est que l'accent se trouve mis non plus sur la valeur individuelle mais sur la valeur de la communauté révolutionnaire symbolisée par Kyo, Katow et May, et les militants anonymes que les entourent. Les révolutionnaires de Shangai sont attachés à deux expériences fondamentales et contradictoires: le développement de la révolution et leur fidélité à la discipline de l'Internationale. Ecrite dans la perspective de Kyo, May et Katow la *Condition Humaine* met l'accent sur le sabotage de leur combat par la direction du Parti et la responsabilité de cette direction dans la défaite, la torture, le massacre des militants.

L'amour et la mort ont toujours une place essentielle dans les romans de Malraux mais dans la *Condition Humaine* ils ont une fonction totalement différente que dans *Les Conquérants*: il s'agit de relations authentiques – le combat et la fraternité – et non plus d'une fuite de l'angoisse et de la mort. Aussi Goldmann considère-t-il que l'histoire de Kyo et de May est l'une des plus belles et des plus pures histoires d'amour qui aient été écrites au 20^e siècle.

*
* *
*

Si *les Conquérants* et la *Condition Humaine* symbolisent l'apparition de la révolution prolétarienne dans l'horizon de la littérature française, Malraux ne s'identifiait aucunement au Parti Communiste qui dirigeait cette révolution. Le passage du roman de Garine à la communauté des révolutionnaires de Shangai constitue comme le remarque Goldmann un pas important vers une perspective révolutionnaire. Dans *Le Temps du Mépris* et *l'Espoir* il s'agit de l'acceptation intégrale du Parti Communiste. *Le Temps du Mépris* est le récit d'un épisode de la lutte révolutionnaire dans laquelle la dignité humaine, la communauté immédiate et la réconciliation de l'homme et de l'univers le réalise. Dans *l'Espoir* au contraire on trouve une valorisation consciente du Parti qui organise et dirige la lutte. On ne saurait méconnaître les raisons de cette évolution: l'ouragan fasciste qui ravage l'Europe a beaucoup contribué à rapprocher les intellectuels du communisme. Aussi, cette évolution du héros problématique vers la perspective révolutionnaire explique-t-elle aussi l'évolution de la forme littéraire: *le Temps du Mépris* et *l'Espoir* ne sont plus vraiment des romans, ils sont comme le dit Goldmann: «des formes intermédiaires entre l'épique et le lyrique». Le sens de la vie se trouve désormais identifié au lien de l'individu et de la communauté révolutionnaire. *L'Espoir* constitue dans l'œuvre de Malraux une étape nouvelle et fondamentale: celle de l'identification explicite avec les perspectives du Parti Communiste, en tant que parti qui s'oppose aux aspirations spontanées de la communauté révolutionnaire. A l'inverse de la *Condition Humaine* c'est à travers des yeux des dirigeants et non plus des

militants que l'action est considérée. *L'Espoir* est fondé tout entier sur l'opposition des deux partis fondamentaux qui s'affrontent: la barbarie du fascisme et l'humanisme du communisme qui seul peut créer la fraternité universelle, redonnant à chacun sa dignité. Il n'en demeure pas moins que *L'Espoir* est écrit dans une perspective stalinienne. L'ensemble des croquis qui composent le livre s'articule autour de deux messages fondamentaux:

1 - celui de la révolution espagnole, de l'anarchie à l'organisation, de l'apocalypse à la discipline, de la guérilla à l'armée;

2 - du personnage de Manuel, de révolutionnaire sentimental, plein d'amour et d'enthousiasme, au communisme conscient qui maîtrise ses sentiments et au chef militant.

Ainsi comme l'écrit Goldman:

«*L'Espoir* apparaît, inversement, comme un univers qu'on pourrait qualifier de post-épique dans la mesure où l'individu au lieu de se réaliser dans la communauté et de constituer avec elle une unité organique, se trouve nié dans sa spontanéité et sa plénitude par la discipline et l'organisation. Au fond, Malraux est passé, avec ces deux récits dont l'univers est centré sur la réconciliation entre l'individu et la collectivité, du stade antérieur à cette réconciliation à celui où il a fait de la technocratie politique et militaire le véritable sujet de l'histoire.»⁴⁴

LE THEATRE DE SARTRE: L'AMBIGUITE DE TOUTE ACTION POLITIQUE

Goldmann a consacré à Sartre au moins deux études fondamentales, la première est une discussion des thèses de la *Critique de la Raison Dialectique*,⁴⁵ la seconde est une approche structurale de son théâtre.⁴⁶ C'est cette seconde approche que nous évoquerons ici. A travers tous les développements de la pensée de Sartre, Goldman s'efforce de dégager tout d'abord plusieurs étapes fondamentales. Ainsi distingue-t-il au moins quatre périodes successives:

- la première comprend ses deux essais sur *l'Imagination*, et *l'Imaginaire*, ainsi que les quatre nouvelles réunies dans *Le Mur*.

- la seconde comprend *la Nausée* et *l'Être et le Néant*. Elle correspond à la naissance de l'Existentialisme que Goldman qualifie de «philosophie de la limite et de l'échec».

- la troisième correspond au projet de Sartre de concilier la liberté d'action de l'individu et la liberté d'autrui. Ce sont ces problèmes que tente de résoudre la *critique de la raison dialectique*.

L'ensemble de ces problèmes se retrouveront dans son théâtre que l'on peut sommairement diviser en deux cycles de pièces:

a) *Les Mouches*, *Morts sans sépultures*, *Huit Cloches*, qui mettent l'accent sur le problème de la relation entre le choix libre et son résultat effectif, entre les individus au sein de la communauté.

⁴⁴ Ibidem p. 238-239.

⁴⁵ M. S. 242-258

⁴⁶ S. M. p. 209-264.

b) *Les Mains Sales, Le Diable et le Bon Dieu, Les sequestrés d'Altona, Les Troyennes*, qui mettent au premier plan la nécessité pour le héros de choisir entre le moral et l'efficacité.

Si la période existentialiste était liée à la diffusion des idées de la Phénoménologie allemands (Husserl, Heidegger), et de Hegel,⁴⁷ il est incontestable que le fondement historique de la troisième période des écrits de Sartre demeure l'expérience de la guerre et de la résistance, comme en témoignent par exemple *l'Existentialisme est un Humanisme, les Chemins de la Liberté et Les Mouches*. Comme l'écrit Goldmann:

»Les événements historiques ont ramené Sartre à renoncer à l'amoralisme cartésien de *l'Être et le Néant*, et à introduire les problèmes de la cité ainsi que la distinction entre le Bien et le Mal – philosophiquement la problématique de Kant, Hegel et Marx – dans le cadre général de sa philosophie.«⁴⁸

*
* * *

Les Mouches, dernier épisode de l'Orestie, est une transposition à peine voilée de la France Pétainiste. Oreste – dans sa version moderne – s'est libéré des croyances traditionnelles et ne désire plus obéir à des principes auxquels il ne trouve aucune justification. Revenu à Argos il découvre son véritable chemin. Comme dans la légende grecque, il tuera Egisthe et Clytemnestre, mais pour des raisons bien différentes. Il ne s'agit plus pour lui de venger son père, mais d'affirmer sa liberté en tuant le tyran et en assurant la libération de sa sœur et de ses frères, d'Électre et des habitants d'Argos. C'est à partir de l'acte trois qu'apparaît vraiment la problématique existentialiste: Oreste a enfin trouvé le sens de sa vie, il est devenu un homme libre en s'engageant pour la lutte pour la libération d'Argos mais son acte ne libère lui-même.

Huit Clos, et *Mort sans Sépulture* sont également centrés autour de ce problème. *Huit Clos* c'est l'univers où il n'est plus possible de donner un sens à sa vie. L'enfer selon Sartre: n'est pas un lieu de tortures, physiques ou morales, des damnés, c'est la situation dans laquelle l'homme n'est pas capable de choisir sa liberté et par cela même – nous le savons depuis *Les Mouches* – de ce dresser solitaire face aux autres qui ne peuvent participer ni à son engagement ni à son acte.⁴⁹

C'est encore le problème des rapports entre l'individu et la communauté qui se trouve au centre de *Morts sans sépulture* (pièce que Goldmann qualifie de »la plus faible de Sartre«). La raison de cet échec semble liée au contraste entre la complexité des problèmes posés et le schématisme de la réalisation. Le seul intérêt de cette pièce littérairement faible, c'est de faire apparaître l'idée d'un sujet trans-individuel au niveau d'un petit groupe de gens engagés dans une même action.

⁴⁷ En particulier le livre de Jean Wahl: *Le Malheur de la Conscience dans la philosophie de Hegel*.

⁴⁸ S. M. p. 219.

⁴⁹ S. M. p. 228.

Ainsi se trouve exprimé concrètement le thème de »l'équipe« que Sartre, dans *l'Etre et le Néant* attribue à tort à Heidegger. Goldmann remarque que: »dans sa négation de toute possibilité de communauté authentique, Heidegger avait développé sa démonstration dans une polémique permanente et continuelle contre la philosophie du sujet collectif, contre la philosophie de Lukàcs qu'il ne nommait pas. Il me semble vraiment remarquable que, sans en avoir aucune information explicite, Sartre ait senti en filigrane dans le texte heideggérien la possibilité de la philosophie de ce partenaire et adversaire non nommé, même s'il en a tribué la paternité à Heidegger«. ⁵⁰

*
* *
*

Le second cycle de pièces à thèmes philosophico-politiques est constitué par *Les Mains Sales*, *Le Diable et le Bon Dieu*, *Les Sequestrés d'Altona*. Le problème fondamental n'est plus celui du rapport de la communauté et du sujet trans-individuel, mais celui de l'impossibilité de concilier les exigences également inexorables de l'efficacité de la morale. Pourtant Sartre n'aboutit pas à une vision tragique du type de celle de Pascal, Racine ou même Kant, mais propose un double choix:

– celui de Hugo et Goetz qui se fonde sur les valeurs auxquelles il renonce.

– celui des *Sequestrés d'Altona* où le suicide apparaît lié au caractère illusoire et insuffisant de l'alternative proposée.

Si l'horizon historique des *Mouches* était celui de l'occupation allemande, c'est le meurtre de Trotsky qui a donné à Sartre le thème des *Mains Sales*. L'axe central de la pièce est le conflit entre l'exigence morale et l'exigence politique et l'impossibilité de les concilier. La fausse morale, qui confond l'éthique et la politique, se limitant à une admiration aveugle de l'autorité, est incarné par Hugo. La politique fausse, étrangère à toute réflexion authentique est incarnée par Louis et Olga. Chargé de tuer Hoederer dont la politique »gauchiste« va contre la ligne du Parti, Hugo hésite et, fasciné par sa future victime,

⁵⁰ S. M. p. 235. Cette affirmation de Goldmann me semble assez peu vraisemblable. On sait pourtant que c'est là l'une des thèses fondamentales qu'il n'a cessé de défendre à propos de l'Existentialisme. Selon lui *l'Etre et le Temps* de Heidegger serait une polémique constante contre Lukàcs et *Histoire et Conscience de classe*, bien que celui-ci ne soit jamais nommé. Goldmann s'appuie sur la présence du mot *réification* (*Verdinglichung*) comme preuve de l'influence de Lukàcs sur Heidegger. Il avait presque réussi à en convaincre Lukàcs. Mais une telle influence nous semble des plus problématiques. Il n'y a aucun rapport entre la problématique de *l'Etre et le Temps* et celle de *Histoire et Conscience de classe* et Heidegger nous a confirmé lui-même qu'il n'avait jamais lu Lukàcs à cette époque. On peut même dire que Heidegger ne connaît de Lukàcs que les attaques violentes qu'il a lancées contre lui au moment de la seconde guerre mondiale (*La destruction de la Raison*), et il nous semble à peu près certain que Heidegger n'a jamais réellement lu *Histoire et Conscience de classe*. On sait que l'un des derniers cours de Goldmann portait précisément sur Lukàcs et Heidegger. Il nous est impossible de reprendre cette polémique tragiquement interrompue par la mort soudaine de Goldmann et qui mérite d'être élucidée.

est prêt à collaborer avec elle. Il tuera Hoederer, non par passion politique, mais par jalousie, parce qu'il pense que celui-ci l'a joué. Quelques années plus tard, lorsque le Parti appliquera la politique préconisée jadis par Hoederer, Hugo deviendra un témoin gênant. On tente de le tuer mais Olga obtient un sursis pour le »récupérer« et lui faire reconnaître que son crime fut commis par jalousie. Hugo n'en sait rien. Le sens de ce meurtre, c'est celui qu'il lui donnera. Entre la politique et la morale, Hugo choisit la morale tout en sachant que ce choix signifie sa mort.

Ainsi Sartre choisit-il la morale contre la politique. Mais il s'approche profondément de la politique, si bien qu'on pu voir dans cette pièce une apologie du communisme. Si Sartre ne rejoindra jamais les rangs du Parti il écrira peu de temps après un essai célèbre *Les Communistes et la Paix* qui marque sans doute l'apogée des relations de Sartre avec le communisme.

Le Diable et le Bon Dieu est centré autour du même problème que les *Mains Sales*, mais le choix est celui de la politique contre la morale. Il se présente brièvement à la fin de la pièce: contrairement à Hugo, Goetz a trouvé sa voie en renonçant à la morale pour se conduire en politique. Il accepte l'engagement réel, les compromis et les meurtres que se choix implique.

Il faudra attendre les *Sequestrés d'Altona* pour que le problème de l'engagement soit à nouveau posé par Sartre à travers le problème de la torture. La pièce se comprend à trois niveaux différents: la barbarie hitlérienne, la torture en Algérie, la torture dans les prisons et les camps staliniens. Ce n'est plus seulement l'individu, c'est l'histoire qui se trouve maintenant mise en question. Individualisme, engagement, morale, politique, tout l'édifice se trouve ébranlé. Ce qui semble demeurer chez Sartre, c'est l'écrivain: l'écrivain qui s'interroge sur le sens de son projet d'écrire, de dévoiler. Etait-ce un retour en deça de la sphère politique? Beaucoup l'ont cru et s'en sont félicités. Ils ont eu tort. Après la dénonciation de la cruauté de la barbarie dans son adaptation des *Troyennes*, Sartre s'engagera dans la lutte contre la répression – non seulement la violence universellement condamnée par le *tribunal Russel*, celle de l'Amérique au Vietnam mais aussi la violence plus sournoise de notre société démocratico-policière. Aussi ne peut-on que souscrire au jugement final de Goldmann:

»Faut-il encore ajouter que, malgré les cris et les protestations des conservateurs et des défenseurs de l'ordre, Sartre reste là aussi – comme dans toute son œuvre – une des grandes figures du XXe siècle, un de ceux qui ont aidé le plus leurs contemporains à prendre conscience des valeurs fondamentales, à ne pas oublier, dans le train de la vie quotidienne et de leurs rapports avec les institutions et le pratico-inerte, la défense de ce qu'il appelle »le dialectique«, la défense de la liberté?«⁵¹

⁵¹ S. M. p. 264.

LE NOUVEAU ROMAN: FAUSSE AVANT-GARDE MAIS VRAI MIROIR
D'UNE SOCIÉTÉ REIFIÉE

«On a beaucoup parlé de problèmes techniques à propos des romans de Robbe-Grillet. Peut-être est-il temps de parler de leur signification».

*Structures Mentales et Création
Culturelle* - p. 187

«On n'y trouve même pas ébauchée (dans *Les Gommes*) la possibilité, que cet univers refuse et nie, d'un autre monde dans lequel des forces tout aussi nuisantes pouvaient s'attacher à conduire les Dupont non pas à la mort mais à la vie, et même à une vie plus authentique et plus riche».

Marxisme et Sciences Humaines
- p. 52-53

Pour comprendre l'apparition du «Nouveau Roman», selon Goldmann il faudrait pouvoir suivre l'évolution de la littérature européenne depuis Kafka. À partir de Kafka en effet le contenu essentiel de la littérature - dénominateur commun de toutes les œuvres les plus importantes - est constitué par l'absence:

«Absence de quoi? De l'essentiel, absence de tout ce qui pourrait être important pour la vie et l'existence des hommes. Ce thème, sous des formes différentes et sans qu'il soit au centre même des œuvres, est d'ailleurs ancien, et toute l'histoire de la culture occidentale du XX^e siècle, ne saurait être écrite d'un point de vue scientifique tant qu'on n'aura pas entrepris une étude génétique des différentes modalités prises par le thème de l'absence et de son conditionnement psycho-sociologique».⁵²

Dans son contexte le plus général, l'apparition du Nouveau Roman pose le problème de la structure même de l'histoire: sommes-nous parvenus à une étape transitoire ou bien à une sorte de fin de l'histoire? En fait, Goldmann pose à propos du Nouveau Roman les mêmes questions que Marcuse dans *l'Homme unidimensionnel*: Il s'agit de savoir si la société moderne parvient à créer «un cadre social à tendance universelle à l'intérieur duquel un progrès technique rapide doublé d'un progrès matériel plus ou moins généralisé pourrait être réalisé qui réduirait à néant les relations *qualitatives* entre les hommes autant qu'entre les hommes et la nature, relations qui étaient le facteur principal de la transformation sociale dans les sociétés antérieures».⁵³ C'est dans ce contexte que l'apparition du Nouveau Roman constitue un phénomène, non seulement littéraire mais social, important: il reflète l'incapacité de formuler ou même d'apercevoir des valeurs acceptables au nom desquelles une critique de la société soit possible. Aussi, l'anxiété devant l'absurdité du monde devient-elle une catégorie fondamentale de la littérature moderne, de Kierkegaard à Kafka, en passant

⁵² S. M. p. 180.

⁵³ S. M. p. 184.

par l'Existentialisme, l' *Etranger* de Camus et la *Nausée* de Sartre. C'est au terme d'une telle évolution que les romans de Robbe-Grillet prennent place. Goldmann repousse deux objections traditionnelles adressées au Nouveau Roman:

- Si l'œuvre de Robbe-Grillet suscite l'ennui par sa monotonie, c'est qu'en écrivant réaliste il y a transposé cette société.

- Son œuvre ne se limite pas à un jeu formel d'objets: elle reflète la situation fondamentale de l'existence moderne et de son aliénation.

Robbe-Grillet a fourni une étonnante illustration de ce que Marx annonçait déjà en 1867: la société capitaliste dans son fondement économique ne peut éviter, mais l'exige nécessairement, que la vie des hommes perde progressivement ses caractères spécifiques et tende à ressembler dans le secteur de l'économie à l'univers des choses. Les relations humaines ressemblent désormais à de simples relations entre des objets, des marchandises, et c'est ce fétichisme de la marchandise, dénoncé par Marx, que Lukàcs analysera à travers le concept de *réification*. Goldmann remarque à juste titre que ce concept de réification peut seul rendre possible une approche véritable des romans de Robbe-Grillet. Car l'univers de Robbe-Grillet c'est avant tout un univers humain devenu un univers d'objets, un univers réifié:

»Est-ce la faute de l'écrivain, s'il n'a d'autre alternative que de parler d'un monde ennuyeux où les choses prédominent et prennent le pas sur l'homme ou de faire une œuvre anecdotique et sans importance? Le seul moyen de prouver que Robbe-Grillet a tort serait de décrire une réalité humaine positive, de faire l'histoire de deux êtres qui s'aiment, ou celle d'une grève, d'une révolte, d'un acte de générosité, d'un mouvement de foule, dans une œuvre importante qui prenne place dans la culture universelle. Or qui y est parvenu?⁵⁴

C'est l'effondrement des illusions des romans de Malraux qui justifie l'apparition du Nouveau Roman. *La Condition Humaine* était liée à l'espoir qu'avait fait naître la révolution chinoise. Le Nouveau Roman est là pour témoigner de la toute puissance du système capitaliste. L'œuvre de Robbe-Grillet ne peut se comprendre hors de cette structure. La nécessité inéluctable et mécanique du crime des *Gommes* reflète celle d'un univers qui régit les relations des hommes aux choses »comme une machine moderne contrôlée par des mécanismes d'auto-régulation«. *Le Voyeur* n'est pas le simple récit de l'assassinat d'une petite fille. Le meurtrier est lui-même inséré dans l'ordre des choses: tous les habitants de l'île sont des voyeurs. Dans la mesure où la petite fille assassinée ne leur ressemblait pas, ils sont presque heureux de sa disparition. L'univers est tout entier constitué de voyeurs passifs qui ne tentent aucunement de transformer leur existence qualitativement et de la rendre plus humaine. Les mêmes mécanismes que dans les *Gommes* sont à l'œuvre dans les autres romans de Robbe-Grillet: par l'auto-régulation la société est capable d'intégrer ou d'éliminer tout élément qui tendrait à briser son ordre. Aussi, comprend-on que le

⁵⁴ S. M. p. 186.

thème central des romans de Robbe-Grillet soit la disparition de toute action individuelle. Le crime contre l'humanité fait partie de l'ordre existant, de même que les auto-régulations criminelles. Le voyeurisme dans une »société du spectacle« est un phénomène normal. Ce n'est pas à l'égard du meurtre de cette petite fille que les hommes sont devenus voyeurs mais à l'égard de la vie elle-même. La réification – apolitisation, amoralisation, désacralisation, déshumanisation – n'en sont que les conséquences immédiates. C'est encore cette réification qui constitue le thème du troisième roman de Robbe-Grillet analysé par Goldmann: *La Jalousie*. Ici encore, les actes humains perdent leur sens, les sentiments s'effacent, les hommes ne sont plus que des choses: »L'important, cependant, au delà de ces détails, c'est la structure d'un monde dans lequel les choses ont gagné une réalité autonome, dans lequel les hommes, loin de les maîtriser leur sont assimilés et dans lequel les sentiments n'existent sur le monde positif que dans la mesure où ils peuvent encore se manifester à travers la réification«.⁵⁵ En ce sens, la tentative de Robbe-Grillet est infiniment plus radicale que celle de Kafka, Sartre et Camus, qui se réclament encore de valeurs humanistes. La froideur du monde de Robbe-Grillet c'est celle du nôtre. Derrière les fictions littéraires, elle éclate, toujours obsédante.

L'angoisse que suscite la réification se retrouve encore dans *Le Labyrinthe* où pour la première fois semble apparaître un jugement humain, mais elle est immédiatement réintégrée au monde des choses. Dans *l'Année Dernière à Marienbad* l'angoisse semble laisser place à un faible espoir:

»Le château baroque de Marienbad est, transposé au cinéma, le même monde vide de la mort où rien n'arrive jamais, où on se livre à des jeux que tout joueur peut perdre, mais où ce sont pourtant toujours les mêmes qui gagnent et toujours les mêmes qui perdent (bien que ces derniers ne soient pas présents dans le film), un monde dans lequel deux êtres posent encore le problème de l'espoir. Or, l'espoir et l'angoisse ne sont que les aspects subjectifs d'une réalité dont l'aspect ontologique est le temps et cela, non seulement selon la dimension du futur, mais selon toutes les dimensions, donc aussi selon *celle du passé*«.⁵⁶

Dans cet univers de Robbe-Grillet – monde d'indices, de coïncidences, de témoignages incompréhensibles, – il est impossible de savoir ce qui s'est réellement passé à Marienbad, si les événements sont de vrais événements ou des pseudo-événements dépourvus de signification. Rien ne permet d'établir la vérité d'une action dénuée de sens. Comme l'écrit Goldmann: »le fait que l'homme et la femme se sont ou ne sont pas rencontrés dans le passé dépend *uniquement* du caractère fondé ou illusoire de l'espoir qui semble vivre encore dans leurs consciences et dont le statut constitue le problème central du film«.⁵⁷

⁵⁵ S. M. p. 196-197.

⁵⁶ S. M. p. 199.

⁵⁷ S. M. p. 199-200.

Peut-être parviendroient-ils à échapper en partie à l'univers de la réification, en trouvant un espace de vie authentique (dans le film: le Jardin), une vie où de vrais événements et de vrais sentiments pourraient se produire. Mais il demeure certain qu'ils se sont connus à Marienbad: les personnages ont été tenté – avec la même honnêteté que celle de Robbe-Grillet – de découvrir cet autre lieu, de chercher cette autre vie sans pour autant qu'ils puissent se représenter en quoi cette vraie vie consisterait. Comme le château le jardin ressemble – avec ses statuts figées et ses dalles de marbre – à un cimetière.

LE THEATRE DE JEAN GENET: DE LA GUERRE D'ALGERIE A MAI 68

Jean Genet est l'un des rares grands écrivains français à être issu du sous-prolétariat, du monde des petits voleurs et des homosexuels et la transposition de toutes ses expériences personnelles semblerait inviter à une compréhension de type psychologique ou psychanalytique. Pourtant dans la remarquable étude que Goldmann a consacré au théâtre de Jean Genet, il s'écarte délibérément d'une telle interprétation pour interroger son œuvre poétique comme l'expression d'un refus total de la société.

Les pièces de Genet, selon Goldmann résultent de la rencontre entre »le non radical du poète sous-prolétaire qui, comme il le dit lui-même. n'ayant aucune revendication à présenter à la société existante, ne se révolte nullement contre elle« et »la conscience centrée précisément sur de telles revendications«. Ce qu'il y a de profondément original dans l'approche de Goldmann, c'est qu'il tente de lire en filigrane les préoccupations essentielles de toute la gauche européenne.

Toutes les œuvres de Genet – *Haute Surveillance*, les *Bonnes*, *Le Balcon*, *Les Nègres*, *Les Paravents*, – expriment un seul et même problème de plus en plus complexe. *Haute Surveillance* appartient encore à l'univers poétique du sous-prolétaire non conformiste. C'est l'histoire de la lutte de l'individu pour sa reconnaissance dans un monde où »n'est moralement valable que ce qui est condamné par la société réelle, et d'autant plus valable que cette condamnation est plus rigoureuse et plus forte.⁵⁸ Aussi l'univers se divise-t-il en deux catégories d'hommes: les faibles, les petits voleurs et les escrocs d'une part, les forts, les assassins naturels, tous ceux dont le caractère criminel est volontairement assumé d'autre part. Tout y est moral, mais en négatif. Dans les *Bonnes*, l'univers de Genet devient plus complexe. Bien qu'aussi radicale et anticonformiste que *Haute Surveillance* et celles qui la suivent, cette œuvre de Genet montre que le problème essentiel s'est déplacé. Ce n'est plus l'univers marginal du sous-prolétaire exclu de la société qui constitue la trame de l'action mais l'opposition entre deux mondes: celui des *Bonnes* et de *Madame*. Nous rencontrons pour la première fois chez Genet, la structure dans laquelle se joueront les autres pièces – *Le Balcon*, *Les Nègres* et *Les Paravents* – un univers

⁵⁸ S. M. p. 307.

où l'opposition centrale est celle des dominants et des dominés, des exploités et des exploités, un rapport dialectique de haine et de fascination.

La haine est fondamentale et primaire. Elle ne devient haine amoureuse que par la fascination que les dominants exercent sur les dominés, à partir de l'impossibilité pour ces derniers de les vaincre. Jusqu'aux *Nègres*, la puissance des dominants est inébranlable et absolue. Rien ne peut la vaincre: on ne peut tuer Madame, dans le *Balcon* la révolte est vaincue, seuls les *Nègres* introduisent l'espoir et la possibilité de vaincre les exploités. Mais cette victoire ne deviendra réalité que dans les *Paravents*. Comme l'écrit Goldmann:

»L'action de ces pièces se déroule ainsi dans un univers statique et insuffisant, un univers dont l'insuffisance est cependant compensée par le fait que les dominés s'identifient dans un rituel imaginaire soit aux dominants, soit à des dominés qui seraient capables de mettre fin par la violence à cette domination. C'est ainsi que les valeurs que les hommes ne sauraient trouver, dans leur essence pour ainsi dire pure et platonicienne, dans la réalité peuvent être réalisées par les dominés dans l'imagination et seulement dans l'imagination«.⁵⁹

Dans les *Bonnes*, Claire joue Madame et Solange joue Claire. Dans le *Balcon* de petits employés jouent un évêque, un juge, un général. Dans les *Nègres*, les noirs jouent au balcon les Blancs, et, sur la scène, en bas, le meurtre imaginaire d'une femme blanche. Dans les *Paravents*, avant que la révolte n'éclate, Saïd joue au fiancé, chargé de cadeaux, et c'est Wanda – devenue prostituée parfaite – qui permet »aux opprimés de ritualiser dans l'imaginaire le rapport poétique et intensément vécu de l'homme avec la femme«.⁶⁰

Tel est le décor dans lequel se situe l'action de tout le théâtre de Genet.

Goldmann s'est surtout attaché à analyser les structures de plusieurs de ces pièces. Ainsi l'univers de *Haute Surveillance* apparaît-il comme relativement simple: c'est l'homologue de la société bourgeoise, telle qu'elle veut être, mais affectée de signes contraires. Au centre se trouve l'amour mais homosexuel, la valeur et la reconnaissance sont fonction du caractère dangereux de la vie menée, mais l'héroïsme est l'héroïsme du mal: c'est le crime et l'assassinat qui entraînent la condamnation et l'exécution. Toute la pièce est dominée par une morale romantique mais un romantisme du crime. L'élite est seulement inversée: c'est l'ensemble du prolétariat non intégré à la société.

L'univers des *Bonnes* est plus structuré, moins romantique et plus proche de la réalité. C'est un univers divisé: d'une part les puissants, vivant dans le mensonge et le bavardage, mais immuables (Madame et Monsieur), d'autre part les Bonnes, authentiques, vivant intensément, haïssant et admirant leurs maîtres. Cet univers est étonnamment complexe, tout y est à la fois négatif et positif, la seule valeur authen-

⁵⁹ S. M. p. 309.

⁶⁰ S. M. p. 309.

tique est la réalisation imaginaire dans la fascination et la haine. Se méprisant et se haissant elles-mêmes, pleines de haine pour Madame et fascinées par elle, c'est le rituel qu'elles jouent sans cesse qui donne un sens à leur vie et elles ne pourront vaincre la marionnette qui est Madame, quand allant vers la mort et la prison:

»L'ouvrage est une pièce statiquement dialectique du désespoir. En intériorisant l'opposition qui lui paraît encore insurmontable entre dominés et dominants, Genet, l'outsider non conformiste, est devenu un pessimiste radical pour lequel l'art et l'apparence peuvent seuls constituer une compensation esthétique à une réalité mensongère et insuffisante. Sa perspective, à la fois classique et désespérée, pourrait être condensée par la paraphrase d'un vers célèbre de Goethe »c'est dans l'apparence sombre que nous avons la vie«. ⁶¹

Il faudra attendre *Le Balcon* pour voir la réalité sociale et politique intégrée au théâtre de Genet. C'est toujours la même maison d'illusions qui nous est présentée, cette société de petites gens jouant tristement avec la réalisation de leurs rêves. Tout aulong des scènes qui nous sont présentées surgissent dans une étonnante beauté les lois fondamentales de l'univers poétique de Genet. Les dominants ne peuvent exister dans les dominés, le seigneur ne peut exister par la voleuse qu'il condamne et l'esclave sans la maîtresse qui le fouette. Mais on apprend bientôt qu'une révolte a éclaté dans la maison des illusions. Comme l'écrit Goldmann:

»La lutte des révoltés contre le balcon constitue une lutte entre la mort et la vie, entre l'ordre à l'intérieur duquel les valeurs n'existent que dans l'imaginaire et le rituel, et la tentative de créer un ordre nouveau dans lequel ces valeurs pénétreraient la vie elle-même et dans lequel la fuite dans l'imaginaire ne serait plus nécessaire, parce que la vie serait devenue authentique«. ⁶²

Mais la révolte sera elle-même condamnée parce qu'elle s'est divisée en deux fractions antagonistes. L'une s'en va vers la liberté et l'imaginaire alors que l'autre s'organise de manière désespérée et répressive. C'est encore le désespoir qui l'emporte mais désormais la réalité sociale est entrée dans le théâtre de Genet avec son angoissante complexité,

Une autre étape décisive sera franchie dans *Les Nègres*. Il ne s'agit plus d'une synthèse de haine et de fascination comme dans les Bonnes mais de la haine des Blancs comme sentiment authentique et vrai. Goldmann a tenté d'élucider la perspective dans laquelle les Bonnes, le Balcon, Les Nègres avaient été écrits. S'agit-il d'une perspective individuelle – celle de Genet, délinquant, homosexuel et poète – ou de la vision du monde d'un groupe social donné? Goldmann émet l'hypothèse suivante:

⁶¹ S. M. p. 315.

⁶² S. M. p. 317.

»il nous semble pour le moins possible que la structure fondamentale de ces trois pièces corresponde à la structure mentale et psychique qui n'est pas toujours exprimée, d'une partie importante qui n'est pas toujours exprimée, d'une partie importante de la gauche radicale française; structure psychique dont la vision du monde en cours d'élaboration serait constituée entre autres, par cinq éléments principaux:

1) l'affirmation de l'existence d'une opposition radicale entre les classes, et de la nécessité de maintenir et d'accentuer cette opposition;

2) la reconnaissance de l'impossibilité de vaincre par la violence les couches dominantes de la société occidentale et avant tout l'absence de toute perspective révolutionnaire à l'intérieur de cette société;

3) la fascination exercée par la réussite politique des technocrates du capitalisme d'organisation et de la couche qui le dirige et le construit;

4) la condamnation morale et humaine de la réalité sociale créée par cette couche technocratique, à savoir le capitalisme d'organisation moderne;

5) la justification de l'opposition radicale et de la lutte contre cette société au nom de valeurs morales, esthétiques et humaines qui naissent dans la conscience, dans l'imagination et dans le vécu à partir du refus de la compromission et de l'oppression, et que souvent peuvent encore donner un sens à la vie dans une société fondée sur le compromis, sur la domination d'une minorité, sur le mensonge et le déclin de la vie culturelle.⁶³

Cette hypothèse, si elle est exacte, confirme l'impossibilité de séparer grande œuvre littéraire ou poétique de la réalité historique – et aussi de l'analyse structurelle de la vie culturelle. Bien plus, on peut dire avec Goldmann, que l'œuvre littéraire »constitue un moyen d'accès particulièrement efficace à la compréhension des structures de la conscience et de la pratique des groupes sociaux existants«. ⁶⁴ C'est ce que montre d'une manière étonnante, *Les Paravents*, la dernière et la plus intéressante pièce de Jean Genet, une des rares œuvres du théâtre contemporain qui prenne pour thème »la foi dans les possibilités de l'homme de résister à l'ordre et à la contrainte«. ⁶⁵

L'action se déroule en Algérie et a pour arrière plan la lutte victorieuse du peuple algérien. Les quatre étapes évoquées par Genet symbolisent un progrès dans le développement de la société et une radicalisation progressive du héros. Nous retrouvons encore l'ordre des dominants et des dominés, les scènes de rituel, mais aussi la haine révolutionnaire qui fera naître un nouvel ordre dans lequel, il n'y aura plus ni dominants, ni dominés, ni oppresseurs, ni opprimés.

⁶³ S. M. p. 328.

⁶⁴ S. M. p. 329.

⁶⁵ Ibidem p. 329.

Genet ne pose plus seulement le problème du sens et de la valeur des ordres sociaux, celui du moraliste anti-conformiste, exclu de la société, de la fascination entre les dominants et les dominés: c'est le mouvement même de la révolte et de la libération que Genet porte sur la scène, et Goldmann a tout à fait raison de lier l'évolution de Genet à celle de toute la gauche européenne, de la révolte victorieuse de l'Algérie:

»Les trois ordres de la pièce correspondent à trois concepts fondamentaux de la pensée socialiste européenne: la société de classe basée sur l'oppression, la société née de la victoire de la révolte et du mouvement de libération, qui a supprimé l'oppression de classe, mais qui est encore fondée sur la contrainte, et l'image d'avenir d'une société sans classes et sans contrainte qui occupe dans la pensée socialiste la place du Royaume des Ciel dans l'eschatologie de la pensée chrétienne.«⁶⁶

D'ailleurs, le jugement que Goldmann porte sur le théâtre de Genet paraît à de nombreux égards prophétiques:

»Dans le théâtre d'avant garde français, *Les Paravents* sont la première pièce importante qui nous dit la force et les possibilités encore intactes de l'homme et qui, si paradoxale que puisse paraître cette affirmation, met en scène un héros – dans sa négativité et à travers sa négativité – en dernière instance positif«⁶⁷

et il ajoutait:

»*Les Paravents* ne sont-ils qu'un phénomène isolé et accidentel? Sont-ils déjà la première hirondelle qui annonce l'arrivée du Printemps, représentent-ils un tournant dans la vie intellectuelle et sociale actuelle? Si, importante que soit cette question, elle est certainement prématurée et personne ne saurait y répondre dès aujourd'hui«.

C'était ... en 1966!⁶⁸

⁶⁶ Ibidem p. 337.

⁶⁷ Il est remarquable que Goldmann, à travers l'analyse d'une oeuvre littéraire comme *les Paravents* de Genet ait pu entrevoir la possibilité d'une crise sociale aussi importante que celle qui éclata en mai 1968, avec deux années d'avance, alors que la plupart des sociologues, empiriques, malgré leurs enquêtes, leurs méthodes »scientifiques«, leurs immenses ressources n'ont pas été capables d'entrevoir cette crise, mais encore ont brillamment montré qu'elle était impossible! Ceci devrait conduire les plus lucides à s'interroger sur la valeur de telles recherches sociologiques et l'importance exorbitante – théorique et financière – qu'on leur accorde.

⁶⁸ S. M. p. 337.

«Car, la première exigence d'une étude positive et scientifique est de tenir compte de l'oeuvre entière et non seulement de certaines parties qui s'insèrent avec plus ou moins de facilité dans telle ou telle interprétation».

Structures mentales et création culturelle, p. XII

C'est encore à partir du théâtre de Jean Genet, des *Nègres* plus particulièrement, que Goldmann a tenté d'illustrer l'idée de prolonger la recherche des structures significatives d'une oeuvre littéraire, d'une recherche des *micro-structures*. Cette méthode – que Goldmann n'a pas eu le temps de développer longuement – n'a été appliquée qu'aux 25 premières répliques des *Nègres* et a été prolongée par une étude de quelques poèmes de Saint John Perse. La complexité extrême de cette méthode rend son exposé difficile. Aussi ne pourrions-nous n'en donner ici que quelques brefs exemples, renvoyant le lecteur aux études que Goldmann lui a consacré.⁶⁹

Le but initial de Goldmann semble être de contrôler méthodiquement l'analyse globale du théâtre de Genet, en la confrontant à chacune de ses pièces, analysée réplique par réplique: il s'agissait de «recenser les répliques qui s'inséraient difficilement ou pas du tout, dans notre analyse, ainsi que les éléments et les relations que nous n'avions pas vus et qui présentaient une certaine fréquence dans le texte. Ceci devait nous permettre de modifier éventuellement notre modèle interprétatif de manière à établir son accord avec toutes les répliques de la pièce et de donner une nouvelle dimension à notre analyse en établissant la fréquence et le points des différents éléments et relations qui constituaient le modèle global».⁷⁰ Il est bien évident qu'un tel travail posait des problèmes presque insolubles au niveau d'une recherche individuelle et justifiait pleinement le principe de la recherche collective que préconisait Goldmann. Néanmoins, Goldmann est parvenu à montrer que nous trouvons en 8 pages:

- dans une indication de mise en scène, un modèle réduit du rituel qui constitue l'élément qualitativement et quantitativement le plus important de l'ensemble de la pièce.
- puis trois autres modèles réduits un peu plus détaillés du même rituel dans les 25 répliques qui constituent l'ensemble de cette partie introductive.

Ce qui caractérise chacun de ces modèles réduits, c'est «le fait qu'à certains endroits pertinents se trouvent deux répliques à la fois symétriques et le plus souvent opposées, provenant respectivement du groupe des Nègres et du groupe des Blancs».⁷¹ Le modèle réduit peut constituer l'une parmi un plus grand nombre de relations possibles

⁶⁹ S. M. p. 342-392.

⁷⁰ S. M. p. 341-342.

⁷¹ S. M. p. 343.

que l'on peut dégager dans l'univers global structuré de la pièce, et Goldmann voit dans ce type de recherches, la possibilité d'apporter une réponse à un certain nombre de questions qui caractérisent la critique structuraliste et en particulier, à certaines objections qui ont été adressées à sa méthode:

- Loin de se limiter au signifié, à la structure de l'univers de chaque œuvre, la méthode dialectique et génétique peut éclairer la *forme*, c'est-à-dire l'aspect tenu pour essentiellement littéraire. Si toute œuvre constitue une unité dans laquelle il est impossible de séparer la forme du contenu, la structure significative globale - ayant son origine dans la conscience collective - demeure l'élément premier, tant du point de vue chronologique, que du point de vue structurel, dans toute approche de l'œuvre. La généralisation de l'étude des micro-structures permet de souligner la primauté de l'univers sur l'expression.
- Dans la discussion sur le rapport entre la structure et l'histoire, il apparaît - dans la perspective du structuralisme génétique - que la structuration s'étend jusqu'aux éléments concrets et particuliers.

L'analyse que Goldmann a tenté des micro-structures dans les premières répliques des *Nègres* nous semble constituer un prolongement essentiel de sa méthode. Mais le plus important demeure sans doute la possibilité de l'extension de cette méthode aux textes politiques.

*
* *
*

C'est ce que Goldmann a tenté de montrer à partir de l'étude de quelques poèmes de Saint John Perse, en particulier *Eloges III*.⁷² Une telle extension de la méthode génétique était hasardeuse et Goldmann reconnaît que pendant longtemps, il avait hésité à l'accomplir. Il fallait en effet tenir compte de la spécificité du texte poétique tout en tenant pour probable que:

- Comme dans l'étude des œuvres en prose (et des faits sociaux en général), il fallait d'abord dégager une structure globale significative sur laquelle étaient fondées les structures partielles formelles.
- en ce qui concerne la poésie, des structures non sémantiques (syntaxiques, phonétiques, associatives) prenaient une importance particulière.

Pourtant Goldmann reconnaît que les premières applications de sa méthode structurale-génétique aux textes poétiques semblent fructueuses, même si les résultats ne sont que provisoires » car le principe fondamental (...) est qu'il faut partir non pas des éléments, mais du modèle global et unitaire d'une œuvre et que, dans ce cas, l'unité est

⁷² *Poésie*. Gallimard p. 30.

très probablement constituée par l'ensemble du recueil ou de plusieurs recueils. Sur ce point, cependant, une différence technique nous semble exister entre l'étude d'un ensemble de textes poétiques et celle d'une pièce de théâtre ou d'un roman. Même si le recueil s'avère être l'unité significative essentielle, il reste néanmoins évident que chaque poème constitue à son tour un élément bien plus autonome par rapport à l'ensemble que ne l'est un chapitre de roman ou une scène de tragédie.⁷³

Ainsi est-il possible de rechercher des modèles sémantiques, poème par poème, avant d'aborder la recherche d'un modèle global du recueil. Mais un tel modèle existe-t-il nécessairement? En d'autres termes, est-il certain que l'on puisse extrapoler une méthode – sans aucun doute rigoureuse et riche dans ses interprétations – des modèles qui font intervenir d'une manière plus ou moins évidente la »conscience collective«? Avant d'exposer les principes généraux de cette approche génétique et structurale, il nous semble utile de nous arrêter encore sur une application assez étonnante de cette méthode: la sociologie de la peinture, que Goldmann a esquissé à travers une réflexion approfondie et très belle sur les tableaux de Chagall.

LA VISION DU MONDE DE CHAGALL: COMMENT RECONSTRUIRE PAR LE REVE UN MONDE BRISE?

S'il y a une »esthétique de Goldmann«, c'est avant tout une esthétique de la cohérence. Ce problème – central chez le jeune Lukàcs, à travers la discussion de la »qualité des formes« est au centre de toute l'interrogation de Goldmann sur l'art.

- Une œuvre artistique ou littéraire n'est valable esthétiquement par le fait qu'elle exprime toujours une signification cohérente dans une forme adéquate.
- La signification cohérente est caractérisée par la coïncidence de l'individuel et du social.
- La tendance à la cohérence constitue une caractéristique de la vie psychique de tout individu.
- Tout groupe social tend à élaborer une vision cohérente du monde qui est mieux réalisée dans le groupe que chez la plupart des individus pris isolément.
- Une étude technique des moyens d'expression n'a de valeur que dans la mesure où elle se fonde sur une analyse sociologique de la signification, ou, comme l'écrit Goldmann: »le véritable problème esthétique n'étant pas de savoir quels sont les moyens techniques employés par l'artiste, mais bien et surtout pourquoi ces moyens sont les plus adéquats pour exprimer sa propre vision du monde.^{73a}

⁷³ S. M. p. 370–371.

^{73a} S. M. p. 417.

C'est à partir de ces remarques générales qu'une application de la méthode structurale génétique à d'autres arts est possible: il ne s'agit jamais d'une étude de la *forme expressive*, mais d'une approche de la vision du monde qui soutend la création esthétique.

*
* *
*

»Pour aborder la peinture de Chagall il faut partir du milieu social dans lequel se sont déroulées son enfance et sa jeunesse: le groupe social juif de la petite ville et du village russes.«^{73b}

S. M., p. 418

Au début du XX^{ème} siècle, les structures fondamentales de la société russe sont fortement ébranlées et par là même, celles du groupe social juif. Cet ébranlement s'est manifesté par l'explosion révolutionnaire de 1905 et Chagall lui-même commencera à peindre vers 1907-1908. Le seul fait de se consacrer à la peinture implique déjà une rupture avec son milieu car, sans se heurter à un interdit formel, la peinture est un «métier non juif»: »En décidant de devenir peintre, le jeune Chagall se singularisait déjà dans une certaine mesure, il s'éloignait de son groupe social, témoignant par cela même qu'il ressentait celui-ci comme *problématique* jusqu'à un certain point.«⁷⁴ Pourtant, il n'avait pas rompu avec lui: c'est à travers les catégories mentales et affectives de son groupe qu'il continuait à voir le monde, la société dans laquelle il avait été élevé. Quelles étaient ces catégories?:

^{73b} Goldmann précise, dans cette étude, que cette compréhension qu'il propose de la structure ou des structures globales de l'oeuvre de Chagall lui a été facilitée par sa connaissance des mêmes milieux dans lesquels Chagall a vécu. En fait, lorsqu'on lit cette étude, on ne peut se défendre de l'impression d'une étonnante rencontre entre une approche rigoureuse et structurale et une compréhension intuitive des toiles de Chagall: à moins d'une érudition étonnante - et encore - je crois qu'il est à peu près impossible de comprendre aussi bien le sens des figures de la peinture de Chagall, des symboles, si l'on n'a pas vécu dans le même monde que lui. Aussi, cette étude des tableaux de Chagall nous fournit-elle l'occasion d'apporter quelques précisions biographiques sur Goldmann, qui, à notre avis, éclairent beaucoup cette approche de Chagall. De tous les textes de Goldmann, il s'agit, à notre avis, de l'un des plus beaux. Nous devons ces précisions à Annie Goldmann, sa femme et sa principale collaboratrice, qui nous a éclairé sur le monde dans lequel Goldmann a passé son enfance.

Goldmann, né en 1913 à Bucarest, n'est pas issu d'un milieu aussi pauvre que celui qu'évoque Chagall, mais il a passé son enfance dans une petite ville Botosani, où il a fait ses études et où il a bien connu les milieux juifs dont il était originaire. Aussi tous les symboles de Chagall, les images insolites, l'enfant barbu qui symbolise le Christ, l'étrangeté des deux communautés - paysanne et juive, les métiers goyim et les personnages insolites, le joueur de violon, par exemple, toutes ces figures qui hantaient le village et l'imagination des enfants juifs lui étaient-elles familières. Bien que profondément assimilé et athé, Goldmann connaissait admirablement la culture yiddish, la poésie de ses contes et il est dommage qu'il n'ait pas pu développer plus longuement cette remarquable étude de Chagall, qui témoigne d'une compréhension aussi rigoureuse que sensible de son oeuvre.

⁷⁴ Ibidem pp. 419-420.

»Dans la totalité relative du village et, dans une moindre mesure de la petite ville russe, les sociétés paysanne et juive constituaient, si nous faisons abstraction de leur différenciation interne, deux groupes complémentaires, relativement fermés l'un par rapport à l'autre: deux groupes radicalement différents par leur structure professionnelle (sauf quelques rares exceptions localisées, il n'y avait pas de paysans juifs. La société juive se composait essentiellement de commerçants, d'artisans, d'employés, de clercs – traditionnels ou modernes – et de quelques métiers marginaux qu'on retrouve d'ailleurs dans la peinture de Chagall; violonistes, porteurs d'eau . . .) et implicitement par leurs habitudes, leur manière de vivre et de penser.«⁷⁵

Dans l'univers de Chagall, Goldmann distingue plusieurs époques fondamentales:

- les années qui ont précédé son premier voyage en Occident
- le premier séjour en Occident (1910–1914)
- le second séjour en Russie (1914–1922)
- l'établissement définitif en Occident à partir de 1922.



La première période de la création de Chagall est marquée par l'opposition de deux mondes: celui de la chambre et celui du village. Le premier est le monde juif, le second est le monde paysan. On peut déceler aussi une certaine influence hassidique, »l'idée, par exemple, que l'homme socialement le plus méprisé (ce que les contes hassidiques illustraient souvent en spécifiant: le porteur d'eau et parfois le musicien) est l'un de ces »justes cachés« (Zaddick) dont la présence permet au monde d'exister malgré son imperfection et ses péchés.« De même, dans un tableau comme *La Naissance* (1910), le visage du vieux juif qui regarde la scène du dehors, par la fenêtre, n'est pas sans rappeler l'image du *Chihiah*, l'envoyé de Dieu qui regarde les Juifs aux occasions décisives de leur vie et enregistre leur comportement.«⁷⁶

Face à ce monde juif se dresse l'univers paysan pour lequel le peintre éprouve une sympathie croissante, et qui est la contre partie de son éloignement du monde juif. Aussi Chagall, divisé entre ces deux mondes, cherchera-t-il à en exprimer le caractère insolite dont l'exemple le plus typique est sans doute celui des trois *Saintes Familles* (1908, 1909, 1910):

»Deux d'entre elles, dont l'une est de toute évidence une famille juive (1908), sont normales: la troisième, par contre (1910) indiquée comme une famille de paysans, autant par les vêtements des personnages que par le fait que l'un d'entre eux tue un cochon, est caractérisée par la présence au centre du tableau d'un enfant à barbe. En effet, les paysans ne racontent-ils pas aux

⁷⁵ Ibidem pp. 440–421.

⁷⁶ Ibidem p. 423.

jeunes garçons juifs et à leurs parents l'histoire d'un Dieu qui est à la fois un enfant (à Noël), et un homme mûr (à Pâques), le plus souvent barbu, et que les juifs ont crucifié?«⁷⁷

Dans les deux *Nus Rouges*, l'expression violente des couleurs symbolise «le caractère explosif de l'érotisme pour une société pratiquement parvenus à le recouvrir entièrement sous les différentes formes de relations socialisées». ⁷⁸ Goldmann souligne que le simple fait que le jeune Chagall ait fait des nus indique que la mentalité de la société juive lui était devenue problématique, mais qu'il reste pourtant encore prisonnier de cette société – comme en témoigne ce rouge explosif associé au nu et à l'érotisme. Dans la plupart de ses œuvres se dessine la même opposition:

monde juif / monde paysan
chambre / village

Ce contraste fondamental s'exprime encore dans plusieurs toiles: *La Mort* (1908) où un cadavre transposé de la chambre mortuaire dans la rue est insolite au milieu du village, à côté du balayeur et du musicien, *l'Enterrement* (1909) et *la Noce* (1909).

*
* * *

L'arrivée de Chagall à Paris en 1910, son éloignement de la Russie, son contact avec l'Occident modifiera profondément ses structures mentales et affectives, et sa vision du monde.

C'est maintenant dans la présentation du monde paysan, dans une vision toujours plus étrange et insolite, qu'évoluera la peinture de Chagall. À ce groupe appartiennent les tableaux suivants: *Moi et le village* (1911), *A la Russie, aux âmes et aux autres* (1911), *le Village russe et la Lune* (1911). La rencontre avec le monde occidental accentue la distance qui séparait Chagall du monde juif. La dimension spirituelle du Judaïsme perd son importance et sa réalité et les images du monde juif ne sont plus que des images pleines d'amour et de tendresse; ce sont: *l'Homme Barbu* (1910–1911), *La Naissance* (1911), *Le Musicien* (1912–1913), *le Rabbin Jaune* (1912), *Marché de Bestiaux* (1912), *Le Violoniste* (1912–1914). Toutes ces images semblent suggérer que quelque chose est malade: le *Rabbin Jaune* est moitié à l'en-droit, moitié à l'envers, le *Musicien* flotte au-dessus du village.

Le monde paysan acquiert beaucoup plus de sérénité et Chagall semble le regarder avec toujours plus de sympathie. » Tout en le trouvant au plus haut point étrange et insolite, Chagall met l'accent sur son caractère vivant et créateur. Le poulain dans le ventre de la jument de ses *Marchands de Bestiaux*, l'enfant dans le ventre de la paysanne de *La Femme Enceinte* (1912–1913) expriment ce sentiment.«⁷⁹

⁷⁷ Ibidem p. 425.

⁷⁸ Ibidem p. 426.

⁷⁹ S. M. p. 429.

Le peintre prend conscience de son déracinement et de sa solitude, et c'est cette atmosphère qui caractérise les tableaux de cette époque — *L'Auto-portrait aux sept doigts* (1911) dans lequel on voit le poète écartelé entre l'appel de la Russie et Paris.

*
* *

En 1914, Chagall rentre en Russie. La conscience du caractère maladif de la société juive devient très aiguë. Au *Rabbin Jaune* succède *le Rabbin Vert* (1914). L'homme, comme le remarque Goldmann, est presque transformé en fantôme, et une partie de son corps, surtout ses mains, semble en train de mourir. Le Rabbin cesse d'être le personnage qui inspire la tendresse et le respect pour devenir dramatique et maladif : c'est l'époque du *Rabbin au citron*. Tous les tableaux de cette période nous montrent le monde juif en train de s'effondrer. Ce sont *Au-dessus de Vitebsk* (1914) qui montre le Juif Errant au-dessus de la ville au moment où il est train de tomber, *Le Juif Rouge* (1915), *Le Portrait du Père* (1921). Tous ces tableaux expriment un monde malade qui s'effondre. A ce sentiment s'ajoute celui d'une métamorphose de la société russe. Chagall semble se rattacher à des valeurs subjectives : l'amour, la famille. Il s'oppose au monde comme le Juif s'opposait au village. C'est l'époque de *Autoportrait* (1914), *Le Peintre Allongé* (1915), *Les Amoureux en vert* (1916-17), *Les Amoureux au-dessus de la Ville* (1917), *La Promenade* (1917), *Le Double portrait au verre de vin* (1917), *N'Importe où hors du monde* (1919). Arrivé en Occident, dans un monde avec lequel il n'a jamais eu de lien affectif, Chagall semble se réfugier dans l'univers du rêve. Il est bien difficile de savoir quelle place a pu prendre dans sa création la Révolution d'Octobre. Mais, comme le remarque Goldmann :

»la relation de Chagall avec la Révolution a certainement été superficielle; il a quitté vite la Russie révolutionnaire. Aussi bien le thème explicite de la Révolution n'a-t-il qu'une importance réduite dans son œuvre. Le seul tableau qui en traite, à la rétrospective du Pavillon de Marsan, la *Révolution* (1937), la présente comme une sorte d'immense crique, Lénine en acrobate marche sur les mains et, dans un coin, séparés du reste, étendus sur un lit, le peintre et sa famille... Peut-être faut-il mentionner aussi le groupe d'ouvriers à drapeau rouge qui, dans la *Crucifixion Blanche* (1938), pénètre dans un monde affolé, en proie à la panique«.⁸⁰

*
* *

A partir de 1922, Chagall quitte définitivement la Russie et s'installe en Occident. C'est alors qu'il crée ses œuvres les plus romantiques dans le même refus de la société juive malade, de la Russie révolutionnaire et de l'occident. Il semble se réfugier définitivement

⁸⁰ S. M. p. 435.

dans l'univers du rêve qui devient désormais le thème central de sa peinture. Son monde est composé d'éléments imaginaires et mythologiques que l'on ne peut rattacher à aucun contexte social particulier. Le rêve réconciliera les deux mondes antagoniques qui constituent l'univers de Chagall: le monde de l'enfant juif et le monde du paysan:

»Constatons enfin l'impression de joie qui se dégage des tout derniers tableaux: le monde pour Chagall est devenu un cirque plein de contradictions, une sorte de tourbillon dans lequel se trouve tout, depuis l'homme sans tête jusqu'aux voltiges de l'écuyère, tourbillon néanmoins merveilleux dans sa richesse et sa complexité.«⁸¹

II

PROBLEMES THEORIQUES DE LA METHODE GENETIQUE ET DIALECTIQUE EN SOCIOLOGIE DE LA LITTERATURE

Goldmann considère que la sociologie de la littérature doit être nécessairement dialectique et génétique. Issue des travaux de Georg Lukács, la méthode de Goldmann se veut radicalement différente de toutes les formes de critiques »universitaires« tentées jusqu'alors. Elle prétend même apporter une véritable révolution dans la compréhension du rapport du contenu d'une œuvre à la conscience collective, c'est-à-dire de la création artistique à la vie quotidienne des hommes. Goldmann a souvent défini les principes de cette approche par cinq thèses fondamentales.⁸²

– la relation essentielle entre la vie sociale et la création littéraire concerne les catégories qui organisent à la fois la conscience empirique d'un certain groupe social et l'univers imaginaire créé par l'écrivain.

– l'expérience d'un seul individu est nécessairement trop brève et trop limitée pour créer les structures mentales que la sociologie de la littérature prétend déchiffrer: il s'agit de l'aboutissement d'une création collective d'individu vivant dans une situation analogue, constituant un groupe social privilégié.

– la relation entre la structure de la conscience d'un groupe social et celle de l'univers de l'œuvre constitue dans les meilleurs cas, une homologie plus ou moins rigoureuse ou une simple relation significative.

– une telle investigation concerne toutes les œuvres et particulièrement les plus grandes. Les structures catégoriennes sur lesquelles porte cette sociologie littéraire constituent précisément ce qui confère à l'œuvre son unité.

– les structures catégoriennes qui régissent la conscience collective et sont transposées dans l'univers imaginaire créé par l'artiste ne sont ni conscientes ni inconscientes (au sens freudien du terme): elles sont informulées.

⁸¹S. M. p. 443.

⁸² Cf. en particulier: la Sociologie de la Littérature: Statut et problèmes de méthode (M. S. p. 54).

Ainsi se dessine un premier découpage de l'objet d'une sociologie de la littérature: il s'agira de rendre compte de la presque totalité d'un texte à partir de sa structure (à découvrir), sans jamais rien ajouter au texte qui lui soit extérieur. Ce n'est qu'en montrant le caractère fonctionnel de la structure que l'on parvient à une compréhension authentique de l'œuvre. Cette démarche exige que l'on renonce à accorder une importance particulière aux intentions de l'auteur:

»La conscience ne constitue, en effet, qu'un élément partiel du comportement humain et a, le plus souvent, un contenu non adéquat à la nature objective de ce comportement.«⁸³

et que l'on ne surestime pas l'importance de l'individu. Par ailleurs, »les influences« n'ont elle-mêmes aucune valeur explicative et ne constituent qu'une donnée parmi les autres. En résumé, on peut dire que: »la compréhension est un problème de cohérence interne du texte qui suppose qu'on prenne à la lettre le texte, tout le texte et rien que le texte, et qu'on recherche à l'intérieur de celui-ci une structure significative globale: l'explication un problème de recherche du sujet individuel ou collectif (dans le cas d'une œuvre culturelle nous pensons, pour les raisons que nous avons indiquées plus haut, qu'il s'agit toujours d'un sujet collectif) par rapport auquel la structure mentale qui régit l'œuvre a un caractère fonctionnel et, par cela même, significatif.«⁸⁴

Une telle approche ne s'inscrit pas seulement contre la critique universitaire classique (étude de l'œuvre elle-même, sans rapport à l'histoire, étude de la personnalité de l'auteur, des influences qu'il a subies) mais aussi contre toute approche psychanalytique. Si la sociologie de la littérature et la psychanalyse ont ceci en commun qu'elles reconnaissent que tout comportement humain fait partie d'une structure significative, qu'il est impossible de comprendre ce comportement sans référence précise de la structure, et que cette structure est – elle-même compréhensible dans sa genèse, elles s'opposent sur l'interprétation globale du comportement. Alors que la psychanalyse tente de la réduire à la sphère du désir, la sociologie génétique »sépare les comportements libidinaux qu'étudie la psychanalyse, des comportements à caractère historique« qui selon Goldmann se rapportent à un sujet trans-individuel. Même si un comportement s'insère dans la sphère libidinale et dans la sphère historique, le découpage selon la méthode employée ne peut être le même. Si la psychanalyse se veut la sphère de l'interprétation, la sociologie de la littérature sera celle de la compréhension. Comprendre, remarque souvent Goldmann n'est pas un acte affectif mais intellectuel; c'est la description aussi précise que possible d'une structure significative immanente à l'objet étudié. Il suffit de prendre pour objet d'étude la structure englobante pour que l'explication devienne compréhension. De la sociologie de la littérature, Goldmann tire un principe valable pour l'ensemble des sciences humaines: toute recherche doit se situer à deux niveaux différents, ce-

⁸³ M. S. p. 60.

⁸⁴ M. S. p. 62.

lui de l'objet étudié et celui de la structure immédiatement englobante. L'étude d'un objet donné (texte, réalité sociale) ne peut être tenue pour satisfaisante que si l'on parvient à dégager une structure qui rende compte du plus grand nombre de données empiriques, et en particulier celles qui sont tenues pour les plus importantes de telle façon qu'il soit improbable ou impossible qu'une autre analyse puisse proposer une autre structure qui permette une plus grande compréhension.

Goldmann qui s'est souvent vu reproché son interprétation sociologique des textes littéraires, manifeste à leur égard un respect étonnant. Ce qu'il reproche à la critique classique, c'est moins de retrancher quelque chose au texte, que d'y ajouter *autre chose*. Pour le spécialiste de l'histoire littéraire, Hector ne peut parler dans *Andromaque* parce qu'il est mort et qu'il s'agit de l'illusion d'une femme acculée au désespoir. Comme le remarque Goldmann, malheureusement, rien de tout cela ne se trouve dans le texte de Racine, qui nous laisse seulement savoir par deux fois, qu'Hector, le mort, a parlé. Parfois Goldmann, pousse le respect du texte jusqu'à l'excès. Ainsi lorsqu'il écrit: »on ne saurait parler d'un inconscient d'Oreste ni d'un désir d'Oedipe d'épouser sa mère, puisque ni Oreste ni Oedipe ne sont pas hommes vivants mais des *textes*, et qu'on n'a pas le droit d'ajouter quoique ce soit à un texte qui ne parle ni d'inconscient ni de désir incestueux.⁸⁵ Aussi, le principe explicatif, selon lui ne saurait résider que dans l'inscient de Sophocle et non d'Oedipe car Oedipe n'est qu'un texte.

La sociologie de la littérature a le privilège sur les autres de savoir que si une œuvre a survécu au temps, il est probable qu'elle constitue une structure significative. Mais il est toujours possible que plusieurs œuvres d'un même auteur expriment en fait des structures différentes. Ainsi Goldmann a-t-il montré que *Les Provinciales* et *Les Pensées* correspondent à deux visions du monde ayant des fondement sociologiques distincts.

— le jansénisme centriste et mi-cartésien dont les représentants les plus connus étaient Arnaud et Nicole, et le jansénisme extrémiste, dont la principale figure fut le théologien Barcos, Abbé de Saint-Cyran. Enfin la mise en lumière de la structure tragique a permis d'intégrer à l'objet de recherche quatre des principales pièces de Racine: *Andromaque*, *Britannicus*, *Bérénice* et *Phèdre*. Goldmann a montré à partir de nombreux exemples, que nous avons précédemment analysés, comment de telles structures pouvaient être mises en lumière dans la plupart des grandes œuvres occidentales. Lorsque la cohérence interne de l'œuvre est découverte, il s'agit de s'orienter vers l'explication, sans pour autant régresser à l'explication psychologique.

— tout d'abord parce que nous sommes toujours peu renseignés sur la psychologie d'un écrivain mort depuis longtemps et que nous ne pouvons en donner qu'une reconstruction fictive plus ou moins brillante.

— aucune explication psychologique n'est jamais parvenue à rendre compréhensible la plus grande partie d'un texte en dehors de quelques éléments partiels très généraux.

⁸⁵ M. S. p. 70.

– ce que l'explication psychologique éclaire, c'est en général le moins important de l'œuvre.

Une fois distinguée la sociologie de la littérature, de l'interprétation psychanalytique, il reste à en montrer l'opposition avec l'histoire littéraire traditionnelle. A l'inverse du structuralisme formaliste qui dégage des structures éternelles, le structuralisme génétique entreprend de montrer l'évolution de l'histoire sans pour autant renoncer à l'analyse structurale. Aussi la sociologie de la littérature parvient-elle à distinguer des concepts qui, même s'ils ne peuvent jamais coïncider avec le réel s'en approchent considérablement. Si elle ne s'arrête qu'aux structures cohérentes fondamentales, elle n'en ignore pas moins que toutes structures sont toujours partiellement inadéquates au réel et qu'elles sont enveloppées dans un processus de destruction historique qui intervient sur l'objet de la recherche. La découverte des micro-structures permettrait aux chercheurs de réajuster continuellement le schéma d'interprétation de manière à rendre compte de l'intégralité du texte.

GENESE ET STRUCTRE: *LE STRUCTURALISME GENETIQUE*

»le problème de l'histoire, c'est l'histoire du problème et inversement«.

Georg Lukàcs

»Grise, mon ami, est toute théorie, mais l'arbre de la vie est toujours vert«.

Goethe

La conviction qui domine toutes les recherches de Goldman c'est qu'il est impossible d'isoler une œuvre, un problème, une théorie, du contexte culturel qui l'a vu naître et dans lequel il a évolué. Aussi chaque question particulière ne cesse-t-elle de poser la question de l'histoire en général. Mais inversement, toute compréhension de l'histoire implique: »l'étude de la vie intellectuelle et consciente de ces hommes et la recherche des corrélations entre les transformations qu'elle a subies et les transformations des autres secteurs de la vie sociale«.⁸⁶ On ne peut comprendre l'évolution d'une société qu'à travers l'évolution de chacune de ses manifestations – les problèmes qui se sont posés aux hommes – et les transformations qu'a subies la structure de ces problèmes.

Ainsi se justifie le *structuralisme génétique* – tentative pour comprendre la structure significative de tout comportement social à travers la mise en lumière de la structure partielle, elle-même comprise dans une structure plus vaste il s'agit de découvrir et ainsi de suite. Par cette méthode Goldman se sépare de deux approches opposées et finalement semblables par leur incapacité à saisir la réalité concrète.

⁸⁶ M. S. p. 18.

- l'atomisme qui tente d'introduire dans les sciences humaines les principes qui au 19^{ème} siècle régissaient les sciences de la nature (explications causales et nécessaires, corrélations universelles qui expliquent le particulier).

- structuralisme non génétique qui englobe Husserl, les psychologues de la *Gestalt* (Wertheimer, Köhler, Koffka) mais aussi Lévi-Strauss et Roland Barthes qui ne considèrent que l'existence de structures permanentes et universelles.

Parfois ces deux approches opposées semblent se rejoindre. Ainsi, Lévi-Strauss semble unir un structuralisme descriptif et un atomisme explicatif: les structures sont éternelles et non significatives, mais les liaisons intelligibles sont le fait d'éléments communs: des «atomes de structure». ⁸⁷ Comme le groupe composé de l'homme, de la femme, de l'enfant est d'un membre masculin du groupe (qui donne la femme au mari). La perspective génétique - dont il reconnaît l'utilité - reste pourtant chez lui secondaire. A l'inverse de ce structuralisme Goldmann affirme que: «compréhension et explication ne sont pas seulement des processus intellectuellement connexes mais *un seul et même processus* rapporté seulement à des niveaux différents du découpage de l'objet». ⁸⁸

Ainsi les structures constitutives du comportement humain ne sont pas des données universelles mais des «faits spécifiques nés d'une genèse passée et en train de subir des transformations qui ébauchent une évolution future». ⁸⁹ La recherche de la structure dynamique a donc un caractère à la fois *compréhensif* par rapport à l'objet étudié et un caractère *explicatif* par rapport aux structures limitées qui en sont les éléments constitutifs.

Par là, le structuralisme génétique renoue avec toute une tradition qui naît avec Hegel et Marx et dont la seconde étape semble liée à l'apparition de la psychanalyse. ⁹⁰ Goldmann émet toutefois quelques réserves à l'égard de l'approche freudienne - qui vise bien moins la psychanalyse comme science et méthode que son application à l'histoire; ⁹¹ - il lui reproche d'user d'explications dangereuses à partir d'une conception du temps tronqué: pour la psychanalyse seul existe le passé et non l'avenir. Goldmann remarque que Freud «a curieusement gardé de la conception officielle de l'explication causale qui régnait en son temps, l'idée que l'explication d'un état présent ne saurait se trouver que dans le passé, renonçant à introduire dans sa vision une dimension essentielle pour tout structuralisme génétique généralisé: celle de *l'avenir*». Par ailleurs Goldmann n'a jamais caché sa méfiance à l'égard de l'application des concepts psychanalytiques aux phénomènes sociaux, historiques et culturels. Car si toute œuvre est comprise dans des totalités relatives, on ne saurait privilégier absolument la signification de l'une d'entre elle.

⁸⁷ Cf. *Anthropologie structurale*

⁸⁸ M. S. p. 21.

⁸⁹ Ibidem p. 21.

⁹⁰ Cf. l'ouvrage célèbre de Norman O. Brown: *Héros et Thanatos*.

⁹¹ Il semble que Goldmann omette une étape importante dans la formation de ce structuralisme génétique: l'introduction du concept d'interprétation et de généalogie par Nietzsche.

Si elle est issue de Hegel, Marx et Freud la méthode du structuralisme génétique doit encore s'en référer Dilthey – malgré son manque total de rigueur – pour comprendre comment elle a pu s'organiser en méthode d'approche des sciences humaines. Mais c'est surtout à partir des travaux de Georg Lukàcs et de Jean Piaget qu'elle a pu devenir une méthode rigoureuse. En introduisant la catégorie de totalité dialectique en devenir, Lukàcs peut être considéré comme le précurseur de toute recherche structurale. Quant à Piaget il a, selon Goldmann, »retrouvé empiriquement dans la recherche de laboratoire presque toutes les positions fondamentales que Marx avait formulé cent ans plus tôt dans le domaine des sciences sociales.«⁹² La méthode élaborée par Goldmann pour l'approche des œuvres littéraires ne doit donc pas se limiter à la sociologie de la littérature, mais concerne l'ensemble des approches que l'on peut tenter en sciences humaines.

LA CREATION CULTURELLE ET LE SUJET SOCIAL

«Ce qui me paraît constituer le principal caractère spécifique de la pensée marxiste, c'est le concept de *sujet collectif*, l'affirmation que, dans la dimension historique, ce ne sont jamais les individus mais les groupes sociaux qui agissent et que c'est seulement par rapport à eux que nous pouvons comprendre les événements, les comportements et les institutions.»

M. S. – p. 327

Pour l'épistémologie génétique et dialectique de Goldmann, il est impossible de séparer la conscience et son développement du reste de la vie des hommes. Le sujet créateur de toute vie intellectuelle et culturelle n'est pas individuel mais social. »Chaque fois que nous étudions, soit un événement historique, soit, ce qui paraît au premier abord moins évident, les grandes œuvres de l'histoire de la littérature, de la philosophie ou de l'art, nous constatons que le sujet, cette unité active et structurée qui permet de rendre compte de manière significative de l'action des hommes ou de la nature et du sens de l'œuvre que nous étudions n'est pas un individu mais une réalité trans-individuelle, un groupe humain.⁹³

Par là Goldmann manifeste une fois de plus sa méfiance à l'égard de toute interprétation psychanalytique, littéraire ou sociale. S'il reconnaît qu'à côté de ce sujet collectif, il reste »un secteur à sujet individuel de la vie humaine, celui que Freud a exploré et désigné comme le domaine de la libido«,⁹⁴ il précise que :

»La libido et le comportement libidinal n'expliquent jamais de manière valable le sens d'aucune création historique ni surtout d'aucune création culturelle; car on ne saurait réduire au

⁹² M. S. p. 29.

⁹³ M. S. p. 38.

⁹⁴ M. S. p. 39.

désir individuel la signification d'aucune œuvre d'art valable, d'aucune pensée philosophique authentique et d'aucune création historique en général.⁹⁵

Il aurait été intéressant, sans doute, de savoir ce que Goldmann n'aurait pas manqué d'écrire à propos du *Flaubert* de Sartre. Déjà, dans un compte rendu de la critique de la *Raison Dialectique*, il faisait part de sa méfiance au sujet de l'importance que Sartre accordait à la vie individuelle :

« Or le problème n'est pas de savoir ce qu'était *Madame Bovary pour Flaubert*, mais ce par quoi *Madame Bovary* est une œuvre culturelle importante, c'est-à-dire une réalité historique, ce que la différence de mille autres écrits moyens de la même époque et des divagations de tel ou tel aliéné ». ⁹⁶

Goldmann a précisé cette conception du sujet social comme sujet individuel en opposant la plupart du temps la sociologie dialectique et génétique de la littérature à l'interprétation psychologique ou psychanalytique de l'œuvre d'art et littéraire. La méthode issue de Hegel, Marx et Lukács par opposition à celle de Freud tente d'insérer l'œuvre étudiée dans une structure plus vaste que la psychanalyse. Cette structure n'est pas éternelle, c'est l'aboutissement d'une genèse. Pour Freud la création est toujours rapportée à l'individu et constitue « une transposition rigoureuse et à peine modifiée sur quelques points secondaires. des analyses du comportement individuel et de la libido individuelle ». ⁹⁷ Cette transposition, Goldmann, juge toujours problématique. Une œuvre ne peut être limitée à un individu : elle s'ouvre sur l'avenir, le passé et la mort. Aussi ne saurait-on faire de l'individu une catégorie centrale de la recherche car le sujet est toujours constitué par plusieurs individus. Alors que pour la psychanalyse, c'est l'intégration du désir du sujet qui est fondamentale, pour la sociologie de la littérature l'intelligibilité n'a de sens que par rapport à un sujet individuel. Aussi, Goldmann s'est-il souvent efforcé de dégager l'autonomie d'un sujet culturel – groupe opposé à d'autres groupes et transformant l'histoire dans cette opposition – en évitant toute possibilité de réduction dogmatique (réduction de toutes les oppositions à celle des classes ou à un sujet individuel se détachant sur un horizon social et historique). Tout groupe social tend à créer une représentation – ordre plus ou moins conscient de l'ensemble social – et dans certain cas privilégié peut devenir sujet d'une création culturelle, lorsqu'il parvient à faire de cette représentation une vision du monde.

Mais ces structurations globales comme nous l'ont montré Hegel et Marx n'ont qu'une valeur temporaire et ne sont valables que pour tels groupes sociaux déterminés. Placés dans une certaine situation historique. Lorsque sous le fait d'influences extérieures le groupe se transforme, les catégories mentales cessent d'être efficaces, perdent leur rationalité et doivent se transformer à leur tour. Par là, Goldmann s'oppose à tout dogmatisme qui prétendrait maintenir dans l'histoire,

⁹⁵ M. S. p. 39.

⁹⁶ M. S. p. 257.

⁹⁷ M. S. p. 99.

des formes de pensées condamnées par l'évolution historique elle-même et qui s'opposeraient alors aux aspirations des hommes vers la liberté.

Rechercher la vision du monde, c'est s'opposer à l'ensemble de la critique universitaire qui n'a jamais tenté de saisir l'unité de la richesse et de la multiplicité des œuvres qu'elle étudiait. Cette unité de l'œuvre d'art est sans doute l'une des thèses les plus centrales chez Goldmann. Il s'agit toujours de découvrir l'unité de l'œuvre d'art, le lien de cette unité avec la conscience de certains groupes sociaux déterminés historiquement. Comment explorer cette vision du monde? Pour Goldmann la critique doit s'appliquer à trois domaines distincts:

– *les valeurs refoulées*: toute œuvre littéraire importante comporte une vision du monde unitaire qui organise son univers. S'il s'agit réellement d'une œuvre authentique, on doit aussi pouvoir trouver une prise de conscience des autres valeurs refusées et refoulées par cette vision du monde.

– *l'Onthologie de la mort*: toute œuvre, toute vision du monde a un caractère fonctionnel à l'égard du groupe qu'elle exprime et qu'il a créée, mais elle se heurte à une réalité onthologique qu'elle ne pourra jamais supprimer: la mort. Aussi, toute interrogation de la vision du monde doit être aussi une interrogation sur le sens que la mort a reçu dans cet univers.

– *le conflit des aspirations individuelles et de l'ordre social*. Il s'agit de comprendre les sacrifices exigés sur le plan de la vie individuelle par l'ordre social. La critique psychanalytique a sans doute tort de mettre ces aspirations à l'origine de toute création culturelle mais il n'en est pas moins vrai que la création littéraire implique une conscience aigüe du sacrifice exigé sur le plan de la vie individuelle par ces aspirations. »La libido constitue ainsi un élément important de l'œuvre, mais non pas du côté de l'unité et du sens, comme le pensent les psychanalystes, mais au contraire du côté de la multiplicité et de la richesse qui s'opposent à la structuration«.⁹⁸

III

SOCIALISME OU BARBARIE

»Aujourd'hui encore, et malgré toutes les transformations et les modifications qu'il est extrêmement important d'analyser de manière positive et scientifique, l'alternative formulée par Marx et par Rosa Luxemburg reste toujours valable; aux deux pôles extrêmes de l'évolution se dessinent les deux images extrêmes de la barbarie et du socialisme«.

Marxisme et Sciences Humaines – p. 14.

Il nous est impossible, dans cette étude consacrée principalement à la méthode d'approche de Goldmann des œuvres littéraires, d'exposer la complexité des dernières recherches politiques, interrompues par sa

⁹⁸ M. S. p. 51.

mort, qu'il n'a pas toujours eu le temps de thématiser.⁹⁹ Nous nous proposons, à partir des quelques textes publiés dans le recueil posthume «Marxisme et Sciences Humaines», de ses différentes interventions lors des Congrès de l'École de Korçula, de sa discussion des thèses d'Ernst Bloch et d'Herbert Marcuse, de Mallet et d'Ernest Mandel, de tenter, dans une autre étude de montrer l'extrême richesse de ces recherches à peine ébauchées. Nous ne nous attacherons ici qu'à un seul thème, la nécessité, pour Goldmann, de redéfinir le contenu du socialisme, de montrer que s'il est justifié, c'est en tant qu'il incarne, comme l'a prophétisé Marx, un nouveau stade de civilisation.

*

L'un des textes les plus importants pour comprendre la pensée politique de Goldmann est sans doute «Socialisme et Humanisme», rédigé pour un recueil en langue anglaise dirigé par Erich Fromm, où Goldmann s'efforce de montrer la signification présente du socialisme. Dans la théorie Marxiste, la victoire de la révolution prolétarienne, la socialisation des moyens de production et l'établissement d'une planification centralisée devaient aboutir à une organisation sociale qui, après une phase transitoire de dictature du prolétariat, supprimerait l'aliénation de l'homme par l'homme, réaliserait les grandes valeurs de l'humanisme bourgeois, leur donnant pour la première fois un caractère authentique, à la place du statut purement formel qu'elles avaient dans la société capitaliste où elles n'existaient que gravées sur les frontons des monuments. L'égalité effective établie par la société socialiste permettrait la construction d'un autre stade de civilisation qui reprendrait les éléments positifs des trois grandes formes de société qui l'ont précédées:

- l'absence de classe des sociétés primitives.
- les relations qualitatives des hommes avec les autres hommes et avec la nature qui caractérisent les sociétés pré-capitalistes.
- la rationalité que la société capitaliste avait introduite dans l'entreprise et les valeurs d'universalité liées à cette rationalité.

Aussi, la révolution socialiste devrait-elle symboliser la fin de la préhistoire et le passage du royaume de la nécessité au royaume de la liberté. L'existence à partir de 1917 d'un état socialiste puis de plusieurs au lendemain de la seconde guerre mondiale pose désormais le problème essentiel de la réalisation effective du contenu du socialisme. On ne peut nier l'écart qui sépare la réalisation des promesses de Marx et la transformation de l'idéologie révolutionnaire en idéologie apologétique. Si la fonction que Marx et Engels ont rempli à l'égard de l'idéologie de la bourgeoisie triomphante a été de rétablir l'accord entre la pensée la réalité, le rôle de l'intellectuel marxiste aujourd'hui, selon Goldmann, est de maintenir la même exigence par rapport:

- aux apologistes des nouvelles sociétés socialistes.
- aux apologistes des sociétés occidentales en voie de transformation.
- aux apologistes des sociétés du tiers monde.

⁹⁹ Et qui annonçaient sans doute un tournant dans sa pensée.

Aussi, le soucis constant de Goldmann a-t-il été de redéfinir par des analyses positives de la réalité, l'évolution politique du mouvement ouvrier depuis 1917. L'un des grands problèmes qu'il n'a cessé de poser est celui des relations entre la réalité et la valeur dans les sociétés capitalistes et socialistes. Des deux théories fondamentales de Marx sur la société capitaliste:

– la théorie du fétichisme de la marchandise (ou de la réification selon Lukács).

– la théorie de la paupérisation progressive du prolétariat et de son développement nécessaire vers une prise de conscience révolutionnaire. La première, selon Goldmann est la plus décisive dans la compréhension de l'évolution du monde capitaliste au 20^e siècle. La seconde, au contraire, s'est révélée de plus en plus dépassée et contredite par l'évolution réelle de la société. Goldmann voit chez Lénine l'ébauche de la prise de conscience de cette transformation dans deux théories importantes:

– l'évolution spontanée du prolétariat conduit au trade-unionisme et non à la constitution d'une classe révolutionnaire.

– il existe en occident une couche plus ou moins large du prolétariat («l'aristocratie ouvrière») intégrée à la société capitaliste et qui constitue la base sociale du mouvement réformiste.

Enfin le capitalisme s'est transformé depuis seconde guerre mondiale rendant nécessaire de nouvelles analyses économiques:

– le capitalisme moderne peut désormais éviter la plupart des crises structurelles prévues par Marx, assurer un accroissement des forces productives et un niveau de vie plus élevé aux ouvriers.

– la théorie marxiste ne peut plus se fonder sur la misère croissante en occident pour fonder la transformation nécessaire du prolétariat en classe révolutionnaire.

Ainsi se dessine une évolution politique, sociale et économique différente de celle prévue par Marx: la prise de conscience de la nécessité du socialisme ne peut plus se fonder sur la misère croissante de la classe ouvrière. Nous nous trouvons dans une situation paradoxale caractérisée par le fait que socialisme et capitalisme se disputent la conscience de classe ouvrière et que l'infra-structure semble jouer en faveur de l'intégration à l'ordre social existant.

Aussi, la tâche qui s'offre aujourd'hui aux socialistes est-elle d'élaborer «un programme apte à mener sur le plan des superstructures, de la pensée politique, sociale et culturelle, la lutte pour la conscience des individus». Pour Goldmann, le choix ne peut s'effectuer aujourd'hui qu'entre deux modèles de sociétés définies par des critères non pas de production, mais de valeur:

– une société où le standard de vie pourra d'élever d'une manière sans doute assez considérable mais aboutissant «à un monde déhumanisé dont les possibilités culturelles seront réduites au minimum».

– une société socialiste et démocratique capable d'assurer un bien-être progressivement égal mais «qui assurerait aussi, et avant tout, le développement des responsabilités individuelles de toute la population et créerait des fondements sociaux et économiques d'un essor de la vie spirituelle et culturelle».¹⁰⁰

¹⁰⁰ M. S. p. 297.

Goldmann a repris la vieille discussion lukácsienne sur la difficulté de concilier *l'intérêt historique* et l'intérêt immédiat du prolétariat à la lumière de l'évolution du mouvement ouvrier. Si l'intérêt immédiat du prolétariat joue en faveur de l'intégration au système capitaliste, l'intérêt historique joue en faveur de la construction du socialisme. L'analyse que propose Goldmann de l'évolution des sociétés socialistes souligne les mêmes écarts par rapport à la théorie marxiste.

– il faut reconnaître que les sociétés dites socialistes sont loin de réaliser les promesses de Marx quant à la suppression de l'aliénation et la réalisation des valeurs humanistes.

– le système bureaucratique a engendré de nouvelles formes d'aliénation et d'oppression que l'on peut difficilement justifier: »sur le plan philosophique, c'est le célèbre problème du mal et de sa fonction positive et progressiste dans l'histoire en tant que le seul moyen de réalisation du bien; pour parler avec Goethe, le fait que l'homme doit vendre son âme au diable pour arriver à Dieu; mais le diable n'est pas Dieu et à aucun moment les penseurs socialistes n'avaient fait de la dictature, même prolétarienne, des limitations de la liberté et de l'égalité, une valeur fondamentale et durable de leur philosophie«.¹⁰¹

– la vie intellectuelle, artistique, culturelle qui aurait dû connaître avec l'avènement du communisme – en Europe de l'Est par exemple – un nouvel épanouissement, semble toujours extraordinairement pauvre et réduite.

Cet état de fait est compréhensible. La révolution socialiste s'est produite dans un pays économiquement arriéré et non dans un pays développé comme le pensait Marx. Le retard économique a nécessité des formes de répression et un ajournement de la construction immédiate du socialisme. La menace du fascisme a obligé l'U. R. S. S. à consacrer tous ses efforts à une industrialisation rapide et au renforcement de sa puissance militaire. L'environnement capitaliste a nécessité le renforcement de l'état et des institutions répressives. Toutefois, la plupart de ces répressions paraissent aujourd'hui injustifiées: si le socialisme demeure un stade supérieur de civilisation, il faut reconnaître qu'il n'est pas encore réalisé – et surtout pas en URSS – ou même en Chine. Aussi, le rôle de la théorie marxiste est-il de critiquer impitoyablement cet écart de l'idéal et de la réalité, d'en comprendre l'origine, le développement, le dépassement possible. Il s'agit surtout de montrer, comme le dit Goldmann, à la fin de la préface à son dernier recueil d'essais qu'

»Aujourd'hui encore, et malgré toutes les transformations et les modifications qu'il est extrêmement important d'analyser de manière positive et scientifique, l'alternative formulée par Marx et par Rosa Luxemburg reste toujours valable: aux deux pôles extrêmes de l'évolution se dessinent les deux images extrêmes de la barbarie et du socialisme.

Quant à l'évolution historique, qui n'est rien d'autre que le résultat global des actions humaines, je crois qu'on peut raison-

¹⁰¹ M. S. p. 306.

nablement espérer qu'elle évitera la première, même si nous devons accepter comme réel le risque qu'elle ne réalise pas entièrement le second. L'essentiel étant de faire tout notre possible pour que cette évolution nous mène assez près du socialisme pour réduire la barbarie au minimum¹⁰².

LES TACHES ET LES POSSIBILITES D'UN »SOCIALISME REALISTE«

»Les partis socialistes ne peuvent plus compter sur une évolution spontanée qui favoriserait une action tendant à remplacer la société capitaliste par une société socialiste. Il ne s'agit plus de rendre seulement effective une conscience vers laquelle s'orienterait spontanément la classe ouvrière«.

Marxisme et Sciences Humaines
p. 318

»La société capitaliste commence à être progressivement constituée d'analphabètes qui sont sinon docteurs d'Université tout au moins bacheliers et licenciés. La lutte pour le socialisme devient ainsi une lutte pour la culture, non pas comme monopole d'une petite couche d'intellectuels, mais comme réalité universelle et populaire au moment où, précisément, les couches populaires acquièrent les possibilités matérielles d'y accéder, mais où on fait tout pour supprimer le besoin de culture authentique non seulement dans la conscience de ceux qui accèdent au statut d'étudiant, mais aussi dans celle de ceux qui seront leurs enseignants ou bien leurs supérieurs hiérarchiques pendant le reste de leur vie«.

Marxisme et Sciences Humaines
p. 320-321

Ce qui caractérise les écrits politiques de Goldmann, c'est le souci constant d'éviter ce qu'il considérait comme les deux écueils fondamentaux du marxisme contemporain: le dogmatisme impénitent (qui englobe aussi bien le néo-stalinisme du marxisme soviétique que la stérilité théorique du Parti Communiste français), est le »révisionnisme«. Ce qu'il reproche à ces différents courants c'est le défaut caractéristique de la plupart des théories se réclamant du socialisme: le manque fondamental d'imagination:

»le manque d'imagination caractérise non seulement le groupe dogmatique qui se refuse à modifier la plupart des idées établies et transmises par la pensée marxiste traditionnelle même lorsqu'elles ne correspondent plus à la réalité de notre temps, mais aussi certaines écoles révisionnistes, parmi lesquelles une école d'inspiration marxiste des plus brillantes et des plus remarquables, je veux parler de l'École de Francfort (désignation sous

¹⁰² M. S. p. 14-15.

laquelle il faut embrasser non seulement Horkheimer et Adorno mais aussi Herbert Marcuse qui leur est très lié, bien qu'il enseigne aujourd'hui aux U. S. A.)¹⁰³

Il semble difficile de rassembler dans une même critique le »dogmatisme« du Parti communiste et le »révisionnisme« de la théorie critique de l'École de Francfort et pourtant Goldmann considère que Garaudy et Marcuse¹⁰⁴ font preuve du même manque d'imagination théorique lorsqu'ils s'interrogent sur le socialisme. Si Garaudy est incapable de se détacher véritablement de l'organisme dirigeant, Marcuse et Adorno font preuve d'un manque d'imagination par rapport à la société existante. Ce qu'ils ne parviennent pas à mettre en question, ce n'est pas le dogmatisme théorique, mais l'apparente solidité de la société capitaliste contemporaine. Aussi, apparaissent-ils radicalement pessimistes sur les possibilités de la transformer :

»Marx, Staline, Khrouchtchev ou Thorez ont dit telle ou telle chose, elles sont donc vraies et nous devons les admettre. Le monde occidental assure une augmentation du niveau de vie des ouvriers, les intègre et affaiblit considérablement leur autonomie intellectuelle et leur capacité de résistance à l'ordre existant, c'est un fait et nous avons à l'admettre et nous en accommoder. Si grandes que soient les différences entre des deux positions, il y a malgré tout quelque chose de commun entre elles.«¹⁰⁵

Goldmann adresse les mêmes reproches à Mandel et Alavi pour leur analyse de la société contemporaine et de l'évolution du capitalisme: ils reconnaissent la réalité des transformations du capitalisme par rapport aux prévisions de Marx mais au lieu d'élaborer une théorie capable de comprendre cette évolution, ils s'efforcent désespérément de montrer que celles de Marx et Lénine ont toujours la même validité:

»très souvent d'ailleurs ils ne se demandent même pas si la validité de telle analyse particulière signifie encore quelque chose quand elle s'insère dans un ensemble différent et surtout, ne se demandent pas si cette manière d'étudier une réalité par rapport

¹⁰³ M. S. p. 314.

¹⁰⁴ Ce reproche de Goldmann à l'égard de Marcuse nous semble injuste, lorsque l'on songe à *Eros et Civilisation*. Goldmann a consacré une très intéressante étude au courant que représente Marcuse (*Réflexion sur la Pensée de Herbert Marcuse*). M. S. p. 259-287. Il serait utile d'étudier le bien fondé des critiques qu'il lui adresse, le développement qu'il a donné à plusieurs de ses thèmes, et ses positions fondamentales par rapport au problème de l'utopie et son rôle dans la pensée marxiste. Sa critique du pessimisme de Marcuse, ne prend tout son sens qu'à la lumière des oppositions fondamentales de l'hégélo-marxisme et du marxisme orthodoxe, c'est-à-dire de Bloch, Marcuse et Adorno et Lukács. Goldmann a eu l'occasion de prendre souvent position par rapport à ces courants au cours des congrès organisés à Korçula par la revue *Praxis*, auxquels participaient régulièrement Ernst Bloch, Herbert Marcuse, Erich Fromm, les assistants de Lukács et Goldmann lui-même. Nous étudierons ces différentes controverses dans une autre étude de la pensée politique de Goldmann.

¹⁰⁵ M. S. p. 315-316.

à des doctrines anciennes en la morcelant en fragments plus ou moins isolés, ne rend pas la compréhension beaucoup plus difficile qu'une analyse directe se contentant de noter au passage que telle ou telle idée loin d'être nouvelle avait déjà été formulée par Marx ou par Lénine». ¹⁰⁶

Pour Goldmann, il s'agit au contraire:

– de redéfinir les changements structuraux du capitalisme.
– d'établir en quoi ces transformations modifient les perspectives de l'action socialiste. Le fait nouveau le plus important par rapport à l'analyse marxiste traditionnelle, c'est, pour Goldmann, l'intervention massive de l'état capitaliste dans la vie économique qui permet de supprimer ou du moins de modifier la contradiction entre le développement des forces productives et l'exiguïté du marché de la consommation.

Enfin, la classe ouvrière a évolué différemment par rapport aux prévisions de Marx: la tendance à la paupérisation a été remplacée par une lente mais réelle augmentation du niveau de vie. Parallèlement la lutte syndicale a remplacé la lutte révolutionnaire, et tous ces faits modifient profondément les perspectives de construction du socialisme. La lutte pour le socialisme doit devenir essentiellement: une lutte »pour la conscience de la population en général et de la classe ouvrière en particulier«. Ce qui est radicalement nouveau c'est que les adversaires du socialisme n'ont même plus besoin de lui opposer une autre idéologie: l'absence d'idéologie est le garant du statu quo. Goldmann fait sienne la plupart des analyses que les théoriciens de l'*Ecole de Francfort* et en particulier Herbert Marcuse ont consacré à l'intégration du mouvement ouvrier au système capitaliste. Il ne s'agit plus de lutter pour le socialisme, en partant de la pauvreté et de la misère mais de l'appauvrissement progressif humain et culturel, de l'imbécillité agressive et heureuse qui caractérise le style de vie capitaliste:

»C'est dire à quel point cette lutte est aujourd'hui autrement difficile qu'elle ne l'était auparavant. Car les dangers de »lavage de cerveau« et d'intégration à un monde de plus en plus inhumain et réifié menacent non seulement la population dans son ensemble, mais encore les cadres mêmes des organisations syndicales et des organismes politiques de la classe ouvrière. La bureaucratisation n'est rien d'autre que la forme concrète de ce danger dans ces milieux«. ¹⁰⁷

Aussi la lutte pour le socialisme devient-elle fondamentalement une lutte culturelle. C'est là que Goldmann rend à l'imagination tout son pouvoir: il s'agit avant tout d'établir un plan d'organisation socialiste qui soit ressentie par les hommes qui en prendront conscience comme une possibilité effective de lutte et non comme un rêve ou une utopie démagogique. La plus grande difficulté dans l'élaboration d'un tel

¹⁰⁶ M. S. p. 316.

¹⁰⁷ M. S. p. 320.

programme c'est d'unir la rigueur et l'imagination dans la conception du passage à la société socialiste et la stratégie nécessaire pour la réaliser. Il s'agit de montrer les nouvelles possibilités humaines et culturelles de liberté et de réalisation qu'offrirait cette société socialiste par opposition à la société occidentale actuelle. Deux thèses sont, pour Goldmann, fondamentales:

– la classe ouvrière est aujourd'hui intégrée au système capitaliste. Sur ce point, il semble accepter pleinement les analyses de Marcuse. Dans son étude *Critique et Dogmatisme dans la création littéraire*, il écrit: «aujourd'hui le monde industrialisé constitue, de ce point de vue – et seulement de ce point de vue – un secteur privilégié dans lequel les classes ouvrières des différents pays se sont, jusqu'à un certain point, intégrées aux sociétés globales, et dans lequel parler encore de paupérisation, de misère croissante et d'orientation révolutionnaire du prolétariat c'est tout simplement penser et vivre dans le mythe». ¹⁰⁸ S'il n'y a pas paupérisation croissante, il n'y a pas de passage évident de la classe ouvrière à la conscience révolutionnaire. Tout semble indiquer que le prolétariat ne joue plus aujourd'hui le rôle d'une classe révolutionnaire. Goldmann précise d'ailleurs «qu'il n'y a jamais eu de révolution proprement prolétarienne et que dans les pays industriels avancés le prolétariat s'est, depuis le début du siècle, déjà intégré à l'ordre social existant». ¹⁰⁹ La classe sait désormais que la construction du socialisme exige de lourds sacrifices et «elle n'est nullement disposée à risquer des acquisitions auxquelles elle accorde une valeur considérable, dans des tentatives dont la réussite lui paraît en tout cas aléatoire et dont le but même, compte tenu de ce qu'elle sait des sociétés socialistes existantes (et notamment de la société soviétique de l'époque stalinienne), ne lui semble pas non plus désirable de manière univoque». ¹¹⁰

– le concept de révolution prolétarienne devient un mythe, il n'apparaît plus, selon Goldmann, comme un élément constitutif de la *conscience possible des ouvriers occidentaux*. La réalité de fait est telle que l'idée de révolution violente n'a plus jamais été développée par les Partis communistes occidentaux qui préconisent un passage pacifique au socialisme.

Toutefois, Goldmann s'écarte de cette conception du *passage pacifique au socialisme* développée par Khrouchtchev et par le Parti communiste français dans d'innombrables brochures et reproche à l'orthodoxie communiste de considérer qu'un tel passage s'effectuera par la simple voie parlementaire. C'est plutôt dans l'action syndicale directe que Goldmann voit une possibilité effective de transformer la société, en particulier à partir de la théorie de l'autogestion:

»Dans le prolongement de l'action syndicale à l'intérieur des entreprises se situe naturellement l'idée d'autogestion qui n'est pas nécessairement liée à une crise révolutionnaire unique et à la conquête du pouvoir par une révélation violente, mais peut tout aussi bien être l'aboutissement d'une lutte progressive pour

¹⁰⁸ M. S. p. 32.

¹⁰⁹ M. S. p. 8.

¹¹⁰ M. S. p. 523.

des réformes de structure de plus en plus amples et fondamentales et qui, par cela même, pourrait constituer un programme particulièrement adapté d'action socialiste en Occident». ¹¹¹

C'est dans le socialisme yougoslave que Goldmann a cru trouver la réalisation la plus fidèle de cette conception – thèse qui mériterait, bien sûr, d'être longuement discutée à partir des analyses des marxistes yougoslaves, groupés autour de la revue *Praxis*, dont nous adoptons totalement les positions. Il n'en demeure pas moins que pour Goldmann c'est le socialisme yougoslave »qui a élaboré et mis en pratique ce concept d'autogestion économique et sociale, et dont l'expérience et la manière commence déjà à avoir un retentissement non négligeable dans le reste du monde«. Dans un autre texte intitulé: *Critique et Dogmatisme dans la Création littéraire*, Goldmann écrit:

»C'est la grande découverte des socialistes yougoslaves qu'on ne saurait lutter contre la bureaucratie sans lui opposer des structures sociales et économiques à tendances antibureaucratiques et notamment l'autogestion.

Nos sociétés ont cependant une structure et un passé trop différents de la société yougoslave pour pouvoir reprendre simplement les idées des socialistes de ce pays de sorte que nous devons nous demander quelles sont, chez nous, les possibilités d'orientation vers un ordre social qui assurerait aux hommes une réelle responsabilité et une réelle participation aux décisions. Pour les sociétés occidentales l'autogestion est une perspective fondamentale, importante et séduisante sans doute, mais non pas immédiate et je ne pense pas que nous pourrions la développer sans formuler comme étape intermédiaire l'exigence de la cogestion». ¹¹²

Cette thèse de Goldmann est l'une des plus fondamentales qu'il a développée dans ses derniers textes. L'autogestion lui semblait à tout point de vue »l'idée clé« de tout programme sérieux et susceptible d'inspirer une action efficace à l'intérieur des sociétés industrielles sur le plan économique, social et politique«.

*
* * *

Ainsi, refuse-t-il d'adhérer à la plupart des interprétations proposées de la crise sociale contemporaine.

– il reproche au marxiste soviétique et aux Partis communistes de ne pas être capables de poser concrètement – théoriquement, politiquement, stratégiquement – le problème du dépassement du capitalisme et de son au-delà. C'est ce fameux manque d'imagination qui transforme la théorie révolutionnaire en simple idéologie lorsqu'on refuse de modifier la théorie à partir de la réalité des faits: le déclin de

¹¹¹ M. S. p. 324.

¹¹² M. S. p. 37.

l'esprit révolutionnaire, l'augmentation du niveau de vie, l'intégration massive du prolétariat au système capitaliste dont il perpétue les valeurs et les intérêts.

— si Goldmann accepte de nombreuses analyses de Marcuse — qu'il s'agisse de: *«Soviet Marxisme»* ou de *«One dimensional Man»*, il reproche aux théoriciens de l'Ecole de Francfort d'avoir développé une théorie critique et négative d'une extrême rigueur et sans doute fondamentale mais coupée de toute réalité politique, une théorie pessimiste qui ne tient pas compte des failles réelles des sociétés contemporaines, Marcuse, aux yeux de Goldmann, n'est qu'un prophète de l'apocalypse et son pessimisme radical tient lieu de théorie constructive.

— il reconnaît la valeur de toutes les formes de contestations, du gauchisme qu'il soit trotskyste ou maoïste, de toutes les formes d'oppositions qui surgissent au sein des sociétés industrielles avancées, mais il ne considère pas ces oppositions comme une force politique capables d'ébranler le système capitaliste et de rompre la passivité du prolétariat. Mais Goldmann a toujours défendu — et il est bon de le rappeler — la contestation. Nous n'en donnerons qu'un seul exemple, cette remarquable phrase extraite de l'une de ses dernières interventions au congrès de Korçula dont le thème était Pouvoir et Humanisme: »il a suffi de deux jours d'occupation de la Sorbonne pour que nous comprenions tous que, dans un moment de révolte populaire, une affiche collée sur un mur signifiait simplement qu'un homme avait quelque chose à dire et qu'il s'adressait à tous les passants. Le mur comme moyen d'expression à la place du livre et du journal était difficilement concevable pour les gens de 40 ans; il était tout naturel pour les filles et les garçons de 20. La Chine est proche, et les jeunes qui le savent et le vivent ont raison contre l'érudition de tous les sinologues et géographes de la génération précédentes.«¹¹³ Pour cette simple phrase, Goldmann méritera l'estime et l'admiration de tous les étudiants à venir qui n'auront connu ni sa chaleur ni son honnêteté fondamentale.

— il refuse catégoriquement de reconnaître la moindre valeur aux théories »positives« (surtout par leur médiocrité) de l'idéologie bourgeoise) et refuse tout rapprochement théorique avec Raymond Aron — le plus honnête et le moins dangereux des idéologues bourgeois — comme avec le courant structuralo-linguistico-épistémologico-althusserien — qu'il considère, on s'en doute, comme une révision du marxisme et sûrement pas comme son approfondissement.

Si un dépassement du capitalisme est possible à partir de l'auto-gestion — thèse fondamentale de Goldmann qu'il nous est malheureusement impossible de discuter ici dans une aussi brève étude — c'est parce que de nombreux indices rendent les failles sociales de plus en plus évidentes.

— le niveau de vie ne pourra s'élever éternellement. On doit parvenir à un niveau de saturation de la consommation imbécile: »une seconde voiture a moins d'importance que la première, une troisième beaucoup moins que la seconde. La différence entre la possession d'un ou de deux costumes est énorme, elle diminue considérablement entre six et sept, . . .«

¹¹³ M. S. p. 317.

– des revendications qualitatives – culturelles, existentielles, les loisirs, le rêve d'une autre vie, les grèves sauvages... – sont impossibles à satisfaire au sein du système capitaliste.

Les dernières recherches de Goldmann – qu'il nous est malheureusement impossible d'évoquer ici, s'orientaient vers une redéfinition de la classe ouvrière – en particulier sa dernière communication présentée au congrès de Korçula. Il considérait que les revendications des couches moyennes salariées offraient la perspective d'une évolution industrielle vers le socialisme, car cette couche tend à devenir la couche numériquement la plus importante de la société contemporaine et se trouve au point névralgique de toute l'organisation sociale.

Mais Goldmann a toujours refusé d'apporter des solutions faciles aux problèmes qu'il posait: il limitait la tâche à l'interprétation la plus rigoureuse possible des phénomènes sociaux et culturels qui caractérisent notre vie quotidienne. On peut qualifier ses positions de «réalistes» ou de «réformistes», elles ne cesseront jamais de témoigner d'une lucidité, d'une honnêteté, d'un courage, sans doute uniques dans la pensée marxiste contemporaine.

C'est sur l'avenir – le nôtre – que se termine le dernier ouvrage de Goldmann, que la mort l'empêchera à jamais de compléter, même s'il restera toujours vivant parmi nous:

»Les formes futures d'organisation devront sans doute – pour être fonctionnelles et efficaces – se débarrasser de tout ce que l'enthousiasme et le radicalisme des étudiants de 1968 avaient d'intempestif, d'irresponsable et d'exagéré. Il n'en reste pas moins que leur refus de la hiérarchie et de la discipline bureaucratique – ces deux caractéristiques du mouvement ouvrier des dernières décennies –, leur exigence profonde de liberté et de démocratie contenaient en germe, et sous une forme sans doute anticipatrice, une profonde et puissante intuition du monde moderne en train de naître et des formes que prendront probablement les valeurs humanistes, l'organisation de la lutte pour le socialisme et les structures du pouvoir et que, par cela même, les étudiants de mai 1968 étaient en avance sur la conscience bureaucratique des défenseurs des structures antérieures, devenues oppressives et en train d'être dépassées par l'Histoire.«

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE DES ŒUVRES DE LUCIEN GOLDMANN ET LISTE DES ABBREVIATIONS UTILISEES

- La Communauté humaine et l'Univers chez Kant P. U. F. 1948, réédité en 1967 sous le titre: *«Introduction à la philosophie de Kant»* (I. K.)
Sciences humaines et Philosophie P. U. F. 1952. Médiations 1966. (S. P.)
Racine. L'Arche 1956 (R).
Le Dieu Caché. Gallimard 1956 (D. C.)
Recherches Dialectiques. Gallimard 1959 (R. D.)
Pour une sociologie du roman. Gallimard 1964 (S. R.)
Structures mentales et création culturelle. Anthropos 1970 (S. M.)
Marxisme et Sciences humaines. Gallimard 1970 (M. S.)

METHOD OF CRITICAL THEORY

Uojin Milić

Beograd

For more than three decades now there has been a trend of thinking in modern philosophy and sociology which its most influential protagonists have usually called the critical theory of society, or more often just the critical theory. The influence of this trend has been considerably enhanced in recent years. If involvement in the wave of student protest and riots has done more for the popularity of some personalities than acquaintance with their works, increased interest in their ideas is not entirely due to this circumstance, although it is not really to be neglected. The increased influence of critical theory in professional circles made itself felt considerably earlier than the mentioned restiveness came into the focus of the international public, and was prompted by a number of works, published in recent years, in which its theoretical and methodological standpoint acquired a more developed, and sometimes only a more challenging form. They have made possible a clearer insight into the peculiarities of this thinking, despite all the theoretical and methodological variations introduced by different thinkers. Although differences in some of their standpoints are greater than could be reasonably put together in a common platform, and occasionally tend to turn into internecine debates, they nevertheless hardly challenge the basic common features of this theoretical current. The aim of this article is precisely to reveal these peculiarities. However, in order to avoid the risk of a schematic generalization, which would fail to take into account internal differentiation and the development and contradictions of a standpoint, we shall point to some of their major internal differences.

The examination of the methodological standpoint of critical theory is mainly designed to throw light upon its internal logic and contradictions which most frequently are due to an inconsistent elaboration of its basic idea, but also to a lack of explicitness in some of its methodological problems. An attempt will be made here to assess the range of that standpoint, its advantages and possibilities of development.

A fundamental principle of the critical theory is to establish a rational unity between theory and practice. In the next chapter an attempt will be made to analyze the characteristics of the idea which, according to this school of thought, is likely to be able to establish such a unity. Beforehand we shall state how the aspiration for a practical and at the same time critical theory is reflected in the views upon its internal structure, and present some results of its application in the research into the contemporary society. In its structure the critical theory is complex analysis of contemporary society, of its basic internal contradictions and antagonisms, and of the possibility of their progressive practical overcoming. Such a theory, understandably enough, can only develop within a comprehensive methodical approach to contemporary society, in which revelation of its basic relationships is closely related to the research into various forms of their mediation in all the main spheres of social life. Unless it dealt with the basic social relationships, this theory could not explain the nature of the whole, the mode of its preservation, reproduction and development: unless mediation between the whole and the parts thereof is subjected to scrutiny, the concept of the whole would remain abstract and schematic, since the theory would lack knowledge about a concrete mode of relating the general to the particular. Furthermore, society is a historical totality, constantly changing and developing, giving rise to new needs, interests and contradictions, as well as to the possibilities of their utilization and transcendence. The development of the theory is therefore not only a result of the progress of knowledge about a stationary reality. Historical changes in society and the new practical strivings arisen therein have also been a vital causative factor in the development of the theory. The representatives of the critical theory emphasise its historical character and demand that it should not restrict itself to the research into current social affairs, but rather to perceive in the present time the opportunity for a more rational future. Regarded as a moment in the historical process, designed to elucidate ever new situations and possible progressive prospects contained in them, the critical theory could transform itself into discontinued »diagnoses of time«, mainly of a descriptive character, had there been no firm continuity in broader historical epochs, determined by the existence of socio-economical formations, being historically specific types of society. A more generalized theoretical knowledge is possible in this broader and yet sufficiently well-defined socio-historical framework. »The stability of the theory is due to the fact that despite all changes in society its fundamental economic structure, class relationship in its simplest form, and hence the idea of its abolition, remain identical.«¹ This is the broader historical base of the existential judgement contained in the theory which must very concretely express the social condition of particular historical phases and moments. This is clearly seen in Horkheimer's comment on the role

¹ M. Horkheimer, »Traditionelle und kritische Theorie«, *Zeitschrift für Sozialforschung*, Jhrg. VI (1937), H. 2, p. 285.

of the more generalized theoretical knowledge. »Historical development of contradictions in which the critical thought plays its role, alters the importance of some of its moments, compels differentiation and modifies the significance of specific knowledge of the critical theory and practice«. ^{1a} The dialectical idea about the concrete nature of truth is clearly expressed in this endeavour to use general theoretical knowledge in the study of the actual condition of society, making theoretical ideas more concrete.

It is necessary to emphasize that in both its broader theoretical and actual concrete forms, the critical theory is invariably relevant, to society as a whole, and that it implies the practical interest and desire for society to progress toward increasing substantial rationality (*Vernunft*). This abstract determination of the historical meaning of theoretical involvement has been deliberately used because it embraces – precisely because of its universality – the interpretations of the practical meaning of theory held by all the representatives of this school of thought. In the next chapter we shall consider their conception of reason. For a better understanding of the critical theory's opposition to other contemporary systematic theories of society, we shall quote Horkheimer's thought that »rational interest in abolishing class society«, as implied in the theory, was an »abstract expression of the materialistic content of the idealistic notion of reason«. ² It is in the pursuance of this interest and determination that truth about the theory, and the intellectual basis of its critical function will be found. »The emphatic notion of truth implies at the same time a proper (*richtig*) organization of society, although the latter cannot be painted as an image of the future. *Reductio ad hominem*, which inspires critical enlightenment, has for its substance man than its to be created in a society which governs itself. In the existing society his only index is social untruth«. ^{2a} The inclusion of a rational possibility into the theory, based on the interest of realizing this possibility, is regarded as a precondition for a deeper understanding of the existing society. »That which is given is made available only to that view which regards it from the aspect of a genuine interest, interest in a free society, in a just state and in man's development. He who does not measure human things by what they themselves want to mean, sees them not only superficially but also erroneously«. ³ The critical theory may well coincide with the results of research carried out by other scientific disciplines, and no one challenges the general epistemological demand for theoretical propositions to be sufficiently explicit and for their relationship with experiential evidence ⁴ to be clearly demonstrated.

^{1a} Ibid., p. 285.

² Ibid., p. 292. In later definitions of reason and rational interest, their socio-historical meaning is not as clearly outlined, which can partly be explained by »diplomatic« proceedings for the sake of survival in evil time.

^{2a} Th. W. Adorno, »Zur Logik der Sozialwissenschaften«, *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 14 Jhrg. (1962), H. 2, p. 263.

³ Institut für Sozialforschung, *Soziologische Exkurse*, Frankfurter Beiträge zur Soziologie, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt a. M., 1956, p. 18.

⁴ M. Horkheimer, »Traditionelle und kritische Theorie«, p. 292.

but the aforesaid practical intentionality of thought is deemed to be the most essential feature distinguishing the critical theory from all others.

The epistemological characteristics of the critical theory will become clearer as we view its relationship to social experience from some other angles. (1) The question arises what the relationship is between the critical theory and the social-historical consciousness existing in various sections of society? It would be naive to think that consciousness in any section of society arises quite spontaneously, and particularly not to realize that the consciousness of the oppressed classes and strata is ceaselessly exposed to various forms of pressure and influence by the ruling social forces, as well as to social pressures and traditions carried over from the past. But, like the collective mentality of different sections of society, it is a fact with which the theory must reckon. (2) The next question is how to realize in society the interest engendering the critical theory by transforming its cognitive results into social practice? The critical theory answers these questions by stating that truth neither results directly from society, or from the empirically given consciousness of any part thereof, nor does it directly turn into social practice. In his paper »Traditional and Critical Theory«, where the theory is much more involved with the class division of society than in his later writings, Horkheimer stressed the vital difference between critical theory and the scientific description of the social psychology of the classes. »If the essence of the critical theory consisted in formulating at a given moment the prevalent feelings and images of a class, there would be no structural difference between it and particular science; it would boil down to a description of psychical contents, typical for determined social groups, to social psychology.⁵ A systematization of the content of the proletariats' consciousness »could not provide a correct image of its life and interests.«⁶ The situation of the proletariat in a capitalist society does not guarantee the correctness of its consciousness.⁷ Horkheimer also warns against tensions between thinkers, classes and their political organizations, pointing out that »hostility toward theory in general, which is evident today in public life, is in fact levelled against transformatory activities connected with critical thought«, and that »without a continuation of theoretical efforts which for the sake of rational organization of a future society throw a critical light upon what is . . . there is no ground to hope for a substantial improvement of human existence.«⁸ However, while explaining the necessarily relative autonomy of theoretical thinking and the lack of a predetermined harmony between theory and practice, Horkheimer remembers that theory and truth contained in it are ineffectual unless they are related to social aspirations of real historical forces, since »truth progresses because men who possess it fight for it dauntlessly, apply it and enforce it, act in accordance with it, cause it to prevail against all

⁵ Ibid., p. 268.

⁶ Ibid., p. 268.

⁷ Ibid., p. 267.

⁸ Ibid., pp. 269, 283-284.

kind of opposition from outdated, narrow and one-sided standpoints. The process of cognition entails real historical will and action just as much as acquisition of experience and comprehension.⁹

On the basis of what has been said, we can more clearly distinguish the roots of differences between the critical and the other systematic social theories. They arise first of all from the inclusion of a basic practical standpoint into the theory itself. Although it is not and cannot be fixed and static, this basic practical standpoint controls theoretical activity and approach to contemporary social conditions. Theory, as is usually described by Sartre and Marcuse, is conceptual project of practice and not an aggregate of more or less systematized knowledge about existing relationships in reality, which permits to anticipate with some accuracy the effects of various kinds of practical interference, but theoretical knowledge is of an instrumental character on the basis of which one cannot conclude what is to be done. Since the critical theory aspires towards a unity with practice, it includes the »ought to«. It is superfluous to try and explain that instrumental-technical knowledge is necessary in discussing any goal, particularly the way of attaining it, but in selecting an aim and a technical proceeding, it is essential to have a basic practical interest built into the critical theory; it directs the further development of technical knowledge. A historical and comprehensive approach to current social issues is indispensable in any theoretical thought aspiring to be an idea behind a more general practical concept rather than an efficient executor of practical undertakings. Any comprehensive conception of practice contains some of the more general and enduring practical interests. Hence the results of particular acts cannot be assessed unless viewed within the framework of general aspirations of the practical conception, all the more so since the available resources are always limited and the results of particular actions are as a rule more comprehensive than what was originally meant to achieve. In the contemporary society, whose various sectors are closely related and where social decision-making is more and more centralized, the diffusion of the effects of acts in one sector into many other fields of social life is becoming more widespread, rapid and important. Viewed in an instrumental-technical sense, and not as the realization of a rational interest in a juster and freer society, the comprehensiveness of the approach to the contemporary society is not peculiar to critical theory. Various contemporary global sociological theories, built up on various assumptions on the nature of society and directly (or more indirectly) related to various general practical interests and standpoints, are also based upon a comprehensive methodological approach. It is necessary to bear this in mind since the critical analysis of the contemporary sociology still only see in it a fragmentary empiricism. Horkheimer and Adorno rightly pointed out in the 'fifties that this empiricism impoverishes the concept of society, that by limiting itself to a technical implementation of various social actions it feels no need to comprehend them in terms of a social totality and becomes a »socio-

⁹ M. Horkheimer, »Zum Problem der Wahrheit«, *Zeitschrift für Sozialforschung*, Jrg. IV (1935), H. 3, p. 338.

logy without society.¹⁰ Even Mills at the end of the 'fifties failed to perceive that the functionalist theory resolutely attempts to relate itself to empirical investigations.¹¹ This kind of criticism of sociology is today no longer adequate. Although, far from disappearing, still the most numerous are those investigations which because of their concrete aims, subjected to administrative needs, are carried out within a very limited theoretical perspective, this is no longer the most important direction of theoretical and methodological endeavours but is increasingly replaced by different variants of the theory of society as a system.

In the critical theory the comprehensive and historical character of the approach to contemporary society has yet another, also very specific function which is not found in the positivist and statically conservative system theories in general. It is only through such an approach to contemporary society that the theory is capable of determining the social subject of its realization, i. e. the social forces whose objective social situation basically coincides with its interest for a more rational form of society, and of helping to make it politically conscious. The criticism of ideology as a »socially indispensable illusion« (*Schein*), of false consciousness which is one of the prerequisites for the maintenance of the existing irrational form of society, is one of the vital tasks of the critical theory. Without a penetration behind the ideological façade, which conceals mechanism by means of which the existing society maintains and reproduces itself, it will not be possible to find out the truth about it and make it the quintessence of enlightenment of the theory's possible social subject. The fact that all the radical representatives of critical thought, e. g. the French philosophers of Enlightenment and Marx, have almost permanently been engaged in the criticism of ideology, and the fact that the tradition of this criticism is being revived in the contemporary critical theory, are due not so much to accidental personal inclinations of these thinkers as they are a constitutional moment in this kind of critical thought.¹² We shall see later how it is related to the conception of experience about society and to the principle of scientific objectivity.

Up to here the programme of critical theory runs parallel with the original idea of Marx about the role of theory in the historical process. From a formal point of view, this coincidence goes one step further — it determines the character of the critique. The latter is not understood in the spirit of philosophical criticism, i. e. as investigation into transcendental assumptions and limits of rational thought; it is not even a vague idea of rejection of everything existing; it is rather concentrated on bringing to light the essential contradictions of the

¹⁰ Institut für Sozialforschung, *Soziologische Exkurse*, p. 16. Also see M. Horkheimer, »Soziologie und Philosophie«, in the book by M. Horkheimer, T. W. Adorno, *Sociologica II*, Frankfurter Beiträge zur Soziologie, Bd. 10, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt a. M., 1962, p. 10.

¹¹ C. W. Mills, *The Sociological Imagination*, Oxford University Press, New York, 1959, 22–24, 74–75, ch. 2 and 3 *passim*.

¹² This is underlined by Kurt Lenk in his article, »Dialektik bei Marx, Erinnerung an den Ursprung der kritischen Gesellschaftstheorie«, *Soziale Welt*, Jhrg. 19 (1968), H. 3–4.

existing society, that which it purports to refute and which at the same time, being negative to what is, may become a revolutionary force of social transformation. Criticism, therefore, is understood as a moment of objective historical dialectics, in which objective social contradictions promote consciousness about the possibilities of their own progressive practical transcendence. Theoretical differences are reflected either in a less resolute emphasis upon those social contradictions which Marx discovered in capitalism, or, which is more characteristic, in emphasizing that in a developed capitalist society factors other than the socio-economic and class contradictions have become decisive. They amount to an open or tacit refutation of Marx's idea about the proletariat being the fullest negation of capitalism and a potential leading revolutionary force.¹³ For example, in Marcuse's analysis of a developed »industrial society«, the main contradiction and the principal source of irrationality of the social system consist not in exploitation but in domination sustained by the development of *a priori* qualities of scientific thought and its technological application. »The world tends to become the stuff of total administration which absorbs even the administrators. The web of domination has become the web of Reason itself, and this society is fatally entangled in it. And the transcending modes of thought seem to transcend Reason itself.«¹⁴ A qualitative change, which would consist in easing the struggle for existence, can only be realized if a new technology is developed, based on a reaffirmation of the »art of living«, in time of leisure, of course, the life necessities having been satisfied.¹⁵ Who is interested in this social change, which Marcuse claims is needed by society as a whole and by each of its members?¹⁶ No social force in a developed industrial society which is indispensable for its maintenance, reproduction and development towards a total domination, but only those which it had rejected as unnecessary (!) and disenfranchised for reasons other than economic.¹⁷ Perhaps the »third world«?¹⁸ At any rate, the negation of a developed industrial society may only come from without. »The power of the negative is engendered outside of this repressive totality from forces and movements which have not yet been swept by the aggressive and repressive productivity of the »affluent society«, or have already cut themselves loose from this development . . .«¹⁹ The aim and the scope of this article do not permit

¹³ It is on this thesis that Marcuse developed his analysis of the industrially advanced capitalist society in his book, *One-Dimensional Man*, Studies in the Ideology of Advanced Industrial Society, (1964), Beacon Press, Boston 1968. Pages XII-XV, 19-21, 188-189, 254-257, et passim.

¹⁴ Ibid., p. 169.

¹⁵ Ibid., pp. 227-246.

¹⁶ Ibid., p. XIII.

¹⁷ Ibid., pp. 256-257.

¹⁸ H. Marcuse, »Das Ende der Utopie«, Berlin, 1967, p. 65. (Quoted according to C. Offe, »Technik und Eindimensionalität, Eine Version der Technokratiethese?« in the compendium J. Habermans (Hrsg.), *Antworten an Herbert Marcuse*, Suhrkamp, Frankfurt a. M., 1968, pp. 80-81.

¹⁹ H. Marcuse, »Zum Begriff der Negation« (1966) in the book, H. Marcuse, *Ideen zu einer kritischen Theorie der Gesellschaft*, p. 190. The suggested possibility of internal negation, which is not contained in *One-Dimensional Man*, probably arose as an effect of the rising resistance by the student youth.

an exhaustive analysis of the numerous weaknesses in Marcuse's theory in which the contradictions in socio-economic relationships and class contradictions in the industrially developed capitalist societies are substituted by the thesis about an immanently oppressive character of scientific thought and technology.²⁰ We shall see later what consequences on the understanding of the relationship between theory and practice result from the idea of the external negation of this system.

Another attempt in the critical theory to neutralize Marx's concept of fundamental contradictions of capitalism consists in viewing the latter within the framework of relationships between society and the individual which are not mediated by class structure. This standpoint is shared by Horkheimer and Adorno, although the latter developed it farther and made it a central theme of his most important systematic work, *Negative Dialectics*. In order to avoid a wrong impression about the theoretical views of these thinkers, it must be remembered that they resolutely resist all forms of the highly fashionable and unhistorical philosophical anthropologism,²¹ as well as sociological nominalism connected with traditions of liberal bourgeois thought. Their main idea is that the relationship between society and the individual is always historically determined. »The relationship between the individual and society is subject to social dynamics. It changes historically, and frequently in the same epoch we find in juxtaposition structures which are not simultaneous as to their meaning.«²² The interaction and tension between society and the individual greatly influence the general dynamics of the whole of society.²³ The most important inference drawn from interdependence between the individual and society is that »man as an individual can assert himself only in a just, humane society.«²⁴ A number of passages from various writings by Horkheimer and Adorno could be quoted to demonstrate that they do not vacillate on these basic theoretical assumptions. They are also single-minded in their views on the society-versus-the-individual relationship in contemporary industrially developed societies. The spirit of their critique of the ideological character of the contemporary philosophical anthropologism and sociological nominalism is perhaps best put into relief by the thesis: the fewer individuals the more individualism, since the contemporary society is moving towards totalitaria-

²⁰ This fundamental thesis of Marcuse has been the subject of numerous critiques. See in the compendium J. Habermas (Hrsg.), *Antworten an Herbert Marcuse*, in addition to C. Offe's article mentioned under footnote 18) and contributions by W. F. Haug, »Das Ganze und das ganz Andere«, and J. Bergmann, »Technologische Rationalität und spätkapitalistische Ökonomie«, and the article by L. Tadić, »H. Marcuse – Između nauke i utopije« (H. Marcuse – Between Science and Utopia), *Filozofija*, XIII (1969), no. 1.

²¹ Horkheimer criticized this as early as 1935 in his article, »Bemerkungen zur philosophischen Anthropologie«, *Zeitschrift für Sozialforschung*, Jhrg. IV (1935). As a critique of Heidegger's and Jasper's existentialism, particularly interesting is Adorno's study, *Jargon der Eigentlichkeit*, as well as the first part of his book, *Negative Dialektik*, Suhrkamp, Frankfurt a. M., 1966, pp. 65–134.

²² Institut für Sozialforschung, *Soziologische Exkurse*, p. 64.

²³ *Ibid.*, p. 47.

²⁴ *Ibid.*, p. 48.

nism in which the individual decays.²⁵ A diminished opportunity of differentiation or, to be more precise, of individualization, gives rise to regression, primitivism and barbarianism in culture.²⁶ The antagonism between society and the individual constantly increases, leading to a greater ascendance of society based on domination and oppression. This is clearly evident in Adorno's commentary on his own affirmation that totality was false. »'Totality is false' not only because the thesis on totality is false, but also because of the highly exaggerated principle of domination (*Herrschaft*). The idea of positivity, which claims that the superior constraint of spirit which understands will vanquish everything in its way, gives a phantasmal account of experience of superior compulsion which is found in everything that exists as a result of its obsession with domination. This is the truth in Hegel's untruth.«²⁷

This antagonism between the individual and society, which implies society's compulsive and destructive domination, Adorno transformed from a historical-sociological proposition into the central problem of his »negative dialectics«. (A similar view of the individual's position in contemporary society was already in the 'thirties in the focus of epochal experience of virtually the entire first generation of the followers of this school of thought.) Adorno's most generalized objection to the latter-day dialectical thought is that it magnified and extolled the value and importance of that which is general, i. e. of society, at the expense of the particular, i. e. the individual. »The recent history of spirit was Sisyphus's apologetic job to eliminate by way of thought the negative side of that which is general.«²⁸ In fact, however, it is the idea »on the primacy of the general in the dialectics of general and of particular that is *index falsi*«. ²⁹ In the dialectics of identity of the general and particular, the particular should have just as much right as the general.³⁰ In contrast to this historically determined predominance of the general, which the concepts of traditional dialectics reflect and duplicate, Adorno supports the principle of delving into particularity, which is not restricted by any philosophy. Connected with this is his side remark about the correctness of Benjamin's idea that induction should be saved.³¹ In opposing the predominance of society, as the universal which is increasingly becoming total, over the individual, there are hints of a »micrological« approach to »negative dialectics«, as a last refuge of the concrete man before the overwhelming paramourty of total society.³² Adorno's concept of dialectics merits a very careful analysis. All we wanted to demonstrate here is the notion of basic social contradictions expressed in it, which is at the

²⁵ Ibid., pp. 47-48.

²⁶ Ibid., pp. 34, 36. Horkheimer previously outlined similar ideas in his book *The Eclipse of Reason*.

²⁷ Th. W. Adorno, *Drei Studien zu Hegel*, Suhrkamp, Frankfurt a. M., 1963, p. 104.

²⁸ Th. W. Adorno, *Negative Dialektik*, p. 319.

²⁹ Ibid., p. 309.

³⁰ Ibid., p. 321.

³¹ Ibid., p. 296.

³² Ibid., pp. 397-398.

same time the socio-historical base of criticism. In the conclusion of his interesting analysis of Adorno's thought, Willms thus interprets the theoretical basis of his dialectics: »It deals with totality, hence its importance. But the aggressiveness of the critical social theory is a rearguard battle. It is perhaps a strategical retreat: thought retreats to its point of departure, subjectivity, in order to make a last stand there. This is the theory of freedom, but only of a negative one«.³³

In his well known discussion on the methodology of social sciences, Adorno said that sociology's renunciation of the critical theory of society was a result of resignation. Men no longer dare think of totality because they would despair at their inability to change it.³⁴ Is this not, *mutatis mutandis*, applicable to the present condition of the critical theory, which is retreating either into the sphere of the allegedly transcendental qualities of science and technology, or into the society-versus-the-individual analysis through the idea of a universal oppression of individuals, without making the necessary efforts to comprehend the development of contemporary science or the society/individual relationship in different types of contemporary societies within the complex of both their internal socio-economical and class relationships and contradictions, and of international conditions, or to reveal by means of a comprehensive concrete-historical institutional analysis the various aspects and means of oppression. There is no doubt that the society/individual relationship is one of the key sociological problems. Its critical examination is in the spirit of the Marxian thought to the effect that society as an abstraction must be prevented from being counterpoised against the individual. The aspect of oppression has always been highly important in the study of this relationship, and is even more so today. But it must never be forgotten that in addition to the oppressed there are also the oppressors, their well-paid, »reputable« servants and lumpen-proletarian tools. The meaning of oppression and the society/individual relationship are altogether different in these various social situations, both for the maintenance and for the overthrow of the existing system. The same theoretical vagueness, in fact a theoretical obfuscation, arises from the abstract application of the important idea of alienation separated from the fundamental analysis of the social structure resulting from concrete historical conditions. Unfortunately, investigations into contemporary forms of social structure and organization have long been outside the main sphere of interest of the critical theory.³⁵ Harmful consequences have been mul-

³³ B. Willms, »Theorie, Kritik und Dialektik«, in the compendium *Über Theodor W. Adorno*, Suhrkamp, Frankfurt a. M., 1968, p. 89.

³⁴ »Die Verzicht der Soziologie auf eine kritische Theorie der Gesellschaft ist resignativ: man wagt das Ganze nicht mehr zu denken, weil man daran verzweifeln muss, es zu verändern«. (Th. W. Adorno, *Zur Logik der Sozialwissenschaften*, pp. 262-263).

³⁵ Very characteristic in this respect is the book, *Soziologische Exkurse*. Despite Horkheimer's and Adorno's reservations in the foreword, it is nevertheless the most thorough attempt at a comprehensive presentation of the category apparatus of the Frankfurt school. The book, however, has not developed the conceptions of social structure, social organization, classes, bureaucracy. As social forms of mediation between society and individuals, reference is made only to social groups (among which the classes are hardly mentioned at all), the mass, the family and the local

tifold. Not only do some of its protagonists, especially Marcuse, rush headlong into an uncritical acceptance of the contemporary bourgeois ideology's basic idea about the »affluent society«, to the effect that misery and poverty, in a literal sense, have become quite insignificant in the industrially developed capitalist countries,³⁶ not to mention social inequalities in some spheres, e. g. education, health, and justice, but also no use is made of scientifically reliable data about various forms of a wide-spread and latent, although politically impotent, dissatisfaction. A theory which rightfully believes that pain, suffering and sensitivity to injustice are the main impulses for thought aspiring toward more humane forms of life, should be more considerate to the social conditions where pain, suffering and injustice are most widespread and most serious. Furthermore, we know that social structure and organization are the object of a very lively theoretical and research activity in modern sociology, which is certainly not attributable only to the internal logic of its scientific development, all the more so since in many works need has been stressed for the maintenance of the existing social system. However, the critical theory has not produced any thorough studies of these sociological endeavours. In other words, this theory, although claiming that unity with practice is its supreme principle, makes few efforts to come closer to those into whose consciousness it could eventually take root and emancipate a collective spontaneity, thus influencing practice, so that »the world would not only be interpreted but also changed«. Acquaintance with social conditions in which the negation of the existing system is most evident, even though it might not be effective, would certainly provide numerous impulses to the criticism of its ideology, which some of these thinkers, Adorno in the first place, develop most creatively. Paraphrasing Marx's well-known thought that »it is not sufficient for thought to aspire towards its realization, but reality must aspire towards thought«, it could be claimed in this instance that it is necessary for thought to show more will and determination to obtain a thorough knowledge of the real contradictions in the existing world, if it wishes to implement itself in practice. In the contrary case it will remain an incomplete, sometimes even a wrong »diagnosis of the time«, without sufficiently clear and practically relevant ideas.

REASON: UNITY OF THEORY AND PRACTICE

If the representatives of the critical theory have failed to establish a unity with practice, the latter has been almost ceaselessly an object of their thinking. Because the great thought about the unity of theory

community, and thus the category framework for the study of social differentiation resembles more formal sociology than Marx's conception of society. As exceptions, which rather confirm the rule than challenge the correctness of the statement that historical sociological institutional analyses have been neglected, reference is made to the studies by J. Habermas, *Strukturwandel der Öffentlichkeit*, H. Luchterhand, Neuwied, 1962; H. Pross, *Manager und Aktionäre in Deutschland*, Frankfurter Beiträge zur Soziologie, Bd. 15, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt a. M., 1965.

³⁶ About the prevalence, forms and partly also the causes of destitution and poverty in the USA, see M. Harrington, *Other America, Poverty in the United States*, (1962).

and practice has become one of the most widespread slogans in the present-day world, where it is being vulgarized in various ways to absurdity, and transformed into an exact opposite of the original idea, and because reason is equally excluded from theory and practice, their thinking merits full attention. Some reference to this was made in the previous chapter, the concept of critical theory being impossible to explain without demonstrating its relationship to practice, so we shall only complement it in our further discussion. Here again it will not be possible to show up all the shades in the standpoints of different thinkers. We can only try to outline the prevalent view in this theoretical current. Their views shall be taken either as an expression of a common standpoint, or as its further elaboration, and in some cases as departure from them.

As a result of the earlier mentioned circumstance that the most influential spokesmen of the critical theory are outside political movements (Marcuse in recent years being an exception), and that they oppose concepts about the role of the theory current in various anti-capitalist movements, relationship between theory and practice is generally considered from the theory's viewpoint seeking endorsement for it in philosophical tradition. Opposition to the theory being turned into an instrumental-technical tool of practice, and the criticism of positivist and pragmatist philosophical justifications of this subordination of the theoretical thought are invariably based upon an investigation and interpretation of classical philosophical concepts of reason as the only possible form of a comprehensive rational self-consciousness and ideative prerequisite for a liberation-bringing-socio-historical practice. This has been equally true of Horkheimer and Marcuse since the nineteen thirties, and of Habermas in more recent times. Adorno also continued the investigations of philosophical tradition, begun long before the Second World War and for a long time carried out in closest cooperation with Horkheimer.³⁷ On several occasions Marcuse presented clearly and concisely his interpretation of the concept of reason in the bourgeois philosophical tradition and in Marxian thought, which was later also done by Habermas.³⁸ Horkheimer did the same,³⁹ but he was mainly interested in how the concept of mind and its role in individual and social life changed in the

³⁷ Adorno is more critical both toward the classical German philosophical idealism and towards the phenomenology and the German existentialism than most of the other representatives of the critical theory. Apart from unanimity in the assessment of the contemporary positivism, an exhaustive study could everywhere establish differences between Adorno's and other interpretations of the philosophical tradition and contemporary philosophy, some of which are not insignificant. It is quite possible that some of Adorno's interpretations also imply tacit criticism of the other members of the family.

³⁸ H. Marcuse, »Philosophy and Critical Theory«, originally published in German in *Zeitschrift für Sozialforschung*, Vol. VI (1947) quoted according to its translation, H. Marcuse, *Negations*, Essays in Critical Theory, Beacon Press, Boston, 1969, pp. 135-141. H. Marcuse, *Reason and Revolution*, Hegel and the Rise of Social Theory, (1941), Routledge and Kegan Paul, London, 1963, pp. 252-257. J. Habermas, *Theorie und Praxis*, Luchterhand, Neuwied, 1963, especially pp. 231-239.

³⁹ M. Horkheimer, *The Eclipse of Reason*, *passim*; »Zum Begriff der Vernunft«, in the book M. Horkheimer, T. W. Adorno, *Sociologica II*, pp. 193-204.

course of European history, which will be referred to a little later, whereas his notions about what is positive in philosophical tradition are less clear and frequently more problematic.⁴⁰ We shall therefore take a look at Marcuse's and Habermas's viewpoints.

Reason, according to Marcuse, has been since the seventeenth century the critical device of the bourgeoisie which was in ascendance against the feudal-absolutist order. It assumed various meanings in the course of time, but it always implied a rational structure of the world which can be known, and the possibility of changing reality to suit human needs through practical action based on knowledge. The relationship to nature and social organization in which reason realizes itself should permit a rational satisfaction of human wants and a free development of human abilities. Through education man can become a rational being in a rational world, so that all the laws of individual and social life may develop from a free and autonomous judgement of individuals, independent from any external authority. The idea of reason infers the principle of universality in a twin sense – epistemological and social. The thinking subject is capable of penetrating through the accidents and secrets of nature to the universal and substantive laws and of expressing them in abstract concepts which are not arbitrary constructions of the imagination, and thus can become the instruments of world changing practice. Universality in a social sense is the conviction that reason is a common feature of all men.⁴¹ Consequently the freedom of thought is a part of man's essence; it is a prerequisite of moral and political freedom, since reason is not conceived of contemplatively, but its idea implies that one must act according to its apprehension. However, reason was modelled on natural sciences and technical order based on their application. Here, accord-

⁴⁰ There are some highly controversial passages in the interpretation of the character of the objective reason where Horkheimer identifies it with the comprehensive forms of official ideology which at different historical periods succeeded in imposing themselves upon society and in successfully performing socio-integrative functions, irrespective of its epistemological value. Only thus was it possible to equate the official religion and metaphysics and the objective reason. («Functions which had previously been performed by the objective reason, official religion or metaphysics have now been taken over by the mechanisms of a nameless economic system which reifies». *The Eclipse of Reason* [Serbo-Croatian translation], p. 40). In the same book, Horkheimer states that «separation of reason from religion meant a further step towards the weakening of its objective aspect», (p. 19) having in mind the 16th and 17th century in Western Europe, without at the same time examining the epistemological value of the Roman Catholic and Protestant theologies at the time, and without a historically objective assessment of the significance of the differentiation of philosophy and sciences from the official theology – for this is in fact what is primarily the case – for the development of the European thought.

⁴¹ This idea is very resolutely supported by Descartes in his book, *A Discourse on Method*, which begins with the words: «Good sense is, of all things among men, the most equally distributed; for every one thinks himself so abundantly provided with it, that those even who are the most difficult to satisfy in everything else, do not usually desire a larger measure of this quality than they already possess. And in this it is not likely that all are mistaken: the conviction is rather to be held as testifying that the power of judging a right and of distinguishing truth from error, which is properly what is called good sense or reason, is by nature equal in all men; . . .» (R. Descartes, *A Discourse on Method*, Everyman's Library, J. M. Dent and Sons, London 1924, p. 3.)

ing to Marcuse, lies the root of conformist scepticism in modern rationalism which restricts reason to a technical relationship with nature. Typical bourgeois philosophers – Leibnitz, Kant, Fichte – make a compromise between their philosophical rationalism and the obvious irrationality of social relationships, because they make reason and freedom a private matter of the individual which can be reconciled with a contrary social environment. Hegel, in contrast, sees the vindication of reason in social and political institutions, above all in the state.⁴² Without disputing the bourgeois character of these conceptions of reason, Marcuse explains why they are not just a mere ideology. They express concern for the rights of the individual who protests against the existing reality, because in his thoughts we see himself free and rational. Demanding that the world should be shaped freely by men who are capable of thought, the classical philosophy aspires toward a social order in which individuals would jointly organize their life, according to their needs. Beside safeguarding the rights and freedom of individuals, they would also care for their happiness and resist the subjection of the individual to apparent collectives.⁴³ Hence reason, that basic category of philosophical thought, connotes the idea of a true being which incorporates all the basic contradictions (between subject and object, essence and appearance, thought and being) with the conviction that the existing world is not inherently rational but can be made so.⁴⁴

In his interpretations of philosophical tradition, where he challenges the positivist limitation of reason to intellectual ability, as evidenced in the search for a technically usable knowledge and its efficient technological application, in other words in a functional rationality which considers only the efficiency of means for the achievement of determined goals, detached from a rational judgement and evaluation, Habermas also emphasizes the integral theoretical and at the same time practical meaning of reason in philosophical tradition. Since positivism does not deny that intellectual abilities and theoretical thinking are characteristics of reason, but on the contrary defines reason as such, in his criticism of positivist conceptions Habermas discusses the consequences of separating intellect from practical motivations and impulses in which intellect may develop into reason. Reason in philosophical tradition, according to Habermas, is equally inseparably related with the collective endeavour to remove ideative obstacles (prejudices, errors, delusions, dogmatism, ideological illusions and apologetical manipulation with ideas), which hamper progress toward a juster society, and with the craving for a subjective maturity and autonomy of the individual. Reason therefore invariably thrives in social resistance, and boldness is one of its indispensable psychological prerequisites. »Reason subsists from this temerity to be rational, from that *sapere aude* which Kant put forward as a motto to his answer

⁴² H. Marcuse, *Reason and Revolution, Hegel and the Rise of Social Theory*, (1941), Routledge and Kegan Paul, London, 1963, pp. 256–257.

⁴³ H. Marcuse, »Philosophy and Critical Theory« (*Negations, Essays in Critical Theory*), Beacon Press, Boston 1969, pp. 138–141.

⁴⁴ *Ibid.*, pp. 135–136.

to the question what enlightenment is. Critical reason acquires ascendancy over incarnated dogmatism just because it understood the will to reason as its own interest.⁴⁵ Just because the craving for autonomy and maturity of the individual occurs in conflict with the existing social situation and the ideology which justifies it, it is inseparable from a new and broader feeling of human solidarity and justice. »Reason is undoubtedly equated with talent for maturity and with ability to feel the evils of this world. It is always passionately interested in justice, well-being and peace; dogmatism is opposed by a resolute reason.⁴⁶ This is why, Habermas says, traditional philosophy views reason within the spontaneous experience of the individual, uncovering in him the spontaneity of hope, the holding of an opinion, the evaluation of pertinence or irrelevancy of some contents of experience, sensitivity to injustice and oppression, affective craving for personal maturity, emancipation and happiness because of discovered identity.⁴⁷ In this interpretation of philosophical tradition, reason is understood as self-consciousness, a free rational view of life experience in which the theoretical and practical aspects are united, without, at least ideally, either of them being permanently subordinated to the other, for rational thought aspires to realization, and practical interest develops into rational attitude to life. The interpretation also holds the view that this conception of reason is very closely related to the idea of historical progress.

It is not essential to test the validity of the above-mentioned interpretations of reason in the tradition of philosophical and socio-political thought from the standpoint of history of ideas and sociology of knowledge. It is certain that it contains elements of idealization, because the historically changeable content of such general concepts as freedom, justice, solidarity, maturity, etc. is not made sufficiently evident. Two other things appear to be much more important. (1) A determinate approach to the past and cultural tradition, as indispensable bases for contemporary critical thought. The latter, namely, relies upon consciously established progressive social aspirations of the past and their thought, and not upon an abstract past and theoretically vague tradition of class, nation, culture. It is obvious that these concepts, especially those of nation and culture, are replete with highly controversial socio-historical contents, that any reference to a general, historically rather undeterminate tradition is highly questionable, and that such an undifferentiated attitude to the past most frequently encourages conservative and reactionary tendencies at the present time.⁴⁸

⁴⁵ J. Habermas, *Theorie und Praxis*, p. 235.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 235.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 239.

⁴⁸ Thus, for example, the nationalist slogan about respect for one's own people, as a prerequisite for the respect of other nations, in practice turns into its own opposite: an uncritical view of the past of one's own nation – without a rational distinction between what was progressive in one's past and approached the progressive aspirations of other nations at that time, and that which once meant regression and resistance to progress and consequently deserves no respect but only an objective explanation and contempt – creates a very convenient ground for fictions and illusions about the exceptional value of one's own nation, by a fanciful embellishment of its past, by an exaggeration and overestimation of its character-

Critical thought evolves relying on a progressive tradition, because in regressive aspirations there is also a definite continuity which often gives rise to an emulation of the regressive forms of social life from the past.⁴⁹ (2) Yet tradition is sometimes unduly overrated. Habermas seems to see in it the only encouragement for a further development of the critical theory. »Experiences of our age do not support the conviction that civilization of humanity is its strongest tradition. It seems though that sociology must see in an ironical repetition, although without the metaphysical guarantee provided by the natural order, its of criticism only from the conservation of its own critical tradition.«⁵⁰ *critical* tasks as in fact *conservative* ones because it draws the *motives*. This proposition would seem to reflect a very narrow, almost parochial view of the history of our age. If we contemplate contemporary history from a universal rather than a purist perspective, and if we are not obsessed with the concrete conceptions and expectations of the progressive European thought of the eighteenth and nineteenth centuries, but rather creatively continue its tradition, there is really no reason to see nothing but unfulfilment of these expectations in this age; there are also historical breakthroughs which are at least partially but not insignificantly in accordance with the earlier progressive expectations and therefore can be very much of an impulse to the development of critical thought. Finally, are not failures also a motive for the search of new opportunities? Belief that reliance on progressive thought from the past is sufficient to develop contemporary critical thought is liable to lead to a special form of traditionalism.

Searching for theoretical support in the conceptions of reason developed in the progressive philosophical thought, the protagonists of the critical theory devoted their attention to inconsistencies in these

ristics, together with a usually irrational view of the history of other peoples with whom one's own had been in a close contact, both of which rendering more difficult the integration in the progressive contemporary historical trends.

⁴⁹ An even stronger emphasis on progressive tradition was made by Werner Hofmann, in stating that nothing that once meant a progressive culture is lost forever. »A cultural achievement (including moral achievements) of a historical process is in fact irreversible. Once constructed, the painfully formed image of man with all his possibilities *remains*, even in the eclipses of history. It may be *denied*, but never *destroyed*.« (W. Hofmann, *Universität, Ideologie, Gesellschaft*, Beiträge zur Wissenschaftssoziologie, Suhrkamp, Frankfurt a. M., 1968, p. 81.) In the Yugoslav political thought, the works of Ljubomir Tadić show the value of a conscious reliance upon progressive tradition in the development of a progressive contemporary standpoint (see L. Tadić, *Poredak i sloboda (System and Freedom)*, Kultura, Belgrade 1967, *passim*.)

⁵⁰ J. Habermas, *Theorie und Praxis*, p. 230. This is not an accidental passage in Habermas's work; this exaggeration of tradition's role appears frequently, so that the mentioned passage has a documentary value for the assumption that such a view of tradition forms the basic, perhaps even pre-theoretical, premises of his thought. In his polemics with H. Albert, Habermas, for example, states that »imagination is formed only in contact with traditions which must first be adopted...« (J. Habermas, »Gegen einen positivistisch halbierten Rationalismus«, *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 16, Jrg. (1964), p. 654.) The exclusiveness of this view appears to deny that liberation from tradition is a prerequisite for imaginative comprehension of reality and creation of original visions. It would seem that the role of tradition has also been overemphasized in Habermas's conception of the manner in which experiential, non-theoretical consciousness of social groups is formed.

conceptions which also helped to move the general evolution of European thought in the opposite direction.⁵¹ These investigations have a constitutive significance for the critical theory, since the theory in its original form – Marcuse's thought – and in its contemporary stage is deemed to be the consequence as well as the overcoming of the crisis of the bourgeois philosophy and science. There are certainly some doubts about sociology and about the legitimacy of philosophy as a relatively autonomous form of expressing the critical theory. During the 1930's, the critical theory was regarded as an antipode of the contemporary bourgeois philosophy and sociology which dialectically transcends their tradition and develops it upon new theoretical positions.⁵² The critical theory is therefore not a particular science but a historically new form of rational self-consciousness which is built on the basic theoretical premise that socio-economic relationships make up the social being and dialectically determine other conditions of man's life and his activity. At that time Horkheimer was definitely against the critical theory turning into sociology.⁵³ Later on sociology and philosophy were accepted as relatively autonomous forms of intellectual creativeness, but an emphasis was laid on the necessity for their closest possible interrelation.⁵⁴ It is far more important that the basic principle about what is the continuation and what the overcoming of the conception of reason in the philosophical tradition should, at least on principle, remain unchanged. While reason continues to be regarded as a comprehensive – theoretical and practical – rational self-consciousness, the theory seeks opportunities for the realization of reason in social life. Out of a number of passages which demonstrate the immutability of this basic standpoint, we shall only adduce two. These passages are all the more important since they were not made in passing but in a discussion on the concept of the critical theory and reason. Marcuse wrote in 1937 as follows: »In a world without reason, reason is only a semblance of rationality; in a state of general unfreedom, freedom is only a semblance of being free.«⁵⁵ This is how Horkheimer explained in 1951 conditions for overcoming the historical gulf between the objective and subjective reason (substantial and functional rationality): »It is only when relationship between man

⁵¹ In addition to the above-mentioned works by Horkheimer, Marcuse, Adorno and Habermas, also worthy of note is the book by M. Horkheimer, Th. W. Adorno, *Dialektik der Aufklärung*, Querido Verlag, Amsterdam, 1947.

⁵² See H. Marcuse, »Philosophie und Critical Theory« in H. Marcuse, *Negations. Essays in Critical Theory*, Beacon Press, Boston, 1969, pp. 134, 141–142; H. Marcuse, *Reason and Revolution, Hegel and the Rise of Social Theory*, (1941), Routledge and Kegan Paul, London, 1963, pp. 252, 257.

⁵³ M. Horkheimer, »Traditionelle und kritische Theorie«, p. 289. This conception of the theory makes the qualification »of society« unnecessary, because it deals not only with the study of society, but with man in general, on the assumption that social relationships are primary. It is no wonder that the majority of its most prominent representatives frequently only call it the critical theory.

⁵⁴ In the very strict division of a German university into disciplines, the most eminent representatives of this school of thought (Horkheimer, Adorno, Habermas) are simultaneously professors of philosophy and sociology (Horkheimer was until his retirement and Adorno until his death.)

⁵⁵ H. Marcuse, »Philosophy and Critical Theory (*Negations, Essays in Critical Theory*), Beacon Press, Boston, 1969, p. 137.

and man and consequently between man and nature is differently set up than in the age of domination (*Herrschaft*) and isolation of individuals (*Vereinzelung*), that the breach between the subjective and the objective reason will disappear in unity. This requires work on society as a whole, a historical activity. The inauguration of a social situation in which a man does not become the tool of another is at the same time the realization of the concept of reason, which is now threatened to disappear in the rift between objective truth and functional thinking.⁵⁶ This rift which engenders an extraordinary increase of functional rationality in natural sciences and technology, and in recent decades has widened to social sciences within an irrational social framework of exploitation, domination and oppression, as well as its philosophical justification, were the object of inquiry by many adherents of the critical theory. Some reference to this has already been made in connection with Marcuse's ideas in *One-Dimensional Man* and Horkheimer's *The Eclipse of Reason*, revealing certain major weaknesses in their theoretical concepts. No attempt will be made in this article to discuss these concepts at length, which is indispensable in the sociology of knowledge. We shall only state as a general observation that these analyses of the development of thought, and especially of sciences, in the new-age European culture, have succeeded better in perceiving certain basic changes in the internal structure and social functions of thought than in placing this development of ideas, in a historically determined manner, in its appropriate socio-historical context. This context has been very roughly outlined or, as with Marcuse, its role has been almost completely neglected; what is more, the development of sciences in its latter stages has been derived from the transcendental characteristics of scientific thought. In the sociology of knowledge there are many reliable analyses of the concrete influence of social conditions upon the development of sciences, their organization and their links with the educational systems in different European countries and time periods, the results of which cannot be overlooked or simply substituted with Scheler's Husserl's or Heidegger's ideas.⁵⁷

⁵⁶ M. Horkheimer, »Zum Begriff der Vernunft«, in the book by M. Horkheimer, Th. W. Adorno, *Sociologica II*, p. 204.

⁵⁷ The same weaknesses in the approach to some of the major conclusions can be found in one of Habermas's latest treatises (see J. Habermas, *Technik und Wissenschaft als 'Ideologie'*, Suhrkamp, Frankfurt, 1968, pp. 48-103). Here, for example, it is claimed that interdependence between science and technology did not exist until just before the end of the 19th century, and that modern science had not until then contributed to the acceleration of technical development (p. 73), as if Merton's and other historical studies of sociology of knowledge had not established an active participation of the most prominent scientists and leading scientific institutions in the solution of the technical side of the economic and military problems in England late in the 17th and at the beginning of the 18th centuries. (See R. K. Merton, »Science and Economy of 17th Century England«, in R. K. Merton's book, *Social Theory and Social Structure*, 2nd edition, The Free Press, Glencoe, Ill., 1957.) No less astonishing is the statement that in the industrially developed capitalist countries, science and technology assumed the function of vindicating the system, which had been performed by the pre-bourgeois and classical bourgeois ideologies (pp. 74, 76, 88-93). The fetishization of science and technology is no doubt an important factor in the contemporary techno-bureaucratic and bourgeois ideology, but certainly not the only one. For instance, this fetishization appears indeed as a com-

The further discussion is limited to that part of critical opposition to the development of European thought towards an increasingly one-sided, although technically more efficient functional rationality, which directly affects the development and defence of the critical theory in social sciences. Fully aware that technization is making inroads into all theoretical social sciences, including psychology, and that it is spreading very rapidly, the followers of this school of thought are attempting to explain the meaning of the changes implicit in this process, to dispute its epistemological justifications in the positivist philosophy, and to subject to criticism the methodological principles of technicism in social sciences.⁵⁸ It is pointed out, first of all, that technicism restricts scrutiny in the study of society to technically usable knowledge which consists in determined regularities between variables, on the basis of which their future condition may be anticipated; forecasts serve as a basis for technical intervention and control. Social regularities are envisioned to be analogous with natural laws, losing sight of the fact that the relationship between the general and the particular in society is always historically concrete. Society, as a concrete contradictory whole, remains outside the range of methodological approach and theory; it is theoretically presented as a system of mutually dependent functions; the notion of society is only an abstract general theoretical framework of individual investigations serving to relate established knowledge about specific regularities, mainly in order to extend the possibilities of technical control. This conceptual representation of society disguises its antagonistic character.⁵⁹ The reluctance to see the concrete historical social totality as a problem and disregard for its influence upon all the particular relationships and phenomena, which suits a conformistic acceptance of the existing society, has a decisive effect on the conception of the nature of scientific experience about man and society, on the interpretation of scientific objectivity and the relationship between the existing reality and optimal possibilities, which will be referred to in the next

ponent part of the ideology of the «American way of life», but here many purely traditional ideological elements play a vital role; one of them is the glorification of the time and spirit of the «pioneers». In functionalism as an ideology, another basic bourgeois thesis – the principle of the equivalence of exchange in capitalism – appears to survive. Can anti-communism, which from time to time acquires hysterical forms but is a permanent essence of almost all the bourgeois ideologies, be reduced down to a technocratic consciousness? Racialism, too, – in the name of the «latest» and «undeniable» scientific results – has been spread by many «professors doctors» in the industrially developed capitalist countries. Has science here, too, in its transcendental sense, as Habermas would say, replaced the traditional forms of the bourgeois ideology? At any rate, a pretty good substitution. (Some interesting critical remarks about Habermas's use of two words «transcendental» have been made in the article by K. Schrader-Klebert, «Der Begriff des Transzendentalen bei Jürgen Habermas», *Soziale Welt*, 19, Jhrg., (1968) H. 3–4).

⁵⁸ A description of the outward forms of this process and the explanation of its social background generally agree with Mills' analysis in *Sociological Imagination*. Mills' criticism of the social roots of the process is more open and more resolute, but less philosophically founded.

⁵⁹ This is particularly stressed by Adorno. See Th. W. Adorno, «Soziologie und empirische Forschung», in the book by M. Horkheimer, T. W. Adorno, *Sociologica II*, pp. 213–214.

chapter. However, since technical problems are mostly partial, the subordination of social sciences to technical interests causes their increasing fragmentation, which in turn renders even more difficult a comprehensive view of society as well as a deeper inquiry into and the understanding of specific relationships and phenomena. These arguments demonstrate the need to relate sociology more closely to other social sciences. »The autonomy of social sciences is not something „in itself“, but is based on reification . . . For this reason the demarcation between these two sciences (sociology and psychology – V. M.) is just as little absolute as the boundary between sociology and economy, or sociology and history. Insight into society as a whole also implies that all factors operating within this totality, and which can never be reduced upon each other without a remainder, must come within knowledge; this insight must not be allowed to be terrorized by the scientific division of work«. ⁶⁰ Yet, cooperation of sciences is not sufficient for the development of critical theory and creation of a theoretical base necessary for unification with practice, in which theory would not play a subordinated instrumental role. »Relationship with philosophy remains a constitutive one for sociology . . .« ⁶¹ because »without a concern for the destiny of the totality, which must not be spoken of without an idea in the sense of a great philosophy, sociology as a science is sterile, for which it unjustly denounces philosophy«. ⁶² Sociology cannot be confined to the description, classification and explanation of different phenomena and relationships in existing society, nor to its functioning as a system. Its duty is to show how men should live in common, in fact it must assume and continue the so much abominated and underestimated role of enlightenment. ⁶³ Having thus conceived the role of sociology and of other theoretical social sciences in unifying theory and practice, the protagonists of the critical theory have resolutely rejected the idea of the so-called value-free social sciences (*Wertfreiheit*) as a philosophical justification for transforming these sciences into un-autonomous tools of social practice. Their critique of the principle of ethical neutrality has convincingly shown, through an epistemological analysis and by using concrete historical material, that, if consistently implemented, it fully justifies irrational decisionism of social practice, and that this principle shows a tendency to make the functional rationality's predominance in scientific thought all embracing and absolute. ⁶⁴ There is also agreement on a few basic points in elucidating the particular role of theoretical thought in

⁶⁰ Th. W. Adorno, »Zur Logik der Sozialwissenschaften«, p. 261.

⁶¹ M. Horkheimer, »Soziologie und Philosophie«, in the book by M. Horkheimer, T. W. Adorno, *Sociologica II*, p. 14.

⁶² *Ibid.*, p. 11.

⁶³ *Ibid.*, p. 12, 16.

⁶⁴ See J. Habermas, »Dogmatismus, Vernunft und Entscheidung«, in the book *Theorie und Praxis*, pp. 231–256; J. Habermas, »Analytische Wissenschaftstheorie und Dialektik«, pp. 299–310; W. Hofmann, »Vom Werturteil in der Gesellschaftslehre«, in the book W. Hofmann, *Universität, Ideologie, Gesellschaft, Beiträge zur Wissenschaftssoziologie*, pp. 67–81. The most voluminous historical analysis of the problem of value-free social sciences may be found in the study by W. Hofmann, *Gesellschaftslehre als Ordnungsmacht, Die Werturteilsfrage – heute*, Muncker und Humbolt, Berlin, 1961.

establishing a rational unity between theory and practice. In the first place this applies to the idea that the critical theory derives from contradiction between what exists and what is possible, in terms of a reasonable optimality. Adorno expresses this viewpoint by stating that theory »must dissolve the rigidity of the here and now hardened object in the tension between what is possible and what is real«. ⁶⁵ Marcuse, describing critical theory as a project of historical practice, ⁶⁶ also believes that it differs from other projects by its tendency to develop that opportunity in which available social resources may be used »for the optimal development and satisfaction of individual needs and faculties with a minimum of toil and misery«. ⁶⁷ The word project, which is also used by Sartre, must not be taken as a minutely elaborated technical plan. Horkheimer specifically warns against this. ⁶⁸ Project is a conceptual and theoretical vision of a social order which is the negation of the established order. The explanation of the negation also implies the possibility of a practical overcoming of the established form of society. Itself necessarily dialectical, the notion of project unifies the basic determinants of a future society, while drawing attention to probable contradictions in its implementation, with a frankness which would leave emancipated practice sufficient room for a creative resolution of various concrete problems, and would theoretically make possible various historical concretizations of the basic concept. Thus conceived, theory corresponds to the classical concept of »instruction for action«. The negation of the existing form of society must arise within it and develop as its crisis worsens. We have seen that the theory's role in this historical process consists in emancipating social forces which on account of their objective situation are a negation of the established form of society, and in freeing their creative potentials.

Habermas further develops this classical idea by stressing the fundamental difference between technology and practice, these being essentially different methods of establishing the relationship between subject and object. In the briefest possible outlines, his standpoint consists of the following. In technology the relationship between subject and object is entirely an external one. A subject is interested only in that knowledge about the object which he expects will ensure his effective influence upon it – its change or control – in accordance with his own needs, interests and aims. The logic of technical knowledge and its use has developed almost to perfection in modern natural sciences and in technology based upon them. However, as mentioned previously, technical knowledge has spread in recent decades to social sciences as well, thus increasing the possibilities and efficiency of manipulating men and social groups. Practice is only possible among men, and relationship to nature appears in it only after it had been

⁶⁵ Th. W. Adorno, *Soziologie und empirische Forschung*, p. 206.

⁶⁶ H. Marcuse, *One Dimensional Man*, Studies in the Ideology of Advanced Industrial Society (1964), Beacon Press, Boston, 1968, pp. XVI, 219–220.

⁶⁷ *Ibid.*, p. XI.

⁶⁸ »Philosophy is neither a tool nor a technical project. It can only suggest the path of progress as determined by logical and real necessities«. (M. Horkheimer, *The Eclipse of Reason*, [Serbo-Croatian translation] p. 145.)

mediated by social relationships, or more precisely, by the satisfaction of human needs and interests. Practice exists only if there is an established unity between the subject and object, i. e. if individual and collective participants in a mutual relationship and influence are aware of their true significance, if they have comprehended this meaning from the standpoint of their needs and interests, and if they can freely regulate their mutual relationships. Criterion of functional rationality as applied in technology, i. e. an efficient utilization of the means to achieve the subject's ends, is in practice replaced with substantial rationality: the emancipation of the participants, their autonomy, maturity and individuation. These criteria can only be realized by promoting communication in a coercion-free society. Any practical influence must respect the existing practical consciousness of the participants. In social sciences, if they are to contribute to the development of practice, a hermeneutical approach is therefore indispensable in order to comprehend the actual consciousness of individuals and social groups, which developed in their earlier experience and under the influence of tradition. This does not mean, however, that the established consciousness should be viewed passively, because individual and collective spontaneity engender a warped consciousness. Criticism of ideology is, therefore, indispensable, but not as a manipulation or indoctrination; the social medium of enlightenment and emancipation is a free public (*Öffentlichkeit*) where all problems are discussed on which a practical decision is to be made. This is how Habermas evidently wishes to solve Marx's apparently insoluble problem about »educating the educators«, by abolishing in the sphere of social practice »educators« as a social group with a specific authority, and replacing them with a collective self-education by mutual communication in a free public.⁶⁹ This truly democratic idea is, obviously, feasible in inverse proportion to objective inequalities in a society and contradictions arising from them. A critique of the above idea which would move only in this direction would be, however, one-sided and inadequate for as long as the idea of practice is viewed as the opposition of an ideal to a reality in which various technical procedures of domination over men prevail. In the internal relationships of a revolutionary movement, which truly fights for a community of free men, such a notion about the method of solving all practical issues should become a norm at the risk of the movement degrading itself sooner or later into its own negation. In the light of this concretization of the method of establishing the unity of theory and practice, the controversy about Marcuse's thesis on external negation becomes much clearer. Without a possibility of being related with a spontaneously arisen collective consciousness which it could develop further, while at the same drawing various impulses from the collective spontaneity

⁶⁹ Habermas expressed this view about the relationship between theory and practice in several articles, which were later collected in the book J. Habermas, *Technik und Wissenschaft als 'Ideologie'*, but the basic idea can be found already in his book *Theorie und Praxis*. We have deliberately omitted here some of the objections that could be made against certain concepts and theoretical propositions which he made in developing his thought.

of the revolutionary movement, the theory could operate only as a tool of external manipulation and would soon transform itself into a specific kind of technocratic and/or bureaucratic consciousness. Unfortunately, Habermas's analyses of internal revolutionary possibilities in industrially developed capitalist societies do not differ much from those of Marcuse.⁷⁰

There is a very widespread thought in the critical theory that support for the unity of theory and practice does not mean wanting to strengthen the activism of practice, especially in developing forces of production and in political life, as almost all other Marxist currents interpret the advantages of this unity. Marcuse, for example, believes that the rate of technological development, which in developed countries is showing a tendency of ever greater acceleration, should be slowed down. This is one of the requirements of his thesis about »pacifying the struggle for existence«, which is fundamental to his »historical project«.⁷¹ Horkheimer held somewhat similar viewpoints earlier, but he did express scepticism in regard to political activism.⁷² It is not easy to explain all the factors affecting these standpoints. It is certain that we must take into consideration senseless abuses of technology for destructive, oppressive and manipulative purposes, numerous obvious irrationalities in production and in the social functions of consumer goods. This already contains a measure of awareness of the increasing application of typically manipulative methods in massive political action, especially when it acquires dynamic forms. All this gives rise to a critical attitude toward the technocratic myth about the development of technology as a decisive factor of social progress and prompts thinking about more sensible forms of exploiting the enormous technological possibilities, but it does not justify the conservative idealization of some past forms of social life and relationships existing in them. Furthermore, Marcuse rightly points out that a change in the ratio between the time filled with work necessary for subsistence and the time of leisure in the life of men calls for a re-examination of the criteria of rationality which have historically arisen under the pressure of the overwhelming necessity for work. Rationality within the framework of compulsion is vitally different from rationality within freedom. It is an old rule that we must not make a virtue of necessity.

EXPERIENCE AND IMAGINATION

The conception of the nature of society and the basic practical interest leading to its study have a very strong effect upon the epistemological definitions of scientific experience about society and scientific objectivity. This view is bound to cause opposition and to be interpreted as a defence of relativism. For this reason we should at-

⁷⁰ See Habermas, *Technik und Wissenschaft als 'Ideologie'*, pp. 84-103.

⁷¹ H. Marcuse, *One Dimensional Man*, especially chapters 9 and 10.

⁷² See M. Horkheimer, *The Eclipse of Reason*, (Serbo-Croatian translation) pp. 159-162.

tempt a clearer explanation of its meaning, since in the critical theory it had always been counterposed to relativism. Let us see why we must distinguish epistemological definitions of experience and criteria of objectivity both of empirical data and of theoretical propositions in that scientific school which departs from the assumption that society is based on a spontaneous consensus and approaches it statically and with a conservative practical interest, from the other school of thought which presupposes that society is an antagonistic totality in all of whose relationships there is compulsion, but in its contradictions there are forces of radical transformation, and which believes that the main role of the theory is to make these social forces conscious. To clarify this position, we must define the concept of being static. Being static does not and cannot mean being hostile to all changes. Various highly dynamic social changes must be taken into consideration. It is assumed that they do not lead to a change in the basic social relationships of the existing society. Being reduced to quantitative changes of qualitatively immutable constants of the social system, or to that which in comparison with its essential features is inconsequential and accidental, dynamics turns into statics.⁷³ In the first instance scientific experience consists in a direct reflection of the existing reality and in an indirect examination of some of its structural relationships, which are not immediately evident from empirical experience. As the result of a static conception of society and conservative practical interests which lead cognition, experience duplicates a given social reality. All facts which are in accordance with the established form of society are regarded as normal and are therefore theoretically non-problematic. Phenomena which variously express social contradictions are interpreted as departures from a normal situation, as pathology. Practical interest requires them either to be reintegrated in the normative-institutional framework of the system or, failing this, to be removed, by isolation or suppression. It is only indirectly, as they increase efforts by the ruling forces of the system to remove disturbances and friction in the functioning of the system thus restoring its equilibrium, that negative phenomena may be considered to have a positive role. One of the most important prerequisites for a successful functioning and reproduction of the system is to instill its general and particular needs and their ideological justification in the consciousness of individuals through socialization, if possible to that extent that they should become their »second nature«, making it impossible for them to realize, on the basis of a more independent personal experience, their position within the system. With this aim in view the ruling forces of the system, using various methods of compulsion and taking advantage of their superiority in having control over the means of wielding influence, are trying to implant in the consciousness of individuals and into the collective conceptions of all social groups their own interpretations of the nature of the social system, of the opportunities

⁷³ This relationship between statics and dynamics in Comte's theory of the bourgeois society has been stressed by Adorno in his article »Über Statik und Dynamik als soziologischen Kategorien«, in the book M. Horkheimer, Th. W. Adorno, *Sociologica II*, pp. 223–240.

offered by it. Many schools of statically conservative thought do not conceal the role of social compulsion in the establishment of social relationships, in the creation of general contents of collective consciousness and in the maintenance of the system; instead they try to explain and justify them by means of different theories: by inferring compulsion from the spontaneously established ideative and value-normative consensus (Durkheim and the spiritualist current in functionalism); by an irremovable and radical difference between capabilities of the ruling minorities and the rest of society (Pareto and related elitist theories); by immanent imperatives of technology (Gehlen, Schelsky and, although with different historical perspectives, Marcuse, and a branch of vulgar Marxism). In the concept of experience which arises in methodological transformations of statically conservative theories, general, essential and constitutive in a social phenomenon is that which is engendered by social compulsion; this concept, however, overlooks the dialectically contradictory relationship between the general and the particular, society and the individual, which is mediated by the relationship between society and those of its sections to which the individual belongs, and by the individual's position within particular social groups. The concept of experience, »purified« by theoretical assumptions and research procedures from different concrete social contradictions and tensions, suits conservative practical interest. At the end of the last century Durkheim very consistently developed this methodological view about the character of experience of society upon which sociology as a positive science should be built. A social phenomenon is sociologically relevant (»social fact«) only inasmuch as it contains social compulsion: as *vis major* it stands above individuals, it is independent of them and acts with the inexorability of a natural force.⁷⁴ The static conservative theory of experience is only interested in what is general in phenomena, in other words in that which reveals the most important prerequisites of the functioning and conservation of the social system. In its own concept of experience, it seeks to separate the general elements in phenomena from the concrete manner in which they are expressed. This is particularly evident in a pronounced contempt for individualized forms of manifesting social phenomena. The social is mechanically separated from the individual and the latter is regarded as purely accidental and subjective, hence unsuitable for scientific empirical evidence. Durkheim's conception of scientific experience is in this respect very

⁷⁴ »A social fact is to be recognized by the power of external coercion which it exercises or is capable of exercising over individuals, and the presence of this power may be recognized in its turn either by the existence of some specific sanction or by the resistance offered against every individual effort that tends to violate it. One can, however, define it also by its diffusion within the group, provided that in conformity with our previous remarks, one takes care to add a second and essential characteristic that its own existence is independent of the individual forms it assumes in its diffusion... Generality combined with externality may, then, be easier to establish«. (E. Durkheim, *The Rules of Sociological Method*, quoted according to the book by M. Brodbeck (ed.), *Readings in the Philosophy of the Social Sciences*, Macmillan, New York, 1968, p. 250.)

clearly defined.⁷⁵ It is therefore understandable why Adorno on several occasions illustrated his critique of the static conservative conception of scientific experience and objectivity by using Durkheim's methodological ideas.⁷⁶

There is another variant of the static conservative approach to society and to the conception of scientific experience. It relies upon nominalist tradition and tries to compose society from common characteristics of individuals, overlooking the decisive influence of the social totality and its various mediations in the creation and preservation of the common features of the individual. The conservative character of this school of thought, which is prevalent in the contemporary sociological empiricism, consists in a primary interest for that which in the behaviour and consciousness of individuals suits the normative requirements of the existing society, and particularly the needs for the functioning of its various institutions. At the same time effective procedures are being sought by means of which it would be possible to bring back within the limits of thus outlined requirements that which departs from them in individual behaviour. Objective conditions of the life of men and they themselves as human beings are taken into consideration in investigations only to the extent desirable for ensuring the technical efficiency of the intended intervention. The limits within technical efficiency is expected to move are *a priori* determined by tolerance for departures in different areas of structure and organization of the established society. In investigations which are directly subordinated to administrative needs, these limits are usually outlined by the terms of reference, so the investigator does not have to examine them theoretically. We must not take this schematically and overlook cases in which, following the results of earlier investigations, often commonsense notions about the limits of tolerance are changed, which means that the role of investigation does not always consist in finding out more effective methods and forms of action within a fully static structural-organizational framework. New and more efficient methods of action invariably demand at least a partial change in the conditions of their implementation. This partial, technical or descriptive form of sociological empiricism is content with a substantially narrow, and in terms of time restricted experience about

⁷⁵ »It remains for sociology to make the same advance, to pass from the subjective stage, which it has still scarcely outgrown, to the objective. Fortunately, this transformation is less difficult to effect here than in psychology. Indeed, psychological facts are naturally given as conscious states of the individual, from whom they do not seem to be even separable. Internal by definition, it seems that they can be treated as external only by doing violence to their nature... Social facts, on the contrary, qualify far more naturally and immediately as things... By their very nature they tend toward an independent existence outside the individual consciousnesses, which they dominate«. (E. Durkheim, *The Rules of Sociological Method*, quoted according to M. Brodbeck, op. cit. p. 253-4.). The following methodological principle is therefore a logical conclusion: »We may lay down the principle that social facts are all the better suited to be objectively represented as they are completely freed of the individual facts which manifest them«. (E. Durkheim, *Les règles de la méthode sociologique*, 7. édition, F. Alcan, Paris, 1919, p. 55.)

⁷⁶ See Th. W. Adorno, »Zur Logik der Sozialwissenschaften«, p. 261; »Notiz über Sozialwissenschaftliche Objektivität«, *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, 17. Jhrg. (1965), H. 3; *Negative Dialektik*, p. 342.

the object of investigation. In technical empiricism it is especially the life conditions of surveyed individuals and social groups that are examined superficially and fragmentarily. This kind of empiricism most frequently analyses the effects of various practical interventions only from the standpoint of their direct aims. In technical empiricism man as a human being and society as a whole are »placed within parentheses«. Adorno's critique of this methodological orientation is mostly justified.⁷⁷ More difficult are generalizations about descriptive empiricism. There prevails a scientifically and practically insignificant factography, of a chronological or statistical type. However, there are also works which give very full and correct images of different spheres of social life, often precisely those where social contradictions are strongly pronounced. Broader theoretical interpretations and explanations of the results of such investigations are possible and useful.

The ideas held by the adherents of the critical theory concerning the characteristics of scientific experience about society are almost always confronted with the above-mentioned variants of static conservative positivism, but there are no methodological treatises where they have been systematically developed, so as to concrete general methodological principles by the elaboration of special investigational approaches and numerous proceedings which appear and must be coordinated in any approach. Furthermore, in the critiques of different schools of thought in contemporary sociology, particular failings of those which are being criticized are often unreasonably generalized, and sometimes in polemical passion insufficiently corroborated objections are made, and it remains unclear whether it is the wrong utilization of a method, e. g. quantification, that is being criticized, or if the procedure itself is being disputed.⁷⁸ However, the critical theory contains a number of very important passages about scientific experience on society and man. In critiques against restrictive approach to social reality in empiricism it has been pointed out that atomic empirical data are no basic facts but have been socially mediated. They express some general social relationships in a more or less mediated manner, so the data are scientifically almost useless unless the mediations are methodically determined. Up to here the critique of limited empiricism agrees with the concepts of global conservative theories. Essential differences between the critical and the latter theories emerge from an antagonistic conception of social totality. The biggest objection to systematic conservative theories is that their conception of experience is subordinated to attempts to facilitate superficial generalizations about social regularities which conceal various social contradictions and antagonisms. What is in these theories an uncontroversial expression of society's general characteristics, in Adorno's interpretation becomes the most important problem of the critical theory. »What we need is an explanation of homogeneity itself, inasmuch as human behaviour is subject to the laws of large numbers, rather than its ab-

⁷⁷ See especially Th. W. Adorno, »Soziologie und empirische Forschung«, *passim*, and *Soziologische Exkurse*, chapters I, II, III.

⁷⁸ Many examples of this kind may be found in Horkheimer's book, *The Eclipse of Reason*.

sence. The applicability of this law runs counter to the principle of individuation; that which despite everything cannot be just glossed over, namely that men are not just ordinary specimens of their kind.⁷⁹ Adorno, like Durkheim, believes that whatever is general and common in social behaviour is a sequel to social pressure.⁸⁰ He, however, does not regard the situation as a natural one but as a condition of a bonded society whose antagonistic relationships hinder the individualization of men and reproduce in individuals its own irrationality.⁸¹ We have seen earlier that Adorno believed that in contemporary society, which is moving toward totalitarianism, dominance of society over the individual is increasing. This however, does not occur smoothly, without opposition and without tragic consequences. In sociological generalizations about various regularities, which overlook the antagonistic character of society as a whole, and the manifestation of which is separated from the context of the life of individuals in a biographical sense, actual social contradictions and antagonisms remain very largely hidden.⁸² Therefore, what Durkheim put forward as a principle, which would ensure greater objectivity of scientific experience, is being criticized here, on the basis of a dialectical conception of relationships between what is general and particular in an antagonistic social totality, as a distortion of reality and regarded as a major index of the inobjectivity of research proceedings. The possibility of avoiding this distortion lies in a complex structural and genetic investigation of the conditions of life of individuals and groups whose concrete behaviour or consciousness are under scrutiny, without ever losing sight of relationships with social totality.

Another domain in which partial agreements and differences between critical and static conservative theories of experience are also evident is the interpretation of social consciousness. Durkheim, like all sociologists who have accepted Mannheim's thesis on total ideology, could fully endorse Horkheimer's explanations about the double social determination of experience, because of (1) socio-historical formation of objects under scrutiny which had arisen in social practice, and (2) historical development of man's cognitive apparatus and technical means serving to widen the field and increase the accuracy of experience.⁸³ Differences arise in trying to explain the role of various forms of consciousness in social life, their relationship to the existing social condition, and their role as a source of information about society. Into the discussion of these problems of scientific experience, the critical theory introduced the ideas of the criticism of ideology. Whereas according to Durkheim and the spiritualist faction in functionalism, the ruling ideas about society are a spontaneous and adequate expression of the social being, the followers of the critical theory believe that in an antagonistic society they are mostly ideo-

⁷⁹ Th. W. Adorno, »Soziologie und empirische Forschung«, p. 214.

⁸⁰ »Die Gemeinsamkeit des sozialen Reagierens ist wesentlich die des sozialen Drucks« (Ibid., p. 214).

⁸¹ Ibid., pp. 214-215.

⁸² Ibid., p. 213.

⁸³ M. Horkheimer, »Traditionelle und kritische Theorie«, pp. 255-257.

logy, socially indispensable illusion, an external façade concealing real social relationships and obscuring the possibilities of progress. A critical exposure of ideology is an essential prerequisite for objective scientific experience, whereas the restriction of science to its neutral description is tantamount to maintaining an illusion. It is subsequently concretized in the criticisms of descriptive surveys of public opinion and of the effect of the media of mass communication, which at best provide data on subjective conceptions and effects of the mentioned media, but failing to show the extent to which certain objective contents of social life are inadequately and falsely expressed within subjective notions and attitudes and what was responsible for these deformations. In studying the effects of the media of mass communication, the objectivity of information is very rarely examined, and so is the artistic or scientific value of the content of culture which they transmit. Adorno's criticism of the sociology of arts being restricted to a study of how works of art are accepted and experienced, excluding the examination of the internal structure of works of art, their social content and artistic quality, demonstrates the extent to which the desire to increase the efficiency of different institutions in the established society (in this case the media of mass communication) restricts the framework of those sociological disciplines where this would be least expected.^{83a} This restrictive approach also implies a diminished objectivity of experience, since for the sake of practical interest the examination of many essential features of the phenomena under scrutiny is simply withheld. Objectivity, namely, is not dependent merely on formal and technical research proceedings, but is likewise influenced by the nature of the cognitive interest contained in the aims of the investigation.

In recent times Habermas has been trying to complement this basic ideological-critical approach in creating scientific experience about society with a hermeneutical approach, i. e. by examining subjective and objective meanings contained in individual and collective behaviour and interpretation of reality.⁸⁴

An ideological-critical approach in creating scientific experience about society in order to penetrate behind its ideological façade is certainly a prerequisite for an objective theoretical explanation of the existing social conditions. As we have seen earlier, this does not exhaust the scope of the critical theory. It is directed toward a future which is different from the present. Theory in the existing society is designed to reveal the possibilities of its radical change. For this reason the critical theory, whether it is regarded as a project of prac-

^{83a} Th. W. Adorno, *Ohne Leitbild - Parva Aesthetica*, Suhrkamp, Frankfurt a. M., 1967, pp. 94-103.

⁸⁴ Already in his article „Analytische Wissenschaftstheorie und Dialektik“, Habermas strongly emphasized the importance of a hermeneutical procedure in the creation of a scientific experience about society. In his later books, *Zur Logik der Sozialwissenschaften*, J. C. B. Mohr (Paul Siebeck), Tübingen, 1967, and *Erkenntnis und Interesse*, Suhrkamp, Frankfurt a. M., 1968, the study of hermeneutics in the contemporary methodology of social sciences and in the past, especially with Dilthey and Freud, was given a very prominent place.

tice, implying option for one of several possibilities, or more restrictively, as a critical maieutic of revolutionary practice, needs a vision of the future which does not consist in a formalistic extrapolation of some established or just implied development tendencies. In the critical theory creative construction is just as important as the explanation of experientially recorded facts. For this reason, in its emergence and development imagination has a far greater role than in that theoretical thought which moves within the framework of reliable and methodically created empirical evidence. It would be altogether unreasonable to deny the indispensable function of imagination in theoretical thinking, just as in any creativeness in general. In fact, with the exception of Marcuse who in *Eros and Civilization* attributed to imagination, capable of building a practicable vision of a different society, only an aesthetical character in opposition to reason,⁸⁵ no other protagonist of the critical theory supported his or a similar conception of imagination. Even Marcuse himself in his *One-Dimensional Man*, which has preserved visible traces of an earlier aestheticism, believes that the correctness of historical projects must be tested by means of rational criteria. However, there is no disagreement about the exceptional role of imagination in the emergence of the critical theory. Sartre and Mills share this opinion. This opinion, too, is opposed to the view prevailing in the conservative shades of positivism. Comte, for example, believed that to control imagination by subjecting it to observation is one of the essential features of a positive spirit. But if we wish to preserve the rationality of the theory, its constructions must fulfil certain conditions which justify confidence in their feasibility and meet the expectations which are contained in the construction. It is self-evident that the testing of theoretical constructions about a fundamentally altered society must be left to the future and historical practice. Yet, rational expectations, where the image of the future is related to the available experience, are peculiar to any practice wishing to safeguard itself from illusionism. The critical theory has not dealt much with the problem of justifying theoretical constructions about the future. Marcuse has outlined general criteria for the examination of the reasonableness of historical projects. According to his opinion a project implying a radical change of the existing form of society must be in accordance with the attained level of material and intellectual culture, it must prove its advantages over the existing society in improving and developing production, in having a good knowledge of the basic structur-

⁸⁵ »The aesthetic dimension obviously cannot legitimize the principle of reality. Just as imagination, which is its constitutive mental faculty, the field of aesthetics is essentially 'unrealistic'. . . Before the tribunal of the theoretical and practical reason, which has shaped the world according to the performance principle, aesthetic existence stands accused«. (H. Marcuse, *Eros and Civilization*, according to Serbo-Croatian translation. Naprijed, Zagreb, 1965, p. 141). And yet, Marcuse underlined the epistemological value of imagination which he opposed to reason. »The truth value of imagination applies not only to the past but also to the future: the forms of freedom and happiness which it evokes seek to become historical reality«. (Ibid., p. 121.)

es and development tendencies of the established society, and finally its implementation should offer better prospects for the pacification of the struggle for existence and a free development of human needs and faculties.⁸⁶

In Marcuse's and Adorno's works we frequently come across passages where they equate the critical theory with utopia and see in this its advantage.⁸⁷ Since this view has been fairly widely publicized, it will not be amiss to outline at the end of this article some essential differences between utopia and the revolutionary theory. This does not denote contempt for the cultural-historical significance of utopian thought which has often foreshadowed the progressive social movements that developed much later. It is also not accepted that utopian thought has lost its former function. But this thought must not be assessed in a general and non-historical manner, since there is a vast difference between the cultural-historical value and the socio-political significance of different utopian works. It would be difficult to accept the statement that »the utopian element has long been the only progressive element in philosophy«,⁸⁸ if »utopian element« is taken to mean comprehensive utopian works, and not (as in Mannheim's description of utopia) contents in what may be regarded as non-utopian philosophical thought in which it transcends the existing situation, and subsequent experience confirms these anticipations. In this manner, however, the meaning of utopia is wrongfully altered, because a confusion is created without any gain for the history of ideas. Here a revolutionary theory is compared with a thought which builds in a utopian manner comprehensive ideas of society basically different from the existing one. But let us come to the comparison. (1) When utopian thought is considered historically, it becomes immediately apparent that the realization of the idea is very frequently not discussed at all, or is only explained as an accident.⁸⁹ In other utopian works, and sometimes even in practical activity, the protagonist of a projected social change is understood in a purely »utopian« manner (Saint Simon) or attempts are made to carry out the transformation by means of an activity which is easily localized and has no pronounced social consequences (numerous colonies of Fourier's and Cabet's followers in the USA in the last century). A revolutionary theory must contain a historically realistic answer to the question about a revolutionary subject. An answer can only be provided by a fundamental analysis

⁸⁶ H. Marcuse, *One Dimensional Man*, Studies in the Ideology of Advanced Industrial Society, (1964), Beacon Press, Boston 1968, p. 220.

⁸⁷ Haug tells that in one of his lectures delivered in Berlin in 1967, Marcuse said that socialism should return from science back to utopia. (See W. F. Haug, *Das Ganze und das ganz Andere. Zur Kritik der reinen revolutionären Transzendenz*, in the book by J. Habermas (Hrsg.), *Antworten an Herbert Marcuse*, p. 52).

⁸⁸ H. Marcuse, »Philosophy and Critical Theory«, in H. Marcuse, *Negation, Essays in Critical Theory*, Beacon Press, Boston, 1969, p. 143.

⁸⁹ As an echo from far away, this thought was hinted at in *One Dimensional Man*. In his dilemma whether a revolutionary change was possible in the developed industrial capitalist societies, Marcuse concluded that the stabilizing forces in this society were predominant and added: »Perhaps an accident may alter the situation...« (H. Marcuse, *One Dimensional Man*, (1964), Beacon Press, Boston, 1968, p. XV.)

of social contradictions in the contemporary world and their concrete constellation in individual countries. (2) Precisely because of neglecting the manner of its realization, a utopian thought may take an indifferent attitude to the tasks connected with the development of consciousness and political organization of revolutionary subject at the time of struggle for winning power, and perhaps even more in the course of the construction of a new society. A number of major practical problems are theoretically very poorly clarified. For example, the actual social position and political influence of the working class, especially of its less qualified strata in different socialist societies; the position in the new society of the one time principal »ally« in the revolution, especially the poor peasant; the relationship between the intelligentsia and bureaucracy; the relationship between the political party and the working class, etc. Is a utopian approach to these and many other problems of revolutionary theory justified after the experiences of the socialist revolutions in our age? (3) Substantial differences can be established also in the internal structure of the utopian thought and revolutionary theory. The latter is concentrated on the study of contradictions in the existing society. Its imagination is designed to discover real possibilities of social transformation. As we have said earlier, about a new society only a theoretically clear but dialectically open concept is being created, which permits the theory as the critical consciousness of the revolutionary movement to take into consideration its new, positive and negative experiences. In contrast to this, utopian thought invariably creates a static image of the projected society, frequently full of petty details. Therefore it appears that the revolutionary theory rather than utopia – in its traditional or in its modern »futurological« aspect – suits the nature of a consistent critical theory.

CULTURE AND DEVELOPMENT OF THE CONTEMPORARY YUGOSLAV SOCIETY

In this point in development of the contemporary Yugoslav society, when any discussion about culture elicits strong opinions among the public and therefore, even though couched in scientific terms, may have significant ideological and political implications, the discussion among Yugoslav sociologists on the theme, *Culture and Development of the Contemporary Yugoslav Society*¹ is bound to arouse a special interest. Is there a specific culture pertaining to a self-governing society? If there is, what are its basic characteristics and trends of development? Already these two questions are of an exceptional importance. It now remains to be seen how far sociologists have been able to provide answers to them and how much, by speaking about culture, they have said something about themselves.

When four years ago, in February 1966, at the second professional meeting of the Yugoslav sociologists at Split, dedicated to the theme *Changes in the Class Structure of the Yugoslav Society*, there arose a conflict between, generally speaking, the critical and the positivist-functional oriented school of thought, the whole thing was put to rest by calling it a public incident. Unity in ignorance carried victory over actual differences. However, only four years later differentiation in Yugoslav sociology became obvious even to a layman. In February 1970, it was the dialogue, again very loosely speaking, between the representatives of the critical and positivist-functional orientations² that distinguished this gathering of Yugoslav sociologists. The former standpoint was most clearly presented in the papers read by Ivan Kuvačić and Zaga Pešić-Golubović, and the latter in the papers read by Josip Zupanov and Dunja Rihtman-Auguštin.³

1) This article gives an account of the Fourth meeting of the Yugoslav Association for Sociology held in Split from February 12 to 14, 1970, on the theme *Culture and Development of the Contemporary Yugoslav Society*.

2) The terms «critical» and «positivist-functional» are inadequate and are only used for want of better ones. This is due to the fact that fundamental positions have not yet become sufficiently crystallized. Critical remarks and suggestions for more precise definitions would be very helpful.

3) Papers were submitted by: Esad Cimić — *One Prerequisite of Self-Management in the Field of Culture*, Ivan Kuvačić — *Culture and Politics*, Pavle Novosel (not present) — *Self-Management and Political Culture*, Josip Zupanov — *Egalitarianism and Industrialism*, Zaga Pešić-Golubović — *Two Forms of Alienation in Culture within Socialism and Their Relation to Each Other* (theses), Dunja Rihtman-Auguštin — *Traditional Culture and Contemporary Values*, Taras Kermauner (not present) — *Mass Culture as the Natural but Unacknowledged Child of Traditional Culture*, Ivan Šiber — *Education and Political Culture*, Miroslav Vujević — *A Rift in Culture*, Milos Nemanjić — *The Mediation of Art Associations*, Nikola Milošević — *The Problem of Coherence in Artistic Creations*, Vladimir Milanović — *Schools between the Old and the New*, Duro Sušnjić — *Science and Public Institutions*, Vladimir Milić — *An Approach to Investigating the Relationship between the Structure and the Culture of a Self-Managing Society*, Mibailo Popović — *The System of Values and the Cultural Policy* (theses), Miroslav Ahtik — *Leisure Time of the Rural Youth in Serbia*, Miro Mihovilović — *Leisure Time as a Cultural Factor for City Dwellers in Yugoslavia*, Triva Iodić and Danica Mojsin — *Cultural Activities of Young Workers in Their Leisure Time*, Vojislav Đurić — *Study of the Social Motivations and Mobility of the Rural Youth of Ujvodina*, and Božo Jukić — *The Cultural Heritage and the Functionality of Education*. Quotations from the papers will be marked by their page numbers in *Culture and Development of the Contemporary Yugoslav Society*, Yugoslav Association for Sociology, Split, February 1970.

There is no doubt that the highest interest and the most lively discussions were aroused by Josip Zupanov's paper *Egalitarianism and Industrialism*. Basing himself on the opinions of some authors (Edward F. Dennison) that lagging of the developed Western European countries behind the United States is due not so much to the economical but rather to the so-called »residual« factors, meaning cultural factors which are not knowledge and education as such but rather a system of values and cultural norms governing the degree of knowledge utilization, Zupanov believes that the dominant values in Yugoslav society are living standard and consumption (»enrichment«) on the individual level, the »heroic complex« on the national level, and egalitarianism on the societal level.

How is egalitarianism as a dominant social value reflected upon the economic development and economic life of Yugoslav society? According to Zupanov, experience so far strongly suggests the hypothesis that egalitarian distribution inhibits the growth of economic aspirations (page 4). He points out that criticism is already being levelled against egalitarianism, which is being blamed for various difficulties and problems in Yugoslav economy and society (p. 5). Why should it be so? It is only because egalitarianism can have different meanings, as held by Zupanov, or possibly also because different segments of the social structure take a different view of it?

The problem of egalitarianism and its effect on the economical sphere are seen by Zupanov in (a) distribution of status positions in relation to the economic, professional, and political structure, and (b) in social rewards (premiums) which include property and sources of revenue, social power and social prestige. Having analysed this problem, Zupanov concluded that egalitarianism as an implicit value is equality in the distribution of all social rewards – it simply means an outright levelling – while at the explicit level there are two conceptions. According to one, the distribution of income, social power and prestige should be egalitarian, whereas according to the other, there should be an egalitarian distribution of public jobs (all should have equal chances of competing for public posts, but all shall not be equally successful), whereas the distribution of income should be according to work done. However, in practice, »distribution according to work« is constantly being substituted by wage-levelling because »to equalize the conditions of production« means to equalize the results of production. This is how Zupanov defines this situation: »distribution according to work« rationalizes the wage-levelling, and the »theory of equal conditions of production« rationalizes the »theory of equal stomachs« (p. 8). It follows, then that egalitarianism in the Yugoslav society means egalitarian distribution of »social rewards« regardless of any other circumstances, including ability and the distribution of positions in the economic, social and political spheres.

Another important problem is whether or not egalitarianism is functional in an industrial society. Zupanov believes that egalitarianism is functionally related to global productivity. The functional character of this connection is clearly seen if we analyse the components of the so-called *egalitarian syndrome*. These components, according to Zupanov, are as follows: (1) the prospect of »limited goods« as a cognitive component, (2) »redistributive ethics«, (3) the norms of egalitarian distribution, (4) »obsession about the private entrepreneur« which is seen in (a) enrichment-phobia or a natural aversion to anything that causes enrichment, (b) »state-ownership« complex, or the »ideological obsession«, (c) anti-entrepreneur mentality, (5) anti-professionalism (curbing the experts' functional authority, pressure on the expert to act against the norms of professional ethics, abolition of the private practice of »free professions«, abolition of professional titles, lowering criteria for entering a profession, lowering the value of professional work, negative attitude to a professional organization), (6) »anti-intellectual wage-levelling«, (7) anti-intellectualism. Having thus determined the components of the »egalitarian syndrome«, Zupanov summarizes the antinomy between egalitarianism and industrialism. In contrast to egalitarianism, industrialism opens up productivist prospects in social production, develops the ethics of manufacturing and income earning, and encourages upward aspirations as the main motive force of the economic system (introduces a different motivational structure). In contrast to the »private entrepreneur obsession« which freezes the economic structure, and in contrast to anti-intellectualism and »anti-intellectual wage-levelling« as marks of egalitarianism, industrialism encourages the development of tertiary activities where personal work and initiative play an essential role; it leads to greater professionalization and regards creative potentials as the most productive sources. Finally, whereas egali-

tarian anti-intellectualism puts an emphasis on physical labour, industrialism emphasizes the creative, organizational, supervisory and documentary-informative work. On the basis of this, Zupanov concludes that there is absolutely no doubt about the ineffectualness of the egalitarian syndrome, which is capable of seriously hampering further development. Believing that the egalitarianism vs. élitism dilemma of each communist movement was resolved in Yugoslavia after 1948 by a return to »partisan ethics«, i. e. to egalitarianism, Zupanov says: »A return to 'partisan ethics' was first of all a return to an ideal but not at the same time to such a behaviour that would be in full conformity with the ideal, as had been the case during the national liberation struggle. The gap between 'sein' and 'sollen' became the permanent source of tension and social dynamics: the letter of the Central Committee of the League of Yugoslav Communists of 1958, Tito's 1962 speech at Split, the student demonstrations of June 1968 – all these events constitute a kind of social »electric storms« resulting from the 'potential differences' between 'sein' and 'sollen«. Basic demands have always been along the same lines: abolish privileges and inequalities in society, coordinate the actual social-economic situation with the central values of the social system. Obviously, this task of altering the 'state of affairs' could only be given to the political structure of social stratification. However, they were not prepared – just as any other social group would not be prepared – to renounce privileged treatment, and thus they attempted to channel dissatisfaction in the direction of the economic and socio-professional structure: thus in 1962, the socio-professional as well as the economic substructure were the villains, whereas after the student demonstrations it was the economic substructure that was made the scapegoat. These, however, were appeasement campaigns which only went as far as it was necessary to maintain the system, but for which, from the development point of view, a price was nevertheless paid. A tightening is always followed by a certain relaxation. Thus social dynamics in which egalitarianism ('sollen') and socio-economic differentiation ('sein') are the poles is in the shape of circular pulsation in which tensions are resolved, the central value is reaffirmed and the extent of differentiation is maintained (and perhaps even somewhat increased). In other words, we have a closed system of behaviour: *dynamics does not mean a change*«, (pp. 27 and 28). Hence Zupanov calls for a reappraisal of the statistically conceived egalitarianism as the dominant social value, not with the aim of abolishing it but as a plea for its dynamization.

This viewpoint is also developed in Dunja Rihtman-Augustin's paper, *Traditional Culture and Contemporary Values*. The author defines tradition as those elements of culture which are handed down from one generation to the next. Notwithstanding the various racial types encountered in this country (Alpine, Pannonian, Dinaric, Moravian, Macedonian and Adriatic), the peasant and pastoral ways of life adopted by the majority of our population are characterized by a trend toward »limited goods« as being the dominant value. In order not to overstep the norm of »limited goods«, no one wants to stand out, because man works not in order to enrich himself but in order to enrich himself but in order to keep himself and his family alive. In accumulation of capital in a rural community threatens equilibrium, expressed by folk wisdom as »One man's downfall is another man's windfall«. Having thus analyzed the values of traditional culture, Dunja Rihtman-Augustin asks the following question: »To what extent are traditional values a limiting factor to self-management, and how far have they been responsible for some humanist traits, some elements which propel social development?« (p. 5). In answer to this question the author believes that the economic content of self-management, and especially the system of income distribution, have practically no precedent in Yugoslav cultural history. Ethnological literature suggests that the traditional criterion of distribution was the number of hungry mouths rather than an accurately measured amount of work done, that instead of accurate criteria (as if hungry mouths were not a very accurate criterion! – B. J.) there were arbitrary criteria, and that above everything there was the idea of equality which did not permit anyone to get out of the groove. The author concludes from this that the values contained in the peasant and pastoral ways of life do not function according to the programmed model of a self-managing society or a self-managing economic organization. Regarded from another angle, traditional values may serve as a critical correction, to introduce into the system »care for man«, humanization of labour and disalienation (!).

Having established how value orientation of traditional culture is related to the value orientation of the revolutionary movement on the one hand, and to the value

orientation of the industrialized society on the other – in other words having established the confrontation of different value orientations on our heterogeneous soil – Dunja Rihtman-Auguštin is somewhat more cautious than Zupanov in stating that it is now, and perhaps even in a foreseeable future, »difficult to talk about any common values in this country, unless we affirm that it is self-management as an ideological project« (n. 11). The author sees the dilemma of our society as the Yugoslav man's dilemma between traditional culture and present-days values. It is possible to agree with the author that such a dilemma can be resolved by society only if it has made an assessment of its own traditional culture at a given moment, as well as of the innovation which is being offered, but there undoubtedly remains the question, what happens if the values of traditional culture have already been forgotten, in some environments even rejected, before any new values have been adopted? What is to be done if the contemporary Yugoslav is at the moment on the horns of a dilemma, if he has launched himself away from the rocky shores of traditional culture, and has not yet arrived at the »promised land« of new values?

It seems that this question leaves broad possibilities for a critical approach to the entire problem. An attempt in this direction was made by Ivan Kovačić in his paper *Culture and Politics*. His view was that is only in the sphere of social dynamics that there is a possibility for an intercourse between culture and politics. The author emphasizes that »if no policy is prepared to renounce manipulation, it does not follow that every policy must be identified with it« (p. 1). At some determined revolutionary moment in the history of nation, when cultural creativeness becomes a part of the struggle for freedom, as was the case in Yugoslavia, Algeria, Cuba and today in Vietnam, culture and politics go hand in hand. It is then that cultural creativeness becomes an authentic national consciousness growing out of the struggle for social progress. When this consciousness turns into nationalism, it is the most reliable sign of the crisis and downfall of a revolution.

On the other hand, culture and politics part ways when politics turns into separate ruling sphere which degrades culture, because it turns its institutions into a state apparatus. The so-called »mass culture« is the most powerful instrument of manipulation of the masses in contemporary society, because it is operated in the name of the masses and against insular elites. Thus the results of cultural creativeness become consumer goods. On the other hand, authentic cultural values and highest works of art are removed from the key points of a modern industrial society (where the products of »mass culture« reign sovereign) and repressed into the intimate spheres of man's life. Their inimitable and permanent values escape the rigid rules of standard bureaucratic procedures. Kovačić concludes from this that »the policies of the most powerful established systems are in conflict with authentic cultural creativeness. On the one hand they encounter increasing opposition from cultures of smaller nations, which in the struggle against the hegemony of large centres strengthen the elements of national self-consciousness, and, on the other hand, at home they face the challenge from avant-gardist, non-conformist groups from the ranks of intellectuals and youth. In order to overcome this opposition, politics even today do not shrink from applying raw physical violence« (pp. 3 and 4).

Out of the three forms of manipulation – fascist, Stalinist and that of the market – Kovačić believes the last-mentioned to be the most efficient one: »In place of refreshing expressions of imagination and sensitiveness serving as a basis for criticism and revolt, the market introduces pornography and light literature, saturated with aggressiveness and violence, designed not only to bring profits but also to protect the existing system of distribution of power, because it thus creates and maintains among the population a condition of psychological and moral repression« (p. 5).

With reference to the question whether the market mechanism can find an adequate place in the socialist value orientation, Kovačić states: »Notwithstanding many other circumstances, it is sufficient to point out that in the conditions of a free market, unemployment and poverty of a part of the population are a normal phenomenon. The market favours the cunning and the successful, and failure is a personal matter for each individual. When we bear this in mind, it is obvious that it is contrary to the Marxian egalitarian ideology of protection for the poor and the oppressed. Hence it is being openly said in this country that a value orientation such as this constitutes the main obstacle to a faster industrial progress, which obstacle is impossible to eliminate without at the same time challenging the entire system of self-management« (p. 7). In place of manipulation by the market, Kovačić advances self-management, which is based on the initiative and creativeness of

broad masses, rejecting technocratic-managerial orientation towards profits and an absolute market logic in the sphere of culture. He believes that the profit principle cannot be the motive force in the spheres of culture and education. However, this does not mean that he denies the influence of the market upon culture: »There is no doubt at all that the market is really necessary today, but it does not follow from this that the principle of profit-making is the basic yardstick which must be applied always, in all sectors, even at the price of a general degradation of personality and of the undermining of national culture« (p. 8).

Two Forms of Alienation in Culture within Socialism and Their Relation to Each Other by Zaga Pešić-Golubović appears to be a logical continuation of Kuvačić's discussion on the position of culture in the conditions of manipulation. Zaga Pešić-Golubović discusses the ideologization of culture and mass culture as two types of alienation in culture. What she means by ideologization of culture is the loss of autonomy in culture or the tendency to decide on cultural matters from a centre which is well apart from the spheres where cultural works are created. This is when men creating culture are told just how much freedom they may have and are expected to express their loyalty and support for official policies in their works. In other words, it is a demand for the endorsement of a political system. However, ideologization of culture which the author defines as follows: »This is a message which the creator passes on (by various media) to other members of society, through which culture effects a kind of ideological guidance. When culture directs men to develop and act in the spirit of socialism, i. e. of a human community, there is no need to impose upon it ideological restrictions which will also restrict this basic ideological guidance; otherwise culture becomes alienated« (p. 1). Having identified the ideological and humanistic functions of culture, the author states that the ideological function of culture and freedom of creativeness are not opposed to one another. Culture is not ideologically indifferent, but in order to be able to effect its humanistic function, it must be free from any ideological restriction. Hence freedom is a *conditio sine qua non* of any cultural creativeness. The only limits to creative freedom are one's own humanistic criteria. The ideologization of culture produces an alienated culture (1) by reducing culture to only one, permitted form of expression; (2) by denying freedom as a condition of cultural creativeness and by accepting »imposes freedom«; (3) by asking for all forms of cultural creativeness to be subservient to politics, which alone can prescribe what is ideologically correct; (4) by turning ideological guidance, which is implicitly contained in any act of creativeness, into an ideological canon; (5) by developing conformism and lack of criticism; (6) by prohibiting doubt as a basic method of creativeness and proclaiming instead the faith in authority; (7) by accepting a partial personality and a model of »*homo duplex*« as a desirable type of man, in contrast to the essential function of culture of fostering the development of a total personality.

Mass culture, on the other hand, fills the void created by ideologized culture. It deals with the world of crime and with the seamy side of life – which are never referred to by the official culture – in easily digested amounts, as »entertainment« which does not give rise to indignation or concern but rather produces a false relief and a false relaxation« (p. 9). Mass culture, therefore, offers entertainment rather than serious life determination in order to replace the absence of this determination. It therefore is a useful tool of ideological propaganda by diverting attention from society's true problems and by lending support to a commercial approach as the basic unit of evaluating culture, thus tending to make the sphere of culture just another sphere of consumption.

Zaga Pešić-Golubović seems to see a way out in the observance of two basic requirements: a) of an autonomy of culture and freedom of creativeness, and b) of a consistent application of the principle of self-management as reflected in the right of direct producers to decide themselves on their work and the products of their work, and society's right to control both activities and products of activities in all fields of social work. In this case, of course, the problem of public control becomes exceptionally important. The author refers to public control in its non-institutionalized (public opinion) and its institutionalized forms, and calls for public control over the media of public communications. A solution would be to elect on the principles of self-management (rather than have them appointed by the state authorities) such members of councils in the sphere of culture who would be professionally capable of judging the quality of work in a corresponding social activity. Thus, in the sphere of public control the policy is to nominate competent

critics and to develop criticism as an indispensable approach to creative work: »For this reason criticism, both of creators and those who pass a judgement of their works, must not interfere with freedom and the right to individuality: it must not be based on particular interests of specific social groups, but rather upon universal, humanist principles, and on the basis of specific criteria in specific fields of culture.« (p. 6).

A review of all the papers, however useful, would nevertheless be superfluous. This will mean injustice to some papers – e. g. those by Nikola Milošević, Đuro Sušnjić, Taras Kermauner, and Pavle Novosel – whereas it will be a service to some others.⁴ However, it would not be amiss to take a look at two more papers. In his paper entitled *One Prerequisite of Self-Management in the Field of Culture*, Esad Cimić asks the following questions: »Can self-management develop in any sphere of public life if it is not developed (neither as an idea, nor as a system, nor as a practice) at the global social level? Can we reasonably refer to the development of self-management in one sphere while there is stagnation or a complete absence of development in another. Does self-management as a concrete practice mean the elimination of hired labour if its subjects work on poor material prerequisites which are supposed to engender this 'freer' social relationship? Can there be talk at all about self-management in those spheres which, at least for the time being, are incapable of providing material prerequisites for their activities? Is it self-management at all if it is 'introduced', 'installed' rather than organically grown out of man's and society's internal needs?« (p. 1). Unfortunately, Cimić did not attempt to answer these questions, which appear to be exceptionally significant. (It is good that they have at least been asked.) He views culture as a collective responsibility toward development and calls for an integral self-management in culture. Cimić discusses three forms of establishing material prerequisites for cultural activities: the market, financing through public funds and financing by means of system of autonomous agreement, but at this moment he does not favour any of the advanced forms, but rather suggests a mixed model of financing: »It would not be very hard to show (and prove) that discussions about the material position of culture tend more to reveal its difficult situation than to conceal its failures, It is in the interest of culture that we should readily opt for a mixed model of financing. In a combined model – depending on the level of economic and cultural development – these sources of financing should be evaluated differently. This seems to be almost the only way to attain a rational as well as humanist organization of cultural life« (p. 6).

Recalling that 72 per cent of this country's population still belong to rural culture, Vojislav Đurić revealed the outrageous treatment of the peasantry in Yugoslav society as seen in their low incomes, low social prestige and power. There is a tendency to deny a rural background. Is it not an insult to tell someone that he is a peasant, asks Đurić. In the process of interaction between rural and urban cultures, he stresses the following important points: (1) the spreading of village-to-city migration; (2) the spreading of the media of mass communications; (3) the spreading of technical innovations; and (4) the spreading of a uniform general education. Đurić analyzed the effects of this interaction, referring to urban outskirts as an »extension hand of the village« and to the housing and financial hardships of the peasant coming to the city.

The debate virtually centred on Josip Zupanov's paper. In a lively and interesting polemics, Zupanov's paper was criticized from opposite positions, critical-humanist and positivist. The discussion was opened by Vojin Milić, who pointed out that Zupanov failed to show the basic social relationships in which culture is engendered. Milić's objections can be summarized as follows:

(1) In Yugoslav society there have already been attempts to identify egalitarianism with Cominformism, and we all know how wrong this is. Any talk of egalitarianism must bear in mind the social circumstances in which it is taking place. How incorrect the above-mentioned comparison is is shown by the fact that we had a desire for independence, and opposition arose as a criticism of bureaucracy. Measures were taken to abolish bureaucratic privileges. Milić himself was resolutely in favour of the principles of egalitarianism.

(2) Zupanov on the one hand impoverished the concept of egalitarianism, while on the other he wrongly attributed to egalitarianism certain properties which it cannot claim. The greatest bourgeois revolution had at its base liberty, fraternity

4) This primarily refers to papers on some rather modest empirical investigations.

and equality. Bourgeois egalitarianism cannot be separated from demands for equality before law. The revolutionary proletarian movement wants to implement the principle of equality in all spheres of life. One gains the impression that for Županov no egalitarianism is possible without bureaucracy, which is unacceptable.

(3) Through re-evaluation physical work is placed in a more favourable position than white-collar work. However, the bureaucracy and army were excepted. Nor was the principle of equality applied in the distribution of apartments. Only a strong proletarian movement can achieve equality.

(4) Milić received the impression that Županov referred only to individual remuneration, whereas no advanced society can function without a growing share of public spending (public health services, education, the judiciary) in addition to individual remuneration. If these institutions are equally accessible to all citizens, then the differences in personal incomes are less important. And the availability of schools to children from different strata is outrageous.

(5) Županov accuses egalitarianism of having an aversion to private entrepreneurs, which is to beg the question. No one is against individual work, but what we are against is exploiting others by virtue of owning the means of production.

(6) Županov explains poor professionalization by the lack of trained managers. If this society wants to be a self-managing one, then, according to Milić, it cannot support managers. This is quasi-professionalization. Milić counters the idea of a managerial class with the idea of a collegiate form of work, as in universities, with periodical exercise of functions as would suit the self-managing concept of an organization.

(7) In order to disprove the thesis of anti-intellectualism as one of the components of the «egalitarian syndrome», Milić stated that there was no feeling of anti-intellectualism among workers and that some of the symbols of Yugoslav revolution were intellectuals (Dr. Mladen Stojanović, Slaviša Vajner-Čiča, etc.). In Milić's opinion there is a conflict between the bureaucratic apparatus and certain groups of intellectuals, which are not the same groups in all cases. What is more, he sees no reason for relating this problem to egalitarianism, particularly since various groups of intellectuals were not all in favour of egalitarianism.

(8) In conclusion, Milić pointed out that egalitarianism was not a basic social value in Yugoslav society, and not even a verbal stand. Some sectors of the population accept egalitarianism, and some do not, to mention those who use egalitarianism as a front. How was it, for instance, that in the survey on problems of income distribution some deputies expressed ideas that were different from those they had voted for in the Assembly?

In contrast to Milić, Josip Obradović criticized Županov's paper from a strictly positivist position and made the following points:

(1) Županov's mistake was that he forgot he was using a set of hypotheses on the basis of which he stated what ought to be done. In fact, his conclusions did not stand up, because they were not based on firm foundations.

(2) Županov referred to egalitarianism as though it were a dominant value in Yugoslav society. Yet the facts that he adduced indicated differently. Egalitarianism could be said to be a dominant value of certain social groups, but that was not true of Yugoslavia as a whole, since there were those who were not in favour of equality.

(3) According to Županov, there was a negative correlation between egalitarianism and industrialism. This hypothesis, however, was not tenable, because there were highly developed countries in which egalitarianism was the dominant social value. Therefore, could not be claimed that there was an incongruity between egalitarianism and industrialism.

(4) Županov spoke of an «egalitarian syndrome» and cited anti-intellectualism and anti-professionalism. However, there was no proof at all for this. Furthermore, Obradović felt that self-management was the most radical form of anti-professionalism. Did this mean that self-management was dissonant with industrialization?

In other respect Obradović gave Josip Županov's paper a high praise, as did many other participants in the discussion. Silvano Bolčič, for instance, thought that Županov's work was valuable for relating the problems of culture with those of economic development. It was significant that attention was given to the development of technology in an egalitarian system of values. Within these terms of reference, Bolčič wondered whether there were any home-grown ethics that could promote productivity of labour. Humanist criticism must apply itself to investigate how to realize humanist ideals in conditions of economic underdevelopment.

Whereas Zupanov accepted the remarks made by Josip Obradović, with some reservations and explanations, he reacted strongly against those by Vojin Milić, declaring that Milić had read more into the text than was written there. Zupanov defended his view that the scientific and technological revolution could not be identified with industrialism, just as culture could not be confined within the framework of the scientific and technological revolution.

Zupanov pointed out that equality and inequality could be viewed from various angles. The problem was whether or not to accept an egalitarian distribution of income, and this problem was nowhere in the paper identified with the problem of the distribution of personal income. With reference to the criticism of the aversion to private entrepreneurs, Zupanov cited the fact that Yugoslavia passed a law stating that certain fixed assets should be used at 50 per cent capacity (lorries owned by private haulers), stating that no comment was necessary. In reply to the criticism on managers, Zupanov said that he was against political managers but in favour of professionalization and managerial responsibility. In reference to the criticism in respect to anti-intellectualism, Zupanov stated that he never asserted that there was a causal link between egalitarianism and anti-intellectualism but rather a functional one. Anti-intellectualism in egalitarian societies was indisputable. Zupanov felt that it was important to ask how to achieve a faster development and an industrialism that is different from that in the West. Zupanov strongly rejected any suggestion of there being any political views in his paper, emphasizing that he was motivated exclusively by scientific concerns and certainly not by any conservative ideas.

There seem to be substantial reasons for establishing a critical distance from both these fundamental points of view. I have in mind here primarily the positivist-functional orientation. Zupanov's paper clearly demonstrates that this position is very open to criticism, both from within and from without. There is no doubt that the thesis on egalitarianism as a dominant value in Yugoslav society is highly doubtful. It would be a strange dominant value that was under attack by a number of eminent political leaders and writers! What kind of dominant social value is it when young people advocate equality are derogatorily called »our Chinese«? And Zupanov quotes from this pamphlet *in extenso*. On the other hand, Zupanov pins on the norms of equality characteristics that they do not have. Thus, for example, in footnote 53 talks about the pressure exerted on doctors not to examine a patient who has no medical insurance or the money to pay for this examination. If egalitarianism were a dominant value, such a patient would certainly be examined, because medical institutions would be equally accessible to all.

It is convenient to present just one more remark here. No matter how hard a positivist-functionally oriented sociology tries to appear neutral in its value-judgements and ideologically unbiased, it is impossible to avoid the impression that is an excellent instrument for all forces seeking to retain the social *status quo*. It is comparatively easy to show that this orientation essentially indicates a conservative (and prospective) ideology. Zupanov prefaces his paper with the words of Andrej Hlavec: »The demand for the right to work or the demand for remuneration according to needs reflect not so much the need and desire for a job and work as a desire for concealed unemployment and income without work«. Is this really true? Must we denounce the unemployed in this country for wanting »something for nothing«? It would not be a bad idea to ask the hundreds of thousands of Yugoslav workers who have gone abroad, most often compelled by economic necessity, to become highly productive labour in the advanced industrial countries, what they thought about unemployment.

On the other hand, a critical aloofness would be called for, and is even imperative, from the critical-humanist orientation as well. The principles of humanism can have a wide variety of interpretations, so that it would be good to show what they really mean. If, for example, we look at what Zaga Pešić-Golubović means by social control, then we see that it is the same thing, only a little different. It could not be asserted that the situation in this country's cultural life would become radically better if professionals became members of the cultural councils. It is far more important to know what they would do, and what they could accomplish in certain social milieu and conditions. The humanist-critical principles to guide such people would have to be defined more closely. The sociologists of this orientation should give greater attention to critical analysis of concrete social events and to efforts to clarify and give meaning to social facts. A critical survey of the social system as a system would be indispensable, but it seems that for the most part they are not prepared for such an undertaking.

Božidar JAKŠIĆ

PRAXIS-EDITION INTERNATIONALE – 1971 (8^e ANNÉE)
INDEX DES AUTEURS

- Un moment du socialisme yougoslave,
N^o 3-4, p. 331
- APOSTOL Pavel
96 Sätze über Tod und Freiheit in Hegels Philosophie und in unserer Zeit, N^o 1-2, p. 191
- ARNASON Johann P.
Universalgeschichte und Emanzipation,
N^o 1-2, p. 167
- BAHR Hans-Dieter
Historischer Materialismus in Hegels
Geschichtsphilosophie, N^o 1-2, p. 139
- BARONI Ernesto
Die Zeit, die Nicht-Zeit und das Nichts,
N^o 1-2, p. 187
- BLOCH Ernst
Geschichtliche Vermittlung und das No-
vum bei Hegel, N^o 1-2, p. 13
Warum und zu welche Ende die meisten
großen Philosophen nicht, noch nicht
Materialisten waren, N^o 3-4, p. 563
- BORCHERT Donald M.
The Influence of Hegel in Contemporary
God-is-dead Theology, N^o 1-2, p. 203
- CVJETICANIN Veljko
Quelques thèses sur le léninisme dans les
conditions contemporaines du socialisme,
N^o 1-2 p. 269
Caractéristiques et dilemmes du socialis-
me autogestif yougoslave, N^o 3-4, p. 511
- DAMNJANOVIĆ Milan
Arbeit und Sprache in System Hegels
und bei Marx, N^o 1-2, p. 161
- ĐURIĆ Mihailo
Praxis, Arbeit und Handeln, N^o 1-2,
p. 101
- FALOUT Željko
Lénine et la question de la littérature,
N^o 1-2, p. 307
- FINK Eugen
Hegels Problemformel »Prüfung der
Realität des Erkennens« (in der »Phä-
nomenologie des Geistes«), N^o 1-2, p. 39
- GOJKOVIĆ Jasminka
The Crossroads of American SDS, N^o
1-2, p. 315
- GRLIĆ Danko
Revolution und Terror, N^o 1-2, p. 49
Marginalien zum Problem der Nation,
N^o 3-4, p. 495
- GRASSI Ernesto
Hegels Mißdeutung der lateinischen und
humanistischen Tradition N^o 1-2, p. 109
- HORVAT Branko
Analysis of the Economic Situation and
Proposal for a Program of Action,
N^o 3-4, p. 533

JAKSIĆ Božidar

Bourgeois Society and Bourgeois Science, № 172, p. 279

Yugoslav Society between Revolution and Stabilization, № 3-4, p. 439

Culture and Development of the Contemporary Yugoslav Society, № 3-4, p. 657

JÄHNIG Dieter

Die Beseitigung der Geschichte durch »Bildung« und »Erinnerung«, № 1-2, p. 63

KANGRGA Milan

Hegel-Metaphysik oder Revolution? № 1-2, p. 27

Phänomenologie des ideologisch-politischen Auftretens der Jugoslawischen Mittelklasse, № 3-4, p. 451

KUVAČIĆ Ivan

Additional Thoughts on Synchrony and Diachrony, № 3-4, p. 423

MANDEL Ernest

Actualité de la théorie d'organisation léniniste à la lumière de l'expérience historique, № 1-2, p. 215

MARKOVIĆ Mihailo

Die Neue Linke und die Kulturrevolution, № 1-2, p. 235

MILIĆ Vojin

Method of Critical Theory, № 3-4, p. 625

PACI Enzo

La phénoménologie et l'histoire dans la pensée de Hegel, № 1-2, p. 93

PALMIER Jean-Michel

Goldmann vivant, № 3-4, p. 567

PEŠIĆ-GOLUBOVIĆ Zagorka

Socialist Ideas and Reality, № 3-4, p. 399

PETROVIĆ Gajo

»Bürokratischer Sozialismus«, № 3-4, p. 487

POPOV Nebojša

Les formes et le caractère des conflits sociaux, № 3-4, p. 353

PUHOVSKI Zarko

Philosophie de la politique du »Nouvel état de choses«, № 3-4, p. 521

QUARELLO P.

Nuova sinistra e democrazia diretta, № 1-2, p. 289

REI Dario

Felice Balbo e la dialettica hegeliana, № 1-2, p. 285

RUBEL Maximilien

La fonction historique de la nouvelle bourgeoisie, № 1-2, p. 257

SCHUMACHER Joachim

Anmerkungen zur Vorgeschichte des Begriffes Nichts bei Hegel und seine Aufhebung durch Marx und Ernst Bloch, № 1-2, p. 177

SIMEUNOVIĆ Vojin

Die Aktualität von Hegels »Phänomenologie des Geistes«, № 1-2, p. 73

SUPEK Rudi

Actualité de la pensée d'Hegel et Lénine, №1-2, p. 3

Some Contradictions and Insuficiencias of Yugoslav Self-Managing Socialism, № 3-4, p. 375

VOLKMANN-SCHLUCK K. H.

Hegels Begriff der absoluten Negation und ihre Bedeutung für uns, № 1-2, p. 85

VRANICKI Predrag

Le socialisme et la crise. № 3-4, p. 335

WOLFF Kurt H.

On the Cunning of Reason in our Time, № 1-2, p. 129

ZVAN Antun

Ecstasy and Hangover of a Revolution, № 3-4, p. 475

PRAXIS - REVUE PHILOSOPHIQUE

EDITION INTERNATIONALE

1965-1971

1^e ANNEE (1965)

- N^o 1 - **De la Praxis** (B. Bošnjak, G. Petrović, V. Vranicki, D. Grlić, R. Supek)
N^o 2-3 - **Sens et perspectives du socialisme** (H. Lefebvre, D. Grlić, M. Marković, S. Stojanović, H. L. Parsons, G. Petrović, D. Pejović, A. Krešić, H. Marcuse, S. Mallet, R. Supek, V. Korać, P. Vranicki, M. Životić, L. Goldmann)
N^o 4 - **Liberté** (G. Petrović, P. Vranicki, D. Grlić, Lj. Tadić, M. Kangrga)

2^e ANNEE (1969)

- N^o 1-2 - **Qu'est-ce que l'histoire** (M. Kangrga, L. Kolakowski, E. Fink, K. Axelos, V. Filipović, W. D. Nietman, G. Petrović, Z. Tordai, D. Grlić, A. Heller, M. Marković, E. Heintel, U. Cerroni, M. Đurić, I. Fetscher, S. Stojanović, G. Wetter, M. Čaldarović)
N^o 3 - **L'art dans le monde de la technique** (D. Grlić, I. Focht, D. Pejović, M. Kangrga, M. Marković)
N^o 4 - **Socialisme et éthique** (M. Kangrga, M. Životić, M. Marković, R. Supek, D. Grlić)

3^e ANNEE (1967)

- N^o 1 - **Actualité de la pensée de Karl Marx** (A. Krešić, M. Kangrga, R. Supek, P. Damjanović, G. Petrović)
N^o 2 - **Bureaucratie, technocratie et liberté** (S. Stojanović, S. Krešić, V. Rus, M. Greiffenhagen), **Actualité de la pensée de Marx** (M. Prucha, P. Vranicki, A. Heller, M. Životić, H. L. Parsons)
N^o 3 - **Antonio Gramsci** (P. Vranicki, K. Kosik, M. Marković, L. Sochor), **Phénoménologie et marxisme** (V. Filipović, K. Axelos, L. Langrebe)
N^o 4 - **La philosophie dans la société contemporaine** (Z. Kučinar, A. Kron, M. Đurić, D. Grlić, V. Sutlić, A. Pažanin, M. Damjanović, P. Vranicki, I. Babić, V. Korać, A. Krešić, R. Supek, D. Rodin, M. Kangrga, Lj. Tadić, Z. Pešić-Golubović, M. Životić, S. Stojanović, M. Mićunović, S. Knjazeva-Adamović)

4^e ANNEE (1968)

- N^o 1-2 - **Créativité et réification** (R. Supek, M. Kangrga, D. Grlić, R. Berlinger, G. Petrović, S. Morris Eames, V. Korać, A. Küzli, P. Vranicki, S. Stojanović, E. Madel, Lj. Tadić, Z. Tordai, N. Bellu, G. Semerari)

- № 3-4 – **Le national international, l'universel** (P. Vranicki, M. Kongrga, R. Supek, V. Cvjetičanin, U. Cerroni, H. L. Parsons, A. Künzli, Lj. Tadić, D. Grlić), **Karl Marx** (G. Petrović, J. P. Nettle, D. C. Hodges, G. A. Cohen, M. Marković)

5^e ANNEE (1969)

- № 1-2 – **Marx et révolution** (E. Bloch, H. Marcuse, R. Supek, M. Kangrga, E. Fischer, M. Marković, E. Fromm, A. Heller, V. Korać, O. Flechtheim, K. Wolff, K. Axelos, G. Petrović, B. Bošnjak, E. Fink, D. Grlić, R. Berlinger, M. Đurić, M. Landmann, F. Cengle, G. Nanning, B. Despot, H. Parsons, I. Kuvačić, S. Jonas, S. Novaković, B. Debenjak, S. Stojanović, J. Habermas, V. Cvjetičanin, N. Birnbaum, Lj. Tadić, J. Strinka, M. Mirić, A. Kunzli, H. Lubasz, I. Fetscher, V. Sos, M. Čaldarović, Z. Tordai, A. Sohn-Rethel, V. Sutlić)
- № 3-4 – **Présentation de »Filosofija«** (M. Kangrga, A. Krešić, S. Stojanović, Lj. Tadić, M. Životić, V. Korać, V. Pavićević, M. Marković, P. Vranicki, Z. Pešić-Golubović, V. Rus, N. Milošević)

6^e ANNEE (1970)

- № 1-2 – **Pouvoir et humanité** (R. Supek, V. Korać, V. Sutlić, L. Goldmann, G. Petrović, A. Krešić, Lj. Tadić, K. H. Volkmann-Schluck, E. Paci, J. Lewis, A. Künzli, P. T. Brockelmann, D. Pirjevec, I. Kuvačić, W. Hofmann, F. Marek, H. Fleischer, Đ. Šušnjić, P. Broué)
- № 3-4 – **Marx, Marxisme, Marxologie** (M. Marković, J. Arandelović, E. Paci, E. Grassi, D. Grlić, B. Bošnjak)

7^e ANNEE (1971)

- № 1-2 – **Hegel et notre temps** (R. Supek, E. Bloch, M. Kongrga, E. Fink, D. Grlić, D. Jöhnig, V. Simeunović, K. H. Volkmann-Schluck, E. Paci, M. Đurić, E. Grossi, K. H. Wolff, H. D. Bahr, M. Mammjanović, J. P. Arnason, J. Schumacher, E. Baroni, P. Apostol, D. M. Borchert) **Lénine — la nouvelle gauche** (E. Mandel, M. Marković, M. Rubel, V. Cvjetičanin, B. Jakšić, D. Rei, P. Quarrello, Z. Falout, J. Gojković)

Excepté des contributions thématiques chaque numéro de la revue contient des contributions diverses dans les cadres des rubriques régulières: PORTRAITS ET SITUATIONS, PENSÉE ET RÉALITÉ, DISCUSSION, COMPTES RENDUS ET NOTES, VIE PHILOSOPHIQUE, CHRONIQUE

Tous les numéros publiés jusqu'à présent peuvent être obtenus par l'ordre à l'administration de PRAXIS, Filozofski fakultet, Zagreb, Đure Salaja 3. Le prix du numéro simple: 2 dollars U. S. (ou l'équivalent en devises convertibles). Le prix du numéro double: 4 dollars U. S. (ou l'équivalent en devises convertibles). Le prix réduit d'une année entière (4 numéros simples ou 2 numéros double): 7 dollars U. S. (ou l'équivalent en devises convertibles).



**ZEITSCHRIFT
FÜR
PHILOSOPHISCHE
FORSCHUNG**

in Verbindung mit der
Allgemeinen Gesellschaft für Philosophie in Deutschland

HERAUSGEGEBEN VON G. SCHISCHKOFF,
MÜNCHEN

in Zusammenarbeit mit

O. FR. BOLLNOW, Tübingen — H. HEIMSOETH, Köln
H. KUHN, München — L. LANDGREBE, Köln — F.J.v.
RINTELEN, Mainz

unter Mitwirkung von

Th. BALLAUF, Mainz — A. DEMPF, München
A. DIEMER, Düsseldorf — E. FINK, Freiburg/Br. — G.
FUNKE, Mainz

L. GABRIEL, Wien — A. GEHLEN, Aachen
R. HALLER, Graz — E. HEINTEL, Wien
— D. HENRICH, Heidelberg

J. E. HEYDE, Berlin — Fr. KAULBACH, Münster/W.
J. KOPPER, Mainz — M. LANDMANN, Berlin
Ph. LERSCH, München — B. LIEBRUCKS, Frankfurt/M.
K. REIDEMEISTER, Göttingen — H. REINER, Freiburg
J. RITTER, Münster — W. SCHULZ, Tübingen
K. ULMER, Tübingen — H. WAGNER, Bonn — H. WEIN,
Göttingen

W. WEISCHEDEL, Berlin — R. ZOCHER, Erlangen

Abonnementspreis 64. — DM

Einzelheftpreis 17. — DM

VERLAG ANTON HAIN KG.
MEISENHEIM GLAN 1971

Announcing A New

**INTERNATIONAL AND INTERDISCIPLINARY
QUARTERLY OF SOCIAL THOUGHT**

SOCIAL PRAXIS

Editor: K.T. Fann. Atkinson College, York University,
Downsview 463, Ontario, Canada

Associate Editors: Howard Adelman. Harold Bassford.
Paul Piccone

Editorial Board: Shlomo Avineri, Christian Bay, Noam
Chomsky, Theotônio Dos Santos, Franco Ferrarotti,
John Gurley, Irving L. Horowitz, Eugene Kamenka,
Gordon Lewis, Ralph Miliband, James O'Connor, Sid-
ney Peck, Anatol Rapoport, Adam Schaff, Shingo Shi-
bata, John Sommerville, Svetozar Stojanovic

SOCIAL PRAXIS

is a forum for the expression of all relevant ideas in
social philosophy. Factual, theoretical, critical, or con-
structive articles on all social issues are accepted.

SOCIAL PRAXIS

is an international journal which welcomes contribu-
tions from all parts of the world. Occasionally we
will publish special issues devoted to recent social
thought in specific countries or areas (e.g. Africa,
Eastern Europe, and China). Each of these will be
edited by an invited editor.

SOCIAL PRAXIS

is an interdisciplinary journal. Writers from various
disciplines including Anthropology, Economics,
Philosophy, Political Science, Psychology, Sociology,
and the Natural Sciences . . . are urged to bring their
distinctive perspectives to bear on problems of general
concern.

SOCIAL PRAXIS

will publish original articles in English with summaries
in French, Russian, and Spanish. Three copies of the
typescript with a short summary should be submitted.
Books for review and all editorial correspondence
should be sent to the Editor.

SOCIAL PRAXIS

will be published quarterly by Mouton Publishers (P.O.
Box 1132, The Hague, Netherlands). Subscriptions
should be sent to the publisher. The rates per volume
of four issues are \$ 6.00 for individuals and \$ 18.00
for institutions.

JUGOSLAWIEN DENKT ANDERS

MARXISMUS UND KRITIK DES ETATISTISCHEN SOZIALISMUS

Herausgegeben von RUDI SUPEK und
BRANKO BOSNJAK

Ins Deutsch übertragen von Eleonore von Steiner

Philosophische Grundlage: B. Bošnjak, Betrachtungen über die Praxis; M. Kangrga, Entfremdung und Verdinglichung in Marxens Werk; P. Vranicki, Der Sozialismus und das Problem der Entfremdung des Menschen

Marxismus und Humanismus: Z. Pečić-Golubović, Sozialismus und Humanismus; D. Grlić, Sozialismus und Kommunismus; M. Životić, Sozialismus und Massenkultur; M. Đurić, Sinn und Möglichkeit des Fortschritts; V. Milč, Betrag zur Theorie des Gesellschaftskonfliktes; I. Kuvačić, Über die Schablonsierung des Lebens

Die Kritik des Etatismus und Bürokratismus: S. Stojanović, Der etatistische Mythos vom Sozialismus; A. Krešić, Politische Absolutismus, Anarchie und Autorität; V. Rus, Die Institutionalisierung der revolutionären Bewegung

Der Selbstverwaltende Sozialismus: M. Marković, Sozialismus und Selbstverwaltung; V. Cvjetičanin, Die Entwicklung der Selbstverwaltung in Jugoslawien; R. Supek, Die Produktionsgemeinschaft im Wandel

Nachwort: A. Künzli

EUROPA VERLAG

WIEN - FRANKFURT - ZÜRICH - 1971, 280 S.

Gajo Petrović (Hrsg.): Revolutionäre Praxis. Jugoslawischer Marxismus der Gegenwart.

Freiburg: Rombach 1969. Aus dem Serbokroatischen von Karl Held. 286 Seiten, Leinen 29 DM (Sammlung Rombach, NF. Bd. 3, Redaktion: Gerd-Klaus Kaltenbrunner).

INHALT: G. Petrović: Die jugoslawische Philosophie und die Zeitschrift »Praxis« / V. Korać: Lob der philosophischen Vernunft / M. Marković: Ideale, Möglichkeiten, Wirklichkeit / M. Kangrga: Der Sinn der Marx'schen Philosophie / M. Djurić: Formen des historischen Bewußtseins / P. Vranicki: Philosophie in unserer Zeit
M. Kangrga: Praxis und Kritik / D. Grlić: Praxis und Dogma / R. Supek: Die Dialektik der gesellschaftlichen Praxis / M. Životić: Die Dialektik der Natur und die Authentizität der Dialektik / G. Petrović: Sinn und Möglichkeit des Schöpfertums / D. Grlić: Aktion und Kreation / L. Tadić: Bürokratie als verdinglichte Organisation / R. Supek: Die ethischen Antinomien revolutionärer Existenz / B. Bošnjak: Sozialismus und Religion / A. Krešić: Humanität, Politik und Krieg / Dokumente / Notizen über die Autoren / Register.

Gerd-Klaus Kaltenbrunner (Hrsg.): HEGEL UND DIE FOLGEN

Freiburg: Rombach 1970. 428 Seiten, Leinen 60 DM (Sammlung Rombach, NF. Bd. 7, Redaktion: Gerd-Klaus Kaltenbrunner).

INHALT: B. Despot: Hegel in der Verwirklichung der Philosophie / F. Heer: Hegel und die Jugend / P. Heintel: Bemerkungen zur Religionsphilosophie Hegels / K. Hiller: Anmerkungen zur Hegels Philosophie der Geschichte / W. Hochkeppel: Dialektik als Mystik
M. Kangrga: Arbeit bei Hegel und Marx / A. Künzli: Prolegomena zu einer Psychographie Hegels / F. Lombardi: Philosophie nach Hegel / H. Lübke: Geschichtsphilosophie und politische Praxis / R. Marcic: Hegel und das Recht / T. Pirker: Hegels »philosophische Geschichte« und der »Positivismusstreit« / M. Puder: Hegels Gottesbegriffe / M. Riedel: Hegel und Marx. Die Neubestimmung des Verhältnisses von Theorie und Praxis / E. Topitsch: Kritik der Hegel-Apologeten / H. Wein: Hegel in philosophisch-anthropologischer Hinsicht.



VERLAG ROMBACH

AUX LECTEURS ET COLLABORATEURS

La revue PRAXIS est essentiellement composée de travaux portant sur un thème ou un problème donné (chaque étude ne doit pas dépasser 20 pages tapées à la machine avec interlignes réglementaires). Les prochains numéros seront consacrés aux thèmes suivants.

LA PENSEE DE G. LUKACS

AUTOGESTION ET MANIPULATION

RESPONSABILITE DE L'INTELLECTUEL AUJOURD'HUI

LE DEVELOPPEMENT SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE ET LE SOCIALISME

SARTRE ET MARXISME

L'ART CONTEMPORAIN ET LA PENSEE SUR L'ART

•THEORIE CRITIQUE DE LA SOCIETE•

La revue est complétée par les rubriques suivantes: Portraits et situations (16 pages), Pensée et réalité (16 pages), Discussion (12 pages), Comptes rendus et notes (8 pages), Vie philosophiques (6 pages).

Tous les manuscrits seront envoyés en deux exemplaires à l'adresse suivante: Redakcija časopisa PRAXIS, Filozofski fakultet, Zagreb, Đure Salaja b. b. Il ne sera tenu compte que des manuscrits inédits. Les manuscrits ne sont pas retournés. Les travaux publiés n'expriment pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

A NOS ABONNES ET COMMETTANTS

La revue PRAXIS comporte une édition yougoslave (en langue croato-serbe) et une édition internationale (en anglais, français et allemand). L'édition yougoslave est bimestrielle (parution au début des mois impairs). L'édition internationale est trimestrielle (janvier, avril, juillet et octobre).

EDITION YUGOSLAVE: prix du numéro, 1,25 dollars ou l'équivalent en devises convertibles. Tarif d'abonnement pour 1 an, 6 dollars; 2 ans, 11 dollars ou l'équivalent en devises convertibles.

EDITION INTERNATIONALE: prix du numéro 2 dollars ou l'équivalent en devises convertibles. Tarif d'abonnement pour 1 an, 7 dollars; 2 ans, 13 dollars; 3 ans, 18 dollars, ou l'équivalent en devises convertibles.

LES ABONNEMENTS se règlent par chèques adressés à *Praxis*, Filozofski fakultet, Zagreb, Đure Salaja 3, Yougoslavie.

